

Université de Montréal

**L'argent ne fait pas le bonheur : les discours sur la société de consommation et les modes
de vie à Montréal, 1945-1975**

par Stéphanie O'Neill

Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en histoire

Octobre 2016

© Stéphanie O'Neill, 2016

Résumé

Cette thèse examine les discours sur la société de consommation à Montréal entre 1945 et 1975, soit pendant la période d'abondance relative surnommée les Trente Glorieuses. En s'appuyant sur des discours dont la provenance reflète la diversité des points de vue qui entrent dans les foyers et circulent dans l'espace public québécois — périodiques grand public; magazines « féminins »; publications des institutions financières, des syndicats, de groupes gravitant plus ou moins loin de l'Église catholique, d'associations de parents, du milieu communautaire; mémoires en service social; rapports des commissions d'enquête gouvernementales — elle lève le voile sur la façon dont l'entrée dans la consommation de masse et ses répercussions sur les modes de vie sont perçues par une vaste gamme de commentateurs et, dans une moindre mesure, vécues.

En s'appuyant sur une analyse quantitative, elle soutient que Montréal et le Québec n'entrent dans la société de consommation qu'à partir des années 1960, même si plusieurs indicateurs économiques et la consommation domestique des ménages font état d'une prospérité caractérisant l'ensemble de la période. Elle procède ensuite à une analyse qualitative des discours sur l'état de l'économie qui met en lumière la persistance d'inquiétudes — notamment au sujet de l'inflation, pourtant bridée — tout au long des Trente Glorieuses, l'abondance semblant manifestement fragile aux yeux de plusieurs experts. Elle se tourne par après vers les réactions positives, ambivalentes, mais surtout négatives que suscite l'entrée dans la consommation de masse elle-même et la transformation des valeurs qui en découle. Puis, elle propose une analyse des discours portant sur les répercussions de l'entrée dans la société de consommation sur les pratiques financières (l'épargne et le crédit), sur les rapports familiaux et la construction des identités au foyer ainsi que sur la pauvreté.

Elle pose l'hypothèse d'une réticence plus grande des experts franco-québécois à la consommation de masse par rapport à leurs collègues anglophones. Elle soutient également que l'entrée dans la société de consommation renforce le patriarcat au Québec, du moins dans les discours. Ceux-ci se déclinent par ailleurs en deux temps, le conservatisme de la période 1945-1965 cédant le pas à des prises de position imprégnées par le contexte de contestation sociale du tournant des années 1970. À partir de la fin des années 1960, des phénomènes comme l'endettement ou la pauvreté commencent à être appréhendés en lien avec le consumérisme dans le cadre d'une rhétorique socialisante, souvent assez militante, qui conçoit de plus en plus la consommation comme un problème structurel et collectif en soi.

Mot-clés : consommation, Québec, histoire, XX^e siècle, Montréal, conditions sociales, crédit, genre, pauvreté, modes de vie

Abstract

This dissertation examines discourses on consumer society in Montreal between 1945 and 1975, during a period known as the “golden age of capitalism.” Relying on a variety of sources that reflect a diversity of perspectives — namely mainstream periodicals, “feminine” magazines, social work theses, commissions of inquiry, and publications produced by financial institutions, parent associations, unions, Catholic organizations, and community associations — this dissertation reveals how a wide array of commentators perceived the beginnings of mass consumerism in Montreal and its repercussions on lifestyles. It also explores, to an extent, how so-called ordinary people experienced these beginnings and repercussions in their everyday lives.

Although economic indicators display a relative prosperity, this dissertation first offers a quantitative analysis that shows that consumer society did not truly begin in Montreal (or Quebec more generally) before the 1960s. This study then proceeds to a qualitative analysis of discourses concerning Quebec’s and Canada’s economic situation. Apprehensions surrounding the economy persisted throughout this period — most notably around inflation, despite its being under control — and several experts continued to view prosperity as fragile. This dissertation then looks at the positive, ambivalent, but more frequently negative reactions to the beginnings of mass consumerism and the changes in values it entailed. It then finally examines discourses that addressed the repercussions of consumer society on household financial practices, on familial relationships and identity construction within the home, and on poverty.

This dissertation suggests that French-Québécois experts resisted mass consumerism to a greater extent than their anglophone colleagues and that the arrival of consumer society reinforced patriarchy (at least discursively). It also highlights a rupture within discourses on consumerism sometime around 1965 as the conservatism of the previous two decades gave way to ideas linked to the social unrest of the mid-to-late 1960s and early 1970s. From the mid 1960s onward, most commentators began to understand phenomena like debt and poverty as fundamentally connected to consumerism as they developed an oftentimes militant socializing rhetoric that increasingly viewed consumption itself as a structural and collective problem.

Keywords: consumerism, Quebec, history, twentieth century, Montreal, living conditions, consumer credit, gender, poverty, lifestyles

Table des matières

Résumé	I
Abstract	II
Table des matières	III
Liste des tableaux	VII
Liste des figures	IX
Liste des annexes	X
Liste des sigles et abréviations	XI
Dédicace	XII
Remerciements	XIII
Introduction	1
Une société et des familles en pleine mutation	6
La culture de la consommation	15
Consommation, rapports de pouvoir et construction identitaire	20
Les identités de consommateurs et de citoyens	27
Notions et inspirations théoriques	32
La consommation (de masse)	32
Le genre	33
Le mode de vie	35
Méthodologie et sources	37
Problématique et structure de l'analyse	47

Partie I : L'entrée du Québec et de Montréal dans la société de consommation 53

Chapitre 1 : Portrait statistique de l'entrée dans la consommation de masse au Canada, au Québec et à Montréal 54

1.1 Trente « glorieuses » années?	54
1.1.1 Sous le signe de la croissance	56
1.1.2 Les revenus et l'inflation	58
1.1.3 Le taux de chômage	63
1.2 De nouvelles pratiques de consommation	66
1.2.1 Plusieurs calendriers proposés par l'historiographie	66
1.2.2 Comment juger d'une société de consommation (ou non)?	72
1.2.3 Le choix de l'automobile comme indicateur de l'entrée dans la consommation de masse	73
1.2.4 L'automobile au Québec et en Ontario	78
a) Une progression linéaire	78
b) Un écart qui s'amenuise entre les deux provinces	79
c) Plusieurs dates charnières au Canada	83
1.2.5 L'automobile à Montréal	85
1.2.6 D'autres indicateurs à manier avec prudence	90
a) L'accès à la propriété et l'essor des banlieues	90
b) La technologie domestique	94
Conclusion	99

Chapitre 2 : Inquiétudes au sujet des transformations économiques 102

2.1 L'entrée dans la société de consommation	104
2.1.1 Amélioration du confort et du niveau de vie	104
2.1.2 Une « ère d'abondance »	107
2.2 L'inflation	111
2.2.1 « Si les prix montent encore / pour m'ner barque à bon port / elle travaillera aussi / à Saint-Henri » : l'inflation, une préoccupation constante	111
2.2.2 Monstre, fléau, menace, maladie, cancer, etc. : la construction de l'inflation en tant que problème	116
2.2.3 Pourquoi l'inflation est-elle construite comme un problème?	122
2.2.4 La réponse du gouvernement	126
Conclusion	130

PARTIE II : L'entrée dans la consommation de masse et ses répercussions sur les modes de vie : discours et critiques 132

Chapitre 3 : « On voit jamais pleurer personne sur le comptoir des magasins » : le bien-être par la consommation 133

3.1 Désir de participation à la consommation 134

3.2 L'association de la consommation à la démocratie et au progrès 137

3.3 La redéfinition du luxe et des besoins 150

3.3.1 Les besoins comme objet d'étude universitaire 151

3.3.2 « “La valeur d'une chose, dit Karl Marx dans *Le Capital*, consiste uniquement dans son rapport avec nos besoins” ». 153

3.3.3 « Il n'y a rien de tel que la prospérité pour créer des besoins » : de nouveaux ou de faux besoins? 158

3.3.4 Le genre de la nécessité et du superflu 163

Conclusion 165

Chapitre 4 : « La suprême incarnation du mal » : l'infortune par la consommation 167

4.1 « L'idole de la piastre » : lutter contre le « matérialisme ambiant » 170

4.1.1 L'opposition religieuse entre le spirituel et le matériel 176

4.2 La consommation comme forme d'exploitation 187

Conclusion 193

Chapitre 5 : « Se pendre à crédit » : l'épargne et le crédit 195

5.1 « C'est assez le temps des sacrifices » : la transformation des pratiques 197

5.1.1 Les pratiques d'épargne 197

5.1.2 Les pratiques de crédit 201

5.2 Les exhortations à épargner pendant l'après-guerre 210

5.2.1 L'épargne, une « vertu » masculine 212

5.2.2 Épargne masculine, économie féminine 216

5.3 Des discours (de moins en moins) réfractaires au crédit à la consommation 220

5.3.1 Les perceptions de la transformation des attitudes 221

5.3.2 L'opposition au crédit pour des raisons morales 224

5.3.3 L'endettement comme problème social 231

5.3.4 « Bien » utiliser le crédit pour les « bonnes » raisons 240

Conclusion 245

Chapitre 6 : Le rôle de l'argent et de la consommation dans les rapports familiaux	248
6.1 La consommation et les rapports conjugaux	249
6.1.1 Une consommation de moins en moins exclusivement féminine?	250
6.1.2 Rapports de pouvoir et conflits conjugaux au sujet de l'argent	261
6.2 L'argent et les rapports filiaux	269
6.2.1 L'éducation à l'épargne des enfants et des jeunes	270
6.2.2 Vers l'initiation des enfants et des jeunes à la consommation	279
Conclusion	294
Chapitre 7 : « Le soleil de la prospérité actuelle ne luit pas pour tout le monde » : la pauvreté en période d'abondance	297
7.1 Où et qui sont les exclus de la prospérité pendant les Trente Glorieuses?	299
7.1.1 La pauvreté en chiffres	300
7.1.2 La géographie de la pauvreté montréalaise	303
7.1.3 Qui sont ces exclus de la prospérité en milieu urbain?	308
a) Clivages ethnico-linguistiques	308
b) « There is no doubt that the poorest of the poor in this country are the Indians, the Eskimos, and the Metis » : les membres des Premières Nations	311
c) Le genre de la pauvreté	312
d) Des salariés	313
e) Des familles nombreuses	314
7.2 Les discours sur les exclus de l'abondance	315
7.2.1 « S'aider soi-même »	316
7.2.2 « Misère » et « insécurité » ouvrières	322
7.2.3 La pauvreté, un phénomène social	326
7.2.4 La lutte contre la pauvreté	333
7.3 La pauvreté au quotidien	336
7.3.1 La construction du quotidien des pauvres	337
7.3.2 Réflexivité des ménages pauvres	342
Conclusion	346
Conclusion	348
Bibliographie	357
Annexes	379

Liste des tableaux

Tableau I	Indice des prix à la consommation (IPC) et taux d'inflation annuel (en %), Montréal, Toronto et Canada, 1945-1975 (1971 = 100)	59
Tableau II	Taux de chômage à Montréal et à Toronto, 1967-1971	65
Tableau III	Nombre moyen de personnes par ménage au Québec, en Ontario et au Canada, 1951-1971	83
Tableau IV	Nombre de ménages et immatriculations d'automobiles (IA) au Québec, en Ontario et au Canada, 1951-1971	84
Tableau V	Proportion des ménages possédant au moins une automobile, Montréal et environs, 1951, 1961 et 1971	88
Tableau VI	Nombre de logements occupés par des propriétaires et des locataires, zone métropolitaine de Montréal	92
Tableau VII	Proportion des ménages possédant certains biens, Montréal et environs, 1951	97
Tableau VIII	Proportion des ménages possédant certains biens, Montréal et environs, 1961	98
Tableau IX	Proportion des ménages possédant certains biens, Montréal et environs, 1971	98
Tableau X	Taux d'épargne personnelle (proportion du revenu personnel), Canada, 1947-1967	198

Tableau XI	Taux d'épargne personnelle et hausse du crédit à la consommation, Canada, 1961-1975	199
Tableau XII	Crédit à la consommation en cours proportionnellement au revenu personnel disponible, Canada, 1948-1963	202
Tableau XIII	Répartition et volume des créances actives par catégorie de prêteurs au Québec, années choisies : 1951-1970	205
Tableau XIV	Estimation du pourcentage annuel du coût des prêts aux consommateurs, Canada, selon une étude parue en 1967	208
Tableau XV	Distribution des responsabilités et décisions selon les réponses obtenues par les membres de 35 couples mariés urbains	254
Tableau XVI	Proportion estimative (en pourcentage) de la proportion de la population vivant dans la pauvreté dans certaines villes, Canada, 1967-1976 (critère des 70 %)	302
Tableau XVII	Revenus tirés des salaires, Montréal et environs, 1951-1971, dollars courants	305
Tableau XVIII	Évolution des revenus, île de Montréal, 1951-1971, dollars courants	306
Tableau XIX	Revenu moyen de travail des salariés masculins, classés d'après l'origine ethnique, Québec, 1961	310

Liste des figures

Figure 1	Évolution des salaires réels au Canada, 1920-1990	61
Figure 2	Taux de chômage au Québec, en Ontario et au Canada, 1946-1975	64
Figure 3	Nombre de personnes par automobile immatriculée par année, Canada, Québec et Ontario, 1921-1975	79
Figure 4	Évolution de la région métropolitaine de Montréal 1951, 1961, 1971	87
Figure 5	Devenir plus « musclé » grâce à l'ACEF	192
Figure 6	Tout...à crédit, tout...au comptant	229
Figure 7	Écarts entre la population divisée en quintiles selon le revenu, Canada, 1951-1981	303
Figure 8	Répartition du revenu médian dans la RMR de Montréal, 1951, 1971	308
Figure 9	Le budget familial, une panacée?	320

Liste des annexes

Annexe 1	Indice des prix à la consommation pour le Canada, classé par éléments principaux, 1941-1975 (1971=100)	379
Annexe 2	Taux de chômage au Québec, en Ontario et au Canada, moyennes annuelles, 1946 à 1975 (en pourcentage)	380
Annexe 3	Immatriculations d'automobiles, population totale, ratio population/immatriculations d'automobiles Québec et au Canada entre 1945 et 1975	381
Annexe 4	Niveaux d'insuffisance de revenus au Canada selon la taille de la famille en 1961 et ajustés en 1967 et en 1971 en fonction de la hausse du coût de la vie	384

Liste des sigles et abréviations

ACC	Association des consommateurs du Canada
ACEF	Association coopérative d'économie familiale
BCN	<i>Banque Canadienne Nationale</i>
BCN-BM	<i>Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale</i>
BRC	<i>La Banque Royale du Canada</i>
BM-BRC	<i>Bulletin mensuel – Banque Royale du Canada</i>
BFS	Bureau fédéral de la statistique
CC	<i>Consommateur Canadien</i>
CC/LC	<i>Canadian Consumer / Le Consommateur</i>
CEC	Conseil économique du Canada
CH-EN	<i>Chatelaine</i>
CH-FR	<i>Châtelaine</i>
CPD	Caisses populaires Desjardins
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
ÉDP	École des parents
ÉDP	<i>L'École des Parents</i>
ÉDP _r	<i>La Revue de l'École des parents</i>
FACEF	Fédération des associations coopératives d'économie familiale
FO	<i>Foyers ouvriers</i>
FTQ	Fédération des travailleurs du Québec
ICV	Indice du coût de la vie
IPC	Indice des prix à la consommation
JOC	Jeunesse ouvrière catholique
JOCF	Jeunesse ouvrière catholique féminine
LC	<i>La Consommatrice</i>
LF	<i>La Famille</i>
LT	<i>Le Travail</i>
LOC	Ligue ouvrière catholique
MCP	<i>Ma Caisse populaire</i>
MN	<i>Maintenant</i>
MO	<i>Le Mouvement ouvrier</i>
MO/LW	<i>Le Monde ouvrier / The Labor World</i>
PIB	Produit intérieur brut
PV	<i>Protégez-vous</i>
RC	<i>Réveil du consommateur</i>
RD	<i>La Revue Desjardins</i>
RL	<i>Relations</i>
RMR	Région métropolitaine de recensement
Séréna	Service de régulation des naissances
SPM	Service de préparation au mariage
SRD	<i>Sélection du Reader's Digest</i>
TRD	<i>The Reader's Digest</i>

À la mémoire de mon grand-père,

Claude Gagnon

Remerciements

Je tiens d'abord à exprimer toute ma reconnaissance à ma directrice de thèse, Denyse Baillargeon, qui a cru en moi dès le premier jour. Son soutien indéfectible, ses conseils toujours à point, sa disponibilité hors pair et son écoute ont fait figure de constantes pendant toutes mes études supérieures. Ses lectures rigoureuses ont grandement amélioré la qualité de cette thèse. Je n'aurais pu mieux tomber.

Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans le soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, du département d'histoire de l'Université de Montréal, de la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal, de la Bourse Madeleine St-Martin, du Fonds Arsène David et du Groupe d'histoire de Montréal. Je dois une fière chandelle aux donateurs de l'UdeM de même qu'aux contribuables québécois et canadiens — j'espère avoir été à la hauteur.

À l'Université de Montréal, j'ai eu la chance de côtoyer d'excellents professeurs, notamment Michèle Dagenais, Susan Dalton, Ollivier Hubert, David Meren et Thomas Wien, qui ont apporté beaucoup à ma formation au cours des dix dernières années et, plus récemment, stimulé ma réflexion historique. Dès mes études de maîtrise, alors que cette thèse était en germe, Jarrett Rudy m'a fait sentir la bienvenue à l'Université McGill et s'est montré d'un enthousiasme indéfectible vis-à-vis de mes recherches. Les étudiants des cycles supérieurs du département d'histoire et d'études classiques de McGill m'ont par la suite offert leur camaraderie en plus de me permettre d'occuper les espaces de travail à leur disposition en 2012 et 2013. À l'UQÀM, Magda Fahrni a considérablement alimenté ma réflexion sur l'historiographie. En m'invitant à me joindre au groupe de lectures qu'elle a par la suite formé, elle m'a permis d'approfondir mon analyse et de côtoyer ses talentueux étudiants. Leurs commentaires et leurs critiques ont rendu meilleurs les chapitres 2 et 3 de cette thèse.

À UBC, les membres du département d'histoire m'ont très bien accueillie. Les idées, commentaires et critiques des membres du « Canadian caucus » ont amélioré la version finale du chapitre 4. Michel Ducharme a fait preuve d'une générosité incroyable, notamment en lisant et en commentant l'intégralité de cette thèse. Je tiens également à exprimer toute ma reconnaissance à Elise Chenier, Cameron Duder et Magda Fahrni, sans lesquels notre arrivée dans une nouvelle province aurait été autrement plus compliquée.

Je tiens aussi à remercier le Service des archives de la CSN, plus particulièrement Yves Lacroix, pour l'aide au repérage de documents pertinents auxquels l'accès facile fut grandement apprécié. Je dois une fière chandelle aux bibliothécaires de la Grande Bibliothèque à Montréal qui, tous les jours pendant plus d'un an, ont fait, sans jamais perdre le sourire, d'innombrables allers et retours dans les rayons pour m'apporter des périodiques couverts de poussière. Au début de mes recherches, Henri Goulet, avec lequel Paul-Étienne Rainville m'a généreusement mise en contact, m'a envoyé des documents, dont une

bibliographie très complète sur la société de consommation et les organismes de défense des droits des consommateurs au Québec, qui m'ont été très utiles tout au long de la rédaction.

Le Groupe d'histoire de Montréal m'a permis de faire partie d'une « famille intellectuelle » et de côtoyer des historiennes et des historiens dont le soutien et l'amitié ont mis de la chaleur dans mon quotidien de doctorante œuvrant à une tâche bien solitaire. Je me suis toujours sentie la bienvenue dans les locaux du Groupe, que ce soit pour travailler, ou encore pour discuter d'histoire, de politique ou de la vie en général avec Mary Anne Poutanen et Sonya Roy.

Collègues et amis se méritent également toute ma reconnaissance, que ce soit pour des échanges intellectuels ou des conversations plus détendues, notamment Jacinthe Archambault, André Bilodeau, Mikael Dumont, Philomène Gallez, Claire Garnier, Brian Gettler, Ashley Gilmour, Colin Gilmour, Carolynn McNally, Amanda Ricci, Daniel Simeone et Catherine Ulmer. En plus de leur amitié, Valérie Poirier et Sonya Roy m'ont souvent offert une oreille attentive : je les en remercie du fond du cœur.

Colin Grittner, avec qui j'ai la chance de partager mes hauts et mes bas, a photographié d'innombrables documents, trimballé des sacs de livres beaucoup trop lourds, apaisé mes doutes, discuté de mes idées, révisé mon anglais et composé avec mon humeur changeante avec amour et humour. Il met de la joie dans ma vie et insuffle une bonne dose d'optimisme à mon quotidien. Je l'en remercie profondément. Je souhaite aussi remercier mes beaux-parents, Margie et Jim, qui m'ont chaleureusement accueillie au sein de leur famille et, à de nombreuses reprises, sous leur toit. Leur enthousiasme pour ce projet fait chaud au cœur.

Enfin, je suis profondément reconnaissante envers mes parents, Diane et François. Sans leur soutien tout au long de mes études, ce projet n'aurait jamais vu le jour. Mon père a pris d'innombrables photos, m'a aidée à comprendre les statistiques et a réglé tous mes problèmes informatiques. Ma mère, qui m'a inculqué le souci de la qualité du français, a révisé tous mes textes en plus d'écouter mes doutes et mes frustrations en faisant preuve d'une patience d'ange.

Introduction

Pour quiconque s'adonne à une lecture assidue des quotidiens du Québec en ce début de XXI^e siècle, un constat s'impose : en collaboration avec les fonctionnaires, l'impôt et l'hiver, les *baby-boomers* seraient responsables de tous les maux de la terre. Obnubilés par le confort matériel, les membres de cette génération auraient en effet siphonné les ressources de la province afin d'assouvir leur hédonisme insatiable. Malgré le simplisme de cette caricature, elle ne s'avère pas pour autant dépourvue de fondements historiques, aussi dénaturés soient-ils, puisqu'elle est fille d'une conjoncture particulière dont les échos résonnent, aujourd'hui encore, avec puissance dans les mémoires. En effet, pendant les Trente Glorieuses, qui correspondent grossièrement aux trente premières années de la vie des *baby-boomers*, « la Belle Province » voit déferler une vague de changements qui métamorphoseront à jamais le visage de sa société. Au nombre de ceux-ci figure le sujet de la présente thèse, soit la façon dont l'entrée dans la société de consommation est perçue et, dans une moindre mesure, vécue, à Montréal entre 1945 et 1975. Théâtre d'une « Grande Noirceur » correspondant dans l'imaginaire collectif de ce début de XXI^e siècle à une société maintenue sous le joug du tandem réactionnaire Église catholique-mode de gouvernement duplessiste, du changement de cap politique des années 1960 surnommé la Révolution tranquille menée de front par les Libéraux de Jean Lesage ainsi que de la montée de l'indépendantisme québécois qui se cristallise dans l'élection du Parti Québécois en 1976, le paysage politique, économique, social et culturel caractérisant le Québec de 1945 est méconnaissable trois décennies plus tard.

Au sortir du second conflit mondial, plusieurs transformations économiques et sociales se répercutent sur la vie quotidienne des Québécois : nous les abordons ici brièvement de façon à la fois thématique et chronologique tout en gardant en tête qu'elles ne peuvent souvent, dans les faits, être dissociées les unes des autres. Le *baby-boom*, qui altère profondément et durablement le profil de la population de la province, comme de plusieurs pays occidentaux, figure en tête de lice de ces mutations¹ : en découle le poids démographique

¹ Danielle Gauvreau nuance toutefois la portée de ce phénomène en sol québécois. Selon elle, l'augmentation du taux brut de natalité est tributaire du regain de la nuptialité après le conflit : les Québécois se marient plus tôt et davantage d'entre eux le font. Des indicateurs plus sophistiqués permettent toutefois de percevoir que le déclin de

considérable de la jeunesse tout au long de la période. Les années 1940 sont également synonymes de prolongation des études pour les jeunes grâce à la loi provinciale de fréquentation scolaire obligatoire de 1943 et à l'introduction des allocations familiales fédérales en 1945, deux politiques sociales s'inscrivant dans la mise en place de l'État providence québécois et canadien². De surcroît, les femmes mariées, entrées en masse sur le marché de l'emploi pendant la Seconde Guerre mondiale, sont de plus en plus nombreuses, tout au long des Trente Glorieuses, à joindre les rangs des travailleurs salariés, un phénomène qui est loin de faire l'unanimité dans les décennies 1940 et 1950³.

Non sans lien avec ces dissensions, l'atmosphère tendue de la guerre froide pèse lourd sur le Canada anglais comme sur « la Belle Province » de l'après-guerre et confère aux notions de droits individuels et de démocratie une apparence de fragilité⁴. S'ajoute à ce climat d'insécurité tribulaire de la rivalité entre le bloc communiste et le bloc occidental le souvenir de la décennie et demie où se sont succédé la crise économique des années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale. Ces inquiétudes coexistent toutefois avec une confiance inébranlable dans la démocratie libérale et avec la reprise, voire l'essor fulgurant, de l'économie nord-américaine. Les trois décennies qui suivent ne sont pas sans raison surnommées les Trente Glorieuses : elles s'avèrent également synonymes d'une certaine prospérité, aussi relative soit-elle. En effet, après avoir vécu sous le signe de la frugalité imposée d'abord par le chômage, puis par le rationnement, les familles québécoises, comme les autres sur le continent, assistent

la fécondité caractérisant, sauf exceptions, tout le XX^e siècle, se poursuit, mais à un rythme plus lent qu'auparavant. Danielle Gauvreau, « Aspirations et comportements de fécondité au XX^e siècle : la montée des tensions » dans Danielle Gauvreau *et al.*, *La fécondité des Québécoises, 1870-1970. D'une exception à l'autre*, Montréal, Boréal, 2007, p. 144. Voir aussi : Danielle Gauvreau et Benoît Laplante, « Baby-boom et déclin de la fécondité. L'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, 24, 1 (automne 2015), p. 42-55.

² Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997, 291 pages.

³ Geneviève Auger et Raymonde Lamothe, *De la poêle à frire à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45*, Montréal, Boréal Express, 1981, p. 160; Ruth Roach Pierson, « They're Still Women after All ». *The Second World War and Canadian Womanhood*, Toronto, McClelland and Stewart, 1986, p. 215-220.

⁴ Annalee Götz, « Family Matters. The Canadian Family and the State in the Post-War Period », *Left History*, 1, 2 (automne 1993), p. 53-74; Franca Iacovetta, « Recipes for Democracy? Gender, Family, and Making Female Citizens in Cold War Canada » dans Mona Gleason et Adele Perry, dir., *Rethinking Canada. The Promise of Women's History*, 5^e éd., Oxford University Press, 2006, p. 264-277.

à l'amélioration de leur niveau de vie⁵. Cette période voit en fait l'entrée des ménages dans la société de consommation de masse, une modification des pratiques que symbolise l'exode vers les banlieues qui prolifèrent.

La consommation de masse n'a toutefois pas que des partisans, car elle génère aussi des inquiétudes, d'où la création, en 1947, de l'Association canadienne des consommateurs (ACC)⁶. Au Québec, où les syndicats constituent des forces sociales pour le moins revendicatrices et critiques du capitalisme⁷ dans la deuxième moitié des années 1960, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) crée, en 1965, les associations coopératives d'économie familiale (ACEF), préoccupées par divers problèmes de consommation. En 1968, Marcel Pépin, président de la CSN, ouvre d'ailleurs « le deuxième front », visant explicitement à s'attaquer aux enjeux relatifs à la consommation domestique⁸. Époque où se fait de plus en plus présente — ou oppressante, c'est selon — l'influence culturelle des États-Unis sur le Canada, la décennie 1960 est également le théâtre d'une virulente critique de la consommation et du mode de vie banlieusard, associé à une domesticité féminisée et à des citoyens apathiques se vautrant dans le conformisme. À ce chapitre, les doléances de l'Américaine Betty Friedan contre la « mystique féminine »⁹ viennent immédiatement en tête, mais il faut souligner que la consommation s'attire également les foudres de la contre-culture, portée par les *baby-boomers* qui arrivent à l'âge adulte et dont les critiques imprègnent la scène culturelle canadienne. Entité aux contours nébuleux, cette contre-culture rejette, comme son nom l'indique, « the core tendencies of mainstream culture¹⁰ », c'est-à-dire — et non sans

⁵ Jean-Pierre Charland et Mario Desautels, *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*, Québec, IQRC, 1992, 273 pages.

⁶ Comme l'indique Cheryl Gosselin, l'Association des consommateurs du Canada est active et comporte des membres au Québec et à Montréal dès le tournant des années 1950 même si les Canadiennes françaises sont moins promptes à joindre ses rangs. Cheryl A. Gosselin, *Vers l'avenir. Québec Women's Politics Between 1945 and 1967. Feminist, Maternalist and Nationalist Links*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 2002, p. 116.

⁷ Selon Jacques Rouillard, les syndicats québécois adoptent une orientation socialiste. Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004 [1989], p. 139-140, 158.

⁸ Marcel Pépin, *Une société bâtie par l'homme : rapport moral du président de la CSN au congrès de 1966. Le deuxième front : rapport moral du président de la CSN au congrès de 1968*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1970, 206 pages.

⁹ Betty Friedan, *The Feminine Mystique*, New York, Norton, 2001 [1963], 430 pages.

¹⁰ James Pitsula, *New World Dawning. The Sixties at Regina Campus*, Regina, Canadian Plains Research Center, 2008, p. 199.

rappeler les *beatniks* des années 1950¹¹ — les valeurs de la classe moyenne, dont le matérialisme et les rôles de genre « traditionnels »¹².

Partie intégrante de la contre-culture, la « révolution sexuelle », c'est-à-dire la libéralisation — en théorie peut-être davantage qu'en pratique¹³ — des mœurs sexuelles représente une autre caractéristique des années 1960 et du début des années 1970. Certaines de ses composantes, comme la sexualité extra-conjugale ou les prises de position pour la contraception et l'avortement¹⁴, se répercutent sur les actions du gouvernement. En effet, dans les années 1960 et 1970, les États canadien et québécois légifèrent sur des enjeux cruciaux lourds de conséquences pour les rapports familiaux. En 1964, le Code civil québécois met un terme à l'incapacité juridique des femmes mariées, un an avant que la Loi sur le régime de rentes du Québec tienne compte, pour la première fois, des unions de fait¹⁵. Quatre ans plus tard, le gouvernement fédéral facilite, par le biais de la Loi sur le divorce, l'accès des ménages à la dissolution matrimoniale¹⁶. La période 1960-1975 constitue de surcroît une charnière en matière de sexualité féminine. Outre le célèbre bill Omnibus qui prépare le terrain « à la possibilité d'avortements à des fins thérapeutiques¹⁷ » en 1969, la pilule anticonceptionnelle envahit le marché et trouve preneuse chez bon nombre de femmes qui bravent les interdits du catholicisme afin de commencer à exercer un certain contrôle sur leur fécondité.

Les pressions tributaires du regain de vitalité du féminisme ne sont certainement pas sans lien avec ces avancées législatives. La vigoureuse défense des droits des femmes qui caractérise le tournant des années 1970 s'inscrit en fait dans un contexte d'effervescence politico-sociale sans précédent. En effet, au cours de la seconde moitié des Trente Glorieuses, une multitude de foyers de contestation éclosent au Québec, en Amérique du Nord comme un peu partout sur la planète, les événements de mai 1968 et le mouvement hippie

¹¹ Wini Breines, « The "Other" Fifties. Beats and Bad Girls » dans Joanne Meyerowitz dir., *Not June Cleaver. Women and Gender in Postwar America, 1945-1960*, Philadelphie, Temple University Press, 1994, p. 382-408.

¹² Pitsula, *New World Dawning...*, p. 200.

¹³ À ce sujet, voir Christabelle Sethna, « "Chastity Outmoded!" *The Ubyssy, Sex, and the Single Girl, 1960-1970* » dans Magda Fahrni et Robert Rutherford, dir., *Creating Postwar Canada. Community, Diversity, and Dissent, 1945-1975*, Vancouver, UBC Press, 2008, p. 301-303, 308.

¹⁴ Pitsula, *New World Dawning...*, p. 201.

¹⁵ Brigitte Lefebvre, « L'évolution de la notion de conjoint en droit québécois » dans Pierre-Claude Lafond et Brigitte Lefebvre, dir., *L'union civile. Nouveaux modèles de conjugalité et de parentalité au 21e siècle*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 12.

¹⁶ Renée Dandurand, *Le mariage en question. Essai socio-historique*, Québec, IQRC, 1991 [1988], p. 28-31.

¹⁷ *Ibid.*, p. 27-28.

symbolisant l'esprit de cette décennie. C'est donc en lien avec la conjoncture internationale qu'émergent ou résonnent au Québec divers mouvements de libération — des femmes, des Autochtones, des Noirs, des Québécois francophones — auxquels participe une partie de la jeunesse du *baby-boom*, sans mentionner l'essor de la Nouvelle Gauche, le militantisme étudiant et l'opposition à la guerre du Vietnam¹⁸. Phénomène — ou forme de contestation plus subtile — distinguant le Québec de l'Amérique du Nord, la pratique religieuse catholique effectuée également, durant la même période, une chute vertigineuse loin d'être anodine pour notre étude puisqu'elle signifie que les prescriptions de l'Église catholique trouvent de moins en moins d'échos dans les foyers de la province.

Cette évocation du contexte général démontre que les années 1945-1975 constituent une période de transformations sans précédent au Québec comme en Occident. C'est sur cette trame de fond que se dessine notre mise en lumière des perceptions, dans les discours alors en circulation, de l'entrée dans la société de consommation dans une « Belle Province » en pleine ébullition pendant les trois décennies suivant la Seconde Guerre mondiale. Ces Trente Glorieuses, qui s'étendent plus spécifiquement de la reprise de l'économie de paix vers 1946-1947 au premier choc pétrolier en 1973, ont jusqu'ici fait l'objet de peu de recherches, ne serait-ce qu'en raison du laps de temps qui doit s'écouler afin de disposer du recul nécessaire pour étudier les années 1960 et 1970 dans une perspective historique. En découle le nombre restreint de travaux récents sur le quotidien des ménages québécois, où se déploient les diverses ramifications de la consommation de masse, pendant ces deux décennies. Plus étonnant toutefois est le peu d'intérêt que les historiens du Québec ont accordé, depuis vingt ans, à la consommation en tant que telle et aux valeurs consuméristes pendant la seconde moitié du XX^e siècle. Cette thèse tire donc une grande partie de sa pertinence de l'existence de

¹⁸ Sur les divers foyers de contestation, voir entre autres : David Austin, « All Roads Led to Montreal. Black Power, the Caribbean, and the Black Radical Tradition in Canada », *Journal of African American Studies*, 94, 2 (automne 2007), p. 516-539; Dominique Clément, « Generations and the Transformation of Social Movements in Postwar Canada », *Histoire sociale / Social History*, 42, 84 (novembre 2009), p. 361-387; Stéphanie Lanthier, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec 1961-1972*, Mémoire de maîtrise. (Histoire), Université de Sherbrooke, 1998, 127 pages; Sean Mills, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 349 pages; Bryan D. Palmer, *Canada's 1960s. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 605 pages; Louise Toupin, « Le féminisme et la question des "mères travailleuses". Retour sur le tournant des années 1970 », *Lien social et politique*, 36 (1996), p. 69-73; Pitsula, *New World Dawning...*, 349 pages; Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008, 309 pages.

ce vide historiographique relatif, d'autant plus surprenant compte tenu des liens qu'il permet d'établir avec l'actualité en ce début du XXI^e siècle où la consommation de masse, devenue surconsommation, semble aller de soi, au point où il est difficile d'imaginer une structure socio-économique alternative même si les ressources de la planète ne suffisent plus.

Une société et des familles en pleine mutation

Le contexte social de l'immédiat après-guerre au Canada anglais et au Québec a fait couler considérablement d'encre au sein de la communauté historique, à commencer par la mise en lumière de la porosité croissante — non sans lien avec l'État providence — des frontières entre le privé et le public ainsi que du caractère public et politique des relations familiales et conjugales. Magda Fahrni affirme ainsi que la citoyenneté politique, économique et sociale à Montréal entre 1945 et 1959 est souvent présentée en termes de rôles et de responsabilités familiales et contribue du fait même à l'élargissement d'un espace politique de plus en plus englobant sous la pression des familles¹⁹. Selon cette auteure, le fait que les femmes se considèrent comme des citoyennes à part entière remet également en question la domesticité qui leur a été attribuée par l'historiographie²⁰. Renée Dandurand, dans son étude socio-historique des transformations du mariage et de la conjugalité au Québec de 1960 à 1985, conteste également l'étanchéité supposée de ces sphères en démontrant l'ancrage profond de l'institution du mariage dans l'espace public²¹. Cette anthropologue considère d'ailleurs l'après-guerre comme une période de fragilité des liens conjugal et paternel dans un espace privé où la « contrainte matrimoniale » pèse tout de même lourd sur les femmes avant de s'alléger dans le sillage des bouleversements sociaux, politiques et économiques des années 1960²².

En adoptant une périodisation plus étendue, d'autres chercheurs se sont penchés sur les discours de l'État, de l'Église catholique et des experts québécois sur divers aspects des modes

¹⁹ Magda Fahrni, *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 7, 18-20, 120.

²⁰ *Ibid.*, p. 122.

²¹ Dandurand, *Le mariage en question...*, p. 12, 17.

²² *Ibid.*, p. 138-147.

de vie des ménages. Ils démontrent que le second conflit mondial constitue une charnière et l'après-guerre une période où coexistent, de façon plus ou moins harmonieuse, des idées et des réalités nouvelles et « traditionnelles » en ce qui concerne la famille et les enfants²³. Denyse Baillargeon qui a étudié, entre autres, le discours médical dans un ouvrage sur la médicalisation de la maternité au Québec de 1910 à 1970, et Peter Gossage, qui a examiné les discours véhiculés par les médecins, le clergé ainsi que la presse populaire et féminine de 1870 à 1970, constatent en ce sens l'empreinte du nationalisme sur la production discursive concernant la maternité, la natalité ou la fécondité tout au long de la période²⁴. De façon plus explicite chez Baillargeon que chez Gossage, ce lien entre la natalité et la survie nationale atteste de la « perméabilité des frontières entre le privé et le public²⁵ ». Tous deux font état du déclin de la fécondité bien avant les années 1960 et observent la montée d'un discours socio-sanitaire, Gossage insistant sur la multiplication, au cours de l'après-guerre, des points de vue catholiques dont certaines composantes concilient la morale religieuse aux nouvelles « normes » et valeurs culturelles nord-américaines²⁶. En ce qui a trait aux réactions des femmes par rapport aux discours normatifs, Baillargeon met en exergue une attitude consistant en quelque sorte « à en prendre et à en laisser », alors qu'aux yeux de Gossage, leur opinion se situait probablement à mi-chemin entre l'assentiment et la résistance²⁷.

Des auteurs se sont plutôt tournés vers les discours, les services et les actions des associations laïques gravitant plus ou moins loin de l'Église catholique pour attester de la cohabitation, dans le paysage discursif québécois et dans les services offerts aux ménages, de visions « traditionnelles » et « modernes » de la famille. Ainsi, selon les analyses de Marie-Paule Malouin, de Jean-Pierre Collin et de Lucie Piché, le modèle conjugal hiérarchisé conforme à l'idéal ménagère-pourvoyeur et aux rôles sexuels complémentaires dont la raison d'être réside dans la procréation perdure dans les discours des années 1930 et de l'après-

²³ Denyse Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants. La médicalisation de la maternité, 1910-1970*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2004, p. 30-31, 65-92; Peter Gossage, « Au-delà de *La Revanche des berceaux*. Les discours publics en matière de procréation, 1870-1960 » dans Danielle Gauvreau et al., *La fécondité des Québécoises, 1870-1970. D'une exception à l'autre*, Montréal, Boréal, 2007, p. 45-96.

²⁴ Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants...*, p. 30-31, 65-92. Gossage, « Au-delà de *La Revanche des berceaux...* ».

²⁵ Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants...*, p. 30-31.

²⁶ *Ibid.*, p. 81-92; Gossage, « Au-delà de *La Revanche des berceaux...* », p. 77-106.

²⁷ Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants...*, p. 31; Gossage, « Au-delà de *La Revanche des berceaux...* », p. 70.

guerre²⁸. Toutefois, d'après Collin et Piché, les mouvements d'action catholique sur lesquels ils se sont penchés — la Ligue ouvrière catholique (LOC) et la Jeunesse ouvrière catholique féminine (JOCF) — permettent aux femmes de jouer un rôle dans l'espace public dont elles tirent une expérience et des compétences enrichissantes²⁹. Michael Gauvreau, qui assimile la Révolution tranquille à un projet catholique mené de front par les mouvements d'Action catholique spécialisée sous l'influence de jeunes laïcs, fait toutefois résonner un autre son de cloche. En effet, à ses yeux, sans remettre en question les rôles de genre « traditionnels », ces associations véhiculent, dès les années 1930, un modèle familial plus « moderne », plus égalitaire, plus démocratique, axé sur l'amour, la compréhension mutuelle et l'épanouissement³⁰. Jusqu'au milieu des années 1950, les membres de l'Action catholique attribuent également, selon Gauvreau, un rôle public à la famille perçue comme la cellule de base de la société³¹.

Cette tendance à la démocratisation du modèle familial centré sur l'épanouissement de la personnalité et l'amour à une époque où la voix des experts, parfois autoproclamés, de la famille et du couple résonne dans les médias de masse³² a également attiré l'attention de chercheurs s'intéressant aux rapports filiaux ou conjugaux. Baillargeon met par exemple en lumière l'insistance de l'École des parents (ÉDP) sur un modèle de famille plus démocratique dont dépend, dans un contexte marqué par les anxiétés liées à la guerre froide, le caractère démocratique de la société elle-même³³. D'après cette historienne, cette association de laïcs

²⁸ Marie-Paule Malouin, *Le mouvement familial au Québec. Les débuts : 1937-1965*, Montréal, Boréal, 1998, p. 22; Jean-Pierre Collin, *La ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1954*, Montréal, Boréal, 1996, p. 95-99; Lucie Piché, *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 233-237, 299-306.

²⁹ Collin, *La ligue ouvrière catholique...*, p. 97; Piché, *Femmes et changement social au Québec...*, p. 3-10, 239-240.

³⁰ Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008 [2005], p. 3-13, 77-119.

³¹ *Ibid.*

³² Sur la multiplication des « experts » et les médias de masse, voir entre autres : Vincent Duhaime, *La construction du père québécois. Le discours du mouvement familial et l'expérience des pères, 1945-1965*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 2001, 164 pages; Christopher Dummitt, *The Manly Modern. Masculinity in Postwar Canada*, Vancouver, UBC Press, 2007, 224 pages; Mona Gleason, « Psychology and the Construction of the "Normal" Family in Postwar Canada, 1945-1960 », *Canadian Historical Review*, 78, 3 (septembre 1997), p. 442-477; Joanne Meyerowitz, « Beyond the Feminine Mystique. A Reassessment of Postwar Mass Culture, 1946-1958 », *The Journal of American History*, 79, 4 (mars 1993), p. 1455-1482.

³³ Denyse Baillargeon, « We Admire Modern Parents. The École des Parents du Québec and the Postwar Québec Family, 1940-1949 » dans Michael Gauvreau et Nancy Christie, dir., *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 239-248, 252-256.

qui conteste la chasse gardée de l'Église catholique en matière d'éducation s'inspire de la pédagogie moderne et de la psychologie pour véhiculer une nouvelle vision de l'enfance faisant écho à ce rejet de tout autoritarisme : elle attribue des droits aux enfants en tant qu'individus en plus de percevoir dans leur éducation morale celle des citoyens futurs, tâche qui incombe principalement aux mères, d'ailleurs souvent sévèrement blâmées³⁴. En assimilant la maternité à une profession, ces experts contribuent toutefois à sa reconnaissance en tant que fonction sociale importante et à son insertion dans l'espace public³⁵.

Cet égalitarisme accru se trouve également dans le modèle conjugal véhiculé par le Service de préparation au mariage (SPM) et par le Service de régulation des naissances (Séréna), respectivement étudiés par Gauvreau et Diane Gervais³⁶. Selon eux, les deux services issus de l'Action catholique plaident en faveur d'un mariage de compagnonnage axé sur l'épanouissement tant sexuel que psychologique des deux membres du couple dont la raison d'être réside dans l'intimité et non plus seulement dans la procréation³⁷. Ces deux auteurs voient dans la philosophie de l'amour véhiculée par le catholicisme engagé les racines de la Révolution tranquille. De son côté, Gauvreau va jusqu'à attribuer aux femmes qui tentent de conjuguer sexualité et spiritualité au sein du SPM un « féminisme personnaliste » qui, sans remettre en question la division des rôles sexuels, refuse de réduire les femmes à la maternité³⁸. Gervais, pour sa part, insiste sur la détresse morale des couples déchirés entre les prescriptions catholiques et leur désir de limiter les naissances, tiraillements auxquels répond Séréna en diffusant la méthode contraceptive sympto-thermique compatible avec les

³⁴ Baillargeon, « We Admire Modern Parents... », p. 248-250, 265. Doug Owrarn fait état d'une logique analogue chez les « experts » canadiens-anglais. Doug Owrarn, *Born at the Right Time. A History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 47-50.

³⁵ Baillargeon, « We Admire Modern Parents... », p. 270.

³⁶ Michael Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism. Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 » dans Nancy Christie, dir., *Households of Faith. Family, Gender and Community in Canada, 1760- 1969*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 319-347; Diane Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale. La réponse du service de régulation des naissances Séréna, 1955-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55, 2 (automne 2001), p. 185-215.

³⁷ Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism... », p. 322-330. Gervais n'aborde pas cette question explicitement, mais comme Séréna est axé sur le contrôle des naissances et que l'auteure affirme qu'il a redonné à des couples « le bon usage de leur sexualité », on peut déduire que le but premier du mariage, et de la sexualité, n'est plus uniquement la reproduction. Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale... », p. 213.

³⁸ Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism... », p. 327-339. Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale... », p. 213-214.

enseignements de l'Église catholique³⁹. Selon Gervais, ce service remet de surcroît en question les rôles de genre « traditionnels » en préconisant une réelle collaboration entre les époux⁴⁰.

Ce modèle conjugal et familial exempt d'autoritarisme est également mis en évidence par des historiens abordant la question des normes sociales et culturelles dans l'après-guerre aux États-Unis et au Canada anglais. En se concentrant sur les familles anglo-saxonnes des classes moyennes, Elaine Tyler May et Doug Owrarn affirment ainsi qu'en raison du climat d'incertitude généré par la crise économique, la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide, on assiste dans l'après-guerre à un repli sur le foyer assimilé à un refuge. Là, les familles nucléaires fonctionnant selon le modèle ménagère-pourvoyeur, mais dépourvues d'autoritarisme, vivent dans une sécurité, un bonheur et une abondance garants de stabilité et de démocratie⁴¹. Le *baby boom*, le haut taux de nuptialité, et le mouvement vers les banlieues s'inscrivent également dans cette tendance aux yeux de May et d'Owrarn qui soutiennent que les valeurs et les normes des classes moyennes positionnant la famille et le foyer au centre de toute chose font consensus dans la population⁴². Bref, d'après eux, l'après-guerre s'avère synonyme de conformité, de consommation de masse et d'une culture exaltant une domesticité et une famille perçues comme des remparts contre la « menace rouge »⁴³. Dans son « autobiographie » des *baby-boomers* canadiens-anglais, Owrarn se distingue toutefois de May en mettant l'accent sur le pouvoir de cette génération constituant selon lui l'axe de gravité de la société, « le fossé générationnel » prenant d'ailleurs des allures de gouffre dans les *sixties*⁴⁴.

Des auteures s'inscrivant dans la tendance historiographique américaine et canadienne-anglaise à remettre en question le conformisme, le conservatisme et la quiétude associés à l'après-guerre viennent toutefois nuancer ce portrait un peu homogénéisant, notamment en démontrant que, parallèlement au culte de la domesticité, de plus en plus de femmes mariées

³⁹ Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale... », p. 191, 202-213.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 198, 213.

⁴¹ Elaine Tyler May, *Homeward Bound. American Families in the Cold War Era*, New York, Basic Books, 2008 [1988], p. 1-18, 153-159; Owrarn, *Born at the Right Time...*, p. 4-13, 22-23, 31-51, 55-83.

⁴² May, *Homeward Bound...*, p. 15; Owrarn, *Born at the Right Time...*, p. 4-29.

⁴³ May, *Homeward Bound...*, p. 6-13, 17-18; Owrarn, *Born at the Right Time...*, p. 4-29, 55-83.

⁴⁴ Owrarn, *Born at the Right Time...*, p. 4-7, 19, 31-51, 159-161. Nous utilisons le terme *sixties* en raison des différentes périodisations de cette période chez les historiens. Les années 1960, pour Owrarn, correspondent approximativement à la période 1963-1972, mais mieux vaudrait (un peu paradoxalement) selon lui remonter aux « signes avant-coureurs » de 1959-1960.

occupent un emploi salarié⁴⁵. De manière générale, elles déconstruisent l'association un peu trop unilatérale des femmes et de la domesticité pendant l'après-guerre pour aboutir au constat de l'ambivalence des discours à ce sujet. Susan Hartmann, qui soutient que dans les États-Unis des années 1940 et 1950, des organisations et des individus influents ont œuvré à rendre cohérents les discours et les pratiques sur le travail salarié des femmes, situe ainsi l'émergence de certaines composantes du féminisme des années 1960 et 1970 dans l'après-guerre. Elle observe en fait la coexistence, pendant l'après-guerre, de tendances contradictoires, des organisations et des individus influents œuvrant par exemple à rendre cohérents, en sol américain, les discours et les pratiques sur le travail salarié des femmes mariées, notamment en l'assimilant à l'intérêt national, parallèlement à la pérennité d'un certain conservatisme culturel⁴⁶. En s'appuyant notamment sur des magazines de masse et sur des lettres écrites par leurs lectrices, Joanne Meyerowitz s'en prend pour sa part à la « mystique féminine », c'est-à-dire une domesticité féminine conservatrice promue par les médias de masse américains et dénoncée par Betty Friedan en 1963. Cette historienne remet en effet en question les généralisations sur la culture de masse américaine entre 1946 à 1958 et démontre l'ambivalence des discours véhiculés par les magazines populaires où figuraient, non sans tensions, « both the domestic and the nondomestic, sometimes in the same sentence⁴⁷ » et où résonnaient, aux frontières du discours, des positions plus « radicales ».

L'étude de Wini Breines sur les adolescentes et les jeunes adultes américaines contestant, par leur adhésion à la culture bohémienne, les normes des classes moyennes relatives aux rôles de genre⁴⁸ ainsi que l'ouvrage de Valerie Korinek qui fait état des positions féministes de la revue canadienne-anglaise *Chatelaine* entre 1950 et 1970, corroborent ce constat d'un après-guerre plus diversifié que ne le laisse croire une certaine historiographie et dont *Homeward Bound* est probablement le représentant le plus notable. Dans son étude du lectorat, de la lecture, du contenu, des éditeurs et de l'équipe de rédaction de *Chatelaine* dans les années 1950 et 1960, Korinek met ainsi en exergue la contribution de la revue au

⁴⁵ Gleason, « Psychology and the Construction of... », p. 451; Susan M. Hartmann, « Women's Employment and the Domestic Ideal in the Early Cold War Years » dans Meyerowitz, *Not June Cleaver...*, p. 86; Valerie J. Korinek, *Roughing It in the Suburbs. Reading Chatelaine Magazine in the Fifties and Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 6.

⁴⁶ Hartmann, « Women's Employment and the... », p. 86-94, 98.

⁴⁷ Meyerowitz, « Beyond the Feminine Mystique... », p. 1458.

⁴⁸ Breines, « The "Other" Fifties... », p. 383, 402; Korinek, *Roughing It in the Suburbs...*, p. 26.

féminisme, restaure l'agentivité du lectorat et lève le voile sur les tensions genrées dans la société de consommation banlieusarde. Ceci lui permet de rectifier le tir d'une historiographie imparfaite par sa tendance, depuis la parution de *The Feminine Mystique*, à tenir pour acquis le conservatisme des revues féminines. Adopter une perspective critique face à ce « mythe » qui dépouille les femmes de toute agentivité — en plus d'adhérer à « the presumption that readers of women's magazines are white, middle-class, suburban, heterosexual women, thereby negating the working-class, rural, male, homosexual, black, native, and immigrant experience with these magazines⁴⁹ » — permet à l'auteure de démontrer l'ambivalence des discours. Elle lève ainsi le voile sur le rejet de l'idéalisation de la domesticité ou de la consommation de certaines lectrices ou membres de l'équipe de rédaction, parallèlement aux positions antiféministes d'autres femmes de la « national community readers, writers and editors⁵⁰ » qui se constitue autour de *Chatelaine*.

En ancrant également son analyse dans un portrait plus nuancé des années d'après-guerre, Veronica Strong-Boag s'est penchée sur les raisons derrière l'expansion des banlieues pour démontrer la diversité des expériences de leurs résidentes au Canada de 1945 à 1960. Cette historienne montre que les anxiétés de l'époque de la guerre froide se tapissent derrière la confiance des individus en un modèle familial banlieusard à forte ségrégation sexuelle, tout en évoquant l'homogénéité ethnique, socioéconomique et, de plus en plus, visuelle des communautés suburbaines toutefois potentiellement différentes les unes des autres. Ce faisant, Strong-Boag suggère en quelque sorte que cet environnement genré féminin reproduisait et confortait les clivages de la société canadienne d'après-guerre⁵¹.

En s'inspirant du plaidoyer de Joan Scott pour une histoire relationnelle des identités de genre⁵², certains historiens ont également étudié la masculinité pendant l'après-guerre. Suzanne Morton et Christopher Dummitt, par exemple, soulignent la coexistence, à une même époque, de plusieurs formes de masculinité au Canada anglais, l'une d'elles s'avérant

⁴⁹ Korinek, *Roughing It in the Suburbs...*, p. 12.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 8.

⁵¹ Veronica Strong-Boag, « Home Dreams. Women and the Suburban Experiment in Canada, 1945-1960 », *Canadian Historical Review*, 72, 4 (décembre 1991), p. 471-475, 483, 486-487, 492, 501-504.

⁵² Joan Scott, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 10, 45.

« dominante »⁵³. Selon ces deux auteurs, l'adhésion des hommes à cette version dominante de leur identité genrée s'inscrit dans une volonté de réaffirmer leur masculinité et de rétablir les frontières et les inégalités de genre à une époque où s'effritent les fondations du patriarcat dans une famille⁵⁴ ou des loisirs⁵⁵ « démocratisés ». Aux yeux de Dummitt, la masculinité dans le Canada anglais de l'après-guerre s'articule ainsi autour de la modernité, de la gestion du risque, de la rationalité et de la maîtrise de soi alors que Morton soutient que la culture masculine des loisirs et ses espaces de sociabilité à Montréal dans les années 1940 « permitted the survival, reproduction and reinforcement » d'une masculinité axée sur les valeurs d'agressivité, de risque, de courage et de compétitivité⁵⁶.

Dans la même veine, des auteurs ont étudié la construction de la paternité dans l'après-guerre. Ils ont ainsi démontré la présence d'un discours qui attribue aux hommes un rôle domestique accru et déterminant pour le développement de la personnalité et de l'identité genrée de leurs enfants, mais sans remettre en question le modèle ménagère-pourvoyeur⁵⁷. Dummitt, qui a examiné la relation entre la construction discursive de la paternité et de la cuisine au barbecue au Canada anglais, Robert Rutherford, qui a mis de l'avant le lien entre des aspects de la consommation domestique des pères, notamment en matière de loisirs, dans les années 1950 et 1960 et la respectabilité masculine, et Vincent Duhaime qui s'est penché sur le discours sur la paternité du mouvement familial québécois, se sont évertués à analyser le processus de masculinisation de certaines composantes de la domesticité⁵⁸. Dummitt et

⁵³ Suzanne Morton, « A Man's City. Montreal and Male Space in the 1940s » dans Tamara Myers *et al.*, dir., *Power, Place and Identity. Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec*, Montréal, Montreal History Group, 1998, p. 182; Dummitt, *The Manly Modern...*, p. 2-7, 15.

⁵⁴ Dummitt, *The Manly Modern...*, p. 2, 4.

⁵⁵ Morton, « A Man's City... », p. 171-172. Sur la relation entre le genre, l'État providence et les « liberal democratic definitions of leisure that emerged in the 1940s and 1950s » (p. 17), voir : Shirley Tillotson, *The Public at Play. Gender and the Politics of Recreation in Post-War Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 235 pages.

⁵⁶ Dummitt, *The Manly Modern...*, p. 4; Morton, « A Man's City... », p. 178-182.

⁵⁷ Christopher Dummitt, « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1 (1998), p. 210. Robert L. Griswold, *Fatherhood in America. A History*, New York, Basic Books, 1993, p. 6; Duhaime, *La construction du père québécois...*

⁵⁸ Robert Rutherford, « Fatherhood, Masculinity and the Good Life During Canada's Baby Boom, 1945-1965 », *Journal of Family History* 24, 3 (1999), p. 351-373; Dummitt, « Finding a Place for Father... », p. 209-223; Duhaime, *La construction du père québécois...*

Duhaime ont ainsi démontré qu'afin de rendre acceptable le « nouveau⁵⁹ » rôle des pères, les discours prescriptifs des classes moyennes ont cherché à concilier masculinité et domesticité en différenciant le rôle domestique des hommes de celui des femmes, en utilisant des attributs « masculins » pour dépeindre la participation des pères au foyer, assimilée aux loisirs plutôt qu'à du travail, et en présentant ceux-ci comme désemparés et maladroits à la maison⁶⁰. Selon Dummitt, la présence d'un tel discours révèle une insécurité face aux rôles de genre caractéristique des années 1950, perçues comme une période de changements rapides par les contemporains⁶¹. Rutherfordale, pour sa part, présente la consommation et les loisirs comme une façon de conférer un rôle familial aux hommes et met en exergue une construction discursive de la paternité et de la domesticité masculine s'apparentant à un idéal déguisé en norme⁶².

Gaston Desjardins, Mary Louise Adams et Mona Gleason, dont l'analyse s'inspire de la pensée foucauldienne, ont pour leur part étudié la jeunesse par le biais de la construction de la sexualité ou de la famille « normale » pendant l'après-guerre et mettent en évidence l'adéquation, dans les discours, entre les normes et les valeurs des classes moyennes⁶³. Desjardins insiste sur le caractère hétérogène de la production discursive de l'Église catholique traversée par un courant plus « moderne » et souligne l'étiollement du cadre prescriptif orthodoxe intransigeant⁶⁴. Adams, qui perçoit l'élaboration des normes dans l'après-guerre comme un processus où s'impose l'hétérosexualité comme seule forme d'expression sexuelle naturelle, et Gleason, qui a analysé les discours des psychologues, dépeignent pour leur part la norme comme une sorte de manteau dont se drape l'idéal de la famille nucléaire moins autoritaire, mais aux rôles de genre bien définis, qui en vient à être assimilé à une normalité inaccessible pour plusieurs. Ces deux dernières historiennes mettent également l'accent sur l'influence des anxiétés tributaires du second conflit mondial et du

⁵⁹ Selon Dummitt, il faut se garder d'exagérer la nouveauté de ce rôle, bon nombre d'historiens ayant mis en lumière des indices de domesticité masculine bien avant l'après-guerre. Dummitt, « Finding a Place for Father... », p. 211.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 209-223. Duhaime, *La construction du père québécois...*, p. 23-24, 46-50.

⁶¹ Dummitt, « Finding a Place for Father... », p. 222-223.

⁶² Rutherfordale, « Fatherhood, Masculinity and... », p. 351, 355-364.

⁶³ Gaston Desjardins, *L'amour en patience. La sexualité adolescente au Québec, 1940-1960*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 43; Mary Louise Adams, *The Trouble with Normal. Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 [1997], p. 26; Mona Gleason, « Psychology and the Construction of... », p. 443.

⁶⁴ Desjardins, *L'amour en patience...*, p. 2-9, 14, 232.

contexte de la guerre froide dans la construction du modèle familial où développement « normal » des jeunes et intérêt national se trouvent profondément imbriqués⁶⁵.

La culture de la consommation

L'historiographie nord-américaine a tendance à associer l'avènement de la consommation de masse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une périodisation valant certes pour les États-Unis, du moins à en croire la majorité des auteurs américains figurant dans le présent bilan⁶⁶, mais moins pour le Canada, comme nous le verrons au chapitre 1. Tout porte toutefois à croire qu'une culture de la consommation se met en place avant l'entrée dans la société de consommation de masse, comme l'illustrent certains chercheurs américains. Ainsi, dans son étude de l'implantation de l'éthique consumériste aux États-Unis, qu'il situe entre 1880 à 1930, William Leach observe la mise en place par le *consumer capitalism* d'une « culture du désir » qui nuit à la vie publique américaine en reléguant aux oubliettes toutes les autres conceptions de la *good life*⁶⁷. En mettant l'accent sur les commerces, surtout les grands magasins, cet historien montre que l'essor d'une nouvelle esthétique commerciale et l'émergence d'un groupe d'intermédiaires (les *brokers*) sont également entrés en ligne de compte dans l'avènement d'une culture axée sur « acquisition and consumption as the means of achieving happiness; the cult of the new; the democratization of desire; and money value as the predominant measure of all value in society⁶⁸ ». Il se pourrait d'ailleurs que plus d'une vision de la culture de la consommation coexistent à un même moment; c'est du moins ce que suggère implicitement Jackson Lears

⁶⁵ Adams, *The Trouble with Normal...*, p. 3-7, 20-28; Gleason, « Psychology and the Construction of... », p. 443-446, 453-457, 476-477.

⁶⁶ À ce sujet, voir entre autres : Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2004, p. 3-536; Stephen Kline, « Toys, Socialization, and the Commodification of Play » dans Susan Strasser *et al.*, dir., *Getting and Spending, European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 339-358; Shelley Nickles, « More is Better. Mass Consumption, Gender, and Class Identity in Postwar America », *American Quarterly*, 54, 4 (décembre 2002), p. 581-622; Lawrence R. Samuel, *Brought to You By. Postwar Television Advertising and the American Dream*, Austin, University of Texas Press, 2001, p. 1-251; Ruth Schwartz Cowan, *More Work for Mother. The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*, New York, Basic books, 1983, p. 3-15, 151-219.

⁶⁷ William Leach, *Land of Desire. Merchants, Power, and the Rise of a New American Culture*, New York, Vintage Books, 1994, p. xii-xv, 8-9.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 3.

dans sa mise en lumière des idées sur « l'abondance » aux États-Unis au XX^e siècle, une notion d'ailleurs utilisée comme synonyme de « culture de la consommation » par Daniel Horowitz⁶⁹. Cette remise en question de la définition de l'abondance par David Potter dans *People of Plenty* (1954) l'assimilant à un « surfeit of mass-produced, disposable commodities » constitue en fait un véritable plaidoyer pour une « reconceptualisation » de cette notion afin d'aboutir à une prise en compte de sa dimension psychique, et non uniquement physique ou matérielle⁷⁰. Pour ce faire, Lears passe en revue ses diverses significations chez plusieurs penseurs américains contemporains qui, à son avis, se sont inscrits dans une « long-standing conversation that, over several centuries, has produced a variety of alternatives to advertising's one-dimensional vision of mass-produced plenty⁷¹ ».

La culture de l'abondance pendant l'après-guerre a également fait l'objet d'une analyse de Shelley Nickles qui aborde quant à elle les clivages de classe aux États-Unis par le biais de leurs manifestations dans la culture matérielle; ce faisant, elle réfute l'idée selon laquelle la consommation de masse s'accompagne nécessairement du règne des valeurs de la classe moyenne⁷². À son avis, même si les revenus d'un nombre croissant des ménages ouvriers « had middle-class pocketbooks that allowed them to live in suburban “mass-produced domestic comfort” and participate in the white identity defined by that racially homogenous environment⁷³ », beaucoup de ces ménages ne se délestent pas de leurs « distinctive class values, lifestyles, and tastes », définis par un éthos qu'elle nomme *more is better*. Cette expression genrée (féminine) des valeurs de la classe ouvrière se distingue de la simplicité gouvernant l'esthétique des « upper-middle class tastemakers » par « its boldness and bulk ». Grâce aux caractéristiques de la production de masse, ciblant évidemment la masse des consommateurs, elle réussit, d'après Nickles, à pénétrer la culture matérielle dominante et les standards de design des classes moyennes et populaires dans l'après-guerre. En insistant sur

⁶⁹ Dans un très bon ouvrage sur les inquiétudes des écrivains américains au sujet de l'abondance, Daniel Horowitz utilise en fait comme des synonymes « *consumer culture* » et « *affluence* », terme qui a pour plus proches équivalents français « abondance », « richesse » et « opulence ». Daniel Horowitz, *The Anxieties of Affluence. Critiques of American Consumer Culture, 1939-1979*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2004, p. 2.

⁷⁰ Jackson Lears, « Reconsidering Abundance. A Plea for Ambiguity » dans Strasser *et al.*, *Getting and Spending...*, p. 449-451, 466.

⁷¹ *Ibid.*, p. 450.

⁷² Nickles, « More is Better... », p. 609.

⁷³ *Ibid.*, p. 582.

leur agentivité, cette historienne prouve ainsi que les membres de la classe ouvrière, en premier lieu les femmes, « reformulated the material world of suburbia commonly understood as a middle-class creation⁷⁴ » et ne s’y seraient donc pas simplement assimilés.

Les publicités, représentations par excellence de la culture de la consommation, ont retenu l’attention de plusieurs chercheurs, notamment celle d’historiens comme Lears et Roland Marchand qui l’abordent dans une perspective culturelle. Le premier s’est ainsi intéressé à la signification culturelle de la publicité imprimée au pays de l’Oncle Sam en cherchant à montrer la collaboration de la publicité et d’autres institutions « in what became the dominant aspirations, anxieties, even notion of personal identity, in the modern United States⁷⁵ » aux XIX^e et XX^e siècles. Sa démonstration s’articule autour de la mise en évidence d’une tension opposant l’aspect carnavalesque — donc potentiellement subversif — et sensuel de la publicité à une volonté de contrôle, chez les moralistes et ministres du Culte protestant au XIX^e siècle, puis chez les publicitaires eux-mêmes en raison de l’essor du « managerial idiom of efficient performance », au XX^e siècle⁷⁶. En adoptant une périodisation plus restreinte, Roland Marchand assimile pour sa part la publicité, dont il a examiné le « contenu social » aux États-Unis entre 1920 et 1930, à un « Zerrspiegel, a distorting mirror that would enhance certain images⁷⁷ ». À son avis, les publicitaires tentent de refléter leur perception des aspirations et des désirs des consommateurs davantage que les « réalités » sociales, ce qui se traduit dans les faits par une représentation du cadre de vie des nantis dans les annonces. Il démontre également leur rôle d’intermédiaires réconciliant les Américains avec l’avènement de la modernité puisqu’il est possible de percevoir le reflet d’un dilemme culturel, dans les tentatives des publicitaires « to promote the mystique of modernity in styles and technology, while simultaneously assuaging the anxieties of consumers about losses of community, and individual control⁷⁸ ». Les publicités rempliraient donc une fonction thérapeutique.

⁷⁴ Nickles, « More is Better... », p. 583.

⁷⁵ Jackson Lears, *Fables of Abundance. A Cultural History of Advertising in America*, New York, Basic Books, 1994, p. 2.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 10.

⁷⁷ Roland Marchand, *Advertising the American Dream. Making Way for Modernity, 1920-1940*, Berkeley, University of California Press, 1986, p. xvii.

⁷⁸ *Ibid.*, p. xxi.

Inspiré par la conception « thérapeutique » de la publicité de Marchand, Nathan Michael Corzine offre quant à lui une analyse de l'élaboration, par l'industrie de la bière et les publicitaires, d'une « fundamentally American story, revisiting the image of their product and its place in American society by drawing inspiration from mainstream American values⁷⁹ ». Analysant la période qui va de 1933, année de la fin de la prohibition, à 1960, il montre notamment que, malgré leur insistance sur la liberté, l'égalité et la tolérance, les publicités de bière qui misent sur la domesticité féminine jusqu'à la fin des années 1960 véhiculent un discours genré et parfois contradictoire en ce qui concerne le rôle des femmes. Elles diffusent en fait, d'un côté, une vision « in which women were defined not by new freedoms, but old responsibilities » tandis que, d'un autre côté, « this new domesticity involved a merging of old spheres and emphasized the role of women as consumers in American society⁸⁰ ». Avant les années 1970, les publicitaires présentent ainsi la bière comme « the right of hard-working men » tout en attribuant aux femmes l'obligation d'acheter ce produit et de permettre sa consommation par les hommes au sein du foyer⁸¹. La relation entre la publicité, cette fois-ci télévisée, et le rêve américain a également attiré l'attention de Lawrence Samuel qui tente de prouver le rôle crucial de la télévision dans l'élaboration du rêve américain pendant l'après-guerre. À ses yeux, comme la population réticente à consommer garde à l'esprit le souvenir des quinze années d'austérité valorisant l'épargne, le rêve américain bat de l'aile pendant la Crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale avant que la télévision ne lui réinsuffle de la vigueur, « by equating citizenship with consumption, that is, by reinscribing a consumer ethic into the idea of American citizenship⁸² ». La télévision et sa diffusion des « values of an egalitarian consumer paradise⁸³ » blanc, de classe moyenne et se déclinant selon le modèle ménagère-pourvoyeur façonne et participe aussi, d'après Samuel, à une certaine homogénéisation nationale tout en confortant un certain individualisme. Dans la même veine, *As Seen on TV* de l'historienne de l'art Karal Ann Marling qui a étudié la culture visuelle dans

⁷⁹ Nathan Michael Corzine, « Right at Home. Freedom and Domesticity in the Language and Imagery of Beer Advertising, 1933-1960 », *Journal of Social History*, 43, 4 (été 2010), p. 843.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 859.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Samuel, *Brought to You By...*, p. 222.

⁸³ *Ibid.*

les États-Unis des années 1950, soutient que « seeing is absolutely central to the meaning⁸⁴ » de cette décennie particulièrement marquée par la télévision. Par le biais d'un examen de la présentation télévisuelle d'événements, d'objets, d'institutions, de personnages politiques, de personnalités publiques, elle cherche en fait à illustrer l'importance de la mise en scène puisque « [l]ife in the 1950s imitated art — as seen on TV⁸⁵ ».

Au Canada, la publicité a également retenu l'attention de Dianne Dodd qui l'analyse toutefois par le biais de sa relation avec la féminité et les femmes pour étudier le rôle de ces dernières dans la promotion de la technologie domestique pendant les années 1920 et 1930, une période qu'elle assimile à l'époque de la consolidation du « capitalisme consumériste »⁸⁶. Selon cette historienne, malgré leur position marginale et subordonnée dans l'industrie, « [w]omen made a significant, although unrecognized, contribution to the dissemination of a technology which they believed to be of value to women⁸⁷ ». Elles se distinguent ainsi à son avis de leurs collègues masculins par leur incorporation au message publicitaire d'une perspective genrée « which amalgamated an acceptance of the sexual division of labour and the male monopoly on technology with demands for recognition of the value of domestic labour, improved status, and increased financial autonomy within marriage for the homemaker⁸⁸ ».

Certains chercheurs québécois se sont aussi intéressés aux pratiques et aux représentations en matière de consommation. Sans être dépourvues de nuances, leurs conclusions lient celle-ci à un certain aplanissement des particularités culturelles. Michelle Comeau a en effet étudié l'essor des grands magasins Eaton, Morgan et Dupuis Frères de la rue Sainte-Catherine entre 1920 et 1960 pour constater la mise en place, dès la fin du XIX^e siècle, d'une « culture commerciale commune » transcendant les clivages linguistiques⁸⁹. De

⁸⁴ Karal Ann Marling, *As Seen on TV. The Visual Culture of Everyday Life in the 1950s*, Cambridge, Harvard University Press, 1994, p. 5.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 5-6.

⁸⁶ Diane Dodd, « Women in Advertising. The Role of Canadian Women in the Promotion of Domestic Electrical Technology in the Interwar Period » dans Marianne Gosztonyi Ainley, dir., *Despite the Odds. Essays on Canadian Women and Science*, Montréal, Véhicule, 1990, p. 134.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*, p. 135.

⁸⁹ Michelle Comeau, « Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal. Des lieux de modernisation, d'homogénéisation et de différenciation des modes de consommation », *Material History Review*, 41 (1995), p. 58-66.

même, l'examen des réclames publicitaires figurant dans les quotidiens *La Presse*, *Le Soleil* et *The Montreal Daily Star* pendant les mêmes décennies par Luc Côté et Jean-Guy Daigle aboutit à la perception d'une intégration, en matière de consommation, de la société québécoise dans l'ensemble nord-américain⁹⁰. Ces auteurs, dont l'analyse quantitative porte l'empreinte du courant « moderniste » québécois réfutant, par une mise en lumière de la « modernité » — au sens de « normalité » par rapport aux autres sociétés occidentales — du Québec, l'idée de la « Grande Noirceur », arrivent à un constat de similitude, en matière de consommation, entre les Québécois et le reste de l'Amérique du Nord⁹¹. À leur avis, la « québéçisation » des publicités la fin des années 1950 et au début des années 1960 s'inscrit dans la tendance en vogue partout sur le continent.

Consommation, rapports de pouvoir et construction identitaire

Des chercheurs ont aussi appréhendé (la culture de) la consommation par l'entremise des relations de pouvoir, surtout en lien avec la division sexuelle du travail au foyer ou les identités de genre. Par exemple, Susan Porter Benson s'est intéressée aux répercussions du travail salarié des enfants sur l'économie familiale et sur la consommation des ménages ouvriers pendant l'entre-deux-guerres, époque où il cesse d'aller de soi qu'ils remettent la totalité du fruit de leur travail à leur famille. Étant donné qu'« a sense of family duty and [...] the desire for consumer gratification⁹² » habitent simultanément les garçons et les filles salariés, émergent alors, selon cette historienne, des situations conflictuelles auxquelles les familles auraient répondu de façons variées, mais s'articulant la plupart du temps autour d'une forme de négociation. Cela dit, Porter Benson établit que les garçons remettent une moins grande partie de leur salaire, d'ailleurs plus élevé que celui des filles, à leurs parents et disposent de ce qui reste comme ils l'entendent⁹³. D'après cette auteure, l'expérience des jeunes sur le marché réfute ainsi la représentation discursive des hommes en tant qu'individus

⁹⁰ Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *Publicité de masse et masse publicitaire. Le marché québécois des années 1920 aux années 1960*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, p. 350.

⁹¹ Ronald Rudin, « Revisionism and the Search for a Normal Society. A Critique of Recent Quebec Historical Writing », *Canadian Historical Review*, 73, 1 (1992), p. 30-61.

⁹² Susan Porter Benson, « Gender, Generation, and Consumption in the United States. Working-Class Families in the Interwar Period » dans Strasser *et al.*, *Getting and Spending...*, p. 239.

⁹³ *Ibid.*, p. 239-240.

à part entière et l'assimilation des femmes à la dépendance dans la mesure où « [m]en were in fact the more autonomous consumers, and women were the more reliable workers and the more dependable — if limited — to the family fund⁹⁴ ». En ce qui concerne Montréal, Bettina Bradbury a tourné son regard vers les conséquences de l'industrialisation sur les stratégies de survie des familles de deux quartiers ouvriers entre 1861 à 1891 et a mis en lumière l'importance et la différence, selon le genre et l'âge, de la contribution de chacun des membres des familles ouvrières, surtout des femmes et des enfants, à la survie et à la reproduction de celles-ci. Tout en présentant les familles comme des actrices ni totalement autonomes, ni complètement assujetties aux forces externes et comme des unités de travail traversées par des inégalités et des tensions, elle illustre la primauté des clivages entre les classes sociales — mais aussi à l'intérieur de la classe ouvrière — sur l'appartenance « ethnique » ou religieuse dans les comportements familiaux⁹⁵.

Le rôle de responsables de la consommation des femmes dans l'économie domestique au sein de la classe ouvrière au XX^e siècle a également été mis en lumière par des historiennes. L'étude, basée sur des entrevues orales, de Denyse Baillargeon sur le travail domestique des ménagères francophones de la classe ouvrière à Montréal pendant la Crise des années 1930 démontre par exemple « le rôle indispensable que jouaient les femmes lorsqu'il s'agissait de pallier l'insuffisance des ressources financières⁹⁶ » au cours de cette sombre décennie. Cette historienne, selon qui « le travail domestique des femmes sert à la fois les besoins du capitalisme et du patriarcat qui en retirent des bénéfices matériels bien réels⁹⁷ », illustre ainsi que la classe et la division sexuelle du travail opprimaient doublement les femmes de la classe ouvrière⁹⁸. Le mémoire de maîtrise de Marilyne Brisebois s'intéresse pour sa part au discours que véhicule la Ligue ouvrière catholique (LOC) « sur la consommation, qu'elle module en fonction d'impératifs liés au genre, à la classe et à la religion⁹⁹ » entre 1939 et 1954. En fait, le discours diffusé par l'association cible en premier lieu les ménagères, perçues comme les

⁹⁴ Porter Benson, « Gender, Generation, and Consumption in the United States... », p. 240.

⁹⁵ Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, University of Toronto Press, 2007 [1993], p. 14-16, 48, 214-222.

⁹⁶ Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 17.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 26.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 160, 196.

⁹⁹ Marilyne Brisebois, « C'est d'abord aux mamans à surveiller les dépenses de la maison ». *La ligue ouvrière catholique et la consommation quotidienne au Québec, 1939-1954*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, 2011, p. 97.

principales responsables de la consommation familiale dont elle vise à transformer les comportements économiques¹⁰⁰. Parallèlement à cette position préconisant la domesticité féminine et le modèle ménagère-pourvoyeur, la Ligue met de l'avant une nouvelle perception de l'action des femmes dans l'espace public en encourageant « les ménagères ouvrières à s'engager dans l'espace public, au nom d'une nouvelle citoyenneté économique, qu'elle décline en fonction du genre, de la classe sociale et de la religion catholique¹⁰¹ ».

Le rapport des femmes aux objets a lui aussi retenu l'attention de plusieurs chercheurs. Ruth Schwartz Cowan qui a examiné l'histoire du travail domestique et de ses outils aux États-Unis aux XIX^e et XX^e siècles aborde des thèmes analogues dans un ouvrage qui constitue une dénonciation du piège de la technologie¹⁰². En s'appuyant entre autres sur des autobiographies, cette historienne démontre que l'entrée massive des électroménagers dans les foyers et la fin relative du travail de domestique après la Seconde Guerre mondiale se soldent, d'une part, par une pression idéologique et économique poussant les femmes aisées à s'occuper seules du travail domestique et, d'autre part, par la possibilité pour les ménagères provenant de milieux moins favorisés de se procurer davantage de commodités de base. En ce sens, loin de se traduire par une augmentation du temps libre pour les femmes, la prospérité plus « égalitaire » de l'après-guerre a pour corollaire une augmentation de la quantité d'ouvrage pour les femmes aisées et une plus grande productivité pour les ménagères provenant de milieux moins nantis¹⁰³.

Les historiens américains Thomas Stapleford et Amy Bentley qui évoquent aussi une consommation genrée, insistent pour leur part sur une certaine instrumentalisation de la « traditionnelle » association consommation-féminité. Stapleford, particulièrement attentif à la classe, a ainsi suivi le parcours de l'association rhétorique ménagère-experte économique aux États-Unis à partir de son élaboration par les sciences domestiques au XIX^e siècle jusqu'au milieu du siècle suivant. Il montre que si l'image de la ménagère en tant qu'experte économique a d'abord été une construction de l'élite libérale, elle devient, lors des débats sur le coût de la vie durant les années 1940, un outil rhétorique des leaders syndicaux qui, du

¹⁰⁰ Brisebois, « *C'est d'abord aux mamans...* », p. 22, chapitre 2.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 97.

¹⁰² Schwartz Cowan, *More Work for Mother...*, p. 7.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 192.

coup, « turned this rhetorical housewife against many of her former supporters¹⁰⁴ ». Cette transformation s'accompagne néanmoins d'une certaine continuité dans la mesure où un discours un peu paradoxal caractérise les représentations de « la ménagère » qui « was wise when she agreed with the social and political experts [...] and ignorant (or ignored) when she did not¹⁰⁵ ». Dans un examen du *gendering* de l'alimentation ainsi que des « cultural and symbolic dimensions of food » aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, Bentley aspire pour sa part à démontrer que la question du rationnement alimentaire et du rôle des femmes en tant que principales responsables de l'alimentation familiale rehaussent leur statut tout en confortant les inégalités de genre. En effet, si la propagande construit le travail domestique des femmes comme indispensable à l'effort de guerre et fusionne en ce sens les vies privée et publique des femmes, elle perpétue du même souffle des « stereotypical notions of gender by maintaining segregated “gendered spaces” and portraying women as subordinates whose primary duty was to cook and serve food¹⁰⁶ ». L'auteure insiste cependant pour dire que cela ne signifie pas pour autant que les femmes sont passives, certaines contestant ces stéréotypes en articulant une « defiantly public “female consciousness” » non sans lien avec le droit d'intervenir dans l'espace public au sujet de la nourriture qui découle, à leurs yeux, de l'image même de la *wartime homemaker*¹⁰⁷. Au Québec, Geneviève Auger et Raymonde Lamothe constatent aussi, dans un ouvrage au ton très militant, que le second conflit mondial rend publique « l'importance énorme du travail ménager dans l'économie du pays¹⁰⁸ », incluant la consommation. En effet, la propagande de guerre encense la maternité et le travail domestique tout en glorifiant leur importance. Le rôle public des femmes se trouve accru de plusieurs façons : elles font l'objet d'un appel — auquel elles répondent — à investir l'espace public puisque le discours du gouvernement leur octroie un rôle dans cet espace en faisant en partie reposer la victoire sur leurs actions et le travail domestique se pare d'un aspect public.

¹⁰⁴ Thomas A. Stapleford, « “Housewife vs. Economist”. Gender, Class, and Domestic Economic Knowledge in Twentieth-Century America », *Labor: Studies in Working Class History of the Americas*, 1, 2 (été 2004), p. 90.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 90.

¹⁰⁶ Amy Bentley, *Eating for Victory. Food Rationing and the Politics of Domesticity*, Urbana, University of Illinois Press, 1998, p. 5.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 5-6, 58-61.

¹⁰⁸ Auger et Lamothe, *De la poêle à frire à la ligne de feu...*, p. 53.

Une fois le conflit terminé, l'action des femmes perd toutefois le prestige et l'importance qu'on lui accordait¹⁰⁹.

D'autres historiennes ont plutôt abordé le rapport des femmes à la consommation en s'intéressant non pas à leurs achats, mais à la façon dont elles tirent profit du capitalisme consumériste. Dans son étude du rapport des femmes aux cosmétiques aux États-Unis à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, Kathy Peiss met ainsi en lumière des effets positifs de la consommation de masse sur les Américaines et affirme, sans nier toute forme d'oppression, la participation des femmes au développement d'une culture de la consommation ou de la beauté¹¹⁰. Fait particulièrement intéressant, cette historienne souligne la contribution des femmes d'affaires immigrantes, afro-américaines ou issues de la classe ouvrière « *in redefining mainstream ideals of beauty and femininity in the twentieth century*¹¹¹ ». Cela dit, Peiss va peut-être un peu trop loin dans sa tentative de nuancer l'association entre les victimes passives féminines d'un côté et la consommation et les médias de masse oppressifs et patriarcaux de l'autre : sa vision de la consommation semble par moment un peu idyllique, notamment parce que les femmes peuvent difficilement s'émanciper de cette culture de la beauté. Par le biais d'une perspective plus ancrée dans la culture féminine, Allison Clarke s'est intéressée à la culture corporative et aux raisons derrière le succès des produits Tupperware pendant les années 1950 aux États-Unis. Selon cette historienne, loin d'être anodins, ces contenants de plastique, « *[i]n addition to creating and contesting social identities, [...] operated in the realms of moral economies negotiating the intersection of private and public worlds*¹¹² ». En fait, même s'ils participent au culte de la domesticité et à la marginalisation économique des femmes dont ils se nourrissent pour générer des profits, les *Tupperware parties* valorisent la sociabilité et la domesticité des ménagères tout en permettant à plusieurs d'entre elles de connaître un certain succès hors des structures marchandes patriarcales.

¹⁰⁹ Auger et Lamothe, *De la poêle à frire à la ligne de feu...*, p. 38, 53, 116, 128.

¹¹⁰ Kathy Peiss, *Hope in a Jar. The Making of America's Beauty Culture*, New York, Metropolitan Books, 1998, p. x, 4-8.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 5.

¹¹² Alison J. Clarke, *Tupperware. The Promise of Plastic in 1950s America*, Washington, DC, Smithsonian Institution Press, 1999, p. 198.

Sans trop s'éloigner de ces questions relatives à la féminité, des Britanniques et des Américaines ont adopté une perspective nettement plus ancrée dans les théories poststructuralistes pour étudier le rapport du genre et des femmes à la culture matérielle. Dans cette perspective, Maggie Andrews et Mary Talbot insistent sur la relation entre la consommation et la construction de différentes versions de la féminité et soutiennent que l'action de consommer insère les femmes dans une culture de la consommation, une sorte de communauté où elles entrent en relation avec d'autres consommatrices¹¹³. Dans la même veine, Victoria de Grazia plaide pour la déconstruction du caractère genré de la circulation et de la consommation de biens, pour une mise en lumière des dichotomies production-consommation, nécessité-luxe, pourvoyeur-consommatrice où s'incarne l'opposition binaire masculin-féminin, et perçoit dans cette sexualisation des pratiques consuméristes un révélateur des relations sociales¹¹⁴. C'est d'ailleurs explicitement afin d'inciter l'historiographie à s'affranchir de la dichotomie « politique masculine sérieuse » versus « consommation féminine frivole » qui exclut les femmes de la catégorie « travailleur » que l'historienne Nan Enstad, qui s'intéresse au Nord-Est et au Midwest américains au tournant du XX^e siècle, met en exergue « the meanings [working class] women made with consumer commodities¹¹⁵ ». En considérant que les catégories « shape identities and experiences », cette auteure démontre que, par leurs interactions avec les marchandises, certaines femmes se sont façonnées une identité politique propre en se forgeant des subjectivités de genre, d'ethnicité ou de classe en tant que *ladies*, Américaines et/ou travailleuses, autant de catégories culturelles dont elles se trouvaient exclues ou « only provisionally included »¹¹⁶.

En adoptant une perspective tout aussi ancrée dans l'histoire culturelle de la construction des identités genrées, les Canadiens Jarrett Rudy et Katrina Srigley font en outre ressortir les liens entre la consommation — de tabac ou de vêtements — et la construction de la respectabilité genrée au Canada anglais avant l'avènement de la consommation de masse.

¹¹³ Maggie Andrews et Mary M. Talbot, « Introduction. Women in Consumer Culture » dans Maggie Andrews et Mary M. Talbot, dir., *All the World and Her Husband. Women in Twentieth-Century Consumer Culture*, Londres, Cassell, 2000, p. 2.

¹¹⁴ Victoria de Grazia, « Introduction » dans Victoria de Grazia et Ellen Furlough dir., *The Sex of Things. Gender and Consumption in Historical Perspective*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 2-3.

¹¹⁵ Nan Enstad, *Ladies of Labor, Girls of Adventure. Working Women, Popular Culture and Labor Politics*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 12.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 5, 10, 12-13, 203-204.

Dans une mise en lumière des « cultural and social roles of smoking rituals » à Montréal de la fin du XIX^e siècle à 1950, Rudy suggère en fait que les prescriptions, historiquement et culturellement spécifiques, se rattachant à cette activité « reflected and served to legitimize beliefs about inclusion, exclusion, and hierarchy that were at the core of liberalism¹¹⁷ ». Selon cet auteur, jusqu'à la Première Guerre mondiale, du moins, cette idéologie définirait l'individu en termes masculins, une identité sexuée « grounded in ideals of self-control and culturally specific rationality¹¹⁸ ». Srigley met elle aussi en relation la consommation, le genre, la classe et parfois l'ethnicité afin de lever le voile sur la façon dont, pendant la Crise des années 1930, les vêtements aident des jeunes travailleuses torontoises célibataires à « assert or construct their identities, or [...] to contest the “down and out” identities might confer upon them¹¹⁹ ». En s'appuyant surtout sur des entrevues orales, cette historienne très attentive à l'agentivité soutient que les vêtements peuvent révéler beaucoup sur le statut, réel ou désiré, en plus de détenir un potentiel d'amélioration de l'employabilité dans un contexte où pour beaucoup de femmes « being able to maintain a certain respectable image amid all the insecurity was crucially important, at least symbolically¹²⁰ ».

Dans une perspective analogue, mais en se penchant sur une période qui n'a pas encore fait couler énormément d'encre en histoire du genre et de la consommation au Canada, Nicholas Hrynyk a étudié les discours et les publicités pour mieux comprendre la « révolution du paon » à Toronto entre 1966 et 1972. Il utilise en fait le prisme de la consommation pour analyser les transformations de la mode masculine hétérosexuelle qui passe « from the conservative grey suits, shirts, and ties of the 1950s to clothing that partially resembled the colourful and ostentations silk robed, cravats, and velvet dinner jacket of Hugh Hefner's *playboy* — a figure deeply rooted in postwar affluence and sexual revolution¹²¹ », le tout s'accompagnant d'une hausse du recours masculin aux cosmétiques. L'âge entrerait aussi en ligne de compte dans cette « révolution » genrée dont la prémisse réside dans l'augmentation

¹¹⁷ Jarrett Rudy, *The Freedom to Smoke. Tobacco Consumption and Identity*, Montreal-Ithaca, McGill-Queen's University Press, 2005, p. 4.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 271.

¹¹⁹ Katrina Srigley, « Clothing Stories. Consumption, Identity, and Desire in Depression-Era Toronto », *Journal of Women's History*, 19, 1 (printemps 2007), p. 83.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 88.

¹²¹ Nicholas Hrynyk, « Strutting Like a Peacock. Masculinity, Consumerism, and Men's Fashion in Toronto, 1966-72 », *Journal of Canadian Studies / Revue d'études canadiennes*, 49, 3 (automne 2015), p. 77.

du revenu discrétionnaire — et donc dans la classe — puisque cette « mass commodification of a style [...] was just as much about young men setting themselves apart from their fathers as it was about older men wishing to appear youthful¹²² ». Qui plus est, les paons, non sans rappeler les jeunes filles attirées par les *beatniks* qu'a étudiées Wini Breines, rejettent l'idéal de la domesticité. Cette *peacock revolution* s'inscrirait donc sous le signe d'un certain paradoxe puisqu'elle conforte tout en remettant parfois simultanément en question « the rigid gender and class parameters that defined the cosmopolitanism of urban masculinity in Canada¹²³ ».

Les identités de consommateurs et de citoyens

D'autres chercheurs se sont plutôt intéressés à la relation entre les identités de citoyens et de consommateurs, notamment à leur possible équivalence, comme l'illustrent les travaux de Charles McGovern et de Lizabeth Cohen. McGovern a ainsi observé les ferments de l'adéquation citoyen-consommateur, une association qui remonterait au New Deal en ce qui concerne les États-Unis. Au début du XX^e siècle, les publicitaires et des *product-testers* — ou adeptes de la protection du consommateur — entretiennent selon cet historien deux conceptions différentes de la citoyenneté et de la consommation qui sont en partie réconciliées par l'adoption en 1938 de « consumerist policies and Keynesian economics¹²⁴ ». En dépit de leurs divergences d'opinions au sujet des intérêts des consommateurs, ces deux groupes mettent en effet de l'avant des conceptions communes au sujet de la « consumption as citizenship [which] gained power because they described a social world in which consumers lived that very few other concepts from public discourse actually addressed¹²⁵ ». En ayant recours au concept de métaphore élaboré par JoAnne Brown, McGovern soutient que les publicitaires assimilent les consommateurs à des citoyens et leurs achats à leur vote, dépeignant du fait même la consommation « as the true exercise of the individual's civic role

¹²² Hrynyk, « Strutting Like a Peacock... », p. 78.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Charles McGovern, « Consumption and Citizenship in the United States, 1900-1940 » dans Strasser *et al.*, *Getting and Spending...*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 38, 41.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 42.

and public identity¹²⁶ », tandis que les *product-testers* de l'organisme Consumer Research lient la consommation à la citoyenneté américaine et à un droit à l'*American life*.

L'ouvrage phare sur le lien historique entre la consommation et la citoyenneté et dont McGovern s'inspire demeure toutefois *A Consumers' Republic* de l'Américaine Lizabeth Cohen. Dans son impressionnante étude de l'après-guerre aux États-Unis où elle analyse, à travers le prisme de la consommation, « the integration of citizenship and consumership¹²⁷ », Cohen invite à concevoir cette période en se délestant de la perspective axée sur la guerre froide. À son avis, au terme d'une quinzaine d'années de tensions et de compétition entre les idéaux du citoyen-consommateur et de l'acheteur-consommateur, ceux-ci finissent par se conjuguer dans l'après-guerre pour laisser place à la « république des consommateurs » mariant abondance économique et liberté politique démocratique, c'est-à-dire « an economy, culture and politics built around [and defined by] the promises of mass consumption, both in terms of material life and the more idealistic goals of greater freedom, democracy, and equality¹²⁸ ». Selon Cohen, émerge ainsi l'idéal de l'acheteur en tant que citoyen dans une république des consommateurs où la consommation sert en théorie à la fois l'intérêt individuel et national grâce à une adéquation entre le bien-être individuel que procure cette pratique et celui des États-Unis. L'assimilation de la consommation à la prospérité et à « more social egalitarianism, more democratic participation, and more political freedom¹²⁹ » qui fait consensus chez les Américains et les *policymakers* se traduit en outre par la prégnance croissante du lien entre la consommation et la défense de la démocratie.

La relation entre la citoyenneté et la consommation a également été mise en évidence dans des études plus ciblées, notamment celles de Katherine Pence sur l'Allemagne divisée et de Michael Dawson sur Vancouver pendant l'après-guerre. Dans sa comparaison des liens entre les femmes, la citoyenneté, l'État et les politiques de consommation en RFA et en RDA entre 1946 et l'érection du mur de Berlin, Pence démontre que dans le sillage de la division du pays, « la consommation rationnelle devient un devoir et une responsabilité pour la ménagère

¹²⁶ McGovern, « Consumption and Citizenship... », p. 43.

¹²⁷ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 9.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 7.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 403.

explicitement “allemande”, comparables à la maternité et à l’exercice de la citoyenneté¹³⁰ ». Selon elle, les femmes, investies d’un pouvoir — circonscrit — en tant qu’« expertes de la consommation », adressent des demandes à leur gouvernement respectif afin « qu’il s’engage pour gérer la pénurie et ramener la prospérité¹³¹ ». En contrepartie, celui-ci met en place des politiques visant à façonner des « consommateurs citoyens responsables » luttant contre les « comportements déviants », comme la contrebande puis le marché noir, des pratiques où Pence perçoit l’exercice d’un certain pouvoir par les consommateurs¹³². La relation entre la consommation et la citoyenneté est également présente chez Dawson qui étudie les débats sur la réglementation des heures d’ouverture des magasins à Vancouver et à Victoria afin de démontrer que « the “brooding presence” of the Cold War intersected with the reality of most Canadian’s everyday lives outside of familial and government institutions¹³³ ». Son analyse de l’insertion de la rhétorique propre à la guerre froide dans les polémiques que soulève la question des heures d’ouverture des commerces l’amène à constater qu’elles mettent en scène les idéaux du citoyen consommateur et de l’acheteur en tant que citoyen identifiés par Lizabeth Cohen, les deux coexistant au Canada au cours de cette période, contrairement aux États-Unis où le second l’emporte sur le premier¹³⁴. Selon Dawson, en effet, « [d]emands for store-hour regulations mirrored the former understanding of consumer citizenship, while demands that store be given the right to set their hours according to consumer demand reflected the latter », ce qui témoigne non seulement des tensions générées par la « colonisation » du *leisure time* par la consommation, mais également « the extent to which citizenship came to be equated with consumption¹³⁵ ».

Cette adéquation des identités de citoyens et de consommateurs a suscité de nombreuses recherches dans les années 2000. En effet, dans une critique des perspectives théoriques dominant l’historiographie de la consommation aux États-Unis, David Steigerwald,

¹³⁰ Katherine Pence, « Politiques de la consommation, femmes et citoyenneté dans les deux Allemagnes » dans Alain Chatriot *et al.*, dir., *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, p. 120.

¹³¹ *Ibid.*, p. 115.

¹³² *Ibid.*, p. 115-116, 130-131.

¹³³ Michael Dawson, « Leisure, Consumption, and the Public Sphere. Postwar Debates over Shopping Regulations in Vancouver and Victoria during the Cold War » dans Fahrni et Rutherford, *Creating Postwar Canada...*, p. 194.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 194, 211-212.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 212.

très matérialiste et réticent face à une approche « trop » culturelle, s'inscrit en faux contre l'insistance, selon lui répandue, sur la résistance de « consommateurs critiques » ainsi que sur la capacité émancipatrice et subversive de la pratique de la consommation. L'action de consommer ne constituerait d'après lui guère plus qu'un geste banal tributaire d'une « impulsion subjective »¹³⁶. Particulièrement mise sur la sellette par Steigerwald, Lizabeth Cohen croit comme lui nécessaire d'éviter d'élever chaque achat au rang de transgression, mais considère néanmoins que les consommateurs peuvent forcer le capitalisme à s'adapter à eux par l'établissement de « beachheads of private and communal meaning and even political defiance¹³⁷ ». Son approche dialectique qui échappe manifestement à Steigerwald l'incite en outre à croire que les historiens doivent « profitably mine the terrain located midway between dogmatic structural determinism and Pollyannaish cultural autonomy¹³⁸ », ce qui revient non pas à affirmer la domination totale du capitalisme, mais bien à adopter une vision plus complexe de la façon dont, pour le citer, « “acts of consumption have objective effects on the structures of power”¹³⁹ ». La présente thèse se range davantage derrière la position de Cohen qui nous semble plus viable que celle de Steigerwald.

Comme elle, nous croyons que l'entre-deux entre les structures du pouvoir et la subjectivité des consommateurs constitue un terrain fertile : se limiter à un seul de ces deux aspects de la consommation revient à oblitérer un pan important des forces en cause, perspective qu'adopte également Magda Fahrni dans la présentation d'un numéro spécial de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* en 2005 où elle passe en revue les principales avenues empruntées en histoire de la consommation. D'une part, cette historienne souligne l'importance de ne pas « surestimer le potentiel émancipateur de la consommation¹⁴⁰ », contrainte par les salaires et la production. D'autre part, elle juge également « essentiel de ne pas faire abstraction de la dimension politique dans l'étude de la consommation », en

¹³⁶ David Steigerwald, « All Hail the Republic of Choice. Consumer History as Contemporary Thought », *Journal of American History*, 93, 2 (septembre 2006), p. 388, 399.

¹³⁷ Lizabeth Cohen, « Escaping Steigerwald's "Plastic Cages". Consumers as Subjects and Objects in Modern Capitalism ». *Journal of American History*, 93, 2 (septembre 2006), p. 410.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 413.

¹³⁹ *Ibid.*; Steigerwald, « All Hail the Republic of Choice... », p. 387.

¹⁴⁰ Magda Fahrni, « Explorer la consommation dans une perspective historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 473.

affirmant notamment qu'acheter peut « révéler les intérêts, voire les prises de position idéologiques des individus, des ménages et des nations¹⁴¹ ».

Sur un plan légèrement différent, l'Américain Michael Schudson aborde « [t]he troubling equivalence of citizen and consumer » qui caractériserait la « réalité américaine » de la seconde moitié du XX^e siècle, dénoncée par maints critiques¹⁴². Ceux-ci établissent, selon lui à tort, une hiérarchie subordonnant la seconde de ces identités à la première, alors que plusieurs éléments indiquent « that the contrast between consumer and citizenship is neither as flattering for political choice nor as favorable to a strong civic life¹⁴³ ». Qui plus est, il croit que des considérations politiques motivent parfois les choix des consommateurs, tout comme les décisions politiques peuvent être *consumer-like* bien qu'il avoue la difficulté de distinguer les deux types de décisions¹⁴⁴. Cette réfutation de la supériorité du citoyen par rapport au consommateur nous pose toutefois problème dans la mesure où Schudson omet de tenir compte du fait que la première de ces identités renvoie à un individu qui se préoccupe d'un éventail d'enjeux, tandis que le consommateur analyse tout sous le prisme de la consommation.

Ce bilan historiographique fait donc ressortir, entre autres choses, la porosité des frontières entre le public et le privé pendant l'immédiat après-guerre, la consommation permettant d'ailleurs souvent de faire le pont entre les deux puisqu'elle projette et insère les dynamiques familiales dans les rouages du marché. Elle apparaît également comme une activité où se déploient des relations de pouvoir en fonction du genre, de la classe, de la race, de l'ethnicité et de l'âge. En tant que pratique, structure sociale ou culture, la consommation se répercute également sur la construction des identités et de la citoyenneté en plus de refléter les angoisses propres au contexte socio-temporel dont elle est fille, en l'occurrence l'atmosphère lourde de la guerre froide et l'importance de la démocratie pendant les années 1940 et 1950. Pour ce qui est de la seconde moitié des Trente Glorieuses, force est de constater que les

¹⁴¹ Fahrni, « Explorer la consommation... », p. 473.

¹⁴² Comme Cohen, que cite d'ailleurs Schudson, dans *A Consumers' Republic...*, p. 409. Michael Schudson, « The Troubling Equivalence of Citizen and Consumer », *Annals of the American Academy of Political & Social Science*, 608 (novembre 2006), p. 193, 197.

¹⁴³ Schudson, « The Troubling Equivalence of... », p. 197.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 193, 197-202.

historiens canadiens et québécois ne font que commencer à explorer ses diverses facettes de même que les modes de vie de manière plus générale.

Notions et inspirations théoriques

La consommation (de masse)

Au sens strict, la consommation renvoie tout d'abord à son sens fréquent dans l'historiographie tel qu'identifié par Magda Fahrni, soit à la « particip[ation] au marché et aux transactions commerciales, voire [à l'acte de] dépenser¹⁴⁵ ». Pour les besoins de cette recherche, la consommation est toutefois assimilée, comme le fait l'historien américain David Steigerwald, à l'acquisition et l'utilisation de biens non indispensables à la survie¹⁴⁶. En ce qui concerne la consommation de masse — ou la société de consommation¹⁴⁷ — l'historienne Lizabeth Cohen met en relief « the production, distribution, and purchase of standardized brand-name goods aimed at the broadest possible buying public¹⁴⁸ ». En d'autres termes, il s'agit d'une « [s]ituation dans laquelle une majorité d'individus a aisément accès aux biens de consommation courante grâce à un niveau de vie élevé¹⁴⁹ », ce qui soulève plusieurs sous-questions sur lesquelles nous reviendrons au chapitre 1. Pour l'instant, gardons en tête que la société de consommation renvoie à une société dans laquelle des biens produits en série circulent sur le marché et sont financièrement accessibles à la majorité des ménages¹⁵⁰. En théorie, identifier le moment où elle émerge à un endroit donné reviendrait ainsi à mettre le doigt sur le point à partir duquel une société, dans les mots de l'économiste Kiminori Matsuyama, devient « a society in which not a few individuals, nor a thin upper class, but the

¹⁴⁵ Fahrni, « Explorer la consommation... », p. 465.

¹⁴⁶ Steigerwald, « All Hail the Republic of Choice... », p. 385.

¹⁴⁷ Selon Yves Alpe *et al.*, les termes « consommation de masse » et « société de consommation » sont tous deux employés pour désigner le phénomène auquel il est ici fait référence. Yves Alpe *et al.*, « Consommation de masse », *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz, 2007, p. 52. Nous utilisons donc les deux termes de manière interchangeable.

¹⁴⁸ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 22.

¹⁴⁹ Alpe *et al.*, « Consommation de... », p. 53.

¹⁵⁰ En ce sens, il est possible de parler de consommation de masse de biens étroitement liés à la satisfaction de besoins — il s'agit là d'une notion ambiguë comme il le sera démontré plus loin — physiologiques. Cette précision en tête, la présente analyse s'intéresse uniquement aux biens qui ne comblent pas des besoins essentiels à la survie, comme le logement, le chauffage et la nourriture.

majority of families enjoy the benefits of increased productivity and constantly expand their range of consumer goods¹⁵¹ ».

Le concept de consommation de masse se double toutefois d'une dimension qualitative qui vient compliquer les choses comme l'illustre, entre autres, la définition que propose l'historienne américaine Emily Rosenberg. Cette dernière associe la consommation de masse à « une production de masse et un système de vente de masse qui suppose une disponibilité toujours plus grande de biens dans une culture qui privilégie l'achat et la vente, le désir, le glamour et des identités souples et consuméristes¹⁵² ». Jocelyn Létourneau lui fait d'ailleurs écho par son assimilation de la consommation de masse à la « soumission graduelle des conditions d'existence et de reproduction des individus à la logique du capital et au règne de la marchandise¹⁵³ ». Dans la même veine, le sociologue Simon Langlois l'assimile à « la marchandisation du rapport aux objets consommés [et] des services rendus aux personnes¹⁵⁴ ». Cet aspect qualitatif inhérent à la société de consommation de masse — autrement dit, la culture de masse avec laquelle elle va de pair — la rend beaucoup plus difficile à saisir; presque intangible en fait.

Le genre

Omniprésent dans les travaux des historiens, surtout anglophones, figurant dans notre bilan historiographique, le concept de genre occupe une place de choix dans notre grille d'analyse. Ce concept renvoie premièrement à une catégorie identitaire qui définit la masculinité et la féminité comme des construits sociaux non déterminés biologiquement. Il découle de cette définition une distinction entre le sexe physiologique et le genre, défini, tel que l'indique Ollivier Hubert, comme un « ensemble de traits comportementaux et de

¹⁵¹ Kiminori Matsuyama, « The Rise of Mass Consumption Societies », *Journal of Political Economy*, 110, 51 (2002), p. 1035-1036.

¹⁵² Emily S. Rosenberg, « Le “modèle américain” de la consommation de masse », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 108 (2009), (s.p. pour la version en ligne). La valeur des idées exprimées dans cet article — dont la version originale anglaise ne semble pas avoir été publiée — surpasse la piètre qualité de la traduction qui rend parfois la compréhension ardue, voire ouvre la porte à des erreurs d'interprétation.

¹⁵³ Jocelyn Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité du revenu au Québec au début des années 1960*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1984, p. 592.

¹⁵⁴ Simon Langlois, « Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle », *Les cahiers des dix*, 62 (2008), p. 230.

conventions sociales arbitrairement construites sur la base de la différence sexuelle¹⁵⁵ ». Joan Scott, qui a théorisé le genre et plaide pour « a genuine historicization and deconstruction of the terms of sexual difference¹⁵⁶ », toujours historiquement et culturellement spécifiques, souligne en outre la coexistence, à une même époque dans une même société, de plusieurs définitions des identités genrées en compétition les unes avec les autres¹⁵⁷. Cette historienne américaine insiste de surcroît sur le fait que les deux catégories — masculin et féminin — construites discursivement s’articulent l’une autour de l’autre, se définissant mutuellement¹⁵⁸.

Conformément aux suggestions poststructuralistes de Scott, il est deuxièmement possible d’adopter le genre comme grille d’analyse, c’est-à-dire de l’utiliser comme un prisme à partir duquel toutes les relations de pouvoir peuvent être appréhendées. Le genre, en tant qu’une des principales « way[s] of signifying relationships of power », serait ainsi présent dans des phénomènes qui n’ont rien à voir avec la sexualité¹⁵⁹, comme la consommation. En conséquence, dans le processus de construction du sens (*meaning*) par le langage, l’opposition hiérarchisée « [m]asculine-feminine serves to define abstract qualities and characteristics through an opposition perceived as natural : strong/weak, public/private, rational/expressive, material/spiritual¹⁶⁰ » et, ajouterions-nous, production-consommation. En ce sens, cette thèse accorde une attention particulière aux termes, aux allusions renvoyant à la féminité ou à la masculinité afin de déconstruire les dichotomies genrées présentes dans les discours sur la consommation et les modes de vie.

Ce recours au concept de genre ne ferme toutefois pas la porte à l’intégration du concept de patriarcat à notre cadre d’analyse féministe. Un peu à contre-courant de la tendance dominant l’historiographie récente qui le relègue parfois aux oubliettes, notamment en raison de l’adéquation femmes-victimes ou de l’idée selon laquelle mettre en exergue les systèmes d’oppression des femmes reviendrait à pointer les hommes du doigt¹⁶¹, nous empruntons à cette grille d’analyse dont nous endossons les prémisses. Comme le maintient Judith Bennett,

¹⁵⁵ Ollivier Hubert, « “Féminin/masculin : l’histoire du genre” », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 57, 4 (printemps 2004), p. 473.

¹⁵⁶ Scott, *Gender and the Politics of History...*, p. 41.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 49.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 38-41.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 42-45.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 65.

¹⁶¹ Judith M. Bennett, « Feminism and History », *Gender and History*, 1, 3 (automne 1989), p. 254, 260.

le patriarcat, terme historiquement et culturellement spécifique, convient à nos yeux mieux que toute périphrase pour désigner « the system through which women [...] are regularly disadvantaged vis-à-vis men¹⁶² ».

Le mode de vie

Également crucial à notre analyse, le mode de vie renvoie à « une notion qualitative qui désigne les manières de vivre et les habitudes de consommation caractéristiques d'un individu ou d'un groupe social¹⁶³ ». D'après le sociologue Yannick Lemel, « son emploi suggère une idée de cohérence » dans les « pratiques quotidiennes, la vie de tous les jours — utiliser un robot ménager, faire les courses — comme les événements exceptionnels — que faire lorsqu'on vous expulse de votre logement? —¹⁶⁴ », celles-ci n'étant pas perçues comme aléatoires. Anthony James Veal, professeur de *leisure studies*, ajoute à cette liste, où la consommation et le rapport aux objets occupent une place prépondérante, le travail salarié ainsi que, parfois, les valeurs et les attitudes¹⁶⁵. La sociologie des modes de vie vise ainsi à « décrire et expliquer comment et pourquoi les activités d'un individu ou d'une famille constituent un ensemble structuré¹⁶⁶ », en quelque sorte à organiser « la diversité des pratiques » pour en trouver les fils conducteurs.

Les sociologues qui s'intéressent à ces questions visent en ce sens à démontrer que le revenu ne serait pas le seul facteur jouant un rôle dans les différences qu'ils observent entre les modes de vie au sein de la société¹⁶⁷. Par exemple, conformément à la pensée du philosophe et sociologue français Maurice Halbwachs, pionnier en la matière, les classes sociales, au sens marxiste de rapports aux moyens de production, « détermine[nt] la conduite des membres

¹⁶² Bennett, « Feminism and... », p. 260.

¹⁶³ Yves Alpe *et al.*, « Mode de vie », *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz, 2007, p. 193.

¹⁶⁴ Yannick Lemel, « Présentation du dossier », *Sociétés contemporaines*, 17 (1994), p. 7.

¹⁶⁵ A. J. Veal, « The Concept of Lifestyle. A Review », *Leisure Studies*, 12, 4 (1993), p. 241-242.

¹⁶⁶ Lemel, « Présentation ... », p. 7.

¹⁶⁷ Alpe *et al.*, « Mode de... », p. 193. Voir aussi : Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de Minuit, 1979, p. 192; Maurice Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, 2003 [1912], Livre II, p. 155-158. Document produit en version numérique par Marcelle Bergeron [En ligne]

http://classiques.uqac.ca/classiques/Halbwachs_maurice/classe_ouvriere/classe_ouvriere.html (page consultée le 16 août 2016).

qu'elle comprend¹⁶⁸ ». Comme le résume le sociologue Gérard Mauger, c'est donc dire que, pour Halbwachs, « la morphologie sociale, ou forme matérielle des sociétés, dont l'économie est un sous-ensemble, permet de délimiter des conditions sociales, qui définissent des mobiles psychologiques, qui déterminent eux-mêmes des conduites¹⁶⁹ ». Dans ses travaux sur la distinction, Pierre Bourdieu, autre penseur phare en la matière, appréhende quant à lui cette cohérence inhérente aux « styles de vie » en lien avec l'habitus, c'est-à-dire un « système de schèmes de perception, de pensée, d'appréciation et d'action », qui constituerait « le principe, plus ou moins durable, d'une harmonisation objective des pratiques d'un agent singulier ou d'une classe d'agents¹⁷⁰ ». Il assimile ainsi les « styles de vie » aux « produits systématiques de l'habitus qui, perçus dans leurs relations mutuelles selon les schèmes de l'habitus, deviennent des systèmes de signes socialement qualifiés (comme « distingués », « vulgaires », etc.)¹⁷¹ ». Comme l'explique Mauger, cette notion bourdieusienne

permet de comprendre à la fois la permanence relative, dans le temps et d'un champ¹⁷² à l'autre, des dispositions, des goûts et des préférences d'un agent singulier (le « style personnel ») et la cohérence des pratiques d'une classe d'agents, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre (le « style de vie ») comme ensemble cohérent de préférences perçues comme autant de signes distinctifs¹⁷³.

En ce qui concerne la nature de cette cohérence, le sociologue Yannick Lemel explique que le mode de vie, au singulier, renvoie à l'idée d'une cohérence « s'expliqu[ant] par le fonctionnement ou l'évolution de la société tout entière : le mode de vie de la société

¹⁶⁸ Maurice Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, 1912. Cité dans Gérard Mauger, « Mode de vie », In *Encyclopædia Universalis*, [En ligne]. <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/mode-de-vie/> (page consultée le 17 août 2016). Il se peut toutefois que Mauger cite non pas, comme il l'affirme, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, mais bien une autre œuvre d'Halbwachs, soit *Esquisse d'une psychologie des classes sociales* (1938), où nous avons retrouvé cette citation (p. 93). Peut-être aussi n'avons-nous tout simplement pas consulté la même édition. Voir aussi : Alpe *et al.*, « Mode de... », p. 193; Judith G. Coffin, « A "Standard" of Living? European Perspectives on Class and Consumption in the Early Twentieth Century », *International Labor and Working-Class History*, 55 (printemps 1999) p. 14; Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie...*, Livre I p. 49-57; Livre II, p. 55.

¹⁶⁹ Mauger, « Mode de... ».

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Bourdieu, *La distinction...*, p. 192.

¹⁷² Le champ renvoie à l'espace social historiquement situé. Outil heuristique devant procéder selon le cas par cas, le concept renvoie aux « positions occupied by social agents (people or institutions) » dont les possibilités d'action se trouvent limitées et façonnées « by the conditions of the field ». Patricia Thompson, « Field » dans Michael Grenfell, dir., *Pierre Bourdieu. Key Concepts*, Stocksfield (Angleterre), Acumen Publishing, 2008, p. 69, 74-75, 78.

¹⁷³ Mauger, « Mode de... ».

capitaliste [ou de la société de consommation] s'imposerait à toutes les personnes vivant sous ce régime économique, précisément parce que ce régime nécessite pour fonctionner que les personnes se comportent d'une certaine manière¹⁷⁴ ». En revanche, évoquer les modes de vie au pluriel

ne pose pas d'emblée que les formes de cohérence entre pratiques sont les mêmes pour tous mais envisage l'existence de « logiques locales » qu'il faut d'abord repérer : on parlera des modes de vie ruraux et urbains, de mode de vie des yuppies et de celui des banlieues, du mode de vie de la jeunesse ou du troisième âge¹⁷⁵.

Notre approche concilie ces deux perspectives. Si nous croyons que la société de consommation de masse engendre un mode de vie particulier, celui-ci se décline différemment selon une gamme de marqueurs identitaires qui incluent, sans s'y limiter, la classe sociale, l'ethnicité ou la race, le genre, l'âge et le cadre de vie rural, urbain ou suburbain. Il faut aussi garder en tête que cette thèse met l'accent sur les représentations et non sur les pratiques même si les sources examinées laissent transparaître des informations sur ces dernières que nous nous efforçons de mettre en lumière. Dans l'ensemble, toutefois, nous ne nous intéressons pas tellement aux modes de vie en tant que tels, mais à la façon dont l'entrée dans la société de consommation modifie les discours sur ceux-ci ou sur certaines de leurs composantes.

Méthodologie et sources

Outre le chapitre 1 qui propose un examen quantitatif de données statistiques, cette thèse procède à une analyse de contenu qualitative des discours sur la consommation et sur les modes de vie en circulation à Montréal. Conformément à nos inspirations théoriques, nous portons une attention particulière au caractère genré des discours et à ce qu'ils révèlent des rapports de pouvoir au sein des ménages, mais également lorsque leurs membres se meuvent dans l'espace public. Nous tenons également compte de la façon dont la classe et l'ethnicité teintent les discours sur l'entrée dans la société de consommation et les modes de vie et, à

¹⁷⁴ Lemel, « Présentation du... », p. 7-8.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 8.

certain égard, le quotidien des ménages montréalais. Dans la mesure où les sources le permettent, cette thèse inclut donc les ménages anglophones, francophones, autochtones et immigrants. En ce sens, nous avons également retenu des discours dont la majeure partie de l'auditoire habite au Canada anglais étant donné la rareté des périodiques — outre les quotidiens — s'adressant exclusivement aux anglophones du Québec. C'est donc dire que nous brossons le portrait des discours en circulation tant à Montréal, au Québec que, dans une moindre mesure, au Canada anglais, tout en cherchant à mettre en exergue la spécificité de la métropole et de la province par rapport au reste du pays — qui n'est pas un tout uniforme, il faut le dire — et, de façon plus globale, à l'ensemble nord-américain.

La production discursive ne peut bien évidemment pas être appréhendée comme si elle était monolithique, d'où notre volonté de mettre en lumière les contradictions qu'elle recèle et qui sont révélatrices de tensions, d'inquiétudes ou de transformations sociales en cours. Par ailleurs, une source, qu'il s'agisse d'un magazine, d'un document d'archives ou d'un ouvrage publié par un ou plusieurs auteurs, n'équivaut pas forcément à une idéologie dans la mesure où un discours n'est pas obligatoirement cohérent. Valerie Korinek dans son étude de la « communauté culturelle » qui s'érige pendant les années 1950 et 1960 autour du *Chatelaine* canadien-anglais a notamment observé la présence de plusieurs discours concurrents en ses pages¹⁷⁶, et notre analyse nous incite à croire qu'il ne s'agit pas d'un cas unique, même si les périodiques sont en général dotés d'une certaine cohésion. L'analyse de Korinek nous incite également à croire que le lectorat des publications que nous avons dépouillées manifeste une résistance, plus ou moins forte, au contenu des messages qu'elles véhiculent¹⁷⁷. Si notre choix de sources et de problématique ne nous donne pas un accès direct à cette potentielle résistance, nous tentons, dans la mesure où le révèlent, souvent involontairement, les experts, d'en suggérer l'existence lorsque nous en avons repéré des traces.

En gardant ces nuances en tête, nous cherchons donc à dégager une vue d'ensemble des discours sur la consommation au Québec durant les Trente Glorieuses, tout en portant bien sûr attention à l'identité et à ce que nous pouvons déduire des intentions de leurs émetteurs. À la différence d'une histoire de la construction de l'expertise au sens strict, nous ne nous

¹⁷⁶ Korinek, *Roughing It in the Suburbs...*, p. 26, 367.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 19, 27.

intéressons pas tant à la façon dont tous ces observateurs cherchent à établir leur autorité, mais plutôt à ce que leurs discours véhiculent, de manière générale, sur l'entrée du Québec dans la société de consommation et sur la transformation des modes de vie qui en découle. Cela dit, les commentateurs dont nous étudions les propos se prononcent sur différents enjeux liés à la consommation parce qu'ils se considèrent et se présentent comme des experts. En y allant de conseils, d'opinions ou de prescriptions, ils se mettent en position d'autorité. En ce sens, il convient, comme le fait cette thèse, de les désigner en tant qu'« experts », même s'il faut garder en tête qu'il sont parfois, voire souvent, autoproclamés.

L'objectif, tout au long du dépouillement et de l'analyse des sources, fut ainsi d'explorer les perceptions de la mise en place de la consommation de masse et de la transformation des modes de vie qui en découle. Dans la mesure où il a été possible d'en discerner quelques indices, nous avons également cherché à explorer comment l'entrée dans la société de consommation se répercute sur les pratiques. Pour ce faire, nous avons dépouillé l'intégralité, sauf exception¹⁷⁸, de dix-neuf périodiques pour recueillir tous les articles de fond ou les reportages sur la consommation, sur la répartition des achats au sein du ménage, sur le budget, sur le crédit, sur l'argent de poche et sur tout autre thème touchant à la consommation et ses conséquences.

Nous nous sommes d'abord tournée vers les publications des institutions financières afin de découvrir si un discours sur la consommation et le nouveau rapport à l'argent qui en découle, tout comme leurs répercussions sur les modes de vie, s'est mis en place pendant « les Trente Glorieuses ». Nous avons ainsi dépouillé le *Bulletin mensuel* de la Banque Royale du Canada qui paraît depuis 1920, mais n'aborde des sujets autres que la finance ou l'économie qu'à partir de 1940. Cette publication d'environ cinq pages couvre un seul thème par mois et se penche sur des sujets aussi variés que la finance et les ressources naturelles tout en s'intéressant également à l'éducation, à la famille (et à ses problèmes), au budget familial, à l'hygiène mentale et physique ainsi qu'aux loisirs. John Rutherford Heron, le rédacteur des textes du *Bulletin mensuel* aspirait en fait à établir, grâce à sa plume, un pont entre la banque et le lectorat. Fort d'un tirage de 185 000 exemplaires en 1975, ce périodique couvre

¹⁷⁸ Lorsque les versions anglaises et françaises d'un même périodique nous ont semblé, après consultation, trop semblables, nous avons uniquement dépouillé la version française. Ce fut notamment le cas pour *Protégez-vous (PV)* et *Consommateur canadien (CC)*.

l'intégralité des Trente Glorieuses et cesse vraisemblablement de paraître en 2001¹⁷⁹. Dans la même veine, *Banque canadienne nationale* paraît tous les deux mois de 1926 à 1957 avant de devenir *Bulletin mensuel – Banque canadienne nationale* jusqu'en 1979. Cette publication d'environ quatre pages ressemble beaucoup à son homologue de la Banque Royale du Canada dans la mesure où chaque numéro aborde un thème relatif à un enjeu susceptible d'intéresser les clients. Outre les finances du Canada et du Québec ou les activités de la banque, la consommation, la paternité, le travail salarié des femmes, l'épargne des ménages ainsi que l'éducation des enfants figurent au nombre des sujets traités.

Publiée à Lévis par la Fédération des caisses populaires Desjardins dès 1941, la *Revue Desjardins*, qui fait suite à *La Caisse populaire* (1935-1940), promeut la formule coopérative, fait état des activités du Mouvement Desjardins et évoque le fonctionnement de la vie économique québécoise¹⁸⁰. Ce périodique, qui s'adresse au personnel des caisses et véhicule un discours normatif particulièrement insistant en ce qui concerne l'épargne des ménages, est fort d'un tirage d'environ 20 000 exemplaires en 1960 avant de décliner légèrement au cours de la décennie¹⁸¹. Les Caisses populaires Desjardins cherchent également à toucher un public plus large — les sociétaires — par l'entremise de *Ma Caisse populaire* qui paraît à partir de 1952. Un peu moins axée sur les rouages de l'économie et davantage sur la consommation domestique que *La Revue Desjardins*, cette revue s'adresse parfois aux femmes, aux jeunes et aux adolescents (en plus des hommes, évidemment). En 1960, elle est « publiée cinq ou six fois l'an et tirée à près de deux cent mille exemplaires », quoique selon *La Revue Desjardins*, « des milliers d'exemplaires dorment sur les comptoirs pendant des semaines avant de prendre le chemin de la poubelle¹⁸² ».

Une gamme de magazines émanant de divers milieux permettent en outre d'avoir accès aux discours qui pénètrent les foyers francophones et anglophones de la province, comme le

¹⁷⁹ Il s'intitule d'abord, de 1920 à 1944, *Banque royale du Canada : Bulletin*, puis *La Banque royale du Canada* de 1944 à 1947. André Beaulieu et Jean Hamelin, « Le Bulletin de la Banque royale » dans André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Tome VI : 1920-1934, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, p. 7. Beaulieu et Hamelin ne fournissent pas d'information sur le tirage avant 1975, sur le lectorat ou sur les modalités de distributions.

¹⁸⁰ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Revue Desjardins » dans André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Tome VII : 1935-1944, Québec, Presses de l'Université Laval, 1985, p. 11.

¹⁸¹ Beaulieu et Hamelin, « Revue Desjardins », p. 10.

¹⁸² « La Revue “Ma Caisse” », *La Revue Desjardins (RD)*, octobre 1960, p. 149.

mensuel¹⁸³ *Relations*, affilié aux Jésuites, qui est créé en 1941 et paraît encore aujourd'hui. Revue catholique d'intérêt général, ce périodique propose de se pencher sur les « relations humaines à tous les niveaux : familial, social, économique, politique, national et international¹⁸⁴ ». Éditoriaux, articles, chroniques et comptes rendus de livres composent cette publication au ton engagé qui s'inscrit dans le mouvement de restauration sociale catholique. Les allocations familiales, le contexte politique de l'après-guerre, l'éducation, l'économie familiale, l'habitation et la morale sociale constituent autant d'enjeux abordés dans ce périodique dont le tirage varie entre 16 000 et 7000 exemplaires de décembre 1946 à décembre 1975, une baisse considérable du lectorat se faisant sentir à la fin de la période.

La revue mensuelle *Maintenant*, publiée de 1962 à 1974 par les Dominicains, fait suite à la très élitiste et culturelle¹⁸⁵ *Revue dominicaine*. Elle est intéressante en raison de ses prescriptions sur le quotidien et de ses articles sur les relations homme-femme. Dans les années 1960, le magazine met l'accent sur des thèmes moraux et religieux comme l'amour, la sexualité conjugale, la régulation des naissances ou la spiritualité, mais les aborde d'une façon très concrète. En 1970, la revue semble s'intéresser à tous les enjeux de société et, conjoncture oblige, accorder une attention particulière à la politique québécoise et internationale. Ses positions indépendantistes sautent d'ailleurs aux yeux, surtout si on tient compte des noms de certains collaborateurs : Jacques Parizeau, Pierre Vadeboncoeur, Camille Laurin, etc. Soulignons également que la revue s'affirme progressiste et s'autoproclame « à gauche » de *Relations*¹⁸⁶. En fait, la liberté d'expression et le caractère innovateur de ce périodique le démarquent des autres publications affiliées à une congrégation religieuse : il ne vise pas nécessairement à rendre les positions de l'orthodoxie, le recours à des collaborateurs issus de divers horizons religieux et « [l]a contestation [étant] l'une de ses caractéristiques

¹⁸³ Onze, puis dix numéros par année sont publiés. Pour tout ce paragraphe : André Beaulieu et Jean Hamelin, « Relations » dans Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise...*, Tome VII : 1935-1944, , p. 208-210.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 209.

¹⁸⁵ Le caractère élitiste et très « haute culture » de *La Revue dominicaine* explique notre choix de l'exclure de nos sources : elle traite très peu de consommation.

¹⁸⁶ Vincent Harvey, « 100^e numéro de Maintenant », *Maintenant (MN)*, octobre 1970, p. 279.

essentielles¹⁸⁷ ». Cela dit, le tirage du magazine effectue une chute vertigineuse de 1966 à 1974 alors qu'il passe de 20 000 à 6 000 exemplaires¹⁸⁸.

Publiée tous les mois de 1937 à 1957, la revue *La Famille* est fondée par les Franciscains et remplace *La Tempérance* dans le sillage d'une prise de conscience de l'urbanisation en cours et d'une préoccupation face à ses conséquences¹⁸⁹. Les créateurs de ce périodique, qui aspirent à « fortifier et [à] assainir la famille en lui infusant un esprit chrétien¹⁹⁰ » ainsi qu'à s'inscrire dans l'esprit de l'Action catholique, souhaitent que la publication devienne une revue populaire¹⁹¹. *La Famille*, qui, comme son titre le suggère, aborde tous les thèmes relatifs à la famille, du mariage à l'éducation des enfants en passant par la dénonciation du divorce et du féminisme, paraît à environ 40 000 exemplaires en 1946 et en 1947¹⁹². Participant aussi à la mouvance de l'Action catholique, l'almanach *Le Mouvement ouvrier*, publié de 1941 à 1962¹⁹³, constitue le magazine de la Ligue ouvrière catholique (LOC), « la principale entreprise d'action catholique spécialisée [pour adultes] des années quarante et cinquante¹⁹⁴ » aspirant à rendre les foyers ouvriers, et la société en général, plus chrétiens¹⁹⁵. Contrairement à l'organisation dont il est issu, ce périodique s'adresse à tous les membres de la famille ouvrière catholique¹⁹⁶. Dans les pages de cette revue, qui paraît, selon les dires de son président en 1949, à 40 000 exemplaires¹⁹⁷, sont abordés tous les enjeux et les préoccupations relatifs au quotidien des familles¹⁹⁸, comme la question du logement, la gestion du budget familial, les relations conjugales, les loisirs et l'éducation des enfants.

¹⁸⁷ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Maintenant » dans André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Tome IX : 1955-1963, Québec, Presses de l'Université Laval, 1989, p. 236.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 235.

¹⁸⁹ Duhaime, *La construction du père québécois...*, p. 27. André Beaulieu et Jean Hamelin, « La famille » dans Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise...*, Tome VII : 1935-1944, p. 94.

¹⁹⁰ Premier numéro de *La Famille*, cité dans Malouin, *Le Mouvement familial au Québec...*, p. 28.

¹⁹¹ Malouin, *Le mouvement familial au Québec...*, p. 29.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ Avant de devenir *Le Mouvement ouvrier* en 1944, ce périodique s'intitule *L'Almanach de la L.O.C* (1941-1942), *Magazine illustré du mouvement ouvrier* (1942-1943), *Supplément illustré du monde ouvrier* (1943-1944). Un nouveau changement de titre survient en 1961 : la revue devient *Foyers ouvriers. L'almanach des familles ouvrières*. André Beaulieu et Jean Hamelin, « Foyers ouvriers » dans Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise...*, Tome VII : 1935-1944, p. 234.

¹⁹⁴ Collin, *La ligue ouvrière...*, p. 14.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 38.

¹⁹⁶ Beaulieu et Hamelin, « Foyers... », p. 234.

¹⁹⁷ David Bosset, « La L.O.C. présente son 9^{ième} magazine », *Le Mouvement ouvrier (MO)*, 1949, p. 6-7.

¹⁹⁸ Beaulieu et Hamelin, « Foyers... », p. 234.

L'École des parents qui devient en 1957 *La Revue de L'École des parents* est l'organe de l'École des parents du Québec, une association de laïcs de la classe moyenne fondée en 1939 et axée sur la consolidation de la famille et la défense de ses intérêts dans l'espace public. Conseils pratiques sur l'éducation des enfants et articles plus généraux sur la famille abondent dans les pages de cette revue qui, au tournant des années 1950, compte, selon la rédaction, plus de 10 000 lecteurs¹⁹⁹.

Du côté des revues plus grand public, l'édition française de *Châtelaine* est diffusée, dès sa création en 1960, à 100 000 exemplaires, tirage allant d'ailleurs en augmentant pour frôler les 275 000 exemplaires en 1975²⁰⁰. Probablement le magazine féminin le plus populaire des années 1960 et 1970 au Québec, *Châtelaine* aspire, selon Beaulieu et Hamelin, à contribuer à l'épanouissement de ses lectrices et de leur entourage, que ce soit au foyer ou dans le monde du travail salarié, d'où la variété des sujets qu'elle aborde²⁰¹. Publié, comme sa version anglaise, par la maison d'édition Maclean-Hunter, le mensuel se penche en effet sur une foule d'enjeux, de la politique à la mode en passant par les relations homme-femme, les conseils ménagers et la tenue du budget familial. Dès la fin des années 1960, les positions féministes du magazine sont manifestes. Son pendant canadien-anglais, *Chatelaine* canadien-anglais, sur le marché pendant l'intégralité des Trente Glorieuses, contient, comme l'a décelé Korinek un programme féministe se tapissant dès la fin des années 1950 derrière la valorisation de la domesticité féminine²⁰². Il est tiré à 378 866 exemplaires en 1950, un chiffre qui grimpe rapidement pour atteindre 745 589 lorsque se clôt la décennie et 980 000 en 1970²⁰³.

Édition canadienne-anglaise du magazine américain du même nom, *The Reader's Digest* est publié mensuellement à Toronto et distribué d'un océan à l'autre dès 1922, alors que l'édition française *Sélection du Reader's Digest*, qui lui ressemble beaucoup, voit le jour à Montréal en 1947. Outre des résumés de livres, on trouve dans ces deux revues qui cumulent

¹⁹⁹ « 10,000 lecteurs lisent notre petite revue », *L'École des parents (ÉDP)*, 2, 1 décembre 1950, p. 34.

²⁰⁰ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Châtelaine » dans Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise...*, Tome IX : 1955-1963, p. 176. Un premier dépouillement exploratoire assez grossier nous a amené à écarter quelques périodiques ne véhiculant pas de discours et ne contenant pas d'articles de fonds susceptibles d'être intéressants pour cette thèse. Ainsi, nous n'avons pas retenu *La Revue moderne*, qui devient la version française de *Châtelaine* en 1960, *La Revue populaire*, *Madame au foyer* et 2 publications de l'ACC, soit *Entre-nous* et *Un instant s'il-vous-plaît*.

²⁰¹ Beaulieu et Hamelin, « Châtelaine », p. 177.

²⁰² Korinek, *Roughing It in the Suburbs...*

²⁰³ *Ibid.*, p. 35, 37.

en 1948 un tirage s'élevant à environ 600 000 exemplaires²⁰⁴ des versions condensées d'articles tirés d'autres périodiques américains ou canadiens-anglais abordant une gamme d'enjeux très variés. Y figurent entre autres des textes mettant en scène le quotidien, où il est notamment question d'argent, de famille et d'amour ainsi qu'un discours moral normatif parfois assez subtil. Dans les années 1970, quelques articles originaux signés par des francophones commencent également à poindre le bout de leur nez dans ses pages.

Afin de compléter ce portrait des périodiques en circulation pendant la majeure partie de la période, nous sommes également allée voir du côté des publications des deux plus importants syndicats au Québec. *Le Monde ouvrier / The Labor World*, constituée à ses débuts, l'« organe des syndicats internationaux à Montréal²⁰⁵ », pour lesquels « l'action syndicale est une question purement économique à laquelle on ne doit pas mêler les questions religieuses, nationales ou politiques²⁰⁶ », un apolitisme que partage, selon Jacques Rouillard, la Fédération provinciale des travailleurs du Québec (FPTQ), sous l'égide duquel passe le périodique en 1941²⁰⁷. Même après le « virage idéologique » qu'entreprend ce périodique lorsqu'il devient en 1957 la voix de la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ), il demeure plus préoccupé par les luttes ouvrières proprement dites que par la consommation, domestique ou autre. Malgré cela, il véhicule un discours sur des aspects du mode de vie des ménages québécois comme le crédit ou la définition de la pauvreté. Son tirage passe de près de 8 500 exemplaires en 1945 à 11 326 en mars 1964²⁰⁸.

La consommation figure davantage dans les pages du *Travail*, la publication de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) qui devient la CSN en 1960. Si à cette date, il est tiré à 83 000 exemplaires, ce chiffre passe à 90 000 trois ans plus tard²⁰⁹. À partir du début de cette décennie, cette centrale syndicale se mêle de plus en plus de consommation, que ce soit par l'inauguration d'un Service du budget familial qui donnera

²⁰⁴ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Sélection du Reader's Digest » dans André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours...*, Tome VIII : 1945-1954, p. 99.

²⁰⁵ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004 [1989], p. 44.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 123.

²⁰⁸ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Le Monde ouvrier » dans André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours : Tome V : 1911-1919*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, p. 177-178.

²⁰⁹ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Le Travail » dans Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise...*, Tome VI : 1920-1934, p. 84.

naissance aux ACEF ou l'ouverture, en 1968, du fameux « deuxième front » par son président, Marcel Pepin²¹⁰. Pour cette raison, nous avons aussi consulté les archives de la CSN et de l'ACEF de Montréal ainsi que plusieurs publications irrégulières provenant soit de cette dernière, soit de son regroupement, la Fédération des associations coopératives d'économie familiale. Dans l'ensemble, l'œuvre des ACEF, qui « interviennent sur un champ très précis de la consommation : l'endettement des familles québécoises [...] s'inscrit dans une philosophie plus globale de "coopératisme social"²¹¹ » qui conçoit la consommation en des termes collectifs.

Les sources produites par le mouvement de protection des consommateurs constituent une autre avenue que nous avons explorée, quoiqu'uniquement pour la toute fin de la période étant donné que c'est à cette époque que ce type de militantisme prend véritablement son essor au Québec, sujet sur lequel nous reviendrons. Nous avons ainsi consulté la revue *La consommatrice*, publiée par la Fédération des consommatrices du Québec en 1972 et en 1973²¹². Cette association, fondée en 1966, vise notamment à « assurer la promotion économique, sociale, politique de la Femme du Québec, selon une conception chrétienne de l'ordre social²¹³ ». Publications de l'Association des consommateurs du Canada, *Canadian Consumer / Le Consommateur* qui paraît à partir de 1963 et *Consommateur canadien*, qui lui fait suite (pour le lectorat canadien-français) en 1971, figurent également au nombre des sources que nous avons examinées. Il en va de même pour *Protégez-vous*, le « bulletin d'information sur les divers produits de consommation publié par l'Institut de protection du consommateur du Québec²¹⁴ », dont la diffusion commence en 1972. Nous avons de surcroît dépouillé *Le Réveil du consommateur* qui se présente, jusqu'en 1973, comme « l'organe d'information » de l'Institut de promotion des intérêts des consommateurs, « une branche de la

²¹⁰ Rouillard, *Le syndicalisme québécois...*, chapitre 3.

²¹¹ Henri Goulet, *Origine et développement du mouvement ACEF au Québec, 1960 à 1970*, Mémoire de M.A., (Histoire), Université de Montréal, 1993, p. 143.

²¹² André Beaulieu et Jean Hamelin, « La consommatrice » dans André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Tome X : 1964-1975, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, p. 276.

²¹³ « Quels sont les buts de la Fédération des consommatrices? », *La Consommatrice (LC)*, novembre-décembre 1972, p. 6.

²¹⁴ André Beaulieu et Jean Hamelin, « Protégez-vous » dans Beaulieu et Hamelin, *La presse québécoise...*, Tome X : 1964-1975, p. 307.

Fédération des magasins Co-op²¹⁵ », date à partir de laquelle il devient autonome et plus critique vis-à-vis de la consommation. Toutes ces publications nous ont toutefois été d'une utilité restreinte dans notre étude des discours sur l'entrée dans la société de consommation et sur la transformation des modes de vie qui en découle. En effet, plusieurs de ces publications consacrent une bonne partie de leur énergie à informer les consommatrices et, de plus en plus, les consommateurs, sur les produits et services qu'ils peuvent se procurer sans nécessairement véhiculer d'idées sur la consommation en tant que pratique ou culture.

Nous avons également examiné différentes publications, à parution unique ou irrégulière, provenant d'une gamme variée d'auteurs. À ce chapitre, les rapports des différents ministères et organismes gouvernementaux ainsi que des diverses commissions d'enquête mises sur pied pendant les Trente Glorieuses nous ont été particulièrement utiles. Nous avons également mis le doigt sur plusieurs enquêtes qui, en s'appuyant sur des entrevues orales ou écrites, permettent d'avoir accès à des indices sur les pratiques même si elles en disent souvent aussi, voire plus, long sur les perceptions des intervieweurs.

La vaste majorité de ces publications, qui proviennent de plusieurs groupes différents et s'adressent à une diversité de lectorats, permet d'avoir accès à des points de vue variés et de prendre la mesure des discours importants en matière de consommation et de modes de vie. Outre leur utilité relativement à l'identification des normes véhiculées par les différents commentateurs, ces discours permettent, pour qui porte attention à leur insistance sur des pratiques qu'ils cherchent à contrer, d'avoir accès à celles-ci et aux mentalités des gens ordinaires. Il faut néanmoins garder en tête qu'ils incarnent, avant toute chose, le regard des classes moyennes sur les classes populaires. Qui plus est, ils sont loin de constituer une mine d'information sur les familles immigrantes, autochtones ou appartenant aux minorités linguistiques.

Afin de tenter de pallier en partie ces lacunes, nous sommes allée voir du côté des mémoires de maîtrise produits par les étudiants en service social de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, les deux seules à offrir cette formation pendant la majeure partie de

²¹⁵ « Fonds d'archives de l'Institut de promotion des intérêts du consommateur (69P) », In Site du Service des archives et de gestion des documents de l'UQÀM, [En ligne]. <https://archives.uqam.ca/fonds-archives/archives-privees/11-gestion-archives-historiques/46-fonds-archives.html?varcote=69P> (Page consultée le 22 août 2016).

la période étudiée. Ce type de sources contient une mine d'information sur le point de vue d'universitaires sur les modes de vie des familles construites comme « à problème » et, dans certains cas, offre des témoignages des membres de ces dernières qui permettent d'en apprendre davantage sur leurs conditions matérielles d'existence ainsi que sur leur rapport à l'argent et à la consommation. Certains travailleurs sociaux se sont également penchés sur le quotidien des ménages appartenant à diverses communautés ethniques, quoique rarement en lien avec la consommation.

Finalement, la production culturelle au sens large a aussi retenu notre attention, bien que, compte tenu des limites qu'il nous a fallu imposer à la constitution de notre corpus pour rendre la réalisation de cette thèse réaliste, notre recours à ce type de sources est demeuré très circonscrit. Quelques œuvres de fictions, écrites ou cinématographiques, figurent ainsi parmi nos sources, tout comme des ouvrages plus militants et une poignée de documentaires tournés pendant les Trente Glorieuses. Si leur représentativité est difficile à cerner, ils offrent néanmoins des points de vue différents et souvent plus près des milieux populaires.

Sans grande surprise, certains types de discours et catégories d'experts sont surreprésentés lorsqu'il est question de certains enjeux. Les institutions financières, par exemple, en ont long à dire sur l'état de l'économie ou le crédit, tandis que les magazines grand public et les publications catholiques sont particulièrement prolifiques quand vient le temps de parler de rapports familiaux. Plus étonnante est la surreprésentation, dans l'ensemble de cette thèse, des discours provenant des milieux catholiques et des CPD, en dépit du fait que nous avons dépouillé avec la même attention toutes les publications retenues. Il en découle un déséquilibre — plus grand que celui que justifie la composition linguistique de la province — entre les discours francophones et anglophones.

Problématique et structure de l'analyse

C'est sur cette trame de fond que s'inscrit cette thèse qui aspire à explorer comment l'entrée dans la consommation de masse et ses premiers temps sont perçus dans la production discursive entre 1945 et 1975. Plus spécifiquement, nous tenterons de lever le voile sur la

façon dont divers commentateurs, issus de milieux différents, perçoivent et présentent la société de consommation et le nouveau rapport à l'argent qui en découle, et commentent leurs répercussions sur différents aspects du mode de vie des ménages montréalais. Afin de bien prendre le pouls des transformations en cours et de cerner la nouveauté de la consommation de masse et de la culture consumériste qui l'accompagne pendant les Trente Glorieuses, nous avons choisi de mettre l'accent sur les discours se rapportant à la consommation domestique de biens non essentiels à la survie physiologique.

Pour ce faire, nous tâcherons d'abord de déterminer le moment à partir duquel il est approprié d'assimiler le Québec à une société de consommation (de masse). S'il ne fait selon nous aucun doute que les pratiques consuméristes, le niveau de vie et le pouvoir d'achat des Québécois se modifient dès l'immédiat après-guerre, le passage d'une économie de guerre à la société de consommation ne s'effectue pas du jour au lendemain, comme le démontre le **chapitre 1**. Par le biais d'un recours aux données quantitatives, celui-ci démontre que la période à l'étude est bien marquée par la prospérité, aussi relative soit-elle, tant à Montréal, au Québec que dans l'ensemble du Canada. Les pratiques des ménages en matière de consommation domestique, entre autres examinées à partir du calendrier des acquisitions de véhicules automobiles, qui attestent d'une croissance prononcée, rapide et quasi ininterrompue, nous permettent d'estimer, bien approximativement, le moment de l'entrée de l'ensemble du Canada, du Québec et de l'Ontario dans la société de consommation. Celui-ci se situerait, respectivement, à la fin des années 1960, au tournant des années 1970 et à la fin des années 1950.

Cette exploration des aspects économiques de la société de consommation se poursuivra dans le **chapitre 2** qui les abordera toutefois sous l'angle des perceptions. Comme les Trente Glorieuses n'apparaissent prospères qu'une fois closes et que les données statistiques ne permettent que la rétrospective, nous chercherons à discerner si les commentateurs qui s'y meuvent sont conscients de vivre une période d'abondance jusque-là inégalée. Pour ce faire, nous examinerons la production discursive portant sur l'état de l'économie montréalaise, québécoise et, dans une moindre mesure, canadienne qui illustre la présence d'une tension entre une conscience croissante de la prospérité nouvelle et des inquiétudes, voire des angoisses, au sujet de la situation économique actuelle et future. Celles-

ci apparaissent avec particulièrement d'éclat lorsqu'il est question de l'inflation, pourtant relativement faible selon les standards actuels.

Les chapitres subséquents s'intéressent au regard que portent différents commentateurs sur la consommation de masse en tant que telle et sur ses répercussions sur les modes de vie des ménages montréalais. Les **chapitres 3 et 4** examinent les opinions positives, ambivalentes ou négatives formulées par des d'observateurs manifestement conscients que des transformations sont en cours, mais, de leur point de vue, souvent pour le pire. En effet, malgré l'existence de visions positives, ou du moins mitigées en regard de l'entrée dans la consommation de masse mises en lumière au chapitre 3, les doléances qu'illustre le chapitre 4 abondent et sont très souvent virulentes. Certes, dès la fin du conflit, le désir populaire de participer à la consommation de masse est perceptible, ce qu'approuvent certains commentateurs en attribuant une connotation positive à la société de consommation. Manifestement plus ambivalents, plusieurs légitiment certaines formes de consommation et en condamnent d'autres, ce dont atteste la frontière mouvante entre le nécessaire et le superflu. Il reste qu'à partir de l'immédiat après-guerre, on assiste à maintes dénonciations du « matérialisme ambiant » tandis que les commentateurs des années 1960 associent la consommation à une forme d'exploitation, non sans lien avec la contestation sociale de l'époque. Ce faisant, ils construisent souvent les consommateurs comme des victimes masculines d'un système économique qui cherche à les féminiser.

Les chapitres suivants portent sur les discours abordant les répercussions de la consommation de masse sur différents aspects des modes de vie des ménages montréalais. Le **chapitre 5** étudie la production discursive concernant les pratiques d'épargne et de crédit, dans un contexte où le recours à ce dernier se libéralise et connaît un essor fulgurant. Pendant l'après-guerre, les commentateurs, qui proviennent presque exclusivement de la mouvance Desjardins, assimilent l'épargne à une vertu masculine que menace dangereusement le recours croissant aux emprunts. Jusqu'aux années 1960, les experts s'opposent d'ailleurs à celui-ci que ce soit, selon le moment et l'identité des intervenants, pour des raisons morales, parce qu'il nuit aux consommateurs ou encore parce qu'il constitue une forme d'exploitation des plus vulnérables. À la toute fin des Trente Glorieuses, théâtre des véritables débuts du mouvement de protection du consommateur au Québec, un discours plus nuancé aspirant à éduquer au

sujet des lois, à conseiller sur les achats à faire et à promouvoir un usage judicieux du crédit à la consommation gagne en importance et se démarque en cessant de parler du crédit en termes masculins.

Non sans lien avec ce caractère genré, la consommation de masse se répercute sur la façon dont les discours construisent les identités qui se développent au sein de la famille, comme le met en évidence le **chapitre 6**. Celui-ci braque les projecteurs sur la production discursive qui véhicule des prescriptions concurrentes en matière de rapports familiaux. Si l'entrée dans la société de consommation reconfigure bel et bien la construction des relations conjugales en donnant lieu à une masculinisation discursive de la consommation, l'existence d'autres modèles de répartition de l'argent au sein des couples, en circulation tout au long des Trente Glorieuses, nuance cette assertion. En ce qui a trait aux rapports filiaux, les discours témoignent de l'acceptation graduelle des enfants et des jeunes en tant que consommateurs. À partir des années 1950, des instructions sur la façon d'éduquer les enfants, les jeunes et, de plus en plus, les adolescents, à la consommation et à la gestion de l'argent cohabitent ainsi avec des incitations à différer leur consommation par le biais de l'épargne. En plus de mettre en lumière bien des tensions, réelles ou perçues, au sein des foyers québécois, ces discours attestent également d'une transformation dans la construction des identités qui s'y développent, c'est-à-dire la féminité, marquée par la figure de la femme dépensière, la masculinité, l'enfance, la jeunesse, l'adolescence, ainsi que la parentalité.

Au **chapitre 7**, nous tournons notre regard vers les exclus de la prospérité, inégale, mais aussi inégalement répartie, des Trente Glorieuses. Un portrait statistique des ménages en dehors de la société de consommation en voie d'implantation à Montréal montre que la pauvreté étend davantage son emprise sur certains groupes et quartiers de la ville. En ce qui concerne les discours, on observe la coexistence, pendant l'immédiat après-guerre, d'une vision « individualisante » de la pauvreté avec une conception plus « socialisante » assimilant ce phénomène à une injustice. Un changement de paradigme s'effectue dans les années 1960 et 1970, la pauvreté commençant à être appréhendée en lien avec la société de consommation en voie de consolidation qui la rend d'autant plus inacceptable. L'expérience de la pauvreté, dont nos sources esquissent les contours, et la façon dont ceux que les universitaires et les

autorités gouvernementales définissent comme pauvres se perçoivent eux-mêmes retiennent finalement notre attention.

En fin de compte, cette thèse propose une contribution originale à l'historiographie de la consommation à Montréal et au Québec en mettant l'accent sur la façon dont l'entrée dans la société de consommation est décrite dans les discours provenant d'une foule de milieux différents pendant les trois décennies suivant le second conflit mondial. Elle révèle comment le crédit, les rapports familiaux et la pauvreté font l'objet de transformations profondes dans les discours et, quand les sources permettent d'y accéder, dans les foyers. Elle démontre également l'ubiquité de la consommation de masse dans le paysage discursif et, dans une moindre mesure, le quotidien des ménages montréalais : les enjeux qui s'y rattachent font couler énormément d'encre et de multiples aspects de la vie des acteurs et des actrices historiques en sortent transformés.

Dans le sillage des travaux de chercheurs comme Joy Parr ainsi que Jean-Pierre Charland et Mario Desautels²¹⁶, cette thèse permet aussi de mieux cerner les contours de la situation économique et de la société de consommation à Montréal et, par extension, au Québec et au Canada. Ce faisant, elle met en lumière les spécificités de la ville et de la province par rapport au Canada anglais et au géant américain, souvent assimilé — à tort, étant donné que sa prospérité est alors inégalée — à un étalon de mesure. L'un des fils conducteurs de notre analyse réside en effet dans l'hypothèse d'une plus grande réserve des commentateurs québécois face à la société de consommation ainsi qu'aux valeurs et nouveau rapport à l'argent qu'elle entraîne dans son sillage.

Notre analyse contribue aussi à l'histoire des femmes et du genre en cherchant à déconstruire la dichotomie consommation féminine-production masculine dans les discours et en illustrant que bien souvent, la consommation de masse conforte le patriarcat. Dans une certaine mesure, plus la consommation et les enjeux qui s'y rattachent gagnent en importance, plus les experts ont tendance à les associer à la masculinité. Le chapitre 6, en étudiant les discours sur les rapports familiaux, offre en outre un apport à l'histoire de l'enfance, de la

²¹⁶ Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 368 pages; Charland et Desautels, *Système technique et bonheur domestique...*, 273 pages.

jeunesse et de l'adolescence au Québec pendant l'après-guerre, autant de catégories d'âge qui ont fait l'objet de peu d'études récentes en lien avec la consommation.

De manière plus générale, cette analyse contribue à approfondir notre compréhension de l'histoire économique des Trente Glorieuses à Montréal, surtout en ce qui concerne les conditions matérielles, les pratiques financières des familles, leur rapport à l'argent de même que les perceptions de l'économie et de la consommation alors en circulation. Notre étude démontre ce faisant la cohérence des trois décennies de prospérité qui suivent la Seconde Guerre mondiale, même si des césures apparaissent à des moments différents selon les enjeux dont il est question. En dépit de leurs différences, les discours québécois de la fin des années 1940 ont en effet davantage en commun avec ceux du tournant des années 1970 qu'avec ceux marqués par le marasme des années 1930 ou par la stagflation de l'ère post-choc pétrolier. Dès 1973, l'inflation devenant galopante et les taux d'intérêt connaissant une hausse fulgurante, les experts véhiculent des propos qui n'ont aucune commune mesure avec les idées en circulation avant cette date, au point où nous n'avons pu retenir certains articles publiés après cette date tant ils renvoyaient à une réalité différente.

Partie I – L'entrée du Québec et de Montréal dans la société de consommation

Chapitre 1

Portrait statistique de l'entrée dans la consommation de masse au Canada, au Québec et à Montréal

Avant d'examiner les discours sur l'entrée dans la société de consommation de masse et ses conséquences sur les modes de vie des ménages montréalais, il faut tout d'abord mieux en cerner les contours. Pour ce faire, un recours aux données quantitatives s'impose, d'autant plus qu'il permettra de définir les balises sur lesquelles cette thèse s'appuiera. Dans un premier temps, un exposé de l'état général de l'économie canadienne, québécoise et montréalaise permettra d'esquisser la trame de fond du quotidien des acteurs et des actrices historiques. Dans un deuxième temps, l'analyse des nouvelles pratiques de consommation, à l'aide de l'observation du calendrier des acquisitions de véhicules automobiles, contribuera à broser un portrait des transformations des conditions matérielles d'existence pendant les Trente Glorieuses. D'autres indicateurs de « l'avènement » de la société de consommation — l'accès à la propriété foncière et les achats d'appareils ménagers — seront ensuite brièvement évoqués. En plus de broser un portrait économique des Trente Glorieuses, ce survol aspire à mettre en exergue la spécificité montréalaise ainsi qu'à illustrer la complexité de l'entrée dans la consommation de masse dont l'échéancier se révèle particulièrement difficile à saisir, mais constitue la trame de fond du récit au cœur de cette thèse.

1.1 Trente « glorieuses » années?

En 1945, l'armistice sonne — du moins en apparence — le glas d'une décennie et demie de frugalité causée par dix ans de crise économique suivis de six ans de guerre. Le chômage et les difficultés financières des ménages pendant les années 1930, puis le rationnement que nécessite l'effort de guerre, freinent inexorablement la consommation des ménages. Certes, il est possible que ce dernier phénomène, de même que la rareté des biens qui en découle, ait été moins prononcé que l'imaginaire collectif a tendance à le laisser croire. Comme l'a démontré l'historien Graham Broad, dans l'ensemble, les dépenses de

consommation des Canadiens augmentent de manière continue et importante tout au long du conflit, nonobstant les mesures gouvernementales visant à les tempérer. À son avis, la période de « regulation, rationing, shortages¹ » ne caractériserait que les trois dernières années du conflit. Ainsi, plutôt que de parler d'un essor de la consommation pendant l'après-guerre, Broad juge que « there was instead a *post-Depression* boom that began with the outbreak of war in 1939² ». Cela dit, les données statistiques sur lesquelles il s'appuie nuancent cette assertion en révélant que s'il y a hausse générale des ventes au détail, elle « épargne » certains biens étroitement associés à la consommation de masse, en premier lieu les automobiles et les électroménagers dont la production cesse, en totalité ou en grande partie, après 1942³. Bien qu'il y ait un boom dans les acquisitions d'automobiles et d'électroménagers au début de la guerre, il reste donc que pendant les trois dernières années du conflit, les ménages, peu importe leur situation financière, peinent à mettre la main sur ces biens signifiant, selon Broad lui-même, « the right of citizens to secure prosperity through consumption⁴ ». En somme, en dépit des nuances justes et bienvenues qu'apporte cet historien, privation il y a bel et bien eu pendant la guerre, du moins en ce qui concerne les biens les plus emblématiques de la consommation de masse.

Le conflit mondial ayant sorti le pays du marasme, mais aussi empêché les ménages de se procurer des biens de consommation même s'ils en avaient les moyens, ceux-ci disposent, alors que s'amorce la deuxième moitié des années 1940, « d'épargnes accumulées pendant la guerre et de revenus plus élevés⁵ ». En apparence, tout porte donc à penser qu'une fois les hostilités terminées, tant le Canada, le Québec que Montréal seront le théâtre d'une ruée vers les boutiques, leur population sautant à pieds joints dans la société de consommation. Même si le ciel a l'air au beau fixe, les choses ne sont pas si simples. Le retour à l'économie de paix ne s'effectue pas du jour au lendemain, car les modalités de ce processus de reconversion au Canada font en sorte, comme le démontre Joy Parr, que la rareté des biens perdure après la guerre. Par exemple, pendant l'immédiat après-guerre, l'offre ne suffit pas à la demande de

¹ Graham Broad, *A Small Price to Pay. Consumer Culture on the Canadian Home Front, 1939-1945*, Vancouver, UBC Press, 2013, p. 155.

² *Ibid.*, p. 12-13.

³ *Ibid.*, chapitre 5.

⁴ *Ibid.*, p. 155.

⁵ Paul-André Linteau *et al. Histoire du Québec contemporain*, tome II : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 2007 [1989], p. 203.

véhicules neufs⁶. De même, à la fin des années 1940, les consommateurs désireux d'acquérir des électroménagers doivent encore inscrire leur nom sur des listes d'attente et s'armer de patience⁷.

Cela dit, nombre d'entre eux et surtout d'entre elles — bien des ménagères sont alors les responsables des achats domestiques de leur foyer⁸ — sont sur le point de découvrir que, parfois, tout vient vraiment à point à qui sait attendre. Un bref coup d'œil aux revenus, à l'inflation et au taux de chômage permet en effet de confirmer que consommation de masse ou pas, les Trente Glorieuses sont associées à juste titre à une période de prospérité. À l'échelle du Canada, comme le soulignent Magda Fahrni et Robert Rutherford, ce « boom » est attribuable, entre autres, à la consommation des ménages du pays, à la demande de ressources canadiennes par les États-Unis et aux exportations canadiennes vers l'Europe dans le sillage du Plan Marshall⁹. Si tous les foyers, d'un océan à l'autre, n'accèdent pas aux fruits de l'abondance, de nouvelles mesures sociales et les gains des syndicats dans les années 1940 « ensured that some sectors of the working class benefited from this prosperity¹⁰ ». Les Trente Glorieuses sont en ce sens associées à « l'entente » ou au « régime » fordiste, défini(e) par Joan Sangster comme « the tacit agreement between capital, the state, and the established labour movement that gave labour some important legal protections, and capital the stability it needed to Taylorize production, augment productivity, and sustain profits¹¹ ».

1.1.1 Sous le signe de la croissance

Au Québec, le récent calcul du produit intérieur brut (PIB) trimestriel réel entre 1948 et 1980 par une équipe de chercheurs de l'Université Sherbrooke met en lumière la croissance

⁶ Broad, *A Small Price to Pay...*, p. 154.

⁷ Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 66.

⁸ Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 158; Magda Fahrni, « Explorer la consommation dans une perspective historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 468-469.

⁹ Magda Fahrni et Robert Rutherford, « Introduction » dans Magda Fahrni et Robert Rutherford, dir., *Creating Postwar Canada. Community, Diversity, and Dissent, 1945-1975*, Vancouver, UBC Press, 2008, p. 3.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Joan Sangster, *Transforming Labour. Women and Work in Post-war Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, p. 4.

qui caractérise la majeure partie des Trente Glorieuses en dépit de plusieurs périodes de recul économique. Des récessions surviendraient ainsi en 1949, 1953-1954, 1957-1958 ainsi qu'en 1974-1975¹², mais elles se démarquent par leur brièveté : jamais, avant la fin de la période, ne dépassent-elles les deux trimestres de contraction consécutifs nécessaires pour qu'il y ait même récession, au sens strict du terme selon les économistes. Les trimestres de croissance les surpassent de loin tant en nombre qu'en intensité, ce qui concorde d'ailleurs avec les études (contemporaines des Trente Glorieuses) de l'économiste André Raynauld et de l'historien Marc Vallières¹³.

Entre 1958 et 1974, le Québec connaît en outre seize années de croissance économique quasi ininterrompues correspondant *grosso modo* à la seconde moitié des Trente Glorieuses. Le début des années 1960 coïncide avec une période de croissance particulièrement importante, l'Expo 67 et le chantier du métro, surtout, constituant selon Mario Polèse le paroxysme de « cette période d'optimisme et d'expansion économique¹⁴ ». C'est donc dire que les discours ainsi que les acteurs et actrices historiques à l'étude se meuvent dans une conjoncture économique somme toute très favorable, surtout par rapport à la décennie et demie de privations qui la précède ou aux années de stagflation qui la suivent.

La santé de l'économie, au sens que lui confèrent les universitaires qui l'étudient, ne signifie toutefois pas que les ménages vivent sans difficulté financière. En fait, il y a fort à parier que leur quotidien n'épouse pas parfaitement les courbes des graphiques sur la

¹² Philippe Kabore *et al.*, « Étude spéciale. Histoire économique du Québec depuis une soixantaine d'années », Desjardins – études économiques, In Site des Caisses populaires Desjardins, [En ligne], p. 2-4. <http://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv1411f.pdf?resVer=1416925943000> (Page consultée le 30 novembre 2014). Par souci de clarté et de concision, nous avons choisi de nous fier au calendrier des récessions et des périodes de croissance fourni par Kabore *et al.* étant donné qu'il s'agit d'une étude très récente s'appuyant sur une définition stricte du terme « récession » au sens que lui donnent les économistes. Si les dates importantes mises en lumière peuvent diverger selon les études des différents économistes ou historiens, la plupart des travaux évoquent une importante récession au tournant des années 1960. À ce sujet, voir notamment : Parr, *Domestic Goods...*, p. 237; Linteau *et al.*, *Histoire du Québec...*, p. 204, 423; Fahrni et Rutherford, « Introduction », p. 3.

¹³ André Raynauld, *Croissance et structure économiques de la province de Québec*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, 657 pages; Marc Vallières, *Les industries manufacturières au Québec 1900-1959. Essai sur la normalisation des données statistiques en dix-sept groupes industriels et étude sommaire de la croissance de ces groupes*, mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 1973. Cités dans Kabore *et al.*, « Étude spéciale. Histoire économique du Québec depuis une soixantaine d'années », p. 4.

¹⁴ Mario Polèse, « Montréal économique : de 1930 à nos jours. Récit d'une transition inachevée » dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, Tome II : *De 1930 à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 973.

croissance du PIB trimestriel réel ou que les vagues causées par les récessions ne se retirent pas après deux trimestres consécutifs de croissance négative. La récession de la fin des années 1950 constitue par exemple, selon Philippe Kobare *et al.*, l'une des « plus sévères qu'a connue le Québec » au cours de son histoire¹⁵. Sans doute les taux de croissance trimestriels annualisés de -3,1 % et de -4,3 % de la fin 1957 et du début 1958 ont-ils ravivé le souvenir des après années 1930. Même quand, sur papier, le PIB trimestriel réel se porte bien, d'autres facteurs peuvent peser beaucoup plus lourd dans la situation financière des ménages.

1.1.2 Les revenus et l'inflation

Leur revenu vient tout d'abord en tête. Pris isolément, celui-ci est toutefois un indicateur nettement insuffisant étant donné les effets de l'inflation. En dépit des inquiétudes qu'elle suscite chez les contemporains et dont il sera question au chapitre suivant, celle-ci demeure relativement stable pendant les Trente Glorieuses, du moins en comparaison avec l'après-choc pétrolier où elle devient galopante. En fait foi le tableau I (p. 59) qui démontre qu'entre 1945 et 1972, le taux d'inflation à Montréal et Toronto, tout comme dans l'ensemble du Canada, ne croît pas de manière effrénée; en effet, bien qu'une hausse soit tout de même bien perceptible, l'indice des prix à la consommation (IPC) grimpe d'un peu plus de 3 % par année en moyenne¹⁶. Si, comme le suggère ce chiffre, l'inflation est non négligeable à certains moments des Trente Glorieuses, une analyse plus fine nuance ce portrait qui n'apparaît en ce sens pas digne d'être cause d'alarme.

¹⁵ Kabore *et al.*, « Étude spéciale... », p. 7.

¹⁶ À partir du tableau I (p. 59), il est possible de calculer qu'entre 1945 et 1972, l'IPC augmente 3,16 % à Montréal, de 3,26 % à Toronto et de 3,36% dans l'ensemble du Canada.

Tableau I — Indice des prix à la consommation (IPC) et taux d'inflation annuel (en %), Montréal, Toronto et Canada, 1945-1975 (1971 = 100)

	Montréal		Toronto		Canada	
	IPC	Taux d'inflation	IPC	Taux d'inflation	IPC	Taux d'inflation
1945	45,5		44,3		43,5	
1946	47,0	3,30	45,9	3,61	45,0	3,45
1947	51,5	9,57	50,4	9,80	49,2	9,33
1948	59,1	14,76	57,1	13,29	56,3	14,43
1949	61,1	3,38	58,9	3,15	58,0	3,02
1950	63,4	3,76	61,3	4,07	59,7	2,93
1951	71,0	11,99	68,0	10,93	66,0	10,55
1952	71,9	1,27	69,2	1,76	67,6	2,42
1953	71,1	-1,11	68,8	-0,58	67,0	-0,89
1954	71,4	0,42	69,7	1,31	67,4	0,60
1955	71,4	0,00	70,0	0,43	67,5	0,15
1956	72,4	1,40	71,1	1,57	68,5	1,48
1957	74,5	2,90	73,7	3,66	70,7	3,21
1958	76,7	2,95	75,7	2,71	72,6	2,69
1959	77,6	1,17	76,0	0,40	73,4	1,10
1960	78,2	0,77	76,8	1,05	74,3	1,23
1961	79,0	1,02	77,3	0,65	75,0	0,94
1962	79,9	1,14	78,0	0,91	75,9	1,20
1963	81,3	1,75	79,3	1,67	77,2	1,71
1964	82,5	1,48	80,6	1,64	78,6	1,81
1965	84,3	2,18	82,6	2,48	80,5	2,42
1966	86,8	2,97	86,2	4,36	83,5	3,73
1967	90,2	3,92	88,8	3,02	86,5	3,59
1968	93,3	3,44	92,2	3,83	90,0	4,05
1969	96,2	3,11	95,9	4,01	94,1	4,56
1970	98,2	2,08	98,4	2,61	97,2	3,29
1971	100,0	1,83	100,0	1,63	100,0	2,88
1972	103,8	3,80	104,1	4,10	104,8	4,80
1973	110,7	6,65	111,3	6,92	112,7	7,54
1974	123,0	11,11	123,0	10,51	125,0	10,91
1975	136,4	10,89	136,1	10,65	138,5	10,80

Source : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries Statistique Canada, séries K8-18 et K23-32. Le calcul du taux d'inflation est de nous.

Certes, dans les deux métropoles comme dans l'ensemble du pays, en 1947, en 1948 et en 1951, le taux d'inflation effectue des bonds assez impressionnants allant de 9,33 à 14,76 %. Il grimpe ainsi beaucoup plus rapidement que pendant le reste de la période, surtout à Montréal. Dans une moindre mesure, le même phénomène se produit à la fin des années 1960 et en 1972. En contrepartie, des hausses relativement faibles, c'est-à-dire de moins de 2 %, du taux d'inflation ne sont pas rares, 1953 étant même le témoin d'une légère déflation. Entre 1952 et 1965, soit pendant le milieu — et la moitié — des Trente Glorieuses, les prix apparaissent d'une stabilité remarquable, surtout à Montréal où le taux d'inflation augmente de -1,11 à 2,95 % par année.

Dans ce contexte d'inflation relativement faible, les salaires réels augmentent dans l'ensemble du Canada, comme le met en lumière la figure 1 (p. 61). Si cette croissance est à son plus fort dans les années 1960, elle caractérise néanmoins la majeure partie des Trente Glorieuses. Selon des données reproduites par Jocelyn Létourneau, le revenu personnel au Québec effectue plus spécifiquement un impressionnant saut de 125,8 % en dollars constants entre 1946 et 1959¹⁷. En somme, dans les mots de Linteau *et al.*, « [l]e rythme de l'inflation étant bien inférieur à celui de l'augmentation des revenus, le pouvoir d'achat de la majorité des Québécois s'améliore¹⁸ » pendant l'après-guerre et dans les années 1960¹⁹, en dépit des inégalités qui persistent et dont il sera question au chapitre 7.

Cependant, comme le rappelle l'économiste québécois Pierre Fortin, « en raison même de sa constitution, l'IPC mesure les variations du coût de l'ensemble de biens et de services achetés par la famille urbaine moyenne²⁰ ». Or, les prix des différents biens et services ne sont pas soumis aux mêmes conditions et ne subissent pas, en conséquence, les mêmes fluctuations. Ainsi, « au cours des années 50 et 60, l'augmentation du prix de détail des appareils électroménagers, des automobiles (à partir de 1959) et de l'ameublement de maison est beaucoup moins élevée que l'augmentation générale de l'indice des prix à la

¹⁷ Jocelyn Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité du revenu au Québec au début des années 1960*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1984, p. 252.

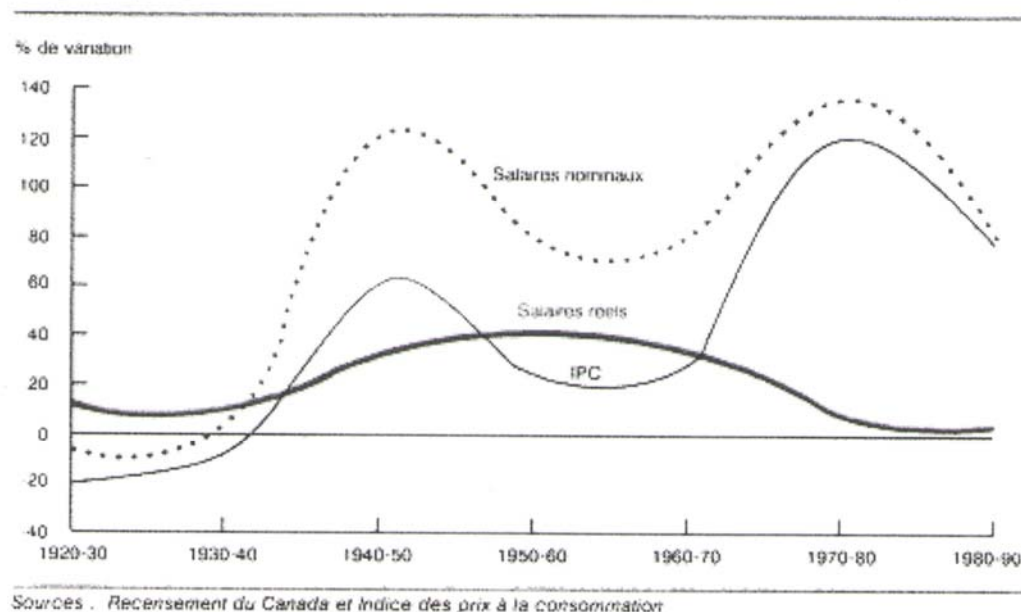
¹⁸ Linteau *et al.*, *Histoire du Québec...*, p. 320.

¹⁹ *Ibid.*, p. 424-425.

²⁰ Pierre Fortin, *Chômage, inflation et régulation de la conjoncture au Québec*, Montréal, Institut de recherche C. D. Howe, 1980, p. 65.

consommation²¹ ». Sa hausse spectaculaire dans les années 1970 doit aussi être nuancée dans la mesure où c'est surtout le prix de la nourriture, et non de l'ensemble des biens de consommation, qui augmente vertigineusement (voir l'annexe 1, p. 379).

Figure 1 — Évolution des salaires réels au Canada, 1920-1990



Source : Abdul Rashid, « L'évolution du salaire durant sept décennies », *L'emploi et le revenu en perspective*, 5, 2 (été 1993), s.p.

En outre, toujours selon Fortin, plus l'écart entre le rythme d'augmentation des prix des différents biens et services est important, « plus il se trouvera de familles dont l'expérience concrète d'inflation s'écartera de la moyenne, spécialement parmi celles qui ont l'habitude de concentrer leurs dépenses dans les biens et les services dont les prix augmentent le plus rapidement ou le plus lentement²² ». En somme, « l'incidence différenciée des variations de prix sur le bien-être des familles ne provient pas du niveau global de l'inflation en soi, mais de l'existence de divergences dans les taux d'augmentation des prix par catégorie de biens ou de

²¹ Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité...*, p. 585.

²² Fortin, *Chômage, inflation et régulation...*, p. 65.

services, ce qui donne lieu à des changements dans les rapports de prix²³ ». Ainsi, « même si deux ménages subissent la même augmentation en pourcentage du coût de leur ensemble respectif de biens et de services, il reste difficile de comparer leur variation effective de bien-être matériel (dans l'hypothèse où leurs rémunérations n'ont pas changé)²⁴ ».

De surcroît, le revenu, même examiné en lien avec l'inflation, ne constitue pas nécessairement un bon indicateur des conditions d'existence des ménages. En effet, que son « détenteur » soit l'individu, la famille ou le ménage, il ne tient pas compte d'une gamme d'éléments dont l'importance est difficile à mesurer, mais qui peut être capitale comme l'a démontré Denyse Baillargeon dans le cas du travail domestique des femmes pendant la Crise des années 1930 à Montréal²⁵. Parmi les autres facteurs susceptibles d'exercer une ponction sur le portefeuille des ménages se trouvent notamment les dépenses liées à la maladie ou au handicap ainsi que le nombre d'enfants à charge. Le recours au crédit et les intérêts qu'il occasionne viennent aussi compliquer la donne.

Par ailleurs, le revenu peut être bonifié sans que les statistiques le reflètent. Outre le travail domestique, vient en tête la pension versée par des enfants qui occupent un emploi ou par des parents âgés qui demeurent avec leur enfant dans la force de l'âge²⁶. Si elles ne constituent certes pas une manne, les quelques mesures sociales qui se mettent en place durant l'après-guerre, en premier lieu les allocations familiales, ne sont pas non plus comptabilisées dans le revenu. D'ailleurs, d'après Fortin dont les données, dans l'ensemble, diffèrent légèrement des nôtres, « [l]es barèmes des transferts sociaux (rentes publiques, assurance-chômage, régimes de retraite et supplément de revenu garanti, allocations familiales, aide sociale, etc.) ont généralement crû, par la volonté des gouvernements, plus rapidement que l'indice des prix à la consommation²⁷ » avant d'être indexés à l'IPC peu après la fin des Trente Glorieuses.

²³ Fortin, *Chômage, inflation et régulation...*, p. 65. À noter que les chiffres sur lesquels cet économiste s'appuie diffèrent de ceux de *Statistiques Historiques du Canada*, ouvrage paru trois ans plus tard.

²⁴ *Ibid.*, p. 67.

²⁵ Baillargeon, *Ménagères au temps...*, chapitre 6.

²⁶ Hélène Belleau et Raphaëlle Proulx, « Le revenu familial, un concept vague et insidieux. Analyse critique et historique des relations économiques familiales », *Enfances, Familles, Générations*, 15 (2011), p. 83.

²⁷ Fortin, *Chômage, inflation et régulation...*, p. 68.

Dans un autre ordre d'idées, Hélène Belleau et Raphaëlle Proulx incitent à utiliser avec circonspection le concept de revenu familial. Selon elles, celui-ci, en tant que « catégorie statistique[,] véhicule l'idée d'une mise en commun de l'ensemble des revenus et de leur distribution plus ou moins égalitaire entre les membres d'une même famille²⁸ », alors qu'il est loin d'être certain qu'il en soit ainsi dans les faits. Elles qualifient en fait le revenu familial de concept « vague et insidieux en ce qu'il masque des inégalités et des rapports de pouvoir au sein des familles et de la société en général²⁹ ».

1.1.3 Le taux de chômage

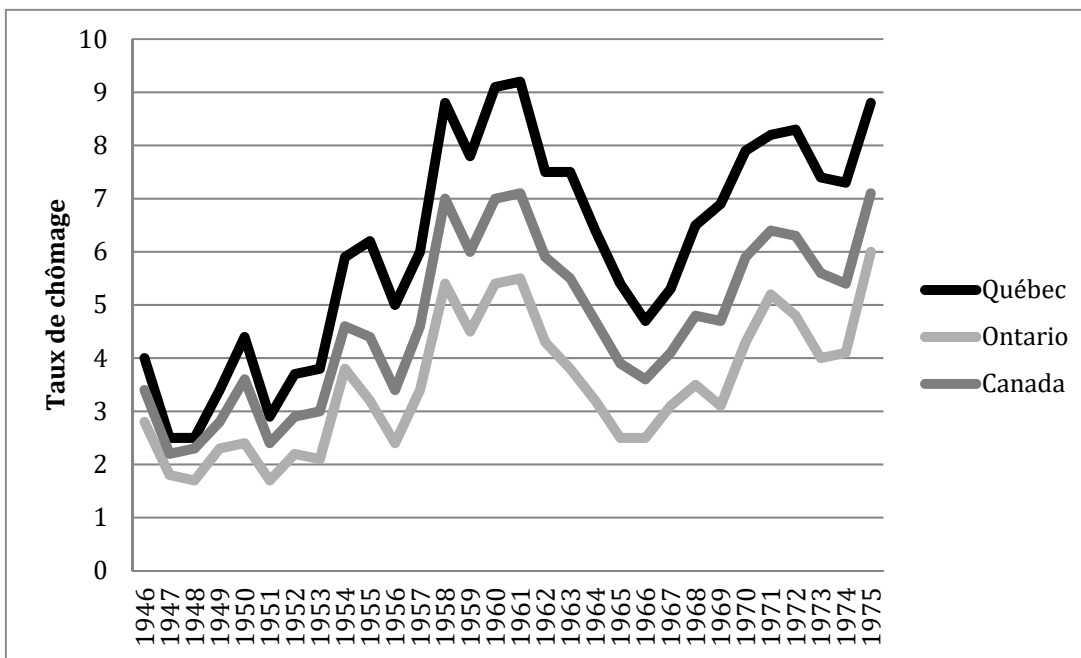
Probablement plus que les récessions, les variations de l'emploi se sont certainement répercutées sur le quotidien des ménages montréalais en raison des conséquences potentiellement graves de la perte d'un revenu, surtout celui du chef de famille. Malgré la prospérité de la période, le plein emploi demeure en effet une utopie. Il est tout d'abord évident qu'aucune partie du pays ne vit une croissance continue en matière d'emploi comme l'illustre la figure 2 (p. 64) qui met en lumière des fluctuations remarquablement parallèles du taux de chômage au Québec, en Ontario et dans l'ensemble du Canada. Des hausses plus ou moins grandes du taux de chômage s'y font ainsi sentir en 1949, 1952, 1954, 1957, 1958, 1960, 1967, 1968, 1970-1971 et 1975, soit pendant le tiers de la période étudiée.

Certes, le taux de chômage est très bas pendant l'immédiat après-guerre, alors qu'il décline pour atteindre 2,5 % au Québec, 1,7 % en Ontario et 2,2 % au Canada (voir l'annexe 2, p. 380). Entre 1946 et 1953 (1957 en Ontario), le nombre de chômeurs atteint probablement un creux historique. Ce phénomène est sans doute lié non seulement à la santé de l'économie, mais peut-être aussi à la possibilité qui en découle pour des jeunes de prolonger leurs études au lieu de contribuer à subvenir aux besoins du foyer.

²⁸ Belleau et Proulx, « Le revenu familial, un concept vague et insidieux... », p. 79. D'après ces auteures, « trois formes différentes de *revenu familial* ont successivement caractérisé la vie des ménages au cours du dernier siècle : 1° le *revenu familial multi-générationnel* (de la fin du XIX^e siècle aux années 1940) ; 2° le *revenu familial à pourvoyeur unique* (de 1945 à la fin des années 1960) et 3° le *revenu conjugal individualisé* (de 1970 à aujourd'hui).

²⁹ *Ibid.*

Figure 2 — Taux de chômage au Québec, en Ontario et au Canada, 1946-1975



Source : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries D491-497.

Au Québec comme dans l'ensemble du Canada, le ciel s'assombrit un peu dès le milieu des années 1950, soit lors du chant du cygne de la période de « reconstruction ». C'est toutefois à partir de la fin de la décennie que les nuages s'amoncellent véritablement. Dès lors, la tendance du taux de chômage est à la hausse, exception faite d'une brève période de grâce au milieu des années 1960. Dans « la Belle Province », le taux atteint 8,8 % en 1958 avant de redescendre un peu pour ensuite s'établir au-dessus de la barre des 9 % en 1960-1961 (voir la figure 2, p. 64 et l'annexe 2, p. 380). La situation s'améliore un peu entre 1963 et la fin de la décennie, mais le tournant des années 1970 voit les choses se détériorer à nouveau alors que le taux de chômage se maintient entre 7,3 et 8,3 % au Québec, entre 4 et 5,2 % en Ontario et 5,9 et 6,4 % dans l'ensemble du pays.

En somme, s'il n'est pas question de marasme, le ciel n'est pas au beau fixe, surtout pas au Québec où la situation de l'emploi fait bien piètre figure par comparaison avec sa voisine, comme l'illustre de manière frappante la figure 2 (p. 64). Avant la montée des cours

du pétrole au milieu des années 1970, jamais le taux de chômage ne dépasse 5,5 % en Ontario. Même quand l'emploi se porte bien pendant l'immédiat après-guerre, le Québec, où les taux de chômage varient entre 2,5 et 4,4 %, ne réussit pas à s'approcher de la performance de l'Ontario, où le nombre de chômeurs est incroyablement bas, oscillant entre 1,7 % et 2,8 %. Qui plus est, l'écart entre les deux provinces, tout au plus séparées par 2 points de pourcentage jusqu'en 1953, s'accroît par la suite et dépasse 3 % pour la majeure partie du reste de la période. Si la comparaison avec l'ensemble du pays fait paraître le Québec sous un jour un peu plus favorable, la province affiche néanmoins un taux de chômage un peu plus élevé qu'au Canada tout au long des Trente Glorieuses, surtout après le milieu des années 1950.

En ce qui concerne Montréal, les données disponibles ne permettent pas de broser un portrait détaillé. L'observation du taux de chômage pendant quelques années (tableau II, ci-dessous) offre toutefois la possibilité de constater qu'entre 1966, date à partir de laquelle des données sont disponibles, et 1971 la situation de l'emploi se porte mieux dans la métropole qu'ailleurs dans la province, probablement sous l'impulsion du chantier du métro de Montréal et de l'Expo 67, de la construction des autoroutes et de la modernisation du réseau routier dans la région montréalaise. Le taux de chômage à Montréal est en effet toujours inférieur d'au moins 1 % à celui du Québec (voir l'annexe 2, p. 380). Il est toutefois nettement supérieur à celui de la ville de Toronto.

Tableau II — Taux de chômage à Montréal et à Toronto, 1967-1971

	Montréal	Toronto
1966	3,4 %	2,0 %
1967	4,0 %	2,7 %
1968	5,4 %	3,0 %
1969	5,8 %	2,5 %
1970	6,8 %	3,9 %
1971	7,1 %	5,1 %

Source : *Manpower Report of the President*, 71-101, State, Canada cité dans André D. Fortas, *Réflexions critiques sur le développement économique de la région de Montréal d'après le rapport du C.R.D.E. (Université de Montréal)*, Montréal, 1972, Statistiques de base du C.R.D.E.

1.2 De nouvelles pratiques de consommation

Bien qu'ils permettent de brosser un portrait des conditions économiques avec lesquelles les ménages à l'étude doivent composer, ces indicateurs en disent peu sur l'entrée de Montréal, du Québec et du Canada dans la société de consommation. En effet, dans un monde où l'inflation serait au plus bas, où le plein emploi constituerait la norme et où les ménages gagneraient une fortune, il n'y aurait quand même pas de consommation de masse si les individus cachaient sous leur matelas la part de leur revenu ne servant pas à pourvoir à leurs besoins physiologiques. Afin de mieux cerner l'entrée dans la consommation de masse, il est donc indispensable de se tourner vers les dépenses des ménages, tâche à laquelle se sont attelés plusieurs chercheurs. Leurs travaux font ressortir des calendriers légèrement différents que les pages suivantes aspirent tout d'abord à mettre en lumière. Nous analyserons ensuite l'entrée de l'automobile dans les foyers québécois, ontariens (en guise de comparaison) et montréalais pendant les Trente Glorieuses. Une brève évocation d'autres pistes — l'accès à la propriété foncière, les achats d'électroménagers et la satisfaction des besoins — suivra. Compte tenu de l'absence de consensus historiographique et de la complexité de la tâche, l'objectif est de dégager des points de repère dans l'espoir qu'ils contribuent à mieux cerner le moment à partir duquel s'implantent et, surtout, se répandent, de nouvelles habitudes de consommation.

1.2.1 Plusieurs calendriers proposés par l'historiographie

Identifier le moment à partir duquel le Québec et, plus spécifiquement, Montréal entrent dans la société de consommation de masse s'avère beaucoup plus ardu qu'il n'y paraît de prime abord. Loin d'aller de soi, le moment de l'entrée dans la société de consommation ou dans la société de consommation de masse, même si les historiens ne font pas toujours cette distinction, varie selon le contexte national et régional. Si l'association, non sans nuances³⁰, de l'avènement de la consommation de masse au lendemain du second conflit mondial caractérise

³⁰ Lizabeth Cohen met par exemple en lumière la persistance, voire l'exacerbation, des inégalités dans les banlieues de la *consumer's republic* américaine. Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2004.

les États-Unis, du moins selon un large pan de l'historiographie américaine, il est loin d'être certain qu'il en va de même ailleurs³¹.

Des historiens mettent d'ailleurs en garde contre une adéquation entre les États-Unis et le Canada, Joy Parr jugeant par exemple que l'entrée dans la consommation de masse s'effectue plus lentement au nord qu'au sud du 49^e parallèle. Son analyse démontre que les ménages canadiens adoptent une attitude plus prudente que les Américains, un phénomène qu'expliquent plusieurs facteurs. Parr cite notamment les modalités de la reconversion vers l'économie de paix, les revenus des familles canadiennes qui, malgré leur augmentation dans l'après-guerre, demeurent inférieurs à ceux de leurs homologues américaines, sans mentionner le coût supérieur des biens de consommation domestique au Canada³². Cette historienne affirme en outre que des considérations relatives à l'économie familiale, aux conditions de vie et à l'échelle de valeurs propres au pays font également en sorte que les ménages canadiens ne sautent pas à pieds joints dans la consommation de masse³³. Selon Parr, l'entrée dans la société de consommation du Canada se situerait donc dans les années 1960. En soulignant que pour bien des familles montréalaises la consommation de biens durables ou l'achat d'une propriété en banlieue reste inaccessible, du moins pendant la quinzaine d'années suivant le second conflit mondial, Magda Fahrni arrive sensiblement au même constat³⁴. En effet, les familles sur lesquelles cette historienne a porté son regard « were not, by and large, families who participated in the continental race for automobiles and soon, television sets — or at least, not for a while³⁵ ».

³¹ À ce sujet, voir entre autres : Cohen, *A Consumers' Republic...*; Stephen Kline, « Toys, Socialization, and the Commodification of Play » dans Susan Strasser *et al.*, dir., *Getting and Spending, European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 339-358; Shelley Nickles, « More is Better. Mass Consumption, Gender, and Class Identity in Postwar America », *American Quarterly*, 54, 4 (décembre 2002), p. 581-622; Lawrence R. Samuel, *Brought to You By. Postwar Television Advertising and the American Dream*, Austin, University of Texas Press, 2001, 266 pages; Ruth Schwartz Cowan, *More Work for Mother. The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*, New York, Basic Books, 1983, 257 pages.

³² Parr, *Domestic Goods...*, p. 16, 29, 232-235.

³³ *Ibid.*, p. 9, 13-16, 64-65, 218-242, 267.

³⁴ Magda Fahrni, *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 15.

³⁵ *Ibid.*

Dans « un aperçu de l'évolution de la consommation et des rétributions au Québec, de 1920 à 1960³⁶ », Jean-Pierre Charland et Mario Desautels abondent un peu dans le même sens en avançant une périodisation légèrement différente. Ils affirment ainsi que les ménages québécois « se [sont procuré] certains biens associés au confort moderne (électroménagers, automobile) plus tard³⁷ » que ceux de l'Ontario et des États-Unis, ce que corrobore d'ailleurs la thèse de Jocelyn Létourneau³⁸. Ils soutiennent qu'une augmentation fulgurante des dépenses personnelles de consommation caractérise l'immédiat après-guerre avant de s'essouffler de 1947 à 1951. S'amorceraient ensuite des « pratiques sociales reposant sur le crédit et la désépargne³⁹ ». Plus précisément, Charland et Desautels constatent qu'au Québec, la majorité des travailleurs assistent à l'amélioration de leur niveau de vie et mettent la main sur des biens de consommation durables au sortir du conflit mondial. Toutefois, avant 1960, l'accès aux standards de consommation fordistes demeure limité et contingent au type d'industrie. En ce sens, de plus en plus de travailleurs détiennent des revenus suffisants pendant l'après-guerre pour porter attention aux « normes et valeurs chantées par le rapport salarial [...], par les discours productivistes [...], par la publicité⁴⁰ », mais sans toujours pouvoir y participer en pratique⁴¹. Un son de cloche analogue se fait entendre chez Létourneau aux yeux duquel « en dépit d'une augmentation considérable des dépenses personnelles en biens et services et d'une diffusion assez large des nouveaux biens de consommation à travers la population québécoise, une part importante des individus et des familles reste marginalement ou très contradictoirement intégrée à la consommation marchande⁴² ».

En procédant également à une analyse quantitative, Desautels a décortiqué la structure budgétaire des familles montréalaises entre 1938 et 1959 avant de les comparer à leurs homologues torontoises dans le but de lever le voile sur « l'impact de l'évolution du pouvoir

³⁶ Jean-Pierre Charland et Mario Desautels, *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*, Québec, IQRC, 1992, p. 23.

³⁷ *Ibid.*, p. 210.

³⁸ Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité...*, p. 691.

³⁹ Charland et Desautels, *Système technique et bonheur domestique...*, p. 120.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 221.

⁴¹ *Ibid.*, p. 24, 215, 221, 90, 100, 118-120, 172, 188, 210.

⁴² Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité...*, p. 691.

d'achat sur les pratiques de consommation⁴³ ». Il soutient que l'augmentation des salaires se traduit par une croissance du « revenu discrétionnaire » (la part du budget servant à autre chose qu'aux besoins essentiels) permettant aux familles de passer de « l'univers des besoins » à « l'univers des aspirations » et situe une bonne partie de la hausse des dépenses des ménages entre 1947-1948 et 1953⁴⁴. Ces chiffres confortent selon lui « la thèse attribuant cette croissance à une forte consommation différée » reposant sur « la fin de la rareté des biens et des services désirés, un niveau d'épargne plus élevé et une utilisation accrue du crédit à la consommation⁴⁵ ». Désautels réaffirme en outre l'arrivée plus tardive d'électroménagers, « d'installations récréatives, tels que les appareils de radio et de télévision » et d'automobiles dans les foyers québécois, moins pourvus en la matière que les ménages ontariens⁴⁶.

Sans qu'il s'agisse de l'objectif principal de l'auteur, l'après-guerre au Québec apparaît également comme un moment de transition dans l'analyse d'Yves Tremblay des mesures de restriction de la consommation, notamment le rationnement alimentaire, adoptées et appliquées par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre de 1939 à 1951 où il identifie, entre autres, trois régimes de consommation. Des restrictions progressives cèdent selon lui le pas, en 1942, à des contrôles plus stricts qui perdurent jusqu'en 1947, mais qui s'assouplissent dès 1946. S'amorce ensuite la disparition des entraves gouvernementales à la consommation⁴⁷. Tremblay qui vise à démontrer que « les cartes se brouillent entre les perceptions des uns et des autres, entre les gestionnaires et la population » tout au long de la période soutient en outre qu'au fil du temps et des restrictions, « la vie devient moins confortable ». De concert avec les inquiétudes et la lassitude allant de pair avec le conflit, cette situation se traduit, à son avis, par une critique et une transgression croissantes des limites imposées à la consommation, un phénomène dont se soucie de plus en plus le gouvernement⁴⁸. Fait intéressant, d'après cet historien, la préoccupation croissante de la Commission pour l'opinion des consommateurs fait ressortir « la singularité du Québec », plus réfractaire aux

⁴³ Mario Desautels, « De l'univers des besoins à l'univers des aspirations. La structure budgétaire des familles montréalaises, 1938-1959 » dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir., *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, IQRC, 1992, p. 281.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 281, 283, 297.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 297.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Yves Tremblay, « La consommation bridée. Contrôle des prix et rationnement durant la Deuxième Guerre mondiale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 571, 605.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 571, 606-607.

restrictions pendant l'après-guerre⁴⁹. De manière générale, Tremblay offre une analyse juste et convaincante des phénomènes qu'il observe, mais il aurait gagné à accorder plus d'importance aux ménagères.

Dans un article paru en 1988, Simon Langlois s'est quant à lui concentré sur l'analyse des « aspirations » des ménages et des facteurs jouant un rôle dans leur apparition au sein des familles québécoises francophones de 1959 à 1977. Il perçoit dans les années antérieures à la période qu'il étudie une certaine prudence et une retenue dans l'élaboration de projets d'avenir, phénomènes qui sont relativement chose du passé à la fin des années 1970. À son avis, à partir de cette époque, même les familles peinant à subvenir à leurs besoins s'inscrivent dans « l'univers des aspirations », témoignant de nouvelles attitudes par rapport à la consommation. En comparant ses données à celles de *l'étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations des familles salariées canadiennes-françaises* de Marc-Adélar Tremblay et de Gérard Fortin publiée en 1964 (mais menée en 1959), ce sociologue remarque que l'avènement des aspirations dépend, outre du principal déterminant qu'est le revenu, de facteurs comme le travail salarié des femmes mariées et « les difficultés professionnelles passées »⁵⁰. Il soutient ainsi que « [c]ontrairement à ce qui se passait à la fin des années 1950 la majorité des familles qui vivent en haut du seuil des besoins subjectivement définis en 1977 ont en même temps pénétré dans l'univers des aspirations », tout comme une bonne partie de celles vivant « à la marge de l'univers des besoins »⁵¹.

Contemporains des 1500 familles québécoises⁵² qu'ils étudient dans le cadre d'un projet financé par la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins et par L'Assurance-Vie, Tremblay et Fortin observent en effet que c'est l'histoire passée des familles de cet « entre-deux univers », soit celles dont le revenu hebdomadaire se

⁴⁹ Tremblay, « La consommation bridée », p. 571-601.

⁵⁰ Simon Langlois, « L'univers des aspirations des familles québécoises, 1959 à 1977 » dans Simon Langlois, dir., *Les comportements socio-économiques des familles salariées au Québec*, Rapports, publications et communications, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1988, p. 147-152, 170-171.

⁵¹ *Ibid.*, p. 149-152.

⁵² Ces auteurs s'intéressent aux familles « dont la principale source de revenu [est] le salaire du père ». Marc-Adélar Tremblay et Gérard Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, p. 39.

situe entre 75 \$ et 85 \$, qui détermine leur entrée dans l'un ou l'autre « univers »⁵³. Les données qu'ils mettent en exergue — par exemple les 56 % des familles de l'échantillon qui répondent par la négative à la question « Votre salaire vous permet-il de faire des projets d'avenir? »⁵⁴ — laissent entrevoir une société qui n'est pas tout à fait entrée dans la société de consommation au tournant des années 1950, bien que les auteurs ne posent pas la question en ces termes.

En 2008, la périodisation qu'adopte Langlois dans sa démonstration de l'avènement, entre 1969 et 2004, d'un genre de vie radicalement nouveau, « pass[ant] désormais par la consommation élargie d'objets et de services produits dans la sphère marchande⁵⁵ », en dit également long au sujet du moment de l'entrée du Québec dans la société de consommation. En prenant encore une fois l'étude de Tremblay et Fortin comme étalon de mesure et en s'appuyant sur l'analyse de statistiques sur les budgets des familles, il observe en fait une métamorphose de la structure de la consommation. Celle-ci serait tributaire notamment de la hausse du nombre de femmes mariées occupant un emploi salarié, de la diminution de la taille des familles et de la popularité croissante du mode de vie en solitaire après 1969⁵⁶.

Dans sa thèse de doctorat complétée il y a trente ans, Létourneau situe l'entrée du Québec dans la consommation de masse dans les années 1950⁵⁷. En seraient en partie responsable « [l]'abaissement du prix de certaines marchandises, couplé à l'augmentation générale des salaires ouvriers dans la province entre 1945 et 1961⁵⁸ ». Entre 1945 et 1960, le Québec entrerait donc dans la société de consommation, un phénomène que prouverait incontestablement « [l]'accroissement rapide du volume des ventes au détail et du volume du crédit per capita⁵⁹ ». Il souligne toutefois que « c'est une chose de dire qu'une population multiplie ses actes de transaction marchande, et une autre de dire que le cadre matériel d'existence et de reproduction de la force de travail a été définitivement soumis à la logique du

⁵³ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 164.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 153.

⁵⁵ Simon Langlois, « Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle », *Les cahiers des dix*, 62 (2008), p. 195-196.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 199, 203-205, 207-208.

⁵⁷ Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité...*, p. 588.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 588.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 630.

capital et au règne de la marchandise⁶⁰ ». Il observe de surcroît que dans les années 1960, le processus « de diffusion de l'accumulation intensive » est inachevé et inégalement réparti sur le territoire de la province⁶¹.

En somme, l'historiographie pointe vers une entrée dans la consommation de masse dans les années 1960. Sans grande surprise étant donné qu'il s'agit d'un processus et que les cas de génération spontanée sont rares en histoire, des transformations se mettent selon toute vraisemblance en branle dès l'après-guerre, la fin des années 1940 et le milieu des années 1950 ayant été identifiés comme des moments forts en matière d'augmentation et de transformation de la consommation des ménages.

1.2.2 Comment juger d'une société de consommation (ou non)?

Il apparaît donc nécessaire de fournir quelques indicateurs de l'échéancier de l'entrée de Montréal dans la société de consommation, même si la tâche n'est pas aussi simple qu'elle le semble. De prime abord, il « suffirait » en effet, pour établir ce calendrier, de cerner la date à partir de laquelle Montréal se trouve, pour reprendre la définition donnée en introduction, dans une « [s]ituation dans laquelle une majorité d'individus a aisément accès aux biens de consommation courante grâce à un niveau de vie élevé⁶² ». Plusieurs questions importantes découlent toutefois de cette interprétation. Par exemple, à quoi reconnaître un accès « aisé » aux biens de consommation? Comment décider quels biens inclut une « consommation courante » en tenant compte de la spécificité historique et culturelle inhérente aux pratiques qu'elle recouvre? Comment déterminer le seuil définissant un « niveau de vie élevé »? Une faible majorité de ménages « consommateurs » de biens de « consommation courante » jouissant d'un tel niveau de vie suffit-elle pour qu'il y ait consommation de masse? Sinon, comment établir le seuil de la majorité significative? Quels biens de consommation choisir comme indicateurs de leur entrée dans société de consommation? Que faire si les biens retenus ne pénètrent pas les foyers selon un même calendrier? Des biens seraient-ils plus représentatifs que d'autres? Si oui, comment les identifier?

⁶⁰ Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité...*, p. 630.

⁶¹ *Ibid.*, p. 629.

⁶² Yves Alpe *et al.*, « Consommation de masse », *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz, 2007, p. 53.

1.2.3 Le choix de l'automobile comme indicateur de l'entrée dans la consommation de masse

Devant les difficultés que pose la détermination de l'avènement de la consommation de masse, nous avons choisi d'analyser un indicateur : l'automobile. Sans être une méthode « parfaite », suivre le fil des acquisitions d'une — et plus tard de plusieurs — automobile par les ménages⁶³ québécois, ontariens et montréalais permet de prendre le pouls de la participation à la société de consommation. Sur un plan bien pragmatique, l'automobile constitue tout d'abord l'une des formes de consommation les plus ostentatoires — voire la plus ostentatoire — qui soit. Garée à proximité de la demeure, elle rend beaucoup plus visible la consommation. Même quand un garage jouxtant la maison dissimule l'engin des regards du voisinage, les ménages, en se déplaçant à bord de leur véhicule, étrennent comme de nouveaux atours leur participation à la consommation de masse. Avant la démocratisation de l'automobile, peu de biens permettent d'exposer aussi ouvertement le niveau de vie du ménage à l'extérieur du foyer, c'est-à-dire de mettre en scène la consommation privée dans l'espace public. Les vêtements, pourtant chargés de sens quant au statut social, ne remplissent pas au même point cette fonction dans la mesure où les différences entre les ménages et les individus sont moindres : tous, hormis ceux et celles dont l'extrême pauvreté empêche de se vêtir

⁶³ Le terme « ménage » fait référence à la définition aujourd'hui en usage par Statistique Canada. Il renvoie « à une personne ou à un groupe de personnes qui occupent le même logement et n'ont pas de domicile habituel ailleurs au Canada ou à l'étranger ». « Ménage », Définitions, sources de données et méthodes, Unités statistiques normalisées, In Site de Statistique Canada, [En ligne].

<http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/house-menage-fra.htm> (Page consultée le 13 janvier 2015).

Ainsi, contrairement à une famille dont les membres sont unis par des liens de filiation ou contractuels, un ménage prend pour unité les individus habitant sous un même toit. Cette définition est d'autant plus appropriée qu'elle est plus fidèle au quotidien des acteurs historiques à l'étude que le serait une étude des familles. En effet, selon les données tirées du *Magazine du mouvement ouvrier* citées par Denis Lavoie, la majorité des foyers montréalais abritent des parents ou des « étrangers » en 1946, ce qui n'étonne guère étant donné la crise du logement qui fait rage pendant la décennie suivant le second conflit mondial. Plus précisément, 13,8 % hébergent un grand-père, 16 % une grand-mère, 31 % un ou des chambreurs et 17 % d'autres familles. Denis Lavoie, « La famille ouvrière vue par les mouvements d'action catholique » dans Jean Hamelin et Fernand Harvey, dir., *Les travailleurs québécois, 1941-1971. Dossier*, Québec, Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, 1976, p. 192. Bien d'autres historiennes ont observé ce phénomène de cohabitation à Montréal, notamment Denyse Baillargeon, Bettina Bradbury et Denise Girard. Sébastien Couvrette qui a récemment travaillé sur la publicité des quotidiens montréalais, note lui aussi que « [d]ans les milieux relativement modestes, la cohabitation des jeunes couples mariés sans enfants dans la maison familiale d'un des deux époux est une pratique courante, observable jusqu'aux années 1960 ». Baillargeon, *Ménagères au temps...*, p. 94-97; Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, University of Toronto Press, 2007 [1993], p. 68-70; Denise Girard *Mariage et classes sociales. Les Montréalais francophones entre les deux Guerres*, Sainte-Foy (QC), IQRC, 2000, p. 146-147. Sébastien Couvrette, *Le récit de la classe moyenne. La publicité des quotidiens montréalais, 1920-1970*, Montréal, Leméac, 2014, p. 88.

confortablement l'hiver, possèdent des vêtements relativement adaptés à leur quotidien en dépit de différences en matière de quantité, de qualité, de fabrication (industrielle ou artisanale) et de nouveauté. Il n'en va pas de même pour l'automobile pendant les Trente Glorieuses, bien que les différents modèles de voitures agissent eux aussi comme un révélateur de stratification sociale visible... et parfois bruyant.

Comme le téléviseur que la majorité des foyers se procurent très rapidement après sa mise en marché en 1952, l'automobile a deuxièmement l'avantage, pour les besoins de ce chapitre, de servir plus d'un membre d'un même ménage (simultanément ou séparément). Ceux-ci partageant fréquemment un même point de départ ou d'arrivée, il est légitime de présumer qu'ils sont souvent à bord ensemble, sans mentionner le caractère collectif que peuvent prendre certaines activités de loisir nécessitant l'usage d'une voiture. L'automobile permet en ce sens de véritablement aborder les ménages — et non uniquement les individus — en tant qu'unités de consommation.

L'automobile, en plus d'être un objet de consommation, transforme également les pratiques de consommation. Comme le remarque Steve Penfold, pendant l'après-guerre, la voiture accroît le territoire que peuvent desservir les commerces du centre-ville dès lors susceptibles de rejoindre des endroits périurbains où l'offre ne suffit pas. Toutefois, « as the 1960s approached, the new dynamics of automobile commerce changed: consumers continued to stretch out their shopping, but increasingly bypassed traditional commercial areas⁶⁴ » pour se tourner vers les centres d'achats de plus en plus nombreux en périphérie des centres urbains. Qui plus est, posséder une voiture permet d'accéder à d'autres formes de consommation « non essentielles à la survie », notamment des loisirs, qu'ils aient lieu à l'intérieur de l'habitacle (balades, sorties au ciné-parc, etc.) ou à l'extérieur (voyages, activités diverses situées à une certaine distance du domicile ou du lieu de travail). L'automobile occasionne aussi d'autres dépenses, notamment en carburant, en réparations ou en « améliorations ».

⁶⁴ Steve Penfold, « “Are we to go literally to the hot dogs?” Parking Lots, Drive-ins, and the Critique of Progress in Toronto's Suburbs, 1965-1975 », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 33, 1 (automne 2004), p. 9.

Il s'agit de surcroît d'un bien éminemment genré. Par exemple, comme l'a démontré Christopher Dummitt, maints qualitatifs sont communs à la masculinité idéale — de classe moyenne et de race blanche — et à l'idéal du « bon conducteur » à Vancouver pendant l'après-guerre. Ces deux constructions convergent notamment « in their shared support for a disciplined character, one that stressed diligent awareness and foresight as the epitome of responsible behaviour⁶⁵ ». Plus encore, Dummitt perçoit dans l'amalgame de ces deux catégories discursives par des autorités en matière de sécurité automobile la promotion d'une « gender ideology that saw good driving as a kind of masculine achievement⁶⁶ ». En effet, bien que des femmes prennent le volant, l'automobile est dès ses débuts associée par la production culturelle à « what it meant to be a man⁶⁷ », comme le souligne l'historien Dimitry Anastakis :

Being “behind the wheel” or “in the driver’s seat” was to be in command. Driver safety courses and advertising stressed that a good driver was also a good man, and a successful man. New categories of “sports cars,” “muscles cars,” and “pony cars” were all marketed to men in ads playing on notions of toughness and masculinity, and the “manliness” of many types of vehicles quickly became one of the distinguishing traits of linking cars and traditional male roles. Cars with names such as Thunderbird, Corvette and Mustang reflected the muscular, confident American and, by extension, Canadian man⁶⁸.

Anastakis et Dummitt qui abondent dans le même sens⁶⁹ sont peut-être un peu prompts à amalgamer le Canada et les États-Unis — ce qui ne signifie pas qu'ils ont tort —, mais il est indéniable que voiture et masculinité vont main dans la main, du moins pendant l'après-guerre, ce qui ne veut pas dire que les femmes ne conduisent pas, ne participent pas à la culture de l'automobile ou qu'elles ne sont pas visées par la publicité⁷⁰. Maude-Emmanuelle Lambert confirme d'ailleurs la prégnance de cette association pour le Québec (et l'Ontario) dès le début du XX^e siècle⁷¹.

⁶⁵ Christopher Dummitt, *The Manly Modern. Masculinity in Postwar Canada*, Vancouver, UBC Press, 2007, p. 126.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 127.

⁶⁷ Dimitry Anastakis, *Car Nation. An Illustrated History of Canada's Transformation Behind the Wheel*, Toronto, J. Lorimer & Co., 2008, p. 59-60.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 60.

⁶⁹ Dummitt, *The Manly Modern...*, p. 130-131.

⁷⁰ Selon Dummitt, dans les années 1960, le type de masculinité associé à la modernité, au contrôle et à la rationalité commence à être remis en question. *Ibid.*, p. 141-149.

⁷¹ Voir à ce sujet : Maude-Emmanuelle Lambert, « Québécoises et Ontariennes en voiture! L'expérience culturelle et spatiale de l'automobile au féminin (1910-1945) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63, 2-3 (automne 2009-hiver 2010), p. 305-330.

La relation entre l'automobile et le genre se manifeste aussi dans la présence ou l'absence de véhicules dans les foyers. En 1971, Statistique Canada note ainsi que « les ménages dont le chef est de sexe masculin sont plus susceptibles d'avoir une ou plusieurs automobiles que ceux dont le chef est de sexe féminin⁷² ». En fait, 59 % des ménages dirigés par une femme ne possèdent pas d'automobile à ce moment-là, contre 15 % des ménages dont le chef est un homme et 22 % de l'intégralité des ménages du pays⁷³. Le revenu généralement plus bas des ménages dont le chef est une femme n'y est probablement pas pour rien, tout comme le style de vie « en ce sens que les familles biparentales [groupe auquel appartiennent la majorité des ménages dont le chef est de sexe masculin] sont plus susceptibles que les familles monoparentales ou personnes seules de vivre en banlieue et que, par conséquent, elles ont plus tendance à avoir besoin d'une automobile pour faire leurs courses, se rendre au travail, etc.⁷⁴ ».

Outre les rapports de pouvoir liés au genre, l'automobile joue possiblement un rôle dans les relations filiales. Dans les foyers où des adolescents ont accès à une voiture ou, du moins, désirent y avoir accès, elle est en effet probablement synonyme d'une certaine autonomie des jeunes qui reconfigure potentiellement les rapports familiaux. Anastakis a ainsi raison de mentionner l'importance de la conduite automobile en tant que rite de passage vers l'âge adulte pour bien des *baby-boomers* adolescents dont l'enfance s'est en bonne partie déroulée au son du vrombissement d'un moteur⁷⁵.

Des considérations d'ordre matériel collaborent aussi à faire de l'automobile un indicateur de choix pour cerner l'entrée dans la consommation de masse. En effet, comme le souligne Anastakis, l'effort de guerre signifie l'arrêt, en 1942, de la production de voitures particulières qui ne redémarre qu'en 1945⁷⁶. La demande demeure donc inassouvie jusqu'à la reprise de la fabrication après la fin des hostilités⁷⁷ ou, autrement dit, jusqu'au début de la

⁷² Statistique Canada, « Études schématiques. Structure et tendances de l'occupation des logements au Canada », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 99-724, Bulletin 5.3-2 (mai 1976), p. 75.

⁷³ *Ibid.*, p. 72, 75.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 76.

⁷⁵ Anastakis, *Car Nation...*, p. 60.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 56. Direction des études sectorielles du Québec et Direction générale de la recherche et de la planification du Québec, *L'industrie de l'automobile au Canada et au Québec. Description et analyse*. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1986, p. 15. Voir aussi : Broad, *A Small Price to Pay...*, p. 125-147.

⁷⁷ Anastakis, *Car Nation...*, p. 56.

période à l'étude. Un coup d'œil à l'indice des prix à la consommation pour certains biens, classé par éléments principaux (voir l'annexe 1, p. 379) permet de plus de constater que les prix des transports n'augmentent pas plus rapidement que ceux de l'ensemble des denrées, ce qui nuirait à la représentativité de l'automobile comme barème des dépenses des ménages.

À ce dernier égard, il faut aussi mentionner l'importance, compte tenu de la définition de la consommation de masse qui a été retenue, de choisir un bien de consommation non essentiel à la survie physiologique. L'automobile est en ce sens tout indiquée. Qui plus est, malgré le flou entourant la notion de besoin sur lequel nous reviendrons, il est possible — voire vraisemblable, comme il le sera démontré dans le chapitre 3 — qu'elle s'insère subséquemment au cours de la période dans la définition du « nécessaire ». Ce « repositionnement » probable contribue en fait à en faire un indicateur éloquent quant à l'entrée dans la société de consommation de masse puisqu'elle ferait ainsi partie des besoins « créés » par celle-ci.

Finalement, la force de l'automobile en tant que symbole de la consommation de masse — la plupart du temps à crédit — est indéniable. Anastakis remarque d'ailleurs qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'automobile « personified the dazzling potential of what many saw as the height of modernity⁷⁸ ». Plus encore, les icônes automobiles de l'époque (comme la Corvette 1953, les Cadillac des années 1950 et la Mustang 1965), « represented a new industrial might, a new ethos of consumption and a new understanding by Canadians of their dependency on and identification with cars⁷⁹ ».

L'objectif des pages qui suivent est donc d'observer le rythme auquel les ménages québécois (en comparaison avec leurs homologues ontariens) et montréalais se procurent des automobiles à partir de données quantitatives appréhendées avec une certaine prudence. Il faut en effet garder en tête que bien qu'ils semblent souvent « parler d'eux-mêmes », les chiffres ne livrent jamais une information « objective » ou « brute ». Ils trahissent inmanquablement la vision du monde de ceux qui les collectent et les analysent. Qui plus est, les données ne sont pas toujours aussi sophistiquées que souhaité. Cela dit, en matière de pénétration de l'automobile dans les foyers, leur éloquence est frappante.

⁷⁸ Anastakis, *Car Nation...*, p. 55.

⁷⁹ *Ibid.*

1.2.4 L'automobile au Québec et en Ontario

a) Une progression linéaire

Les chiffres laissent en effet entrevoir un processus bien en marche et d'une linéarité remarquable (voir l'annexe 3, p. 381). Le nombre de voitures immatriculées⁸⁰ au Québec est, en ce sens, au-delà de treize fois plus élevé en 1975 qu'en 1945 alors que la population double approximativement pendant le même laps de temps. À la fin de la période à l'étude, 2 188 895 de ces véhicules sont alors dénombrés tandis qu'on en trouve 171 240 trente ans plus tôt. En Ontario où le taux de croissance démographique est sensiblement équivalent, il faut multiplier le nombre de voitures par 5,8. Le parc automobile y passe ainsi de 556 740 voitures en 1945 à 3 225 243 trente ans plus tard. Le Canada, dont la population double ou presque, compte environ sept fois plus d'automobiles particulières enregistrées en 1975 (8 692 821) qu'en 1945 (1 161 337). En d'autres termes, « between 1945 and 1973, the Canadian population increased 83 percent, yet the number of cars increased an astounding 577 percent⁸¹ ».

L'examen du nombre de personnes par automobile immatriculée par année⁸² (ratio P/A) au Canada, au Québec et en Ontario entre 1921⁸³ et 1975 permet plus de précision (figure 3, p. 79). La diminution de ce ratio — autrement dit, l'augmentation du nombre d'automobiles par rapport à la population — met en lumière une progression quasi continue. L'observation des données permet aussi de constater que les deux hausses marquées du ratio P/A, pendant les périodes 1930-1933 et 1941-1945, épousent les grands bouleversements économiques en concordant avec le plus fort de la Crise des années 1930 et l'effort de guerre du second conflit mondial⁸⁴. Elle révèle du fait même un lien étroit entre l'acquisition d'une automobile par les particuliers et l'état général de l'économie, Graham Broad allant jusqu'à qualifier l'industrie automobile de « bellwether for the nation's economic health⁸⁵ », ce qui

⁸⁰ Ces chiffres incluent les voitures de taxi.

⁸¹ Anastakis, *Car Nation...*, p. 55.

⁸² L'idée de ce ratio nous vient entre autres des travaux de Charland et Desautels et de Steve Penfold. Charland et Desautels, *Système technique et bonheur domestique...*; Penfold, « "Are we to go literally to the hot dogs?..." ».

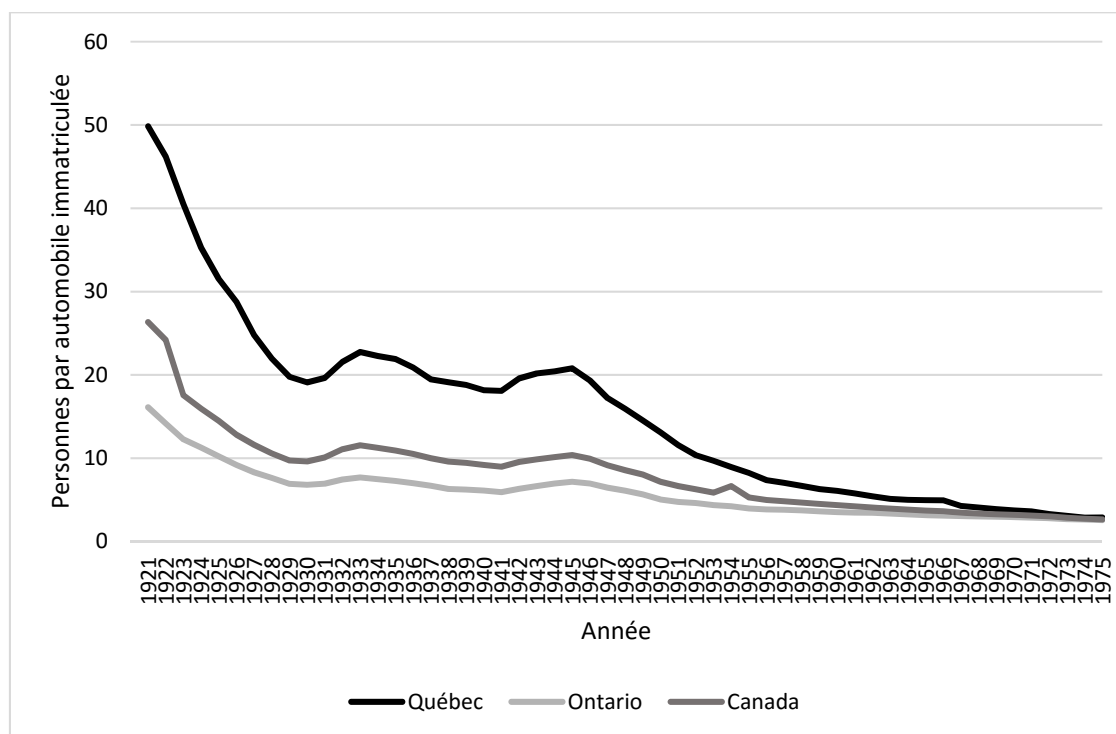
⁸³ Il s'agit de la date à partir de laquelle des données sur les parcs automobiles des provinces canadiennes sont disponibles.

⁸⁴ Voir à ce sujet les données de : Broad, *A Small Price to Pay...*, p. 126-147. Broad évoque entre autres les conséquences désastreuses de la Crise des années 1930 sur l'industrie automobile canadienne, particulièrement sensible aux fluctuations économiques mondiales.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 128.

confirme la justesse du recours à cet indicateur pour saisir l'entrée dans la société de consommation de masse.

Figure 3 — Nombre de personnes par automobile immatriculée par année, Canada, Québec et Ontario, 1921-1975



Sources : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries A2-14 et T147-194; Statistique Canada, CANSIM, tableaux 051-0001, 051-0026. Le calcul du ratio immatriculations d'automobiles / population totale est de nous. Nos chiffres tiennent compte du sous-dénombrement de 1971.

b) Un écart qui s'amenuise entre les deux provinces

Outre la linéarité du processus, le décalage entre le ratio P/A séparant au début de la période le Québec de l'Ontario et, dans une moindre mesure, de l'ensemble du Canada⁸⁶ saute aux yeux. En 1945, « la Belle Province » compte ainsi *grosso modo* une automobile pour près de 21 personnes, contre une pour un peu moins de 8 personnes — soit près de trois fois plus! — de l'autre côté de la rivière des Outaouais (voir l'annexe 3, p. 381). Bien que la

⁸⁶ Il faut garder en tête que nos données sur le Canada incluent celles de l'Ontario et du Québec.

comparaison soit moins pertinente en raison des plus faibles taux d'industrialisation et d'urbanisation hors du « Canada central », on compte au pays une voiture pour 10,39 habitants à la même date.

Jamais, au cours de la période étudiée, le Québec ne compte autant de voitures par rapport à sa population que l'Ontario. L'écart entre les deux provinces s'amenuise néanmoins au fil du temps au point d'être minime (de 0,31) à partir de 1975, le ratio P/A s'établissant à une voiture pour 2,58 individus en Ontario contre une pour 2,89 au Québec. C'est donc dire qu'il y a « rattrapage » — bien qu'il ne soit pas ici question de « retard » — québécois quelque part pendant les Trente Glorieuses.

À y regarder de plus près, la figure 3 (p. 79) fait ressortir une différence entre les ménages québécois et ontariens en ce qui concerne l'échéancier de l'entrée de l'automobile dans les foyers. En Ontario comme dans l'ensemble du Canada, le processus semble en fait s'amorcer plus tôt tout en étant plus étalé dans le temps que dans « la Belle Province ». Entre 1921 et le début de la Crise des années 1930, le rapport entre l'automobile et la population passe, en Ontario — la province la plus peuplée, industrialisée et urbanisée du pays —, d'une voiture pour un peu plus de 16 individus à une pour moins de 7. Le Québec, en contrepartie, compte une voiture pour près de 50 individus au début des années 1920. Le processus y évolue néanmoins très rapidement, au point où dix ans plus tard on y trouve une automobile pour environ 19 personnes. L'acquisition d'une automobile est toutefois freinée — ou du moins remise à plus tard — pendant la décennie de la Crise et les années de guerre où le nombre d'individus par voiture stagne, voire augmente si bien que les ratios de 1946 ressemblent à s'y méprendre à ceux de 1930 tant à l'ouest qu'à l'est de la rivière des Outaouais.

Après cette décennie et demie turbulente, voire exceptionnelle — quoique y a-t-il vraiment une époque qui soit « normale »? —, la tendance du Québec à « rattraper » la province voisine s'accroît. Si, tel qu'illustré par la figure 3 (p. 79), l'après-guerre est le théâtre d'une accélération de la pénétration de la voiture dans les foyers tant au Québec qu'en Ontario et dans l'ensemble du pays, c'est dans « la Belle Province » que l'essor est le plus prononcé. Jusqu'au début des années 1960, la croissance est spectaculaire. D'une voiture pour une vingtaine d'individus au sortir du deuxième conflit mondial, il s'en trouve une pour 5 personnes moins de vingt années plus tard. En chiffres réels, le nombre de ces véhicules fait

plus que quintupler alors que la population québécoise fait moins que doubler. Plus explicitement, sur un territoire où habitent 3 629 000 personnes en 1946, la quantité de voitures immatriculées passe de 187 726 à plus d'un million en 1963 alors que la population est multipliée par 1,5 pour atteindre 5 480 700 habitants (voir l'annexe 3, p. 381). En Ontario, où la population connaît pendant ce même intervalle une augmentation démographique relativement semblable — de 4 093 000 à 6 481 300 personnes —, le nombre d'automobiles fait moins que quadrupler, bondissant de 586 907 à 1 926 878.

L'essor est d'ailleurs particulièrement prononcé dans la province francophone entre 1945 et 1952 tandis que le ratio P/A diminue de moitié, passant de 20,79 à 10,36. Du côté ontarien, pour la même période, il passe de 7,18 à 4,63. C'est donc dire que la croissance pour l'Ontario suit un rythme analogue à celui que connaît le Québec, mais sans que les chiffres réels soient aussi impressionnants. Quoi qu'il en soit, l'après-guerre est synonyme d'une progression remarquable de l'automobile d'un côté comme de l'autre de la rivière des Outaouais. Derrière cette augmentation, bien que saisissante dans un cas comme dans l'autre, se cachent ainsi des singularités, puisque le processus est plus marqué en sol ontarien, mais plus fulgurant au Québec.

L'analyse de la figure 3 (p. 79) fait donc ressortir deux moments — les années 1920 et l'après-guerre — pendant lesquels les acquisitions d'automobiles progressent à une cadence plus élevée au Québec qu'en Ontario et au Canada, ce qui se traduit par une réduction de l'écart entre la province et le reste du pays. Ces observations concordent en outre avec celles de Paul-André Linteau *et al.* :

dans ce domaine [les achats d'automobiles] le Québec affiche un retard important à la fin de la guerre. L'auto reste un luxe que seule une minorité peut se payer. Encore en 1953, seulement 36% des ménages en possèdent une alors qu'en Ontario la proportion atteint 65%. Le rattrapage se fait cependant à un rythme accéléré : 188 359 automobiles en 1946, 843 731 en 1961, un taux annuel moyen de croissance de 11,3%. En 1960, 56% des ménages québécois ont une auto⁸⁷.

Étant donné que plusieurs personnes peuvent entrer ou même s'entasser dans une automobile, l'insertion de la taille des ménages dans l'équation relativisée, voire explique peut-

⁸⁷ Linteau *et al.*, *Histoire du Québec...*, p. 253.

être, en partie ce « retard » du Québec. La pertinence de cette donnée réside dans la possibilité de présumer que la possession d'un véhicule permettant de se déplacer d'un endroit à un autre est susceptible de profiter à tous les individus occupant la même résidence. Autrement dit, plus la taille des ménages qui la compose est grande, moins une population a besoin de voitures pour que ses membres en fassent une utilisation semblable à celle des habitants d'une population — ou d'une province — possédant plus de voitures par individu, mais dont les foyers sont moins peuplés.

Il est très possible que ce phénomène caractérise la possession de voitures au Québec et en Ontario, la taille des ménages tempérant le décalage de l'un par rapport à l'autre. En effet, tel que l'illustre le tableau III (p. 83), le nombre de personnes par ménage est plus élevé au Québec qu'en sol ontarien entre 1951 et 1971⁸⁸. Au tournant des années 1970, l'écart s'amenuise alors que les foyers québécois, en abritant en moyenne 3,7 membres, sont à peine plus nombreux que leurs homologues ontariens en moyenne composés de 3,4 individus. Ainsi, ce n'est peut-être pas une coïncidence si c'est vers cette date que le ratio P/A de « la Belle Province » rattrape celui de sa voisine de l'ouest. Il est toutefois ardu de cerner avec précision l'influence de la variable « taille des ménages » et donc difficile de dire si elle atténue ce qui semble être un « rattrapage » du Québec par rapport à l'Ontario tout en caractérisant la fin de la période.

À partir de la fin des années 1960, le décalage entre le ratio P/A des deux provinces rétrécit au point de devenir minime. On assiste en effet à un ralentissement, puis à une stabilisation, du ratio P/A du Québec qui s'insère ainsi — évidemment plus tardivement — dans une tendance déjà en marche en Ontario comme au Canada. Au milieu des années 1970, dans l'ensemble du pays, on trouve ainsi une voiture pour un peu moins de trois personnes. En somme, sous l'influence ou non des transformations démographiques en cours, le Québec ne fait dès lors plus bande à part en matière de possession d'automobiles.

⁸⁸ Ce raisonnement vaut aussi pour les milieux ruraux si les ménages comptent plus de membres que les ménages urbains.

Tableau III — Nombre moyen de personnes par ménage au Québec, en Ontario et au Canada, 1951-1971

	Québec		Ontario		Canada	
	Nombre de ménages	Personnes par ménage	Nombre de ménages	Personnes par ménage	Nombre de ménages	Personnes par ménage
1951	858 784	4,6	1 181 126	3,8	3 409 284	4,0
1956	1 001 264	4,4	1 392 491	3,8	3 923 646	3,9
1961	1 191 469	4,2	1 640 881	3,7	4 554 736	3,9
1966	1 389 115	4,0	1 876 545	3,6	5 180 473	3,7
1971	1 605 747	3,7	2 228 160	3,4	6 041 302	3,5

Sources : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, c1983, séries A248-253; Bureau fédéral de la Statistique, « Revue générale. Taille et composition du ménage ». *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 99-529, Bulletin 7.2-3 (novembre 1967), p. 8-5; Statistique Canada, « Ménages selon la taille », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 93-702, Bulletin 2.1-2 (mai 1973), p. 1-1.

c) Plusieurs dates charnières au Canada

Tenir compte de la taille des ménages permet aussi de mieux cerner le calendrier de l'entrée dans la société de consommation de masse. Bien qu'il soit évidemment impossible de mettre le doigt sur une date exacte étant donné qu'il s'agit d'un processus, établir le moment à partir duquel le nombre de voitures immatriculées et de ménages devient sensiblement équivalent est révélateur. Il s'agit certes d'une estimation grossière, ne serait-ce que parce que nous ne disposons pas des données sur le nombre de ménages pour les années intercensitaires. Elle ne tient pas non plus compte des ménages détenteurs de plus d'une automobile qui compensent sur papier pour les ménages sans voiture. Elle a toutefois le mérite de fournir un point de repère en matière d'entrée dans la consommation de masse.

Pour le Québec, le « moment-clé » semble se situer au tournant des années 1970. En 1971, la province recense en effet 1 604 747 ménages (voir le tableau IV, p. 84) pour 1 690 802 immatriculations d'automobiles. En Ontario, sans grande surprise, la transition s'effectue plus tôt, soit vers 1956 alors que 1 392 491 ménages se partagent 1 401 259 voitures. Après cette date, le nombre d'automobiles immatriculées croît plus vite que le nombre de ménages. Le même phénomène s'observe dans l'ensemble du Canada après 1966.

Selon toute vraisemblance, la raison derrière cette tendance est la proportion croissante de ménages possédant plus d'une voiture. La relation entre le nombre de ménages et le nombre d'automobiles permet donc bel et bien de déterminer — bien qu'approximativement — une charnière en matière de consommation (d'automobiles). En d'autres termes, il est possible d'identifier un tournant — la fin des années 1950 en Ontario, le début des années 1970 au Québec et la fin des années 1960 dans l'ensemble du pays — après lequel ces sociétés ont « les deux pieds » dans la consommation de masse. Ces échéanciers concordent relativement bien avec l'historiographie québécoise et canadienne-anglaise évoquée plus haut.

Tableau IV — Nombre de ménages et immatriculations d'automobiles (IA) au Québec, en Ontario et au Canada, 1951-1971

	Québec		Ontario		Canada	
	Ménages	IA	Ménages	IA	Ménages	IA
1951	858 784	350 435	1 181 126	966 357	3 409 284	2 105 869
1956	1 001 264	627 993	1 392 491	1 401 259	3 923 646	3 222 484
1961	1 191 469	909 322	1 640 881	1 794 444	4 554 736	4 325 682
1966	1 389 115	1 168 073	1 876 545	2 235 489	5 180 473	5 480 724
1971	1 605 747	1 690 802	2 228 160	2 713 054	6 041 302	6 967 247

Sources : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, c1983, séries A248-253 et T147-194; Bureau fédéral de la Statistique, « Revue générale. Taille et composition du ménage ». *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 99-529, Bulletin 7.2-3 (novembre 1967), p. 8-5; Statistique Canada, « Ménages selon la taille », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 93-702, Bulletin 2.1-2 (mai 1973), p. 1-1.

Quoi qu'il en soit, au tournant des années 1970, la culture de l'automobile caractérise bel et bien l'ensemble du pays, le Québec y compris. L'année 1971 voit par exemple l'inclusion dans le recensement d'une catégorie pour cataloguer les ménages possédant plus d'un véhicule. Une des études produites dans le cadre de cette enquête statue d'ailleurs que :

L'automobile est de nos jours si intimement liée à notre style de vie que seulement 22% des ménages du Canada n'en possédaient pas en 1971. Cette année-là, 58 % des ménages du Canada avaient une automobile, 17 % en avaient deux, et 3 % en avaient trois ou plus. Il y avait donc presque autant de

ménages qui possédaient deux automobiles ou plus que de ménages qui n'en possédaient pas⁸⁹.

En 1976, au Québec, 75 % des ménages sont détenteurs d'au moins une voiture; parmi eux, 15 % en possèdent deux⁹⁰.

1.2.5 L'automobile à Montréal

Examiner plus en détail la situation à Montréal, comme nous proposons de le faire, exige de garder en tête que dès 1951, comme l'observe Jocelyn Létourneau, l'entrée de l'automobile est moins marquée en milieu urbain, (mieux) desservi par le transport collectif, qu'en milieu rural et, évidemment, dans le milieu suburbain qui se développe grâce à elle⁹¹. Il est donc probable qu'analyser les données sur l'acquisition d'automobiles par les ménages montréalais de la même façon que pour les provinces fasse ressortir une entrée plus tardive des ménages urbains dans la consommation de masse sans que cela soit forcément le cas dans les faits. En effet, rien n'indique que les foyers de la métropole accèdent plus tard à la consommation de masse en dépit de pratiques de consommation différentes en matière de transports. D'un autre côté, comme l'automobile est moins nécessaire en ville, sa présence dans un nombre croissant de ménages est peut-être davantage tributaire de l'essor des valeurs consuméristes.

Avant de procéder à l'analyse, quelques précisions s'imposent. De fait, les frontières de la métropole se déplacent au cours des Trente Glorieuses, ce qui complexifie la comparaison des données. Il est néanmoins apparu possible d'y parvenir en s'appuyant sur la « région métropolitaine de recensement » (RMR) de Montréal, une entité construite par Statistique Canada. Comme l'illustre la figure 4 (p. 87), les limites géographiques de cette construction changent entre 1951 et 1971, afin de « mieux refléter [la] nouvelle répartition

⁸⁹ Statistique Canada, « Études schématiques... », p. 72.

⁹⁰ Linteau *et al.*, *Histoire du Québec...*, p. 514.

⁹¹ Selon Létourneau : « Il n'y a pas d'explication simple à ce phénomène. On peut estimer que la propriété d'une automobile pour les ménages ruraux devient absolument indispensable étant donné leur éloignement relatif des centres de l'économie marchande, alors que les ménages urbains peuvent facilement profiter des transports en commun. On peut également penser que la portion des ménages urbains incapables financièrement d'acquérir une automobile est supérieur [sic] à la proportion des ménages ruraux ». Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité...*, p. 733.

démographique⁹² » tributaire de l'essor des banlieues. En dépit de ces fluctuations qui, après tout, reflètent des changements démographiques bien réels, les données sur la population que ces entités abritent et les biens de consommation qu'elle possède permettent de prendre la mesure de la pénétration de l'automobile dans les foyers métropolitains.

Il est également possible d'isoler les données de la Cité de Montréal à proprement parler de la zone métropolitaine de Montréal (un territoire s'étendant au sud et au nord de l'île) et des banlieues de la rive-nord et de la rive-sud incluses dans la RMR. Plus encore, afin de broser le portrait le plus juste possible, il est apparu pertinent de construire une entité correspondant à la Cité de Montréal et aux municipalités adjacentes, c'est-à-dire Anjou, Côte-St-Luc, Hampstead, Lasalle, Montréal-Est, Montréal-Nord, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Liesse⁹³, Outremont, Pierrefonds, Saint-Laurent, Saint-Léonard, St-Pierre, Verdun, Westmount et Saint-Michel qui fusionne d'ailleurs avec Montréal en 1968⁹⁴. Afin de simplifier le propos, cette zone sera désignée sous le terme « Montréal urbain »⁹⁵.

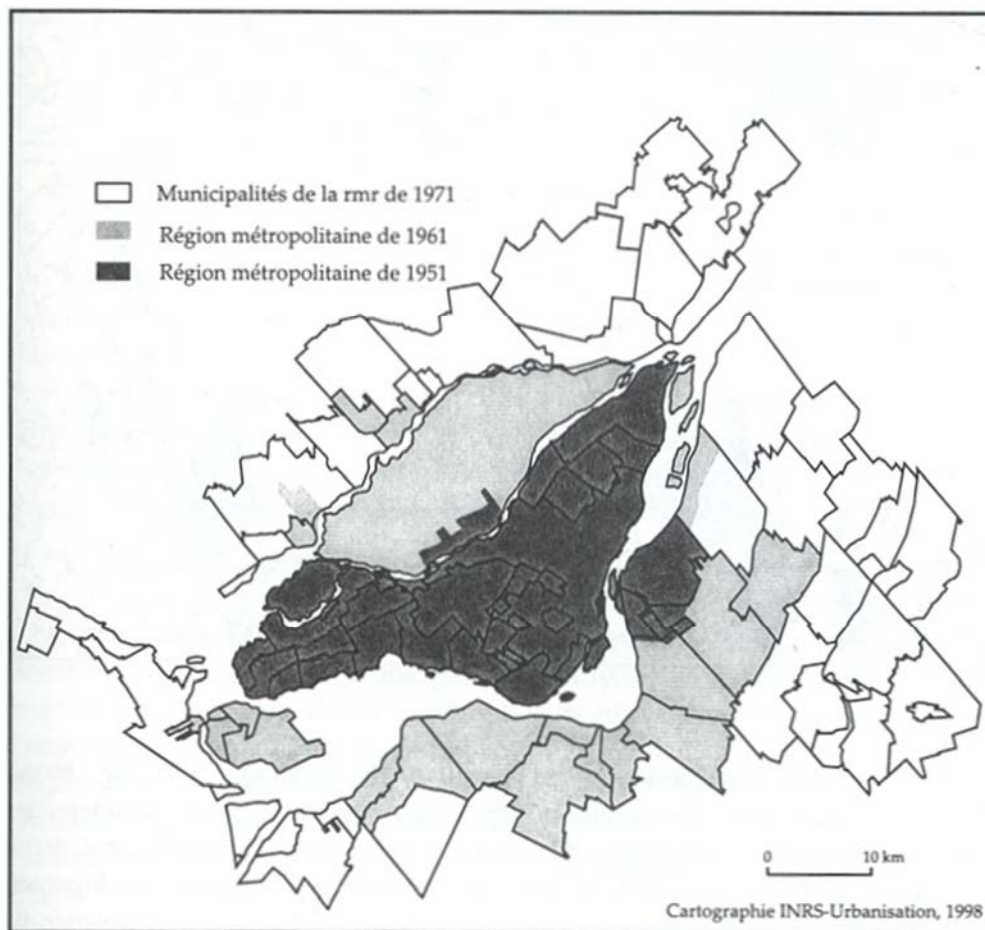
⁹² Jean-Pierre Collin et Claire Poitras, « La fabrication d'un espace suburbain. La rive-sud de Montréal », *Recherches sociographiques*, 43, 2 (2002), p. 290.

⁹³ Cette municipalité fusionne avec la ville de Saint-Laurent entre les recensements de 1961 et 1971. En 1961, les données sur les ménages de cette entité sont toutefois incluses dans celles de la RMR de Montréal.

⁹⁴ Toutes les municipalités partageant une frontière avec la Cité de Montréal en 1966 ont été retenues, hormis Saint-Jean-de-Dieu, une sorte de cité-hôpital qui doit être considérée à part.

⁹⁵ Certaines des municipalités que cette entité recouvre sont des banlieues situées sur l'île de Montréal. Elles sont néanmoins assez près du cœur de la ville pour être qualifiées d'« urbaines ».

Figure 4 — Évolution de la région métropolitaine de Montréal 1951, 1961, 1971



Source : Jean-Pierre Collin et Claire Poitras, « La fabrication d'un espace suburbain. La rive-sud de Montréal », *Recherches sociographiques*, 43, 2 (2002), p. 291.

Comme l'illustre le tableau V (p. 88), l'augmentation du pourcentage de ménages qui possèdent une voiture pour l'ensemble de la zone métropolitaine lors des années censitaires est continue à partir des années 1950 jusqu'au début des années 1970. Conformément aux chiffres observés pour l'ensemble du Québec, pour lequel nous disposons de données sur l'immédiat-après-guerre, l'essor est plus soutenu pendant les années 1950 que par la suite. Ainsi, entre 1951 et 1961, la proportion de ménages détenteurs d'une automobile dans la RMR fait plus que doubler pour passer de 26,68 % à 54 %. Au cours de la décennie suivante, la croissance est deux fois moins élevée. Elle est tout de même considérable, 67,30 % des ménages possédant au moins une voiture en 1971.

Tableau V — Proportion des ménages possédant au moins une automobile, Montréal et environs, 1951, 1961 et 1971

		1951	1961	1971
Zone métropolitaine de Montréal	Nombre total de ménages	334 707	549 731	805 440
	Ménages possédant au moins une voiture	89 300	297 666	542 115
	Proportion	26,68 %	54,15 %	67,30 %
Cité de Montréal	Nombre total de ménages	274 482	330 023	394 385
	Ménages possédant au moins une voiture	60 020	147 863	208 710
	Proportion	21,87 %	44,80 %	52,92 %
Montréal urbain	Nombre total de ménages	302 582	432 712	552 945
	Ménages possédant au moins une voiture	79 605 ¹	213 003 ²	327 390
	Proportion	26,31 %	49,23 %	59,21 %
Banlieues	Nombre total de ménages	32 125	117 019	252 495
	Ménages possédant au moins une voiture	9 695	84 663	214 725
	Proportion	30,18 %	72,35 %	85,04 %

¹ Les données sur la possession d'une automobile à Anjou, à Saint-Léonard et à Notre-Dame-de-Liesse ne figurent pas dans le recensement.

² Les données sur la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse sont comprises dans celles de la RMR de Montréal par le tableau du recensement sur lequel nous nous appuyons.

Sources : Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3 (juin 1953), tableau 2; Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), tableau 2; Statistique Canada, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-734, Bulletin CT-4B (octobre 1974), tableau 2. Le calcul des proportions est de nous.

Bien que la croissance se fasse sentir partout dans la RMR, toutes les municipalités ne sont pas égales en la matière. Isoler diverses entités géographiques, aussi construites soient-elles, permet de constater l'élargissement de l'écart séparant le Montréal urbain du reste de la RMR. En effet, si le décalage est léger au début des années 1950, il prend des allures de fossé dix ans plus tard alors qu'il fait plus que quintupler. C'est ainsi qu'en 1951, 26,31 % des ménages du Montréal urbain possèdent au moins une automobile contre 30,18 % de leurs homologues des banlieues. En 1961, ces chiffres s'élèvent, respectivement, à 49,23 % et 72,35 %. Ainsi, la croissance a beau être impressionnante dans le Montréal urbain où la proportion de ménages détenteurs d'une automobile augmente de près de 23 % en l'espace de 10 ans, elle n'est pas aussi spectaculaire que dans le reste de la RMR où elle est deux fois plus élevée. En d'autres termes, la proportion de ménages du Montréal urbain qui possèdent au moins une voiture passe du quart à la moitié entre 1951 et 1961. Dans les banlieues, cette proportion passe du tiers au trois quarts pendant le même laps de temps.

En 1971, l'écart entre le pourcentage de ménages détenteurs d'au moins une automobile dans le centre et la périphérie de la RMR ne s'accroît que légèrement dans la mesure où il demeure autour de 25 %. L'automobile fait alors partie de l'équipement de près de 60 % des ménages du Montréal urbain et de 85 % de celui des ménages de banlieues. En somme, une différence non négligeable sépare les pratiques des ménages du Montréal urbain de celles de leurs homologues des banlieues en matière de possession d'automobiles.

De manière plus surprenante, on observe que contrairement à ce qui a été noté pour l'ensemble du Québec, de l'Ontario et du Canada, dans aucune des entités géographiques de la RMR de Montréal il n'y a adéquation entre le nombre de ménages et le nombre de voitures pendant les Trente Glorieuses. Ce phénomène est probablement en partie tributaire de la plus grande précision des données sur la métropole qui en spécifiant le nombre de ménages détenteurs d'au moins une automobile (et non uniquement le nombre de véhicules immatriculés) rendent possible de brosser un portrait plus nuancé. Les données sur la population et le parc automobile permettent notamment d'éviter que, sur papier, les foyers où se trouvent deux voitures tronquent l'analyse, contrairement à celles disponibles à l'échelle provinciale pour laquelle nous ne disposons que du nombre d'immatriculations et de la population totale.

Qu'en déduire quant au(x) calendrier(s) de l'entrée dans la société de consommation? Tenir compte de la présence moindre de l'automobile en milieu urbain et de son omniprésence en banlieue incite à ne pas attendre qu'il y ait adéquation entre le nombre de ménages et le parc automobile pour parler d'entrée dans la consommation de masse. Il faut donc se « contenter » des constats que permet une utilisation prudente des données disponibles. Celles-ci rendent par exemple raisonnable de penser que quelque part dans les années 1960, plus de 50 % des ménages montréalais possèdent au moins une voiture, proportion qui est largement dépassée en banlieue très probablement dès la fin des années 1950.

1.2.6 D'autres indicateurs à manier avec prudence

a) L'accès à la propriété et l'essor des banlieues

Afin de mieux cerner l'échéancier de l'entrée dans la société de consommation, il est aussi possible de se tourner vers d'autres pistes en usant toutefois de réserve, leur apparente éloquence pouvant s'avérer trompeuse. Il semble par exemple tentant de regarder du côté de l'acquisition d'une propriété foncière. Ce symbole de l'entrée dans la société de consommation est d'autant plus important dans la métropole de l'après-guerre que la crise du logement qui y fait rage. Celle-ci est entre autres tributaire de l'augmentation de la population montréalaise dans le sillage des migrations engendrées par la guerre, du « nombre élevé de familles constituées au fil des mariages et des naissances », du piètre état du parc immobilier et des loyers qui demeurent hors de prix pour une importante frange de la population⁹⁶.

L'utilisation de l'accès à la propriété comme indicateur de l'entrée de Montréal dans la consommation de masse se heurte toutefois à un écueil de taille dans la mesure où Montréal est une ville de locataires, comme en témoigne le tableau VI (p. 92). L'analyse du nombre de logements occupés par des propriétaires et des locataires à Montréal et dans les environs permet en fait d'observer que pour l'ensemble de la RMR, les locataires constituent la vaste majorité de la population bien qu'ils perdent progressivement du terrain. Ainsi, en 1951, près

⁹⁶ Magda Fahrni, « La Deuxième Guerre mondiale. Territoires d'armement et de l'effort de guerre » dans Fougères, *Histoire de Montréal...*, p. 847-848.

de 80 % des 316 705 logements de la RMR sont loués. En 1961 et 1971, cette proportion s'établit respectivement à 67 % et à 64 %.

Derrière cet apparent déclin des locataires se cache l'essor des banlieues d'après-guerre, ce qui se traduit, pour l'ensemble de la RMR, par la coexistence de deux réalités bien différentes. Dans le Montréal urbain, les locataires continuent de constituer une majorité écrasante et remarquablement stable en habitant 79 % du parc immobilier en 1951, 75 % en 1961 et 76 % en 1971. Les banlieues, par contre, sont surtout peuplées de propriétaires occupants. Déjà en majorité en 1951, ils y occupent environ 60 % des habitations en 1961 et en 1971.

Cette situation n'étonne guère, mais il vaut la peine d'insister sur ce point, ne serait-ce que parce qu'elle ne laisse aucun doute quant au fait que Montréal est une ville de locataires. En ce sens, il est très probable qu'à partir du moment où des Montréalais désireux de devenir propriétaires — dont le nombre est impossible à quantifier — détiennent les moyens d'acheter une maison, ils quittent le noyau urbain pour la banlieue. Comme l'expose Pierre Vallières dans son récit à mi-chemin entre l'autobiographie et le pamphlet :

L'un des problèmes les plus aigus de l'après-guerre était celui du logement. Les quartiers pauvres et français de Montréal étaient surpeuplés. Le coût des loyers augmentait, tandis que les salaires demeuraient stables. Plusieurs familles ouvrières de la métropole commencèrent à se déplacer vers la périphérie : Montréal-Nord, Sainte-Rose, Sainte-Thérèse, Ville Saint-Michel, Pointe-aux-Trembles, L'Assomption, et ce vaste territoire de la Rive-Sud du Saint-Laurent qui allait devenir Ville Jacques-Cartier⁹⁷.

Gilles Sénécal et Nathalie Vachon qui ont analysé le « mouvement d'expansion métropolitaine » de 1966 à 2006 observent également « un formidable mouvement populaire de migrations des ménages du centre vers la périphérie » durant cette période; de fait, celle-ci correspond à un déclin de la population de l'île de Montréal, mais à une croissance de celle de

⁹⁷ Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Typo, 1994 [1968], p. 164. Les quartiers « pauvres et français » sont probablement accompagnés dans leur surpeuplement de quartiers comme Pointe-Saint-Charles et la Petite-Bourgogne qui abritent, respectivement, une communauté ouvrière irlandaise et noire.

la RMR⁹⁸. En d'autres mots, les ménages, pendant au moins une bonne partie des Trente Glorieuses, sont plus nombreux à quitter l'île de Montréal qu'à s'y installer.

Tableau VI — Nombre de logements occupés par des propriétaires et des locataires, zone métropolitaine de Montréal

	Zone métropolitaine de Montréal	Cité de Montréal	Montréal urbain¹	Banlieues
1951				
occupants : propriétaires	81 570 (24,37 %)	43 215 (17,46 %)	62 975 (20,82 %)	18 595 (57,68 %)
occupants : locataires	253 135 (75,63 %)	204 270 (82,54 %)	239 490 (79,18 %)	13 645 (42,32 %)
1961				
occupants : propriétaires	179 083 (32,58 %)	66 683 (20,21 %)	106 605 (24,64 %)	72 478 (61,94 %)
occupants : locataires	370 569 (67,42 %)	263 257 (79,79 %)	326 032 (74,36 %)	44 537 (38,06 %)
1971²				
occupants : propriétaires	284 080 (35,26 %)	75 590 (19,16 %)	129 760 (23,46 %)	154 320 (61,11 %)
occupants : locataires	521 690 (64,74 %)	318 995 (80,84 %)	423 465 (76,54 %)	98 225 (38,89 %)

¹ Les données sur la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse, que nous incluons dans le « Montréal urbain » sont comprises dans celles de la RMR de Montréal par le tableau du recensement sur lequel nous nous appuyons.

² Ces données ont manifestement été arrondies à l'unité près.

Sources : Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3 (juin 1953), tableau 2; Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), tableau 2; Statistique Canada, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-704, Bulletin CT-4A (mai 1973), p. 4-46. Le calcul des données sur les banlieues est de nous. À noter que le recensement de 1951 ne contient pas de données pour les secteurs de Saint-Léonard, de Notre-Dame de Liesse et d'Anjou.

⁹⁸ Gilles Sénécal et Nathalie Vachon, « L'expansion métropolitaine. Vers une polycentricité assumée » dans Fougères, *Histoire de Montréal...*, p. 869.

Il se peut, par ailleurs, que des ménages du Montréal urbain aient les moyens de devenir propriétaires, mais choisissent la location d'un appartement plutôt que l'acquisition d'une maison de banlieue. La proximité d'un hôpital, pour un ménage comptant un enfant asthmatique, pèse peut-être plus lourd dans la balance — sans mentionner sa ponction sur le portefeuille — que l'accès à une maison unifamiliale, aussi assimilée soit-elle à la réussite par la publicité et différents discours dont il sera question au chapitre suivant. Il est en outre très probable que des ménages urbains ne disposent tout simplement pas de l'intégralité des ressources financières nécessaires pour acquérir une maison de banlieue et la ou les voiture(s) qui devien(nen)t du fait même essentielle(s) aux déplacements vers le lieu de travail. Dans la même veine, on peut présumer qu'il existe certainement des foyers où un « revenu discrétionnaire » substantiel devient disponible quelque part au cours des Trente Glorieuses sans pour autant suffire pour accéder à la propriété. Ces types de ménages — qui sont peut-être même majoritaires — en n'ayant pas d'hypothèque à rembourser, disposent ainsi potentiellement de plus de moyens pour se procurer des biens de consommation que les ménages propriétaires.

Il ne s'agit bien sûr que d'hypothèses, mais elles découlent toutes du fait que Montréal, soit le territoire ici à l'étude, est une ville de locataires tout au long des Trente Glorieuses. Cette réalité rend évidemment difficile le recours à l'accès à la propriété comme indicateur de l'entrée de la métropole dans la consommation de masse. Il en sera question plus en détail au chapitre 3, mais il faut de surcroît garder en tête que l'achat d'une demeure fait bande à part en n'étant pas considéré par la vaste majorité des commentateurs comme une dépense de consommation, mais plutôt comme un investissement légitime.

D'un autre point de vue, la métropole n'évolue évidemment pas en vase clos et il faut en tenir compte. Bien des habitants du Montréal urbain de l'après-guerre essaient par exemple en périphérie au fil de la période. Des ménages habitant Outremont en 1955 qui déménagent à Baie-D'Urfé ou à Lorraine, sur la Rive-Nord, dix ans plus tard ne cessent pas pour autant d'être dignes d'intérêt pour cette thèse. Jean-Pierre Collin et Claire Poitras font d'ailleurs état de « clivages sociaux importants » au sein des banlieues de la Rive-Sud,

notamment « entre les nouveaux arrivants montréalais et les anciens résidents⁹⁹ ». Dans une certaine mesure, donc, la distinction entre Montréal et la banlieue (de l'île ou des rives) peut demeurer floue bien que l'accent soit mis, au cours des pages qui suivent, sur la première.

b) La technologie domestique

À première vue, le calendrier des acquisitions d'appareils ménagers constitue une autre avenue prometteuse pour préciser le calendrier de l'entrée de Montréal dans la société de consommation. Plusieurs raisons portent toutefois à croire que bien des ménages ont retardé l'achat de ces biens beaucoup plus chargés de sens qu'il n'y paraît d'entrée de jeu, comme le suggèrent notamment les travaux de Sue Bowden et Avner Offer sur l'Angleterre. En effet, selon cette économiste et cet historien, le revenu des ménages et le coût des appareils ne suffisent pas à expliquer les raisons pour lesquelles les appareils électroménagers suscitent relativement peu d'engouement lors de leur arrivée sur le marché anglais pendant l'entre-deux-guerres. Ils observent en fait que « the satisfaction afforded by each of these durables, the [gendered] preference given to leisure over housework, and the value of women's time¹⁰⁰ » entrent aussi en ligne de compte. Par exemple, les ménages appartenant à la classe ouvrière préfèrent pendant les années 1930 l'installation de l'éclairage électrique ou l'achat d'une radio, perçus comme profitant à toute la famille, à l'acquisition d'appareils « seulement » utiles aux femmes. En outre, pour les femmes des milieux populaires, le marché de l'emploi et les salaires qui leur sont offerts ne rendent pas avantageux de se procurer ces appareils — c'est-à-dire de défrayer les coûts des biens en question et de l'électricité nécessaire à leur utilisation — qui leur permettrait de passer le temps qu'elles « gagnent¹⁰¹ » grâce à la technologie à travailler pour un salaire.

⁹⁹ Collin et Poitras, « La fabrication d'un espace suburbain... », p. 290.

¹⁰⁰ Sue Bowden et Avner Offer, « The Technological Revolution that Never Was. Gender, Class, and the Diffusion of Household Appliances in Interwar England » dans Victoria de Grazia et Ellen Furlough, dir., *The Sex of Things. Gender and Consumption in Historical Perspective*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 247.

¹⁰¹ Il est loin d'être certain que la technologie domestique permette réellement des économies de temps. Selon Ruth Schwartz Cowan, les innovations technologiques se sont surtout traduites par « more work for mother ». Ruth Schwartz Cowan, *More Work for Mother. The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*, New York, Basic books, 1983, p. 12, 149-148, 193.

Joy Parr fait écho à ces remarques en observant que, dans le Canada de l'après-guerre, même quand ces biens deviennent disponibles,

[a]n appliance which “saved” the labour of a woman who did not work for wages cost, but did not save, money. Women whose home work was unmeasured and unpaid were not well positioned to press for purchases on the basis of labour-saving features, even if they could see ways in which the new equipment would improve their work efficiency¹⁰².

Comme le font ressortir des entrevues qu'a conduites Parr, l'acquisition d'une lessiveuse automatique, bien que susceptible de faire économiser temps et énergie, pouvait signifier des privations à d'autres égards, d'où la persistance des Ontariennes interrogées à acheter des machines à laver à essoreuses, moins chères, mais éreintantes et moins performantes¹⁰³. Il apparaît donc que les appareils électroménagers sont pourvus d'un caractère genré — dans la mesure où ils servent essentiellement à rendre plus aisé ou rapide le travail domestique qui demeure l'apanage des femmes — susceptible d'influencer leur achat par les ménages. Il se peut ainsi que, pendant les Trente Glorieuses, les dépenses, parfois importantes, qu'ils nécessitent soient jugées secondaires à des achats perçus comme bénéficiant à tous les membres de la famille, tel que les voitures ou les téléviseurs.

D'autres éléments viennent s'ajouter à ce portrait complexe des raisons pour lesquelles les ménages canadiens peuvent avoir différé, comme mentionné plus haut, l'achat de biens domestiques pendant la période à l'étude. Parr remarque par exemple que les ménages se constituant à la fin des années 1940 et au début des années 1950 sont obligés de faire des choix quant aux appareils qu'ils peuvent immédiatement se procurer et ceux dont ils doivent remettre l'achat à une date ultérieure en raison de l'accès restreint au crédit, des limites du revenu et du prix de la technologie domestique. Dans la même veine, l'électrification des domiciles, qui rejoint les campagnes plus tôt au Québec qu'ailleurs au Canada, joue certainement un rôle dans le fait que les laveuses automatiques sont plus populaires dans « la Belle Province » pendant l'après-guerre¹⁰⁴. Sur un plan bien pragmatique, les conditions de vie entrent aussi en jeu dans les décisions d'achats, bien des logements de Montréal ne disposant pas, par exemple, de la tuyauterie ou de l'espace nécessaires à certains appareils comme une machine à laver ou une sècheuse automatiques.

¹⁰² Parr, *Domestic Goods...*, p. 205-206.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 236.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 235-238.

Ceci dit, il vaut tout de même la peine de noter qu'à la fin des années 1950, les appareils électroménagers sont, selon Parr, bien implantés dans les foyers canadiens : « [e]xcept for the microwave, which was still not far removed from a gleam in the eye of a product design engineer, the major pieces of time-saving equipment we now take for granted in the kitchen and laundry were all known through the marketplace¹⁰⁵ ». Dans la même veine, Statistique Canada affirme en 1976 que :

L'équipement ménager est en phase de devenir un élément important du budget des consommateurs. Ces appareils font fréquemment partie des dépenses qui accompagnent l'achat d'une maison. De nombreux nouveaux propriétaires de maisons refusent ainsi de s'en passer et des ménages qui ont vécu pendant de nombreuses années dans leur maison sans ces éléments de confort décident maintenant de les acheter¹⁰⁶.

Bien que les données disponibles limitent l'analyse, un coup d'œil aux tableaux VII à IX (p. 97-98) illustre l'entrée des appareils ménagers dans les foyers montréalais pour les années censitaires. Les biens de consommation retenant l'attention de Statistique Canada n'étant pas — du moins, pas en totalité — les mêmes de recensement en recensement, il est impossible d'observer une évolution dans le temps. Cela dit, les appareils ménagers vers lesquels le Bureau fédéral de la Statistique (BFS) tourne son regard reflètent en eux-mêmes les transformations en cours, sans mentionner leur caractère révélateur des perceptions et des préoccupations du gouvernement quant à l'équipement des ménages. Il ressort donc qu'en 1951, le recensement cherche à quantifier le nombre de foyers pourvus d'une cuisinière et d'un réfrigérateur (que ces appareils soient alimentés à l'électricité ou au gaz), d'une laveuse mécanique, d'un aspirateur électrique, d'une radio et d'un téléphone. En 1961, ce sont les congélateurs, les réfrigérateurs et les téléviseurs qui intéressent les recenseurs. Dix ans plus tard, c'est la possession d'une sècheuse automatique, d'un téléviseur couleur et d'une maison de villégiature qui est scrutée. Ces dernières catégories statistiques laissent présumer qu'aux yeux des fonctionnaires, détenir une laveuse automatique, un téléviseur noir et blanc ou même une maison est alors banal dans la mesure où on peut supposer que leur possession précède celle des biens dont s'enquiert le BFS en 1971. En somme, s'il est difficile de suivre son

¹⁰⁵ Parr, *Domestic Goods...*, p. 243.

¹⁰⁶ Statistique Canada, « Études schématiques... », p. 78.

évolution dans le temps à Montréal, la consommation d'appareils ménagers pointe vers des transformations considérables.

Tableau VII — Proportion des ménages possédant certains biens, Montréal et environs, 1951

		Cuisinière électrique ou à gaz	Réfrigérateur électrique ou à gaz	Laveuse mécanique	Aspirateur électrique
1951	Zone métropolitaine de Montréal	83,77 %	61,99 %	68,73 %	46,44 %
	Cité de Montréal	87,46 %	61,16 %	66,44 %	43,64 %
	Montréal urbain ¹	87,11 %	62,87 %	67,49 %	46,86 %
	Banlieues	52,36 %	53,71 %	80,40 %	42,43 %

¹ Les données sur la possession de ces biens à Anjou, à Saint-Léonard et à Notre-Dame-de-Liesse ne figurent pas dans le recensement.

Source : Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3 (juin 1953), tableau 2. Le calcul des proportions est de nous.

Tableau VIII — Proportion des ménages possédant certains biens, Montréal et environs, 1961

		Congélateur ménager	Réfrigérateur (mécanique)	Téléviseur
1961	Zone métropolitaine de Montréal	6,25 %	96,67 %	91,97 %
	Cité de Montréal	5,02 %	96,13 %	89,99 %
	Montréal ¹ urbain	5,4 %	96,73 % ²	91,03 %
	Banlieues	9,39 %	96,47 %	95,45 %

¹ Les données sur la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse, que nous incluons dans le « Montréal urbain » sont comprises dans celles de la RMR de Montréal par le tableau du recensement sur lequel nous nous appuyons.

² Les données sur les congélateurs à Montréal-Est et à Saint-Léonard ne figurent pas dans le recensement.

Source : Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), tableau 2. Le calcul des proportions est de nous.

Tableau IX — Proportion des ménages possédant certains biens, Montréal et environs, 1971

		Sécheuse automatique	Téléviseur couleur	Maison de villégiature (possédée)
1971	Zone métropolitaine de Montréal	30,48 %	13,73 %	8,48 %
	Cité de Montréal	16,45 %	10,28 %	8,37 %
	Montréal urbain	21,72 %	12,22 %	8,91 %
	Banlieues	49,65 %	17,03 %	7,55 %

Source : Statistique Canada, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-734, Bulletin CT-4B (octobre 1974), tableau 2. Le calcul des proportions est de nous.

Conclusion

Au terme de ce portrait statistique des Trente Glorieuses, le constat est sans équivoque : c'est à juste titre que ces trois décennies sont associées à une période d'abondance relative, tant à Montréal, au Québec que dans l'ensemble du Canada, même avant l'entrée dans la consommation de masse. De manière générale, l'économie se meut sous le signe d'une croissance indéniable que n'interrompent que de brèves récessions et les prix demeurent relativement stables. Les salaires réels connaissent une augmentation quasi constante, bien que plus marquée dans les années 1960, ce qui se répercute nécessairement sur le pouvoir d'achat. En ce qui concerne le taux de chômage, la situation est plus complexe et moins idyllique. Si l'emploi au pays se porte très bien pendant l'immédiat après-guerre, les choses se gâtent un peu dès le milieu des années 1950 et véritablement à la fin de cette décennie. À partir de ce moment, la tendance est, de manière générale, à la hausse du taux de chômage. En la matière, le Québec fait en outre piètre figure comparativement à l'Ontario, l'écart séparant les deux provinces allant d'ailleurs en grandissant tout au long des Trente Glorieuses. Malgré ce bémol de taille, il ressort de notre aperçu de l'économie canadienne, québécoise et montréalaise une image positive.

En ce qui concerne l'échéancier de l'entrée de Montréal et du Québec dans la société de consommation, les pratiques des ménages en matière de consommation domestique permettent elles aussi de constater la prospérité. Le calendrier des achats d'automobiles au Québec entre 1921 et 1975 met en lumière une croissance prononcée, rapide et quasi ininterrompue. Les Trente Glorieuses sont le théâtre d'un rétrécissement progressif — amorcé au cours des décennies précédentes — de l'écart séparant le Québec de l'Ontario et, dans une moindre mesure, de l'ensemble du Canada. En effet, pendant l'après-guerre, l'accélération de la pénétration de la voiture dans les foyers est plus marquée au Québec qu'en Ontario et dans l'ensemble du pays. Notre analyse illustre en outre qu'une nuance, peut-être tributaire de la taille des ménages, distingue les acquisitions d'automobiles dans les deux provinces, le phénomène s'avérant plus prononcé à l'ouest de la rivière des Outaouais, mais plus rapide à l'est où il prend son envol un peu plus tard. L'écart se resserre presque totalement dans les années 1960 de sorte qu'on trouve environ une voiture pour trois personnes tant au Québec qu'en Ontario au milieu de la décennie suivante.

Ces données nous permettent, en nous appuyant sur le moment à partir duquel le nombre de voitures immatriculées et de ménages devient sensiblement équivalent, de proposer un échancier, certes très approximatif, de l'entrée de l'ensemble du Canada, du Québec et de l'Ontario dans la société de consommation qui se situerait, respectivement, à la fin des années 1960, au tournant des années 1970 et à la fin des années 1950. Pour ce qui est de la RMR de Montréal, les pratiques des ménages du « Montréal urbain » apparaissent différentes de celles de leurs homologues des banlieues où les acquisitions d'automobiles croissent à un rythme plus rapide. Garder en tête que la voiture est moins reine — ou tyran — en ville qu'en banlieue où elle est souvent indispensable, laisse croire qu'il serait vain d'attendre qu'il y ait adéquation entre le nombre de ménages et le parc automobile pour identifier le moment de l'entrée dans la consommation de masse. Il est toutefois légitime de penser que quelque part dans les années 1960, plus de 50 % des ménages montréalais possèdent au moins une voiture, proportion qui est largement dépassée en banlieue très probablement dès la fin des années 1950.

En fin de compte, tant les revenus, l'inflation, le taux de chômage que les achats d'automobiles laissent voir une croissance économique importante qui se répercute inéluctablement sur le quotidien des ménages. Il en va de même pour l'accès à la propriété résidentielle et l'acquisition d'appareils ménagers, bien que ces derniers indicateurs nous soient d'une utilité plus limitée.

Cette tentative de fournir des points de repère permettant de mieux saisir l'entrée de Montréal dans la consommation de masse servira de trame de fond au récit que nous proposons de la façon dont ce phénomène est perçu et vécu. Ce choix surprendra peut-être, mais cette esquisse des conditions de vie des ménages montréalais ne retiendra pas les besoins ou le seuil de pauvreté comme indicateurs en raison de leur caractère subjectif. En effet, comme le remarquent Charland et Desautels, la pauvreté se définit par rapport à une norme sociale, « en fonction de ce que possède la population en général¹⁰⁷ », d'où de multiples seuils de pauvreté. Ces barèmes varient de surcroît en fonction du moment de leur élaboration et de

¹⁰⁷ Charland et Desautels, *Système technique et bonheur domestique...*, p. 164.

l'organisme qui en est à l'origine¹⁰⁸. En 1976, le conseil économique du Canada fournit en ce sens cette très juste définition de la pauvreté : « Insuffisance d'accès à quelques-uns des biens, des services et des conditions de vie qui sont accessibles à tous les autres et qui sont tenus pour responsables à [*sic*] un niveau de vie acceptable¹⁰⁹ ». C'est donc dire que pour mettre le doigt sur ce qui constitue un besoin, la pauvreté ou l'aisance, il faut absolument cerner les normes en vigueur, comme aspire à le faire le chapitre 3. La tâche est d'autant plus cruciale que ces étalons de mesure, culturellement spécifiques, se transforment au cours des Trente Glorieuses. Qui plus est, autant que les normes elles-mêmes, le processus de leur construction est éloquent quant aux rapports de pouvoir et aux transformations en cours.

¹⁰⁸ Charland et Desautels, *Système technique et bonheur domestique...*, p. 166. Charland et Desautels notent notamment les seuils établis par le Montreal Diet Dispensary, Statistique Canada, le Sénat canadien et le rapport Marsh.

¹⁰⁹ Citation tirée de Pierre Cliche, *Un schéma explicatif de la pauvreté*, Québec, Ministère des Affaires sociales, juillet 1976, p. 7 dans Charland et Desautels, *Système technique et bonheur domestique...*, p. 164.

Chapitre 2

Inquiétudes au sujet des transformations économiques

Il y a donc bel et bien entrée dans la consommation de masse pendant les Trente Glorieuses. Cela dit, même si les fluctuations économiques et les transformations des habitudes de consommation sont manifestes dans les statistiques, rien n'indique qu'il en va de même dans l'esprit des contemporains. Bien sûr, les acquisitions croissantes de véhicules automobiles sont assez visibles et ne passent certainement pas inaperçues. Dans la même veine, les ménages sont assurément conscients de la popularité des électroménagers que de plus en plus d'entre eux ont les moyens de se procurer. Pour autant, ceci ne veut pas dire que l'entrée dans la société de consommation soit aussi aisément perceptible au quotidien, les acteurs et les actrices historiques ne disposant pas du recul nécessaire pour savoir qu'ils traversent trois décennies de prospérité inégalée. Comment pourraient-ils le prédire? Les statistiques ne peuvent apporter aucune aide étant donné qu'elles sont, nécessairement, compilées après-coup et fournissent des indicateurs sur le passé, aussi récent puisse-t-il être.

La façon dont les contemporains comprennent l'abondance relative des Trente Glorieuses mérite donc que l'on s'y attarde. Pour ce faire, nous aborderons les discours tenus par divers commentateurs qui s'évertuent à mettre en lumière l'ensemble des bouleversements en cours, ce qui permet de prendre le pouls de leurs perceptions de l'état de l'économie. Cette analyse montre la coexistence d'une conscience croissante de la prospérité nouvelle qui persiste jusqu'au début des années 1970 et des inquiétudes, voire des angoisses, au sujet de la situation économique actuelle et future. Dans une certaine mesure, cette dualité a été observée par l'historiographie tant canadienne-anglaise que franco-québécoise qui ne l'a toutefois pas explicitement mise en lien avec la santé de l'économie. En effet, en voulant nuancer l'association de l'après-guerre au Québec à une Grande Noirceur catholique et politiquement réactionnaire¹ ou remettre en question la vision un peu idyllique du conservatisme et du

¹ Entre autres : Denyse Baillargeon, « We Admire Modern Parents. The École des Parents du Québec and the Postwar Québec Family, 1940-1949 » dans Michael Gauvreau et Nancy Christie, dir. *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*. Montréal et Kingston, McGill-Queens, 2003, p. 239-276; Gaston Desjardins,

conformisme du Canada anglais des années 1950², plusieurs chercheurs ont brossé un portrait complexe de l'après-guerre. Leurs travaux, une fois mis en relation, présentent une époque oscillant entre conservatisme et progressisme. Nuances à l'appui, l'historiographie a aussi mis en lumière plusieurs réponses à l'abondance relative des Trente Glorieuses, notamment les réactions divergentes à la consommation pendant cette période³ ou la volonté des acteurs et des actrices historiques de protéger la prospérité, entre autres évoquée par l'historienne américaine Elaine Tyler May⁴.

Notre analyse s'inscrit dans la suite de leurs travaux. Nous ajoutons toutefois aux connaissances sur le sujet en insistant sur le fait que les Trente Glorieuses ne sont désignées comme telles qu'*a posteriori*, le terme ayant été forgé en 1979 sous la plume de l'économiste français Jean Fourastié⁵. Il nous apparaît donc légitime de se demander à partir de quel moment les divers experts dont les discours pénètrent dans les foyers québécois commencent à prendre acte — si prise de conscience il y a — du fait qu'ils se meuvent dans une ère de prospérité sans précédent. Ce chapitre cherche en conséquence à lever le voile sur les perceptions des commentateurs contemporains quant à la situation économique de Montréal, du Québec et du Canada par une mise en exergue de la façon dont leurs discours décrivent les transformations en cours. Attestent-ils d'une conscience d'entrer dans trois décennies de prospérité? Le cas échéant, à partir de quel moment? Les impressions s'écartent-elles de l'état de l'économie « sur papier »? Font-elles preuve d'optimisme ou, au contraire, d'inquiétudes?

L'amour en patience. La sexualité adolescente au Québec, 1940-1960, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, 261 pages; Vincent Duhaim, « Les pères ont ici leur devoir », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 57, 4 (printemps 2004), p. 535-566; Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*. Montréal, Fides, 2008, 467 pages; Michael Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism. Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 », dans Nancy Christie dir. *Households of Faith. Family, Gender and Community in Canada, 1760-1969*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 319-347.

² Notamment : Mary Louise Adams, *The Trouble with Normal. Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 [1997], 224 pages; Mona Gleason, *Normalizing the Ideal. Psychology, Schooling, and the Family in Postwar Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 196 pages; Valerie J. Korinek, *Roughing It in the Suburbs. Reading Chatelaine Magazine in the Fifties and Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 460 pages; Joan Sangster, *Transforming Labour. Women and Work in Post-war Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, 414 pages.

³ Voir notamment l'ouvrage-phare de Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, 567 pages.

⁴ Elaine Tyler May, *Homeward Bound. American Families in the Cold War Era*, New York, Basic Books, 2008 [1988], p. 13-14. Mentionnons aussi que ces auteurs observent chez les contemporains des inquiétudes analogues à celles que nous mettons en lumière.

⁵ Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979, 288 pages.

Ces dernières ressortent avec fracas lorsqu'il est question de l'inflation sur laquelle nous disserterons dans un second temps. Cette tentative de mettre le doigt sur les perceptions contemporaines des fluctuations économiques complète l'esquisse de la trame de fond de notre récit sur les perceptions et l'expérience de l'entrée dans la consommation de masse. Elle témoigne aussi de la pertinence d'appréhender les Trente Glorieuses comme un tout puisque cette périodisation permet de discerner que la tension entre optimisme et inquiétudes colore toute la période. Jamais la prospérité n'apparaît comme garantie et sans risque.

2.1 L'entrée dans la société de consommation

Après une décennie de crise et six ans de conflit, les ménages et les commentateurs montréalais ne disposent pas des informations qui leur permettraient de deviner qu'ils vivent l'aube de trois décennies d'abondance inégalées et donc que la crise économique les épargnera jusqu'en 1973. Certes, la guerre a sorti le pays du marasme des années 1930 et il est difficile de concevoir que les contemporains ne constatent pas le quasi-plein emploi, la montée de l'épargne et la forte activité économique que le conflit a entraînés dans son sillage. Une fois les hostilités terminées, toutefois, qu'en est-il vraiment?

2.1.1 Amélioration du confort et du niveau de vie

Au début des Trente Glorieuses, la prospérité, la consommation ou même la situation économique ne fait pas encore couler beaucoup d'encre, ce qui est révélateur de la façon dont les commentateurs contemporains perçoivent leur présent et leur avenir économiques. Certes, Cyrille Vaillancourt, sénateur (1944-1969) et président de la Fédération des CPD (1932-1969), évoque « les temps de prospérité que nous passons⁶ » avant même la capitulation du Japon. La poignée d'autres observateurs qui abordent le sujet fait toutefois entendre un son de cloche différent et semble adopter la prudence pour mot d'ordre. John Rutherford Heron, en janvier 1946, se montre ainsi plutôt mitigé dans son exposé au lectorat du bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada :

⁶ C. Vaillancourt, « Éditorial. Victoire – prudence », *RD*, mai 1945, p. 82.

La guerre a produit des effets variés sur les niveaux d'existence. La plupart des salariés ont subi une diminution de revenu réel; c'est également le cas des travailleurs, mais d'un autre côté des milliers de travailleurs ont reçu des salaires qui ont augmenté plus rapidement que le coût de la vie⁷.

Dès le début des années 1950, le vent commence à tourner. Les discours émanant des institutions financières exhibent des signes d'une conscience de l'augmentation du confort et de la mise en place de nouvelles pratiques de consommation, plusieurs commentateurs faisant mention d'une hausse du « niveau d'existence », d'un « notable relèvement du niveau de bien-être⁸ », du « niveau de vie » ou du « pouvoir d'achat » au Canada. Par exemple, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale souligne les transformations de la consommation qui découlent de la prospérité et semble y percevoir un progrès, sinon une gradation :

L'amélioration du niveau de vie des Canadiens, résultant de l'abondance et de la stabilité de l'emploi ainsi que de la hausse des salaires, sans parler du développement du crédit à la consommation, s'est manifestée d'abord par la recherche du confort et de menus plaisirs, par l'achat de divers appareils et instruments qui allègent la tâche de la ménagère ou ajoutent aux agréments du foyer. L'accroissement de leurs ressources pousse maintenant un nombre sans cesse grandissant de Canadiens à voyager à l'étranger⁹.

C'est donc dire que les discours des banques, c'est-à-dire émanant des élites du monde des affaires et, du moins en ce qui concerne la Banque Royale, plus près des milieux canadiens-anglais, sont les premiers à vraiment rendre compte de l'augmentation de la consommation au pays. Le tableau qu'elles peignent est toutefois un peu rose, surtout à la lumière des données examinées au chapitre précédent. En effet, quand le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale mentionne en 1955 que « [l]a grande industrie et la vente à tempérament, pour ne rien dire de l'inépuisable marché des voitures usagées, l'ont [l'automobile] mise à la portée de tout le monde¹⁰ », il est difficile de ne pas se demander s'il n'enjolive pas un peu la situation. La même question se pose face aux assertions de John Rutherford Heron selon lequel « [l]a prospérité économique et les facilités de paiement mettent l'acquisition d'une maison à la

⁷ « Niveaux d'existence », *La Banque Royale du Canada (BRC)*, janvier 1946, s. p.

⁸ *Banque Canadienne Nationale (BCN)*, novembre 1953, s. p.

⁹ *BCN*, septembre 1955, s. p. La Banque avait tenu des propos semblables dans son bulletin de mars-avril 1951. *BCN*, mars-avril 1951, s. p.

¹⁰ *BCN*, septembre 1955, s. p.

portée de milliers de gens qui, à une autre époque, n'auraient jamais songé à bâtir¹¹ ». Il faut dire que les deux institutions bancaires dont nous avons examiné les publications brossent un portrait plutôt homogène du Canada. En effet, cette « grande partie » de la population qui jouit d'une aisance nouvelle correspond davantage à la situation que nous avons mise en exergue pour l'Ontario qu'à celle qu'ont fait ressortir les statistiques sur le Québec.

Vers la fin des années 1950, les banques ne sont plus les seules à affirmer que la population vit une ère de prospérité économique, comme le montre les propos de Rodolphe Laplante qui, en 1957, énumère les nouveaux appareils électroménagers dont bénéficient de nombreux foyers dans un article publié dans la revue *Relations*¹². En février 1962, *La Revue Desjardins*, présente aussi des statistiques démontrant que « [l]a proportion des habitations canadiennes dans lesquelles on trouve une grande quantité de toutes ces améliorations techniques, mécaniques et scientifiques que l'on considère aujourd'hui essentielles au mode de vie du temps, continue d'augmenter¹³ ». Elle révèle ce faisant qu'une transformation qualitative dans sa conception du nécessaire et du superflu (sur laquelle nous reviendrons au chapitre suivant) a eu lieu. Plus encore, elle note une démocratisation de la consommation en ajoutant que « non seulement [ces biens] nous sont accessibles, mais il nous est possible en grande majorité de les acquérir ». En 1965, c'est au tour de Marcel Daneau, professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, de constater qu'en dépit des fluctuations de l'économie, « une amélioration sensible du niveau de vie moyen s'est traduite par une augmentation rapide de la demande de biens durables et non-durables et des services¹⁴ ». C'est donc dire que le « haut niveau de vie matérielle dont jouit [le] pays¹⁵ » fait l'objet d'un nombre croissant de commentaires, même s'ils sont moins abondants qu'on aurait pu le croire.

¹¹ « La construction de votre maison », *La Banque royale du Canada – Bulletin mensuel (BRC-BM)* octobre 1955, p. 2.

¹² Rodolphe Laplante, « Réflexions sur l'habitation », *Relations (RL)*, mai 1957, p. 118.

¹³ « La vie moderne », *RD*, février 1962, p. 32.

¹⁴ Marcel Daneau, « L'évolution économique du Québec 1950-1965 », *RD*, novembre 1965, p. 169. Voir aussi, Claude Déry, « Le bas de laine familial », *MN*, septembre 1963, p. 277-278 où « l'émancipation économique qui ébranle tous les milieux¹⁴ » au Québec est posée comme un fait. Le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale ne manque pas, dans la même veine, de souligner que le Canada « poss[ède] le deuxième niveau de vie au monde, après les États-Unis » (« À la recherche d'un art de vivre », *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale (BCN-BM)*, mai 1961, s.p.)

¹⁵ « Le peuple canadien », *BRC-BM*, juin 1963, p. 4.

Dans une certaine mesure, l'éloquence du vocabulaire utilisé pour décrire cette transformation compense pour la rareté des commentaires sur le sujet. En effet, en évoquant notamment une « hausse » du niveau de vie, une « amélioration » des conditions matérielles, les discours suggèrent qu'ils perçoivent dans l'entrée croissante de la technologie domestique dans les foyers une progression, voire un progrès. Celui-ci apparaît de surcroît bien linéaire, ce qui est peut-être effectivement le cas dans les faits — comme le corroborent les données sur les salaires réels du chapitre précédent —, mais sans que ce soit représentatif de l'expérience de tous les ménages, notamment de ceux qui font l'objet des discours étudiés au chapitre 7.

2.1.2 Une « ère d'abondance »

Outre ces considérations sur la possession de biens matériels, apparaissent au fil du temps des signes d'une conscience de vivre une ère caractérisée par une prospérité économique plus générale et d'habiter une société dont la consommation commence à devenir un trait définitoire. Dès le début de la décennie 1950, à mots à peine couverts, certains experts laissent croire que l'aisance est à portée de main et les références explicites à la prospérité commencent à se multiplier. Sans grande surprise, les banques ouvrent le bal et continuent d'inscrire leur discours dans une vision plutôt optimiste de l'économie. Ainsi, en juin 1953, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale relève que « [l]e Canada connaît, depuis une douzaine d'années, un essor économique sensationnel¹⁶ » tandis qu'en 1956, il affirme sur un ton encore plus assuré que « [l]e Canada est en pleine évolution et l'essor qu'il a pris autorise les prévisions les plus optimistes¹⁷ », assertion à laquelle fait écho *Sélection du Reader's Digest*¹⁸. Du côté des syndicats, on constate aussi la santé économique du pays. La revue *Le Travail*, cherchant à justifier les revendications des travailleurs, soutient ainsi que « [l]es ouvriers doivent profiter de la prospérité générale »¹⁹. À la même époque — et vingt-cinq ans jour pour jour après le « mardi noir » qui clôt le Krach de 1929 — la rédaction du

¹⁶ *BCN*, juin 1953, s. p. La Banque Royale souligne elle aussi la prospérité dont « les familles canadiennes ont profité [...] en 1955 pour accroître leur protection financière en augmentant considérablement leurs assurances ». « L'importance de l'assurance sur la vie », *BRC-BM*, juin 1956, p. 3.

¹⁷ *BCN*, août 1956, s. p.

¹⁸ « Protégez la valeur de votre argent », *Sélection du Reader's Digest (SRD)*, octobre 1956, p. 265.

¹⁹ « Joliette – Les ouvriers doivent profiter de la prospérité générale », *Le Travail (LT)*, 17 décembre 1954, p. 4.

périodique syndical revient à la charge lorsqu'elle souligne que « [l]es spécialistes en économie passent leur temps à nous chanter que le pays connaît une prospérité grandissante²⁰ ».

Des références à une « période de prospérité » ou à « l'abondance », autant de vocables qui se démarquent du lexique antérieur, commencent donc à apparaître au milieu des années 1950. C'est un peu comme s'il s'agissait d'un concept nouveau, en construction pendant l'après-guerre, qui devient en quelque sorte « un fait » parce qu'accepté comme tel par la culture populaire, mais d'abord noté par les institutions bancaires. Plus encore, les discours donnent l'impression qu'à partir de la fin des années 1950, la prospérité commence à définir la société et l'époque. Par exemple, en février 1959, Paul-Émile Charron, qui deviendra une dizaine d'années plus tard directeur et secrétaire général du Mouvement Desjardins, parle de « notre civilisation d'abondance » comme si elle allait de soi²¹. Dans la même veine, Gérard Rivard, agronome et président de l'Union régionale des CPD de Trois-Rivières affirme que les Canadiens « évolu[ent] dans une atmosphère de prospérité²² ». Le jésuite Émile Bouvier, en avril 1962, prend pour sa part l'abondance comme prémisse dans son évocation d'une « nouvelle forme de chômage [qui] se manifeste par l'accouplement graduel et progressif du chômage avec une période de prospérité²³ ». En somme, tel que le souligne Robert Comtois dans un article dans *Relations* en 1964, « [c]'est devenu un truisme de dire et de répéter que les pays occidentaux sont des pays riches et matérialistes²⁴ ».

Sans nier l'influence de l'analyse des données statistiques, il se peut que les discours portent l'empreinte de la production littéraire, surtout américaine, sur la société de consommation qui arrive plus tôt aux États-Unis qu'au Canada. C'est en effet en 1958 que John Kenneth Galbraith publie *The Affluent Society*, traduit en français en 1961, ce qui contribue à diffuser le concept de « société d'abondance ». En 1964, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale transpose d'ailleurs les idées de Galbraith au Canada tout comme l'économiste et homme politique Maurice Lamontagne, alors sénateur, le fait dans une

²⁰ « Dans un pays qui s'enrichit, pourquoi les travailleurs se contenteraient-ils de la pauvreté », *LT*, 29 octobre 1954, p. 5.

²¹ Paul-Émile Charron, « Le sens chrétien de la richesse », *RD*, février 1959, p. 35.

²² « Le budget », *RD*, février 1960, p. 36.

²³ Émile Bouvier, « Le chômage d'une économie d'abondance », *RL*, avril 1962, p. 94.

²⁴ Robert Comtois, « Richesse et pauvreté », *RL*, février 1964, p. 44.

conférence prononcée en 1967. L'ouvrage du journaliste américain Vance Packard (1960) trouve lui aussi écho au nord de la frontière, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale y faisant par exemple référence au début des années 1960²⁵.

Quoi qu'il en soit, à partir des années 1960, il semble acquis que le Canada vit une « ère d'abondance »²⁶ ou qu'il est une « société d'abondance », comme l'expriment, en 1964, Roméo Maione²⁷, directeur adjoint du Département international du Congrès du Travail du Canada, et, en 1970, Maurice Lamontagne²⁸ et Paul-Émile Charron²⁹ dans les pages de *La Revue Desjardins*. Du côté des banques, le même son de cloche se fait entendre même si John Rutherford Heron fait, en 1967, quelques mises en garde : « [l]e Canada connaît actuellement une des grandes périodes d'abondance de son histoire, mais notre complaisance dans l'état d'opulence auquel nous nous sommes élevés ne doit pas nous encourager à mener une vie effrénée³⁰ ».

Tout au long de la période, certains commentateurs constatent, en rétrospective, l'abondance qui a caractérisé les années écoulées. C'est le cas de Jean Paul Lettre³¹ qui déplore au milieu des années 1950 qu'« une si forte proportion de notre jeunesse n'ait pas su profiter [en épargnant] des années de prospérité exceptionnelles que nous venons de traverser³² ». Dans la même veine, le très prolifique Paul-Émile Charron souligne en 1960 « l'expansion extraordinaire » de l'économie canadienne au cours de la décennie précédente³³. Louis Raminsky, gouverneur de la Banque du Canada, abonde dans le même sens au sujet des années 1960 en évoquant « la période extraordinaire de prospérité », « la plus longue période

²⁵ « Les affaires ne sont plus les affaires », *BCN-BM*, mars 1964, s.p.; Maurice Lamontagne, « Conséquences économiques et sociales de l'abondance et de l'évolution », *RD*, mai 1968, p. 94-95; « À la recherche d'un art de vivre », *BCN-BM*, mai 1961, s. p.

²⁶ Quant au vocable « consommation de masse », il ne semble guère prisé avant les années 1970.

²⁷ « La masse des hommes considère notre ère d'abondance économique avec un esprit d'antan », *RD*, mai 1964, p. 98.

²⁸ Maurice Lamontagne, « Société d'abondance et de techno-structure », *RD*, 1970-4, p. 16. À partir de 1970, *La Revue Desjardins* cesse d'indiquer le mois correspondant à chaque numéro.

²⁹ Paul-Émile Charron, « Conséquences sociales de la société d'abondance et de la techno-structure », *RD*, 1970-4, p. 28.

³⁰ « L'absurdité du gaspillage », *BRC-BM*, septembre 1967, p. 4.

³¹ Lettre est agronome et assistant-directeur du Service de l'enseignement agricole au ministère provincial de l'Agriculture

³² « La jeunesse et l'établissement rural », *RD*, mars 1956, p. 58. Voir aussi : Raymond Lacasse, « Service à rendre aux emprunteurs », *RD*, mars 1956, p. 49.

³³ Paul-Émile Charron, « L'économie canadienne », *RD*, mars 1960, p. 47.

sans récession que nous avons jamais connue en temps de paix au Canada » du début 1961 au début 1969³⁴. En 1974, le sociologue Jean-Pierre Bélanger et l'économiste Normand Brouillet, dans une étude du « cheminement parcouru par les consommateurs québécois au cours des vingt dernières années », concluent cet inventaire en estimant « qu'à cette époque, nous entrions dans l'ère de la consommation de masse³⁵ », terme qui ne semble gagner en popularité qu'à la toute fin des Trente Glorieuses³⁶.

L'observation de l'ensemble des discours tenus par divers commentateurs sur l'entrée dans la société de consommation révèle ainsi qu'une transition s'opère dans les esprits à la fin des années 1950 alors que vivre dans une « ère d'abondance » commence à être décrit comme s'il s'agissait d'une évidence, d'une prémisse, d'une « réalité » partagée par tous. Si, comme le démontrent les statistiques que nous avons mises en relief au chapitre précédent, il s'agit là d'un moment-clé pour l'Ontario, la prise de conscience de l'abondance semble précéder l'abondance en tant que telle en ce qui concerne le Québec. Se pourrait-il que la culture consumériste se soit implantée avant l'entrée des ménages québécois dans la consommation de masse? Les représentations américaines, omniprésentes dans les réclames publicitaires qui figurent dans plusieurs périodiques, auraient-elles induit les commentateurs québécois à croire qu'ils se mouvaient dans une société aussi prospère et consumériste que les États-Unis pendant l'après-guerre? C'est d'autant plus probable qu'elles véhiculent selon Sébastien Couvrette le « mythe de la prospérité de banlieue incarné par la classe moyenne très aisée, devenue la nouvelle élite sociale dont le statut privilégié s'exprime à travers la consommation de biens dispendieux et l'accès à la propriété de banlieue ainsi qu'à un chalet, aux loisirs et aux voyages³⁷ ».

³⁴ Louis Raminsky, « Les taux d'intérêt et l'inflation », *RD*, août-septembre 1969, p. 146.

³⁵ Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, *Le Québec. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974, préface.

³⁶ Il faut dire que ce concept, comme l'indiquent Bélanger et Brouillet, n'est popularisé qu'à partir du milieu des années 1960, en grande partie par la publication de *The Mass Consumption Society* du psychologue américain George Katona en 1964. L'ouvrage est traduit en français deux ans plus tard (*La société de consommation de masse*, Paris, Hommes et techniques, 1966). Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 2.

³⁷ Sébastien Couvrette, « La classe moyenne se met en scène. La publicité des quotidiens montréalais comme discours de classe, 1920-1970 », *Recherches sociographiques*, 53, 3 (septembre-décembre 2012), p. 612.

2.2 L'inflation

La crainte de l'inflation fournit un exemple précis et frappant des inquiétudes face à l'économie et permet de nuancer ce portrait des perceptions de la situation dans laquelle se trouve le pays. L'insistance, pourtant souvent dénuée de fondements comme l'a démontré le chapitre précédent, sur l'inflation de la part de plusieurs commentateurs, est à cet égard des plus éloquentes. Dans les discours, surtout ceux émanant des milieux syndicaux et des institutions financières, les craintes engendrées par la hausse du coût de la vie abondent et caractérisent l'ensemble de la période. Cette situation ne surprend guère au sortir du conflit, mais sa persistance dans le temps étonne étant donné que l'IPC apparaît relativement sous contrôle au cours des Trente Glorieuses (voir le tableau I, p. 59). Elle suggère qu'à côté des évocations de la « prospérité ambiante », de nombreuses appréhensions demeurent.

2.2.1 « Si les prix montent encore / pour m'ner barque à bon port / elle travaillera aussi / à Saint-Henri ³⁸ » : l'inflation, une préoccupation constante

Sans grande surprise, étant donné l'arsenal des dispositions en vigueur au pays pendant le second conflit mondial, comme le rationnement ou le contrôle des prix et des salaires, l'inflation devient un enjeu important même avant l'armistice. En fait, d'après Yves Tremblay, « la lutte à l'inflation [...] domine l'esprit de toutes les mesures ³⁹ » adoptées par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre entre 1939 et 1951. Comme l'observe Tremblay, bien que « le succès à prévenir l'inflation rassure le public, [o]bservée du dehors de la bureaucratie, elle n'a jamais vraiment menacé ⁴⁰ » le Canada. Certes, les prix montent pendant la guerre, mais le pays s'en sort somme toute fort bien ⁴¹.

³⁸ Strophe tirée de la chanson thème du film d'Hubert Aquin, *À Saint-Henri le cinq septembre*, Montréal, ONF-NFB, 1962. Paroles et musique de Raymond Lévesque.

³⁹ Yves Tremblay, « La consommation bridée. Contrôle des prix et rationnement durant la Deuxième Guerre mondiale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 605.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 606.

⁴¹ *Ibid.*, p. 580.

Très à l'affût des fluctuations de l'indice du coût de la vie (ICV) qui devient l'IPC en 1952⁴², les divers experts relèvent les variations des prix au pays dès — et très probablement avant — la fin du conflit mondial et voient d'un œil inquiet toute hausse, même minime. Ainsi, en novembre 1945, tout en rapportant que le coût du panier de biens montre une « [l]égère baisse du coût de la vie », *Le Monde ouvrier* mentionne tout de même que l'indice a grimpé de 18,8 % depuis le début de la guerre⁴³. Plus catégorique, Cyrille Vaillancourt affirme, en 1946, que « [p]ersonne ne peut nier que nous avons l'inflation chez nous⁴⁴ » tandis que J. O. Roby, gérant de la Société d'assurance des Caisses populaires, prétend que « [t]out le monde sait que depuis le début de la guerre, tout a pris de la valeur en dépit des méthodes préventives contre l'inflation⁴⁵ ». En fait, comme l'a démontré Magda Fahrni, « [a] concern with prices, and a politics centred on purchasing, figured prominently in Canada's urban centres in the 1940s⁴⁶ » et imprègne manifestement les discours au début de la période de la « reconstruction ». Même aux États-Unis, où, selon Lizabeth Cohen, la population est pourtant incitée à consommer au nom du bien commun, l'inflation n'est pas sans susciter d'inquiétudes, notamment lorsque les prix montent après la levée des contrôles en 1946 ou pendant la guerre de Corée⁴⁷.

Dans les années 1940, quelques indices laissent par ailleurs croire que l'inflation est perçue comme tributaire de la reconversion vers une économie de paix et constitue en conséquence un phénomène temporaire. En 1947, John Caulfield Smith, responsable de la section *home planning* dans *Chatelaine*, déconseille l'acquisition d'une maison « at today's inflated prices » puisque l'emprunt contracté pour ce faire pèsera peut-être très lourd sur les finances familiales lors du retour à la « normale » du marché auquel il s'attend manifestement⁴⁸. Cette idée d'une normalité à venir — qu'observe entre autres Cohen aux

⁴² Richard Evans *et al.*, dir., « Survol du premier siècle de l'Indice des prix à la consommation au Canada », In Site de Statistique Canada, [En ligne], <http://www.statcan.gc.ca/pub/62-604-x/62-604-x2015001-fra.htm#a3> (Page consultée le 8 juin 2015).

⁴³ « Légère baisse du coût de la vie », *The Labor World / Le Monde ouvrier (LW-MO)*, 10 novembre 1945, p. 2.

⁴⁴ Cyrille Vaillancourt, « La situation aujourd'hui », *RD*, octobre 1946, p. 142. Il avait fait un constat analogue en avril de la même année : Cyrille Vaillancourt, « Taux d'intérêt », *RD*, avril 1946, p. 62.

⁴⁵ J. O. Roby, « L'insuffisance d'assurance constitue un problème sérieux », *RD*, août-septembre 1946, p. 135.

⁴⁶ Magda Fahrni, *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 108.

⁴⁷ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 121.

⁴⁸ John Caulfield Smith, « The Smiths Build a House », *Chatelaine (CH-EN)*, août 1947, p. 20.

États-Unis⁴⁹ — sous-entend que l'inflation est considérée comme une anomalie passagère. En 1948, Byrne Hope Sanders, la rédactrice en chef de *Chatelaine*, s'avoue en ce sens horrifiée face à la suggestion que les prix ne baissent pas dans un avenir rapproché⁵⁰. Madame A. H. Benton-Neff, une lectrice de ce magazine qui se définit comme Anglo-Écossaise, est plus optimiste : elle juge pour sa part que les prix redescendront comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale⁵¹. Observer que l'inflation ne se résorbe pas rapidement effraie donc pendant l'immédiat après-guerre. Le fait que sa persistance, aussi faibles soient les hausses observées pendant une bonne partie de la période, aille à l'encontre des attentes et des prévisions exacerbe sans doute les inquiétudes.

Cette idée selon laquelle le Canada ou le Québec traverse une période d'inflation perdue tout au long de la décennie suivante. En 1950, alors que l'IPC a augmenté « de quatre points et demi depuis un an », *Banque Canadienne Nationale* affirme : « [l]a ménagère dit que tout augmente. L'économiste constate que la monnaie se déprécie. Ce sont là les deux aspects d'un même phénomène : l'inflation⁵² ». L'année suivante, la lecture de la situation économique que fait *Le Travail* pose la présence de l'inflation comme un fait, affirmant que « [c]omme tout le reste, le prix des textiles de coton monte rapidement depuis le début de la guerre de Corée⁵³ ». Il est vrai que 1951 est l'une des deux années des Trente Glorieuses — au sens strict où elles se terminent en 1973 — qui voient l'IPC grimper de plus de 10 % à Montréal, à Toronto et dans l'ensemble du Canada⁵⁴. Il n'en va toutefois pas de même pour le reste des années 1950, l'IPC n'augmentant au total que de 8,76 % à Montréal, de 10,98 % à Toronto et de 9,91 % au Canada entre 1952 et 1960, soit pendant tout le reste de la décennie. Ceci n'empêche toutefois ni Kenneth Wilson de parler d'une « inflationary period⁵⁵ » dans les pages de *Chatelaine* ni Marie-Paule Vinay, dans *La Famille*, de juger, en 1952, qu'« [a]vec le prix de la vie, il devient coûteux de recevoir⁵⁶ ». La même année, *Banque Canadienne*

⁴⁹ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 100.

⁵⁰ Byrne Hope Sanders, « “Prices Won't Come Down in Our Lifetime” », *CH-EN*, septembre 1948, p. 2.

⁵¹ « Dear Editor – Prices Will Come Down », *CH-EN*, novembre 1948, p. 14.

⁵² *BCN*, mai-juin 1950, s. p.

⁵³ « Pourquoi vos chemises coûtent plus cher! », *LT*, 24 août 1951, p. 2.

⁵⁴ Comme le montre le tableau I (p. 59), l'IPC passe de 49,2 à 56,3 de 1947 à 1948 et de 59,7 à 66 entre 1950 et 1951. En 1960, il s'établit à 74,3.

⁵⁵ Kenneth Wilson, « Sister If You've Never Kept a Budget ... You'd Better Start Now », *CH-EN*, janvier 1951, p. 56.

⁵⁶ Marie-Paule Vinay, « Où commence et où finit la famille? », *La Famille (LF)*, février 1952, p. 94.

Nationale, remarque qu'« [e]n ces années de vie chère, il est tout naturel que le consommateur suive de près les variations de l'indice des prix⁵⁷ », ce qui encourage la construction de la hausse du coût de la vie comme un enjeu digne d'attention, et de préoccupations.

Même quand les prix suscitent moins d'inquiétudes parmi les experts, notamment au milieu des années 1950 et au début des années 1960 (surtout en 1962-1963) alors qu'ils sont particulièrement stables (voir le tableau I, p. 59), cet enjeu ne disparaît jamais vraiment des discours. Il surgit par exemple lorsqu'il est question, dans *Le Travail*, des femmes d'Arvida qui « s'organisent pour abaisser le coût de la vie⁵⁸ » ou quand la CTCC affirme être « opposée à la hausse du prix du lait⁵⁹ ». Dès 1956, les tirades inquiètes effectuent un retour en force. *Le Travail* note ainsi une « [t]roisième hausse de l'indice des prix » en septembre et souligne qu'il atteint un « [n]ouveau sommet » en décembre⁶⁰. De tels propos, en apparence objectifs, contribuent à véhiculer l'idée selon laquelle toute hausse est anormale, alarmante. Ainsi, alors que l'IPC augmente d'environ 1,5 % de 1955 à 1956, une croissance plutôt faible si on la compare aux augmentations qui caractérisent les années 1970 et 1980, André Roy, président du Conseil central de Québec de la CTCC, affirme :

Sur le plan de la vie économique, ce n'est pas sans crainte que les travailleurs, après avoir connu pendant quelques années un chômage considérable, redoutent aujourd'hui d'être les victimes à peu près impuissantes d'une nouvelle crise d'inflation. N'est-il pas vrai, en effet, que depuis le printemps, le coût de la vie n'a cessé d'augmenter⁶¹.

Les articles présentant un compte-rendu des données statistiques sur l'inflation sont légion pendant la période, surtout dans les pages des périodiques syndicaux et de *La Revue Desjardins*. Comme Fahrni l'a noté pour l'immédiat après-guerre, ce phénomène est loin d'être anodin puisque « [r]egular reports in the daily press on Canadians' battle with inflation, and frequent updates on price indexes, kept readers aware of the continued importance of

⁵⁷ *BCN*, novembre 1952, s. p. D'autres exemples auraient pu être invoqués. Paul Sauriol parle notamment de « la vague d'inflation qui nous emporte » en 1952 (Paul Sauriol, « Aspect économique de la famille », *LF*, octobre 1952, p. 58-59).

⁵⁸ « Des femmes s'organisent pour abaisser le coût de la vie », *LT*, octobre 1953, p. 5.

⁵⁹ Jean Marchand, « La C. T. C. C. opposée à la hausse du prix du lait », *LT*, 26 novembre 1954, p. 1-2.

⁶⁰ « Troisième hausse de l'indice des prix », *LT*, 14 septembre 1956, p. 4; « Nouveau sommet de l'indice des prix », *LT*, 14 décembre 1956, p. 2.

⁶¹ André Roy, « Vœux du Président du Conseil Central de Québec », *LT*, 28 décembre 1956, p. 1.

prices in peacetime⁶² ». Plus encore, la récurrence et l'omniprésence des petits encarts sur le coût de la vie — qui font état d'une hausse, aussi minime soit-elle, mais presque jamais d'une baisse —, donnent, pris ensemble, l'impression d'un problème⁶³. Certes, les discours qui s'appuient sur des données statistiques font preuve de nuances. Quelques baisses sont parfois notées, tout comme le caractère « modéré » de la hausse des prix, mais ils sont loin de dominer la production discursive⁶⁴.

La décennie 1950 se clôt sur un ton alarmiste. En 1958, les prix à la consommation « ne cessent d'augmenter » selon le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale⁶⁵; à son avis, même la récession de la fin de la décennie « n'a pas supprimé les tendances inflationnistes⁶⁶ ». De son côté, *Le Travail* juge que « [l]e coût de la vie augmente de même que le chômage tandis que le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer⁶⁷ ». Comme l'illustrent les discours cités plus haut, à la fin des années 1950, les commentateurs voient aussi comme particulièrement problématique le fait que les prix continuent de monter, surtout en période de récession.

Les années 1960 et le début des années 1970 ne voient pas disparaître ce genre d'inquiétudes. En 1963, la hausse de 1,75 % à Montréal (voir le tableau I, p. 59) n'empêche pas Cyrille Vaillancourt d'affirmer dans un éditorial qu'« [i]l n'y a pas à se leurrer, nous sommes lancés dans une ère d'inflation⁶⁸ ». Dans la seconde moitié des années 1960, alors que l'IPC augmente un peu plus rapidement — d'environ 2 à 4,4 % par année, ce qui n'est pas énorme dans un contexte où les salaires sont aussi à la hausse, — la croissance « effarante⁶⁹ » des prix, selon l'expression de la revue syndicale *Le Travail*, inquiète particulièrement. En 1967, c'est au tour de *Châtelaine* de vouloir enseigner à son lectorat « [c]omment déjouer

⁶² Fahrni, *Household Politics...*, p. 113.

⁶³ Par exemple : « Hausse du prix des vivres », *LW-MO*, août 1956, p. 3; « Le coût de la vie grimpe encore », *LW-MO*, décembre 1956-janvier 1957, p. 2; « Cost of Living Rise to an All-Time High », *LT*, 12 décembre 1958, p. 8.

⁶⁴ Voir par exemple : Cyrille Vaillancourt, « La situation aujourd'hui », *RD*, août-septembre 1959, p. 123; Jos. Turmel, « Notes et commentaires », *RD*, avril 1948, p. 75; « Le Canada d'aujourd'hui (I) », *BRC-bm*, décembre 1952, s. p.; « Une productivité plus grande permet l'augmentation des salaires sans hausse de prix », *LT*, 18 janvier 1957, p. 2.

⁶⁵ « Le Canada d'aujourd'hui XV. L'avenir économique », *BCN-BM*, décembre 1958, p. 1-2.

⁶⁶ « Le budget fédéral », *BCN-BM*, avril 1959, p. 1.

⁶⁷ « La crainte sera le commencement de la sagesse », *LT*, mars 1958, p. 4.

⁶⁸ Cyrille Vaillancourt, « Quelques points d'interrogation sur notre économie », *RD*, octobre 1963, p. 143.

⁶⁹ « On se fait mourir à l'ouvrage...mais on n'en a pas plus », *LT*, mai 1966, p. 4.

l'inflation⁷⁰ ». L'année suivante, Louis Raminsky, gouverneur de la Banque du Canada, abonde dans le même sens, déplorant que « [n]os prix et nos coûts montent encore trop rapidement, en dépit de l'augmentation du chômage et du sous-emploi de nos ressources productives⁷¹ ».

Il y a certes des moments (en 1947, 1948, 1951, à la fin des années 1960 et en 1973, comme nous l'avons noté au chapitre 1) où — toujours en rétrospective — les prix grimpent « assez » pour justifier des inquiétudes qui s'en trouvent manifestement exacerbées. En 1948, celles-ci semblent atteindre un certain paroxysme alors que l'exécutif de la CTCC demande au gouvernement la tenue d'une « commission royale d'enquête sur la hausse continue des prix⁷² » pendant que la femme de lettres Jeanne Gris -Allard évoque « la hausse vertigineuse du coût de la vie essentielle⁷³ ». Toutefois, pendant une bonne partie de la période, les données statistiques montrent que les prix augmentent plutôt — voire très — lentement, contredisant les assertions de maints commentateurs. Le maintien d'un discours qui sonne l'alarme quant à la hausse des prix tout au long des Trente Glorieuses qui, incidemment, se terminent justement au moment où l'inflation devient galopante, est donc véritablement  tonnant⁷⁴. En fin de compte, l'inflation, même quand elle est presque négligeable selon les critères actuels, n'apparaît jamais comme un phénomène normal.

2.2.2 Monstre, fléau, menace, maladie, cancer, etc. : la construction de l'inflation en tant que problème

En effet, dans les discours que nous avons étudiés, la hausse des prix est unanimement — ou presque — construite comme un problème. Compte tenu des exigences de l'économie de guerre, cette association de l'inflation à un « fléau » n'étonne guère, quoique certains n'y vont pas de main morte. En octobre 1945, Paul-Émile Charron affirme par exemple que, sans

⁷⁰ « Comment déjouer l'inflation avec \$4,000 \$6,500 et \$10,000 par année », *Châtelaine (CH-FR)*, janvier 1967, p. 21-22, 48-49. Voir aussi : Bonnie Buxton, « Comment triompher de l'inflation », *CH-FR*, janvier 1970, p. 17-18, 56; Merle Shain, « How the Huxtables Beat the Cost of Living », *CH-EN*, janvier 1971, p. 31-suiv.

⁷¹ Louis Raminsky, « La politique monétaire et la défense du dollar canadien », *RD*, décembre 1968, p. 201.

⁷² « Commission Royale d'enquête sur la hausse continue des prix » *LT*, février 1948, p. 10.

⁷³ Jeanne Gris -Allard, « Les allocations familiales. Un chèque bien employé », *RL*, août 1948, p. 240.

⁷⁴ 1973 marque l'entrée dans une nouvelle époque, tant en ce qui concerne les discours que la situation économique, d'où notre décision de poser à notre analyse le choc pétrolier comme borne chronologique.

le contrôle des prix et des salaires pendant la guerre, « nous aurions vite connu la spirale de l'inflation qui signifie la ruine, la spoliation, l'anarchie⁷⁵ ». Selon lui,

ce monstre qu'est l'inflation [...] désorganise tout : production, distribution, consommation. Les comptes deviennent difficiles à payer, car le coût de la vie s'élève plus vite que les salaires. L'épargne réalisée perd graduellement sa valeur d'échange. Les revenus de la population sont inférieurs au niveau des prix. Pour les familles nombreuses à faibles revenus, la hausse des prix crée une situation intenable. Elles se voient privées de tout, plongées dans une profonde misère. Seuls les profiteurs, les accapareurs et les spéculateurs peuvent profiter de l'inflation⁷⁶.

Il poursuit dans cette voie alarmiste en affirmant qu'« [i]l faut coûte que coûte éviter l'inflation chez-nous; sinon ce sera le désastre ».

Non moins inquiets, d'autres observateurs considèrent que l'inflation suscite une anxiété au sein de la population. Ainsi, en 1946, les délégués du Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Victoriaville et du district d'Arthabaska, Inc. jugent « angoissant » que « la famille ouvrière voit son budget augmenté d'une façon inquiétante⁷⁷ » tandis que selon le syndicaliste Gustave Francq « la masse du peuple » éprouve de plus en plus de difficultés à jongler avec l'inflation⁷⁸. Dans la même veine, Yves Poisson estime que « [l]a question de l'inflation et de ses terribles conséquences hante de nos jours tous les esprits⁷⁹ », alors que *Banque Canadienne Nationale* en rajoute en indiquant que « [l]'inflation sape la confiance. [...] Elle amoindrit non seulement le pouvoir d'achat, mais encore la volonté d'acheter d'une grande partie de la population, et elle finit par entraîner le chômage, la dépression et la misère⁸⁰ ». Ce faisant, les commentateurs créent très probablement un cercle vicieux dans la mesure où ce sont possiblement leurs cris d'alarme qui incitent les « gens ordinaires » à s'inquiéter de l'inflation, cette inquiétude exacerbant et confortant leurs propres angoisses dans les discours qu'ils véhiculent.

⁷⁵ Paul-Émile Charron, « Combattons l'inflation qui nous menace », *RD*, octobre 1945, p. 156.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ « À Victoriaville – La famille ne peut absorber le prix du pain », *LT*, décembre 1946, p. 4.

⁷⁸ Gus. Francq., « Dollar canadien vs dollar américain. Quelle est la solution? », *MO/LW*, octobre-novembre 1947, p. 1.

⁷⁹ Yves Poisson, « L'inflation, le coût de la vie et les salaires », *RL*, août 1947, p. 244.

⁸⁰ *BCN*, septembre-octobre 1948, s. p.

Les années 1950 ne voient pas ce type de discours alarmé disparaître. En 1951, Byrne Hope Sanders affirme ainsi que les « [h]igh prices are the biggest headache in Canada today. It used to be housing; then fear of the next war. Now it's that nagging worry which comes with each grocery bill⁸¹ ». Au milieu de la décennie, tant *Banque Canadienne Nationale* que le syndicaliste (et futur homme politique) Jean Marchand, qui anticipe « une nouvelle crise d'inflation », assimilent la hausse des prix à un danger⁸². D'un point de vue plus moral, *La Revue Desjardins* rapporte en 1957 que « [l]'inflation décourage les vertus : épargne, prévoyance, modération dans l'enrichissement, qui ont fait la stabilité des vieilles économies et dont il semble bien que les nouvelles ne puissent se passer [sic]⁸³ ».

Cette tendance à verser dans l'hyperbole pour illustrer à quel point l'inflation est problématique se trouve amplifiée chez divers commentateurs qui emploient des termes qui rappellent la rhétorique militaire pour décrire la hausse des prix. Ainsi, *Le Travail* voit dans l'inflation « [l]'un des principaux dangers contre lesquels il nous faudra lutter⁸⁴ ». Dans la même veine, en octobre 1945, Paul-Émile Charron invite les employés des CPD à « [c]ombat[re] l'inflation qui nous menace⁸⁵ » tandis qu'à la fin des années 1940, la CTCC déclare la « guerre à la hausse du coût de la vie⁸⁶ ». En 1957, c'est au tour de *Banque Canadienne Nationale* de souligner qu'il existe plusieurs « moyens de défense » contre « la menace d'inflation »⁸⁷. Plus d'une décennie plus tard, force est de constater que le ton n'a guère changé puisqu'en 1969, Louis Raminsky affirme que la Banque du Canada, dont il est le gouverneur, « a le sentiment qu'elle doit s'employer à combattre l'inflation », car un « échec dans [c]ette lutte aurait de graves conséquences⁸⁸ ».

Tout aussi pessimistes, d'autres experts optent plutôt pour une rhétorique apocalyptique. Ainsi, Cyrille Vaillancourt considère que l'inflation est le point de départ

⁸¹ Byrne Hope Sanders « Honesty and High Prices », *CH-EN*, juin 1951, p. 3.

⁸² « La hausse du coût de la vie, menace pour les travailleurs », *LT*, 28 septembre 1956, p. 5; *BCN*, mai 1956, s. p.

⁸³ « Propos du vieux moraliste...Péchés anti-sociaux », *RD*, janvier 1957, p. 9. Article tiré de *Le Messager Raiffeisen*, Suisse. Le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale parle aussi, en 1956, d'un contexte où « l'inflation menace », *BCN*, décembre 1956, s. p.

⁸⁴ « La hausse des prix vue par le ministre fédéral du Travail. Discours au congrès du C.M.T. », *LT*, 28 septembre 1950, p. 2.

⁸⁵ Paul-Émile Charron, « Combattons l'inflation qui nous menace », *RD*, octobre 1945, p. 155.

⁸⁶ « Guerre à la hausse du coût de la vie », *LT*, novembre 1949, p. 1, 3.

⁸⁷ *BCN*, janvier 1957, s. p.

⁸⁸ Louis Raminsky, « Les taux d'intérêts et l'inflation », *RD*, août-septembre 1969, p. 159.

d'« un cercle vicieux qui se continuera jusqu'au moment où [elle] deviendra tellement exorbitante que tout s'effondrera⁸⁹ ». En 1959, Charles St-Pierre, président de la Banque Canadienne Nationale lui fait écho en parlant de l'inflation qui « sévit depuis la deuxième guerre mondiale et [qui] présente d'autant plus de danger qu'elle est comme le feu qui couve sous les cendres. D'une marche lente et continue, elle réduit d'année en année le pouvoir d'achat du dollar⁹⁰ ». Dix ans plus tard, Paul-Émile Charron revient à la charge, en affirmant qu'en matière d'inflation, « [n]ous avons atteint [...] la limite du tolérable⁹¹ », alors que les données qu'il cite à l'appui de son analyse montrent des variations allant de 0,94 à 4,16 % pour les années 1961 à 1968. En effet, l'une des conclusions qu'il est possible de tirer de ces cris d'alarme réside dans le fait que bien que la façon de mesurer l'inflation soit la même que celle que les économistes emploient à l'heure actuelle, ses variations ne sont pas évaluées du même œil. La loupe des commentateurs des années 1940, 1950, 1960 et 1970 semble beaucoup plus sombre.

D'autres commentateurs se font un peu plus imagés et prisent particulièrement la métaphore de la maladie dans leur sombre portrait de la hausse des prix, jugeant par exemple que « [l]'inflation que nous avons en ce moment est plus dangereuse que celle de 1929 parce qu'elle est généralisée; un peu comme un cancer généralisé affecte tout le corps, l'inflation actuelle affecte tout l'organisme économique⁹² ». L'allusion au cancer revient ponctuellement dans les discours, Cyrille Vaillancourt la reprenant notamment en 1959⁹³. Bien que ce type d'analogie s'atténue avec le temps, en 1968, ce n'est à rien de moins que la peste que la journaliste et future sénatrice Renaude Lapointe compare l'inflation, « un mal qui [...] répand la terreur dans le monde occidental » et qui constitue « la rançon d'une trop grande prospérité »⁹⁴.

⁸⁹ Cyrille Vaillancourt, « La situation aujourd'hui », *RD*, octobre 1946, p. 142.

⁹⁰ *BCN-BM*, janvier 1959, p. 3. Il la dépeint aussi, non sans rappeler les commentaires imagés que nous citons plus bas, à « la maladie des monnaies ».

⁹¹ Paul-Émile Charron, « À la limite du tolérable », *RD*, février 1969, p. 29.

⁹² C. Vaillancourt, « L'inflation, c'est l'affaire de tout le monde, alors ce n'est l'affaire de personne », *RD*, décembre 1958, p. 183.

⁹³ « L'inflation », *RD*, mai 1959, p. 84.

⁹⁴ Renaude Lapointe, « Face à l'inflation, le rôle des maîtresses de maison », *Ma Caisse populaire (MCP)*, 1968-5, p. 13. Article reproduit du journal *Le Papetier par Terre et Foyer* (février-mars 1968). À partir de la fin des années 1960, *Ma Caisse populaire* cesse d'indiquer le mois correspondant à chaque numéro.

Dans une autre optique, l'inflation est souvent mise en lien avec les salaires et construite comme un problème étant donné que, selon certains — notamment les syndicats — elle gruge toute augmentation salariale. En découlerait donc une baisse du niveau de vie, ou du moins une hausse moins importante que ne le laissent miroiter les statistiques. Dès 1945, *Le Monde ouvrier* affirme que « [l]es salaires sont à la hausse et non le pouvoir d'achat⁹⁵ ». Cette idée de vases communicants entre les salaires et le coût de la vie perdure au cours des années 1950 avant de s'estomper — sans totalement disparaître — lors de la décennie suivante. Ainsi, en 1951, une enquête du Congrès Canadien du Travail indique qu'en dépit d'augmentations de salaire non négligeables, « les prix ont augmenté encore davantage et plus rapidement », ce qui s'est traduit par une baisse du niveau de vie pour « 4 ouvrier [sic] sur 10⁹⁶ ». En 1957, Paul-Émile Charron, des CPD, abonde dans le même sens en exposant que « [l]es revenus des canadiens (sic) ont plus que triplé au cours des derniers quinze ans, mais l'inflation des prix a réduit de presque 50% le pouvoir d'achat réel de ces revenus, puisque le coût de la vie a presque doublé depuis quinze ans ». En 1967, *Le Travail* fait encore état d'une situation où les salaires croissent moins rapidement que le coût de la vie⁹⁷. Seule la revue *Le Consommateur* perçoit en 1965, par comparaison avec 1949, une amélioration du pouvoir d'achat⁹⁸.

Sans grande surprise, on constate que l'inflation est parfois assimilée au problème des ménagères, sans doute en raison de la tradition, dans les milieux ouvriers, voulant que les femmes soient responsables de la gestion des finances domestiques comme l'a démontré Denyse Baillargeon, parmi d'autres⁹⁹. Il faut aussi se rappeler que pendant la guerre, la propagande fédérale fait appel aux ménagères pour lutter contre la hausse du coût de la vie et que, comme le spécifie Magda Fahrni, à la fin des années 1940, la consommation domestique est présumée constituer l'apanage des femmes, surtout des femmes mariées¹⁰⁰. En 1951, Suzanne Malo, dans un article où elle exprime le souhait que l'opinion des femmes résonne plus fort dans la société, présente en ce sens une mère de famille qui « voit son foyer et la

⁹⁵ « Les salaires sont à la hausse et non le pouvoir d'achat », *MO/LW*, 3 février 1945, p. 6.

⁹⁶ Le niveau de vie de 4 ouvrier [sic] sur 10 a baissé depuis 1946 », *LT*, 17 août 1951, p. 2-3 ; Paul-Émile Charron, « L'inflation et l'épargne », *RD*, août-septembre 1957, p. 155.

⁹⁷ Jacques Guay, « Les travailleurs dans la société », *LT*, juin 1967, p. 3.

⁹⁸ « Indice des prix à la consommation », *Canadian consumer / Le Consommateur (CC/LC)*, mars-avril 1965, p. 121.

⁹⁹ Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 146.

¹⁰⁰ Fahrni, *Household Politics...*, p. 113.

multitude des autres aux prises avec des problèmes sans nombre : coût de la vie trop élevé, le soir de la paie elle ne sait pas comment calculer pour arriver à payer le nécessaire¹⁰¹ ». Ceci dit, la hausse des prix est rarement appréhendée comme un problème qui se conjugue uniquement au féminin. Le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale résume en fait plutôt bien l'impression générale en stipulant que : « [b]ien qu[e l'indice des prix] fléchisse légèrement de temps à autre, il reste si élevé qu'il provoque les doléances de la ménagère, suscite des revendications ouvrières et pousse même parfois divers groupements à réclamer l'intervention de l'État¹⁰² ». Force est aussi de constater que, jusqu'aux années 1960, le discours sur l'inflation — peut-être sur l'économie en général — provient surtout d'hommes.

Si la hausse des prix ne cesse d'apparaître problématique pendant la période qui nous intéresse, certains commentateurs présentent tout de même une analyse plus nuancée de ce phénomène qui présage la transformation de l'inflation en phénomène « normal », au sens d'habituel. Ainsi, en 1957, dans l'une de ses conférences, Paul-Émile Charron convient que « [s]i la plupart des économistes reconnaissent qu'une situation inflationnaire [*sic*] caractérisée, comme celle de 1949 à 1952 au Canada, ne peut qu'être nocive pour une économie, l'accord est loin d'être aussi complet en ce qui concerne de légères hausses de prix, comme celles que nous avons connues de 1953 à 1956¹⁰³ ». Des discours commencent aussi à sous-entendre l'acceptation sociale croissante d'une faible inflation. Par exemple, en 1968, Mitchell Sharp, ministre des Finances du Canada, affirme qu'« [i]l y a ceux », dont il n'est manifestement pas, « qui disent qu'un peu d'inflation est non seulement inévitable, mais souhaitable¹⁰⁴ ». Le mémoire de l'ACC au comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie, en 1966, va d'ailleurs en ce sens en évoquant une tendance répandue à exagérer l'inflation et ses conséquences, une certaine augmentation des prix étant peut-être « a cost of full employment »¹⁰⁵.

¹⁰¹ Suzanne Malo, « Pas encore hélas! », *MO*, 1951, p. 77.

¹⁰² *BCN*, novembre 1952, s. p.

¹⁰³ « L'inflation : Sa nature, ses causes, ses conséquences ; les moyens efficaces de la contrôler », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 185.

¹⁰⁴ Mitchell Sharp, « Réflexions sur les problèmes du pays », *RD*, février 1968, p. 28.

¹⁰⁵ R. E. Olley, « CAC Brief to the Senate-Commons Committee on Prices », *CC/LC*, janvier-février 1967, p. 130.

2.2.3 Pourquoi l'inflation est-elle construite comme un problème?

Les inquiétudes au sujet de la hausse du coût de la vie contribuent donc à créer un climat d'anxiété au Québec et au Canada selon plusieurs observateurs. Contrairement aux angoisses que suscite la guerre froide¹⁰⁶, qui risque d'annihiler l'humanité, les craintes générées par l'inflation n'apparaissent, en rétrospective, guère fondées, d'où l'intérêt d'explorer certaines hypothèses permettant d'expliquer ce qui les motive. En ce qui a trait aux années 1940, Fahrni a certes déjà fait remarquer que pendant l'immédiat après-guerre, les familles ouvrières et issues de la classe moyenne sont incitées, par le maintien des contrôles gouvernementaux, les associations de consommateurs et les périodiques syndicaux, à continuer à porter attention aux prix et aux enjeux relatifs à la consommation¹⁰⁷, mais cette interprétation se transpose difficilement à l'ensemble des Trente Glorieuses.

Pour ce qui est de l'après-guerre, le souvenir de la récession qui a suivi la période de hausse des prix après le premier conflit mondial contribue probablement à ces anxiétés¹⁰⁸, la crainte d'une crise étant liée de près à la construction de l'inflation comme un problème dans plusieurs discours. Des commentateurs redoutent manifestement que l'histoire ne se répète, ce que Cyrille Vaillancourt résume en 1946 en établissant en quelque sorte un lien causal entre « l'activité débordante » des prospères années 1920 et la crise économique de la décennie suivante. Sur un ton pour le moins alarmiste, le sénateur adhère manifestement au proverbe voulant que « tout ce qui monte redescend » quand il affirme que l'inflation en cours ne peut que mener au « dégonflement »¹⁰⁹. Vaillancourt revient à la charge à la fin des années 1950 en établissant des parallèles entre l'inflation qui sévit alors, du moins, à son avis, et celle en cours en 1929, soit juste avant la Crise des années 1930¹¹⁰. En 1960, c'est au tour de Paul-Émile Charron d'affirmer que « [l]es pays ont connu l'inflation non pas tant pendant la guerre, lorsque les gouvernements pouvaient faire appel au patriotisme de leurs citoyens pour qu'ils

¹⁰⁶ L'atmosphère anxieuse qui pèse sur le Canada a entre autres été mise en évidence par : Adams, *The Trouble with Normal...*; Baillargeon, « We Admire Modern Parents... »; Gleason, « Psychology and the Construction of the... ».

¹⁰⁷ Fahrni, *Household Politics...*, p. 108-109.

¹⁰⁸ Elaine Tyler May observe également cette crainte aux États-Unis. May, *Homeward Bound...*, p. 13.

¹⁰⁹ C. Vaillancourt, « Soyons prêts », *RD*, mars 1946, p. 42.

¹¹⁰ « L'inflation », *RD*, mai 1959, p. 84.

acceptent les sacrifices exigés, qu'après la guerre, lorsque le public ne voulait plus tolérer davantage les privations du temps de guerre¹¹¹ ».

L'éventualité d'une crise économique tourmente d'ailleurs plusieurs esprits, qui ne la mettent pas toujours clairement en relation avec l'inflation, surtout pendant la première moitié des Trente Glorieuses, ce qui s'explique probablement aussi par le souvenir de la Crise des années 1930. Au sortir du conflit mondial, Cyrille Vaillancourt exhorte donc à la prudence. Selon lui, « [o]n a beau dire et beau chanter la prospérité sur tous les tons, nous aurons une autre crise. Rappelons-nous les sept vaches grasses et les sept vaches maigres¹¹² ». Le fait que la crise suit inéluctablement la prospérité apparaît ainsi inscrit dans le ciel ou, plutôt, dans la bible. Dans la même veine, Louis Arneau estime dans une lettre ouverte aux « gérants et officiers » des CPD qu'« il nous faudrait être bien naïfs, insensés, ou...bien jeunes, pour ne pas croire que, l'un de ces quatre matins, nous rencontrerons, sur notre route, une forte dépression financière, une crise qui s'apparentera, de très près, à celle de 1929¹¹³ ». Cela dit, *Banque Canadienne Nationale* indique en 1947 qu'après la Seconde Guerre mondiale, les choses ne se sont pas passées de la même manière qu'après la Première Guerre mondiale, le Plan Marshall ayant fait en sorte que le Canada et les États-Unis n'ont traversé « aucun ralentissement sensible de l'économie¹¹⁴ ». Bref, le souvenir de l'inflation de l'après-Première Guerre mondiale et de la récession qui a suivi joue très certainement un rôle dans la construction de l'inflation en tant que fléau, même s'il n'est peut-être pas le seul facteur qui entre en ligne de compte.

Parmi les raisons qui peuvent expliquer que l'inflation soit perçue comme un problème et que l'anxiété à son sujet perdure, on pourrait aussi évoquer un certain manque de confiance envers les autorités gouvernementales. En effet, maints commentateurs expriment de vives doléances face aux méthodes de calcul de l'ICV, ce qui joue probablement un rôle dans leur révision par le BFS en 1952. D'ailleurs, pendant les Trente Glorieuses, les statistiques gouvernementales font régulièrement l'objet de critiques leur reprochant de ne pas refléter le

¹¹¹ Paul-Émile Charron, « L'inflation – sa signification, ses conséquences », *RD*, février 1960, p. 28.

¹¹² C. Vaillancourt, « Taux d'intérêt », *RD*, avril 1946, p. 63. Voir aussi, sur les prédictions d'une autre crise éventuelle : Raymond Lacasse, « « Coopératives, ventes à crédit, Caisses populaires », *RD*, octobre 1947, p. 8; « En marge de la situation économique », *RD*, octobre 1958, p. 146.

¹¹³ Louis Arneau, « Lettre ouverte », *RD*, janvier 1947, p. 8.

¹¹⁴ *BCN*, mai-juin 1947, s. p.

quotidien des ménages ou affirmant que les prix semblent monter davantage que ne l'indiquent les chiffres¹¹⁵.

Ainsi, en 1946, *Banque Canadienne Nationale* soutient que « l'indice officiel ne donne qu'une faible idée » du coût de la vie¹¹⁶. Sans aller jusqu'à dire que les statistiques sont fausses, R. Hachette qui écrit pour *Le Monde ouvrier* juge dans la même veine que le « coût de la vie [...] a augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables que veut bien nous l'indiquer la statistique fédérale¹¹⁷ ». Plus encore, sur un ton un peu sarcastique, il estime que

[l]e coût de la vie a augmenté plus que nous pouvons le réaliser, parce que nous ne sommes pas en mesure de connaître tous les facteurs qui entrent dans le coût de la vie. Sinon, il faudrait en conclure que nos épouses nous mentent et qu'elles entassent des réserves à même l'argent qu'on leur confie¹¹⁸.

En 1952, Paul Sauriol lui fait écho dans les pages de *La Famille* : sa critique des données sur lesquelles s'appuient les statistiques fédérales l'amène à affirmer qu'en dépit de ce que ces dernières laissent croire, dans les faits bien des familles ont vu l'inflation égaler, voire probablement surpasser, la hausse des salaires¹¹⁹.

Banque Canadienne Nationale qui remarque, en 1952, qu'« [o]n a surtout reproché [au BFS] de fonder son indice du coût de la vie sur le budget-type qui est loin de représenter le niveau de vie moyen du peuple canadien¹²⁰ » se porte toutefois à la défense de l'ICV. Elle le juge en effet « sans lien avec le niveau de vie » ou « le degré de bien-être du public », puisque son rôle « se borne à enregistrer, de mois en mois, les fluctuations des prix des objets de consommation générale ou d'usage courant, fluctuations qui sont déterminées par l'ensemble des manifestations de la vie économique¹²¹ ». Le remplacement, par le BFS, de l'ICV par l'IPC — dont le panier comporte plus de biens et qui pondère l'importance des articles dans le budget familial — est donc bien accueilli dans l'ensemble. Par exemple, l'auteur(e) de *Banque*

¹¹⁵ Cette critique est déjà présente avant l'entrée dans la période de prospérité relative puisque Graham Broad en observe la récurrence, surtout sous la plume des syndicats ou des socialistes, entre 1942 et 1945. Broad, *A Small Price to Pay...*, p. 206-209.

¹¹⁶ *BCN*, juillet-août 1946, s. p.

¹¹⁷ R. Hachette, « Que vaut le dollar ouvrier? », *MO/LW*, 9 février 1946, p. 1.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Paul Sauriol, « Aspect économique de la famille », *LF*, octobre 1952, p. 58-59.

¹²⁰ *BCN*, novembre 1952, s. p.

¹²¹ *Ibid.* D'autres auteurs jugent aussi utile de réitérer les limites de l'indice, notamment : Jos. Turmel, « Notes et commentaires », *RD*, avril 1948, p. 75; J.-C. McGee, « L'indice du coût de la vie », *RI*, juin 1948, p. 178.

Canadienne nationale perçoit en novembre 1952 une amélioration dans le nouvel indice des prix, bien qu'il soit « [e]ncore loin d'être impeccable, le Bureau fédéral de la statistique est le premier à le reconnaître¹²² ». Selon *Le Consommateur*, derrière ce changement dans les modalités de calcul se trouve la volonté de « démontrer que l'Indice des Prix à la Consommation ne mesure seulement que les variations de prix. Ainsi les variations des dépenses d'une famille causées par des goûts nouveaux ou l'achat de biens plus nombreux n'entrent pas en ligne de compte dans ce nouvel indice¹²³ ».

Même si le nouvel indice est assez bien reçu plus d'une décennie après son entrée en vigueur, les critiques ne disparaissent pas tout à fait. Ainsi, en 1965, *Le Consommateur* — qui juge que le BFS a récemment fait des efforts pour revoir ses méthodes de calculs — observe que « [o]ne of the criticisms leveled at the index is that it fails to take adequate account of changes in quality¹²⁴ ». Cinq ans plus tard, le journaliste canadien-anglais Frank Rasky note que l'IPC s'attire encore des reproches, « en grande partie, parce que bien des gens comprennent mal son objectif » qui ne réside pas dans l'évaluation du coût de la vie¹²⁵. Rasky souligne de plus que « [l]es économistes — comme les ménagères, d'ailleurs — ont tendance à reprocher à l'IPC de ne pas refléter fidèlement la répartition des dépenses lors de la hausse brutale de certains prix¹²⁶ ». Autrement dit, malgré les modifications que l'agence gouvernementale apporte à ses calculs, les statistiques sur les prix continuent d'être soit mal comprises, soit vues d'un œil suspicieux par les commentateurs et possiblement par la population.

Les discours n'étant évidemment pas désintéressés, on peut aussi supposer qu'insister sur l'inflation serve les desseins de certains commentateurs. Il se peut également qu'ils exagèrent la hausse des prix ou soient induits en erreur par des données dont nous ne disposons pas. En 1952, *Le Travail* évoque par exemple une hausse de 20 points de l'ICV, alors que nos chiffres laissent voir une hausse de 1,27 % à Montréal; de 1,76 % à Toronto et

¹²² *BCN*, novembre 1952, s. p.

¹²³ « Indice des prix à la consommation » *CC/LC*, mars-avril 1965, p. 120.

¹²⁴ « The Consumer Price Index », *CC/LC*, mars-avril 1965, p. 125.

¹²⁵ Frank Rasky, *SRD*, décembre 1970, p. 81. Adaptation d'un article de James Daniel.

¹²⁶ *Ibid.*

de 2,42 % dans l'ensemble du Canada de 1951 à 1952 (voir tableau I, p. 59)¹²⁷. Qui plus est, en se gardant bien de prêter des intentions aux syndicats, il est difficile de ne pas percevoir que l'inflation constitue un des arguments justifiant des augmentations de salaire. Ainsi, dès janvier 1946, *Le Travail* souligne « qu'aujourd'hui, en présence d'un indice du coût de la vie considérablement haussé, avant même qu'il soit question de réclamations pour améliorer la situation du travailleur, il faut que le salaire soit aussi nécessairement plus élevé¹²⁸ ».

Les caisses populaires insistent peut-être elles aussi sur la hausse des prix dans un but précis étant donné qu'elles estiment — avec raison, concédons-le, — que « [l']inflation détruit la valeur de l'épargne¹²⁹ ». Se remémorant un congrès international tenu par les CPD en 1957 « dans le but d'étudier l'inflation des prix, le crédit à la consommation, l'épargne et le budget familial », Cyrille Vaillancourt affirme, au milieu des années 1960, que l'augmentation du revenu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est assortie d'une stagnation, voire d'une tendance à la baisse, de l'épargne. Il dépeint cet état de fait en des termes catastrophiques, l'inflation « dévora[nt] » à son avis « les épargnes qui allaient en s'affaissant pendant que les dettes à la consommation, qui s'élevaient rapidement, conduisaient un nombre sans cesse croissant de familles à la faillite¹³⁰ ».

2.2.4 La réponse du gouvernement

Si l'analyse des mesures fiscales adoptées par les gouvernements, en premier lieu au niveau fédéral, pendant les Trente Glorieuses dépasse de loin les ambitions de cette thèse¹³¹, il va sans dire que l'État est un acteur dans les débats sur le coût de la vie. Sans prétention d'exhaustivité, quelques mots s'imposent donc sur la place des autorités gouvernementales

¹²⁷ « Paix-vie chère-immigration », *LT*, 28 mars 1952, p. 1. Il ne s'agit pas du seul exemple du genre que nous avons identifié. Voir : « Le coût de la vie inflige un rude coup aux consommateurs », *MO/LW*, août 1951, p. 4; C. Vaillancourt, « L'inflation, c'est l'affaire de tout le monde, alors ce n'est l'affaire de personne », *RD*, décembre 1958, p. 183.

¹²⁸ André Roy, « Le juste salaire », *LT*, janvier 1946, p. 3.

¹²⁹ André Morin, « À propos d'indices des prix », *RD*, août-septembre 1957, p. 159. Voir aussi, entre autres, Paul-Emile Charron, « L'inflation et l'épargne », *RD*, août-septembre 1957, p. 155-156.

¹³⁰ Cyrille Vaillancourt, « Les comportements économiques de la famille salariée du Québec », *RD*, avril 1965, p. 63.

¹³¹ Elles ont d'ailleurs déjà été étudiées par Yves Tremblay qui s'est penché sur la période 1939-1951. Tremblay, « La consommation bridée... », p. 569-607.

dans toutes ces références discursives à la hausse des prix. Comme l'indique Yves Tremblay, les restrictions de la consommation (le contrôle des prix et le rationnement) par le gouvernement, selon lui assez sévères, entre 1942 et 1947¹³², s'adoucissent à partir de 1946 avant de disparaître progressivement¹³³. Aux yeux de cet historien, les consommateurs canadiens — et encore davantage québécois — deviennent de plus en plus réfractaires aux mesures restrictives, ce qui transparait dans les sources que nous avons étudiées et dont est consciente la Commission des prix et du commerce en temps de guerre¹³⁴. En fait, tel que le souligne Magda Fahrni, l'immédiat après-guerre est le théâtre d'une tension entre les partisans du maintien de l'interventionnisme accru du fédéral en temps de paix et les tenants de son abandon puisque leur raison d'être initiale — la guerre — est disparue¹³⁵. Les syndicats, comme l'a observé Fahrni, outre leurs protestations contre l'inflation, s'opposent ainsi à la levée du contrôle des prix par le gouvernement fédéral à la fin des années 1940¹³⁶. D'après elle, ces prises de position s'expliquent par « Quebec unions' conviction that Ottawa did not understand French-Canadian experiences: low wages, meagre budgets, and families that were sometimes larger than the English-Canadian norm¹³⁷ ».

Les ménagères canadiennes, mobilisées sur le « front domestique » pour lutter contre la hausse des prix pendant la guerre, continuent également d'être actives une fois le conflit terminé, comme en fait foi l'historiographie. Les actions et le militantisme de plusieurs groupes, en premier lieu les femmes, contribuent en fait à l'ubiquité des inquiétudes sur l'inflation et à inscrire la question des dépenses des ménages, un enjeu relevant de prime abord du privé, dans l'espace public. Fahrni, qui examine le boycottage par les Montréalaises des épiciers et des bouchers en 1947-1948 ainsi que la lutte des femmes pour la levée de l'interdiction de la margarine à la fin des années 1940, soutient en fait que la citoyenneté

¹³² Graham Broad dit toutefois le contraire : selon lui, la consommation n'aurait pas été si « bridée » au Canada pendant la guerre. Broad, *A Small Price to Pay...*

¹³³ Tremblay, « La consommation bridée... », p. 571, 605.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 571, 600-606. Voir par exemple : Mary-Etta Macpherson, « A Little While Longer », *CH-FR*, septembre 1945, p. 80.

¹³⁵ Fahrni, *Household Politics...*, p. 112.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 115. Voir entre autres : « Les unions internationales sont en faveur du contrôle des prix », *MO/LW*, 30 mars 1946), p. 5; « La C.T.C.C. veut le maintien du contrôle des prix », *LT*, janvier 1947, p. 9; « Il faut enrayer la hausse des prix; Sages recommandations », *LT*, avril 1948, p. 3; Percy R. Bengough et J. W. Buckley, « Trades and Labor Congress of Canada Asks Re-establishment of Price Control Board », *MO/LW*, décembre 1948, p. 12; « Tous ensemble dans la lutte à l'avalanche du coût de la vie », *MO/LW*, décembre 1950, p. 1.

¹³⁷ Fahrni, *Household Politics...*, p. 115.

réclamée par les Montréalaises de l'après-guerre en leur qualité de mère et d'épouse est genrée et porte l'empreinte du conflit mondial qui a modifié leur rapport à l'État dans la mesure où elles se jugent désormais en droit de lui adresser des demandes¹³⁸. En ce qui concerne le Canada anglais, Julie Guard a elle aussi observé les « well-publicized campaigns protesting government inaction and calling for the reimposition of price and rent controls¹³⁹ » menées par la Housewives Consumers' Association entre 1947 et 1950 et qui trouvent écho auprès d'un large pan de la population et d'associations au pays. Cela dit, le fait qu'en 1947, 62 % des femmes membres du Consumer Council de *Chatelaine* affirment être opposées aux boycottages prouve qu'il n'y a pas unanimité en la matière¹⁴⁰. Malgré tout, il faut mentionner que mises à part celles étudiées par Fahrni et Guard, d'autres campagnes de lutte contre la hausse des prix figurent dans les discours que nous analysons ici, notamment le boycottage des supermarchés par les ménagères auxquelles se joignent, selon le jésuite Émile Bouvier, l'ACC, la Fédération des consommatrices du Québec, l'Union catholique des cultivateurs, la CSN et la FTQ au milieu des années 1960¹⁴¹.

On doit donc constater que les appels au maintien d'une réglementation gouvernementale des prix fusent non seulement pendant la période de la reconstruction, mais également au cours de la majeure partie des Trente Glorieuses. Particulièrement véhéments au début de la période, ils persistent sous diverses formes jusqu'aux années 1960, phénomène qui n'est probablement pas sans lien avec les inquiétudes que génère l'inflation. Ainsi, en 1951, la CTCC demande au gouvernement provincial de « prendre sans délai à son compte la régie des loyers¹⁴² », qu'Ottawa vient d'abolir, ce qu'elle obtient, la régie provinciale nouvellement créée semblant d'ailleurs « plus efficace que celle qui l'a précédée¹⁴³ ».

¹³⁸ Fahrni, *Household Politics...*, p. 109-110, 116-119.

¹³⁹ Julie Guard, « Women Worth Watching. Radical Housewives in Cold War Canada » dans Gary Kinsman *et al.*, dir. *Whose National Security? Canadian State Surveillance and the Creation of Enemies*. Toronto, Between the Lines, 2000, p. 73.

¹⁴⁰ « What About Buyers' Strikes? », *CH-FR*, octobre 1947, p. 45.

¹⁴¹ Émile Bouvier, « Le boycottage des marchés », *RI*, décembre 1966, p. 331.

¹⁴² « Mémoire annuel de la C.T.C.C. », *LT*, 12 janvier 1951, p. 4.

¹⁴³ Réginald Boisvert, « Nécessité de la régie », *MO/LW*, octobre 1952, p. 4. À noter que cette régie n'est pas permanente lors de sa création. « La Régie des loyers : la FTQ : le gouvernement provincial se doit de protéger les locataires », *MO/LW*, janvier 1961, s. p.

Au début des années 1950, les syndicats du Québec entament une « campagne du contrôle des prix et des loyers¹⁴⁴ » tandis qu'Émile Bouvier suggère un « contrôle sélectif des prix¹⁴⁵ ». En 1954, alors que l'IPC ne grimpe même pas d'un point à Montréal et dans l'ensemble du Canada, la CTCC indique qu'elle sollicite depuis 1948 l'instauration par le gouvernement de tribunaux d'arbitrage des prix¹⁴⁶. À la fin de la décennie et au début des années 1960, elle plaide toujours pour leur mise en place, manifestement en vain¹⁴⁷. En 1966, c'est au tour d'Émile Bouvier d'y aller de propositions et de dénoncer l'inaction gouvernementale en soulignant que « [s]i le boycottage des supermarchés organisé par les ménagères obligeait un gouvernement à établir une politique de freinage des prix, ce geste n'aurait pas été vain¹⁴⁸ ». Du côté des CPD, c'est plutôt à un contrôle de l'accès au crédit que le gouvernement doit s'affairer puisque les mesures « visant à contrôler ou contenir l'inflation : hausse du taux d'escompte bancaire, contrôle des prêts, régularisation des investissements, etc. » risquent de s'avérer, « bien que nécessaires, insuffisantes¹⁴⁹ ».

L'État est manifestement conscient de la hausse des prix, ne serait-ce que parce que ce sont ses organismes qui produisent les statistiques à cet effet. Il est ardu, aussi, de ne pas percevoir dans le remplacement de l'ICV par l'IPC une réaction à l'inflation ou à la pression qui se fait sentir dans les discours. Dans la même veine, bien que les derniers contrôles disparaissent en 1951, la mise sur pied de commissions d'enquête relatives au coût de la vie, en 1948¹⁵⁰, 1957¹⁵¹ et 1969¹⁵² ainsi que d'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des

¹⁴⁴ Fernand Jolicoeur, « La campagne est commencée », *LT*, 12 janvier 1951, p. 1. En 1955, c'est la hausse annoncée des billets de tramway à Montréal qui suscite l'ire des syndicats. « Montréal – Cartel ouvrier contre la hausse des billets », *LT*, 18 novembre 1955, p. 1, 7; « La hausse des billets ne règle pas le problème », *LT*, 25 novembre 1955, p. 1; « Des subsides directs ou indirects pour empêcher la hausse des billets », *LT*, 25 novembre 1955, p. 3, 7; « Le CMTC continue toujours sa lutte contre la hausse des billets de tramway », *MO/LW*, novembre 1955, p. 3; « Québec n'empêchera pas la hausse des billets de tramway », *LT*, 2 décembre 1955, p. 1, 7.

¹⁴⁵ Émile Bouvier, « Faut-il un contrôle des prix? », *RL*, mai 1951, p. 95.

¹⁴⁶ « Les salaires dans le coût d'une maison », *LT*, 27 août 1954, p. 4.

¹⁴⁷ Par exemple : « L'arbitrage des prix reprend la vedette », *LT*, 22 février 1957, p. 3; « Les revendications de la CTCC – The Demands of the CCCL », *LT*, 30 mai 1957, p. 3; « Lors des élections fédérales Votez pour – In the Coming Federal Elections Vote For », *LT*, 28 mars 1958, p. 5; « Une idée qui fait du chemin : l'arbitrage des prix », *LT*, 3 avril 1959, p. 6; « We Need Price Arbitration », *LT*, août 1961, p. 7. La CTCC revient à la charge en 1968 : « Ce que les ministres fédéraux ont entendu. La situation des travailleurs canadiens s'est gravement détériorée en 1967 », *LT*, mars 1968, p. 5. Il y a aussi un discours opposé au contrôle des prix, mais il est moins omniprésent dans les sources que nous avons consultées. Par exemple : *BCN*, septembre-octobre 1948, s. p.

¹⁴⁸ Émile Bouvier, « Le boycottage des marchés », *RL*, décembre 1966, p. 333.

¹⁴⁹ « Paul-Émile Charron, « Vaut mieux prévenir que guérir », *RD*, octobre 1956, p. 147.

¹⁵⁰ La Commission royale d'enquête sur les prix (présidée par Clifford Austin Curtis) dépose son rapport en 1949.

communes en 1966¹⁵³ révèle, outre une volonté de prendre le pouls de l'opinion publique, un désir du gouvernement de répondre aux demandes de mesures anti-inflation, à moins qu'il ait simplement cherché à les faire taire. Quoi qu'il en soit, ces initiatives mettent en lumière l'omniprésence des inquiétudes au sujet de l'inflation pendant les Trente Glorieuses alors que, fait plutôt remarquable, cet enjeu est l'objet d'une commission d'enquête par décennie pendant cette période ainsi que d'un Livre blanc en 1968¹⁵⁴.

Il est également intéressant de noter que dans le Livre blanc, le gouvernement dit aspirer à une stabilité non pas absolue, mais bien « raisonnable » des prix, ce que l'on peut interpréter comme une réponse à ceux, notamment les syndicats, exigeant leur contrôle. Selon ce rapport, il faut en effet, « éviter de faire naître des espoirs peu réalistes quant aux incidences de toute politique touchant la restriction des prix » puisque « [d]ans un pays démocratique, nulle institution ne peut assurer la stabilisation des prix¹⁵⁵ » à elle-seule. Non sans rappeler le ton alarmiste des syndicats et des institutions financières, le Livre blanc affirme toutefois qu'« [e]n plus des perturbations qu'elle exerce sur l'ensemble de l'économie, l'inflation entraîne de graves injustices¹⁵⁶ » et « menace gravement notre aptitude à financer l'expansion économique du pays ». Ceci dit, le rapport relève la faiblesse de l'inflation entre 1952 et 1965 : il la juge plus importante seulement depuis cette date¹⁵⁷.

Conclusion

Au final, les discours, en commençant par ceux émanant des milieux bancaires, reflètent une conscience croissante de vivre une « période de prospérité » à partir des années 1950. Une certaine ambivalence caractérise toutefois l'ensemble de la décennie, des inquiétudes persistantes tenaillant manifestement les commentateurs. À cet égard, l'inflation

¹⁵¹ La Commission royale d'enquête sur les écarts des prix des denrées alimentaires (présidée par Andrew Stewart) dépose son rapport en 1960.

¹⁵² La Commission des prix et des revenus (présidée par John H. Young) dépose son rapport en 1972.

¹⁵³ Le comité, présidé par David A. Croll en collaboration avec Ron Basford, dépose son rapport en 1967.

¹⁵⁴ Gouvernement du Canada, *Politiques pour la stabilisation des prix*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, 36 pages.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 27-28.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 8.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 13-15.

fait figure d'exemple particulièrement frappant étant donné que les données statistiques ne justifient pas qu'elle tienne lieu de préoccupation aussi majeure qu'elle ne l'est. À en croire certains commentateurs, l'économie se porte plutôt mal et le Canada semble souvent au bord du gouffre, ce qui peut difficilement faire autrement que de tempérer l'optimisme que l'amélioration du confort matériel et la santé de l'économie sont susceptibles de générer. En somme, ce portrait des discours sur l'état de l'économie fait ressortir la présence d'une certaine anxiété chez les experts, voire dans la population en général, en dépit de la situation économique très favorable dans laquelle ils se meuvent. Ces angoisses pèsent peut-être d'autant plus lourd dans la balance que, pour reprendre les mots de Tremblay et Fortin, « [d]'après la psychologie sociale, ce qui détermine le comportement d'un individu, ce ne sont pas tellement les caractéristiques objectives de la situation, mais plutôt la façon dont l'individu perçoit et définit cette situation¹⁵⁸ ». L'anxiété dont font état les discours, même si elle n'apparaît pas justifiée en rétrospective, jouerait donc un rôle considérable dans la façon dont les commentateurs et, dans une certaine mesure, les contemporains appréhendent leur contexte économique. L'état de l'économie est cependant loin d'être le seul sujet à faire couler de l'encre dans le Québec des Trente Glorieuses. D'autres aspects de la prospérité et des bouleversements qu'elle entraîne dans son sillage défraient en effet la chronique comme nous le verrons dans la section suivante.

¹⁵⁸ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 163.

Partie II

L'entrée dans la consommation de masse et ses répercussions sur les modes de vie : discours et critiques

Chapitre 3

« On voit jamais pleurer personne sur le comptoir des magasins¹ » : le bien-être par la consommation

Les retombées de la prospérité et de l'entrée dans la société de consommation ne se limitent pas aux variations et aux perceptions des prix et des indicateurs économiques comme le chômage et les salaires. De manière beaucoup plus diffuse, mais peut-être aussi beaucoup plus durable et structurelle, ces phénomènes se répercutent sur la culture et sur les valeurs des contemporains des Trente Glorieuses. Dans une analyse de la transformation du Québec de 1969 à 2004, le sociologue Simon Langlois observe en ce sens que « l'omniprésence de l'automobile [...] implique que les genres de vie sont de plus en plus marqués par la mobilité », que la consommation d'objets se trouve « liée de près à la montée de l'individu comme référence privilégiée » et que « la société de consommation accorde [...] une grande place au confort et au bien-être matériel² ». Ces remarques ont beau prendre des allures de truisme à l'heure de la surconsommation du XXI^e siècle, il n'en va pas de même pour les commentateurs des Trente Glorieuses, d'où la légitimité de se demander dans quelle mesure ils et elles prennent le pouls de ces transformations. À partir de quand se rendent-ils compte qu'elles ont lieu et qu'elles engendrent une modification des valeurs et des priorités des ménages? De quel œil voient-ils tous ces changements?

Comme nous le montrerons, les modifications du rapport à l'argent et aux biens matériels que l'entrée dans la consommation de masse entraîne dans son sillage font couler beaucoup d'encre dès la fin du second conflit mondial bien que les commentaires se transforment au fil du temps. Sans nécessairement l'exprimer ainsi, c'est en fait la participation croissante à la société de consommation que les discours décrivent en se faisant parfois compréhensifs, moralisateurs ou dénonciateurs. Les évocations explicites des transformations du rapport à l'argent et à la consommation sont toutefois peu nombreuses, ce

¹ Strophe de la chanson *La ville depuis*, paroles de Clémence Desrochers, musique de Pierre Brault, ca1966.

² Simon Langlois, « Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle », *Les cahiers des dix*, 62 (2008), p. 230-231.

qui n'est pas étonnant compte tenu du caractère graduel de ce processus. Qui plus est, les discours sur la consommation sont diffus, d'où la difficulté de les cerner avec précision. Même les références à la *good life*, si prégnantes et associées dans l'imaginaire collectif aux années 1950 au Canada anglais et aux États-Unis, n'abondent guère³.

Ces difficultés ne signifient toutefois pas qu'il est impossible d'analyser les réactions — favorables ou non — que la société de consommation suscite sous la plume d'experts dont les discours circulent au Québec, ce que nous proposons de faire dans les deux prochains chapitres. Dans les pages qui suivent, nous évoquerons brièvement l'engouement pour la consommation avant de nous tourner vers des discours qui, en l'associant à la démocratie et au progrès, deux enjeux particulièrement importants pendant les années d'après-guerre, dotent la consommation d'une connotation positive. Nous nous pencherons ensuite sur les discours plus ambivalents qui légitiment — ou non — certaines formes de consommation par l'entremise de leur assimilation aux besoins ou au superflu. Au chapitre suivant, nous tournerons notre attention vers les commentateurs qui, souvent loin de faire dans la nuance, s'opposent à la société de consommation pour des raisons idéologiques.

3.1 Désir de participation à la consommation

Au Québec comme au Canada, peu d'experts se montrent explicites quant aux aspects positifs de la consommation de masse ou au désir populaire d'y participer, probablement parce qu'il s'agit là d'une évidence à leurs yeux. En effet, étant donné la manière extrêmement positive dont celle-ci est présentée dans les réclames publicitaires, il est difficile d'imaginer pourquoi les individus refuseraient de prendre part à une société de consommation qui leur fait miroiter une hausse de leur niveau de vie, une augmentation de leur confort matériel, bref une existence plus agréable. Consommer engendre une augmentation du confort, ce qui ne se refuse pas, à première vue du moins, et va probablement de soi pour bien des experts. En somme, toute exploration des prises de position sur ce phénomène se doit de garder en tête qu'il y a indubitablement un désir populaire de participer à cette nouvelle société de

³ Cet idéal est toutefois mentionné à l'occasion. Par exemple : Mildred Istone, « Good Life on \$6,500 a Year », *CH-EN*, janvier 1968, p. 35, 58-59; « The Good Apartment Life », *CH-EN*, novembre 1964, p. 40.

consommation qui promet aux gens de leur faciliter la vie, promesse qu'elle tient à plusieurs égards. En effet, rares sont probablement les ménagères qui s'ennuient de leur glacière ou de leur « moulin à tordeur » une fois qu'un réfrigérateur ou une lessiveuse automatique entre dans leur foyer, même si la hausse des standards d'hygiène a peut-être miné les gains de temps et d'énergie qu'elles en retirent⁴. En d'autres termes, bien qu'on puisse lui reprocher de manipuler les consommateurs en assimilant les achats à un bonheur accru et même de les aliéner, la consommation de masse ne fait pas que ça.

Dans les discours véhiculés dans les publications en circulation au Québec, les indices attestant d'une adhésion à la consommation de masse en tant que telle s'avèrent en conséquence plutôt difficiles à déceler. Quelques observateurs, loin d'être légion, évoquent néanmoins ce désir des masses d'être incluses dans la société de consommation dès la fin de la guerre. En 1945, un dénommé R. Hachette affirme par exemple dans les pages du *Monde ouvrier* que « [c]e que les Canadiens veulent, c'est un emploi qui leur permette de vivre convenablement dans une aisance relative⁵ », mais il demeure difficile de savoir si cette « aisance relative » à laquelle les masses aspirent selon lui s'incarne dans une plus grande consommation domestique. Il en va de même des propos de John Rutherford Heron qui prétend résumer les « ambitions matérielles » des hommes canadiens dans les pages du bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada en 1956 :

Nous désirons nous procurer assez d'argent pour subvenir à nos besoins actuels et nous accorder un certain confort; nous désirons mettre assez d'argent de côté pour pourvoir à ces besoins et nous accorder ce confort quand nous serons vieux ou incapables de travailler; nous désirons laisser assez d'argent à notre famille pour qu'elle soit à l'aise après notre mort⁶.

En d'autres termes, il n'est pas clair s'il est ici question de consommation de masse, qui serait synonyme de consommation effrénée, par opposition à une consommation dite plus « raisonnable », peut-être parce que, comme l'a démontré le chapitre 1, le phénomène n'en est alors qu'à ses balbutiements au Québec comme au Canada.

⁴ À ce sujet, voir : Ruth Schwartz Cowan, *More Work for Mother. The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*, New York, Basic Books, 1983, 257 pages.

⁵ R. Hachette, « Considérations sur l'après-guerre », *MO/LW*, 23 juin 1945, p. 1.

⁶ « L'importance de l'assurance-vie », *BRC-BM*, juin 1956, p. 1.

Il ne fait toutefois pas de doute que c'est bien de cette volonté de participer à la société d'abondance dont il s'agit sous la plume des quelques commentateurs issus du milieu ouvrier qui, dès le début des années 1950, évoquent, pour la déplorer, la position dans laquelle elle place les classes populaires. Par exemple, dans une mise en garde contre la « [t]entation de dépenser plus que nos moyens » qu'engendre le crédit à la consommation, Bernadette St-Onge, militante de la LOC⁷, souligne que :

Nos besoins sont nombreux, nos revenus très modestes. Pourtant comme les riches nous avons des yeux pour voir les belles choses que nous offrent la mode et le progrès...nous avons des oreilles pour entendre, à la journée longue, les sollicitations du commerce qui vante sa marchandise et offre des facilités de paiement...nous aimons les bonnes et belles choses...⁸

L'équipe de la *Gazette de Multi-media*, une publication du ministère de l'Éducation, est toujours de cet avis une vingtaine d'années plus tard, indiquant dans son rapport que les petits salariés « [s]ans avoir, sans savoir, sans pouvoir, [...] partagent les besoins et les aspirations des classes moyennes⁹ ». Plus étoffée, l'enquête de Marc-Adélar Tremblay et de Gérald Fortin sur les pratiques des ménages québécois francophones salariés fait état d'une détermination populaire à participer à la consommation de masse en mettant notamment en relief une famille québécoise francophone type

fortement influencée par la culture de masse (publicité commerciale, organes d'information) dans l'élaboration de ses besoins et de ses aspirations. Toutes les familles s'orientent dans leurs *patterns* de consommation en fonction d'un ensemble de biens et de services qu'elles jugent non seulement comme des nécessités, mais aussi comme des droits. Les groupes de référence sont de plus en plus puissants dans les contraintes qu'ils imposent aux individus et aux familles et les normes de consommation s'élèvent continuellement¹⁰.

C'est donc dire que dans les écrits que nous avons étudiés, peu de commentateurs attestent de cette volonté populaire de prendre part à la consommation de masse, ce qui ne signifie pas que les publications en circulation au Québec et au Canada sont exemptes

⁷ Elle est secrétaire générale de la LOC féminine lors de sa première « session intensive » en 1942, responsable du dossier du budget familial et membre du Comité national de la LOC entre 1944 et 1950. Marilyn Brisebois, « *C'est d'abord aux mamans à surveiller les dépenses de la maison* ». *La ligue ouvrière catholique et la consommation quotidienne au Québec, 1939-1954*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, 2011, p. 48.

⁸ Bernadette St-Onge, « Payons comptant, c'est payant », *MO*, 1952, p. 94.

⁹ « Qui est le petit salarié? », *La gazette de Multi-media*, 21 octobre-3 novembre 1974, p. 4.

¹⁰ Marc-Adélar Tremblay, « L'éclatement des cadres familiaux traditionnels au Canada français », *RL*, mai 1966, p. 132.

d'apologies de la société de consommation. Qui plus est, même si les sources que nous avons choisies ne nous permettent pas d'en rendre compte, la publicité qui peuple les pages de la plupart des publications est sans doute la plus ardente promotrice des valeurs consuméristes¹¹.

3.2 L'association de la consommation à la démocratie et au progrès

Aux États-Unis et peut-être dans une moindre mesure au Canada anglais, l'atmosphère anxieuse de la guerre froide engendre un discours pro-société de consommation qui résonne assez fort dans le paysage discursif d'après-guerre, du moins selon l'historiographie. Le raisonnement qu'il véhicule, comme l'indique l'historienne canadienne-anglaise Bettina Liverant, établit une adéquation entre la consommation, la démocratie, le progrès et la civilisation occidentale :

In the aftermath of World War II, capitalism's boosters regarded material plenty and widespread ownership of goods as a means to strengthen democracy. Modernization theorists promoted a model of linear progress. Western lifestyles and western values of individualism, democracy, and capitalism were the ends towards which all societies were trending¹².

Autrement dit, l'immédiat après-guerre est le théâtre de la « celebration of democratic affluence as a basis for American superiority¹³ ». L'exemple le plus notoire de cette imbrication croissante de la consommation et de la défense de la démocratie dans le contexte politique mondial est sans doute le « kitchen debate », surnom donné à un échange télévisé houleux entre le vice-président américain Richard Nixon et le premier ministre soviétique Nikita Khrouchtchev lors de l'Exposition nationale américaine à Moscou en 1959¹⁴. Dans le cadre de cet événement, où les Américains mettent en scène « a consumer goods

¹¹ Rares sont néanmoins les commentateurs qui reprennent par écrit un message qui s'apparente à — et endosse — celui que véhiculent les réclames publicitaires. Un article de Doris McCubbin (Anderson), future rédactrice en chef de *Chatelaine* est l'exception qui confirme la règle en établissant un lien direct entre le raffinement des Montréalaises et leur consommation. Doris McCubbin, « The Women of Montreal », *CH-EN*, novembre 1954, p. 11.

¹² Bettina Liverant, « Negotiating Narratives. Recent Approaches in Consumer Studies », *Labour / Le Travail*, 71 (printemps 2013), p. 217-218. À ce sujet, voir aussi : Daniel Horowitz, *The Anxieties of Affluence. Critiques of American Consumer Culture, 1939-1979*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2004, p. 7.

¹³ Horowitz, *The Anxieties of Affluence...*, p. 7.

¹⁴ À ce sujet, voir : Greg Castillo, *Cold War on the Home Front. The Soft Power of Midcentury Design*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2010, introduction et chapitre 6.

extravaganza », les hommes politiques s'affrontent à savoir lequel, du régime capitaliste ou communiste, offre à ses citoyens le meilleur niveau de vie¹⁵.

Sous une forme peut-être plus édulcorée, l'amalgame consommation-démocratie est présent au Canada anglais comme en font foi les travaux d'historiens qui ont étudié le rôle de rempart associé à la domesticité dans le cadre de cette rhétorique. Dans le sillage des travaux de sa collègue américaine Elaine Tyler May, le Canadien anglais Doug Owrarn insère ainsi la consommation dans l'idéal du foyer assimilé à un refuge où les familles nucléaires fonctionnant selon le modèle ménagère-pourvoyeur, mais dépourvues d'autoritarisme, vivent dans une sécurité, un bonheur et une abondance garants de stabilité et de démocratie au Canada anglais (ou plutôt dans l'Ontario suburbain) pendant l'après-guerre¹⁶. J.-M. Leduc qui écrit pour *La Revue Desjardins* lui donne dans une certaine mesure raison quand, en 1950, il soutient que :

L'accès à la propriété est une ambition normale de l'homme, surtout de l'homme marié. Ce dernier cherche la sécurité et la stabilité, éléments que lui procure la propriété. La propriété lie l'individu à un régime établi et hâte son indépendance financière. Aussi est-elle une arme efficace contre les doctrines subversives¹⁷.

Dans la même veine, en 1955, John Rutherford Heron assimile l'acquisition d'une propriété à la construction d'« un abri sûr où notre famille trouvera la paix au milieu du tumulte international¹⁸ », une phrase que reprenaient déjà les politiciens au début des années 1950, du moins à en croire *Relations*¹⁹. Plus spécifiquement, tel que l'indique l'historienne Veronica Strong-Boag, la valorisation de la consommation au sein de la famille nucléaire s'inscrit dans le cadre de la menace posée par la guerre froide et de la guerre de Corée, les Canadiens anglais cherchant à démontrer le bien-fondé du capitalisme — et de la démocratie — qui consoliderait la vie familiale²⁰. Selon elle, en effet,

¹⁵ Castillo, *Cold War on the Home Front...*, p. ix.

¹⁶ Elaine Tyler May, *Homeward Bound. American Families in the Cold War Era*, New York, Basic Books, 2008 [1988], p. 1-18, 153-159; Doug Owrarn, *Born at the Right Time. A History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 4-13, 22-23, 31-83.

¹⁷ J.-M. Leduc, « Quels sont les moyens de développer l'épargne dans notre monde moderne? », *RD*, août-septembre 1950, p. 163.

¹⁸ « La construction de votre maison », *BRC-BM*, octobre 1955, p. 1.

¹⁹ « Familles, unissez-vous! », *RL*, novembre 1950, p. 315.

²⁰ Veronica Strong-Boag, « Home Dreams. Women and the Suburban Experiment in Canada, 1945-1960 », *Canadian Historical Review*, 72, 4 (décembre 1991), p. 474.

Stable families, fulltime mothers, and the benefits they produced in sound citizenship were to provide the first defence against the “Red Menace” [...]. Suburban housewives at home in ever larger houses epitomized the promise that property would guarantee both individual happiness and the final triumph over communism²¹.

Dans les discours canadiens et québécois on trouve quelques rares exemples de cette sorte d’association; ainsi, John Rutherford Heron, affirme en 1946 que, contrairement aux « pays agresseurs » de la Seconde Guerre mondiale qui ont asservi l’industrie aux demandes militaires,

Les pays démocratiques, d’un autre côté, jugent le succès par le niveau d’existence de leurs sujets. Le système économique qui fournit le plus de nourriture et de vêtements, les meilleures maisons, et les plus grandes chances de confort, est excellent du point de vue démocratique²².

De manière générale, toutefois, cette composante du discours liant consommation et démocratie fait trop peu d’apparitions dans les sources que nous avons étudiées pour affirmer qu’elle caractérise le Québec d’après-guerre.

Sans pouvoir, elle non plus, prétendre constituer un discours « dominant » au Québec, la construction de la consommation de masse en tant que progrès, un type de raisonnement « importé » au nord du 49^e parallèle par les chantes du capitalisme, fait quelques apparitions dans les publications en circulation. En effet, pendant les années d’après-guerre, ce lien entre la prospérité et le progrès d’une société circule au Québec par le biais des écrits de commentateurs américains reproduits dans les éditions françaises et anglaises du *Reader’s Digest* ainsi que dans les publications des institutions financières canadiennes. Par exemple, en 1957, *The Reader’s Digest* résume une brochure publiée par The American Economic Foundation qui juge que la principale cause de l’impopularité des « Socialists and Communists » auprès de l’électorat américain réside dans le fait que « the “fair” distribution of income which Karl Marx demanded for the people through the confiscation of private property has already been given to the American people by the private property system²³ ». Le même « optimisme » se trouve dans la version française de la revue. Le juriste et ancien haut

²¹ Strong-Boag, « Home Dreams... », p. 474.

²² « Niveaux d’existence », *BRC*, janvier 1946, s. p.

²³ Fred G. Clark et Richard Stanton Rimanoczy, « What Marxism Promises, Capitalism Delivers », *TRD*, mars 1957, p. 176. En italique dans le texte.

fonctionnaire américain Arthur Larson y affirme que « prospérité et progrès favorisent le succès de nos conceptions [libérales de l'économie] et font obstacle au développement du communisme²⁴ »; de son côté, l'écrivain et journaliste (aussi américain) Paul Gallico parle de « révolution par la prospérité », d'érosion, voire de quasi-disparition, des différences de classe, de « démocratie de l'abondance²⁵ ».

Les commentateurs canadiens écrivant pour des institutions financières se montrent moins explicites bien qu'ils se font tout autant les apôtres du capitalisme. Ils sont plus subtils dans la mesure où c'est la hausse du « niveau d'existence », du confort ou du pouvoir d'achat qu'ils assimilent à un progrès et qu'ils insèrent dans une vision plutôt linéaire de l'histoire. Prise littéralement, l'expression « hausse » ou « augmentation » du niveau de vie renvoie d'ailleurs à cette progression en évoquant l'image d'une ascension, tout comme l'« amélioration » de la consommation ou du niveau de vie au fil du temps qu'évoquent certains auteurs²⁶.

Adhérant à l'idée selon laquelle « [e]n général, le passé est clair et l'avenir est brillant », John Rutherford Heron incite ainsi à ne « pas oublier que chaque amélioration dans le niveau d'existence de la famille la plus humble contribue à l'amélioration générale²⁷ ». Cette assimilation de l'aisance des ménages au progrès de la nation cadre tout à fait avec l'idée selon laquelle, dans les mots de Paul Martin, ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être, « [l]e principal but de toute société est de produire en si grande quantité que tous ceux qui désirent et peuvent travailler puissent gagner confortablement leur vie et celle de leur famille²⁸ ». Dans la même veine, l'auteur du *Bulletin mensuel* de la Banque Canadienne Nationale a beau froncer les sourcils devant la demande pour maints biens de consommation qui excède « les présents moyens de production », il estime néanmoins que « [s]ans doute faut-il se réjouir [du] progrès » qui en est la source, c'est-à-dire la démocratisation croissante « [d]es objets de luxe ou de demi-luxe réservés jusque-là à des privilégiés²⁹ ». C'est donc en

²⁴ Arthur Larson, « Le monde découvre la valeur d'une économie libre », *SRD*, octobre 1959, p. 256, Condensé du livre *What We Are For* (1959).

²⁵ Paul Gallico, « Révolution par la prospérité », *SRD*, mars 1956, p. 168-172.

²⁶ Par exemple : « Réflexions sur le progrès technique », *BCN*, juillet-août 1964, p. 3.

²⁷ « Niveaux d'existence », *BRC*, janvier 1946, s. p.

²⁸ Propos rapportés par Heron dans « La vie au Canada », *BRC-BM*, septembre 1950, s. p.

²⁹ *BCN*, mars-avril 1951, s. p.

partie parce qu'elle est construite comme contribuant au bien-être de la nation que la consommation des ménages est assimilée à une forme de progrès.

En adoptant un autre point de vue, certains discours présentent la hausse du niveau de vie permettant de « satisfaire à des besoins beaucoup moins impérieux que l'alimentation et infiniment plus enrichissants sur le plan humain, tels que le théâtre, la musique et les voyages³⁰ », comme une conséquence du progrès technique. Il va sans dire que les commentateurs qui tiennent ce genre de propos présentent le progrès par la consommation comme unilatéralement désirable et bénéfique³¹. Les discours québécois (exception faite, dans une certaine mesure, de la Banque Canadienne Nationale) sont cependant moins prompts à établir une association entièrement positive entre la consommation domestique et le progrès. Si l'évocation des innovations en matière de technologie domestique qui « allège[nt] le fardeau de la ménagère³² » en lui permettant d'épargner temps et énergie³³ se trouve dans les sources que nous avons dépouillées, de tels propos sont inmanquablement suivis de bémols; c'est ainsi que dans la foulée, les auteurs condamnent les exhortations de la publicité à perdre de vue « ses ressources disponibles »³⁴ ou encore la tendance de « la majorité des gens » à ne pas faire passer les appareils domestiques avant d'autres dépenses, plus tape-à-l'œil et représentant une « valeur moindre », comme des tapis « mur à mur »³⁵.

Un autre des aspects de l'amalgame entre la société de consommation, la démocratie et le progrès se trouve dans une poignée de discours en circulation au Québec et au Canada qui associent la consommation — et les consommateurs — au moteur de l'économie nationale. Certes, on ne trouve pas, dans le Québec d'après-guerre, d'équivalent d'un George Katona ou d'un Ernest Dichter, deux intellectuels ayant immigré aux États-Unis, qui voient dans les consommateurs « the force that provide[s] the economy and society with prosperity and stability³⁶ », mais, manifestement, ce type de raisonnement traverse tout de même la frontière.

³⁰ Par exemple : « Réflexions sur le progrès technique », *BCN*, juillet-août 1964, p. 3.

³¹ Par exemple : « Les hommes doivent travailler », *BRC-BM*, janvier 1951, s. p.

³² Rodolphe Laplante, « Réflexions sur l'habitation », *RL*, mai 1957, p. 118.

³³ Thérèse et Jean Dostaler, « L'organisation matérielle au foyer. L'esprit...et la matière dans un foyer », *ÉDP*, juin 1954, p. 5.

³⁴ Rodolphe Laplante, « Réflexions sur l'habitation », *RL*, mai 1957, p. 118.

³⁵ Thérèse et Jean Dostaler, « L'organisation matérielle au foyer. L'esprit...et la matière dans un foyer », *ÉDP*, juin 1954, p. 5.

³⁶ Horowitz, *The Anxieties of Affluence...*, p. 13.

En 1958, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale associe ainsi « le pouvoir d'achat du public » au « nerf moteur de l'organisme économique³⁷ » que le gouvernement pourrait augmenter en diminuant les impôts des particuliers. Dans la même veine, *Le Travail* reprend, en 1955, les propos de Walter Reuther, président international des Travailleurs Unis de l'Automobile qui met en garde contre l'éventualité d'une nouvelle « dépression » au Canada et aux États-Unis advenant le cas où le pouvoir d'achat des travailleurs n'augmenterait pas (grâce à des hausses de salaire)³⁸. Les *Renseignements ouvriers* de novembre 1959 poussent plus loin cette logique en affirmant que :

Si l'on veut que l'hésitante reprise économique à laquelle nous assistons depuis le début de l'année se poursuive, une nécessité saute aux yeux : augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs. On admet généralement que, n'eussent été les dépenses de consommation pendant la récente récession, celle-ci eût été beaucoup plus grave. Parlons net : si les unions avaient accepté le gel des salaires que proposaient les patrons, la nation toute entière en eût souffert³⁹.

Cette idée d'un consommateur qui contribue à la prospérité de la nation par le fait d'acheter est donc présente chez quelques commentateurs québécois. Lors d'une entrevue radiophonique, le Sénateur Cyrille Vaillancourt souligne ainsi que « par son travail et sa consommation », le salarié contribue, entre autres, « à l'activité économique du pays »⁴⁰. Selon le jésuite Émile Bouvier, le maintien d'un « haut niveau de consommation de biens et de services » est indispensable à un régime économique reposant « sur des directives humaines qui assurent un haut niveau d'emplois et de services⁴¹ ». Bouvier établit en fait un lien direct entre la consommation, la production et la santé économique, en affirmant que « plus [le] niveau [de consommation de biens et de services] s'élèvera, plus les usines produiront et procureront d'emplois et de salaires aux travailleurs⁴² ». Adoptant une perspective légèrement différente, bien que tout aussi axée sur la production, le jésuite Léon Lebel, ardent défenseur des allocations familiales, affirme qu'en plus d'être responsable de « l'existence même et [de] la prospérité économique de la nation », la famille, à plus forte raison la famille nombreuse,

³⁷ *BCN-BM*, janvier 1958, p. 3.

³⁸ « Des objectifs à atteindre. Pour conserver le pouvoir d'achat des travailleurs. L'augmentation des salaires », *LT*, 25 février 1955, p. 2.

³⁹ « Il faut augmenter le pouvoir d'achat », *LT*, 20 février 1959, p. 2.

⁴⁰ « Toujours d'actualité », *RD*, mars 1953, p. 51.

⁴¹ Émile Bouvier, « À quoi servent les comptes nationaux – II. Guide à la politique économique », *RL*, août 1952, p. 203.

⁴² *Ibid.*

« rend encore à la société le service éminent de lui assurer la prospérité en lui préparant des producteurs de richesses et des consommateurs⁴³.

Une poignée de commentateurs considèrent donc que la consommation et les consommateurs, en stimulant l'industrie, participent « au bien-être économique du pays⁴⁴ ». Ce faisant, ils s'inscrivent dans la rhétorique sous-tendant la république des consommateurs américaine où, selon Lizabeth Cohen, la consommation sert, du moins en théorie, à la fois l'intérêt individuel et national des États-Unis⁴⁵. Au Québec et au Canada, c'est en partie parce qu'elle alimente la production et aide à la situation de l'emploi que la consommation est bénéfique pour la nation, un phénomène qu'observe aussi Cohen au sud de la frontière⁴⁶. Cela dit, la comparaison s'arrête là. En effet, les occurrences de ce type de rhétorique liant la consommation à l'intérêt national, bien qu'évocatrices, demeurent assez peu nombreuses dans les discours franco-québécois et canadiens-anglais en plus d'être très concentrées dans le temps : elles se trouvent surtout au début des années 1950 et disparaissent presque totalement à la fin de la décennie. Au cours des années 1960, ce raisonnement établissant une relation entre la santé de la consommation et de l'économie en général est bien mentionné par quelques commentateurs québécois, mais ce n'est que pour mieux le critiquer⁴⁷.

De plus, les commentateurs québécois ne vont pas, contrairement à leurs homologues américains, jusqu'à laisser entendre que « the general good would be best served not by frugality or even moderation, but by individuals pursuing personal wants in a flourishing mass consumption marketplace⁴⁸ ». Si les propos liant le fait d'acheter à la santé de l'économie rappellent bel et bien l'idéal de l'acheteur en tant que citoyen dont Cohen a relaté l'essor aux États-Unis pendant l'après-guerre, la version québécoise ou canadienne-anglaise ne remplit pas un « civic duty by consuming⁴⁹ ».

⁴³ Léon Lebel, « Notre système d'allocations familiales – III », *RL*, juin 1951, p. 159.

⁴⁴ Gonzalve Poulin, « Vers la stabilité de la famille ouvrière », *LF*, décembre 1951, p. 633.

⁴⁵ Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, p. 8-9, 18-19.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 118.

⁴⁷ Par exemple : Cyrille Vaillancourt, « Tous au travail », *RD*, mars 1963, p. 43.

⁴⁸ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 121.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 119.

Nous ne sommes donc pas prête à dire qu'une adéquation entre les identités de consommateurs et de citoyens dont Cohen et Charles McGovern⁵⁰ ont entre autres souligné la prégnance aux États-Unis se met en place au Québec pendant les Trente Glorieuses, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne sont jamais évoquées de concert. En effet, nous observons des liens, quoique nettement plus ténus que ceux qu'a mis en lumière Cohen, entre la citoyenneté et la consommation dans la mesure où celle-ci commence à devenir un droit aux yeux d'un petit nombre de commentateurs. Comme l'a démontré Dominique Marshall qui a étudié la Loi de fréquentation scolaire obligatoire en 1943 et l'instauration des allocations familiales en 1945, l'après-guerre est une époque où un minimum de sécurité économique en vient à être considéré et revendiqué comme un droit⁵¹, ce que corroborent les discours que nous avons étudiés⁵² sans toutefois que nous puissions y voir une façon d'édifier le capitalisme en système supérieur d'organisation sociale et rempart pour la démocratie.

De fait, cette relation entre la consommation et la citoyenneté s'exprime surtout par le recours au langage des droits et de la démocratie dont l'exemple le plus flagrant réside sans doute dans les références de plus en plus nombreuses à un droit aux loisirs ou aux vacances. Dès l'immédiat après-guerre, John Rutherford Heron mentionne ainsi qu'une fois les besoins vitaux comblés, « [t]oute personne normale estime qu'elle a le droit d'avoir autre chose comme des vacances et des amusements⁵³ ». L'École sociale populaire, porte-étendard de la doctrine sociale de l'Église catholique⁵⁴, abonde dans le même sens, tout en spécifiant la

⁵⁰ Charles McGovern, « Consumption and Citizenship in the United States, 1900-1940 » dans Susan Strasser *et al.*, dir., *Getting and Spending. European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 38-43, 51, 58.

⁵¹ Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997, p. 49.

⁵² Par exemple : « Information familiale », *LF*, avril 1947, p. 137-138; « Dimanche soir – Sécurité sociale. Le rapport de M. Picard », *LT*, 21 septembre 1950, p. 2; « Famille et salaire », *LT*, 13 février 1953, p. 4; « Les droits de la famille », *RL*, septembre 1959, p. 238-239;

⁵³ « La vente des marchandises », *BRC-BM*, mars 1955, s. p.

⁵⁴ S'inspirant des écrits des papes Léon XIII, Pie XI et Pie XII, notamment les encycliques *Rerum Novarum* (1891) et *Quadragesimo Anno* (1931), le catholicisme social se préoccupe du « problème ouvrier », c'est-à-dire de l'ensemble des « conditions [...] de la vie ouvrière » dans le sillage de l'industrialisation. « Résumé de la Lettre pastorale collective de leurs Excellences Nosseigneurs les Archevêques et Évêques de la province civile de Québec sur le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Église », Document No 10 bis, Mandements des Évêques de Québec, Volume 17, p. 579-596. Édition électronique : Claude Bélanger, Marianopolis College, [En ligne],

<http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/docs/asbestos/4Ag.pdf> (Page consultée le 8 septembre 2015).

nécessité d'ajuster ces « loisirs sains » et ce « confort raisonnable » à ses moyens⁵⁵. Au cours des années 1960, cette association des loisirs à un droit semble se répandre. Du côté de la presse syndicale, Gaétan Dufour, rédacteur en chef du *Monde ouvrier*, juge par exemple que les loisirs populaires constituent une responsabilité — négligée — de l'État⁵⁶. En 1972, le gouvernement du Québec affirme « [l]e droit des citoyens aux activités de loisirs⁵⁷ », comme le rappelle le jésuite Pierre Bélec. Aux yeux de ce dernier, il s'agit d'une conception en ascension, « [l]e mouvement pour l'abolition des clubs privés de chasse et de pêche et l'opération "Accessibilité" par laquelle le ministère du Tourisme a voulu y répondre [...] témoign[a]nt de la prise de conscience de ce nouveau droit⁵⁸ » des masses aux loisirs, tout comme des subventions gouvernementales nouvellement octroyées. La revue *Ma Caisse populaire* et La Société Vacances-Familles vont plus loin dans cette « démocratisation des loisirs⁵⁹ » en affirmant que « [l]a famille québécoise moyenne a droit à des vacances familiales dans un endroit autre que son domicile permanent⁶⁰ »

Au fil du temps, c'est l'idée d'un « droit à consommer » qui commence à faire des petits. Plusieurs commentateurs estiment que ce droit est déterminé par la participation au marché du travail et l'obtention d'un salaire, ce qui revient à établir une adéquation non pas entre les identités de consommateur et de citoyen, mais bien entre celles de producteur et de citoyen. Dans le milieu syndical, certains, tel William Maloney, directeur des Métallurgistes Unis d'Amérique, semblent considérer l'« augmentation du pouvoir d'achat » (c'est-à-dire la consommation) comme un synonyme d'augmentation salariale (résultant de la production)⁶¹. Lucien Lacroix fait lui aussi référence à cette adéquation, qu'il ne semble d'ailleurs pas tout à fait endosser, entre salaire et droit de consommer dans son évocation des raisons derrière la

⁵⁵ « Au service de la famille ouvrière », *Au service de la famille ouvrière*, Montréal, École Sociale Populaire, 1949, p. 1.

⁵⁶ Gaétan Dufour, « Avez-vous le droit aux vacances? », *MO/LW*, août 1967, p. 3.

⁵⁷ Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, *Politiques gouvernementales en matière de sports et de loisirs*, Québec, 8 juin 1972, p. 2.

⁵⁸ Pierre Bélec, « Le loisir au Québec – Quelques tendances positives », *RL*, juillet 1972, p. 212.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ « Un besoin social. Les vacances », *MCP*, été 1972, p. 5. Sur le droit à des vacances, voir aussi : André Laurin, *Deuxième congrès de la caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec*, 2-3 juin 1973. Confédération des syndicats nationaux (CSN), Service de la documentation (ACSN), Fonds André Laurin.

⁶¹ « Pour renflouer l'économie avec du pouvoir d'achat », *LT*, 28 mars 1958, p. 2.

volonté des femmes d'occuper un emploi salarié⁶². À son avis, le premier réflexe des femmes en quête de « revalorisation » est « de faire comme l'homme; puisque c'est par un travail rémunéré que l'homme acquiert sa liberté socio-économique et son droit de participation à la société de consommation, puisque c'est par sa spécialité qu'il acquiert considération et prestige⁶³ ».

Ce type de raisonnement suggère que c'est plutôt le travailleur, conjugué au masculin, qui est associé au citoyen : c'est en sa qualité de producteur qu'il adresse des demandes à l'État et aux entreprises. C'est d'ailleurs aussi, comme nous l'avons remarqué plus tôt, parce qu'elle contribue à la production que la consommation est perçue comme jouant un rôle dans l'économie. Cette insistance sur la production concorde d'ailleurs avec la puissance des syndicats québécois, elle-même probablement tributaire de la moins grande prégnance des idées anticommunistes qu'ailleurs en Amérique du Nord. Il y a bien des associations de protection du consommateur, où les femmes sont particulièrement présentes, qui se forment au Québec, mais elles émergent surtout à la fin des Trente Glorieuses⁶⁴. Les ACEF qui voient le jour au début des années 1960 peuvent être perçues comme une exception à cette règle, mais elles la confirment par leur affiliation au milieu syndical, très masculin, sans mentionner qu'elles ont aussi été fondées par un homme⁶⁵. Qui plus est, les ACEF défendent des individus qu'elles construisent comme des « travailleurs-consommateurs⁶⁶ » qui sont selon toute vraisemblance surtout des hommes. Nous y reviendrons. À en croire Bertrand Belzile, toutefois, les choses sont en train de changer à la toute fin de la période puisqu'en 1971, ce droit à consommer « se fonde[rait] de moins en moins sur la participation à l'activité productive⁶⁷ ».

⁶² Lucien Lacroix, « Problèmes occasionnés par l'entrée de la femme sur le marché du travail », *RD*, 1970-3, p. 23.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Exclusivement composée de femmes à ses débuts, l'ACC est fondée en 1947, mais les Canadiennes françaises du Québec y sont peu actives, du moins à ses débuts. Cheryl A. Gosselin, *Vers l'avenir. Québec Women's Politics Between 1945 and 1967. Feminist, Maternalist and Nationalist Links*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 2002, p. 116-11.

⁶⁵ Quand au personnel des ACEF, les sources ne permettent pas d'être catégorique quand à la surreprésentation de l'un ou l'autre sexe. Les documents que nous avons consultés laissent croire que des femmes et des hommes y travaillent. Cela dit, la majeure partie des discours des ACEF qui nous ont été utiles ont été produits par des hommes, André Laurin figurant particulièrement dans notre corpus.

⁶⁶ *Réunion d'orientation du 13 septembre '74*, 1974. UQÀM-SAGD, 74P-166/9.

⁶⁷ Bertrand Belzile, *Niveau de vie adéquat*, 1971, p. 1. (ACSN), Fonds Mémoires (1970-1972).

Quelques historiens canadiens ont aussi remarqué une forme d'amalgame entre la consommation et la citoyenneté, notamment Bettina Liverant. Celle-ci perçoit dans les deux enquêtes sur le coût de la vie conduites en 1909-1910 et en 1913-1914 par le gouvernement fédéral à la demande de divers groupes affirmant parler au nom des consommateurs, un indice des débuts de l'engagement du Canada dans « the trajectory that would lead to the blurring of citizen and consumer⁶⁸ ». Selon elle, ces enquêtes « helped to normalize the new consumer behaviours and embed the category of the Canadian citizen as a wage spender, as well as a wage earner, in the workings of government⁶⁹ ». Du côté du Québec, Magda Fahrni a observé le rôle de la citoyenneté politique, économique et sociale dans la consolidation des rôles de genre pendant l'après-guerre à Montréal, les hommes réclamant ce droit en raison de leurs statuts de pourvoyeur et de chef de famille et les femmes, au nom de leurs fonctions de mère, d'épouse et de consommatrice⁷⁰. Cette historienne estime que la propagande de la Seconde Guerre mondiale et des adeptes de la « superiority of democratic capitalism » sont aux origines de la citoyenneté économique à Montréal, c'est-à-dire de la « conviction that one was entitled to participate in a capitalist economy on reasonable terms, and, furthermore, that the state had a role to play in facilitating this participation⁷¹ ».

Bien que nous n'observions pas le type de discours qu'ont relevés Liverant et Fahrni — ce qui signifie peut-être simplement qu'il se situe ailleurs que dans les périodiques en circulation au Québec — il est indéniable que l'État considère de plus en plus que la consommation domestique relève de ses champs de compétence pendant les Trente Glorieuses. En 1967, le gouvernement fédéral met ainsi en place le ministère de la Consommation et des Corporations qui reçoit les plaintes et cherche à renseigner les consommateurs sur les biens et les services⁷². John Turner, son premier titulaire, attribue manifestement aux consommateurs un rôle relevant du, voire de la, politique. Il considère en effet que

⁶⁸ Bettina Liverant, « The Promise of a More Abundant Life. Consumer Society and the Rise of the Managerial State », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 19, 1 (2008), p. 250.

⁶⁹ Liverant, « The Promise of a More Abundant Life... », p. 230.

⁷⁰ Magda Fahrni, *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 18-20, 120.

⁷¹ *Ibid.*, p. 120.

⁷² John N. Turner, « Les fonctions du ministère de la Consommation », *MCP*, 1968-1, p. 13.

L'efficacité du ministère de la Consommation et des Corporations sera subordonnée à notre bonne volonté à tous, en tant que consommateurs, de prendre le temps et la peine d'apprendre exactement ce que nous voulons avoir pour notre dollar et comment nous entendons exercer au mieux possible notre libre choix sur le marché⁷³.

Le jumelage des intérêts des consommateurs avec ceux de l'industrie — les « corporations » — laisse toutefois croire que cet organe gouvernemental ne s'inscrit pas uniquement dans une perspective de protection du consommateur ou de prolongement de l'idéal de l'acheteur en tant que consommateur de Lizabeth Cohen⁷⁴. En fait, selon Turner, le ministère ne vise pas tant à protéger les consommateurs qu'à les aider « à se protéger [eux]-même[s]⁷⁵ ». Cela dit, il n'est pas exclu qu'une question de partage des compétences entre aussi en ligne de compte dans la double fonction du ministère, celles du fédéral « se born[ant] aux poids et mesures, brevets, tarifs, marques de fabrique et à l'hygiène publique » et aux « problèmes qui relèvent de l'emballage, de la fausse représentation, de l'étiquetage, de la fraude et de la sécurité⁷⁶ ».

La vente au détail, en effet, relève du gouvernement provincial, tout comme la distribution, la vente à tempérament et les contrats⁷⁷. Les mesures qu'adopte l'État québécois dans la première moitié des années 1970 ont d'ailleurs des visées plus ancrées dans la défense des consommateurs, bien qu'elles soient jugées insuffisantes par plusieurs groupes et commentateurs. L'ACEF de Montréal, opposée au capitalisme consumériste, juge en effet que « [l]e gouvernement actuel ne protégera jamais les consommateurs aux dépens des entreprises et du commerce libre⁷⁸ », un point de vue qui n'est pas sans lien avec ses positions défavorables concernant l'action étatique en matière d'éradication de la pauvreté, dont nous reparlerons au chapitre 7. Quoi qu'il en soit, en 1971, le gouvernement de Robert Bourassa adopte la Loi de protection du consommateur et donne naissance à l'Office de la protection du consommateur. Deux ans plus tard, celui-ci commence à publier le mensuel *Protégez-vous* (*Protect Yourself* dans sa version anglaise) qui évalue différents services et biens de

⁷³ John N. Turner, « Les fonctions du ministère de la Consommation », *MCP*, 1968-1, p. 13.

⁷⁴ Cohen, *A Consumers's Republic...*, p. 18-19.

⁷⁵ John N. Turner, « Les fonctions du ministère de la Consommation », *MCP*, 1968-1, p. 12.

⁷⁶ « Enfin, un ministère de la consommation », *CH-FR*, mars 1968, p. 66.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ « Bilan », juin 1975, s. p. UQÀM-SAGD, 74P-138/6.

consommation en plus de se prononcer sur des enjeux connexes. Le titre du mensuel est éloquent dans la mesure où, comme le ministre Turner quelques années plus tôt, il invite les consommateurs à se protéger eux-mêmes. Soumis au gouvernement du Québec à la toute fin des Trente Glorieuses, le rapport annuel du Conseil consultatif sur la protection du consommateur abonde dans le même sens quand il décrit les droits et les devoirs du consommateur en précisant que « [t]outes les lois du monde et tous les mécanismes mis en place ne pourront protéger le consommateur s'il ne fait pas l'effort de prendre connaissance des renseignements qui sont mis à sa portée⁷⁹ ». La protection des consommateurs passerait donc par leur éducation afin, entre autres, qu'ils fassent des choix « rationnels ». En fait, selon le journaliste américain John Kord Lagemann dont les propos sont diffusés au Québec par l'entremise de *Sélection du Reader's Digest*, l'éducation devrait contribuer à la production de « citoyens mieux avertis des réalités économiques⁸⁰ ».

En fin de compte, s'il est tout à fait possible qu'il trouve beaucoup d'écho dans le Canada hors Québec, le type de raisonnement assimilant consommation, capitalisme, démocratie et progrès n'est pas assez prévalent pour constituer un discours « dominant » dans les publications en circulation au Québec, du moins pas en comparaison avec les critiques sur lesquelles nous tournerons notre regard plus loin. Il faut dire qu'en sol québécois, la langue de la majorité lui met des bâtons dans les roues, tout comme elle a atténué l'influence du maccarthysme et de l'anticommunisme dont il est frère. L'association entre la consommation et la démocratie que Lizabeth Cohen met en exergue dans la république des consommateurs américaine, où se marient l'abondance économique et la liberté politique démocratique⁸¹, n'est pas vraiment caractéristique des Trente Glorieuses au Québec. On en trouve certes des échos, mais de là à pouvoir y « importer » ce consensus américain liant la consommation « not only with private pleasure but also with democratic aspirations and a resurgent capitalism⁸² », il y a une ligne que nous ne pouvons pas franchir. Si l'on admet, avec Lawrence Glickman, que « consumer politics has taken distinct forms in the United States, in large part because of

⁷⁹ « La société de consommation est là pour rester, mais...on peut s'en sortir! », *Réveil du consommateur (RC)*, 1975, p. 4.

⁸⁰ John Kord Lagemann, « Cours d'économie dès la petite école », *SRD*, octobre 1966, p. 186. Condensé du *PTA magazine*.

⁸¹ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 7-8.

⁸² Horowitz, *The Anxieties of Affluence...*, p. 49.

American's longstanding recognition — even invention — of consumption as a political act⁸³ », il n'y a là aucune surprise.

3.3 La redéfinition du luxe et des besoins

Effectivement, les commentateurs encensant la société de consommation ne sont pas majoritaires au Québec, du moins hors du monde publicitaire. Pour certains, c'est la consommation en tant que telle qui pose problème, pour des raisons qui lui sont intrinsèques, ce sur quoi nous reviendrons au chapitre suivant. Pour d'autres c'est uniquement certaines formes de consommation qui dérangent, d'où leur ambivalence et leurs « critiques plutôt pratiques, liées à l'usage de biens déterminés⁸⁴ », ce qui retiendra notre attention dans les pages qui suivent.

Offrir un portrait précis des dépenses légitimées ou condamnées est toutefois utopique puisque cette entreprise nécessiterait que des commentateurs issus de milieux semblables se lancent, sensiblement au même moment, dans une énumération des biens constituant à leurs yeux une forme de consommation (il)légitime. L'analyse des discours sur le nécessaire et le superflu, un enjeu qui fait couler beaucoup d'encre pendant les années 1950 et 1960, fournit cependant une lentille à travers laquelle on peut observer la transformation de la frontière entre les besoins qui constituent une dépense utile et légitime et le luxe, la plupart du temps perçu comme le fruit d'une dépense inutile. Les redéfinitions du nécessaire et du superflu constituent en ce sens l'une des manifestations les plus frappantes de la façon dont des pratiques de consommation accèdent à l'acceptabilité sociale et constituent un prisme permettant d'appréhender les réactions discursives à la mise en place de nouveaux standards de confort matériel. C'est donc dire qu'en prenant position sur les besoins et le superflu, les experts cherchent, la plupart du temps, à dénoncer ce qu'ils perçoivent comme des dépenses inutiles. En lisant parfois entre les lignes, nous démontrerons qu'il est possible de discerner que

⁸³ Lawrence B. Glickman, « Consumer Activism, Consumer Regimes, and The Consumer Movement. Rethinking the History of Consumer Politics in the United States » dans Frank Trentmann, dir., *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 416.

⁸⁴ Louis Pinto, « Consommation – Critiques de la consommation », In *Encyclopædia Universalis*, [En ligne]. <http://www.universalis.fr/encyclopedie/consommation-critiques-de-la-consommation/> (page consultée le 7 novembre 2015)

certaines formes de loisirs, l'alcool, le tabac, le jeu ainsi que la mode, pour les femmes, et les voitures, surtout pour les hommes, constituent des dépenses la majeure partie du temps condamnées, car assimilées à du « luxe », ou du « superflu ».

3.3.1 Les besoins comme objet d'étude universitaire

Deux analyses d'universitaires menées pendant les Trente Glorieuses méritent tout d'abord le détour afin de mieux cerner ce qui est alors défini comme un besoin. À ce chapitre, l'étude des *Comportements économiques de la famille salariée du Québec* de Marc-Adélarde Tremblay et de Gérald Fortin est un passage obligé, d'autant plus que ses conclusions font grand bruit dans les pages de *La Revue Desjardins* au début des années 1960⁸⁵. Il faut dire que les CPD sont, conjointement avec l'Assurance-Vie Desjardins, les commanditaires non seulement de l'enquête, mais aussi de l'émission de télévision *Familles d'aujourd'hui* dont la raison d'être réside dans la vulgarisation de ses résultats⁸⁶. Comme Tremblay et Fortin définissent le besoin en tant que « tension vers un objet défini comme nécessaire par l'individu ou la famille⁸⁷ », leur étude de 1465 familles s'articule en fait autour de « [l]a véritable question que soulève la notion de besoin [... :] celle de la norme et de la définition de cette norme⁸⁸ ». En spécifiant que le caractère « nécessaire » de l'objet n'est pas défini « par l'individu lui-même mais plutôt par les normes de son groupe ou des différents groupes auxquels il appartient⁸⁹ », cet anthropologue et ce sociologue de l'Université Laval posent le besoin comme un fruit de la socialisation, comme l'intériorisation d'une norme. Ils observent

⁸⁵ Plusieurs articles sont en effet consacrés à l'étude. Par exemple, en lien avec les besoins : « Un rapport troublant! Problèmes nouveaux dans les méthodes d'épargne et les habitudes de vie des familles québécoises », *MCP*, décembre 1962, s. p.; « L'enquête – cinq grandes conclusions », *RD*, janvier 1963, p. 5; Cyrille Vaillancourt, « Tous au travail », *RD*, mars 1963, p. 43-44; « Besoins, aspirations ou rêves? », *RD*, avril 1963, p. 65-67; « Économie de masse! Consommation de masse! Publicité de masse! », *RD*, août-septembre 1963, p. 133-135; « L'enquête – quelques attitudes des chefs de famille », *RD*, juin-juillet 1964, p. 110-112; Cyrille Vaillancourt, « Un document à lire », *MCP*, juillet-août 1965, p. 2; Cyrille Vaillancourt, « Les besoins de nos gens ont beaucoup changé depuis vingt-cinq ans », *RD*, août-septembre 1965, p. 122.

⁸⁶ « Familles d'aujourd'hui. Comment vivent-elles? Quelles [*sic*] sont leurs besoins? Ont-elles des aspirations? Que réserve l'avenir? », *RD*, novembre 1963, p. 177. L'émission est une série de 13 épisodes dont la diffusion commence le 18 novembre 1963.

⁸⁷ Marc-Adélarde Tremblay et Gérald Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, p. 10.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 30.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 10.

ainsi que 55 % des familles interrogées disposent d'un revenu réel supérieur à ce que l'ensemble d'entre elles considère nécessaire⁹⁰.

Si Tremblay et Fortin jugent que le revenu et l'expérience passée jouent un rôle capital dans la structure des besoins, ils ne peuvent en dire autant de l'appartenance de classe, du « milieu de résidence ni de « l'attachement aux valeurs traditionnelles »⁹¹. À leurs yeux, la société québécoise est en effet sur la voie de prendre « l'aspect d'une société homogène où tous les individus partagent les mêmes normes de consommation⁹² », les mêmes besoins et les mêmes aspirations⁹³. Ils observent en outre la coexistence de deux normes de consommation distinctes chez les familles salariées :

Il y a, d'un côté, un ensemble minimal de services et de biens, qui constituent les besoins essentiels définis par les valeurs traditionnelles. D'un autre côté, il y a un complexe de besoins non encore satisfaits par la majorité qui est défini surtout à partir de la publicité et des communications de masse⁹⁴.

Plus encore, les nouvelles normes « traditionnelles » sont en train de se faire damer le pion par les « normes de la publicité de masse » qui

accentuent les besoins en mobilier et le besoin automobile, substituent l'assurance sous toutes ses formes au comportement d'épargne et préconisent l'achat à crédit comme moyen de se procurer les biens désirés. Ces normes mettent également l'accent sur le besoin [de] loisir et sur la nécessité de vacances, même pour un salarié. [...] Les normes traditionnelles privilégient, au contraire, le statut de propriétaire et la nécessité d'épargner afin de se protéger contre les imprévus. Elles semblent exiger assez peu quant au mobilier et à l'automobile⁹⁵.

Comme les pages qui suivent le prouveront, Tremblay et Fortin sont assez clairvoyants, du moins si l'on se fie aux sources que nous avons dépouillées où cette tension entre deux ensembles de normes est manifeste.

Autre exemple du point de vue universitaire sur les besoins au Québec, en 1971, Bertrand Belzile, professeur au département de relations industrielles de l'Université Laval — diplômé de la Faculté de science sociales et donc issu de la même culture institutionnelle que

⁹⁰ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 113.

⁹¹ *Ibid.*, p. 110.

⁹² *Ibid.*, p. 13.

⁹³ *Ibid.*, p. 164.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 123.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 124.

Tremblay et Fortin — produit pour la CSN une étude portant principalement sur « la définition comme telle d'un niveau de vie adéquat⁹⁶ » et s'articulant autour du concept de besoin. En s'inspirant de Tremblay et Fortin dont il partage la conception sociale du besoin fondé sur une nécessité subjective, Belzile souligne la multiplication des études sur les niveaux de vie adéquats qui servent entre autres à l'élaboration de politiques sociales ainsi qu'« aux organismes publics et privés dans leurs programmes d'aide aux étudiants, aux invalides, aux malades, aux veuves, etc. [et] dans la détermination du salaire minimum⁹⁷ ». C'est donc dire qu'il y a une multitude de seuils du niveau de vie adéquat — et de seuils de pauvreté, dont nous démontrerons le caractère culturellement construit au chapitre 7 — coexistant pendant les Trente Glorieuses.

Ces travaux, outre les informations qu'ils recèlent sur la conception du besoin par les universitaires, illustrent à quel point la question est un enjeu de taille pendant cette période. En effet, le simple fait que les CPD et la CSN, à plus d'une décennie d'intervalle, commanditent de telles analyses laisse entrevoir son importance à leurs yeux.

3.3.2 « “La valeur d'une chose, dit Karl Marx dans *Le Capital*, consiste uniquement dans son rapport avec nos besoins”⁹⁸ ».

Outre ces deux études universitaires, les discours de la période montrent aussi que les constructions de la frontière entre les besoins et le luxe abondent et se transforment, ce qui montre qu'il existe différents points de vue, mais est aussi révélateur de la transition vers la société de consommation.

À la fin du conflit mondial, les experts articulent le concept de besoin dans le contexte de la crise du logement. Ainsi, en 1946, *Le Monde ouvrier* souligne « the urgent need of thousands today for homes in which children can grow up strong and happy, in which all may

⁹⁶ Bertrand Belzile, *Niveau de vie adéquat*, 1971, p. 2. Confédération des syndicats nationaux (CSN), Service de la documentation (ACSN), Fonds Mémoires (1970-1972).

⁹⁷ *Ibid.*, p. 31-32.

⁹⁸ « Qu'attendez-vous de la vie?, *BRC-BM*, décembre 1971, s. p. Il est difficile de croire que l'ironie d'une citation de Marx par l'organe officiel d'une banque échappe à John Rutherford Heron.

lead decent, useful lives⁹⁹ ». Il faut dire que l'accès à la propriété n'est jamais, ou presque, construit comme un luxe. Même au tout début de la période, *Le Travail* indique qu'« [il] n'y a probablement pas un seul ouvrier qui ne rêve point de posséder un jour sa propre maison. Ce n'est pas le grand luxe qu'il désire pour lui et les siens, mais simplement le confort, l'hygiène et, autant que possible, le grand air¹⁰⁰ ». En fait, il semble que l'achat d'une maison n'est pas considéré comme de la consommation, du moins par la vaste majorité des commentateurs. Ainsi, le jésuite Jacques Cousineau cite les évêques et les cardinaux de France qui demandent notamment, de concert avec les papes, « [l]'accession progressive de chaque ouvrier à la propriété privée¹⁰¹ ». Il y a bien quelques exceptions¹⁰², mais elles se noient dans la mer de discours plaidant pour l'accès à la propriété unifamiliale et présentant ce désir comme légitime¹⁰³.

Dans les années 1950 et au début de la décennie suivante, certains observateurs, en insistant sur ce qu'ils perçoivent comme la nécessité de « distinguer le nécessaire du superflu », indiquent ce qu'ils considèrent comme appartenant à chacune de ces catégories. Ce faisant, ils amènent aussi de l'eau au moulin de la théorie de Tremblay et Fortin sur la coexistence de deux normes de consommation au Québec au tournant des années 1960 — la norme « traditionnelle » et celle que véhicule la culture de masse —, du moins chez les familles québécoises salariées. Implicitement, ils révèlent aussi quelles dépenses leur apparaissent légitimes (nécessaires) ou non (superflues). En 1952, Paul-Émile Charron fournit un éloquent exemple de ces exhortations à discriminer entre les besoins et le luxe en jugeant qu'il faut, dans la planification de son budget, « s'efforcer de distinguer ce qui est nécessaire, utile, superflu, et faire les coupures qui s'imposent¹⁰⁴ ». Plus encore, à ses yeux, la raison pour laquelle plusieurs individus peinent à épargner est

⁹⁹ « Better Homes for Better Living », *MO/LW*, 6 avril 1946, p. 7. Voir aussi, sur le besoin de logement des familles : « Le logement est en panne! », *MO/LW*, 1952, p. 121, 124-127.

¹⁰⁰ « Une maison pour l'ouvrier », *LT*, avril 1945, p. 4.

¹⁰¹ Jacques Cousineau, « Promotion ouvrière », *RL*, octobre 1947, p. 295.

¹⁰² Par exemple : Yolande Léger, « Toujours plus haut, et plus luxueux, le nouvel immeuble d'habitation a converti la famille montréalaise à la vie facile en appartement », *CH-FR*, novembre 1964, p. 32.

¹⁰³ Par exemple : « La construction de votre maison », *BRC-BM*, octobre 1955, p. 1-4; « Comment on achète une maison? », *MCP*, mai-juin 1966, p. 4-7;

¹⁰⁴ Paul-Émile Charron, « L'épargne », *RD*, mai 1952, p. 97. Dans la même veine, Jean Huberdeault invite deux ans plus tard à « établir un partage rigoureux entre les besoins réels et ceux qui le sont moins ou pas du tout. Distinguons, en outre, parmi les besoins réels, ceux qui sont essentiels et ceux qui sont nécessaires, mais peuvent

qu'ils n'ont pas ce sens ou cette volonté de distinguer dans leurs achats ce qui leur est nécessaire. Sans trop s'en rendre compte, ils ajoutent foi à toutes ces suggestions d'une publicité tapageuse qui présente l'utile, et le superflu parfois, comme absolument nécessaire à la vie¹⁰⁵.

Aux yeux de plusieurs commentateurs, l'assimilation à une dépense (in)utile dépend de son caractère « moral » (ou non), notamment en ce qui concerne les loisirs. En 1945, le jésuite Wilfrid Gariépy juge par exemple qu'il y a excès dans la somme que les Québécois dépensent pour « la recherche de plaisirs tout au moins dommageable par leur excès et parfois franchement mauvais¹⁰⁶ », citant les profits que raflent les maisons de prostitution de Montréal, les débits de boissons, les maisons de jeux, la Commission des Liqueurs et les cinémas. Cet usage des statistiques à des fins de dénonciation des « abus » de consommation surgit sporadiquement pendant l'après-guerre. En 1950, *La Revue Desjardins* s'en prend ainsi aux cigarettes que les « Canadiens et Canadiennes fument [...] démesurément et sans bon sens¹⁰⁷ », aux cigares et à l'alcool.

Les fluctuations de la frontière entre le luxe et la nécessité sont également tributaires des liens étroits qui unissent la consommation au statut social, du moins aux yeux de certains commentateurs qui en profitent pour dénoncer cette relation. Leurs propos, la plupart du temps imprégnés soit par des préjugés de classe, soit par un dédain pour la consommation, mettent en lumière ce qu'ils conçoivent comme des dépenses motivées par un « snobisme » ou un « désir de paraître ». Le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada résume ces doléances en regrettant qu'

On achète souvent un tas de choses jugées nécessaires pour faire bonne figure dans la société. Même au cours de la dernière génération, le confort matériel passait pour idéal. Aujourd'hui, chaque groupe a ses propres idées sur ce qui fait le bonheur et, pour leur malheur, beaucoup de gens s'imaginent que le meilleur moyen est de dépenser plus d'argent pour épater le public. Le stupide désir de rivaliser avec ses voisins explique beaucoup de gaspillage et de déboires¹⁰⁸.

subir de notables changements selon les circonstances et les personnes. Jean Huberdeault, « Besoins réels », *LF*, février 1954 p. 75.

¹⁰⁵ Paul-Émile Charron, « L'épargne », *RD*, mai 1952, p. 98. Dans la même veine, voir : Paul-Émile Charron, « Il faut budgéter », *RD*, décembre 1959, p. 190.

¹⁰⁶ Wilfrid Gariépy, « Loisirs chrétiens organisés », *RL*, avril 1945, p. 90-91.

¹⁰⁷ « Notes et commentaires », *RD*, février 1950, p. 36.

¹⁰⁸ « Nous sommes tous des consommateurs », *BRC-BM*, août 1952, s. p.

Sans toujours le définir, certains commentateurs condamnent d'emblée le luxe. C'est par exemple le cas de W. Chapman qui se demande « comment des jeunes gens, qui ont dépensé follement tout leur salaire en amusements frivoles ou à l'achat de luxe, peuvent-ils s'engager dans le mariage en toute sécurité et y rechercher le bonheur?¹⁰⁹ ». De son côté, Michelle Le Normand estime que commencer à occuper un emploi « très tôt » amène beaucoup de jeunes filles à développer « des goûts de luxe »¹¹⁰, un reproche loin d'être nouveau. Dans la même veine, Simone et Roland Germain présentent, en 1955, un couple mal assorti, vivant un « perpétuel conflit conjugal » et décrivent les époux comme suit :

Tous deux sortent d'une famille où ils ont été trop gâtés. Ils sont capricieux, exigeants, extrêmement soucieux de confort, de luxe, de frivolités, ce qui les fait s'endetter et mener un train de vie bien au-dessus de leurs moyens¹¹¹.

D'un autre côté, certains s'abstiennent d'émettre de tels jugements, surtout les banques, probablement parce qu'elles y trouvent leur compte étant donné les profits qu'elles réalisent sous la forme d'intérêts sur le crédit servant à se procurer ce « confort ». Ainsi, tout en incitant les gens à réfléchir avant de dépenser, le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada affirme en 1952 que

Les uns aiment à s'amuser; les autres préfèrent bien manger. Quelques-uns se plaisent à épater les gens par de luxueuses automobiles, tandis que d'autres se moquent de ce que leurs voisins pensent d'eux et dépensent leur argent en livres, musique et théâtre et tout ce qui contribue à leur culture intellectuelle. Impossible de dire qui a tort et qui a raison dans ces choix ou si le jeu en vaut réellement la chandelle¹¹².

Même Joseph Turmel, des CPD, dessine en 1953 une brèche dans cette frontière en parlant d'un « superflu raisonnable » dont il n'est pas « dans certains cas » nécessaire de se priver afin d'épargner¹¹³.

Cette supposée absence de distinction « entre le nécessaire et l'accessoire¹¹⁴ » pose toutefois toujours problème à plusieurs commentateurs dans les années 1960. Le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada encourage par exemple, au début de la décennie, à

¹⁰⁹ W. Chapman, « La famille et l'épargne », *RD*, novembre 1948, p. 167

¹¹⁰ Michelle Le Normand, « Le couple humain », *LF*, mai 1949, p. 251.

¹¹¹ Simone et Roland Germain, « De l'amour et de l'eau froide », *MO*, 1955, p. 80-81.

¹¹² « Nous sommes tous des consommateurs », *BRC-BM*, août 1952, s. p.

¹¹³ Jos. Turmel, « Ça vaut la peine », *RD*, février 1953, p. 33.

¹¹⁴ Joseph Turmel, « Billet », *RD*, janvier 1958, p. 2.

faire preuve de vigilance : « les prétendues “nécessités” finiront par absorber tous nos revenus si nous n’avons pas le courage d’y mettre un frein¹¹⁵ ». Il conseille en fait de concevoir les nécessités comme « des choses et des activités qui sont essentielles pour vivre; les articles de luxe sont tout ce qui n’est pas indispensable pour vivre¹¹⁶ ». Au milieu de la décennie, selon Carmen Boutet, c’est plutôt le luxe et « l’utilité fonctionnelle » que les jeunes mariés doivent s’abstenir de confondre dans leur choix d’ameublement, le premier « se pay[ant] cher et ser[vant] peu¹¹⁷ ».

Selon le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale, l’automobile figure en tête de liste de ces biens rendus « nécessaires » pour préserver ou accroître son statut social¹¹⁸, car elle n’est « plus seulement un moyen de transport confortable, mais [également] une façon de proclamer la prospérité de son propriétaire¹¹⁹ ». L’article semble toutefois se garder de trop juger les consommateurs dans la mesure où il mentionne « le désir très humain d’atteindre un certain statut social ou encore de laisser croire qu’on y est parvenu ». Cette attitude plus compréhensive se trouve aussi chez Carmelle Bérubé, directrice de L’Association coopérative féminine du Québec, qui évoque « la contrainte sociale qui oblige la famille à épouser les besoins de voisins mieux nantis¹²⁰ ». Pourtant, selon une enquête dont *Sélection du Reader’s Digest* rapporte les résultats en 1971, l’argent est loin du haut de la liste des facteurs de succès identifiés par les Canadiens qui « n’estiment pas les gens en dollar¹²¹ ».

C’est donc dire que la frontière entre le nécessaire et le superflu est particulièrement mouvante pendant les Trente Glorieuses, alors que cohabitent plusieurs visions des choses. Ceci laisse croire à une transition vers la société de consommation qui constitue un processus contesté et ne suivant pas, dans les discours, une trajectoire linéaire. En effet, si certains experts condamnent, par le biais d’exhortation à distinguer le « nécessaire » d’un superflu qu’ils rejettent, les nouvelles normes de consommation, d’autres adoptent une attitude plus compréhensive menant vers une acceptation des transformations en cours.

¹¹⁵ « La gestion des finances familiales », *BRC-BM*, mai 1962, p. 1.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Carmen Boutet, « Futurs mariés qui entreprenez de vous meubler », *MCP*, juillet-août 1966, p. 3.

¹¹⁸ Paul-Émile Charron mentionne aussi, en plus de l’automobile, le chalet. Paul-Émile Charron, « L’épargne », *RD*, mai 1962, p. 98.

¹¹⁹ « Le mythe de l’achat rationnel », *BCN*, avril 1964, p. 3.

¹²⁰ Carmelle Bérubé, « La coopération », *MCP*, novembre-décembre 1966, p. 11.

¹²¹ Walter Stewart, « Les Canadiens n’estiment pas les gens en dollar », *SRD*, juin 1971, p. 76.

3.3.3 « Il n’y a rien de tel que la prospérité pour créer des besoins¹²² » : de nouveaux ou de faux besoins?

Maints commentateurs soulignent explicitement l’apparition de « nouveaux » besoins créés par la consommation et de plus en plus conçus comme tels par les consommateurs, ce qu’ont aussi remarqué Tremblay et Fortin. D’après ces derniers, dans le sillage de l’avènement de la culture de masse, « [l]’univers des besoins s’est [...] structuré de nouveau pour englober le mobilier moderne et les appareils ménagers, l’automobile et les loisirs commerciaux¹²³ ». Compte tenu de leur méthodologie — les dépenses des familles influencent leur mesure (et par ricochet leur définition) des besoins —, il n’est guère surprenant qu’ils aient recensé l’automobile au nombre de ces nouveaux besoins¹²⁴. Les CPD, dont chaque succursale reçoit un résumé de l’étude¹²⁵, prennent acte de ces conclusions au début des années 1960 et reconnaissent que « [c]e qu’on appelait autrefois du superflu est passé dans le domaine des besoins ou de ce que l’on considère comme les nécessités de la vie moderne¹²⁶ ».

Certains biens de consommation construits comme du luxe au début des Trente Glorieuses acquièrent donc au fil du temps le statut de nécessité. Ce type de discours est déjà présent au sud de la frontière dès la fin des années 1940 alors qu’il est repris par le très populaire *Reader’s Digest* canadien-anglais. Les consommateurs habitant au nord du 49^e parallèle apprennent ainsi que l’automobile règne désormais en maître (ou en maîtresse) alors qu’elle est passée en 20 ans de « rich man’s toy » à « the poor man’s necessity »¹²⁷. Au Québec, au début des années 1950, Paul-Émile Charron déplore que certains individus, par volonté de bien paraître, font du chalet et de l’automobile « une nécessité »¹²⁸. Dans la même veine, Rosario Tremblay regrette que

[d]es objets commodes mais pas toujours indispensables, tels que l’automobile, la radio, la télévision, les ameublements dispendieux, les vêtements à la “mode”, etc...., occupent une place trop importante dans l’esprit de nos gens. Ces objets, si utiles soient-ils, ne sont pas absolument nécessaires à la vie comme le sont par

¹²² BCN, septembre 1955, s. p.

¹²³ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 124-125.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 119-120.

¹²⁵ Cyrille Vaillancourt, « Tous au travail », *RD*, mars 1963, p. 43.

¹²⁶ « Un rapport troublant! Problèmes nouveaux dans les méthodes d’épargne et les habitudes de vie des familles québécoises », *MCP*, décembre 1962, s. p.

¹²⁷ Bergen Evans, « Autointoxication », *TRD*, octobre 1947, p. 32. Condensé d’un article du *Harper’s Magazine*.

¹²⁸ Paul-Émile Charron, « L’épargne », *RD*, mai 1952, p. 98.

exemple : le logement, l'alimentation, le vêtement et, disons-le, l'instruction des enfants¹²⁹.

Pourtant, dès la seconde moitié des années 1950, devant les résultats d'une enquête de la chambre de commerce qui révèle que « 63% des automobiles de promenade appartiennent à des gens qui gagnent \$3,000. ou moins par année », la très conservatrice *Revue Desjardins* concède sans équivoque que « [l]’automobile a cessé d’être un luxe; elle n’est plus à l’usage exclusif des riches¹³⁰ ».

L’automobile peut aussi être un besoin pour certains ménages, mais non pour d’autres, comme le suggère Suzanne Malo qui demande, dans un test destiné aux époux et pères de famille, si oui ou non ils ont acheté une voiture « par caprice, sans nécessité, à crédit¹³¹ ». Dans la même veine, le mémoire de La Fédération des Unions régionales des CPD au comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit à la consommation au Canada, juge que le développement des banlieues « a intensifié chez [les propriétaires de maison] les besoins d’automobiles pour aller au bureau ou à l’usine, de même que les besoins d’équipement ménager et d’appareils domestiques¹³² ». En 1974, dans un article sur un garage coopératif de Roxboro, banlieue de l’ouest de l’île de Montréal, posséder une automobile est d’ailleurs considéré comme « une nécessité et, très souvent, une deuxième automobile dans une même famille devient presque une nécessité »¹³³. Aucune condamnation n’est perceptible dans ce texte, ce qui contraste pour le moins avec le discours tenu près de trois décennies plus tôt. Certains commentateurs sont d’ailleurs manifestement au courant de cette multiplication des besoins qu’ils évoquent explicitement. En 1953, Paule Mayet remettait ainsi déjà en question le « traditionnel » rejet de tout recours au crédit pour l’achat d’électroménagers — sujet sur lequel nous reviendrons au chapitre 5 — en affirmant entre autres que « nos besoins sont plus nombreux¹³⁴ » qu’auparavant.

¹²⁹ Rosario Tremblay, « Hypothèque sur l’avenir », *RD*, janvier 1954, p. 6.

¹³⁰ « Notes et commentaires », *RD*, avril 1956, p. 77.

¹³¹ Suzanne Malo, « Un test – des époux modèles? », *MO*, 1959, p. 115.

¹³² « Le mémoire », *RD*, janvier 1965, p. 15.

¹³³ « Le garage populaire de Roxboro », *RD*, 1974-1, p. 26.

¹³⁴ Paule Mayet, « Les dix secrets de l’économie familiale », *LF*, janvier 1953, p. 29. Voir aussi : Paul-Émile Charron, « L’économie et l’épargne », *RD*, mars 1954, p. 52; Irénée Bonnier, « Les jeunes familles et le crédit », *RD*, octobre 1967, p. 172.

Selon d'autres intervenants, il semble que ce n'est pas tant qu'il y ait « multiplication » des besoins, mais plutôt présence de « faux » besoins. Par exemple, selon W. Chapman,

[l]a guerre a créé bien des besoins factices que favorisait l'abondance de l'argent. La famille devra reviser [*sic*] ce qu'elle estime ses besoins pour éliminer ceux surajoutés, non essentiels à son bien-être, les parasites de l'existence en somme¹³⁵.

Au nombre de ces besoins « non essentiels » figurent par exemple « les visites au cinéma, les amusements coûteux, les boissons alcooliques¹³⁶ ». Près de trente ans plus tard, *Protégez-vous* déplore que, sous l'influence de messages publicitaires, les consommateurs oublient « parfois, l'essentiel, et se créent alors des besoins artificiels qu'ils ont à payer cher¹³⁷ ». Les discours émanant du milieu des CPD sont particulièrement portés à dénoncer ces « besoins fictifs » de plus en plus imputés à la publicité¹³⁸. Il faut dire que pour des raisons morales — et peut-être financières puisque la viabilité des caisses dépend après tout de l'épargne —, les CPD s'opposent fermement au « luxe », au « superflu », aux « dépenses inutiles », au « gaspillage ».

Intrinsèquement contre la société de consommation comme nous le verrons au chapitre suivant, les ACEF jugent aussi à la fin de la période que la publicité — un « super-mécanisme » développé par le capitalisme afin d'écouler la surproduction de biens — fait prendre au consommateur « de faux besoins pour des besoins réels¹³⁹ ». À leur avis, la mode contribue à la création de besoins « secondaires et très coûteux », le capitalisme « invent[ant] constamment de nouveaux produits imposés au consommateur, lequel pour se sentir de son

¹³⁵ W. Chapman, « La famille et l'épargne », *RD*, novembre 1948, p. 167.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ « La réflexion », *PV*, avril 1975, p. 5. Sur la création de besoins « artificiels » par la publicité, voir aussi : Bernard Solasse, « La planification économique – l'opinion d'un syndicaliste », avril 1964. ACSN, Fonds Service de formation.

¹³⁸ Par exemple : « Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français – l'économie et l'épargne chez la jeunesse ouvrière », *RD*, août-septembre 1950, p. 160; « Vendredi le 25 août – les congressistes à l'étude », *RD*, novembre 1950, p. 188; Cyrille Vaillancourt, « Publicité... Annonce... Propagande... », *RD*, août-septembre 1954, p. 123; « À bien méditer », *RD*, mars 1958; Paul-Émile Charron, « Le budget, un bon allié », *RD*, mai 1960, p. 90.

¹³⁹ « Histoire de l'Acef », *Qu'est-ce que l'Acef?*, 1974, p. 7. Université du Québec à Montréal (UQÀM), Service des archives et de gestion des documents (SAGD), 74P, Fonds d'archives de l'association coopérative d'économie familiale de Montréal, 730-138/7. Cette idée selon laquelle les producteurs « orientent la consommation », créant des besoins « accessoires » pour écouler leurs produits se trouve aussi dans les pages de *La Revue Desjardins* : Yvette Rousseau et Yolande Laviolette, « Les urgences de notre société de consommation », *RD*, 1970-7, p. 37-38.

temps doit toujours tout renouveler¹⁴⁰ ». Cette insatiabilité qu'engendre la consommation de masse avait déjà été observée par Tremblay et Fortin qui considèrent « extensibles indéfiniment » les besoins non-physiologiques¹⁴¹. En conséquence, « [l]es plus pauvres comme les plus fortunés sont constamment en état d'aspiration puisqu'à mesure qu'ils acquièrent un bien nouveau, la technologie et la publicité se chargent de créer de nouveaux besoins¹⁴² ».

Du côté des banques, au lieu d'opposer luxe et nécessité, certains commentateurs semblent établir une distinction plutôt floue entre les besoins et les désirs. Le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada affirme par exemple en 1953, que « [l]es besoins et les désirs humains sont innombrables, mais il faut faire des choix entre eux parce qu'il est impossible de tous les satisfaire¹⁴³ ». Une décennie plus tard, c'est au tour du bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale de soutenir que les besoins sont illimités et qu'en réalité, les biens de luxe peuvent devenir des nécessités à mesure que le revenu s'élève¹⁴⁴.

Signe de la transformation qui s'opère et de la coexistence des deux normes identifiées par Tremblay et Fortin, des discours véhiculés par des publications grand public présentent pour leur part le luxe comme désirable et accessible. Dans un dossier sur « the good apartment life » au début des années 1960, *Chatelaine* vante ainsi la banlieue où « the modern luxuries come at family prices¹⁴⁵ ». En 1963, la version française de cette publication abonde dans le même sens dans un article sur « [l]'indispensable superflu dans le budget de la femme moderne ». En plus d'établir une adéquation entre ce superflu et l'image de « la femme moderne », l'article souligne que « [l]ivres, disques et vins sont de charmants luxes, mais on oublie souvent de leur consacrer les quelques dollars qu'ils méritent. Ils sont pourtant accessibles à tous les budgets¹⁴⁶ ».

¹⁴⁰ « Histoire de l'Acef », *Qu'est-ce que l'Acef?*, 1974, p. 8. UQÀM-SAGD, 74P-138/7.

¹⁴¹ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 125.

¹⁴² *Ibid.*, p. 125-126.

¹⁴³ « Plans de stabilité financière personnelle », *BRC-BM*, décembre 1953, s. p. Voir aussi : « Nous sommes tous des consommateurs », *BRC-BM*, août 1952, s. p.

¹⁴⁴ « Le mythe de l'achat rationnel », *BCN*, avril 1964, p. 2. Plus alarmiste, Louis-Georges Gervais relève lui aussi l'aspect illimité des besoins. Louis-Georges Gervais, « Être motivé... », *MCP*, 1968-3, p. 13.

¹⁴⁵ « The Good Apartment Life », *CH-EN*, novembre 1964, p. 40.

¹⁴⁶ « L'indispensable superflu dans le budget de la femme moderne », *CH-FR*, janvier 1963, p. 24.

Au milieu des années 1960, les discours provenant des milieux syndicaux revendiquent aussi quelques achats plus luxueux pour les ouvriers. *Le Monde ouvrier* s'insurge notamment contre une campagne alors en cours contre l'achat à tempérament en affirmant que

C'est du puritanisme que de refuser tout superflu aux pauvres, que de vouloir empêcher les travailleurs d'hypothéquer raisonnablement leur avenir pour se procurer des choses utiles et durables. [...] le travailleur de 1964 ne se croit pas né pour un petit pain. Conditionné par la publicité et le train de vie nord-américain, il ne renoncera pas facilement à ce qu'il croit être un besoin parce qu'il se trouve à court d'argent¹⁴⁷.

Dans un autre registre, le budget¹⁴⁸ et l'épargne¹⁴⁹ sont souvent présentés comme une nécessité, statut que le crédit semble en voie d'atteindre. Ainsi, Marcel B. Caron, qui invite à la prudence, incite-t-il à tenir « pour acquis que de plus en plus on trouve qu'il devient nécessaire d'emprunter ou de se servir du crédit pour acquérir des biens durables¹⁵⁰ ». Beaucoup plus dénonciateur est le ton des *Assoiffés du crédit*, étude publiée en 1973 qui affirme que le crédit est devenu une nécessité pour les consommateurs qui n'arrivent pas autrement à se procurer le nécessaire¹⁵¹. Ils en ont donc désormais « besoin pour vivre¹⁵² ».

En somme, certains biens de consommation, à commencer par l'automobile, construits comme du luxe au début de la période sont de plus en plus assimilés à des nécessités et donc à une forme de consommation légitime. Cette transformation, qui ne fait pas l'unanimité, surtout pendant l'immédiat après-guerre, gagne néanmoins en acceptabilité avec le temps. Ainsi, tout au long de la période, plusieurs déplorent l'engouement pour ce qu'ils considèrent comme de « faux besoins », autant de dépenses illégitimes créés par la culture de masse, tandis que d'autres, à partir des années 1960 surtout, trouvent de plus en plus acceptable que certains biens deviennent des « besoins » ou acceptent même le désir croissant de se procurer du luxe.

¹⁴⁷ « Les caisses d'économie », *MO/LW*, janvier 1964, p. 1.

¹⁴⁸ Paul-Émile Charron, « Le budget une nécessité du XXe siècle », *MCP*, juin 1957, p. 4-5.

¹⁴⁹ Paul-Émile Charron, « Économie et épargne par le budget », *RD*, janvier 1959, p. 10; « Nécessité et avantages de l'épargne », *RD*, octobre 1959, p. 149.

¹⁵⁰ Marcel B. Caron, « Combien perdons-nous? \$5, \$10, \$15, \$25...millions? », *MCP*, octobre 1962, p. 2.

¹⁵¹ FACEF, *Les assoiffés du crédit*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 75.

¹⁵² *Ibid.*, p. 145. Voir aussi : « Rapport réunion d'orientation 17 décembre », 197? (UQÀM-SAGD, 74P-138/5).

3.3.4 Le genre de la nécessité et du superflu

Il est bien difficile de ne pas discerner, derrière ces discours sur le luxe et la nécessité, les contours de l'idéologie patriarcale et de la prévalence de l'association « production masculine versus consommation féminine »¹⁵³. Donica Belisle, dans une mise en lumière « des liens établis [par divers commentateurs canadiens-anglais] entre cupidité, luxe, hystérie et féminité pour qualifier d'irrationnelles les femmes allant magasiner »¹⁵⁴, a d'ailleurs observé cette rhétorique à l'œuvre au cours d'une période antérieure aux Trente Glorieuses. Elle cite par exemple un article du *Grain Growers' Guide* de Winnipeg datant de 1916 selon lequel « [a]s a result of their natural “feminine extravagance,” women were unable to resist “fritter[ing] away” their “time and energy” out shopping¹⁵⁵ », une situation déplorable à laquelle l'article suggère un palliatif : « male control ». Plus encore, selon cette historienne, « [w]hen they contended that shopping women were responsible for moral decline, English-Canadian commentators revealed their adherence to a Western European discourse of corrupt feminine materialism that stretched back to the eighteenth century¹⁵⁶ ».

C'est donc en quelque sorte le luxe lui-même qui est un concept genré associé à la sentimentalité, au plaisir, à la féminité par opposition au rationnel et masculin nécessaire. Dans une « [l]ettre aux femmes », Giovanni Papini, un écrivain italien notoire et controversé, dont les propos sont reproduits dans la revue *L'École des Parents*, illustre parfaitement cette association :

VOUS AVEZ COLLABORÉ À LA RUINE DES HOMMES BIEN PLUS QU'À LEUR SALUT. Vos soifs d'opulence, de sécurité, de luxe, ont accru la fébrile cupidité des mâles déjà bien trop enclins à la conquête de l'argent. Vous avez préféré les hommes opulents et puissants et, pour se disputer les femmes les plus

¹⁵³ À noter que Magda Fahrni nuance avec raison cette opposition en affirmant notamment l'appartenance de la consommation à la fois à la sphère publique et à la sphère privée et en indiquant que celle-ci constituait du « travail productif » pour bien des femmes. Magda Fahrni, « Explorer la consommation dans une perspective historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 468-469. Voir aussi : Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral and the Economic in the Postwar Years*. Toronto, UTP, 1999, p. 6 cité dans *Ibid.* p. 469.

¹⁵⁴ Donica Belisle, « Crazy for Bargains. Inventing the Irrational Female Shopper in Modernizing English Canada », *The Canadian Historical Review*, 92, 4 (décembre 2011), résumé français.

¹⁵⁵ Belisle, « Crazy for Bargains... », p. 582.

¹⁵⁶ *Ibid.*

désirables, les hommes ont poursuivi avec une fébrilité croissante la richesse et la suprématie, avec les résultats que chacun voit et sait¹⁵⁷.

Cette association du superflu à la féminité ressort aussi dans l'association du travail salarié des femmes mariées à du luxe qui sert à condamner ce labeur — et donc à renforcer l'ordre social patriarcal. Une religieuse qui écrit dans les pages de *La Famille* en 1951 déplore ainsi que les gains issus de l'emploi des mères de famille se dépensent trop souvent « en gaspillage de toilette et d'amusement¹⁵⁸ ». Dans la même veine, Lucien Lacroix juge que « [b]ien que les préoccupations matérielles demeurent toujours présentes et qu'elles soient une des principales motivations qui poussent la femme [mariée] à entrer sur le marché du travail, ce second salaire qu'apporte l'épouse au foyer devient pour elle de moins en moins un moyen de survie, de plus en plus une façon de se permettre du luxe, consciente de dépenser son propre argent et non celui du conjoint¹⁵⁹ ». Pourtant, comme l'indique Byrne Hope Sanders, alors rédactrice en chef de *Chatelaine*, « every survey shows that an overwhelming proportion of married women work (outside the home) because they must¹⁶⁰ ». Il en va de même pour toutes les mères des familles récemment immigrées à Montréal d'origine allemande, anglaise, estonienne, russe, ukrainienne, d'ex-Yougoslavie, et surtout italienne, polonaise et hongroise, interrogées par la travailleuse sociale Eva Manyi en 1955¹⁶¹.

Dans les années 1960, l'idée selon laquelle le travail salarié des femmes mariées est acceptable uniquement s'il ne sert pas des fins « luxueuses » constitue en quelque sorte une brèche dans cette association entre l'emploi féminin et le superflu, bien qu'il en constitue aussi en quelque sorte la continuité. Le fait que les experts ressentent le besoin de spécifier les conditions d'acceptabilité d'un tel travail féminin en le liant à un « nécessaire » souvent abstraitement défini ou encore à l'amélioration du confort ou de la santé des enfants, comme le mentionne l'écrivaine américaine Phyllis McGinley en 1965, prouvent qu'ils croient que cela n'est pas toujours le cas. Le corollaire de cette justification de l'emploi des femmes mariées est en outre que si elles occupent un emploi « pour installer un four encastré dans sa cuisine,

¹⁵⁷ Giovanni Papini, « Lettre aux femmes », *ÉDP*, juillet 1951, p. 2. Majuscules dans le texte.

¹⁵⁸ Sr Saint-Raymond, « Mission de la femme moderne », *LF*, novembre 1951, p. 556.

¹⁵⁹ Lucien Lacroix, « La femme mariée au travail – problèmes d'hier, d'aujourd'hui et de demain », *RD*, 1970-2, p. 31.

¹⁶⁰ Byrne Hope Sanders, « Husbands' Jobs and Working Wives », *CH-EN*, novembre 1947, p. 2.

¹⁶¹ Eva Manyi, *La raison de travail de la femme néo-canadienne*, Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1955, p. 51.

sous prétexte que sa voisine vient de faire refaire la sienne à neuf, le motif est plutôt futile¹⁶² ». Cela dit, les discours déplorant que les femmes n'occupent un emploi que pour se procurer du luxe se font nettement moins abondants à partir de la seconde moitié des années 1960, le débat au sujet du travail féminin hors du foyer s'axant dès lors davantage autour d'enjeux comme l'épanouissement des femmes ou encore l'égalité des sexes¹⁶³. Ce phénomène s'inscrit probablement dans le sillage de la parution, au début des années 1960, de l'ouvrage *La Femme mystifiée* où la journaliste Betty Friedan évoque l'insatisfaction des ménagères banlieusardes américaines face à un quotidien se déclinant sous le signe du consumérisme et dont les idées sont diffusées par les journaux et les revues au Canada¹⁶⁴.

Quoi qu'il en soit, cette association du luxe à la féminité ne signifie pas que les hommes ne sont pas blâmés. En effet, il arrive que la production discursive leur reproche de dépenser pour des biens de luxe, mais, encore une fois, ces dépenses sont genrées. Ainsi, en 1951, une bande dessinée incitant à faire un budget familial révèle que les achats superflus des hommes ne sont pas les mêmes que ceux attribués aux femmes : « Que madame coupe fantaisie, p'tits oignons et bibelots...Que monsieur soit plus tempérant, se fasse des "rouleuses", moins de niaiseries, etc.¹⁶⁵ ». Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre 6.

Conclusion

Au terme de ce survol des discours légitimant certains aspects de la société de consommation, il apparaît évident que les modifications du rapport à l'argent et aux biens matériels que l'entrée de la consommation de masse entraîne dans son sillage ne passent pas inaperçues pendant les Trente Glorieuses. Sans nécessairement l'exprimer ainsi, c'est en fait la participation croissante à la société de consommation que les discours commentent en se faisant parfois encourageants, compréhensifs, perplexes ou moralisateurs. Il apparaît ainsi que

¹⁶² Phyllis McGinley, « Le droit pour la femme mariée de ne pas travailler », *SRD*, juin 1965, p. 131. Condensé du *Ladies' Home Journal*.

¹⁶³ Entre autres : « Le travail de la femme à l'extérieur », *BCN*, juillet-août 1965, p. 1-4; Lucien Lacroix, « La femme mariée au travail », *RD*, 1970-2, p. 28-29; « La condition de la femme aujourd'hui et demain », *BCN-BM*, janvier 1976, p. 1-2.

¹⁶⁴ « Le travail de la femme à l'extérieur », *BCN*, juillet-août 1965), p. 3. Voir aussi : Hélène Fecteau, « Les résultats de notre sondage indiquent que les mères ont aussi le temps de vivre », *CH-FR*, juillet 1972, p. 51.

¹⁶⁵ « Faites-vous votre budget?? Si non...Gare à la dégringolade », *MO*, 1951, p. 56.

le désir populaire de participer à la consommation de masse, présent au sein de la population dès la fin du conflit mondial, n'échappe pas à l'œil de ceux et de celles qui écrivent sur la société québécoise. Certains d'entre eux, probablement influencés par les discours en circulation au sud de la frontière, lui attribuent une connotation positive, notamment en l'assimilant au progrès, à la démocratie, à la supériorité occidentale ou à la citoyenneté dans un contexte imprégné des anxiétés de la guerre froide.

Manifestement plus ambivalents face à la consommation de masse, d'autres experts œuvrent pour leur part à légitimer certaines formes de consommation tout en en condamnant d'autres, bien qu'il soit ardu de brosser un portrait précis des dépenses qu'ils endossent ou rejettent. À ce chapitre, la frontière mouvante entre le nécessaire et le superflu souvent évoquée pendant les Trente Glorieuses est particulièrement éloquente. Le concept de besoin, chargé de sens et s'articulant autour de la définition sociale de la nécessité, subit maintes transformations, au grand dam de certains commentateurs, notamment ceux gravitant autour des CPD. Les mutations de la frontière entre le nécessaire et le luxe, en plus d'être teintées par les rapports de genre et de classe, corroborent les observations de Marc-Adélar Tremblay et de Gérard Fortin au sujet de la coexistence de deux normes au Québec au tournant des années 1960, celle véhiculée par la culture de masse étant visiblement en train de l'emporter. C'est donc toute la relation des acteurs et des actrices historiques aux besoins (construits comme légitimes) et au luxe (construit comme illégitime) qu'altère l'entrée dans la société de consommation.

Chapitre 4

« La suprême incarnation du mal¹ » : l'infortune par la consommation

Les éloges ou les ambivalences, selon les différentes formes de consommation, n'ont pas le monopole des discours sur la société de consommation dans le paysage discursif du Québec, loin de là. En effet, les visions négatives de ce phénomène abondent et sont d'autant plus importantes qu'elles en offrent une critique en profondeur en s'attaquant à la valeur intrinsèque de la consommation de masse ou des valeurs consuméristes². Cette pléthore de discours hostiles à la société de consommation — dont la quantité et la véhémence dépassent de loin les éloges — n'est peut-être pas très surprenante dans la mesure où la pensée occidentale s'évertue depuis plus de deux siècles à diaboliser le phénomène, comme l'a démontré l'historiographie. Par exemple, selon Kathleen Donohue, aux États-Unis,

Since the earliest days of settlement, American systems of thought ha[ve] imbued the consumer identity with negative connotations and the producer identity with positive ones. While the consumer was generally associated with luxury, sin, and corruption, the producer evoked images of thrift, industry, virtue, and progress³.

La dichotomie consommateur-producteur telle que présentée par Donohue relève certes d'un contexte historique différent et est peut-être un peu trop nette⁴ pour se transposer au XX^e siècle, mais force est de constater que, pendant l'après-guerre, la consommation ne revêt pas un sens beaucoup plus positif. En effet, jusqu'aux années 1970, la consommation est, d'après l'historien britannique Frank Trentmann, « [r]outinely decried [...] as leading to alienation,

¹ Résumé du film de Gilles Groulx, *24 heures ou plus*, Montréal, ONF-NFB, 1973.

² Par consumérisme, nous entendons ce que l'historien britannique Matthew Hilton définit comme la « *doctrine of continually increasing rates of consumption as the basis for a sound economy, which in turn triggers a series of cultural effects, principal among these being the absorption of social life into the world of commodities* ». Matthew Hilton, *Consumerism in 20th-Century Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 4.

³ Kathleen G. Donohue, « What Gender is the Consumer? The Role of Gender Connotations in Defining the Political », *Journal of American Studies*, 33, 1 (avril 1999), p. 21.

⁴ Sur la (fausse) netteté de cette dichotomie, voire entre autres : Magda Fahrni, « Explorer la consommation dans une perspective historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 468-469.

waste, and selfish materialism⁵ ». Daniel Horowitz qui s'est penché sur les écrits des intellectuels américains sur l'abondance des années 1930 à 1970 met quant à lui en lumière la « persistence of highly charged, moralistic attitudes to consumer culture⁶ » tandis que Bettina Liverant abonde dans le même sens en spécifiant que pendant les années 1950, 1960 et 1970, les intellectuels (américains et britanniques) perçoivent « consumption as processes of manipulation, orchestrated by the forces of capital⁷ ». Du côté de la France, l'historienne Sophie Chauveau observe elle aussi une méfiance par rapport à « l'abondance de biens » à partir des années 1950, un discours qui « s'exprime déjà à l'époque moderne, partagée entre le sentiment que la consommation participe à la richesse des nations mais que cette débauche, contraire à la morale, ne convient pas à tous⁸ ».

En ce qui concerne le Canada et le Québec, peu d'historiens se sont intéressés à la façon dont la société de consommation est critiquée lors de son implantation. Les sources que nous avons étudiées montrent toutefois la présence de plusieurs discours, plus ou moins importants selon le moment, dénonçant différents aspects du phénomène. Cette tendance à voir la société de consommation d'un œil défavorable, voire carrément hostile, semble exacerbée par le fait que le Québec ne partage pas, bien au contraire, les bienfaits de l'impérialisme américain qui, selon Jackson Lears, « underwrote expanding mass consumption⁹ ».

Sans que les frontières délimitant leurs prises de position soient toujours tout à fait nettes, un grand nombre de commentateurs franco-québécois gravitant plus ou moins près des cercles catholiques, des CPD ou du milieu syndical vont donc rejeter, souvent avec véhémence, la consommation de masse ou certaines de ses conséquences. Pendant l'immédiat après-guerre, c'est surtout le « matérialisme » et la trop grande importance accordée par les masses au superflu, selon ces commentateurs, qui s'attirent leur courroux. Il serait faux de

⁵ Frank Trentmann, « Introduction » » dans Frank Trentmann, dir., *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 1.

⁶ Daniel Horowitz, *The Anxieties of Affluence. Critiques of American Consumer Culture, 1939-1979*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2004, p. 2.

⁷ Bettina Liverant, « Negotiating Narratives. Recent Approaches in Consumer Studies », *Labour / Le Travail*, 71 (printemps 2013), p. 219-220.

⁸ Sophie Chauveau, « Regards sur la consommation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, 3 (2006), p. 7.

⁹ Simon N. Patten, *The New Basis of Civilization*, New York, Macmillan, 1907, p. 84-89 cité dans Jackson Lears, *Rebirth of a Nation. The Making of Modern America*, New York, Harper Collins, 2009, p. 282-283 (cité dans Lawrence B. Glickman, « Consumer Activism, Consumer Regimes, and The Consumer Movement. Rethinking the History of Consumer Politics in the United States » dans Trentmann, *The Oxford Handbook of...*, p. 413.

croire à une césure précise entre les années 1950 et la décennie suivante, mais il est indéniable que la société de consommation s'attire de nouvelles doléances, souvent en lien avec le vent de contestation sociale qui souffle sur l'Occident dans les années 1960, alors qu'elle est notamment associée à une force exploitant la population.

En fait, dans les années 1950, les commentateurs s'opposent à la montée des valeurs associées à la consommation. Provenant surtout des milieux catholiques, ce discours est moralisateur, voire accusateur, quoique son ire apparaisse parfois davantage dirigée vers la société que contre les individus qui la composent. À partir du milieu des années 1960, on assiste à un véritable changement de paradigme dans la mesure où le consommateur commence à être plus explicitement associé à une victime, qui serait le plus souvent un homme. En effet, si les consommateurs que les discours accusateurs des années 1950 évoquent sont selon toute vraisemblance tant des hommes que des femmes, il n'en va pas de même chez les commentateurs de gauche de la décennie suivante, peut-être parce qu'ils cherchent à inciter à l'action politique... et que le Québec est encore une société patriarcale où la politique et l'action sont associées à la masculinité. Autre fait intéressant, tous ces discours, qu'ils placent au banc des accusés les consommateurs ou le capitalisme qui supposément les opprime, visent la même chose : convaincre de moins consommer. Comme ils émanent en forte majorité des experts francophones, ils incitent, davantage que les discours mis en lumière dans les chapitres précédents, à se demander si la société de consommation ne fait pas l'objet de plus de réticences au Canada français qu'ailleurs en Amérique du Nord.

Compte tenu de l'ubiquité de l'enjeu qu'est l'entrée dans la société de consommation, des choix se sont imposés. Nous étudions donc uniquement les discours et non les actions des différents groupes ou acteurs et actrices historiques. Les campagnes menées par le mouvement de protection des consommateurs, notamment, pourraient faire l'objet d'une analyse plus approfondie, mais là ne réside pas notre objectif, d'autant plus que son émergence au Québec a lieu à la toute fin de la période à l'étude. Certes, l'ACC qui voit le jour en 1947 comporte une section française et compte des membres au Québec¹⁰. Tout porte cependant à croire qu'elle y fait peu d'adeptes avant la fin des Trente Glorieuses, date avant laquelle les discours

¹⁰ Mme G. Brown, de Saint-Jean, au Québec, préside par exemple le comité d'organisation de la réunion nationale annuelle de l'ACC en 1969. Edith MacIntosh, « Votre présidente vous parle », *CC*, septembre-octobre 1969, p. 87.

la mentionnent rarement. D'ailleurs, Gilles Sicotte affirme en 1974 dans les pages de *Relations* que l'ACC « commence à percer, depuis quelques années, au Québec francophone¹¹ » où elle compte alors 5 000 membres environ. Dans la même veine, Jean Meynaud, professeur à l'Université de Montréal, analyse, pour le compte de la Fédération des consommatrices du Québec en 1968 et 1969, « les modalités et l'utilité éventuelles d'une action des consommateurs¹² », sous-entendant que cette « action » n'a pas encore pris forme¹³.

S'insérant parfois dans la mouvance de la protection des consommateurs, les ACEF, les CPD et les coopératives de consommation (surtout d'alimentation) auraient aussi pu faire l'objet d'investigations. Sans nous pencher sur leurs actions, nous avons choisi d'intégrer leurs propos sur la société de consommation (ainsi que sur d'autres enjeux plus circonscrits dont il sera question dans les chapitres suivants) aux autres discours en circulation, car nous croyons qu'étant donné leur importance pendant la majeure partie de la période à l'étude, les analyser séparément nuirait à la justesse de la vue d'ensemble que nous proposons des perceptions de la consommation de masse.

4.1 « L'idole de la piastre¹⁴ » : lutter contre le « matérialisme ambiant »

Chez plusieurs commentateurs, surtout ceux évoluant près des milieux catholiques ou des CPD, elles-mêmes très empreintes de catholicisme, la dénonciation de l'ascension de la consommation dans l'échelle des valeurs en général est très englobante. C'est en fait le « siècle matérialiste¹⁵ », ou la trop grande importance accordée par une partie, sinon la

¹¹ Gilles Sicotte, « Consommation et institutions sociales québécoises. Protection du consommateur ou protection de la consommation? », *RL*, février 1974, p. 48.

¹² Jean Meynaud, *La défense des consommateurs dans les sociétés capitalistes*, Montréal, Université de Montréal, 1968, p. 4.

¹³ En 1967, Jean-Jacques LeFrançois, qui gravite autour des Caisses populaires Desjardins, corrobore lui aussi cette impression d'un mouvement émergent lorsqu'il cite en exemple la naissance aux États-Unis et au Canada anglais d'« associations de consommateurs, les *consumers associations*, qui luttent pour la qualité des produits et qui s'efforcent d'éduquer leurs membres et le public en général quant à tous ces trucs publicitaires ». À ses yeux, la poignée de coopératives de consommation qui existent au Québec semble « avoir manqué, jusqu'ici, ce quelque chose propre à créer l'enthousiasme, à attirer la masse des consommateurs qui continuent [...] à vouloir des bébelles, le clinquant, la pacotille ». Jean-Jacques LeFrançois, « Le consommateur prisonnier », *MCP*, janvier-février 1967, p. 11. Tiré du *Devoir*. En italique dans le texte.

¹⁴ « L'idole de la piastre », *LT*, 24 décembre 1953, p. 3.

¹⁵ « Jolie circulaire pour votre fin d'année », *RD*, avril 1949, p. 70.

majorité de leurs contemporains au matériel, à l'argent et aux possessions¹⁶ qu'ils déplorent pendant les années d'après-guerre. Dans les pages de *La Famille*, Gérard Lemieux craint, par exemple, que la société catholique ne se transforme en « une civilisation matérialiste » en raison du « caractère mercantile et publicitaire de notre régime économique [qui] donne aux biens matériels une telle prédominance que les relations humaines seront pour la plupart dominées par l'idée de profit égoïste, d'intérêt mesquin et de jouissance insatiable¹⁷ ». Le même son de cloche se fait entendre du côté de *La Revue Desjardins* où il est question de la « civilisation de l'argent¹⁸ ». Alexis Carrel, médecin, biologiste et sociologue français aux idées eugénistes dont le jésuite Richard Arès résume un ouvrage, est lui aussi sans équivoque dans ses propos qui résument toutes ces doléances : « [l]'idée du profit a tout envahi de nos jours; la richesse apparaît comme le bien suprême, et le succès de la vie se mesure en unités monétaires¹⁹ ».

Selon plusieurs commentateurs, ce matérialisme serait en train de se répandre dans la société canadienne-française, d'où leur propension à le présenter comme une menace qui plane sur leurs semblables. C'est donc en utilisant un ton un peu alarmiste qu'un certain Raymond Lacasse indique en 1947 que les évêques catholiques, « ont crû [*sic*] devoir donner l'alarme pour empêcher le peuple canadien-français de sombrer dans le remous d'un matérialisme qui se fait de jour en jour plus grand, plus puissant²⁰ ». En effet, le peuple, ayant « perdu la tête » devant l'argent qui « s'est mis à couler depuis la guerre » ne songe supposément plus qu'à « faire de l'argent, par tous les moyens possibles²¹ ». En 1951, *Le Travail* apporte de l'eau au moulin à ce raisonnement en affirmant qu'il existe trop de « gens qui ont un signe de piastre à la place du cœur », au point où « [c]ette fausse mentalité, on est tenté souvent d'affirmer qu'elle est générale²² ».

¹⁶ « Principes chrétiens de l'économie », *RD*, mars 1951, p. 52; « Diagnostic du désordre social », *RL*, septembre 1954, p. 254; La rédaction, « Présence », *MO*, 1955, p. 4; « L'argent », *RD*, octobre 1959, p. 156-157. Tiré de *L'Argent* par Ch.-D. Boulogne.

¹⁷ Gérard Lemieux, « Comme devenir soi-même le meilleur ami... », *LF*, février 1956, p. 33.

¹⁸ L'économiste, « Nos jeunes et l'épargne », *RD*, janvier 1961, p. 13.

¹⁹ Richard Arès, « Le Dr Carrel et les lois de la vie », *RL*, mars 1951, p. 64.

²⁰ Ray. Lacasse, « Campagne de moralité et Caisses populaires », *RD*, juin-juillet 1947, p. 112.

²¹ *Ibid.*

²² « Quand on vit pour la piastre! », *LT*, 23 février 1951, p. 3

Ces dénonciations, en apparence assez claires, cachent souvent un double sens. En effet, d'un même souffle, certains discours vilipendent non seulement la consommation et l'argent en général, mais aussi le communisme et la vision matérialiste des relations de pouvoir sur laquelle il s'appuie, le terme « matérialiste » étant utilisé pour désigner ces deux phénomènes que les commentateurs ne semblent pas toujours dissocier totalement, quand ils ne les amalgament pas carrément. Ainsi l'auteur d'un conte déplorant que la vaste majorité des habitants aient oublié la raison religieuse pour laquelle ils célèbrent Noël cite une rencontre entre le Jésus de sa fable et « des bandes d'enfants à bérets rouges [qui] agitaient des joujoux et hurlaient : “C'est la lutte finale...”²³ », soit les paroles de l'hymne socialiste *L'Internationale*. C'est donc dire que le matérialisme, tant au sens de l'attrait du matériel que du socialisme, détourne les enfants des enseignements religieux, qu'ils soient obnubilés par leurs offrandes ou qu'ils entonnent *L'Internationale*. L'association de ces deux problèmes — car ils sont bel et bien construits comme tels — est d'ailleurs mise en lumière par le pape Pie XII dans une encyclique à la fin des années 1950 où il indique que le matérialisme qu'il dénonce

n'est pas seulement dans la philosophie condamnée qui préside à la politique et à l'économie d'une portion de l'humanité, il sévit aussi dans l'amour de l'argent, dont les ravages s'amplifient à la mesure des entreprises modernes et qui commande, hélas![, t]ant de détermination sur la vie des peuples; il se traduit par le culte du corps, la recherche excessive du confort et la fuite de toute austérité de vie; il pousse au mépris de la vie humaine, de celle même que l'on détruit avant qu'elle ait vu le jour; il est dans la poursuite effrénée du plaisir, qui s'étale sans pudeur et tente même de séduire, par les lectures et les spectacles, des âmes encore pures; il est dans l'insouciance de son frère, dans l'égoïsme qui le prive de ses droits, en un mot dans cette conception de la vie qui règle tout en vue de la seule prospérité matérielle et des satisfactions terrestres²⁴.

En d'autres termes, le matérialisme recouvre tant les idées socialistes ou le système politique communiste qu'une vaste gamme d'éléments relevant de l'hédonisme. Pour compliquer les choses, la culture de masse qui est partie intégrante de ce matérialisme, bien que Pie XII ne la nomme pas ainsi, est souvent associée aux États-Unis. Ironiquement, en cette époque imprégnée de l'atmosphère anxieuse de la guerre froide, un matérialisme marxiste et un matérialisme américain sont ainsi dénoncés et parfois amalgamés ou du moins difficiles à

²³ Pierre l'Ermitte, « Comment on falsifie Noël », *MO*, 1951, p. 39.

²⁴ « Le pape, les chrétiens, et le matérialisme », *RL*, août 1957, p. 210.

distinguer dans les discours. En ce sens, ce sont les « fausses théories libérales et socialistes » que Paul-Émile Charron, du Mouvement des CPD, accuse d'orienter les citoyens vers le matérialisme en 1959, les deux types d'économie qu'elles président ayant pour tort de faire « de l'abondance le grand objectif de la vie sociale ²⁵ ». Cet amalgame entre le « matérialisme » à l'américaine et à la soviétique est peut-être, voire probablement, intentionnel : les experts qui le mettent de l'avant sont, peut-on le présumer, assez au fait de l'actualité politique internationale pour comprendre qu'il s'agit de deux idéologies bien différentes.

Par ailleurs, si certains commentateurs perçoivent dans ce « matérialisme aussi effréné qu'anti-humain » en pleine ascension « le dénominateur commun » de rien de moins que tous « les maux dont souffre le monde actuel ²⁶ », d'autres isolent une structure sociale particulièrement à risque : la famille. Il faut dire que cette institution est souvent perçue comme menacée par les bouleversements en cours, un phénomène qu'a observé l'historienne Cynthia Comacchio pour l'ensemble du Canada entre 1850 et 1940 ²⁷ et qui survit manifestement à la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la guerre, le franciscain Gonzalve Poulin affirme ainsi sans ambages qu'« [i]l semble [...] que l'influence pernicieuse du matérialisme soit à l'origine de nos problèmes familiaux », bien que « le développement de la vie urbaine, la baisse de l'autorité familiale et les envahissements familiaux de l'État²⁸ » constituent d'autres facteurs de cette « désagrégation de la famille canadienne ». En effet, autrefois « inspiré par une culture nettement spirituelle », le milieu familial accorde de plus en plus d'importance au « gain de l'argent qui permet l'obtention de tous les standards de bien-être moderne²⁹ ».

Dans la même veine, en 1948, Marguerite Perroy qui signe une « chronique féminine » dans *Relations*, évoque « [l]a vague de matérialisme qui déferle sur l'humanité [qui] se rue brutale contre ce dernier refuge humain de l'esprit : la famille³⁰ ». C'est en fait contre la place

²⁵ Paul-Émile Charron, « Le sens chrétien de la richesse », *RD*, février 1959, p. 35.

²⁶ « Un bilan moral trop passif », *RD*, mars 1957, p. 53. Tiré du *Messenger Raiffeisen*, janvier 1957.

²⁷ Cynthia Comacchio, *The Infinite Bonds of Family. Domesticity in Canada, 1850-1940*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 180 pages.

²⁸ Gonzalve Poulin, « La désagrégation de la famille canadienne », *LF*, janvier 1945, p. 532.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Marguerite Perroy, « La mère dans un monde à rebâtir », *RL*, janvier 1948, p. 10.

des femmes au foyer et leur « mission maternelle » que Perroy perçoit une attaque qu'elle lie plus ou moins clairement au soviétisme. Ses inquiétudes ne sont probablement pas sans liens avec l'opposition — qu'elle semble partager — au travail salarié des femmes mariées, associé, depuis le tournant du XX^e siècle, au désir de se procurer du « luxe », ce qui le lie à ce matérialisme. Ce type de discours inquiet pour le sort de la famille se poursuit au début des années 1950, alors que Jean Blais affirme que « [l]e matérialisme et le sensualisme arrachent du cœur des hommes le sens de Dieu, principe et fondement de toute autorité, donc de celle des parents³¹ », tandis que le dominicain Charles-Damien Boulogne avertit que « le respect de l'argent réduit à néant la piété et la reconnaissance filiales³² ».

Probablement afin de contrer cette prétendue « vague de matérialisme³³ », plusieurs commentateurs insistent sur le fait que le véritable bonheur ne réside pas dans l'argent, les possessions ou la participation à la société de consommation. En totale contradiction avec les exhortations à tenir et à suivre un budget qui abondent pendant les Trente Glorieuses et sur lesquelles nous reviendrons dans les prochains chapitres, Jacques Biebuyck, un écrivain belge dont *La Famille* rapporte les propos, exhorte ainsi les individus à moins se préoccuper de leurs finances. Il reproche à de jeunes fiancés de trop prévoir l'aspect matériel de leur vie conjugale, de faire trop de cas des « questions de mobilier, de confort et d'argent » et pas assez de leur « capacité d'accord et de joie »³⁴. Selon lui, la vie est faite d'imprévus et le bonheur « n'a rien de technique »³⁵. Cette idée selon laquelle la véritable richesse ne réside pas dans l'argent ou dans les possessions matérielles est assez répandue. Selon *Relations*, c'est en effet le foyer qui est « la source de toutes les richesses par son unité³⁶ ». Dans la même veine, *La Revue Desjardins* cite Jean Chrysostôme, clerc canonisé de l'Antiquité qui, en plus d'inviter à « retrancher [l]es magnificences superflues », soutient que « [l]e vrai riche n'est pas celui qui a beaucoup amassé, mais celui qui n'éprouve pas le besoin de beaucoup de choses; le vrai pauvre n'est pas celui qui ne possède rien, mais celui qui convoite tout³⁷ ».

³¹ Jean Blais, « Semaine de la famille ouvrière – 1952 », *RL*, octobre 1952, p. 264.

³² « L'argent », *RD*, octobre 1959, p. 157. Tiré de *L'Argent* par Ch.-D. Boulogne.

³³ Ray. Lacasse, « Campagne de moralité et Caisses populaires », *RD*, juin-juillet 1947, p. 112.

³⁴ Jacques Biebuyck, « Lettre à des fiancés », *LF*, janvier 1953, p. 30.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ « Avec ou sans commentaires », *RL*, janvier 1951, p. 15.

³⁷ « L'argent vaut selon son usage », *RD*, avril 1950, p. 66.

À partir de la moitié des années 1950, les dénonciations du matérialisme se font moins moralisatrices, ou du moins plus compréhensives, vis-à-vis de l'engouement pour la participation à la consommation de masse, ce qui n'est pas sans rappeler l'acceptabilité croissante du « luxe » ou des « nouveaux besoins » évoquée au chapitre précédent. Elles continuent tout de même à mettre plus ou moins implicitement en garde contre l'attribution d'une trop grande importance au matériel dans l'échelle des valeurs. Par exemple, dans les pages de *L'École des Parents*, Marie-Berthe Robert évoque en détail sa « joie de [...] désirer » un chapeau neuf pour Pâques, mais souligne aussi que « ce simple bonheur [lui] suffit pour aujourd'hui » et qu'elle ne souffrira pas s'il lui « faut, demain, le sacrifier à quelque objet plus urgent et plus prosaïque³⁸ ». En ratissant plus large, Fernande Saint-Martin, rédactrice en chef de *Châteline*, relate, un peu à la manière d'une révélation, sa participation à un jeu de société qui a mis en lumière l'impuissance de l'argent à satisfaire « [l]es désirs les plus essentiels de chacune » des femmes réunies lors d'une soirée mondaine en 1962. En effet, ceux-ci résident plutôt dans « la joie d'aimer, d'être aimée, de rendre les autres heureux et de se réaliser pleinement³⁹ ». En 1969, dans les pages de *Relations*, c'est au tour de Claire Campbell de reprendre à son compte la ritournelle déplorant « les fausses valeurs de notre société de consommation qui ambitionne de “posséder” au lieu “d’être”⁴⁰ ». À son avis,

Nous sommes devenus prisonniers non seulement de fausses valeurs mais aussi des objectifs économiques de cette société dite d'abondance. Nous sommes submergés par le matérialisme. Le désir de confort, d'aisance, de possession nous avilit lentement⁴¹.

Ces trois commentatrices abondent dans le même sens que le sénateur Maurice Lamontagne selon lequel l'une des conséquences de l'abondance est qu'« [i]l nous faut maintenant apprendre, ce que le riche sait depuis longtemps, que la richesse ne signifie pas nécessairement le bonheur⁴² ».

Dans les années 1960, la charge contre le matérialisme en général s'atténue dans la mesure où elle fait l'objet de nettement moins de discours, mais perdure sous la forme d'une

³⁸ Marie-Berthe Robert, « Mon chapeau neuf », *ÉDP*, avril 1954, p. 9.

³⁹ Fernande Saint-Martin, « Il faut apprendre à rêver », *CH-FR*, janvier 1962, p. 1.

⁴⁰ Claire Campbell, « Bâtir au foyer des âmes fortes », *RL*, mars 1968, p. 77.

⁴¹ *Ibid.*, « La femme doit humaniser la société », *RL*, mars 1969, p. 80.

⁴² Maurice Lamontagne, « Conséquences économiques et sociales de l'abondance et de l'évolution », *RD*, mai 1968, p. 94.

dénonciation croissante de la présumée tendance des ménages québécois et canadiens à vivre au-dessus de leurs moyens⁴³. Si le matérialisme cesse d'être un terme de prédilection après l'immédiat après-guerre, il semble dès lors subsumé dans l'idée selon laquelle les gens dépensent trop, et pas nécessairement pour les bonnes raisons. Ainsi, en janvier 1960, le président de la Banque du Canada affirme lors d'une conférence que les Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens depuis cinq ans, paroles maintes fois reprises par les experts⁴⁴. En 1967, c'est au tour de John Rutherford Heron d'affirmer que

Notre siècle se signale par sa prodigalité. Nous tolérons et nous supportons le gaspillage. Riches et prospères, nous croyons que nos moyens nous permettent d'être follement dépensiers⁴⁵.

En d'autres termes, les discours délestent un peu la critique du matérialisme de sa connotation morale, mais leurs propos s'inscrivent manifestement toujours dans une tentative de mettre un frein à la consommation, de la contenir.

4.1.1 L'opposition religieuse entre le spirituel et le matériel

Cette dénonciation de la trop grande valeur accordée au matériel puise au moins en partie ses racines dans la tradition chrétienne occidentale opposant de manière dichotomique le temporel au spirituel. Dans un contexte où l'Église catholique s'élève en faux contre le « matérialisme athée de Marx⁴⁶ », l'insertion de ces doléances dans la pensée religieuse constitue un aspect important des discours sur le sujet. Ainsi, en 1949, le prêtre Georges Hébert décrivant le « mal dans lequel le libéralisme économique a jeté la société » déplore qu'

Une fois détournés des préoccupations de la vie éternelle, les hommes n'ont plus qu'à jouir de la vie présente et à se procurer le plus possible des plaisirs et des biens terrestres qu'elle peut donner. De là vient cette course affolée vers la jouissance et cette soif insatiable du gain; l'humanité paganisée y cherche sa fin ultime, son bonheur suprême⁴⁷.

⁴³ Entre autres : « Expansion et inflation », *BCN*, février 1960, p. 3-4.

⁴⁴ Par exemple : Cyrille Vaillancourt, « Vivons avec bon sens », *RD*, août-septembre 1962, p. 123-124.

⁴⁵ « L'absurdité du gaspillage », *BRC-BM*, septembre 1967, p. 1.

⁴⁶ Georges Hébert, « Le message des encycliques », *RD*, mai 1949, p. 94. Voir aussi, entre autres : Pierre l'Ermite, « Comment on falsifie Noël », *MO*, 1951, p. 39.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 84.

En fait, certains commentateurs gravitant autour des milieux catholiques semblent percevoir comme des vases communicants l'attachement au spirituel et l'attrait du matériel, d'où leur propension à les considérer comme incompatibles⁴⁸. Selon cette logique, l'ascension du matériel dans les valeurs contemporaines menace la foi. En 1946, la rédaction de *Relations* perçoit par exemple dans l'enjeu des garderies gouvernementales et, plus largement, de l'éducation de la jeunesse, l'affrontement de « deux philosophies », soit le matérialisme américain et le catholicisme (apparemment indigène au Canada français) :

L'une est d'inspiration étrangère, surtout américaine, importée par le livre, la revue et le conférencier étrangers, ou encore, d'une façon plus périlleuse, par des gens de chez nous, conquis insensiblement, au cours de voyages rapides ou de séjours d'étude en dehors du pays, par les solutions dites modernes, ou les faux brillants de civilisations de plus en plus matérialistes. L'autre, essentiellement spiritualiste, s'imprègne de la doctrine catholique sur la famille, la destinée temporelle et surnaturelle de l'homme, le civisme chrétien⁴⁹ ».

Dans la même veine, le théologien franciscain croate Carlo Balic que cite *Relations* en 1950 présente la foi et l'attachement aux biens de ce monde comme s'excluant mutuellement dans sa mise en garde contre la « terrible insurrection [qui] fait rage au nom de la question sociale, de la lutte entre le capital et le travail, de l'égalité entre les hommes; de plus en plus les hommes se penchent vers la matière et tournent le dos au ciel⁵⁰ » affirme-t-il. En 1957, *La Revue Desjardins* fait écho à ses inquiétudes en reproduisant un article du *Messenger Raiffeisen* selon lequel depuis l'introduction du « culte de la liberté » par les philosophes du XVII^e siècle « [l]e but de l'existence humaine n'est plus Dieu, mais le profit⁵¹ ». Un peu moins alarmiste, Paul-Émile Charron soutient, quant à lui, que hisser l'abondance au rang de fin de la vie sociale, comme le font les économies libérale et marxiste, est incompatible avec « l'esprit chrétien »⁵², tandis que *Le Travail* juge que la « mentalité "d'homme à la piastre" n'est pas du

⁴⁸ Dans la même veine, L.B. Kuffert observe, dans son étude des « cultural critics » de la vie moderne et de la culture de masse au Canada anglais, la construction d'une incompatibilité opposant le savoir scientifique à la religion pendant l'après-guerre. L.B. Kuffert, *A Great Duty. Canadian Responses to Modern Life and Mass Culture, 1939-1967*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 116-119.

⁴⁹ « Pour une grande politique au service de la jeunesse », *RL*, février 1946, p. 33.

⁵⁰ « Le dogme de l'Assomption », *RL*, novembre 1950, p. 314. Sur le sacrifice du spirituel au nom de l'économique, voir aussi Richard Arès, « Le Dr Carrel et les lois de la vie », *RL*, mars 1951, p. 64.

⁵¹ « Un bilan moral trop passif », *RD*, mars 1957, p. 53. Tiré du *Messenger Raiffeisen*, janvier 1957.

⁵² Paul-Émile Charron, « Le sens chrétien de la richesse », *RD*, février 1959, p. 35.

tout chrétienne⁵³ ». Ce type de dénonciation somme toute assez dichotomique s'articule donc autour du fait que l'argent et d'autres « vertus de païens⁵⁴ » de l'ordre du temporel prennent trop de place dans l'échelle des valeurs des contemporains au détriment de « vertus » plus spirituelles.

Ce type de discours adapte ainsi au contexte de l'après-guerre la séculaire opposition entre le spirituel et le temporel. L'engouement pour les possessions ou pour la culture consumériste — qui n'est pas nommée ainsi — apparaît donc comme l'antithèse, voire comme l'ennemi de la spiritualité ou de la morale chrétienne, ce qu'exemplifient les experts inquiets quant aux fêtes religieuses. En effet, dans les années 1950, maints commentateurs s'évertuent à « dénoncer la commercialisation de Noël et de Pâques, la profanation des Fêtes à, disons poliment, des légèretés, et l'oubli total du héros de la fête, le Messie, au foyer et sur les cartes de souhaits⁵⁵ »; ils s'en prennent aussi à l'importance croissante du père Noël et à l'aspect matériel de la fête⁵⁶. Dans les pages de *L'École des Parents*, Louis Pronovost se montre tout aussi manichéen en affirmant que la préférence pour le « Bonhomme Noël » ou « l'Enfant-Jésus » symbolise l'adhésion à la « [j]oie des biens matériels d'une part, et de l'autre paix de l'âme qui a compris que parce que Dieu se fit un jour enfant et naquit dans une étable, il lui est permis d'espérer en une joie et une paix éternelle⁵⁷ ». S'il concède que les étrennes et autres signes tangibles de réjouissances ont leur place étant donné la matérialité du corps, il réitère leur caractère menaçant en spécifiant : « faut-il encore que ces manifestations ne tuent pas l'esprit dont elles doivent procéder⁵⁸ ». Ce type de discours sur les fêtes religieuses — qui date de bien avant les Trente Glorieuses⁵⁹ — perdure à la fin des années 1950 et au cours de la décennie suivante, mais devient plus nuancé.

En 1963, Pierre Dallaire, écrivant pour *Maintenant*, semble prendre la chose avec une certaine philosophie en évoquant les aspects positifs qui « pallient, dans une certaine mesure,

⁵³ « Quand on vit pour la piastre! », *LT*, 23 février 1951, p. 3.

⁵⁴ Jacques Tremblay, « Nos 4 vertus...et les vertus chrétiennes », *RL*, juillet 1950, p. 209-210.

⁵⁵ « Au fil du mois », *RL*, décembre 1950, p. 362. Voir aussi : Pierre l'Ermitte, « Comment on falsifie Noël », *MO*, 1951, p. 37.

⁵⁶ Marthe Henripin, « Vie ou mort du Père Noël? », *ÉDP*, décembre 1955, p. 4-7.

⁵⁷ Louis Pronovost, « Arriverons-nous les mains vides? », *ÉDP*, décembre 1950, p. 1.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁵⁹ Jean-Philippe Warren observe par exemple des craintes analogues au sujet de Santa Claus au Québec au début du XX^e siècle. Jean-Philippe Warren, *Hourra pour Santa Claus! La commercialisation de la saison des fêtes au Québec 1885-1915*, Montréal, Boréal, 2006, p. 205-208.

cette commercialisation à outrance de la fête religieuse⁶⁰ ». En effet, non seulement assiste-t-on à un essor de la charité au cours de cette période de l'année, mais les

temples protestants, orthodoxes et catholiques se remplissent de fidèles soucieux — du moins, on veut le croire — d'honorer Celui dont on commémore la naissance. Nombre de chrétiens profitent de la circonstance pour faire âme neuve. Pour beaucoup de familles, Noël est l'occasion rare de se réunir et de festoyer; c'est l'occasion d'un échange de gâteries que les fortunes limitées rendent impossibles la plupart du temps⁶¹.

Selon lui, ce phénomène va se poursuivre, du moins dans un avenir rapproché, si l'on se fie aux « piètres succès obtenus par les campagnes en vue de rechristianiser Noël, face au matérialisme contemporain⁶² ». Il reste que les discours déplorant que « le commerce a[it] étouffé l'âme de cette fête du cœur et de la fraternité⁶³ », comme le formule Noëlla Desjardins dans les pages de *Ma Caisse populaire* en 1965, ont la vie dure et persistent pendant les années 1960. En 1967, Claire Kirkland-Casgrain, la première femme québécoise à siéger comme députée provinciale, donne ainsi raison à une lectrice qui lui demande si elle n'a pas l'impression que « le “battage commercial” qui entoure cette grande fête chrétienne tuera, si nous n'y prenons garde, notre tradition⁶⁴ ». Si elle juge que cette crainte vaut aussi pour Pâques, elle demeure confiante en la capacité des « traditions qui animent [ces] fêtes » de « contrebalancer le poids de toute la publicité, de tout le “battage commercial” dont on pourra les entourer⁶⁵ ».

Cela dit, même dans les années 1950, les raisonnements dichotomiques catholiques coexistent avec des discours beaucoup plus mitigés, voire ambigus. En effet, l'attrait des biens de consommation est manifestement source d'ambivalences pour des experts issus des milieux catholiques ou gravitant autour d'eux qui font de véritables acrobaties rhétoriques pour conjuguer la pauvreté supposément prescrite par l'Évangile et la volonté de se procurer du confort matériel⁶⁶. Plus précisément, ils tentent de concilier la morale catholique et la volonté

⁶⁰ Pierre Dallaire, « La Noëlite », *MN*, décembre 1963, p. 383.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ Noëlla Desjardins, « Sonnez, cloches de Noël », *MCP*, novembre-décembre 1965, p. 3.

⁶⁴ Claire Kirkland-Casgrain, « Voilà ce que j'en pense », *CH-FR*, décembre 1967, p. 14.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ À noter que dans les années 1960, des membres du clergé jonglent aussi avec la question de la pauvreté évangélique en lien avec la place des pauvres dans l'Église et de la mise en pratique de la pauvreté par cette

de posséder de l'argent ou des biens en leur attribuant une source divine. La plupart des commentateurs qui se lancent dans ce type de manœuvre rhétorique accompagnent toutefois leurs propos d'une mise en garde en incitant à la prudence, voire à la méfiance, dans la gestion des biens et de l'argent.

En effet, comme l'indique *Le Mouvement ouvrier* en 1960, la volonté de consommer devrait s'insérer dans un cadre strict où « la possession des biens terrestres n'est légitime que dans la mesure où elle nous aide à mieux gagner le ciel⁶⁷ ». Il faudrait donc « [é]viter d'amasser des richesses [...], car trop nombreux sont ceux qui en ont fait leur dieu, entraînant par là-même leur perte⁶⁸ » et plutôt « se détacher plus ou moins des commodités de la vie⁶⁹ ». Le jésuite Elphège Brouillet, dont le caractère alambiqué des propos reflète peut-être la difficulté d'exécution de telles cabrioles discursives, fournit en 1945 un exemple de la « traditionnelle » méfiance catholique face à l'argent tout en se gardant de condamner catégoriquement la richesse, qu'il juge toutefois dangereuse. Il estime en effet que « la liberté qu[e le Créateur] laisse de [...] gouverner [la richesse] grise de l'illusion d'en être les créateurs et les vrais propriétaires », alors qu'il faut plutôt « administre[r] en simples mandataires l'opulence que le Créateur prête⁷⁰ ». Les « richesses d'iniquité⁷¹ » — auxquelles ses ouailles doivent se garder d'être trop attachées — portent à vouloir toujours davantage et exercent sur ceux qui les possèdent une emprise dont il est ardu de s'extirper. Outre la charité, le jésuite donne peu de conseils aux riches pour « entrer dans le royaume de Dieu ». Ainsi,

le fardeau du riche, c'est sa fortune qui le met à l'aise en cette vie, mais l'expose à se damner dans l'autre. Le fardeau du pauvre, c'est son dénuement qui lui facilite la conquête du ciel, mais lui rend la vie présente bien pénible⁷².

Le même son de cloche se fait entendre chez « l'abbé Morin » dont *La Revue Desjardins* reproduit une page des « Croquis évangéliques » soulignant que si le riche accomplit son rôle

institution. Voir par exemple : Jacques Leclercq, « Une Église pauvre? », *MN*, avril 1964, p. 122-123; Mgr Huyghe, « Église et pauvreté », *MN*, juin 1964, p. 187.

⁶⁷« Prévoyance ou imprévoyance », *MO*, 1958, p. 131.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 132.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Elphège Brouillet, « Richesses d'iniquité », *RL*, décembre 1945, p. 325. Sur l'importance de reconnaître n'être que « mandataire » de ce qui est confié par une force divine, voir aussi : « Conférence du Père Ambroise (suite) », *RD*, mars 1961, p. 50.

⁷¹ *La Revue Desjardins*, citant « l'abbé Morin », définit « l'argent d'iniquité » comme « l'argent si souvent fruit et cause de tant d'injustices ». P. B., « L'épargne et son usage », *RD*, août-septembre 1948, p. 124.

⁷² Elphège Brouillet, « Richesses d'iniquité », *RL*, décembre 1945, p. 325.

de « gestionnaire », garde en tête qu'il est un « économiste de Dieu » et « comprend son rôle social », « il trouvera dans le pauvre le contrepoison de la richesse et dans la bienfaisance le remède de l'égoïsme⁷³ ». En d'autres termes, être bien nanti comporte des périls moraux auxquels il est difficile de ne pas succomber puisque

[I]a richesse enfle l'esprit comme elle gonfle les bourses. Elle crée les castes fermées qu'il est difficile de ne pas se croire au-dessus du vulgaire, quand on le domine du haut de sa fortune. [...] La richesse — et c'est plus grave encore — endure le cœur. Quand on ne manque de rien, on ne sait pas voir la misère⁷⁴.

Les riches ne sont toutefois pas les seuls à faillir à la tâche. Laurent Morin, évêque auxiliaire de Montréal, juge en effet qu'une « grande partie de la population » se comporte en propriétaire de l'argent dont elle dispose sans se « soucie[r] de connaître le dessein de Dieu sur la richesse⁷⁵ ». Il invite donc les sociétaires présents à l'assemblée générale de l'Union régionale de Montréal des CPD en 1956 à « attaqu[er] à sa source l'esprit matérialiste qui ronge notre population⁷⁶ » en se comportant en « administrateurs » des biens qui leur sont confiés.

Derrière ces discours semble se trouver l'idée, elle-même très ancrée dans la pensée judéo-chrétienne, selon laquelle les individus sont facilement corrompus par les biens de ce monde. Comme l'indique un article du *Messenger Raiffeisen* que reproduit en 1957 *La Revue Desjardins*, « l'expérience a toujours prouvé que l'homme est facilement achetable, sinon toujours avec de l'argent, du moins avec les choses dont peuvent disposer ceux qui le possèdent⁷⁷ ». Le dominicain Damien-Charles Boulogne partage cette opinion plutôt pessimiste, jugeant que « la plupart des privilégiés de la vie s'en tiennent à l'usage facile de la fortune. Ils suivent cette pente qui, s'il n'y prend garde, entraîne tout homme vers la paresse et la facilité⁷⁸ ». C'est donc dire que « c'est difficile dans la possession de l'argent » d'arriver au salut de l'âme, bien que ce ne soit pas impossible⁷⁹.

⁷³ P. B., « L'épargne et son usage », *RD*, août-septembre 1948, p. 124. Voir aussi : Louise Marceau, « L'argent ne dore pas les cœurs », *LF*, juin-juillet 1955, p. 38-41.

⁷⁴ P. B., « L'épargne et son usage », *RD*, août-septembre 1948, p. 124.

⁷⁵ « Les hommes devant l'argent », *MCP*, décembre 1956, p. 2.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ « Un bilan moral trop passif », *RD*, mars 1957, p. 53. Tiré du *Messenger Raiffeisen*, janvier 1957.

⁷⁸ Ch.D. Boulogne, « L'argent », *RD*, janvier 1960, p. 14.

⁷⁹ « Conférence du Père Ambroise (suite) », *RD*, mars 1961, p. 49.

Comme la richesse, l'argent en tant que tel ou en tant que « représent[ant] le pouvoir d'achat⁸⁰ » engendre son lot d'ambiguïtés dans les discours. S'il est « nécessaire et légitime⁸¹ », il faut tout de même s'armer de prudence devant lui, car sous des allures inoffensives se tapit un sournois potentiel de « perver[sion] des cœurs⁸² », du moins de l'avis du dominicain Charles-Damien Boulogne. Celui-ci n'y va d'ailleurs pas de main morte dans son choix de métaphores en invoquant les ravages du nucléaire :

Les émanations du radium ou de l'uranium rongent les tissus de l'imprudent qui se fie à leur inertie apparente. Plus redoutables encore sont les effets de l'argent sur l'esprit et le cœur de ceux qui négligent de se protéger contre son rayonnement⁸³.

Dans la même veine, selon *La Revue Desjardins*, bien que l'argent puisse être « un bon serviteur » lorsqu'il est utilisé comme un moyen,

Trop de gens le recherchent cependant comme une fin, il devient alors un mauvais maître, un vrai tyran. — Et c'est un danger constant qu'il cesse d'être un bon serviteur pour devenir un mauvais maître en raison du caractère de notre nature déchue qui voudrait se procurer toutes les satisfactions qu'offre le dieu de l'argent⁸⁴.

En somme, dans les mots de l'arithméticien français du XVII^e siècle Bertrand François Barrême dont *La Revue Desjardins* reproduit des vers définissant l'argent, celui-ci « fait tout le bien et tout le mal du monde⁸⁵ ». Le théologien français Michel Quoist lui fait écho en employant des termes à la fois dithyrambiques et méfiants pour décrire l'argent :

On ne respectera jamais assez l'argent car le travail qu'il représente a coûté de la sueur et du sang.

L'argent est redoutable, il peut servir l'homme ou le détruire. Seigneur, vois ce billet [...].

Il m'impressionne, il me fait peur, car il a des morts sur la conscience⁸⁶.

⁸⁰ Présentation de l'ouvrage par J. T. (probablement Joseph Turmel). Ch.-D. Boulogne, « “Que pensez-vous de l'argent?” », *RD*, janvier 1953, p. 15.

⁸¹ Ch.-D. Boulogne, « “Que pensez-vous de l'argent?” », *RD*, janvier 1953, p. 15.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ « L'argent vaut selon son usage », *RD*, avril 1950, p. 66.

⁸⁵ P.-E. C., « Qu'est-ce que l'argent? », *RD*, août-septembre 1948, p. 125. Voir aussi : Paul-Émile Charron, « Le sens chrétien de la richesse », *RD*, février 1959, p. 35.

⁸⁶ Michel Quoist, « L'argent, fruit du travail », *RD*, novembre 1955, p. 169. Reproduction d'un article paru dans *Ma paroisse*. Voir aussi : Michel Quoist, « Prière devant un billet de \$20 », *RD*, juin-juillet 1958, p. 112. Tiré de *Prières*, les Éditions ouvrières.

Un peu moins méfiante, *Relations* présente l'argent comme « le soutien normal de l'humble bonheur que l'homme a droit de trouver par son travail⁸⁷ », mais prévient tout de même qu'il risque de devenir « l'idole qui égare » si l'on perd de vue que « notre grande richesse, ce sont [les] familles chrétiennes ». Le même son de cloche se fait entendre chez le célèbre « père Ambroise », animateur de radio, qui soutient que l'argent, dont les enseignements de l'Évangile affirment la nécessité, n'est pas « à maudire » en soi : il « est là et il révèle le bien ou le mal qui se trouve en nous, il révèle le bien ou le mal des intentions de notre vie⁸⁸ ». Ce n'est donc pas tant l'argent ou le matériel en tant que tel qui pose problème, mais bien l'usage qu'on en fait qui peut facilement mener à la perte.

Il faut dire que dans les années 1950, la position doctrinaire de l'Église catholique sur les possessions matérielles, ou plutôt son manque de clarté, fait couler beaucoup d'encre dans l'espace discursif québécois et fait l'objet de réflexions théologiques assez importantes. Les commentateurs s'inscrivant dans la mouvance catholique semblent chercher à mettre le doigt sur ce que dit l'Évangile sur le sujet, peut-être dans le but d'élaborer une ligne de pensée. On a donc encore l'impression d'avoir affaire à des manœuvres rhétoriques tentant, plus ou moins adroitement, de concilier les enseignements catholiques et la volonté d'acquiescer qui va de pair avec la société de consommation.

Plusieurs de ces experts affirment ainsi que Jésus ne s'est pas opposé à la richesse et nuancent l'état de pauvreté dans lequel il aurait vécu, du moins selon l'imaginaire collectif, une entreprise qui n'est pas nouvelle en soi — elle remonte au moins au Moyen Âge — mais est en quelque sorte actualisée pour cadrer avec le contexte des Trente Glorieuses. Par exemple, d'après le dominicain Charles-Damien Boulogne, les « condamnations des mauvais riches » par les textes chrétiens n'incluent pas « l'argent et la possession comme tels⁸⁹ ». Qui plus est, bien que Jésus ait choisi de vivre dans le dénuement matériel, la pauvreté à laquelle les Écritures font référence serait plus spirituelle qu'autre chose⁹⁰. Dans la même veine, dans

⁸⁷ « Avec ou sans commentaires », *RL*, janvier 1951, p. 15.

⁸⁸ « Conférence du Père Ambroise (suite) », *RD*, mars 1961, p. 49.

⁸⁹ Ch.-D. Boulogne, « “Que pensez-vous de l'argent?” », *RD*, janvier 1953, p. 15.

⁹⁰ *Ibid.* Tous ne partagent pas cette opinion, le jésuite Richard Arès affirmant, en 1968, que « Jésus est né pauvre, a vécu pauvre, il a béatifié les pauvres et s'est identifié aux pauvres ». Il s'agit toutefois d'une exception. Richard Arès, « Un prophète de l'Église des pauvres, le P. Paul Gauthier », *RL*, octobre 1968, p. 270.

les pages de *La Revue Desjardins*, Paul-Émile Charron souligne que le christianisme ne s'oppose en rien à la civilisation d'abondance :

Dès le XIII^e siècle, saint Thomas d'Aquin a enseigné qu'un minimum d'aisance est nécessaire à la vertu. Jésus, qui fut un humble artisan, n'était pas un gueux vêtu de haillons ni un sous-alimenté. [...] Ce n'est pas le fait matériel de posséder de l'argent qui importe; c'est l'esprit de détachement vis-à-vis les biens matériels ou l'argent qui compte [...] Ce que le christianisme craint, c'est que l'homme déchu s'attache aux biens matériels au point d'oublier Dieu⁹¹.

En 1964, dans les pages de *Maintenant*, Robert Comtois va plus loin en soulignant le caractère stéréotypé de « l'image du *Christ pauvre*⁹² » qu'il s'applique à réfuter. Non seulement Jésus ne fut pas un mendiant, mais « [o]n dirait aujourd'hui que [Joseph] appartenait à la *classe moyenne* », condition qu'aurait partagée sa famille. Selon Comtois, la véritable « pauvreté évangélique » résiderait donc dans la maîtrise de la richesse qu'il faut « domestiqu[er] et m[ettre] à son service comme un instrument souple et docile sans la mépriser pour autant mais aussi sans ostentation⁹³ », ce que font peu de nantis. Plus encore, comme la richesse constitue « un bien rare », le chrétien qui en dispose doit la rentabiliser le plus possible. En fait, Comtois

voit le chrétien riche comme un homme libéral, magnanime et magnifique; parce que libéral, il est libre vis-à-vis de sa richesse, il la maîtrise; parce que magnanime, il conçoit de grands projets utiles; parce que magnifique il les réalise⁹⁴.

La question de la « pauvreté évangélique » interpelle aussi le théologien et philosophe québécois Jean-Paul Audet qui se fait un devoir de montrer que le père de Jésus vivait de manière « modeste, mais ce n'était pas la misère, ni non plus, vraisemblablement, l'insécurité chronique⁹⁵ ». Il semble en fait aspirer à tempérer l'exaltation de la pauvreté évangélique par ses contemporains en affirmant qu'

On simplifie à l'excès, et l'on risque de fausser les perspectives, lorsqu'on donne à entendre que la « bonne nouvelle » a d'abord été annoncée aux « miséreux », comme si ces derniers avaient dû jouir par là d'un privilège⁹⁶.

⁹¹ Paul-Émile Charron, « Le sens chrétien de la richesse », *RD*, février 1959, p. 35.

⁹² Robert Comtois, « Richesse et pauvreté », *MN*, février 1964, p. 44. En italique dans le texte.

⁹³ *Ibid.*, p. 45.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 46.

⁹⁵ Jean-Paul Audet, « Pauvreté évangélique », *MN*, juin 1964, p. 185-186.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 187.

Sans entrer dans les détails du débat théologique qui s'esquisse ici — et dont le (re)déclenchement est révélateur en soi —, soulignons qu'Audet, s'il concède que l'Évangile contient « quelque chose sur les riches et les pauvres, sur les embarras et les dangers des richesses⁹⁷ », affirme que la pauvreté y figure très peu. Michel Despland, chargé de cours au département de religion à l'Université Sir George Williams (Concordia), lui fait écho en 1967, soulignant qu'il peine à discerner une position chrétienne « de qualité » sur « l'*homo oeconomicus* », ce qui serait lié au fait qu'il est « impossible de trouver dans les écritures une saisie de l'homme spécifiquement en tant qu'être économique qui puisse nous être d'une utilité immédiate aujourd'hui⁹⁸ ». À partir du milieu des années 1960, le débat semble se calmer un peu sans que la question soit véritablement éclaircie et bien qu'il soit toujours fait mention du rapport de l'Église à la pauvreté. Dans les années 1970, la consommation constitue manifestement toujours un enjeu pour les milieux catholiques, le projet de catéchèse des adultes adoptant cette question comme thème lors de son « chantier 1974 »⁹⁹.

Quoi qu'il en soit, toutes ces tergiversations catholiques infirment l'opposition, bien présente dans une partie de l'imaginaire collectif, entre le catholicisme répugnant l'argent et la richesse et l'éthique protestante du travail assimilant le succès matériel à un signe d'élection divine¹⁰⁰. Sans qu'elle soit dénuée de tout fondement, il s'agit là d'une généralisation. Certes, un pan de la pensée catholique préconise le dénuement et dédaigne les biens matériels. Comme le souligne en 1964 Henri Dallaire dans les pages de *Maintenant*,

la lecture janséniste¹⁰¹ de la Bible a jadis persuadé bien des chrétiens que le monde et les affaires étaient mauvais, qu'il fallait s'en désintéresser, les mépriser [...] Renoncer au succès dans cette vie assurait la félicité dans l'autre¹⁰².

Toutefois, il existe aussi une vision du catholicisme qui « explique au chrétien comment, par son activité humanisante, qu'elle soit scientifique ou commerciale, il achève la Création, sert

⁹⁷ Jean-Paul Audet, « Pauvreté évangélique », *MN*, juin 1964, p. 186.

⁹⁸ Michel Despland, « La richesse contre Dieu? », *MN*, avril 1967, p. 134.

⁹⁹ Julien Harvey, « L'homme de la consommation ou l'homme ne vit pas que de pain », *RL*, janvier 1974, p. 16-18.

¹⁰⁰ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Press Pocket, 1985 [1964], 286 pages.

¹⁰¹ Comme l'indique Lucia Ferretti, « [l]e jansénisme est une doctrine sur la grâce et la prédestination élaborée par Jansénius au XVII^e siècle; elle se caractérise par des exigences morales très strictes et austères ». Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, p. 198.

¹⁰² Henri Dallaire, « La religion et les affaires », *MN*, décembre 1964, p. 403.

Dieu et accomplit sa pleine destinée¹⁰³ ». Le mépris de l'argent ne caractérise donc pas l'ensemble de la pensée catholique qui n'en a pas non plus l'apanage.

Par exemple, l'historien Lendol Calder a mis en lumière l'essor, aux États-Unis au XIX^e siècle et au début du XX^e, d'une « Victorian money management ethic » misant entre autres sur l'esprit d'épargne et la retenue en matière de consommation en tant que vertus définissant les individus¹⁰⁴. Si Calder ne lie pas ces idées à la religion, il faut se rappeler que la frugalité est partie intégrante des valeurs puritaines à la base de l'éthos protestant mis en lumière par le sociologue et économiste allemand Max Weber¹⁰⁵. À notre connaissance, les discours sur la consommation émanant des différentes Églises protestantes ayant pignon sur rue au Québec n'ont pas été étudiés par l'historiographie et, compte tenu de la multitude des dénominations que compte la province, il s'agit d'une tâche à laquelle nous n'avons pu nous atteler. Rien ne laisse toutefois croire que le discours promouvant la retenue ne traverse pas la frontière canado-américaine d'autant plus que la langue ne constitue pas une barrière. Des auteurs à succès comme l'Américain Lewis Mumford qui s'oppose à l'« excessive materialism¹⁰⁶ » et invite à la retenue en matière de consommation dans les années 1930 et au début de la décennie suivante ont très bien pu être lus par les anglophones au Québec comme au Canada. De surcroît, ce type de discours empreint de puritanisme survit au conflit mondial aux États-Unis mêmes. L'intellectuel américain Vance Packard, dans *The Hidden Persuaders* (1957), *The Status Seekers* (1959) et *The Waste Makers* (1960), trois ouvrages qui connaissent un grand succès en librairie, tient le même genre de discours. Selon l'historien Daniel Horowitz, il s'appuie en effet sur « a producer ethic that valued meaningful work over empty leisure, moral restraint instead of wanton self-expression through goods, and a moral vision based on an embrace of an earlier America rather than what he considered the immoral chase after satisfaction through empty affluence¹⁰⁷ ».

¹⁰³ Henri Dallaire, « La religion et les affaires », *MN*, décembre 1964, p. 403.

¹⁰⁴ Lendol Calder, *Financing the American Dream. A Cultural History of Consumer Credit*, Princeton, Princeton University Press, 1999, chapitre 2. Ces idées ont aussi été reprises dans Lisa Jacobson, *Raising Consumers. Children and the American Mass Market in the Early Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 2004, p. 13-14, 59.

¹⁰⁵ Weber, *L'éthique protestante...*, 286 pages. Voir aussi, pour une définition concise : Yves Alpe *et al.*, « Éthique protestante », *Lexique de sociologie*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 2007, p. 112-113.

¹⁰⁶ Horowitz, *The Anxieties of Affluence...*, p. 20-21, 38.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 38.

4.2 La consommation comme forme d'exploitation

Dans les années 1960, un nouveau type de discours, tant en ce qui a trait au ton et au contenu, sur « l'horreur d'une civilisation avant tout commerciale¹⁰⁸ » émerge au Québec. Après le « matérialisme ambiant », c'est la société de consommation qui commence à être explicitement montrée du doigt et décriée comme une source d'oppression. Il faut dire qu'à cette époque, la contestation du capitalisme en général n'est pas marginale et ne constitue pas une nouveauté, loin de là. Si elle dépasse notre propos, retenons toutefois que les syndicats — et les travailleurs — québécois, à la fin des années 1960 et surtout dans le sillage de la Crise d'octobre 1970, se radicalisent et contestent âprement les structures socio-économiques de la province¹⁰⁹. En 1966, le président de la CSN Marcel Pepin s'en prend ainsi à « l'inhumanité et [à] l'irrationalité du système capitaliste » dans son « rapport moral » intitulé *Une société bâtie pour l'homme*, « un document [...] rédigé collectivement et adopté par l'exécutif, [qui] expose les paramètres de l'organisation dans son ensemble¹¹⁰ » et qui a un impact considérable. Au début des années 1970, la FTQ se joint au bal de la contestation du capitalisme et invite dans son *Manifeste* à œuvrer pour « l'instauration du socialisme québécois¹¹¹ ». Il faut aussi dire que dans les années 1970, le marxisme est dans l'air du temps au Québec¹¹².

Ce qui constitue bel et bien une nouveauté et qui nous intéresse particulièrement, c'est la virulence des critiques dont fait l'objet l'aspect consumériste de ce capitalisme. Plusieurs commentateurs ne se contentent pas, en effet, de mettre de l'avant « [t]he Marxist or socialist objection to consumer culture¹¹³ » selon laquelle le système économique capitaliste repose sur

¹⁰⁸ André Laurendeau, « L'opinion des autres. L'horreur d'une civilisation avant tout commerciale », *RD*, avril 1964, p. 65. Paru dans *Le Devoir*.

¹⁰⁹ Marcel Pepin, *Une société bâtie pour l'homme. Rapport moral du président de la CSN au congrès 1966 / Le deuxième front. Rapport moral du président de la CSN au congrès 1968*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1970 [1968], p. vii-73. Fédération des travailleurs du Québec, *L'État, rouage de notre exploitation. Documents de travail préparés par le service de recherche de la FTQ*, Montréal, La Fédération, 1971, 141 pages; Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Du chômage à la libération suivi du Manifeste de la FTQ*, Montréal, Éditions québécoises, 1972, 110 pages. Du côté de l'historiographie, voir : Jacques Rouillard, *Le syndicalisme Québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, chapitre 4; Sean Mills, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, chapitres 7-8.

¹¹⁰ Mills, *Contester l'empire...*, p. 197.

¹¹¹ Pelletier et Vaillancourt, *Du chômage à la libération...*, p. 99.

¹¹² Mills, *Contester l'empire...*, conclusion.

¹¹³ Michael Schudson, « Delectable Materialism. Second Thoughts on Consumer Culture » dans Lawrence Glickman, dir., *Consumer Society in American History. A Reader*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1999, p. 351.

l'exploitation de la force de travail même s'il peut sembler bienfaisant du point de vue de la consommation, mais estiment que ce système opprime aussi les consommateurs en tant que tels. Si dès l'immédiat après-guerre, les abus du capitalisme, comme les fraudes, sont dénoncés, ce type de critique prend toutefois véritablement son envol dans les années 1960. Les doléances adressées au capitalisme commencent alors à ratisser beaucoup plus large, la consommation de masse en venant à être associée à un excès en bonne et due forme, à une forme d'exploitation en soi. Jean Meynaud, professeur à l'Université de Montréal, affirme d'ailleurs que, dans un contexte où les syndicats et des lois ont réussi à « réduire l'extension et la gravité » de « l'exploitation des travailleurs », rien n'a été fait dans le domaine de la consommation,

d'où le risque que l'exploitation des hommes par le capital ne se déplace, sans cesse davantage, du plan de la production à celui de la consommation. Ce danger s'étant largement matérialisé, les hommes perdent comme consommateurs une fraction plus ou moins importante des gains chèrement acquis comme travailleurs¹¹⁴.

Cette vision des choses explique peut-être en partie pourquoi le mouvement syndical commence à se mêler de consommation. En effet, cette logique selon laquelle la consommation est en quelque sorte l'extension de l'exploitation capitaliste n'échappe manifestement pas à ses membres. *Le Travail* affirme par exemple que, tout comme sa femme et ses enfants,

[e]n pratique le travailleur sort de l'engrenage de l'usine pour retomber dans l'engrenage de la consommation. D'un côté on exploite ses capacités physiques, morales et intellectuelles. De l'autre on exploite les dollars qu'il vient à bout de gagner¹¹⁵.

Il faut aussi dire que le milieu du travail québécois se radicalise à la fin des années 1960 et début de la décennie suivante, à commencer par la CSN¹¹⁶ qui, avec les ACEF qui en sont issues, est à l'avant-garde de l'association de la consommation de masse à une forme d'exploitation. En 1968, Marcel Pepin, toujours président de la centrale, ouvre le « deuxième

¹¹⁴ Meynaud, *La défense des consommateurs...*, p. 2.

¹¹⁵ « Pris dans les griffes de la publicité du matin au soir », *LT*, octobre 1966, p. 8. Dans son rapport moral au congrès de la CSN qui se tient lui aussi en octobre 1966, Pepin tient le même genre de propos. Pepin, *Une société bâtie pour l'homme...*, p. 29.

¹¹⁶ Mills, *Contester l'empire...*, chapitre 8.

front », celui de la consommation, dans son rapport moral au congrès. Il appelle à une action débordant « le monde du travail et de la production¹¹⁷ » et ne visant pas que les syndiqués qu'il invite d'ailleurs à « s'organis[er] *en dehors* de l'entreprise, en tant que consommateurs, locataires et parents¹¹⁸ ». Sans nier les convictions de Pepin en matière de justice sociale, il semble que le deuxième front soit en partie élaboré en réaction à la désaffection qu'il observe face aux luttes syndicales au sein de la population en général¹¹⁹. Le président de la CSN indique en effet que l'indignation du public face à « l'injustice » s'est déplacée pour correspondre « à celle dont est victime la population non dans ses conditions de travail, mais dans ses conditions d'existence¹²⁰ ».

Quoi qu'il en soit, désormais, « [c]'est dans le domaine de la consommation que l'injustice sociale moderne sévit surtout¹²¹ », du moins selon le discours officiel de la CSN, ce qui se manifeste par le chômage, les difficultés d'accès au logement, l'inflation, les abus du crédit à la consommation, etc. En d'autres termes, la société de consommation exploite les masses, surtout par le biais de la publicité et du crédit¹²². Ce type de discours perdure au début des années 1970, l'ACEF de Montréal se montrant sans équivoque en 1974 :

Comme la société de consommation capitaliste a pour premier objectif un profit toujours plus élevé, comme elle repose d'abord et avant tout sur l'exploitation des travailleurs d'ici et du tiers-monde, comme elle a pour conséquence un endettement constant et sans limites du consommateur, comme aussi elle provoque le gaspillage des ressources et des biens, comme elle détruit l'environnement [...], l'A.C.E.F. rejette cette société¹²³.

À sa place, l'association suggère un projet ressemblant à s'y méprendre au socialisme, c'est-à-dire « une société contrôlée par l'ensemble des travailleurs et non un petit groupe de capitalistes¹²⁴ ».

¹¹⁷ Pepin, *Une société bâtie pour l'homme...*, p. 84.

¹¹⁸ Mills, *Contester l'empire...*, p. 198. En italique dans le texte.

¹¹⁹ Pepin, *Une société bâtie pour l'homme...*, p. 86, 147-152.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 90.

¹²¹ *Ibid.*, p. 89.

¹²² Fédération des associations coopératives d'économie familiale, *Production-consommation. Atelier 3*, Montréal, 1971, p. 6-7.

¹²³ « Histoire de l'Acef », *Qu'est-ce que l'Acef?*, 1974, annexe II, p. 1. (UQÀM-SAGD), 74P, Fonds d'archives de l'association coopérative d'économie familiale de Montréal, 730-138/7.

¹²⁴ *Ibid.*

Dans ces discours, les consommateurs apparaissent comme des victimes dont, « les entreprises exploitent les faiblesses¹²⁵ » selon les termes de Jean Meynaud. Par exemple, le journal *Ensemble* que cite *La Revue Desjardins* voit dans « le consommateur [...] un outil qu'un petit nombre de puissants hommes s'occupent de manipuler à leur volonté¹²⁶ ». Pepin abonde dans le même sens en transposant une métaphore du pape Pie XII sur la production au domaine de la consommation pour affirmer que les travailleurs sont « comme des billes dans la main d'un joueur¹²⁷ », le consommateur étant à la merci de « la cupidité de tous ceux qui pour le profit vendent quelque chose¹²⁸ ». En effet, comme il l'indique dans *Le deuxième front*, aussitôt sortie de son lieu de travail, « la population laborieuse » est « victime[s] du marché de la consommation, des spéculateurs, des prêteurs, des professionnels, des investisseurs, des politiciens, bref de tous ceux qui ont quelque profit à tirer du gros de la population, sans que celle-ci puisse actuellement faire beaucoup autre chose que de manifester son mécontentement¹²⁹ ».

Certains poussent plus loin ce raisonnement et dépeignent ces consommateurs-victimes comme des esclaves. De passage au Québec, le secrétaire général de la Fédération des patrons catholiques de Belgique, M. Van Der Straten, soutient ainsi au début des années 1960 que « la population nord-américaine, après avoir vaincu l'esclavage du travailleur, fait maintenant face à l'esclavage du consommateur¹³⁰ ». Dans la même veine, à la toute fin de la période, les ACEF jugent que « le consommateur-serf de la société post-industrielle » est un « objet », manipulé par « les grands spécialistes du marketing » qui profitent de son « incompéten[ce] » et de son ignorance¹³¹.

Fait particulièrement intéressant, ces consommateurs-victimes sont surtout associés aux travailleurs. Dans *Le deuxième front*, les « citoyen[s] consommateur[s]¹³² » dont il est question ne sont peut-être pas explicitement tous assimilés aux ouvriers, mais Pepin le sous-

¹²⁵ Meynaud, *La défense des consommateurs...*, p. 102.

¹²⁶ « Le consommateur est un "outil" que les hommes s'occupent de manipuler », *RD*, juin-juillet 1962, p. 107. Tiré du journal *Ensemble*.

¹²⁷ Pepin, *Une société bâtie pour l'homme...*, p. 113.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.*, p. 93.

¹³⁰ « Nouvelles et commentaires », *RD*, juin-juillet 1962, p. 112.

¹³¹ Fédération des associations coopératives d'économie familiale, *Mémoire aux gouvernements canadien et québécois*, Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974, p. 3.

¹³² Pepin, *Une société bâtie pour l'homme...*, p. 149.

entend en affirmant que ces derniers constituent la majorité des citoyens¹³³. Au fil du temps, cet amalgame entre la classe ouvrière et les consommateurs semble devenir plus clair. Ainsi, en 1970, l'ACEF de Montréal indique que « les consommateurs québécois » sont « au premier chef, des travailleurs syndiqués ou non dont le revenu disponible est anémique; il s'agit au même titre des chômeurs ou des défavorisés, de nos citoyens humiliés (les assistés sociaux héréditaires)¹³⁴ ». Un peu plus tard dans les années 1970, Jean-Pierre Bélanger — qui devient directeur du service de la recherche de la Fédération des associations coopératives d'économie familiale (FACEF) en 1972¹³⁵ — et Normand Brouillet en fournissent un autre exemple en évoquant des « ouvriers-consommateurs¹³⁶ » tandis que l'ACEF de Montréal, dont les inspirations marxistes sont évidentes, parle du « consommateur-producteur¹³⁷ ». Se faisant encore plus explicite, elle le lie à l'obtention d'un salaire en offrant la définition suivante du consommateur

Celui qui a sa force de travail et son pouvoir d'achat. Il ne possède pas les moyens de production. Pour se procurer les biens qu'il produit, il donne son salaire au « patron » qui, encore là, fixe les prix¹³⁸.

Ces liens entre travailleurs et consommateurs n'étonnent guère étant donné que la mouvance syndicale, qui défend avant tout ces mêmes travailleurs, est le principal porte-étendard de ce type de discours. Les ACEF aussi, même si leurs préoccupations semblent souvent avoir une portée plus large, sont axées sur les ouvriers.

À notre avis, en partie par leur association au monde de la production, ces consommateurs-travailleurs-victimes sont surtout genrés masculins, comme l'illustre avec une pointe d'humour la figure 5 (p. 192) en mettant en scène un homme qui devient plus « musclé » grâce à l'ACEF.

¹³³ Pepin, *Une société bâtie pour l'homme...*, p. 149.

¹³⁴ *Mémoire*, 1970, p. 86. (UQÀM-SAGD), 74P-730:02/1.

¹³⁵ « À la fédération deux nouveaux permanents », *ACEF information (Ensemble)*, octobre 1972, p. 3. (UQÀM-SAGD), 74P-820/44.

¹³⁶ Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, *Le Québec. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974, p. 76.

¹³⁷ « Histoire de l'Acef », *Qu'est-ce que l'Acef?*, 1974, p. 11. (UQÀM-SAGD), 74P-138/7.

¹³⁸ Hoch., mai 1974 cité dans *Bilan*, septembre et décembre 1974. (UQÀM-SAGD), 74P-138/6.

Figure 5 — Devenir plus « musclé » grâce à l'ACEF



Source : *Allo l'ACEF. Rapport annuel 72-73*, p. 4. UQÀM-SAGD, 74P-138/2.

Il faut aussi garder en tête que les commentateurs qui assimilent la consommation de masse à une forme d'exploitation sont surtout des hommes et, selon toute vraisemblance, qu'ils s'adressent essentiellement à d'autres hommes. De fait, c'est peut-être précisément parce que ce type de discours s'attaque à la société de consommation en tant que structure, et non en tant que pratique, que les consommateurs semblent surtout genrés masculins. Ceci conforterait — tout en en élargissant la portée — les observations de l'historienne Marilyne Brisebois qui souligne que la LOC « s'adresse aux femmes lorsqu'il s'agit des pratiques quotidiennes de consommation, mais qu'elle vise un public beaucoup plus masculin lorsqu'elle traite plus largement du système économique¹³⁹ ». Ainsi, si les consommatrices peuvent elles aussi être assimilées à des victimes, quoique beaucoup plus rarement, elles le sont surtout dans des discours plus pragmatiques. Par exemple, Claude Ryan, dans un éditorial du *Devoir* que Jean Meynaud cite pour démontrer que « [l]a souveraineté du consommateur est un mythe¹⁴⁰ », juge que « la ménagère qui a l'impression de choisir entre des centaines de produits différents

¹³⁹ Marilyne Brisebois, « *C'est d'abord aux mamans à surveiller les dépenses de la maison* ». *La ligue ouvrière catholique et la consommation quotidienne au Québec, 1939-1954*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, 2011, p. 51.

¹⁴⁰ Meynaud, *La défense des consommateurs...*, p. 19.

est en réalité la captive de quelques firmes qui, ensemble, exercent un large contrôle du marché canadien de la consommation¹⁴¹ ».

En somme, dans un contexte où les syndicats gagnent en puissance et s'intéressent de plus en plus à la consommation, un nouveau type de discours assimilant la consommation de masse à une forme d'exploitation émerge bel et bien dans les années 1960. Les commentateurs qui le diffusent, en associant la consommation au monde de la production et aux travailleurs, laissent de surcroît entrevoir l'image d'un consommateur-victime masculin. Dans l'ensemble, toutefois, ces discours critiquant la société de consommation en tant que telle ne sont pas tout à fait assez explicites pour nous permettre de formuler davantage qu'une hypothèse sur le genre de « l'homme-consommateur¹⁴² » à ce stade-ci de notre démonstration. Les idées en circulation au sujet du crédit, faisant l'objet du chapitre suivant, nous permettront d'analyser plus en détail cette construction de la consommation comme une affaire d'homme, un procédé ayant pour corollaire une dévalorisation de la consommation des femmes.

Conclusion

S'il est possible de déceler des discours accordant des mérites à la société de consommation comme nous l'avons fait au chapitre précédent, force est toutefois de constater que les critiques ne cèdent pas leur place aux éloges, tant sur le plan de la quantité que de la verve. La lutte contre le « matérialisme ambiant », tout comme l'association de la consommation à une forme d'exploitation, ne manque pas, en effet, de porte-parole dans le Québec d'après-guerre. Fait particulièrement intéressant, ce dernier discours assimile le consommateur à la fois à une victime et à un homme. Ce survol des principales opinions négatives¹⁴³ de la consommation de masse en tant que phénomène social démontre que, malgré des similitudes avec les discours tenus ailleurs en Amérique du Nord que nous nous sommes efforcée de souligner, ces doléances surtout portées par des francophones reflètent le

¹⁴¹ Claude Ryan, *Le Devoir*, 23 décembre 1966. Cité dans Meynaud, *La défense des consommateurs...*, p. 18-19.

¹⁴² Richard Arès, « Pour une planification humaine de l'économie », *RL*, novembre 1961, p. 301.

¹⁴³ Nous n'avons abordé que les principales doléances qui ressortent des discours que nous avons étudiés. Il y en a d'autres, notamment l'uniformisation de la culture, l'épuisement des ressources naturelles et la pollution. À la toute fin de la période, un discours émanant de la mouvance contre-culturelle s'en prend également aux valeurs consuméristes, mais il est très vague, du moins dans les sources que nous avons étudiées.

contexte québécois et, en ce sens, attestent d'une certaine singularité alors même que la consommation de masse tend à aplanir les différences culturelles. D'un côté, « la Belle Province » se meut dans l'espace nord-américain, particulièrement prégnant lorsqu'il est question d'intégration économique, et bien des critiques émises au sud du 49^e parallèle y trouvent un terreau fertile. L'influence religieuse se fait également sentir au Québec, probablement comme ailleurs en Amérique du Nord anglophone, malgré certaines différences suivant les lignes de faille confessionnelles. D'un autre côté, les traits distinctifs de la province, en premier lieu la force des syndicats, imprègnent les discours sur la consommation¹⁴⁴. Même s'il s'agit d'un phénomène difficilement quantifiable, le Québec semble donc plus réfractaire à la société de consommation de masse que le reste de l'Amérique du Nord. Une aversion face à l'américanisme teinte aussi parfois les propos des commentateurs québécois. Ce faisant, ceux-ci se rapprochent peut-être davantage de la pensée de leurs homologues français que nord-américains. Cela dit, à la différence tant des États-Unis que de la France, on ne trouve pas, ou très peu, d'intellectuels québécois s'intéressant à la consommation et étant lus par les masses, du moins à notre connaissance. Ni John Kenneth Galbraith, ni Betty Friedan, ni Ralph Nader, ni Jean Baudrillard n'ont d'équivalent en sol québécois. Bien qu'il soit parfois difficile d'en évaluer l'importance, voire de bien cerner leurs contours tant elles peuvent être abstraites, ces singularités rendent particulièrement pertinent le survol des opinions des différents commentateurs de la province au sujet de la société de consommation.

¹⁴⁴ Contrairement à nos attentes, ce n'est toutefois pas le cas du nationalisme québécois, un phénomène dont la raison d'être réside en partie dans les inégalités économiques et donc, pourrait-on penser, dans l'exclusion de maints Canadiens français de la société d'abondance. Cette absence de discours nationaliste sur la consommation, du moins dans les sources que nous avons consultées, n'est peut-être pas si étonnant si on tient compte du fait que les ténors nationalistes sont davantage intéressés par le contrôle canadien-français de l'économie, en premier lieu par la mainmise sur les moyens de production par où commence la lutte contre l'infériorité économique. De surcroît, compte tenu du caractère très masculin de la rhétorique nationaliste des années 1960, il n'est pas étonnant que les adeptes du nationalisme s'intéressent davantage à la production, associée à la masculinité, et non à la consommation. Par inférence, ce discours visant à rendre les Canadiens français maîtres des leviers économiques implique qu'ils deviendront plus prospères et pourront davantage participer à la société de consommation, mais ce lien est si indirect qu'il est, au mieux, ténu. Sur les termes masculins en lesquels s'exprime le nationalisme québécois des années 1960, voir : Stéphanie Lanthier, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec 1961-1972*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 1998, 127 pages.

Chapitre 5

« Se pendre à crédit¹ » : l'épargne et le crédit

Debt made the good life possible².

La transformation des habitudes financières des ménages, à commencer par les pratiques d'épargne et le recours au crédit qui permet à « une plus large proportion de la population [d]'entrer dans la consommation de masse en s'endettant³ » suscite beaucoup de commentaires tout au long des Trente Glorieuses, alimentant les critiques analysées au chapitre précédent. Le crédit constituant en quelque sorte le moteur de la consommation de masse, les discours à ce sujet touchent en fait aux rouages mêmes de la société de consommation, d'où l'intérêt d'y regarder de plus près. Ils permettent de surcroît de prendre la mesure d'une des plus importantes transformations socio-économiques en cours pendant les trois décennies suivant le second conflit mondial. En effet, non seulement l'accès au crédit à la consommation⁴ devient plus facile et accessible dès l'immédiat après-guerre, mais les ménages canadiens, québécois et montréalais modifient de manière draconienne leurs pratiques à cet égard, ce que ne manquent pas de relever, la plupart du temps avec inquiétude, différents experts dont nous étudierons les propos dans les pages qui suivent.

Statistiques à l'appui, nous examinerons dans un premier temps l'ampleur des transformations en cours en matière d'épargne et de crédit à la consommation afin de bien cerner ce qui suscite tant de verve chez les commentateurs. Dans un second temps, nous tournerons notre regard vers les discours qui s'élaborent en réaction à ces nouvelles pratiques, surtout émis — encore une fois — par des Franco-Québécois gravitant autour des CPD et de la

¹ Denis Bordeleau, « Se pendre à crédit », *MCP*, hiver 1975, p. 4.

² Louis Hyman, *Debtor Nation. The History of America in Red Ink*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2011, p. 132.

³ Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, *Le Québec. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974, p. 13.

⁴ Nous n'incluons ni les hypothèques ni les dettes encourues pour acquitter des frais médicaux ou des honoraires d'avocats dans notre définition du crédit à la consommation que nous assimilons à « short- and intermediate-term credit extended to individuals through regular business channels, usually to finance the purchase of consumer goods and services or to refinance debts incurred for such purposes ». Il s'agit de la définition du Federal Reserve Board américain, citée dans Lendol Calder, *Financing the American Dream. A Cultural History of Consumer Credit*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 5.

CSN ou des ACEF. Les discours sur l'épargne — souvent construite comme l'inverse du crédit — pendant l'après-guerre, qui proviennent presque exclusivement de la mouvance Desjardins, retiendront d'abord notre attention. Nous verrons que le discours des CPD présentent l'épargne comme une vertu masculine et une tradition menacée par les nouvelles pratiques de crédit. Dans un troisième temps, nous examinerons les discours sur le crédit à la consommation. De la fin du conflit mondial aux années 1960 le message est sans équivoque : le crédit à la consommation est une tare qui doit être combattue que ce soit, dépendamment des commentateurs et du moment, pour des raisons morales, parce qu'il nuit aux consommateurs ou encore parce qu'il constitue une forme d'exploitation des plus vulnérables. À la toute fin des Trente Glorieuses, moment de l'essor du mouvement de protection du consommateur au Québec, un discours plus nuancé qui vise à fournir des conseils en vue d'un usage judicieux du crédit à la consommation prend de plus en plus d'importance et se démarque en cessant d'assimiler le crédit à une affaire d'hommes.

De manière générale, les discours sur les transformations des pratiques financières des ménages québécois pendant les Trente Glorieuses consolident en effet le patriarcat, ce qui constitue un des fils conducteurs de notre analyse. Tant l'épargnant que le débiteur idéal sont construits comme un homme dans une production discursive provenant elle-même surtout d'hommes. Ceci conforte notre hypothèse selon laquelle plus la consommation gagne en importance, plus les discours tendent à marginaliser la consommation des femmes et à construire les pratiques qu'ils endossent en des termes masculins, ce qui se traduit parfois par des appels à la consolidation du modèle ménagère-pourvoyeur. Ces discours sur l'épargne et sur le crédit permettent en outre de suivre les traces des résistances et des angoisses générées par l'entrée dans la consommation de masse. Dans l'ensemble, ils démontrent encore une fois une méfiance face à ce phénomène qui s'exprime de diverses façons, que ce soit, par exemple, en incitant à épargner à des fins perçues comme plus nobles ou encore en appelant à la lutte contre des crédateurs à qui l'on reproche d'exploiter les petits salariés.

5.1 « C'est assez le temps des sacrifices⁵ » : la transformation des pratiques

Avant de nous attarder aux discours sur le crédit et sur l'épargne, il est encore une fois nécessaire de fournir quelques statistiques afin de donner une idée de l'ampleur des transformations en cours. Le portrait que nous brossons ne peut toutefois qu'être parcellaire en raison de la multitude d'éléments d'information qu'il faut croiser pour prendre le pouls exact de l'endettement des ménages. Outre la proportion qu'occupent les dettes dans le revenu familial, indicateur auquel il est possible d'avoir accès, une gamme de facteurs plus difficiles à cerner avec précision entrent en ligne de compte. C'est notamment le cas de la taille des ménages, des taux d'intérêt, de la durée des emprunts, de l'identité des créanciers ainsi que de la forme de crédit en question, celle-ci variant du prêt d'argent à la vente à tempérament (liée à un bien qui peut être saisi en cas de défaut de paiement) en passant par l'hypothèque d'une propriété souvent appelée à gagner de la valeur au fil du temps.

5.1.1 Les pratiques d'épargne

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'épargne des Canadiens atteint des sommets. Ceci n'est guère surprenant, car « [l]a croissance économique accélérée et les restrictions à la consommation [...] favorisent l'épargne⁶ ». La crainte de voir s'affaïsser ce taux d'épargne pourtant exceptionnel joue un rôle dans les inquiétudes face à la hausse du recours au crédit pendant l'après-guerre, une tendance qui ne se dément pas tout au long des Trente Glorieuses (et se poursuit jusqu'en ce début de XXI^e siècle). Tel que rapporté par l'historienne Joy Parr, au Canada, la proportion du revenu consacré à l'épargne chute considérablement à la fin des années 1950⁷, comme l'illustre le tableau X (p. 198). En effet, bien qu'il fluctue tout de même considérablement au lendemain du conflit mondial, le taux d'épargne se maintient au-dessus de 5,5 % entre 1947 et 1953, chiffre en deçà duquel il demeure par la suite, du moins jusqu'en

⁵ Strophe tirée de la chanson *Un nouveau jour va se lever*, paroles et musique de Jacques Michel, 1970.

⁶ Michel Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit dans le Mouvement des caisses Desjardins » dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir., *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, IQRC, 1992, p. 220.

⁷ Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 102.

1965. Au tournant des années 1960, l'épargne atteint un plancher pour la période qui nous intéresse — et pour laquelle nous disposons de données —, allant jusqu'à frôler la barre des 3 %.

Tableau X — Taux d'épargne personnelle (proportion du revenu personnel), Canada, 1947-1967

Année	Taux d'épargne personnelle	Année	Taux d'épargne personnelle
1947	5,6 %	1958	5,3 %
1948	10,2 %	1959	3,3 %
1949	7,9 %	1960	3,1 %
1950	5,7 %	1961	3,2 %
1951	9,8 %	1962	5,4 %
1952	10,1 %	1963	5,3 %
1953	8,2 %	1964	4,7 %
1954	4,5 %	1965	6,1 %
1955	4,2 %	1966	6,8 %
1956	4,9 %	1967	6,6 %
1957	4,6 %		

Source : Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, tableau 5.1, p. 103. Tiré de : Canada, Department of Finance, *Economic and Fiscal Reference Tables* (sept. 1994), p. 25, tableau 14.

Aux dires de Marc-Adélar Tremblay et de Gérard Fortin, mandatés par les CPD pour enquêter sur le sujet, une transformation semble s'être opérée ou être en voie de le faire au tournant des années 1960 au sein de la population canadienne-française salariée. Devant la masse de biens de consommation qui s'offrent désormais à elle, celle-ci, « ne se sent[a]nt plus la volonté » d'épargner, se tourne vers « [l]es contrats d'assurances ou d'achat à crédit, [qui]

par leur aspect coercitif, obligent à l'épargne⁸ ». Dès 1962, nonobstant l'essor du crédit à la consommation, le taux d'épargne personnelle est toutefois de nouveau à la hausse au sein des ménages canadiens⁹, même s'il n'atteint pas les sommets du tournant des années 1950. En d'autres termes, la relation entre l'épargne et le crédit ne serait pas nécessairement inversement proportionnelle comme l'illustre le tableau XI (ci-dessous) pour le Canada, au cours de la seconde moitié des Trente Glorieuses, un phénomène qu'observe également l'historien Louis Hyman aux États-Unis pendant l'après-guerre¹⁰. Ces deux variables, certes différentes et donc impossibles à comparer, ne semblent donc pas se mouvoir de concert.

Tableau XI — Taux d'épargne personnelle et hausse du crédit à la consommation, Canada, 1961-1975

	Taux d'épargne personnelle	Hausse du crédit à la consommation
1961	2,8 %	10,4 %
1962	5,6 %	12,2 %
1963	5,4 %	14,8 %
1964	4,2 %	14,5 %
1965	5,5 %	8,7 %
1966	6,7 %	10,8 %
1967	6,3 %	14,5 %
1968	5,6 %	13,1 %
1969	5,4 %	5,8 %
1970	5,3 %	7,5 %
1971	5,9 %	17,5 %
1972	7,4 %	18,9 %
1973	9,1 %	16,5 %
1974	9,9 %	15,6 %
1975	10,9 %	16,3 %

Source : Debra Frazer et Janet McClain, *Le crédit, un endettement à vie. Une étude sur la dette et le crédit à la consommation au Canada et l'incidence de l'augmentation des coûts du logement sur la nature de la dette*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, 1981, p. 17, tableau 2.

⁸ Marc-Adélar Tremblay et Gérald Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, p. 168.

⁹ Parr, *Domestic Goods...*, p. 102.

¹⁰ Hyman, *Debtor Nation...*, p. 132.

Une transformation tant du rapport à l'épargne qu'au crédit serait donc en cours, voire aurait déjà eu lieu, au début des années 1960 puisqu' « une enquête menée au Canada en 1963 démonstr[e] qu'une forte proportion des consommateurs sembl[ent] utiliser le crédit comme une façon de protéger des épargnes chèrement acquises¹¹ ». La société de consommation ne diminuerait donc pas l'importance de l'épargne aux yeux des ménages. Au contraire, parce qu'ils auraient plus à perdre étant donné l'amélioration de leur niveau de vie et que « la possession de biens hautement valorisés, comme la maison et l'automobile, implique des fonds de roulement plus élevés pour l'entretien ou le renouvellement¹² », l'abondance rendrait l'épargne plus chère aux yeux de ceux qui peuvent la pratiquer.

Une étude publiée en 1974 conforte cette idée d'une relation tout sauf causale entre l'épargne et le crédit. Dans *De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, le sociologue Jean-Pierre Bélanger et l'économiste Normand Brouillet montrent en effet que, d'une part, 47,55 % des ménages canadiens auraient « à la fois des dettes liquides et des dettes à la consommation » en 1969, une augmentation de 8,7 % par rapport à 1963¹³. D'autre part, la hausse des revenus aurait permis à davantage de ménages de pratiquer l'épargne, la proportion de ceux « ayant des avoirs (ou actifs) liquides [étant] passée de 74.6%, en 1963 à 91.9% en 1969¹⁴ ». En fait, selon ces chercheurs, ces deux « pressions » que sont l'épargne et le crédit à la consommation sont certes partiellement antagonistes, mais apparaissent aussi

[d]ans une bonne mesure, complémentaires et comme la manifestation d'une même incitation globale à la consommation : les ménages doivent épargner en vue de consommation future à court terme (pour l'achat d'un bien onéreux, par exemple) ou à long terme (vieux jours, sécurité...) et ils doivent aussi (pour près de la moitié d'entre eux) utiliser le crédit en vue d'une consommation immédiate¹⁵.

En somme, ce n'est pas parce que les ménages ont recours au crédit qu'ils n'épargnent pas, comme le montrent Bélanger et Brouillet¹⁶. Il semble plutôt qu'ils pratiquent l'épargne et ont

¹¹ FACEF, *Les assoiffés du crédit*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 18. Cette assertion s'appuie sur : Jacques de Fouchier, *Le crédit aux particuliers et l'épargne*, colloque du Groupement international pour l'étude des problèmes de l'épargne, Lausanne, Suisse, octobre 1967 et B.F.S. 13-525, *Income, Assets, and Indebtness of Non-Farm Families in Canada, 1963*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1964.

¹² Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 387.

¹³ *Ibid.*, p. 388.

¹⁴ *Ibid.*, p. 387.

¹⁵ *Ibid.*, p. 388.

¹⁶ *Ibid.*, p. 389.

recours au crédit à la consommation pour des fins différentes, ce qui explique la présence concurrente de ces deux phénomènes qui intègrent tous deux les ménages à la consommation de masse.

5.1.2 Les pratiques de crédit

En ce qui a trait à ce crédit à la consommation, il ne fait aucun doute que les années d'après-guerre sont synonymes de croissance importante, les créances actives quintuplant à cet égard entre 1948 et 1960 au Canada¹⁷. D'après les données fournies par le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie (présidé par le Sénateur David Croll et le député Ron Basford) entre 1948 et 1963, la hausse de la proportion de leur revenu que les ménages canadiens consacrent au crédit à la consommation est fulgurante et quasi-ininterrompue (le tableau XII, p. 202)¹⁸. En effet, si, au tournant des années 1950, ce taux tourne autour de 6-8%, il atteint 16 % au début de la décennie suivante. Les dettes occupent une place presque deux fois plus grande au sein du revenu personnel disponible en 1960 (14,4 %) que dix ans auparavant (7,9 %). La tendance semble de surcroît aller en se maintenant au fil du temps : en 1973, selon la journaliste féministe canadienne-anglaise Michele Landsberg, ce serait 20 % du revenu personnel des Canadiens qui serait consacré au crédit à la consommation¹⁹. En ce qui concerne le Québec, les données n'abondent pas, surtout pour l'immédiat après-guerre. L'étude de la FACEF *Les assoiffés du crédit* affirme toutefois que les dettes occupent, en 1970, 24 % du revenu

¹⁷ Parr, *Domestic Goods...*, p. 101.

¹⁸ Joy Parr, qui cite entre autres comme source le rapport du Comité Croll-Basford, affirme que les dettes représentent une proportion identique — 10,9 % — du revenu des Canadiens pour les périodes 1948-1956 et 1957-1965. Ceci l'amène à affirmer qu'« it was difficult to argue in the fifties and sixties that consumer debt was becoming a burden ». Les données que nous avons analysées ne corroborent pas cette interprétation, comme en fait foi le tableau XII (p. 202). Sans mentionner d'où il les tient ni spécifier le territoire qu'elles recouvrent, André Laurin évoque en contrepartie des données plus alarmantes que celles du comité Croll-Basford à la fin des années 1960. Si son manque de transparence, du moins d'un point de vue d'historien, incite à s'armer de prudence devant ses conclusions, Laurin fournit des chiffres impressionnants, affirmant que l'endettement accapare 5 % des salaires en 1949, contre 19,4 % en 1956, 22 % en 1960, 27,1 % en 1965 et 30 % en 1969. Parr, *Domestic Goods...*, p. 101-102 302 note 4; André Laurin, *Conflicts de générations ou d'idées*, Montréal, Service de la coopération et de la consommation de la CSN, 1969, p. 3.

¹⁹ Michele Landsberg, « Beat the Cost of Living. How Three Families Battle their Debts », *CH-EN*, janvier 1973, p. 31.

personnel disponible des Québécois, comparativement à 9 % en 1951²⁰, une proportion légèrement supérieure au taux d'endettement de l'ensemble du Canada.

Tableau XII — Crédit à la consommation en cours proportionnellement au revenu personnel disponible, Canada, 1948-1963

Année	Taux de crédit	Année	Taux de crédit
1948	5,9 %	1956	12,4 %
1949	6,8 %	1957	12,4 %
1950	7,9 %	1958	12,6 %
1951	6,6 %	1959	13,9 %
1952	8,5 %	1960	14,4 %
1953	10,4 %	1961	14,8 %
1954	11,0 %	1962	15,3 %
1955	12,2 %	1963	16,0 %

Source : David A. Croll et Ron Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p. 38.

Quant à ce qui motive ces emprunts, l'enquête de Tremblay et Fortin révèle que les familles « à revenu modeste ou irrégulier » sont celles qui achètent le plus à crédit pour « se procurer les biens qu'elles jugent essentiels²¹ ». Bien que les familles « dont le revenu moyen permet [...] la satisfaction des besoins essentiels seraient beaucoup plus conservatrices et pratiqueraient moins l'achat à crédit²² », les familles nanties jugeraient elles aussi le recours au crédit « nécessaire », quoique ce soit pour satisfaire des « aspirations », que Tremblay et Fortin opposent aux besoins. Leur étude, menée au tournant des années 1960, montre que le mobilier est le poste budgétaire arrivant en tête des achats à crédit, 44,3 % des familles franco-

²⁰ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 32.

²¹ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 182.

²² *Ibid.*

québécoises salariées s'étant endettées pour s'en procurer. L'achat d'une maison arrive en deuxième place (22,8 % l'ayant fait), suivi par l'acquisition d'une automobile, achetée à crédit par 15 % d'entre elles. Viennent ensuite les soins médicaux (13,4 %), le remboursement de dettes (12,7 %), l'achat de vêtements (5,6 %) et la nourriture (2,7%)²³.

Malgré la pertinence de toutes ces données, il faut se garder d'exagérer la nouveauté du phénomène du crédit à la consommation. En effet, tout porte à croire que les formes de crédit plus anciennes, notamment les comptes laissés en souffrance auprès des marchands, en premier lieu le « crédit consenti par l'épicier du coin²⁴ », dont Bettina Bradbury, Denyse Baillargeon et Sylvie Taschereau ont démontré le recours au sein de la classe ouvrière à Montréal pour des périodes antérieures²⁵, perdurent pendant l'après-guerre. Taschereau a d'ailleurs démontré que ce type de crédit demeure courant jusqu'aux années 1940 au sein des classes populaires montréalaises²⁶ et force est de constater qu'il ne disparaît pas après cette date, du moins selon les références qu'y font certains commentateurs²⁷ et les entrevues sur lesquelles s'appuient des études de la FACEF en 1971 et en 1973²⁸. Comme le rapporte l'une de ces recherches, s'il est très populaire, ce crédit n'est toutefois pas sans inconvénients :

Les usagers sont en général réticents à trop utiliser le crédit offert par le marchand du coin. C'est pour eux une source de crédit assez facile à obtenir quand ils ont une bonne réputation auprès du marchand mais s'ils en abusent, ils risquent que ces bonnes relations avec le marchand soient rompues et que cette source de crédit leur soit fermée²⁹.

Comme le crédit consenti par le commerçant, le rôle de la parenté, des amis et du voisinage dans le crédit est difficile à saisir sans recourir aux témoignages. Tout indique par contre qu'il

²³ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 117. À noter que 4,2 % des familles s'endettent pour d'autres raisons.

²⁴ FACEF, *Analyse choisie de cas de crédit à la consommation, leurs problèmes et action consécutive*, Montréal, 1971, p. 29, 37; FACEF, *Les assoiffés...*, p. 65.

²⁵ Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, University of Toronto Press, 2007 [1993], p. 101, 161; Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la Crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 228-229; Sylvie Taschereau, « L'arme favorite de l'épicier indépendant. Éléments d'une histoire sociale du crédit (Montréal, 1920-1940) », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 4, 1 (1993), p. 265-292.

²⁶ Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais 1920-1940*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1992, chapitre 7.

²⁷ Claude Péloquin, « Un vrai bon truc », *ÉDPr*, février 1959, p. 19.

²⁸ FACEF, *Analyse choisie de...*, p. 73; FACEF, *Les assoiffés...*, p. 65.

²⁹ FACEF, *Analyse choisie de...*, p. 73.

continue d'être un élément clé des relations économiques, comme le remarquent les auteurs des *Assoiffés du crédit*³⁰.

Même s'ils ont peu de moyens, il est également possible, pour les consommateurs des Trente Glorieuses, d'avoir un « compte courant » dans un grand magasin³¹. Ce type d'établissement, comme d'autres commerçants, fait aussi crédit par le biais de la vente à tempérament³². Les Québécois peuvent en outre contracter un prêt en argent auprès d'une institution financière telles une banque ou une caisse populaire ou encore une société de prêts au consommateur (surnommée compagnie de finance par nos sources). Au fil du temps, cette dernière option gagne en popularité au détriment des diverses formes de crédit lié à un bien ou une fin définie d'avance comme le montre le tableau XIII (p. 205). Celui-ci illustre que si la part des créances actives des banques à charte double pratiquement au Québec entre 1951 et 1970 (elle passe de 18,32 % à 38,28 %), il en va également de même pour les sociétés de prêts au consommateur (de 7,76 % à 14,24 %).

Tel que le soulignent Paul-André Linteau *et al.*, les compagnies de finance « dont la plus célèbre est Household Finance (HFC) » se trouvent à l'avant-garde de cet essor du crédit à la consommation auprès des familles ouvrières pendant l'après-guerre étant donné qu'elles « [a]ccord[ent] plus facilement des prêts que les banques tout en exigeant un taux d'intérêt beaucoup plus élevé³³ ». En effet, comme l'explique le mémoire de la Fédération des Unions régionales des CPD au Comité Croll-Basford,

Les banques ne peuvent exiger plus de 6 pour cent d'intérêt sur les prêts qu'elles consentent. Les compagnies de finance ne sont pas limitées à cet égard et leurs taux d'intérêt varient de 2 à ½% par mois selon l'importance des prêts consentis, ce qui veut dire de 24 à 6 % par an³⁴.

³⁰ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 65. Voir aussi le chapitre 7 (de la présente thèse), p. 338-339.

³¹ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 65.

³² Un compte courant renvoie à un compte laissé en souffrance chez un marchand. Il n'est pas lié à un bien ou service en particulier. La vente à tempérament est un contrat de crédit selon lequel le débiteur obtient un bien ou un service qu'il doit rembourser par des versements périodiques égaux.

³³ Paul-André Linteau *et al.* *Histoire du Québec contemporain*, Tome II : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 2007 [1989], p. 251.

³⁴ « Le mémoire », *RD*, mars 1962, p. 57.

Tableau XIII — Répartition et volume des créances actives par catégorie de prêteurs au Québec, années choisies : 1951-1970

	Part des créances actives			
	1951	1958	1965	1970
Sociétés de prêts au consommateur	7,76 %	10,81 %	14,68 %	14,24 %
Banques à charte	18,32 %	17,74 %	30,46 %	38,26 %
Banques d'épargne	--	0,66 %	0,75 %	0,64 %
Caisses populaires et d'économie	10,24 %	13,83 %	14,78 %	16,78 %
Compagnies d'assurance-vie	18,01 %	9,82 %	5,58 %	6,10 %
Crédit libre : sous total	54,33 %	52,86 %	66,25 %	76,02 %
Sociétés de financement des ventes	12,42 %	21,98 %	18,26 %	12,52 %
Grands magasins	4,34 %	5,46 %	5,07 %	3,79 %
Magasins de meubles et appareils électriques	5,27 %	6,25 %	3,09 %	1,86 %
Marchands d'automobiles	2,48 %	0,55 %	0,28 %	0,11 %
Autres détaillants	21,11 %	11,71 %	6,0 %	4,14 %
Sociétés pétrolières	--	1,11 %	0,98 %	1,51 %
Crédit lié : sous-total	45,62 %	47,06 %	33,68 %	23,93 %

Source : Fédération des associations coopératives d'économie familiale, *Les assoiffés du crédit*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 88.

Compte tenu du fait que « [l]es plus bas taux d'intérêts sont offerts à des consommateurs qui sont en mesure d'offrir les meilleures garanties financières, qui ont un emploi stable, etc.³⁵ », les plus hauts taux d'intérêt sont le lot de ceux qui n'ont pas d'autres options ou qui sont mal informés. D'après André Laurin, le fondateur des ACEF, au début des années 1960 « l'ouvrier qui achète à terme doit consentir (bien entendu sans qu'on le lui dise)

³⁵ Comité d'étude sur les institutions financières, *Rapport (Parizeau) du Comité d'étude sur les institutions financières*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1969, p. 175.

à payer entre 27 et 60 sous d'intérêt pour chaque dollar à dépenser³⁶ ». Ce portrait déjà peu reluisant, du moins pour les familles ouvrières, ne saurait être complet sans mentionner les abus qui vont de pair avec la pratique du crédit à la consommation pendant l'après-guerre. En fait, « [s]elon la CSN, la violation de la loi des ventes à tempérament est généralisée³⁷ », le service du budget familial de la centrale n'ayant pas, par exemple, eu affaire à un seul contrat à taux d'intérêt décroissant de 9 %, comme l'exige la loi, au cours de ses trois premières années d'existence. Tel qu'illustré par le tableau XIV (p. 208), même les institutions bancaires, que la révision de la Loi fédérale des banques à charte de 1944 oblige pourtant à ne pas exiger des taux d'intérêt annuels supérieurs à 6 % — une restriction qui demeure en vigueur jusqu'en 1967 — demandent davantage, notamment en chargeant des frais de service et d'administration³⁸. Dans les faits, leur taux d'intérêt annuel se situerait donc entre 9 et 11 % environ. Cette pratique est d'autant plus remarquable que, comme le note Joy Parr, ce « much-evaded Bank Act loan ceiling of 6 per cent³⁹ » sert, dans l'imaginaire collectif des années 1950 et 1960, à l'établissement du seuil de l'usure. Sans entrer dans les détails, gardons aussi en tête que les créditeurs semblent faire preuve de créativité pour accroître leurs profits, des commerçants augmentant notamment le prix de détail des biens lorsqu'ils les vendent à crédit, comme l'illustre une enquête de la CSN parue en 1970⁴⁰. Les affaires lucratives que brassent les prêteurs sur gages — les fameux *shylocks* — viennent aussi en tête.

Selon les données d'une étude de la FACEF effectuée en 1969 et reprise dans un rapport publié en 1973, la situation ne s'améliore pas outre mesure avec le temps. Bien que les caisses populaires et les banques à charte exigent moins, les compagnies de finance demanderaient en effet, à cette époque, des taux d'intérêt annuels décroissants pouvant aller de 23 à 50 % pour des prêts personnels, les plus élevés s'appliquant « aux cas de refinancement

³⁶ André Laurin, *Étude sur la situation financière du foyer canadien-français et sa solution le budget familial*, 1962. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

³⁷ « Un dossier accablant remis par la CSN au comité d'étude sur les institutions financières relevant du Québec », 1967. ACSN, Fonds du Service de formation.

³⁸ Marcel B. Caron, « Les banques à charte dans un nouveau rôle...celui de grandes dispensatrices du crédit à la consommation », *RD*, octobre 1963, p. 146; « Le mémoire », *RD*, février 1965, p. 31. Joy Parr observe elle aussi que, dans les faits, les banques exigent des taux d'intérêts souvent plus près de 11 % que de 6 %. Parr, *Domestic Goods...*, p. 103.

³⁹ Parr, *Domestic Goods...*, p. 115.

⁴⁰ André Laurin, *Étude sur le crédit*, 1970 [1962], p. 3. ACSN, fonds du Service de la consommation.

(consolidation) des prêts⁴¹ ». Ces chiffres sont d'autant plus troublants que, d'après le rapport du Comité Croll-Basford, en 1967, « [c]ette pratique de refinancement est tellement courante que seulement environ 35 p. 100 de l'argent débité au compte des emprunteurs actuels leur est remis en argent comptant⁴² ». En fait, le refinancement de dettes accapare, à l'échelle canadienne, 47 % du montant de tous les petits prêts. Les données que fournit le rapport pour les années 1962, 1963 et 1964 montrent ainsi qu'environ la moitié des débiteurs qui contractent un petit prêt ont déjà une dette en souffrance, ce qui, d'après les calculs du Comité, fait en sorte que les créanciers mettent la main sur près de la moitié des fonds découlant du nouveau crédit que contractent ces débiteurs endettés⁴³.

En somme, la Loi fédérale des petits prêts, adoptée en 1939 qui fixe le plafond des taux d'intérêt entre 18 et 24 % pour les prêts de moins de 1 500 \$⁴⁴ fait l'objet de maintes entorses. Il faut aussi dire que les institutions prêteuses ne sont pas tenues de divulguer le coût réel du crédit (les taux d'intérêt) avant le milieu des années 1960, date après laquelle les gouvernements du Canada et de plusieurs provinces, dont le Québec, ressentent la nécessité de revoir leur approche en matière de réglementation du crédit à la consommation afin, notamment, de l'adapter aux nouvelles pratiques et de protéger les consommateurs. À en croire les membres du Comité Croll-Basford, les appels à une réglementation de « l'exploitation des sociétés de financement » proviennent d'ailleurs du « public de tous les milieux⁴⁵ ».

⁴¹ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 108.

⁴² David A. Croll et Ron Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p. 80-81.

⁴³ *Ibid.*, p. 81.

⁴⁴ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 139.

⁴⁵ Croll et Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur...*, p. x.

Tableau XIV — Estimation du pourcentage annuel du coût des prêts aux consommateurs, Canada, selon une étude parue en 1967

	Taux	
	Déclarés	Réels annuels
Prêts en espèce		
- Banques à charte	6 %	9 ^{1/4} -11 ^{1/4} %
- Caisses populaires (credit unions)	1 % par mois	8-10 %
- Caisses populaires	--	6-8 %
- Sociétés de prêts aux consommateurs (selon le montant; moins de 1 500 \$)	--	15,24-24 %
- Sociétés d'assurance-vie	--	6 %
 Achats à crédit		
- Sociétés de financement		
Autos neuves	--	12,5-18,8 %
Petits prêts	--	16-23 %
- Détaillants	--	13-17 % (environ)

Source : David A. Croll et Ron Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p. 97. Compilation établie à partir des données du département de la recherche de la Banque du Canada.

Au niveau fédéral, la révision de la Loi sur les banques en 1967 est sans doute l'action la plus importante en la matière. Cette mesure — pour laquelle le sénateur Croll milite depuis le début de la décennie⁴⁶ et que recommandent les délégués réunis à Ottawa pour la tenue d'une Conférence fédérale-provinciale sur le crédit au consommateur en 1966⁴⁷ — oblige la divulgation des frais exigés pour les prêts de moins de 25 000 \$ que les institutions bancaires concèdent.

⁴⁶ Parr, *Domestic Goods...*, p. 114-115.

⁴⁷ Croll et Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur...*, p. 53.

Les gouvernements provinciaux ne sont pas en reste et légifèrent eux aussi dans la mesure où le permet le partage des compétences. Aussitôt les mesures extraordinaires tributaires de l'effort de guerre révoquées par le fédéral en 1947, le gouvernement du Québec adopte ainsi « la Loi sur les ventes à tempérament, visant, semble-t-il, à maintenir un contrôle sur des ventes à tempérament dans l'intérêt des consommateurs d'une modeste aisance⁴⁸ ». S'appliquant aux ventes dont le montant est inférieur à 800 \$, cette réglementation impose, entre autres choses, un taux d'intérêt « maximum de trois quarts de 1 p. 100 par mois » ainsi que la divulgation du prix (comptant et à crédit) et « du montant du versement initial », que la loi établit à 15 % de la somme empruntée, et des versements subséquents⁴⁹. En ce qui concerne la divulgation des taux d'intérêts annuels en tant que tels, à la fin des années 1960, toutes les provinces canadiennes, sauf le Québec — peut-être parce que la réglementation y est déjà la plus exigeante⁵⁰ — ont légiféré en ce sens et adopté des lois de « truth in banking ». Pour ce qui est de « la Belle Province », il faut attendre la Loi de la protection du consommateur de 1970 pour que ce soit chose faite⁵¹. Le rapport du Comité d'étude sur les institutions financières présidé par l'économiste et futur premier ministre Jacques Parizeau, dont la mise sur pied en 1965 indique que l'Assemblée législative se préoccupe de la question, ne recommande pas l'instauration d'un taux d'intérêt maximal pour les prêts à la consommation de crainte de favoriser « l'apparition d'un marché noir du crédit⁵² ».

Il se peut que les consommateurs naviguant dans ce système qui semble conçu pour les exploiter versent eux aussi dans des pratiques douteuses, voire illégales, qui peuvent être interprétées comme une forme d'agentivité. André Laurin, des ACEF, affirme par exemple que « dans beaucoup de cas, l'endettement étant très élevé, l'emprunteur cache une partie de ses créances afin d'obtenir l'argent nécessaire à étancher la voracité des créanciers les plus

⁴⁸ Croll et Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur...*, p. 52.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Jacob S. Ziegel, « The Legal Regulation of Consumer Credit » dans Jacob S. Ziegel et R. E. Olley, dir., *Consumer Credit in Canada. Proceedings of a Conference on Consumer Credit*, Saskatoon, 2-3 mai 1966, Saskatoon, University of Saskatchewan, 1966, p. 76.

⁵¹ Parr, *Domestic Goods...*, p. 118. Voir à ce sujet : « Recul pour “la vérité sur les taux d'intérêts” », *RD*, mai 1963, p. 97; Comité d'étude sur les institutions financières, *Rapport (Parizeau) du Comité...*, p. 169-170; FACEF, *Les assoiffés...*, p. 140.

⁵² Comité d'étude sur les institutions financières, *Rapport (Parizeau) du Comité...*, p. 176.

tenaces⁵³ ». C'est donc dire que non seulement ces emprunteurs éventuels mentent pour apparaître plus solvables qu'ils ne le sont réellement, mais commettent ainsi une infraction au Code criminel.

5.2 Les exhortations à épargner pendant l'après-guerre

Dans ce contexte de transformation du rapport au crédit, des exhortations à épargner, provenant essentiellement des CPD et d'une poignée de commentateurs issus de l'Action catholique, caractérisent les discours sur les finances familiales pendant l'immédiat après-guerre et perdurent jusqu'au début des années 1960. Le sénateur Cyrille Vaillancourt se montre d'ailleurs on ne peut plus clair sur ce qu'il considère être la mission de « son » institution financière lorsqu'il affirme que La Fédération de Québec des Unions régionales des CPD, dont il est alors gérant, « cherche à développer une mentalité d'épargnant chez chacun des sociétaires⁵⁴ ». Entre la fin du second conflit mondial et 1965 environ, divers experts s'emploient ainsi à tenter de convaincre leur lectorat de pratiquer coûte que coûte l'épargne, insistant au point de donner l'impression que leurs recommandations sont à contre-courant, même si, nous l'avons vu, l'épargne n'est pas à la baisse proportionnellement au revenu familial. Ces discours sont très conservateurs, tant sur le plan économique que social. En effet, chez ceux qui les mettent de l'avant, la rhétorique au sujet de l'épargne apparaît non seulement comme un moyen de lutter contre la consommation de masse et les valeurs qu'elle entraîne dans son sillage, mais également comme une tentative de conforter le « traditionnel » modèle conjugal ménagère-pourvoyeur et la dépendance financière des femmes. Cette vision paternaliste — nous dirions patriarcale — de la famille s'inscrit d'ailleurs dans le « monde idéal » de l'esprit de la création des caisses populaires, comme l'a remarqué Ronald Rudin⁵⁵.

Selon ses tenants, mettre de l'argent de côté serait à la portée de toutes les bourses. En 1949, l'abbé Philibert Grondin, empruntant le nom de plume pour le moins évocateur d'A.

⁵³ André Laurin, « Passible de prison! », *MCP*, janvier-février 1965, p. 9. Voir aussi : André Laurin, *Manuel des techniques de diffusion des cours sur l'orientation du budget familial*, 1967, p. 11-15. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

⁵⁴ Cyrille Vaillancourt, « ...et sur le plan national », *MCP*, avril 1956, p. 6.

⁵⁵ Ronald Rudin, *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires, 1900-1945*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990, p. 4-5.

Lépouvante, affirme ainsi, dans les pages de *La Revue Desjardins*, qu'« [e]n matière d'ÉPARGNE, qui VEUT...PEUT⁵⁶ ». Vers la même époque, Jean Huberdeault, qui écrit pour *La Famille*, lui donne raison, estimant que « quoique le coût de la vie soit très élevé, si l'on ne parvient pas à mettre un minimum à l'item ÉPARGNE, il y a quelque chose de défectueux quelque part⁵⁷ ». Autrement dit, pendant l'immédiat après-guerre, bien des commentateurs semblent se demander « [q]uel est l'ouvrier qui ne peut épargner cinq sous, un sou par semaine?⁵⁸ ». Plus encore, comme le suggèrent certains, la majorité des ménages devraient être en mesure de mettre de côté le montant des allocations familiales nouvellement instaurées par le gouvernement fédéral. En 1945, Cyrille Vaillancourt juge ainsi qu'à côté des familles qui en ont besoin pour améliorer leur niveau de vie, ces allocations relèvent du superflu pour « bon nombre d'autres », d'où son incitation à ce que « le père et la mère de famille les déposent à la Caisse populaire, en totalité ou en partie, au nom de chacun des enfants à qui elles sont destinées⁵⁹ ». Une décennie plus tard, cette idée n'est manifestement pas tombée aux oubliettes, comme en font foi Suzanne et Adrien Malo qui estiment que les allocations familiales épargnées peuvent aussi servir au maintien du modèle ménagère-pourvoyeur :

payer des études supérieures, des cours complémentaires aux enfants. Ou encore, si les parents sont en mesure de faire face aux frais d'instruction, ils peuvent accumuler ce montant en vue de l'établissement du jeune homme ou du trousseau de la jeune fille. Si deux jeunes arrivent au moment de leur mariage avec chacun cette somme, plus leurs propres économies, cela peut vouloir dire la base qui leur permettra d'avoir leur maison bien à eux, ou encore d'être organisés matériellement d'une façon fort intéressante, ce qui sera de nature à leur enlever leur premier souci matériel, à enrayer de l'esprit de la jeune épouse l'idée de travailler à l'extérieur pour ramasser quelques dollars⁶⁰.

Un peu plus nuancée, la section Éducation du Bureau régional des allocations familiales du Québec affirme qu'une telle épargne des allocations familiales n'est pas à la portée de toutes les bourses. Elle la perçoit toutefois manifestement d'un bon œil, affirmant qu'il s'agit d'un « geste sage et louable en tous points [qui] permettra à l'enfant de poursuivre, plus tard, des

⁵⁶ A. Lépouvante, « Jolie circulaire pour votre fin d'année », *RD*, avril 1949, p. 70. En majuscules dans le texte.

⁵⁷ Jean Huberdeault, « Besoins réels », *LF*, février 1954, p. 75. En majuscules dans le texte. Voir aussi : Suzanne Malo et Adrien Malo, « Cadeau pour votre enfant \$2000 », *LF*, octobre 1955, p. 8.

⁵⁸ Jos. Turmel, « Est-ce à recommencer? », *RD*, février 1958, p. 32.

⁵⁹ Cyrille Vaillancourt, « Les allocations familiales », *RD*, juin-juillet 1945, p. 102.

⁶⁰ Suzanne Malo et Adrien Malo, « Cadeau pour votre enfant \$2000 », *LF*, octobre 1955, p. 10.

études spécialisées, ou encore d'entrer dans la vie plus facilement⁶¹ ». Ces propos, provenant d'un organe gouvernemental, ne surprennent guère étant donné que, comme l'a démontré l'historienne Dominique Marshall, c'est exactement ce que préconisent « les discours inauguraux des gouvernants » lors de la mise sur pied du programme et, fait intéressant, ce que souhaitent bien des parents⁶². En dépit de ce que nombre d'entre eux comptent faire à l'origine, ce souhait prend toutefois des allures de vœu pieux dans les faits, les vêtements et la nourriture occupant le premier et « le deuxième rang[s] dans la liste des achats effectués au moyen des allocations par les familles urbaines⁶³ ». Quoi qu'il en soit, il est à notre avis possible de voir dans toutes ces incitations à mettre de côté les allocations familiales un stratagème discursif faisant appel à la générosité et à l'amour des parents pour leurs enfants afin de les convaincre d'épargner, stratagème que Suzanne et Adrien Malo rendent explicite en présentant les économies des parents comme un « cadeau pour votre enfant⁶⁴ ».

5.2.1 L'épargne, une « vertu » masculine

Outre un potentiel cadeau, aux yeux de bien des commentateurs, l'épargne ne constituerait rien de moins qu'une « vertu de tempérance qui contribue à la formation du caractère et de la volonté⁶⁵ ». En effet, comme l'indique Cyrille Vaillancourt en 1950, « l'épargne exerce [...] une influence morale profonde sur celui qui la pratique en raison de la prévoyance, de l'esprit de sacrifice, du contrôle de soi, des appétits qu'elle présuppose⁶⁶ ». Les CPD, qui se présentent comme une école instruisant les masses sur l'épargne et le bon usage du crédit⁶⁷, perçoivent cette « vertu » de l'épargne comme masculine. Même si quelques articles visent explicitement les femmes, dans l'ensemble, leur discours semble en effet s'adresser surtout aux hommes. À cet égard, peu de commentateurs se montrent aussi explicites que Georges-E. Blanchard, avocat et administrateur de l'Union régionale des

⁶¹ La Section Éducation des Allocations Familiales, Québec, « À quoi servent les allocation familiales », *LF*, mars 1947, p. 124.

⁶² Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997, p. 198.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Suzanne Malo et Adrien Malo, « Cadeau pour votre enfant \$2000 », *LF*, octobre 1955, p. 8-10.

⁶⁵ C. Vaillancourt, « Bonne année », *RD*, janvier 1950, p. 3.

⁶⁶ « Vendredi 25 août – Les congressistes à l'étude », *RD*, octobre-novembre 1950, p. 185.

⁶⁷ C. Vaillancourt, « L'épargne précède et justifie le crédit », *MCP*, juin 1958, p. 2.

Caisses populaires de Gaspé qui décrit « le citoyen qui a l'habitude [de] l'épargne » en des termes qui laissent peu de doute sur le genre de l'épargnant :

Inévitablement, ses mœurs seront pures; sa femme sera sa seule femme, et il connaîtra tous ses enfants. C'est l'épargne et l'ordre dans tout ce qu'il possède; tout est bien administré en lui et autour de lui, et il peut rendre en toute occasion un compte satisfaisant de ses actes et de sa conduite. Il est prudent, juste, fort et tempérant⁶⁸.

En 1956, Paul Lacaille, gérant de la Caisse populaire d'Hochelaga, lui fait écho en interpellant les sociétaires « d'homme à homme⁶⁹ ». De manière générale, ces commentateurs lient de surcroît l'épargne aux valeurs alors associées à la masculinité. En utilisant le concept de genre de manière conforme aux suggestions poststructuralistes de Joan Scott qui invite à l'envisager comme un prisme à partir duquel appréhender les relations de pouvoir⁷⁰, il est en effet possible de considérer que non seulement leur discours s'adresse à des hommes, mais qu'il présente l'épargne comme l'incarnation de la masculinité en construisant ces deux « réalités » de la même manière.

Comme l'ont démontré Vincent Duhaime au Québec et des historiens comme Robert Rutherford et Chris Dummitt ailleurs au Canada anglais, des traits tels l'indépendance, la maîtrise de soi, la force, la rationalité, la prévoyance et le rôle de pourvoyeur font partie de la vision dominante de la masculinité et de la paternité au lendemain du second conflit mondial⁷¹. Il en va de même aux États-Unis pendant l'après-guerre où l'historien Lendol Calder perçoit un lien entre les virulentes critiques que s'attire le crédit à la consommation et le rejet d'une consommation jugée non essentielle, genrée féminine, comme nous l'avons souligné au chapitre 3. En effet,

⁶⁸ « L'épargne, comme valeur morale et moyen de formation des individus », *RD*, mai 1955, p. 95.

⁶⁹ Paul Lacaille, « D'homme à homme », *MCP*, avril 1956, p. 2.

⁷⁰ Joan Scott, *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 41-45.

⁷¹ Vincent Duhaime. *La construction du père québécois. Le discours du mouvement familial et l'expérience des pères, 1945-1965*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 2001, p. 42-74; Robert Rutherford, « Fatherhood, Masculinity and the Good Life During Canada's Baby Boom, 1945-1965 », *Journal of Family History* 24, 3 (1999), p. 358, 367-369; Christopher Dummitt, *The Manly Modern. Masculinity in Postwar Canada*, Vancouver, UBC Press, 2007, p. 2-4; Christopher Dummitt, « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1 (1998), p. 210-212.

Lurking behind all the criticism of consumer credit was a fear that Americans, particularly men, were using credit to become free-spending, non-productive, effeminate consumers, a significant departure from traditional male identities⁷².

Le crédit à la consommation est donc perçu comme entrant en contradiction avec les « male character ideals of independence, self-reliance, and thrift⁷³ » dans un contexte où la production et le fait de pourvoir sont assimilés aux fondements de la masculinité.

Comme ces caractéristiques associées à la masculinité sont également utilisées par les commentateurs des CPD pour décrire l'épargnant et les bienfaits de l'épargne sur l'individu, il est possible d'y déceler un processus rhétorique visant à rendre l'épargne attrayante en la construisant comme masculine. C'est donc dire que tant explicitement — par des discours qui s'adressent ouvertement aux hommes — que de manière plus subtile, l'épargne apparaît, dans la production discursive émanant de la mouvance Desjardins, comme liée à la masculinité.

À ce chapitre, les exemples abondent. Au nombre des « vertus fondamentales de l'épargne » que les parents doivent inculquer à leurs enfants selon le franciscain Valère Massicotte, figure ainsi, outre « l'esprit de sacrifice » et « l'usage raisonnable de l'argent », la très masculine « maîtrise de soi et de ses goûts⁷⁴ ». En 1954, Joseph Fortier, gérant de la Caisse populaire Saint-François-d'Assise, affirme dans la même veine que « l'épargne exige un effort, un contrôle de soi-même, un renoncement personnel⁷⁵ », des propos auxquels plusieurs autres porte-parole des CPD font écho⁷⁶. D'après Cyrille Vaillancourt « la vertu d'épargne », entre autres bienfaits, « rend l'homme fort et raisonnable⁷⁷ ».

La prévoyance, elle aussi, est associée tant à l'épargne qu'à la masculinité. Ainsi un article de *La Voix Nationale* reproduit par *La Revue Desjardins* affirme qu'« [u]n chef de famille digne de ce nom est par définition un homme prévoyant⁷⁸ ». Cette valeur qui se trouve au cœur des enjeux relatif aux finances familiales dans les discours tenus par des experts issus de la mouvance catholique et des CPD, voit ses louanges chantées bien avant la Seconde Guerre mondiale. En effet, comme l'indique Sylvie Taschereau,

⁷² Calder, *Financing the American Dream...*, p. 231-232.

⁷³ *Ibid.*, p. 232.

⁷⁴ Valère Massicotte, « La famille et l'épargne », *RD*, novembre 1948, p. 168. Tiré de *L'Artisan*, 1948.

⁷⁵ Jos. Fortier, « À propos de vente à tempérament », *RD*, février 1954, p. 36.

⁷⁶ Par exemple : « Vendredi 25 août – Les congressistes à l'étude », *RD*, octobre-novembre 1950, p. 185.

⁷⁷ C. Vaillancourt, « Un avertissement...un mot d'ordre », *RD*, mars 1954, p. 44.

⁷⁸ « La prévoyance », *RD*, février 1948, p. 16. Tiré de *La Voix Nationale*.

Au Québec et plus généralement dans la société libérale l'idée de prévoyance s'est [...] imposée, dans la seconde moitié du XIXe siècle, comme solution au problème du paupérisme ouvrier. Elle est mise de l'avant par les représentants de l'Église catholique autant que par ceux des Églises protestantes, par des philanthropes et des réformateurs sociaux. Elle anime également le mouvement des Caisses populaires Desjardins qui naît avec le nouveau siècle. Les organisations ouvrières enfin [la] reprennent elles aussi à leur compte⁷⁹.

Si, pendant les Trente Glorieuses, les syndicats ne se font pas, en tout cas pas de manière générale, les chantres de la prévoyance, force est de constater qu'il en va autrement des CPD. En 1948, René Croteau définit ainsi l'épargne comme « une prévoyance éclairée, une pratique inspirée par la sagesse qui éloigne les désenchantements et les remords d'une vie trop frivole et trop libérale⁸⁰ ».

Dans ce type de discours, l'épargne, manifestation de cette prévoyance, apparaît comme synonyme d'indépendance financière masculine, par opposition à soumission féminine. Plusieurs commentateurs l'associent ainsi à la principale caractéristique de la masculinité d'après-guerre, c'est-à-dire le rôle de pourvoyeur. En effet, selon l'abbé Philibert Grondin, alias A. l'Épouvante, qui reprend des propos qu'il a tenus, de concert avec Cyrille Vaillancourt, à la fin des années 1930, « [l]e souci de l'épargne encourage la responsabilité individuelle et appuie l'un des plus nobles motifs de l'homme : le désir de pourvoir à son avenir et à celui de sa famille⁸¹ ». Le pape Léon XIII dans l'encyclique *Rerum Novarum*, allègrement citée par les publications gravitant plus ou moins loin de l'Église catholique, est d'ailleurs sans équivoque quand il affirme que « [l]a nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants » ainsi que de « leur créer un patrimoine⁸² ». En somme, l'épargne est associée à un revenu, ce qui exclut d'emblée les ménagères. De surcroît, comme on peut l'inférer des propos de René Croteau, l'épargne, puisqu'elle constitue « un accroissement réel de richesse⁸³ », est liée à la production, catégorie construite comme masculine s'il en est une.

⁷⁹ Sylvie Taschereau, « Plutôt "s'endetter sur l'honneur". Le débat sur la loi Lacombe (1900-1903) et les origines de la société de consommation au Québec », *Histoire sociale / Social History*, 42, 84 (2009), p. 397.

⁸⁰ Par exemple : René Croteau, « Les trésors que ni la rouille...! », *RD*, mars 1948, p. 53.

⁸¹ A. L'Épouvante, « La jeunesse apprend à coopérer », *RD*, octobre 1949, p. 158.

⁸² Extrait de *Rerum Novarum*, *RD*, octobre 1949, p. 160.

⁸³ René Croteau, « Le budget, condition de l'épargne », *RD*, août-septembre 1957, p. 153.

D'un autre point de vue, l'épargne est aussi synonyme de liberté de la nation, du moins pour les très nationalistes CPD qui la présentent comme pavant la voie à l'émancipation économique des Canadiens français, non seulement individuellement, mais aussi collectivement. En effet, comme en témoigne Paul-Émile Charron en 1946, dans la rhétorique du mouvement Desjardins, l'épargne est assimilée à « la dernière ressource sur laquelle un peuple peut compter, pour se soustraire à la domination étrangère⁸⁴ ». C'est donc dire que pour cesser d'être soumis en tant que peuple — être indépendants et maîtres d'eux-mêmes — les Canadiens français doivent se tourner vers l'épargne. La raison d'être des CPD est à cet égard particulièrement éloquente puisqu'elle réside, selon Paul-Émile Charron, d'abord dans l'enseignement

à nos gens le sens de la prévoyance, de l'économie, et de la petite épargne de sorte que nos classes populaires, tout en se fortifiant moralement par la pratique des vertus de prévoyance et d'économie, en viennent à alimenter eux-mêmes [sic], par leurs épargnes, leurs propres institutions de crédit et s'assurent leur liberté économique⁸⁵ ».

5.2.2 Épargne masculine, économie féminine

Confortant cet amalgame entre l'épargne et la masculinité, certains séparent l'épargne, masculine, de l'économie, féminine qui soi-disant « la précède et la rend possible⁸⁶ ». En 1957, Rosario Tremblay, alors chef des inspecteurs pour la Fédération des CPD, a beau affirmer que « [l]e sujet de l'épargne au foyer ne saurait se traiter sans tenir compte des mères de famille⁸⁷ », il ne présente pas les ménagères comme des épargnantes, mais bien comme les responsables de la gestion d'une « grande partie » du revenu familial. S'adressant à « ces mamans qui font des prodiges d'économie et de bonne administration », il infère qu'elles rendent possible l'épargne puisque « [q]uel que soit le revenu du chef de famille, sans une saine économie au foyer, l'épargne sera pratiquement impossible⁸⁸ ». Cyrille Vaillancourt, lors

⁸⁴ Paul-Émile Charron, « Encore l'épargne », *RD*, octobre 1946, p. 157. Voir aussi : P.-E. C., « À St-Marc de Rosemont », *RD*, février 1945, p. 29.

⁸⁵ Paul-Émile Charron, « Ce qui a mené M. Desjardins à sa Caisse populaire », *RD*, février 1956, p. 36.

⁸⁶ Paul-Émile Charron, « L'économie et l'épargne », *RD*, mars 1954, p. 51.

⁸⁷ Rosario Tremblay, « Le rôle de la femme dans l'épargne au foyer », *MCP*, octobre 1957, p. 4.

⁸⁸ *Ibid.*

du congrès des CPD de 1950, se montre encore plus explicite, affirmant que « dans un foyer où la femme n'est pas économe, il n'y a pas de possibilité de faire d'économie et encore moins de pratiquer la vertu d'épargne⁸⁹ ». Nulle part, toutefois, ces deux commentateurs n'attribuent-ils aux femmes un rôle autre que celui d'administratrices du budget familial. Dans la même veine, à se fier aux exemples qu'il en fournit, Joseph Turmel assimile l'économie, qu'il définit comme « la mesure, la modération dans la dépense, [...] la sage utilisation de tout ce qui peut encore servir » à l'apanage des ménagères et des jeunes :

Une mère économe utilise les restes de table, transforme les vieux vêtements, fabrique de ses mains au lieu d'acheter tout fait. Un jeune qui a l'esprit d'économie y va selon ses moyens réels dans sa toilette, ses amusements⁹⁰.

Le jésuite Ph. De Soignies, que cite Louis Arneau dans les pages de *La Revue Desjardins* en 1950, abonde dans le même sens en rappelant de « ne pas confondre [...] épargne et économie », deux pratiques entre lesquelles il établit une hiérarchie genrée :

Une ménagère est économe, parce qu'elle ne dépense rien inutilement, parce qu'elle est habile à tirer parti des plus modestes ressources, etc. Épargner dit plus qu'économiser. C'est, suivant l'expression populaire, « mettre de côté »⁹¹.

Il est ainsi très rare que les femmes soient construites comme des épargnantes. Ceci ne veut pas dire qu'elles ne peuvent pas l'être, même si la Loi des Syndicats coopératifs de Québec leur interdit, comme aux mineurs, d'avoir plus de 1 000 \$ d'épargne sans l'autorisation de leur mari, un montant tout de même considérable à l'époque⁹². C'est plutôt que les CPD visent avant tout à recueillir l'épargne des hommes. Ainsi, Cyrille Vaillancourt, citant Alphonse Desjardins, affirme que cette institution financière se veut une « véritable école d'épargne, de la petite épargne, par conséquent, de celle que tout le monde, hommes, femmes et enfants, peut pratiquer⁹³ », mais il juge qu'il s'agit avant tout d'une affaire d'hommes ou de « jeunes gens », une expression qui, à l'évidence, inclut essentiellement les jeunes hommes :

⁸⁹ C. Vaillancourt, « L'épargne, sa nécessité », *RD*, novembre 1953, p. 176.

⁹⁰ Jos. Turmel, « Ça c'est vieux », *RD*, octobre 1959, p. 152.

⁹¹ Louis Arneau, « Économie et épargne », *RD*, mars 1950, p. 54.

⁹² L'aviseur légal, « Consultations légales », *RD*, août-septembre 1946, p. 139. La femme mariée peut toutefois « déposer un montant illimité si elle a l'autorisation du mari ».

⁹³ C. Vaillancourt, « L'épargne précède et justifie le crédit », *MCP*, juin 1958, p. 2.

Il n'y a certes pas lieu d'insister sur le fait que les chefs de famille et les jeunes gens doivent être les premiers à s'inscrire comme membres d'une telle Caisse, cela est d'une évidence qui saute aux yeux⁹⁴.

En effet, même les discours qui s'adressent aux « jeunes », terme pourtant en apparence neutre, attribuent un genre masculin à l'épargnant, le jeune en question étant manifestement perçu comme un pourvoyeur en devenir devant se préparer à son rôle. Nous y reviendrons au chapitre suivant. Gardons pour l'instant en tête qu'en attribuant à l'épargne les attributs de la « masculinité dominante », ces experts la construisent comme l'incarnation et le prérequis à ce qu'est, ou plutôt ce que devrait être, à leurs yeux, un homme. Là réside en partie l'importance de l'inculquer aux jeunes, futurs citoyens d'une nation elle aussi en plein processus de « masculinisation », du moins dans la rhétorique de la Révolution tranquille. Cela dit, malgré le genre masculin du « jeune », les jeunes filles sont elles aussi invitées à épargner⁹⁵, quoique les discours les mettant explicitement en scène soient moins abondants.

Même après l'adoption, par l'Assemblée législative, de la Loi sur la capacité juridique de la femme mariée en 1964 (le Bill 16), le droit des femmes à l'épargne n'est pas nécessairement acquis. En 1966, une lectrice de *Châtelaine* écrit en effet à Claire Kirkland-Casgrain, ministre libérale qui a présenté le Bill 16 en 1964, pour lui demander comment se comporter dans une situation où on requiert la signature de son mari pour qu'elle puisse investir « plusieurs milliers de dollars dans des Fonds mutuels » même s'il s'agit « du fruit de [s]on propre travail » et que son mariage est régi par le régime de la séparation de biens⁹⁶. Kirkland-Casgrain, peut-être plus clémente que nous face à l'employé de la compagnie de fonds communs de placement, présume de son ignorance de la nouvelle loi et elle suggère à cette correspondante de présenter une brochure expliquant la Loi 16 au vendeur. Si, à la lumière de celle-ci et des « faits se rapportant [au] cas » de la lectrice en question, l'employé « insiste encore pour ne pas reconnaître la valeur de [sa] signature, il ne [...] reste plus qu'à recommander de choisir une autre compagnie de fonds mutuel⁹⁷ ».

⁹⁴ C. Vaillancourt, « L'épargne précède et justifie le crédit », *MCP*, juin 1958, p. 2. Voir aussi : P.-E. Doyle, « Caisses populaires : Élément de stabilité », *RD*, août-septembre 1950, p. 155.

⁹⁵ Par exemple : Raymond Lacasse, « Le rôle des Caisses populaires Desjardins dans l'économie rurale », *RD*, août-septembre 1950, p. 152.

⁹⁶ Claire Kirkland-Casgrain, « Voilà ce que j'en pense », *CH-FR*, mai 1966, p. 12.

⁹⁷ *Ibid.*

En fin de compte, on peut considérer que tous ces commentateurs se servent de l'épargne comme d'un moyen de lutter contre la société de consommation, elle-même genrée féminine tel que nous l'avons vu au chapitre précédent. En effet, comme l'explique Lendol Calder pour les États-Unis durant le premier tiers du XX^e siècle,

The underlying objection to consumer credit was really an objection to consumption as a valued activity, particularly for men, and to the consumer as an appropriate identity for the American citizen. Consumption was regarded as women's sphere of activity, and so it followed that the consumer was viewed as weak-willed, as sensuous, as someone who lived for the pleasure of the moment, who found it hard to make sacrifices and to think ahead, who used things up, instead of making tangible contributions to society's wealth⁹⁸.

C'est exactement ce que nous observons chez les commentateurs gravitant autour des très conservatrices CPD au Québec pendant l'après-guerre. Le décalage entre le Québec de l'après-guerre et la situation qui prévaut dans les États-Unis des années 1920 et 1930 s'explique sûrement en partie par le fait que la prospérité ambiante, qui touche les États-Unis davantage et plus tôt que le Québec, vient y changer la donne plus hâtivement.

La conception de la « vertu » de l'épargne par ces commentateurs conservateurs l'oppose donc à la consommation puisqu'ils la considèrent, suivant les mots de l'aumônier de l'Union régionale des CPD de Joliette, comme « une diminution volontaire des biens que l'on peut consommer⁹⁹ ». Même l'assimiler à une « consommation différée », comme le fait le jésuite Ph. De Soignies que cite *La Revue Desjardins* en 1950, revient en fait à plaider pour une diminution de la consommation dans l'immédiat¹⁰⁰. Plus encore, Joseph Fortier, gérant de la Caisse populaire Saint-François-d'Assise, oppose l'épargne et le crédit à la consommation en affirmant que « [s]i le Canadien français voulait épargner », « [les ventes à tempérament ou à crédit seraient moins populaires, moins considérables¹⁰¹ ». Dans la même veine, Émile Gagnon, notaire et président de l'Union régionale des Caisses populaires du diocèse de Rimouski, affirme en 1955 qu'« [ê]tre propriétaire absolu de son épargne », comme il invite à

⁹⁸ Calder, *Financing the American Dream...*, p. 258.

⁹⁹ J.-M. Marsolais, « Fin sociale de l'épargne », *RD*, février 1952, p. 32.

¹⁰⁰ Louis Arneau, « Économie et épargne », *RD*, mars 1950, p. 54.

¹⁰¹ Jos. Fortier, « À propos de vente à tempérament », *RD*, février 1954, p. 36.

le faire, « c'est de ne pas l'hypothéquer d'avance¹⁰² » en ayant recours aux ventes à tempérament.

5.3 Des discours (de moins en moins) réfractaires au crédit à la consommation

Ces ventes à tempérament suscitent beaucoup de commentaires au cours des Trente Glorieuses qui voient les discours sur le crédit à la consommation se transformer considérablement, les oppositions à cette pratique perdant graduellement en conservatisme, mais pas toujours en virulence. Jusqu'au milieu des années 1960, les commentateurs provenant de la mouvance des CPD dénoncent un crédit à la consommation qu'ils perçoivent comme improductif pour des raisons morales. Dans les années 1950 et 1960, plusieurs voix, incluant la leur, se montrant soucieuses des répercussions potentiellement négatives du crédit à la consommation, se font également entendre. Parallèlement à ces inquiétudes, un discours assimilant le crédit à la consommation à une forme d'exploitation des plus vulnérables prend son envol au courant des années 1960. Étroitement lié aux critiques de la valeur intrinsèque de la consommation de masse que nous avons évoquées au chapitre précédent, il est totalement en phase avec la contestation sociale particulièrement violente du tournant des années 1970. Par ailleurs, la fin des Trente Glorieuses est également le théâtre de commentaires moins hostiles à l'égard du crédit à la consommation, l'idée de son utilité et de son inévitabilité commençant manifestement à gagner du terrain, d'où le foisonnement des conseils sur son utilisation.

Au moins jusqu'à l'essor du mouvement de protection du consommateur¹⁰³, il semble encore une fois que nous ayons affaire à un récit confirmant le caractère patriarcal de la société québécoise des Trente Glorieuses. Dans l'ensemble, le portrait qui en ressort vante la masculinité et cherche à consolider le modèle ménagère-pourvoyeur. Même si nos sources ne nous permettent pas d'élaborer sur le sujet, les ménages pauvres, tout comme les minorités ethniques ou racisées, ont probablement une place de choix à côté des femmes en tant que

¹⁰² Émile Gagnon, « Soyons propriétaires de nos épargnes », *RD*, février 1955, p. 29.

¹⁰³ Nous n'avons pas analysé en détails les discours de ce mouvement étant donné qu'il prend véritablement son essor au Québec à la toute fin de la période.

laissés pour compte d'un système de crédit qui, comme l'indique Louis Hyman en parlant des États-Unis, « was built by white men for white men, leaving other Americans — et probablement, des Québécois — to borrow in older, more expensive, and dangerous ways¹⁰⁴ ». Avant d'y regarder de plus près, quelques mots s'imposent sur la façon dont les commentateurs perçoivent les transformations des pratiques mises en lumière dans la première partie de ce chapitre.

5.3.1 Les perceptions de la transformation des attitudes

[C]ritics of consumption credit turned to the traditional strategies of the lost cause. That is, they mythologized the past and grew shrill¹⁰⁵.

Pour bien des experts, l'essor du crédit révèle une transformation radicale des pratiques et des valeurs, notamment illustrée par l'étude de Tremblay et Fortin dont les conclusions, « troublantes »¹⁰⁶ aux yeux des CPD, annoncent que « les normes traditionnelles sont en voie de disparition, si elles ne sont pas déjà disparues¹⁰⁷ ». Le recours croissant au crédit à la consommation entrerait en fait en contradiction avec une tradition réticente au crédit qu'ont également observée Denyse Baillargeon et Joy Parr chez les femmes ayant vécu la Crise¹⁰⁸. Si elle apparaît en décalage croissant avec les pratiques pendant l'après-guerre, cette « norme traditionnelle » ne s'estomperait toutefois pas du jour au lendemain ou même lorsque les individus contractent un emprunt : si près du trois quarts des familles interviewées par Tremblay et Fortin « ont déjà eu recours » au crédit au tournant des années 1960, « la majorité [...] demeure opposée » à cette pratique¹⁰⁹. De même, la connotation péjorative du crédit à la

¹⁰⁴ Hyman, *Debtor Nation...*, p. 7.

¹⁰⁵ Calder, *Financing the American Dream...*, p. 222-223.

¹⁰⁶ « Un rapport troublant! Problèmes nouveaux dans les méthodes d'épargne et les habitudes de vie des familles québécoises », *MCP*, décembre 1962, p. 4.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ Baillargeon, *Ménagères au temps de...*, p. 227-228; Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 100-101.

¹⁰⁹ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 180.

consommation est manifestement toujours présente dans les esprits au début des années 1970 comme le soulignent des études menées pour le compte de la FACEF¹¹⁰.

Maints commentateurs évoquant cette « norme traditionnelle » conçoivent le crédit comme un problème moral, ce qui, comme l'indique Sylvie Taschereau dans ses travaux sur la Loi Lacombe, n'est guère surprenant, entre autres parce que « les traditions idéologiques de l'Occident, en particulier les traditions chrétienne et catholique, ont fermement établi les questions touchant au prêt et à l'endettement dans ce domaine¹¹¹ ». Plus encore, ces commentateurs semblent souscrire — évidemment sans le savoir — à ce que Lendol Calder surnomme « the myth of lost economic virtue ». Ce « mythe » dont Calder observe des traces aussi tôt que dans les années 1870, s'articule autour de deux principes :

first, before consumer credit people « rarely went into debt and always lived within their means »; and second, that consumer credit destabilized traditional moral values by making it easier for people to live lives devoted to instant gratification and consumer hedonism¹¹²

Dans les faits, comme le rappelle toutefois Calder, les Américains — tout comme leurs semblables au nord du 49^e parallèle¹¹³ — avaient des dettes de consommation avant l'avènement du crédit à la consommation et certainement avant la Seconde Guerre mondiale¹¹⁴. La nostalgie d'une ère où régnait une « puritan thrift » qu'évoque Calder aux États-Unis se trouve donc aussi chez les commentateurs fanco-québécois qui l'adaptent aux particularités de « la Belle Province » en évoquant la « traditionnelle » réticence face au crédit en lien avec une certaine nostalgie d'un Canada français qu'ils idéalisent manifestement¹¹⁵. En somme, comme l'exprime André Laurin, « les temps [auraient] évolué à l'envers du bon

¹¹⁰ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 15-16; Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 13-14.

¹¹¹ Taschereau, « Plutôt “s'endetter sur l'honneur”... », p. 413.

¹¹² Calder, *Financing the American Dream...*, p. 26.

¹¹³ En fait notamment foi le crédit à l'épicier évoqué plus haut. Voir aussi : Taschereau, « Plutôt “s'endetter sur l'honneur”... », p. 389-422.

¹¹⁴ Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 1995, p. 258. Selon Calder, « Victorian money management ethic proscribed debt, and then winked at some forms of it ». Calder, *Financing the American Dream...*, p. 26, 97.

¹¹⁵ Entre autres : Paul-Émile Charron, « Crédit à la consommation au Canada de 1938 à 1956 », *RD*, août-septembre 1957, p. 157; André Laurin, *Étude sur la situation financière du foyer canadien-français et sa solution le budget familial*, 1962. ACSN, Fonds du Service de la consommation; « L'épargne a plus que jamais sa raison d'être », *RD*, avril 1963, p. 76. Adaptation « à notre milieu » d'un article de la revue suisse *Messenger Raiffeisen* paru en janvier 1963; « Ma caisse populaire s'interroge vous interroge », *MCP*, 1970-1, p. 3

sens¹¹⁶ ». Cette vision des finances familiales — tant la réticence au crédit que l'idée d'un passé absolument économe — est aussi présente au Canada anglais, aussi tard qu'en 1973, comme le montre Michele Landsberg quand elle soutient que

Debt is the bogeyman of the Protestant work ethic. Many of us are conditioned into an instant reflex of guilt or even panic at the thought of going into debt; hand-in-hand with that guilt reflex goes an automatic condemnation of others who are burdened by debt. Canadians, traditionally a nation of money savers, tend to think of the indebted as idle wastrels or, at best, muddleheaded¹¹⁷.

L'exagération des bouleversements alors en cours ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a pas eu de modification dans la perception du crédit à la consommation. Pendant l'après-guerre, la hausse des revenus réels allant de pair avec la prospérité relative des Trente Glorieuses favorise probablement le recours au crédit en donnant confiance en des lendemains financés par de meilleurs revenus, ce qui signifierait que les ménages modulent leur vision d'une saine gestion de leurs finances. Malgré les discours inquiets quant à l'économie que nous avons mis en lumière au chapitre 2, il se peut très bien que l'attitude des salariés américains face au crédit qu'a observée l'historien américain Louis Hyman caractérise aussi le Québec :

Consumers borrowed because they believed that their incomes would continue to grow in the future—and they were right. Incomes rose steadily after the war from 1945 to 1970. Money borrowed today could be paid back more easily tomorrow and—as a bonus—consumers could buy that new television today¹¹⁸! [...] In a time of rising incomes that were stable, consumers' expectations and borrowing were quite reasonable¹¹⁹.

Cette logique régissant un « credit system premised on rising income and stable employment¹²⁰ » est d'ailleurs évoquée dans les *Assoiffés du crédit* qui parlent non pas d'un phénomène économique, mais bien d'ambition et d'espoir d'une éventuelle hausse de revenus

¹¹⁶ André Laurin, *Étude sur la situation financière du foyer canadien-français et sa solution le budget familial*, 1962. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

¹¹⁷ Michele Landsberg, « Beat the Cost of Living. How Three Families Battle their Debts », *CH-EN*, janvier 1973, p. 31.

¹¹⁸ Louis Hyman, *Debtor Nation...*, p. 3.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 4.

¹²⁰ *Ibid.*

faisant du crédit une utilisation anticipée de gains à venir¹²¹. Comme le résume Joy Parr, le contexte d'après-guerre favoriserait donc un changement d'attitude :

by the late 1950s many Canadians were more guided in their decisions to borrow by memories of almost two steady earnings that Depression era recollections of the family photograph being repossessed. The burden of prudence lifted as the welfare state and private medical insurance plans provided shelter in employment and health crises. And there were more useful and attractive, but expensive, goods to buy¹²².

5.3.2 L'opposition au crédit pour des raisons morales

Non sans lien avec la soi-disant traditionnelle réticence à l'endettement, plusieurs dénoncent, au cours des années d'après-guerre, le crédit à la consommation pour des raisons surtout morales. Ici aussi, les CPD sont à l'avant-garde, ce qui ne surprend pas étant donné leur tendance à opposer le crédit à l'épargne qu'elles encensent. Il faut dire que, comme l'indiquent Michel Bellefleur, Yvan Rousseau et Roger Levasseur, le mouvement Desjardins rejette, depuis ses débuts, « le crédit improductif »¹²³. En effet, avant la fin de la Seconde Guerre mondiale,

Non seulement le crédit improductif ou à la consommation de biens de luxe n'entre pas dans les politiques de prêts des caisses mais il est dénoncé et combattu par le fondateur [Alphonse Desjardins] et les dirigeants du mouvement des caisses. Il conduirait à l'endettement, voire à la faillite de ceux qui y ont recours¹²⁴.

Les origines de cette opposition entre le « bon » crédit productif et le « mauvais » crédit improductif ne sont toutefois pas le propre des CPD ou des discours fanco-qubécois. En effet, Lendol Calder observe également au cours de l'ère victorienne aux États-Unis « a loose but identifiable taxonomy of debt that distinguished proper and improper indebtedness, “getting trusted” from being “in debt”¹²⁵ ». Les CPD adhèrent toutefois à ce raisonnement bien plus longtemps. Ainsi, en 1956, Cyrille Vaillancourt affirme que « le crédit trop facile tue l'initiative, est la cause de la désintégration de bien des foyers et, enfin, peut nuire à la

¹²¹ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 72.

¹²² Parr, *Domestic Goods...*, p. 101.

¹²³ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 213. Au sujet de l'attitude des caisses populaires Desjardins face au crédit avant 1945, voir aussi Rudin, *In Whose Interest?*

¹²⁴ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 213.

¹²⁵ Calder, *Financing the American Dream...*, p. 98.

prospérité économique de la nation¹²⁶ ». Tout au contraire, l'épargne contribue « à la stabilité économique de chaque foyer et, par le fait même, de toute la nation¹²⁷ ». Qui plus est, le recours au crédit à la consommation serait l'une des causes de l'inflation qui effraie tant pendant les Trente Glorieuses, contrairement à l'épargne qui permettrait de la combattre¹²⁸. Cette façon de voir les choses renvoie à la crainte d'une éventuelle crise économique, évoquée au chapitre 2, que certains experts invoquent pour justifier les réticences des CPD face au crédit à la consommation¹²⁹ ou pour demander une régulation des ventes à tempérament¹³⁰.

Comme les sociétaires désirant contracter un emprunt auprès d'une caisse sont tenus d'en indiquer la raison au gérant¹³¹ — ce qui insère les responsables des prêts et les sociétaires dans une relation de pouvoir pour le moins paternaliste —, elles sont en mesure de mettre leurs principes en pratique. Cela dit, ce n'est pas parce que la directive officielle interdit le crédit improductif que les choses se passent toujours ainsi. Dans les faits, les pratiques de prêts d'« un bon nombre de “grosses caisses” » populaires tranchent avec la ligne de conduite officielle de la Fédération provinciale dès les années 1950 comme le montrent Yvan Rousseau et Roger Levasseur qui soulignent que « les emprunts pour des appareils électroménagers, automobiles et autres biens [sont] de plus en plus en plus acceptés par ces caisses¹³² ».

Les années 1950 sont en effet le théâtre d'une lente ouverture des CPD à la « consommation solvable » de biens « utiles » dans un contexte où les pratiques de crédit se transforment et où cet enjeu fait l'objet de débats de plus en plus importants au sein du mouvement¹³³. La Fédération des CPD devient par la suite un fer-de-lance en la matière, incitant ses caisses « à emboîter le pas » et occupant une part croissante du marché du crédit à

¹²⁶ Cyrille Vaillancourt, « Les méfaits du crédit trop facile », *RD*, mars 1956, p. 43. Voir : Calder, *Financing the American Dream...*, chapitre 5, p. 293.

¹²⁷ C. Vaillancourt, « Le crédit populaire », *MCP*, juin 1957, p. 4.

¹²⁸ Jules Delorme, « Les caisses populaires. Une formule d'épargne adaptée à chaque membre de la famille », *LF*, octobre 1955, p. 49; Paul-Émile Charron, « Modération vs inflation », *RD*, décembre 1956, p. 185; Paul-Émile Charron, « L'inflation et l'épargne », *RD*, août-septembre 1957, p. 156.

¹²⁹ Par exemple : Paul-Émile Charron, « Lettre ouverte », *RD*, avril 1948, p. 69; Raymond Lacasse, « Coopératives, ventes à crédit, Caisses populaires », *RD*, octobre 1947, p. 149.

¹³⁰ Odilon Arteau, « Crédit à la consommation... arme à deux tranchants », *RD*, février 1956, p. 27.

¹³¹ Pour des justifications de cette politique de prêts, voir par exemple : C. Vaillancourt, « Un peu de doctrine », *RD*, octobre 1947, p. 142.

¹³² Rousseau et Levasseur, *Du comptoir au réseau financier...*, p. 267.

¹³³ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 211, 227-229.

la consommation¹³⁴. Nous y reviendrons. En résumé, le discours assimilant le crédit à la consommation à une voie vers l'endettement permanent perdue, voire est dominant, dans les pages de *La Revue Desjardins* et *Ma Caisse populaire* jusqu'au milieu des années 1960 avant que les CPD ne changent leur fusil d'épaule¹³⁵. Notre analyse atteste de la lenteur du processus et conforte les impressions de Rousseau et Levasseur au sujet de leur « résistance aux nouvelles valeurs couvées par la société québécoise de l'après-guerre »¹³⁶, manifeste dans les éditoriaux de *La Revue Desjardins* pendant les années d'après-guerre¹³⁷. Plus encore, ces discours construisent l'achat à tempérament comme dangereux puisqu'il « engage l'avenir¹³⁸ », il l'« hypothèque¹³⁹ », une crainte que partage André Laurin dans les années 1960 et, une fois encore, les critiques du crédit aux États-Unis pendant le premier tiers du XX^e siècle¹⁴⁰.

Ces discours moralisateurs émasculent souvent, discursivement parlant, les débiteurs, qu'ils construisent comme féminins tout en les opposant aux épargnants, eux-même masculinisés comme on l'a vu. Pendant les années d'après-guerre, les commentateurs qui rejettent le crédit à la consommation pour des raisons morales le dépeignent ainsi comme synonyme de soumission. En 1948, par exemple, Paul-Émile Charron affirme que « [l]'homme endetté a perdu son indépendance » puisqu'« [i]l ne s'appartient plus, il appartient à ses créanciers et doit se soumettre à leurs exigences¹⁴¹ ». Dans la même veine, Paul Lacaille, gérant de la caisse populaire d'Hochelaga, tout en reconnaissant que bien des ouvriers puissent avoir besoin d'un peu de crédit, assimile à rien de moins qu'au diable la vente à tempérament à laquelle succombent des hommes qu'il décrit comme faibles. En ce

¹³⁴ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 228.

¹³⁵ Par exemple : C. Vaillancourt, « Protection de l'épargne », *MCP*, décembre 1960, p. 2.

¹³⁶ Rousseau et Levasseur, *Du comptoir au réseau financier...*, p. 263. Poulin observe aussi cette résistance à la société de consommation et au crédit. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, Tome III : *De la caisse locale au complexe financier, 1945-1971*, Montréal, Québec/Amérique, 1998, chapitre 4. Voir aussi, notamment : Paul-Émile Charron, « Le crédit », *RD*, novembre 1949, p. 177; « Des prêts aux sociétaires », *RD*, janvier 1950, p. 12. Cité dans Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 223; « Service de renseignements », *RD*, avril 1956, p. 78; « Service de renseignements », *RD*, mai 1960, p. 98.

¹³⁷ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 223.

¹³⁸ Wilfrid St-Pierre, « Le crédit à la consommation », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 190; Cyrille Vaillancourt, « Une mode dangereuse », *RD*, novembre 1962, p. 164.

¹³⁹ « On achète à crédit », *RD*, mars 1953, p. 46; Rosario Tremblay, « Hypothèque sur l'avenir », *RD*, janvier 1954, p. 5.

¹⁴⁰ Laurin, *Conflits de générations...*, p. 21; Calder, *Financing the American Dream...*, p. 221.

¹⁴¹ P.-E. C., « Transactions au comptant », *RD*, janvier 1948, p. 11.

sens, dans un article datant de 1955, il oppose à l'homme qui a succombé au « piège » de la vente à tempérament pour se procurer un réfrigérateur à crédit un « autre ouvrier, sérieux, celui-là ». Ayant mûrement réfléchi au montant à déboursier et « consenti nombre de petits sacrifices » pour épargner en vue d'acquérir l'appareil électroménager tant convoité, ce dernier « n'est plus l'être économiquement faible ballotté par tous les caprices, mais l'homme fort qui, le jour de l'achat, aura l'argent en mains, fera un choix judicieux [et] obtiendra une réduction considérable¹⁴² » en payant comptant. En somme, le crédit à la consommation apparaît, dans de tels discours, comme l'opposé de l'attitude rationnelle et masculine face à l'argent qui réside dans l'épargne.

Sans déléster leur opposition au crédit de son aspect moral, plusieurs commentateurs invoquent aussi les conséquences financièrement négatives de cette pratique. En effet, non seulement les CPD dénoncent la vente à tempérament et les prêts demandés à cette fin, mais elles prétendent agir de la sorte pour le bien des sociétaires. Dans une brochure parue en 1912 que reproduit à plusieurs reprises *La Revue Desjardins* pendant les années 1950 et 1960, Alphonse Desjardins est à cet égard sans équivoque :

Jamais, au grand jamais, une Caisse populaire ne doit prêter pour une dépense improductive, c'est-à-dire une extravagance, une dépense inutile ou un but frivole, comme une promenade, une excursion ou une noce tapageuse. Tout cela ne laisse aucun bénéfice à l'emprunteur, au contraire, l'appauvrit et le met dans la gêne¹⁴³.

Divers porte-parole des CPD justifient donc le refus de leur institution de prêter à des fins « improductives » par leur volonté « d'améliorer la situation [des] sociétaires-emprunteurs¹⁴⁴ » et non pas de leur nuire, ce qu'elles feraient en libéralisant leur politique de prêt¹⁴⁵. Comme le déplore déjà Paul-Émile Charron en 1948,

Les transactions à crédit entraînent [...] le consommateur à des dépenses excessives. Dans le cas de la « vente à tempérament », par exemple, parce que les

¹⁴² Paul Lacaille, « Où trouver du bon crédit? », *MCP*, avril 1955, p. 2.

¹⁴³ Alphonse Desjardins, « Le crédit dans la Caisse populaire », *RD*, octobre 1956, p. 156. En italique dans le texte. Extrait de la brochure *La Caisse populaire*, 1912. Citent aussi ce passage : C. Vaillancourt, « Un peu de doctrine », *RD*, octobre 1947, p. 142; Paul-Émile Charron, « Les prêts », *RD*, octobre 1953, p. 147; Cyrille Vaillancourt, « Pourquoi nous opérons ainsi (suite) », *RD*, novembre 1956, p. 164; Paul-Émile Charron, « Ici on vous renseigne », *RD*, décembre 1964, p. 199; « Retour aux sources », *RD*, février 1967, p. 55.

¹⁴⁴ « Service de renseignements », *RD*, mai 1960, p. 98.

¹⁴⁵ Cyrille Vaillancourt, « Pourquoi nous opérons ainsi », *RD*, août-septembre 1956, p. 123-127; Alphonse Desjardins, « Le crédit dans la Caisse populaire », *RD*, octobre 1956, p. 156. Extrait de la brochure *La Caisse populaire*, 1912; Cyrille Vaillancourt, « Pourquoi procède-t-on ainsi? », *RD*, octobre 1961, p. 144; « Retour aux sources », *RD*, février 1967, p. 55.

remises sont réparties sur une période donnée, on surestime facilement ses possibilités de paiement [...] Le crédit peut être momentanément utile, mais comme il porte à acheter davantage sans augmenter en rien le pouvoir d'achat, c'est un instrument dangereux dont tout consommateur doit se défier¹⁴⁶.

La figure 6 (p. 229), représentant un homme qui croule sous le poids des achats à crédit par opposition à la quiétude du foyer (uni) ayant payé son téléviseur comptant, une pratique que les caisses populaires encouragent, illustre cette ligne de pensée. Devant la montée du crédit, ces commentateurs donnent parfois l'impression que les CPD cherchent à protéger les gens contre eux-mêmes, impression que conforte Wilfrid St-Pierre dans sa justification, en 1957, du processus auquel les sociétaires désirant contracter un emprunt doivent se soumettre :

Connaissant bien ses sociétaires, la Caisse populaire est en mesure d'exercer une saine orientation dans l'administration des foyers, de les inciter à user de discernement, dans la satisfaction de leurs désirs, à ne pas confondre le superflu avec le nécessaire, à budgéter leurs dépenses, et à s'en tenir à un train de vie qui cadre avec leurs revenus. Les Caisses populaires s'assurent avant de consentir tel ou tel prêt pour tel ou tel article nécessaire ou utile si le prêt sollicité sera vraiment utile à l'emprunteur et si l'engagement que l'emprunteur prend de rembourser son emprunt cadre avec ses revenus et est pertinent au bonheur de ce foyer¹⁴⁷.

Ce faisant, il rappelle les « bills » soumis par Georges-Albini Lacombe au début du XX^e siècle qui, d'après Sylvie Taschereau, « ne visent pas seulement à protéger la classe ouvrière contre les abus de marchands et d'hommes de loi malhonnêtes, mais à la protéger contre elle-même, de ses propres faiblesses, de ses aspirations déraisonnables, de son imprévoyance et de son incapacité à distinguer le nécessaire du superflu¹⁴⁸ ». Il est ainsi probable que, comme Lacombe, les tenants de ce discours « s'oppose[nt] précisément aux attitudes qui seront les moteurs de la société de consommation, soit la projection optimiste dans l'avenir — contre laquelle milite la prévoyance — et l'aspiration à améliorer ses conditions de vie et son statut social à travers l'acquisition de biens¹⁴⁹ ».

¹⁴⁶ P.-E. C., « Transactions au comptant », *RD*, janvier 1948, p. 11.

¹⁴⁷ Wilfrid St-Pierre, « Le crédit à la consommation », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 191.

¹⁴⁸ Taschereau, « Plutôt "s'endetter sur l'honneur"... », p. 414.

¹⁴⁹ *Ibid.*

Figure 6 — Tout...à crédit, tout...au comptant



Source : *Ma Caisse populaire*, octobre 1956, page couverture.

Des experts évoquent aussi les torts que fait selon eux le crédit à la consommation aux familles qui y ont recours, notamment en menaçant le modèle ménagère-pourvoyeur. Comme le souligne Wilfrid St-Pierre citant la position de la Fédération des CPD, « [les] trop grandes facilités du crédit à la consommation sont cause de mécontentement dans trop de foyers¹⁵⁰ ». Il

¹⁵⁰ Wilfrid St-Pierre, « Le crédit à la consommation », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 190.

perçoit en effet comme un risque pour le bonheur familial le fait que l'épouse doive « se résigner parfois à sortir de son foyer pour ajouter son salaire à celui de son mari qui ne peut plus rejoindre les deux bouts¹⁵¹ » pour combler tous les besoins dont la « publicité commerciale » rend « esclave ». Cyrille Vaillancourt brosse un portrait encore plus sombre de l'endettement :

ne pouvant plus rencontrer ses obligations, l'homme se décourage et il se met à boire; la femme, n'ayant pas ce dont elle a besoin, se laisse, elle aussi, aller au découragement, et vient nous voir pour nous demander de placer les enfants. C'est alors un foyer brisé : les enfants sont élevés en dehors de la famille, c'est une femme déchue, un homme sans valeur¹⁵².

En 1962, Vaillancourt revient à la charge et cite une enquête menée par les CPD au Service familial de la Rive-Sud (probablement de Québec) qui « a démontré que 57 % des troubles de ménages étaient dus à des difficultés financières par suite d'achats à tempérament, achats exagérés et à des taux d'intérêt exorbitants, que les acheteurs ne peuvent pas payer¹⁵³ ». Plus encore, à son avis, le trop grand recours à l'achat à tempérament constitue rien de moins qu'« une des causes de la délinquance juvénile¹⁵⁴ ». Une autre étude, cette fois-ci britannico-colombienne, dont les résultats sont résumés dans *La Revue Desjardins* en 1962, apporte de l'eau au moulin à de telles mises en garde. En effet, « [l]es dettes » auraient « supplanté l'alcool et "l'autre femme" comme les raisons majeures qui détruisent un mariage¹⁵⁵ ». Ce serait ainsi

Toujours la même histoire, après le mariage, les conjoints travaillent et s'habituent à un double salaire, un train de vie élevé et on achète tout ce que la publicité offre sans se soucier du coût, de l'endettement et de l'avenir. Viennent les enfants, le salaire d'un seul semble ne plus suffire; on ne sait pas ou ne veut pas faire le réajustement nécessaire; on s'endette de plus en plus. Les collecteurs frappent à la porte ou téléphonent, la jeune mère déverse son inquiétude nerveuse et son anxiété sur le mari; les querelles se multiplient et la situation se détériore au point où les conjoints ne veulent plus vivre ensemble¹⁵⁶.

¹⁵¹ Wilfrid St-Pierre, « Le crédit à la consommation », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 190.

¹⁵² Cyrille Vaillancourt, « Les méfaits du crédit trop facile », *RD*, mars 1956, p. 43. Voir aussi : Cyrille Vaillancourt, « Une mode dangereuse », *RD*, novembre 1962, p. 163-164.

¹⁵³ Cyrille Vaillancourt, « Une mode dangereuse », *RD*, novembre 1962, p. 164.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ « Les dettes, écueil principal du mariage », *RD*, mars 1962, p. 45.

¹⁵⁶ *Ibid.*

Des mentions aussi explicites du phénomène de la séparation des couples, un sujet pourtant tabou chez les catholiques, sont étonnantes, surtout provenant des très conservatrices CPD. Leur présence s'explique peut-être justement par le fait qu'il s'agit de la pire éventualité qui vient en tête aux experts dans un contexte où ils cherchent à dissuader leur lectorat d'avoir recours au crédit. Ils brandiraient ainsi l'éventualité de la dissolution matrimoniale comme un épouvantail.

Quoi qu'il en soit, le même son de cloche se fait entendre du côté des ACEF. Dans un document publié à la fin des années 1960, André Laurin explique en effet que l'émission « Dossier » de Radio-Canada a « mis en nette évidence la déchéance totale que provoque chez un couple : PUBLICITÉ — CRÉDIT — ENDETTEMENT ¹⁵⁷ ». L'endettement serait synonyme d'une foule de maux :

Disparition de l'amour conjugal — querelles — accusations mutuelles — stresse [sic] occasionné par les téléphones de collection et les lettres d'avocat — cauchemars nocturnes — sous-alimentation et désintégration¹⁵⁸.

Dans la même veine, en 1973, *Les assoiffés du crédit* présente l'endettement comme l'« une des causes importantes d'échec de jeunes ménages ¹⁵⁹ ». En somme, ces commentateurs assimilent le crédit à la consommation et l'endettement, une pratique et une situation qu'ils amalgament souvent, comme dangereux pour la famille, d'où leurs mises en garde. Cela dit, les inquiétudes des ACEF au sujet des conséquences du crédit à la consommation sont, nous le verrons, habituellement plus pragmatiques et relèvent moins d'une tentative de conforter le modèle ménagère-pourvoyeur.

5.3.3 L'endettement comme problème social

De manière générale, les ACEF tiennent en effet, dans la seconde moitié des Trente Glorieuses, un discours nettement moins moralisateur que celui qui émane des CPD jusqu'au milieu des années 1960. En fait, comme l'a démontré Joy Parr, à partir de cette décennie, les débats autour du crédit à la consommation délaissent l'aspect (im)moral de cette pratique pour se concentrer sur la protection des consommateurs, surtout les plus pauvres d'entre eux, contre

¹⁵⁷ Laurin, *Conflicts de générations...*, p. 3. En majuscules dans le texte.

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 66.

les abus. Non seulement les dettes pèsent plus lourd pour les familles à faible revenu, mais, comme l'établissent les études conduites à l'époque, « the poorer the Canadians borrowing to buy household goods, the more likely they were to use the most costly instalment plans offered by retailers and sale finance companies¹⁶⁰ ». Notons aussi que les options des immigrants récents pour accéder au crédit à la consommation sont plus restreintes que celles qui s'offrent au reste de la population¹⁶¹. Le cycle de vie joue également un rôle dans l'endettement des ménages, ceux ayant un jeune chef de famille y étant davantage susceptibles¹⁶². Au début des années 1960, cette vulnérabilité des plus pauvres aux pratiques de crédit à la consommation fait de celui-ci « the focus of intensifying moral concern [...] because of the power imbalance critics saw between borrowers and lenders¹⁶³ ». Les pratiques de crédit deviennent alors « an equity issue¹⁶⁴ » et engendrent des initiatives visant à assurer une meilleure redistribution de la richesse. Selon les défenseurs des politiques sociales et les militants pour la protection des consommateurs, tous les Canadiens détiennent le droit « to enjoy the fruits of technological progress and mass production, to own the useful household goods which raised their standard of living and made their lives more comfortable¹⁶⁵ ». En cela, les débats sur le crédit sont liés à la frontière, alors en pleine transformation, comme nous l'avons démontré au chapitre 3, entre le nécessaire et le superflu.

Force est de constater que les experts québécois font écho à leurs collègues canadiens¹⁶⁶. De fait, l'endettement, et de manière plus générale, le crédit à la consommation, en vient à être perçu par les ACEF et la CSN comme un fardeau pesant tout particulièrement sur les épaules des plus pauvres et participant à leur exploitation par la consommation de masse. Sur un plan plus pragmatique, plusieurs dénoncent le crédit parce qu'il appauvrit plutôt qu'enrichit ceux qui y ont recours. Par exemple, selon les auteurs des *Assoiffés du crédit*, il « contribue à réduire [le] niveau de vie et ce, surtout dans le cas des économiquement faibles

¹⁶⁰ Parr, *Domestic Goods...*, p. 107.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 117.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Parr travaille surtout sur le Canada anglais. Les entrevues sur lesquelles elle s'appuie en partie ont été réalisées avec des Britanno-Colombiennes.

qui doivent s'endetter pour survivre¹⁶⁷ ». Dans les pages de *Maintenant*, Robert Bureau et Normand Caron, professeurs de droit à l'Université de Montréal, affirment que l'endettement « est générateur de misère et de pauvreté au niveau des conditions de vie des citoyens, et le moteur d'un sous-développement de plus en plus accentué au niveau des structures socio-économiques¹⁶⁸ ». Les commentateurs tenant ce type de raisonnement insistent en conséquence sur les risques que pose le recours au crédit à la consommation pour les petits salariés. Les auteurs des *Assoiffés du crédit* soutiennent ainsi qu'

[i]l est vrai de dire que le recours au crédit est devenu nécessaire et indispensable à l'ensemble des consommateurs, qu'il est bénéfique et « rentable » pour une bonne partie des ménages, qu'il sert parfois à protéger les épargnes... Mais il est tout aussi vrai de dire qu'à côté de ces familles pour qui le crédit est bénéfique, il en est une multitude d'autres pour qui le montant de crédit utilisé constitue un fardeau insupportable, une source de tracasseries continues, quand il n'oblige pas, dans certains cas, à comprimer d'autres besoins pourtant essentiels¹⁶⁹.

Ils notent aussi que les dettes des ménages mieux nantis accaparent une moins grande proportion de leur revenu et qu'elles constituent même un moyen de protéger leurs épargnes, tandis que chez les pauvres « le crédit constitue au contraire une réduction asservissante de leur pouvoir d'achat¹⁷⁰ ». Aux yeux des chercheurs mandatés par la FACEF, le crédit serait donc responsable d'un élargissement « du fossé entre les riches et les pauvres¹⁷¹ ». Plus encore, « le mode de fonctionnement du marché du crédit accentue et prolonge le cercle vicieux de la pauvreté¹⁷² », les pauvres payant plus cher pour accéder au crédit.

Il faut dire que les ACEF sont aux premières loges pour observer les problèmes des ouvriers aux prises avec l'endettement. Officiellement fondées en 1968, mais en fermentation depuis le début de la décennie alors qu'André Laurin œuvre déjà, au sein de la CSN, à aider les petits salariés à assainir leur situation financière, elles ont entre autres « pour objectif de protéger et défendre les travailleurs exploités sur le plan de la consommation¹⁷³ ». Les ACEF dénoncent donc les abus du crédit à la consommation, notamment la fraude, le maintien des

¹⁶⁷ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 62.

¹⁶⁸ Robert Bureau et Normand Caron, « L'endettement au Québec », *MN*, août-septembre 1971, p. 216.

¹⁶⁹ *Les assoiffés...*, p. 19.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 61-62.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 19. Voir aussi : Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 595-598.

¹⁷² FACEF, *Les assoiffés...*, p. 147.

¹⁷³ « Vos ACEF. Une fondation exclusive de la C.S.N », juin 1972, p. 1. ACSN, Fonds André Laurin.

consommateurs dans l'ignorance quant aux coûts réels du crédit ou encore les taux d'intérêt exorbitants qu'exigent les compagnies de finance¹⁷⁴ qui, selon Laurin, ont pour « principe [...] de saigner à blanc tout individu qui se présente¹⁷⁵ ». Celles-ci ne constituent, aux yeux des ACEF, rien de moins que des « parasites financiers de notre système économique qui exploite[ent] les consommateurs et particulièrement les plus démunis d'entre eux¹⁷⁶ ». Au fil du temps, les ACEF, comme plusieurs commentateurs de la gauche franco-québécoise à laquelle on peut les associer, commencent à assimiler le crédit à la consommation, tel qu'il se pratique dans le système capitaliste, à un abus en soi, probablement parce que les excès semblent monnaie courante; une enquête de la CSN auprès de quarante-trois familles au début des années 1960 soutient par exemple qu'elles « ont toutes été victimes, à un degré variable, d'abus financiers parfois révoltants¹⁷⁷ ».

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que les ACEF jugent fondamentalement vicié le crédit à la consommation tel qu'il se pratique dans le Québec des Trente Glorieuses et qu'elles se définissent comme

Des organismes de protection et de défense des consommateurs victimes des abus des usuriers et de l'exploitation systématique qu'encourage un système de crédit à la consommation axé sur des besoins artificiellement créés pour assurer l'écoulement des biens issus de la production de masse¹⁷⁸.

Laurin est lui aussi très clair sur ce qu'il pense du crédit en général en affirmant en 1970 que le projet de loi du Sénateur Croll visant à rendre obligatoire la divulgation des taux d'intérêt aurait comme conséquence positive de ne plus laisser « l'acheteur sous l'impression que le crédit est une bonne chose¹⁷⁹ ». Notons que les ACEF ne sont pas seules à assimiler les dettes à un problème. Dans *Chatelaine* en 1973, Michele Landsberg abonde dans ce sens et utilise

¹⁷⁴ Entre autres : Robert D. Bureau, *L'association coopérative d'économie familiale et le crédit à la consommation*, 1966. UQÀM-SAGD, 74P-730 : 02/3, p. 6. FACEF, *Les assoiffés...*, chapitre 6. Les ACEF ne sont pas les seules à dénoncer les abus en matière de consommation. Les caisses populaires Desjardins s'y emploient aussi avec énergie. Par exemple : « 57.8736% d'intérêt! », *MCP*, décembre 1966, p. 4-5.

¹⁷⁵ André Laurin, *Étude sur le crédit*, 1970 [1962], p. 9. ACSN, fonds du Service de la consommation.

¹⁷⁶ « Pour promouvoir les intérêts des consommateurs – Lutte contre les compagnies de finance », *ACEF information – Ensemble*, 27 juin 1975, p. 3. UQÀM-SAGD, 74P-820/44.

¹⁷⁷ André Laurin, *Étude sur le crédit*, 1970 [1962], p. 3. ACSN, fonds du Service de la consommation.

¹⁷⁸ « Les ACEF : une première année d'existence qui laisse présager un avenir très prometteur », *Le travail du permanent*, 10 mars 1969, p. 33. En gras dans le texte. UQÀM-SAGD, 74P-730 : 02/3

¹⁷⁹ André Laurin, *Étude sur le crédit*, 1970 [1962], p. 2. ACSN, fonds du Service de la consommation.

une rhétorique axée sur la résistance en évoquant la façon dont « three families battle their debts¹⁸⁰ ».

Non seulement le crédit et les dettes seraient un problème, mais aux yeux des dirigeants des ACEF, ce problème serait d'ordre social. Ainsi, l'endettement des ménages et des individus, surtout des plus vulnérables économiquement ne peut, selon une étude de la FACEF publiée en 1970, « être conçu comme un fait individuel, propre à un individu isolé¹⁸¹ ». Le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'ACEF de Montréal de 1974 révèle que les gens endettés ne partagent pas nécessairement ce point de vue puisqu'ils ont honte de leur situation, d'où la volonté de l'association de « tâcher de leur faire comprendre que ce n'est pas de leur faute, mais que c'est le système qui les pousse à s'endetter¹⁸² ». C'est justement parce que leurs services individuels font en sorte que « les consommateurs prennent difficilement conscience que leurs problèmes sont collectifs et que la majorité des familles ouvrières sont “pognées” comme eux¹⁸³ » que les ACEF mettent sur pied des approches de consultation budgétaire collectives ou « en équipe » au milieu des années 1970.

La plupart du temps, les commentateurs qui tiennent ce type de discours remettent plus ou moins explicitement « en question le système économique » et cherchent à « repenser les valeurs sociales¹⁸⁴ ». Leurs propos, dont la virulence s'accroît au fil du temps, s'inscrivent dans l'association de la société de consommation à une forme d'exploitation mise en lumière au chapitre précédent. L'ACEF de Montréal affirme d'ailleurs, dans un document qui date probablement de la seconde moitié des années 1970, soit peu après la fin de la période à l'étude, que son objectif est de « lutter contre les causes de l'endettement, lutter pour délivrer les ouvriers et les ouvrières contre cette autre forme de leur oppression¹⁸⁵ ». En somme, selon Bélanger et Brouillet, « l'endettement des ménages constitu[e] une obligation, une contrainte

¹⁸⁰ Michele Landsberg, « Beat the Cost of Living. How Three Families Battle their Debts », *CH-EN*, janvier 1973, p. 31.

¹⁸¹ FACEF, *Rapport de recherche. Projet de recherche sur l'endettement au Québec : étape 1*, Montréal, FACEF, 1970, p. 29.

¹⁸² Rolande Garreau, « Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'A.C.E.F. de Montréal tenue le 8 et 9 octobre 1974 dans les locaux de l'A.C.E.F. de Montréal », p. 8. UQÀM-SAGD, 74P-138/3.

¹⁸³ « Pour promouvoir les intérêts des consommateurs – Face à l'endettement : la consultation budgétaire », *ACEF information – Ensemble*, 27 juin 1975, p. 3. UQÀM-SAGD, 74P-820/44.

¹⁸⁴ Robert D. Bureau, *L'association coopérative d'économie familiale et le crédit à la consommation*, 1966, p. 1. UQÀM-SAGD, 74P-730 : 02/3.

¹⁸⁵ *Propositions concernant le champ de lutte de l'ACEF de Montréal*, s. d., UQÀM-SAGD, 74P-162/2.

et un asservissement¹⁸⁶ ». Il n'est donc pas surprenant qu'au fil du temps, comme nous l'avons vu au chapitre 4, le discours des ACEF en vienne à s'ériger en faux contre les rouages mêmes du crédit à la consommation, Laurin affirmant dans un rapport soumis au Conseil confédéral de la CSN que « travailler pour payer des intérêts, c'est travailler bénévolement à l'accélération de l'enrichissement de ceux qui possèdent le capital¹⁸⁷ ». Cette logique concorde en tout point avec l'atmosphère de contestation sociale qui règne au Québec à la fin des années 1960. Elle rappelle également la rhétorique de la Révolution tranquille axée sur l'émancipation économique des Franco-Québécois.

Les commentateurs qui véhiculent ce type de discours tendent à blâmer la publicité¹⁸⁸ et les compagnies de finance qui « sont proportionnellement plus responsables de l'endettement des Québécois que d'autres institutions¹⁸⁹ ». En fait, comme l'indique un des mémoires annuels de la CSN au gouvernement fédéral au début des années 1960,

Les usuriers [...] sont actuellement favorisés par des lois inadéquates, une publicité tapageuse qui camoufle le coût réel de l'emprunt, des formules de contrat où tout est mis en œuvre pour mystifier le consommateur quant à la portée de ses engagements. La centrale syndicale ajoute que les usuriers exploitent la misère des gens, les difficultés provisoires et accidentelles des familles, de même que le désir normal des travailleurs de jouir d'un minimum de biens que le régime économique actuel les empêche d'acquérir¹⁹⁰.

Cela dit, l'émancipation que prône ce type de discours repose, au moins en partie, sur un changement de comportement des consommateurs, c'est-à-dire sur la « rééducation » des « petits salariés » et des ouvriers endettés¹⁹¹. Ainsi, bien que les ACEF en viennent assez rapidement à regarder du côté de la consommation de masse ou du moins du système capitaliste et d'autres facteurs structurels comme l'insuffisance des revenus pour comprendre

¹⁸⁶ Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 529.

¹⁸⁷ André Laurin, *Rapport du Service de la consommation et coopératives (CSN) soumis au Conseil confédéral de la CSN de mai 1975*, 1975, p. 11. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

¹⁸⁸ André Laurin, texte français et anglais d'un discours, 30 avril 1969, p. 9. ASCN, Fonds du Service de la consommation.

¹⁸⁹ « Pour promouvoir les intérêts des consommateurs – Lutte contre les compagnies de finance », *ACEF information – Ensemble*, 27 juin 1975, p. 3. UQÀM-SAGD, 74P-820/44.

¹⁹⁰ « Le mémoire de la CSN – L'usure », *LT*, mars 1964, p. 9.

¹⁹¹ Denis Décelles, « Comité du Service du budget familial », 1967, p. 2. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

l'endettement des ménages¹⁹², elles n'absolvent pas nécessairement les salariés de toute responsabilité, tel que le suggère la pérennité des cours sur le budget familial qu'elles offrent pendant la seconde moitié des Trente Glorieuses.

Par ailleurs, le fait que la majorité des commentateurs semblent surtout s'adresser à des hommes n'empêche évidemment pas les femmes de s'intéresser aux enjeux reliés au crédit et de se prononcer sur le sujet. La Fédération des femmes libérales du Québec invite par exemple Laurin à participer à un « atelier de travail traitant des problèmes du crédit au consommateur¹⁹³ » dans le cadre de son congrès en 1967. En 1969, il prend la parole devant les femmes de l'ACC¹⁹⁴ qui l'a invité à un congrès pour l'entretenir « des problèmes concernant le rôle de la femme en matière de protection du consommateur¹⁹⁵ ». En outre, les cours de la CSN sur l'assainissement du budget familial sont offerts tant aux hommes qu'aux femmes, qu'ils soient syndiqué(e)s ou pas. Gabrielle Hotte, du Service d'éducation de la centrale syndicale, juge d'ailleurs que les femmes, entre autres parce qu'elles gèrent souvent les finances familiales et qu'il leur revient de « couper les sous en quatre pour arriver à la fin du mois¹⁹⁶ », bénéficieraient de ces cours. Les experts écrivant pour les versions anglaise et française de *Chatelaine* font également exception à cette construction du crédit comme masculin et semblent adhérer à l'idée selon laquelle, « [b]ecause women do most of the family buying they should know the facts about credit¹⁹⁷ ».

Dans les faits, les femmes sont on ne peut plus concernées par le crédit à la consommation, à commencer par la pratique de demander crédit auprès de l'épicier du coin comme le montrent plusieurs études¹⁹⁸. Leur accès au crédit est toutefois marqué par des

¹⁹² Voir entre autres : Robert Bureau et Normand Caron, « L'endettement au Québec », *MN*, août-septembre 1971, p. 216-219.

¹⁹³ André Laurin, « Le consommateur menacé », Exposé présenté lors du Congrès des Femmes Libérales du Québec, à Québec, 13 septembre 1967, p. 1. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

¹⁹⁴ Le nom de l'association de femmes devant laquelle Laurin s'adresse n'est pas mentionnée dans le document. Le texte fait toutefois référence à la présidente, une certaine « Mrs. Slimmon », selon toute vraisemblance Glenora Slimmon, présidente de l'ACC entre 1966 et 1969. Le fait qu'il y ait une version anglaise du discours conforte l'hypothèse qu'il s'agisse de l'ACC. André Laurin, texte français et anglais d'un discours, 30 avril 1969. ASCN, Fonds du Service de la consommation.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 1.

¹⁹⁶ Paule Sainte-Marie, « Avant d'être endetté pour la vie, apprenez à gérer un budget familial », *La Presse*, 27 janvier 1965, p. 32. ACSN, Fonds du Service de formation.

¹⁹⁷ Sydney Margolius, « How much money should your family owe? », *CH-EN*, janvier 1956, p. 22.

¹⁹⁸ Sylvie Taschereau, « L'arme favorite de l'épicier indépendant... », p. 279. Voir aussi : p. 283-284. Sur le tournant du XX^e siècle, voir Taschereau, « Plutôt "s'endetter sur l'honneur"... », p. 405-409.

inégalités d'autant plus criantes que le fait d'emprunter devient une pratique acceptée socialement et même nécessaire à l'acquisition de plusieurs biens, comme une automobile. Certaines de ces inégalités sont enchâssées dans la loi. Ainsi, jusqu'à l'adoption par l'Assemblée législative de la Loi sur la capacité juridique de la femme mariée en 1964, « les mineurs et les femmes sous puissance du mari lorsqu'elles n'ont pas l'autorisation¹⁹⁹ » de ce dernier ne peuvent pas contracter d'emprunt — elles ne peuvent pas contracter du tout, en fait²⁰⁰. De surcroît, si une femme contracte un emprunt avec le consentement de son mari, celui-ci assume la totale responsabilité de la dette. Notons toutefois qu'il y a des exceptions à cette nécessité d'obtenir l'assentiment du mari, les femmes vivant en « séparation de corps », n'en ayant par exemple pas besoin²⁰¹.

Les lois ont beau changer, les femmes semblent continuer à être victimes de discrimination en matière de crédit de la part des créanciers, du moins à en croire les exemples — qui rappellent la correspondante de Claire Kirkland-Casgrain mentionnée plus haut — fournis par Doris Anderson, la rédactrice en chef du *Chatelaine* canadien-anglais, en 1970. Cette dernière blâme d'ailleurs l'industrie dont « the attitude [...] in this computer age toward married women is as out of step with the times as keeping accounts with quill pens and ledger books²⁰² ». Plus encore, son éditorial montre sans équivoque que l'accès au crédit à la consommation est un enjeu féministe :

In the year 1970 with one in every three women in Canada in the labor force it does seem to be an unnecessary piece of Victoriana that women who have established themselves as responsible citizens financially suddenly become possible retardates when they marry [...] I maintain that the great majority of

¹⁹⁹ Rosario-H. Tremblay, « Des prêts sur reconnaissance de dette », *RD*, août-septembre 1945, p. 136.

²⁰⁰ Le crédit auprès des commerçants, dans le cadre duquel la femme engage le mari auprès d'un tiers, n'est évidemment pas du même ordre. Il faut en fait savoir qu'avant même que cela soit codifié en 1964, « [l]a jurisprudence admet au profit de la femme un pouvoir de représentation du mari pour toutes les dépenses du ménage; aussi a-t-elle créé à cette fin une coutume juridique reconnaissant l'existence d'un mandat domestique, essentiellement tacite et présumé, en vertu duquel le mari confie à sa femme le soin de faire tous les actes relatifs au ménage, tels que achats de fournitures et aliments, location d'un logement ou appartement, nécessaires à la famille ». *Gratton v. Hermann* (1931) '69 C.S. 479, p. 480 cité dans Germain Brière, « Les charges du mariage », *Revue juridique Themis*, 2, 3 (1967), p. 460. La responsabilité de la femme ou du mari auprès des tiers pour le crédit de celle-là n'est toutefois pas toujours si claire lorsque les époux sont mariés en séparation de biens.

²⁰¹ Rosario-H. Tremblay, « Des prêts sur reconnaissance de dette », *RD*, août-septembre 1945, p. 136.

²⁰² Doris Anderson, « How Business Sees Us: Witless Wives », *CH-EN*, mars 1970, p. 1.

women — like the great majority of men — are not irresponsible children trying to avoid their financial obligations²⁰³.

Cette discrimination à l'encontre des femmes qui désirent accéder au crédit à la consommation semble persister jusqu'à la toute fin de la période, comme en fait foi Ann Berkeley qui cite des exemples éloquentes, toujours dans *Chatelaine*, notamment le cas d'une Montréalaise divorcée, gagnant un bon salaire, « who was told she couldn't get an American Express credit card unless her ex-husband cosigned for her²⁰⁴ ». Même si Berkeley note des améliorations en la matière, surtout en milieu urbain, et souligne que bien des banques à charte sont prêtes à fournir une carte de crédit aux femmes mariées qui occupent un emploi, les ménagères à temps plein continuent de faire les frais de pratiques discriminatoires de la part des créditeurs²⁰⁵. Lizabeth Cohen observe une situation analogue aux États-Unis pendant les Trente Glorieuses, notamment de la part d'un grand magasin (JCPenney) qui, en 1973, agit comme un détaillant « typique » en offrant des comptes d'achats à crédit uniquement aux femmes célibataires et aux hommes. Comme le remarque cette historienne, les cartes de crédit agissent en quelque sorte tel un couteau à deux tranchants pour les ménagères de l'après-guerre :

As credit cards increasingly became the legal tender of shopping center purchasing, they expanded women's access to family income from spending the domestic allowance assigned from the weekly or monthly paycheck to committing the family's present and future savings. But at the same time, credit cards deepened women's economic dependence on men, as qualifying in almost all cases depended on the husbands' income, even when women earned money of their own²⁰⁶.

Fait particulièrement intéressant pour qui s'intéresse à l'agentivité des acteurs, en l'occurrence des actrices, historiques, Berkeley fait état de « gentle widows » qui prétendent que leur mari est toujours vivant pour contourner les difficultés qui se posent à sa mort étant donné qu'elles n'ont jamais officiellement eu recours au crédit en leur propre nom. Ce mensonge leur permet

²⁰³ Doris Anderson, « How Business Sees Us: Witless Wives », *CH-EN*, mars 1970, p. 1.

²⁰⁴ Ann Berkeley, « Women. The Great Credit-Ability Gap », *CH-EN*, août 1975, p. 24.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 24, 63-65.

²⁰⁶ Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, p. 282.

de continuer à rembourser les dettes et l'hypothèque « all in their dead husband's name, essentially building his credit rating when he no longer needs one!²⁰⁷ ».

5.3.4 « Bien » utiliser le crédit pour les « bonnes » raisons

Bien que, de l'aveu général, le crédit au consommateur soit un problème, il ne l'est pas pour tout le monde, et pour beaucoup c'est très commode de pouvoir satisfaire ses besoins présents au moyen d'un revenu éventuel prévu et assez certain²⁰⁸.

Dans les années 1960 et au début de la décennie suivante, plusieurs adoptent des points de vue plus ambivalents, voire relativement positifs, sur le crédit à la consommation. Leurs discours, qui offrent la plupart du temps des explications pour aider les consommateurs et de plus en plus — mais tout de même bien timidement — les consommatrices à faire un usage judicieux du crédit, ne le présentent pas comme intrinsèquement mauvais, du moins pas totalement. Au fil du temps, même les CPD changent leur fusil d'épaule. À la fin des années 1950, la Fédération des CPD s'engage avec prudence vers une libéralisation du crédit à des fins de consommation « réfléchie », d'où leur fameux slogan « penser avant de dépenser »²⁰⁹. Dès le début des années 1960, elle accepte l'utilisation du crédit « pourvu que sa valeur utilitaire soit moralement acceptable et qu'il ne stimule pas la consommation de biens de luxe²¹⁰ ». En 1966, dans les pages de *Ma Caisse populaire*, Suzette B. Cardinal tient même des propos qui auraient semblé incongrus une décennie plus tôt; ainsi, elle affirme que « vivant au XX^e siècle, [elle n'est] pas tout à fait contre le crédit²¹¹ », cette pratique lui apparaissant parfois comme un « bienfait ». C'est notamment le cas, dit-elle, lorsqu'elle sert à l'acquisition d'une maison — ce qui constitue du crédit « productif » — et, là est la nouveauté, « quand [le crédit] vous permet de vous procurer des nécessités (lessiveuses, réfrigérateurs, etc.) qui vous rendront la vie plus douce et dont vous apprécierez l'usage pendant que vous les paierez²¹² ». En fait, comme l'observent Michel Bellefleur *et al.*, au tournant des années 1960, « [d]élaissant peu à peu la seule voie de l'éducation à l'épargne, le mouvement Desjardins

²⁰⁷ Ann Berkeley, « Women. The Great Credit-Ability Gap », *CH-EN*, août 1975, p. 24.

²⁰⁸ Croll et Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur ...*, p. 9.

²⁰⁹ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 226.

²¹⁰ Rousseau et Levasseur, *Du comptoir au réseau financier...*, p. 261.

²¹¹ Suzette D.-Cardinal, « Voyagez maintenant... payez plus tard », *MCP*, janvier-février 1966, p. 7.

²¹² *Ibid.* Voir aussi : Marcel B. Caron, « L'usage du crédit et l'esprit des Caisses populaires », *MCP*, février 1963, p. 5-6.

« passe de plus en plus à l'éducation à la consommation²¹³ », d'où l'insistance sur la tenue d'un budget familial solvable, où le crédit demeure bridé. Ces auteurs notent ainsi que l'objectif de ce discours, comme la raison d'être d'initiatives de sensibilisation par les caisses populaires, « est de discipliner la consommation et d'associer l'usage du crédit à une pratique budgétaire "sensée"²¹⁴ ». En prônant le « crédit utile », ces commentateurs rappellent, encore une fois, les États-Unis de l'entre-deux-guerres où les discours sur la dette et le crédit se recentrent sur la distinction entre « wise borrowing and foolish borrowing²¹⁵ ». Dans *Ma Caisse populaire*, Marcel B. Caron, mettant en garde contre les taux d'intérêt des compagnies de finance et incitant à plutôt se tourner vers les CPD pour emprunter, confirme cette analyse :

Tenons pour acquis que de plus en plus on trouve qu'il devient nécessaire d'emprunter ou de se servir du crédit pour acquérir des biens durables. Admettons que dans certains cas, cela peut être considéré comme une forme d'épargne forcée, mais faut-il pour autant admettre que ce moyen d'acquérir des biens doit être utilisé sans y avoir sérieusement pensé, à n'importe quel prix?²¹⁶

Plusieurs experts gravitant autour des CPD invitent ainsi à cette « utilisation rationnelle du crédit²¹⁷ », ce qui, tout comme la prolifération des conseils sur son usage²¹⁸, laisse croire à une acceptation croissante de cette pratique.

C'est donc dire qu'à partir des années 1960, le discours très réfractaire au crédit à la consommation des CPD coexiste avec des points de vue plus nuancés qui gagnent du terrain au fil du temps. En 1966, *Ma Caisse populaire* se trouve ainsi à des kilomètres des éditoriaux des années 1950 de Cyrille Vaillancourt quand elle affirme que « [l]'usage du crédit est un facteur reconnu et nécessaire dans notre économie moderne²¹⁹ ». Dans les pages de cette même revue, Camille Fleury refuse lui (ou elle) aussi, en 1971, de poser le crédit comme intrinsèquement bon ou mauvais parce qu'il « comporte des avantages et aussi des

²¹³ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 227. Voir aussi à ce sujet Rousseau et Levasseur, *Du comptoir au réseau financier...*, p. 266-267.

²¹⁴ Bellefleur *et al.*, « La libéralisation du crédit... », p. 227.

²¹⁵ Calder, *Financing the American Dream...*, p. 257.

²¹⁶ Marcel B. Caron, « Combien perdons-nous? \$5, \$10, \$15, \$25...millions? », *MCP*, octobre 1962, p. 2.

²¹⁷ Carmelle Benoit-Simonneau, « L'utilisation rationnelle du crédit est un aspect de l'éducation à la consommation », *MCP*, 1970-4, p. 4.

²¹⁸ Par exemple : « Revue des journaux », *RD*, octobre 1961, p. 154; « Sachez combien vous coûte le crédit », *MCP*, novembre-décembre 1966, p. 3; Camille Fleury, « Le crédit est trop facile et trop coûteux pour plusieurs », *RD*, 1970, p. 35.

²¹⁹ « Sachez combien vous coûte le crédit », *MCP*, novembre-décembre 1966, p. 3.

dangers²²⁰ ». Au nombre de ses « avantages », le crédit « stimule l'esprit d'épargne, dans la mesure où [il] est utilisé après réflexion sur le budget familial, pour l'achat de biens durables. En effet, l'acheteur, pour pouvoir acquitter sa dette, devra restreindre forcément ses dépenses sur d'autres postes²²¹ ».

Dès la seconde moitié des années 1960, signe que les temps ont définitivement bien changé, c'est la possible émission de cartes de crédit par les CPD qui fait l'objet de débats en leur sein, les caisses urbaines faisant pression en ce sens²²². Comme l'observent Rousseau et Levasseur, « [d]ès lors, le Mouvement des caisses s'engageait dans de longues négociations internes où les arguments à caractère moral allaient de moins en moins faire le poids devant les considérations de marché et rentabilité²²³ ». Si, au moment où le rideau tombe sur les Trente Glorieuses, la Fédération du Québec des CPD refuse toujours d'émettre des cartes de crédit²²⁴, le changement de cap semble bien enclenché.

Cela dit, la vision plus conservatrice du crédit véhiculée pendant l'immédiat après-guerre — et auparavant — a la vie dure. Dans un autre article qui paraît aussi en 1971, Camille Fleury déplore en effet qu'« un trop grand nombre parmi la population se laisse emporter dans le tourbillon de “l'achat maintenant et du payer plus tard”²²⁵ ». Dans la même veine, en 1970, *Ma Caisse Populaire* regrette qu'au lieu de mettre en pratique le fameux « penser avant de dépenser », « “[n]otre hâte fébrile” nous pousse à nous procurer des biens et des services sur-le-champ, alors qu'en toute sincérité, nous aurions pu modérer nos ardeurs et attendre davantage²²⁶ ».

Hors de la mouvance Desjardins, ce discours incitant à la « prudence » et au « discernement » dans l'usage du crédit à la consommation parfois « nécessaire » pour les petits salariés est présent, sans être dominant, dès le milieu des années 1950²²⁷. C'est toutefois au cours de la seconde moitié des Trente Glorieuses qu'il prend vraiment son envol. Par exemple, pour les experts consultés Michele Landsberg au début des années 1970, « a certain

²²⁰ Camille Fleury, « Le crédit », *MCP*, automne 1971, p. 7.

²²¹ *Ibid.*

²²² Rousseau et Levasseur, *Du comptoir au réseau financier...*, p. 270.

²²³ *Ibid.*

²²⁴ M. B., « Le refus de la carte de crédit. Réactions favorables », *RD*, 1975, p. 9.

²²⁵ Camille Fleury, « Le crédit ça va loin », *MCP*, hiver 1971, p. 24.

²²⁶ « Une hâte fébrile », *MCP*, 1970-2, p. 9.

²²⁷ Renée G., « Emprunter...quelquefois...toujours avec discernement », *LT*, 23 mars 1956, p. 6.

amount of debt is unavoidable²²⁸ ». Il en va de même des propos des ACEF qui font parfois état de certaines nuances dans les années 1960, malgré la virulence qui peut ressortir de leur critique du crédit à la consommation. Par exemple, comme l'indique André Laurin en 1965, cette pratique « est tellement ancré[e] dans les mœurs nord-américaines qu'il serait utopique d'en réclamer l'abolition pure et simple²²⁹ ». D'ailleurs, selon l'équipe de recherche mandatée par la FACEF pour étudier l'endettement au Québec au tournant des années 1970, « juger le recours au crédit comme étant néfaste et comme étant quelque chose à éviter le plus possible » a beau être tentant, il s'agit d'une prémisse « par trop conservatrice²³⁰ ». Plusieurs commentateurs vont ainsi reconnaître, comme les sociologues Normand Caron et Jean-Pierre Bélanger que

Si l'économie canadienne a connu depuis la seconde guerre mondiale une croissance soutenue et si, en général, les ménages canadiens ont pu jouir d'un confort relatif, ceci est dû en partie à l'expansion rapide des institutions financières et [à] la disponibilité considérable des crédits, principalement du crédit à la consommation²³¹.

Bélanger et Brouillet aussi, en dépit de leur assimilation de l'endettement à un asservissement, affirment que dans le bon contexte, le crédit peut être « un outil avantageux voire indispensable pour le ménage qui veut conserver son équilibre financier et améliorer ses conditions de vie²³² ».

Malgré ces potentielles répercussions positives, il reste que ce crédit à la consommation « pose [...] un certain nombre de problèmes²³³ » aux yeux de l'équipe, dont font partie Bélanger et Brouillet, qui signe la première étape du *Projet de recherche sur l'endettement au Québec* de la FACEF en 1970. Cette vision ambivalente, qui accepte d'un côté le recours au crédit à la consommation tout en insistant sur ses aspects négatifs est présente dans les propos de la CSN et des ACEF et ne surprend guère si on tient compte, encore une fois, du fait que celles-ci sont témoins des problèmes causés par l'endettement en

²²⁸ Michele Landsberg, « Beat the Cost of Living. How Three Families Battle their Debts », *CH-EN*, janvier 1973, p. 62.

²²⁹ « Le crédit à la consommation comprime le pouvoir d'achat des foyers à revenu modeste », *LT*, janvier 1965, p. 11.

²³⁰ FACEF, *Rapport de recherche...*, p. 24.

²³¹ *Ibid.*, p. 2. Voir aussi : FACEF, *Analyse choisie de...*, p. 1.

²³² Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 529.

²³³ FACEF, *Rapport de recherche...*, p. 2.

offrant des services aux ménages dont la situation financière est précaire²³⁴. D'autres commentateurs qui n'appartiennent pas au milieu syndical ou au mouvement Desjardins tiennent cependant un discours tout aussi ambivalent face au recours grandissant au crédit à la consommation et émettent eux aussi des mises en garde. Au début des années 1960, les versions françaises et anglaises du *Reader's Digest* reproduisent par exemple le témoignage d'Helen Arnold qui explique comment « [l]es achats à tempérament nous ont conduits à la faillite²³⁵ ». Les institutions financières y vont également de leurs incitations à la prudence, le rédacteur du bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale soutenant que bien que « le crédit à la consommation [soit] une excellente chose et constitue aujourd'hui un appoint indispensable au commerce [...], il ne faut pas en abuser²³⁶ ». Selon John Rutherford Heron qui tient le même genre de propos dans le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada depuis les années 1950,

le crédit est une bonne chose si l'on sait s'en servir d'une façon intelligente, mais rien n'est plus désastreux pour la tranquillité que de vouloir se dispenser de tenir un budget en empruntant. Dans la pratique, on fera bien de recourir au crédit lorsque cela permet d'acheter des objets qui se payent eux-mêmes avec le temps²³⁷.

Dans l'ensemble, ces experts présentent l'endettement comme faisant « partie du pain quotidien²³⁸ », d'où leur tentative de fournir des instructions aux consommateurs afin qu'ils prennent des décisions éclairées et que leur crédit leur coûte le moins cher possible. Des conseils diversifiés paraissent dans une gamme variée de discours, notamment ceux des institutions financières, de revues grand public ou encore du mouvement de protection du consommateur dont les publications se multiplient au Québec dans les années 1970²³⁹. En

²³⁴ D'après une analyse de 800 dossiers de l'ACEF de Montréal publiée en 1969, « l'endettement moyen des individus et des ménages dont la situation [a] été examinée s'établi[t] autour de \$3,400 par année ». *Le consommateur endetté*, ACEF de Montréal, dossier d'information no. 3. Cité dans FACEF, *Analyse choisie de...*, p. 4. En fait, la clientèle de l'ACEF de Montréal serait « composée surtout d'individus et de ménages qui se situent juste en-dessus de la ligne d'une pauvreté extrême mais dont les revenus sont assez faibles ». FACEF, *Analyse choisie de...*, p. 16.

²³⁵ Helen Arnold, « Les achats à tempérament nous ont conduits à la faillite », *SRD*, juillet 1961, p. 134-143 (janvier 1961, p. 48-53 dans la version anglaise).

²³⁶ « À la recherche d'un art de vivre », *BCN-BM*, mai 1961, p. 3.

²³⁷ « La gestion des finances familiales », *BRC-BM*, mai 1962, p. 4. Voir aussi : « Plans de stabilité financière personnelle », *BRC-BM*, décembre 1953, s.p.

²³⁸ Michele Lansberg, « Budget anti-dettes », *CH-FR*, janvier 1973, p. 26.

²³⁹ Par exemple : Mary Jukes, « How to Borrow Wisely », *CH-EN*, février 1951, p. 53-54, 64; p. 22; « Dans quelle mesure pouvez-vous vous endetter? », *SRD*, août 1956, p. 23. Condensé de *Changing Times*; Hélène Julien

1969, est ainsi reproduit dans les pages de la version française du *Reader's Digest* un article expliquant comment « user sagement du crédit » afin de « ne pas sombrer dans les dettes²⁴⁰ ».

Au fil du temps, les enjeux relevant du crédit à la consommation en viennent à s'insérer dans le mouvement plus large de la protection du consommateur, institutionnalisé ou non. Si les ACEF, qui en constituent selon nous la frange radicale en sol québécois, s'en préoccupent évidemment elles aussi, des publications relayant un point de vue plus neutre, du moins en apparence, sur le crédit et prodiguant des conseils à ce sujet sont une nouveauté dans le paysage discursif du Québec. La revue *Protégez-vous*, le bulletin de l'Office de la protection du consommateur du Québec, où le crédit, surtout ses aspects légaux, constitue un thème récurrent, est peut-être l'exemple le plus criant de cette tendance²⁴¹.

Conclusion

Au cours des Trente Glorieuses, tant les pratiques des ménages en matière de crédit et d'épargne que les discours qui les commentent subissent d'importantes transformations. En ce qui concerne l'épargne, l'essentiel des discours sur le sujet est surtout en circulation pendant l'immédiat après-guerre et provient de commentateurs gravitant autour des CPD. Ceux-ci assimilent cette pratique à une vertu dont ils font l'éloge et qu'ils construisent comme l'apanage de la masculinité en l'associant à la maîtrise de soi, la responsabilité financière et la force de caractère, par opposition à la pratique de l'économie qui serait plus féminine. Dans l'ensemble, ces experts cherchent en fait à limiter la consommation, ce qui concorde parfaitement avec la mission des CPD avant le milieu des années 1960. Ce faisant, leur discours livre un vibrant plaidoyer pour la pérennité du modèle ménagère-pourvoyeur qui, dans leur logique, serait favorisé par l'épargne et menacé par la consommation à crédit parce

et Shirley Mair, « L'argent qu'on n'a pas », *CH-FR*, janvier 1964, p. 26, 56-57; Mildred Iston, « Les secrets du savoir-acheter », *CH-FR*, septembre 1965, p. 36; « Credit Cards Have Been the Debt of Me; I Charged when I Should Have Retreated », *CC*, novembre-décembre 1970, p. 142-143; « Le crédit au consommateur », *BCN-BM*, mars 1973, p. 1-4.

²⁴⁰ « Pour ne pas sombrer dans les dettes », *SRD*, octobre 1969, p. 124-132. Condensé de *Changing Times, the Kiplinger Magazine*.

²⁴¹ Entre autres : « Le dossier de crédit. Ce que c'est », *P-V*, juillet 1973; p. 6-7; « La protection du consommateur et les contrats à crédit », *P-V*, août 1974, p. s.p.; « Les contrats », *P-V*, janvier 1975, p. 1-3; « Vous voulez savoir? Le contenu des contrats à crédit », *P-V*, juin-juillet 1975, p. 2.

que celle-ci incite la femme mariée à occuper un emploi salarié pour permettre aux siens de se procurer davantage de biens.

De concert avec d'autres experts, parfois tout aussi nostalgiques d'un passé mythique où les gens épargnaient et vivaient frugalement, ils jugent que le crédit à la consommation — qui se confond souvent avec l'endettement — détient un potentiel destructeur, certains y voyant un enjeu moral ou encore un risque pour la famille « traditionnelle » ou la santé financière des consommateurs. Les ACEF, qui partagent cette idée d'un crédit qui appauvrit celui qui y a recours, remplacent, au cours des années 1960, les CPD comme principales expertes d'un discours sur les finances familiales. En phase avec la contestation sociale des *sixties*, elles décrivent l'exploitation des ouvriers par un crédit à la consommation qu'elles perçoivent comme s'insérant dans une relation de pouvoir dont les travailleurs et, surtout, les consommateurs les plus pauvres, sortent perdants. En lien avec leur critique de la consommation de masse mise en évidence au chapitre précédent, les ACEF considèrent en fait le crédit comme un problème social. Si leur rhétorique est nettement moins conservatrice que celle du Mouvement Desjardins, elles n'en construisent pas moins le débiteur (et le créateur) comme un homme. Les choses ne commencent que lentement à changer au tournant des années 1970 alors que le mouvement de protection du consommateur prend son envol et qu'apparaissent des discours s'adressant tant aux hommes qu'aux femmes. Si ces commentateurs — et, de plus en plus, commentatrices — se montrent moins réfractaires au crédit à la consommation, ils exhortent tout de même à la prudence, ou du moins cherchent à guider les consommateurs pour qu'ils en fassent un usage judicieux.

C'est donc dire que, tout au long des Trente Glorieuses, on chercherait en vain un discours, hormis la publicité, qui présente le crédit à la consommation de manière positive, ce qui concorde avec notre hypothèse selon laquelle les experts franco-qubécois sont généralement assez méfiants, quand ils ne sont pas carrément hostiles, face à la société de consommation qui se met en place. En ce qui concerne les pratiques financières des ménages, cette réticence a peut-être à voir avec la prévalence des abus en matière de crédit que nous avons évoqués dans la première partie de ce chapitre. En effet, selon le rapport du Comité d'étude sur les institutions financières mis sur pied par le gouvernement du Québec au milieu des années 1960, même si les mentalités ont cessé de considérer le crédit à la consommation

« comme une opération moralement et socialement douteuse », le champ d'activité des ventes à tempérament « a si souvent donné lieu à des pratiques abusives que les sociétés qui s'y engageaient étaient collectivement considérées comme suspectes²⁴² ». Le recours sans cesse croissant au crédit à la consommation laisse toutefois croire à l'impact pour le moins limité de tous ces discours qui le condamnent, ces propos apparaissant plutôt réactionnaires. Tout porte en effet à croire à un décalage entre les pratiques et les discours, les consommateurs et les consommatrices faisant, pour des raisons allant probablement de la nécessité à l'assouvissement de désirs, manifestement abstraction de bien des exhortations mises en lumière dans ce chapitre.

²⁴² Comité d'étude sur les institutions financières, *Rapport (Parizeau) du Comité...*, p. 167.

Chapitre 6

Le rôle de l'argent et de la consommation dans les rapports familiaux

Si l'entrée dans la société de consommation se répercute sur les perceptions des experts des pratiques financières des ménages, elle influence également les discours au sujet des rapports conjugaux et filiaux ainsi que sur la construction des identités genrées à l'intérieur de la cellule familiale. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les commentateurs se prononçant sur la répartition et la gestion de l'argent au foyer illustrent que les bouleversements en cours dans le Québec des Trente Glorieuses ne s'effectuent pas sans heurts. Les discours sur les rapports conjugaux, que nous examinerons dans un premier temps, montrent en effet que la consommation de masse reconfigure les relations de pouvoir entre les époux; c'est du moins ce que souhaitent divers experts qui tendent à attribuer un rôle de plus en plus important aux hommes en matière de consommation au fur et à mesure que celle-ci monte dans leur échelle de valeurs. Cette masculinisation de la consommation, qui aurait pour corollaire une baisse du pouvoir des femmes au foyer, est toutefois loin d'être accomplie comme le montre la diversité des modes de distribution de l'argent au sein des couples qu'ils observent. Par l'évocation de multiples conflits conjugaux suscités par la consommation, les commentateurs mettent également en lumière les aspérités du processus d'implantation des nouvelles valeurs consuméristes qui se répercutent sur la construction des identités de genre et les rapports de pouvoir. La figure de la femme dépensière et frivole que dépeignent les discours des années 1940 et 1950, laisse ainsi croire non seulement à l'expression d'un rejet de toute consommation perçue comme superflue, mais également à une dévalorisation de la consommation féminine, par extension elle aussi construite comme superficielle et ruineuse.

Dans un second temps, nous nous tournerons vers les discours sur les rapports filiaux qui témoignent de l'acceptation graduelle des enfants et des jeunes en tant que consommateurs, un processus s'accompagnant également de tensions. Jusqu'au milieu des années 1960, les experts, provenant encore une fois de la mouvance des CPD, attribuent aux parents le rôle d'éduquer leurs enfants à l'épargne conformément à l'idéologie rejetant la

consommation de masse en général. En ce qui concerne les jeunes que les discours situent entre l'enfance et l'âge adulte, on assiste à un processus analogue, les commentateurs dénonçant la participation à la société de consommation des « jeunes travailleurs », surtout masculins, qu'ils exhortent à épargner pour leur « établissement ». Un discours concurrent se met toutefois en place dès les années 1950, les propos des experts sur l'argent de poche révélant une transformation dans leur perception du rapport des enfants et des jeunes à l'argent et à la consommation. Devant l'importance croissante de cette dernière dans l'échelle des valeurs, les observateurs recommandent de plus en plus aux parents d'apprendre à leurs enfants comment bien l'appréhender. En filigrane, ces discours sur le rôle de l'argent et de la consommation dans les rapports filiaux au foyer, en plus de mettre en lumière bien des tensions, révèlent comment se transforment les identités qui s'y construisent, c'est-à-dire l'enfance, la jeunesse et, de plus en plus, l'adolescence, ainsi que la parentalité.

6.1 La consommation et les rapports conjugaux

Comme l'indique l'historienne Lizabeth Cohen, la *consumer's republic* qui se met en place aux États-Unis pendant l'après-guerre a, entre autres choses, reconfiguré « the gender dynamics within families¹ ». Ses conséquences sont par contre ambivalentes, du moins en sol américain, puisque si elle a par moment favorisé la cause des Noirs militant pour leurs droits civiques et des femmes souhaitant l'expansion de leur rôle politique, « [a]t other times, [...], proponents of the Consumers' Republic tapped into conservative gender and racial expectations to reinforce the status quo² ». Au Québec, la question raciale se pose en d'autres termes, mais en ce qui concerne les rapports de genre, force est de constater que les États-Unis ne font pas totalement bande à part. En effet, dans « la Belle Province » aussi, les commentateurs font état d'une entrée dans la consommation de masse qui bouleverse la dynamique conjugale, en confortant parfois le patriarcat et le conservatisme, parfois l'émancipation des femmes et la transformation de leur rôle.

¹ Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, p. 403.

² *Ibid.*, p. 406.

6.1.1 Une consommation de moins en moins exclusivement féminine?

Avant le second conflit mondial, la gestion du budget et la consommation domestique sont affaire de femmes, du moins au sein de la classe ouvrière montréalaise, tel que l'a entre autres démontré Denyse Baillargeon³. Il est tout à fait possible que cette division des rôles conforme au modèle ménagère-pourvoyeur investisse les femmes, en tant que principales responsables des « achats de subsistance », d'un pouvoir, quoique circonscrit, en tant qu'« expertes de la consommation », comme l'historienne Katherine Pence l'a observé dans les deux Allemagne pendant la guerre froide⁴. Il serait en conséquence légitime de s'attendre à ce que la montée en importance de la consommation dans l'échelle des valeurs confère aux femmes davantage de poids au sein du couple, du foyer et de la société. Ce serait toutefois sous-estimer la force du patriarcat : tel qu'en font foi les discours de divers intervenants, les choses sont beaucoup plus complexes.

Au cours des années 1940 et 1950, la consommation est encore en bonne partie associée à la féminité, comme l'a déjà suggéré Magda Fahrni; celle-ci affirme en effet que c'est au nom de leurs fonctions de mère, d'épouse et de consommatrice que les Montréalaises réclament alors leur droit à la citoyenneté politique, contrairement aux hommes qui s'appuient sur leurs rôles de pourvoyeur et de chef de famille⁵. De même, selon Dominique Marshall, les brochures incluses avec les chèques d'allocation familiale pendant les années 1940 et 1950 positionnent « la mère et l'épouse » comme « l'agent principal de l'économie domestique⁶ ». Le discours de la LOC qu'a analysé Marilyne Brisebois entre 1939 et 1954 assimile lui aussi les femmes aux « responsables de la consommation familiale⁷ », une idée que plusieurs partagent manifestement en présentant « le marché et le magasinage⁸ » comme une activité de ménagère qui administre et dépense la majeure partie de l'argent que ramène au foyer son

³ Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 146.

⁴ Katherine Pence, « Politiques de la consommation, femmes et citoyenneté dans les deux Allemagnes » dans Alain Chatriot *et al.*, dir., *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, p. 120.

⁵ Magda Fahrni, *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 18-20, 120.

⁶ Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-Providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, p. 182.

⁷ Marilyne Brisebois, « C'est d'abord aux mamans à surveiller les dépenses de la maison ». *La ligue ouvrière catholique et la consommation quotidienne au Québec, 1939-1954*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, 2011, p. 97.

⁸ Robert E. Llewellyn, « Efficience », *LF*, mars 1946, p. 86.

mari, le pourvoyeur⁹. Cette vision des choses perdure au moins jusqu'au début des années 1960. Par la suite, les allusions à une gestion du budget et à une consommation exclusivement ou surtout féminines se font plus rares, sans toutefois disparaître¹⁰.

Sous la plume de commentateurs qui la construisent comme la responsable de la consommation du ménage, la femme de l'immédiat après-guerre « doit savoir acheter¹¹ », d'où la fréquence des articles offrant des conseils à cet égard tout au long de la période¹². Face à l'essor du crédit à la consommation, plusieurs commentateurs ressentent d'ailleurs la nécessité de renseigner les ménagères sur cette pratique¹³, ou du moins de les mettre en garde contre le danger « de tomber dans l'excès avec toutes les facilités modernes d'acheter maintenant...et payer plus tard¹⁴ ». Ce faisant, ils suggèrent que de leur point de vue, les achats et les emprunts concernent les femmes. Paradoxalement, c'est donc dire qu'à la différence des discours sur le crédit émanant des institutions financières et des syndicats que nous avons examinés au chapitre précédent, les commentateurs — et commentatrices — qui se penchent sur la consommation féminine et dont les propos sont surtout diffusés dans des revues grand public et les publications de l'Action catholique empruntent un chemin différent en s'adressant surtout aux femmes. Cela dit, qu'elle ait recours au crédit ou non, la mère idéale des années 1940 et 1950 est en fin de compte construite à l'image d'une consommatrice permettant à son

⁹ Par exemple : Fernande de Laplante et Jean de Laplante, « C'est la rentrée des classes! », *LF*, octobre 1951, p. 483; Claudine Vallerand, « On demande des maîtresses de maison », *ÉDP*, avril 1954, p. 22-25; Sydney Margolius, « How Much Money Should Your Family Owe? », *CH-EN*, janvier 1956, p. 22, 27; Adrienne Desjardins (sœur Marie-du-Calvaire), « Un peu d'histoire... », *RD*, août-septembre 1957, p. 144-145.

¹⁰ Jacqueline Varin, « "Ménagère" ou épouse et mère de famille? », *Foyers ouvriers (FO)*, 1961, p. 19; Jean Blais, « Femmes d'hier femmes d'aujourd'hui », *FO*, 1962, p. 6; Emilia B. Allaire, « Savoir "budgéter" son budget... », *MCP*, juin 1963, s.p.; Paule Sainte-Marie, « Avant d'être endetté pour la vie, apprenez à gérer un budget familial », mercredi 27 janvier 1967, *La Presse*. ACSN, Fonds du Service de formation; Jacqueline April et Gisèle Aubin, « Jeunes couples – Partez du bon pied : un vrai secrétariat familial », *MCP*, hiver 1971, p. 8-12.

¹¹ Marthe Durand, « Le budget familial », *LF*, mai 1946, p. 196.

¹² Notamment : Gaston Leury, « La sainte touche », *MO*, 1947, p. 47; Denise Tessier, « Madame, savez-vous acheter? », *MO*, 1955, p. 21; « Profitez sagement des ventes – Étirez vos piastres! », *MO*, 1959, p. 22; « Mesdames – Bien acheter est un art – Quelles sont vos aptitudes? », *MCP*, avril 1963, s.p.; Sœur Sainte-Thérèse-de-la-Foi, *L'enseignement ménager au cours secondaire. Dixième et onzième années*, Montréal, Fides, ca 1967, p. 174-176; 321-329; Claire Simon, « Pour l'achat économique des vêtements », *MCP*, 1968-6, p. 5-6.

¹³ Entre autres : Mary Jukes, « How to Borrow Wisely », *CH-EN*, février 1951, p. 53-54, 64; Paule Mayet, « Les DIX secrets de l'économie familiale », *LF*, janvier 1953, p. 29.

¹⁴ Roland Lelièvre, « Que de choses à prévoir », *MCP*, août 1964, p. 10.

foyer de joindre les deux bouts ou mieux encore de réaliser des économies grâce à son « ingéniosité » et à son « habileté »¹⁵.

Par ailleurs, et conformément au phénomène qu'a observé Lizabeth Cohen aux États-Unis pendant l'après-guerre, l'acquisition de tous les biens de consommation, dont la quantité croît exponentiellement au cours de cette période, incombe de moins en moins aux femmes. Comme cette historienne le met en lumière, l'entrée dans l'économie de la consommation de masse se traduit au sud de la frontière par une reconfiguration des rôles sexuels en matière de consommation alors que

the critical goods became less the consumer perishables [...] that female shoppers doggedly pursued in depression and wartime, and more the consumer durables of cars, houses and appliances that men played a larger role in acquiring. The gendering of the "consumer" thus shifted from women to couples, and at times to men alone¹⁶.

Au Canada anglais, Christopher Dummitt et Valerie Korinek ont noté un phénomène analogue pendant les années 1950 où les publicités pour les barbecues s'adressent aux hommes tandis que celles vendant des matériaux de construction dans les pages de *Chatelaine* visent les couples¹⁷.

Quant au Québec, il est certes fort possible que la consommation féminine, avant l'entrée dans la consommation de masse, se limite à des biens de subsistance. Les conseils que professe Paule Mayet aux ménagères, dans les pages de *La Famille* en 1953, incitent toutefois à croire qu'elle ratisse plus large. En effet, selon cette auteure, les achats « féminins » incluent les appareils ménagers, « en général des dépenses importantes », ce qui laisse croire que les femmes en sont les responsables même s'il leur est par ailleurs aussi recommandé de « consulter [leur] mari » avant de faire « un achat important¹⁸ ». L'enquête du sociologue

¹⁵ Marthe Durand, « Le budget familial », *LF*, mai 1946, p. 197. Voir aussi : Dorothy Thompson, « Profession : maîtresse de maison », *SRD*, octobre 1949, p. 27-29. Condensé du *Ladies' Home Journal*; Morden Lazarus, « How Does the Housewife Manage? », *LT*, 22 août 1958, p. 7.

¹⁶ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 147.

¹⁷ Christopher Dummitt, « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1 (1998), p. 219; Valerie J. Korinek, *Roughing It in the Suburbs. Reading Chatelaine Magazine in the Fifties and Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 157. Sur, en quelque sorte, l'extension de ce phénomène au tournant des années 1970, voir : Nicholas Hrynyk, « Strutting Like a Peacock. Masculinity, Consumerism, and Men's Fashion in Toronto, 1966-72 », *Journal of Canadian Studies / Revue d'études canadiennes*, 49, 3 (automne 2015), p. 97.

¹⁸ Paule Mayet, « Les DIX secrets de l'économie familiale », *LF*, janvier 1953, p. 21, 23.

Philippe Garigue, conduite entre 1954 et 1958 auprès de 228 familles canadiennes-françaises, pointe aussi dans cette direction en dépeignant une répartition plus complexe des responsabilités relatives à la consommation familiale¹⁹. Tel que l'illustre le tableau XV (p. 254), les membres des 35 couples mariés urbains interrogés par Garigue à ce sujet considèrent les achats alimentaires surtout comme l'affaire des femmes tandis qu'ils voient les responsabilités et décisions concernant la voiture comme masculines ou conjointes. Le mobilier ou les loisirs relèveraient soit de la femme, soit des deux époux. Bien que les couples soient quasiment unanimes, il est particulièrement intéressant de noter les subtiles différences entre les réponses des hommes et des femmes. Sauf en ce qui concerne la voiture, les premiers ont manifestement tendance à s'attribuer un rôle légèrement plus important que ne leur octroie leur conjointe.

Une répartition des tâches qui met en scène la ménagère consommatrice d'un côté et l'homme pourvoyeur de l'autre n'est toutefois pas le seul modèle en circulation, pendant l'immédiat après-guerre comme dans l'ensemble des Trente Glorieuses. Dès les années 1940 et 1950, plusieurs experts, surtout anglophones, évoquent des couples où l'argent — et le pouvoir qui l'accompagne — est géré différemment, sans que cela pose problème. Contrairement au « best advice », un auteur anonyme indique par exemple en 1946 qu'il remet une partie de son salaire à sa femme qui est responsable des dépenses relatives à la tenue de la maison, aux vêtements et à la voiture tandis qu'il paie les frais liés à l'assurance, à l'impôt et aux soins de santé. Une fois ces coûts acquittés, chacun des époux dispose comme il l'entend de l'argent qui lui reste²⁰. Dans la même veine, un test du *Familial Digest* que reproduit *Le Mouvement ouvrier* en 1955 laisse croire qu'il est habituel que chacun se charge des dépenses qu'il engage pour ses vêtements et ses soins personnels. L'épouse s'occupe des achats nécessaires à l'entretien de la maison et de ses habitants tandis que le mari paie pour ses loisirs, le combustible pour la maison et la voiture, ainsi que pour divers matériaux (possiblement pour des réparations ou des projets manuels)²¹. Dans les années 1960, l'écrivain Murray Teigh Bloom, également à contre-courant, affirme que « [s]i contraire aux traditions

¹⁹ Philippe Garigue, *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970 [1962], p. 33.

²⁰ Anonymous, « My Wife's an Angel! », *The Reader's Digest (TRD)*, décembre 1946, p. 19.

²¹ « Où vont nos sous? », *MO*, 1955, p. 166. Adapté du *Familial Digest*.

familiales que le principe puisse paraître, c'est le partenaire le plus compétent qui devrait gérer le budget du ménage²² », l'un ou l'autre des époux étant généralement plus doué en la matière, à son avis.

Tableau XV — Distribution des responsabilités et décisions selon les réponses obtenues par les membres de 35 couples mariés urbains

Qui décide?	Automobile	Meubles	Loisirs	L'achat de la nourriture
Selon 35 hommes				
Toujours le mari	14	4	5	1
Plutôt le mari	8	2	1	2
Mari et femme ensemble	10	15	13	8
Plutôt la femme	2	11	10	12
Toujours la femme	1	3	4	12
Selon 35 femmes				
Toujours le mari	16	1	2	0
Plutôt le mari	9	3	4	1
Mari et femme ensemble	7	12	10	6
Plutôt la femme	3	14	14	17
Toujours la femme	0	5	5	11

Source : Philippe Garigue, *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970 [1962], p. 33.

D'autres façons de faire figurent dans les discours francophones bien que les commentateurs qui les évoquent aspirent manifestement à les dénoncer en insistant sur leurs répercussions conflictuelles, ce qui suggère qu'elles se pratiquent dans les faits. Il ne semble

²² Murray Teigh Bloom, « Époux et problèmes d'argent », *SRD*, juillet 1963, p. 73. Condensé de *Redbook*.

pas rare, par exemple, que l'époux ne remette qu'une partie de son salaire à l'épouse²³, ce qui peut engendrer des conflits ou du ressentiment si celle-ci juge la somme insuffisante²⁴. C'est ainsi qu'à la fin des années 1960, une femme réagit à un article de Claire Simon, paru dans *Ma Caisse populaire*, conseillant les femmes sur leurs achats alimentaires en déplorant qu'il n'y soit « fait mention d'aucun montant alloué à la maîtresse de maison²⁵ ». Elle aurait souhaité que l'article le précise, car cet enjeu fait l'objet de désaccords dans son couple, son mari jugeant qu'il lui remet assez d'argent, tandis qu'elle estime qu'elle en manque. Certains discours mettent aussi en scène des épouses qui demandent de l'argent à leur mari pour des raisons spécifiques, ce qui sous-entend qu'elles ne tiennent pas toujours les cordons de la bourse²⁶, une façon de faire qui, la plupart du temps, ne semble pas leur plaire²⁷. La journaliste Jeanne Métivier-Desbiens, après avoir concédé que le mari doit « s'octroyer le monopole du budget » si la femme est une « dépensière incorrigible », dénonce d'ailleurs cette manière de faire :

Rien de plus lamentable que ces foyers où la femme doit quémander sans cesse, le rouge au front, l'argent nécessaire à l'alimentation, au vêtement, aux articles de ménage, le père n'accédant à ces exigences légitimes qu'après force récriminations²⁸.

Prises ensemble, ces mises en scène laissent donc croire que les experts canadiens-français sont plus réfractaires à des modèles de distribution de l'argent s'écartant de la forme « traditionnelle » ménagère-pourvoyeur, suivant lequel l'homme remet toute sa paye à son épouse, que leurs collègues anglophones.

En outre, bien que l'existence concurrente de divers modèles de répartition de l'argent dans le couple suggère qu'il n'y a pas de relation causale simple entre l'entrée dans la consommation de masse et la perte d'emprise des femmes sur le budget et la consommation du ménage, il reste que plusieurs commentateurs, tant québécois que canadiens-anglais, attribuent

²³ Par exemple : « Plan d'étude sur le budget », *Au service de la famille ouvrière*, Montréal, École Sociale Populaire, 1949, p. 10. Article paru dans le *Bulletin du Militant* de la LOC, mai 1949; « Le courrier de Jovette », *CH-FR*, avril 1971, p. 14.

²⁴ Entre autres : Emilia Lacroix, « On n'a pas les moyens... de faire un budget! », *MO*, 1955, p. 18; « Le courrier de Jovette », *CH-FR*, septembre 1968, p. 6.

²⁵ Claire Simon, « Les dépenses pour la nourriture », *MCP*, janvier 1969, p. 11-12.

²⁶ Michelle Le Normand, « Le billet de \$20 », *LF*, janvier 1945, p. 564-568.

²⁷ Gertrude et Germain Brière, « un peu d'eau dans mon vin... un peu d'eau dans le tien! », *MO*, 1955, p. 94.

²⁸ Jeanne Métivier-Desbiens, « La mère canadienne-française. 5^e partie : le droit à un salaire », *LF*, avril 1948, p. 118.

dès l'immédiat après-guerre un rôle de plus en plus important aux maris dans la consommation domestique et la gestion du budget. Tout en octroyant aux femmes la gestion de la majeure partie du salaire du mari, ils appellent ainsi à la collaboration des époux dans l'administration des finances familiales²⁹. Marilyne Brisebois, qui a observé cette incitation dans le discours de LOC, la relie à la perception de l'argent comme « vecteur de conflits au sein des foyers ouvriers³⁰ »; tout au contraire, l'élaboration conjointe du budget familial est vue comme favorisant l'harmonie conjugale et donc susceptible d'apaiser les tensions. De telles exhortations concordent également avec la tendance des « experts » de l'après-guerre, relevée par l'historiographie, à accorder un plus grand rôle aux hommes au foyer dans le cadre d'un modèle ménagère-pourvoyeur démocratique, mais conforme à la complémentarité des rôles³¹. Au cours des années 1960, les cours sur l'orientation du budget familial de la CSN, précurseurs des ACEF, qui sont offerts tant aux hommes qu'aux femmes, continuent sur cette voie en affirmant que la collaboration des époux est impérative dans l'élaboration d'un budget³². Leurs prescriptions enjoignent les femmes à s'occuper de la gestion de la consommation quotidienne, selon le système des « enveloppes » pour chaque poste budgétaire, le rôle de l'époux consistant à « administrer le compte de banque » qu'il a ouvert conjointement avec sa femme³³.

²⁹ Entre autres : La L.O.C, « Le budget familial », *MO*, 1946, p. 91-93; « Budgets de famille », *BRC*, décembre 1947, s.p.; L'Action catholique de Montréal, « Qui est coupable? », *LF*, mai 1950, p. 269; « Argentine », *ÉDPr*, janvier 1959, p. 9; « Ton foyer...ou ton métier? », *L'École des Parents*, septembre 1954, p. 13. Résumé d'un cours donné à l'École des Parents de Montréal par Jean Delorme le 10 février 1954. Jacinthe Archambault a également observé cette incitation à la collaboration dans le discours d'experts québécois de la famille entre 1944 et 1954 (Jacinthe Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait. Discours des publicitaires et des experts de la famille sur les enfants et la consommation à Montréal au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (1944-1954)*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2008, p. 137).

³⁰ Brisebois, « *C'est d'abord aux mamans...* », p. 49.

³¹ Voir entre autres : Michael Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism. Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 » dans Nancy Christie, dir., *Households of Faith. Family, Gender and Community in Canada, 1760- 1969*, Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2002, p. 319-347; Diane Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale. La réponse du service de régulation des naissances Séréna, 1955-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55, 2 (automne 2001), p. 185-215; Veronica Strong-Boag, « Home Dreams. Women and the Suburban Experiment in Canada, 1945-1960 », *Canadian Historical Review*, 72, 4 (décembre 1991), p. 471-504.

³² Paule Sainte-Marie, « Avant d'être endetté pour la vie, apprenez à gérer un budget familial », *La Presse*, 27 janvier 1965, p. 32; André Laurin, *Manuel des techniques de diffusion des cours sur l'orientation du budget familial*, 1967. ACSN, Fonds du Service de la consommation; André Laurin, « Sixième cours : le budget », 1969 p. 1. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

³³ André Laurin, « Sixième cours : le budget », 1969, p. 4. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

Suivant cette ligne de pensée prônant la collaboration, certains confèrent un rôle, certes plus ou moins grand, à tous les membres de la famille dans l'élaboration de la « financial policy of the family³⁴ ». Jacinthe Archambault, qui a observé cette prescription dans les discours québécois entre 1944 et 1954, affirme que les experts attribuent à la participation des enfants au budget une fonction éducative³⁵. John Rutherford Heron, rédacteur du bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada, qui déjà, en 1947, incluait les enfants « assez grands pour comprendre les questions d'argent³⁶ » à la planification budgétaire, réitère cette idée à plusieurs reprises. En 1957, il affirme ainsi que « l'administration dictatoriale ou autocratique [des] finances [familiales] par l'époux ou l'épouse est assez difficilement défendable³⁷ », ce qu'il répète en 1962 alors qu'il plaide pour que le budget familial « t[ienne] compte non seulement des aspirations du père et des désirs de sécurité de la mère, mais aussi des rêves des enfants³⁸ ». Cette prescription qui perdure dans le temps³⁹ est également liée à la diffusion d'un modèle familial plus démocratique, comme l'ont observé Lisa Jacobson et Archambault⁴⁰.

Sensiblement à la même époque, d'autres commentateurs vont plus loin en plaçant l'élaboration commune du budget carrément sous l'égide des hommes. Gérard Rivard, agronome et président de l'Union régionale des Caisses populaires de Trois-Rivières, juge ainsi que « le consommateur décidé d'établir son budget familial doit, avec son épouse et à l'occasion ses enfants, établir aussi sûrement que possible son avoir net et ses revenus probables⁴¹ ». André Laurin, qui croit lui aussi que les enfants doivent comprendre et participer à cette entreprise, semble partager cette vision des choses quand il assimile la tâche

³⁴ Byrne Hope Sanders, « What Makes a Family Strong? », *CH-EN*, août 1948, p. 1.

³⁵ Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait...*, p. 126. ; L'Économe, « Nos jeunes et l'épargne », *RD*, janvier 1961, p. 13.

³⁶ « Budgets de famille », *BRC*, décembre 1947, s.p.

³⁷ « Comment joindre les deux bouts », *BRC-BM*, novembre 1957, p. 3.

³⁸ « La gestion des finances familiales », *BRC-BM*, mai 1962, p. 1-2.

³⁹ Claude Moquin, « Un bon budget, ça rapporte! », *MCP*, été 1973, p.4.

⁴⁰ Lisa Jacobson, *Raising Consumers. Children and the American Mass Market in the Early Twentieth Century*, New York, Columbia University Press, 2004, p. 77-79; Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait...*, p. 127. Aussi : « La gestion des finances familiales », *BRC-BM*, mai 1962, p. 4.

⁴¹ « Le budget », *RD*, février 1960, p. 37.

de « se faire préparer un solide budget familial » (en suivant les cours de la CSN) à un « devoir du père » de famille⁴².

Si, en tenant de tels propos, les commentateurs canadiens-anglais et québécois font écho à la perte de terrain des ménagères consommatrices qu'observe Lizabeth Cohen, les discours des décennies 1960 et 1970 ne permettent pas cependant de conclure à l'emprise croissante des hommes sur la consommation du ménage au fur et à mesure que celle-ci gagne en importance. Selon toute vraisemblance, au début des années 1960, les femmes administrent toujours une bonne partie du revenu familial. Marc-Adélarde Tremblay et Gérard Fortin, dans leur étude auprès des familles canadiennes-françaises salariées, observent ainsi que hormis l'assurance et l'automobile, « la mère de famille est plus au courant des dépenses domestiques et autres dépenses que ne l'est son mari⁴³ ». En 1961, la femme de lettres Alice Poznanska-Parizeau spécifie qu'« [a]u Québec, les femmes administrent 46 pour cent des budgets⁴⁴ ». Bien que ces données soient très fragmentaires, elles n'incitent pas à croire qu'une transformation majeure se produit, ce que corroborent bien des observateurs.

En effet, bien que les discours des années 1960 et 1970 évoquent de moins en moins la répartition des tâches liées à la consommation entre les conjoints, les femmes sont toujours bien présentes lorsqu'il est question de budget et de consommation du ménage. Aussi tard qu'en 1970, plusieurs mentionnent le modèle du mari qui remet la totalité de sa paye à sa femme⁴⁵. Les entrevues de Jean-Pierre Bélanger avec 50 Montréalais endettés au tournant des années 1970 laissent également croire à une continuité davantage qu'à une transformation se soldant par une perte de terrain pour les femmes. Ce sociologue observe en effet au sein des couples

une très stricte division des tâches, assez semblable à celle de Garigue. Le mari prend les décisions en ce qui a trait à l'achat d'une auto alors que la femme prend les décisions en ce qui a trait à l'achat de la nourriture, l'achat de meubles et

⁴² André Laurin, Lettre aux lecteurs d'une revue non identifiée, 196? p. 2. ACSN, Fonds André Laurin, s.d.

⁴³ Marc-Adélarde Tremblay et Gérard Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, p. 331.

⁴⁴ Alice Parizeau, « On nous accuse d'abuser du crédit », *CH-FR*, août 1961, p. 6.

⁴⁵ Jean Chabot, *Mon enfance à Montréal*, Montréal, ONF-NFB, 1970.

l'utilisation des loisirs. Dans ces derniers cas cependant les décisions peuvent être conjointes en certaines occasions⁴⁶.

À la fin de la période, un homme interrogé par *Chatelaine* déplore également que « l'homme » de classe ouvrière, sans respecter davantage sa femme que son homologue de la classe moyenne, « se laisse davantage mener par elle! Il lui remet souvent son salaire de la semaine et c'est elle qui juge quel montant il peut conserver pour ses petites dépenses⁴⁷ ». Quant aux achats domestiques, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale affirme qu'ils demeurent l'apanage des femmes qu'il s'agisse de nourriture, d'électroménagers, « même [de] la maison ou [de] la voiture familiale⁴⁸ ».

Innovateur parce qu'il tient compte du salaire des femmes mariées, le « money guide » du *Chatelaine* canadien-anglais démontre lui aussi, en 1972, qu'il existe plusieurs façons de faire, mais que la consommation est souvent affaire de femmes. Conformément à ce que l'auteure, Joan Nankivell, nomme le « traditional split », le salaire de la femme sert à payer « for food and housekeeping; clothes for herself and the two children; life insurance on her husband; children's special lessons; sports equipment, camp, etc. »; le revenu, plus élevé, du mari couvre pour sa part les dépenses reliées à l'hypothèque, aux services publics, à la voiture et aux autres formes d'assurances. C'est donc dire que, selon ce modèle, la consommation courante relève de l'épouse et les dépenses plus fixes et coûteuses, du mari. Une autre façon de faire rappelle plutôt l'association du revenu des femmes au superflu : le salaire du mari paie les dépenses courantes alors que celui de la femme sert à couvrir ses dépenses personnelles, des « “lasting” things », comme des meubles et une seconde automobile, et des « family luxuries », tels des vacances. Pour des raisons fiscales, *Chatelaine* recommande aux couples à deux revenus de faire en sorte que le compte de banque de la femme — qui, gagnant moins, sera moins imposée —, paie les frais reliés aux assurances et aux achats de résidences secondaires⁴⁹.

⁴⁶ FACEF. *Analyse choisie de cas de crédit à la consommation, leurs problèmes et action consécutive*. Montréal, 1971, p. 59.

⁴⁷ Hélène Pelletier-Baillargeon, « Parlez-nous de nous », *CH-FR*, mai 1973, p. 31.

⁴⁸ « Du cordon du tablier... aux cordons de la bourse », *BCN-BM*, mai 1973, p. 3. Voir aussi : « Un commerce en plein essor : la vente par catalogue », *SRD*, mai 1965, p. 213. Condensé de *Newsweek*.

⁴⁹ Joan Nankivell, « For You and Your Family – Chatelaine's New Money Guide », *CH-EN*, janvier 1972, p. 4.

Parallèlement à cette vision plus égalitaire, ou du moins consensuelle, de la distribution de l'argent, les témoignages recueillis par Bélanger révèlent aussi que plusieurs individus dont le ménage est endetté et affiche un revenu rendant difficile de subvenir aux dépenses de la famille « ont de la difficulté à s'opposer à la volonté de leur conjoint de mobiliser pour lui une grande partie du revenu familial⁵⁰ ». Parmi les témoignages recueillis, une femme affirme ainsi que son mari « essaye toujours de [lui] cacher » combien il gagne et estime, en se fiant à son dernier rapport d'impôt, qu'il ne lui a pas remis plus de 2 500 \$ sur un revenu total de 4 800 \$. Une autre peine à planifier ses dépenses compte tenu du montant irrégulier que son époux lui remet chaque semaine parce qu'il en conserve parfois « pas mal » pour lui-même. Dans d'autres types de ménages endettés, Bélanger observe des cas où « les maris gardent une partie plus ou moins importante (souvent plus que moins) de leur paie pour aller à la taverne, jouer aux cartes, aller aux courses..., ce qui oblige l'épouse à utiliser le crédit pour la nourriture, le vêtement et l'ameublement⁵¹ ».

Même s'il existe plusieurs variantes, la majorité des experts font donc la promotion de deux visions des choses tout au long des Trente Glorieuses, l'une où le budget est affaire de ménagère et l'autre où il s'agit d'une activité conjugale ou familiale. En fait, Bélanger met peut-être le doigt sur un élément déterminant lorsqu'il remarque que « [l]'issue de la négociation entre les conjoints dépend de la position de force qu'occupe chacun d'eux, position d'ailleurs qui est en relation avec le type de personnalité des conjoints⁵² ». Ceci explique qu'il observe des ménages où le « pouvoir décisionnel » réside entre les mains de la femme, d'autres où la division des tâches « est très stricte », et d'autres encore où les décisions financières semblent se prendre à deux. Toujours selon ce sociologue, il semble que la sécurité d'emploi et un revenu suffisant pour combler les « besoins au moins fondamentaux de sa famille » soient des préalables « pour que le mari prenne une part active dans la prise de décision conjointe au sein du ménage en ce qui a trait aux matières économiques⁵³ ». Cela suggérerait que les femmes sont responsables de la gestion des finances familiales quand — et parce que — les couples n'ont pas d'argent. Elles se trouveraient donc à gérer la pauvreté, une

⁵⁰ FACEF. *Analyse choisie...*, p. 19.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*, p. 59.

⁵³ *Ibid.*, p. 66.

situation peu susceptible de leur conférer du pouvoir. De même, comme, à en croire Bélanger, les hommes s'intéressent au budget lorsqu'il n'est pas — ou n'est plus — déficitaire, on voit difficilement comment l'entrée dans la société de consommation pourrait se solder par un gain de pouvoir ou d'influence des femmes au sein du foyer si le contrôle des finances familiales leur échappe en totalité ou en partie aussitôt qu'une consommation « non essentielle » devient accessible. En ce sens, la moins grande prospérité des ménages québécois — où les femmes « gèreraient la pauvreté » durant plus longtemps — par rapport à leurs voisins du sud expliquerait peut-être pourquoi le mode de distribution de l'argent au sein des couples n'y suit pas un parcours aussi net que dans les États-Unis de Lizabeth Cohen.

6.1.2 Rapports de pouvoir et conflits conjugaux au sujet de l'argent

Les discours mettent aussi en scène des rapports de pouvoir en lien avec la répartition de l'argent dans les couples, ce qui illustre non seulement l'importance de la consommation dans les rapports de genre, mais également le rôle des hommes dans la planification des achats de la maisonnée, ou du moins dans les discussions à ce sujet. Maints commentateurs soutiennent ainsi que les problèmes d'argent et les désaccords au sujet de la manière de le dépenser créent des conflits entre les époux et au sein des familles en général et insistent sur leur gravité, bien que peu d'entre eux entrent dans les détails⁵⁴. La travailleuse sociale Emilia Lacroix, l'une des rares à se montrer plus loquace à ce sujet au cours des années 1950, affirme ainsi que

La majorité des chicanes de ménage commence par l'argent. Monsieur trouve que Madame dépense trop et Madame se plaint qu'elle n'a pas assez d'argent pour arriver [...] Souvent le mari chicane parce qu'il ne sait pas le prix des denrées, des vêtements et souvent la femme dépense pour des bagatelles dont elle pourrait se passer⁵⁵.

Dans la même veine, selon *Le Mouvement ouvrier*, pratiquement tous les époux et épouses ont déjà pensé que leur conjoint dépense trop, généralement parce qu'ils sous-estiment les dépenses de l'autre. Le mari typique trouverait que sa femme dépense trop — ou mal —

⁵⁴ Par exemple : « La Famille », *BRC*, mai 1950, s.p.; Claude Charpentier, « Le mariage stable : une utopie? Un défi? – Le mariage, oui ou non? », *RL*, décembre 1970, p. 328.

⁵⁵ Emilia Lacroix, « On n'a pas les moyens... de faire un budget! », *MO*, 1955, p. 18.

puisqu'il « [j]amais *elle* n'est capable de finir le mois⁵⁶ », faute de planification et de diligence. Il lui reprocherait aussi de ne pas lui « laisser assez » d'argent, celle-ci se demandant en revanche « de quoi *il* peut avoir besoin!⁵⁷ ».

Pendant les années 1960, l'argent est tout autant source de conflits conjugaux dans les discours⁵⁸, comme l'avouent près de 60 % des couples canadiens et américains dans leur réponse à un questionnaire du magazine *Redbook*. Ces désaccords au sujet des finances familiales surviendraient plus fréquemment dans les ménages à revenu dit moyen, peut-être, d'après Murray Teigh Bloom qui rapporte les résultats du sondage,

parce que les conjoints ne peuvent se permettre de fantaisies que dans certaines limites, d'où la nécessité de se mettre d'accord quand il s'agit de choisir, ce qui ne se produit ni chez les couples réduits au strict nécessaire ni chez ceux qui sont largement pourvus⁵⁹.

À l'origine de ces tensions se trouverait donc le passage à une économie qui n'est plus axée sur les besoins de base⁶⁰. Au début des années 1970, le ton ne change pas vraiment, alors que « l'incompréhension des époux face à la gérance du budget familial, créant ainsi “les fameux problèmes d'argent” » est considérée comme une cause de divorce⁶¹. À la même époque, *Sélection du Reader's Digest* propose aux époux trouvant leur partenaire trop dépensier un jeu-questionnaire qui rappelle les discours des décennies précédentes sur la tendance de l'un à sous-estimer ce que l'autre doit se procurer. L'homme déplore en effet que sa femme n'ait « jamais assez » de l'argent qu'il lui remet et croit que le couple pourrait réaliser des économies si c'était lui plutôt qu'elle qui s'occupait de gérer les finances familiales. L'épouse, quant à elle, juge que son mari est trop près de ses sous⁶².

Si ces tensions témoignent de la manière plutôt « traditionnelle » dont les couples organisent la gestion de leur revenu, elles s'avèrent en outre particulièrement révélatrices de la construction discursive des identités genrées en lien avec la consommation et de la pérennité de certains stéréotypes. Alors que la consommation de l'un ou l'autre des époux peut être en

⁵⁶ « Où vont nos sous? », *MO*, 1955, p. 166. Adapté du *Familial Digest*. En italique dans le texte.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ « La gestion des finances familiales », *BRC-BM*, mai 1962, p. 1.

⁵⁹ Murray Teigh Bloom, « Époux et problèmes d'argent », *SRD*, juillet 1963, p. 73. Condensé de *Redbook*.

⁶⁰ Par exemple : Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, juin 1954, p. 27, 29.

⁶¹ Rachel Allard, « Faut-il briser son foyer pour obtenir justice? », *LC*, novembre-décembre 1972, p. 9.

⁶² « Tu dépenses trop! », *SRD*, septembre 1973, p. 56. Condensé de *Changing Times, The Kiplinger Magazine*.

cause dans les conflits que présentent les discours⁶³, le stéréotype de la femme dépensière, au grand dam de son mari, est nettement plus présent que l'inverse et constitue l'envers de la figure de la ménagère économe évoquée au chapitre précédent. En 1953, *Le Mouvement ouvrier* interpelle ainsi

les épouses... Surtout [les] épouses par trop susceptibles... qui manquent de sens pratique, et qui, justement, par hasard (?) ont épousé un homme pratique. Madame, toutes les fois que votre mari prononce le mot « économies », vous montez sur vos grands chevaux [...]! Et ce sont ces chicanes, querelles, qui finissent ordinairement par une crise de larmes, et ce cher époux se décourage, croyant qu'il a épousé une tête de linotte...qui dépense follement « son » argent (à lui)⁶⁴.

Ce disant, l'article sous-entend que les conflits autour de la gestion de l'argent où les hommes reprochent à leur femme de mal gérer leur revenu ou de trop dépenser sont légion⁶⁵. Toujours au milieu des années 1950, *La Famille* relate ainsi l'histoire d'une épouse qui met en péril la santé financière de son foyer parce qu'elle « s'est mis [*sic*] dans la tête qu'il lui fallait un piano pour faire étudier sa fillette⁶⁶ ». Selon la revue, cette dépense crée un désaccord entre les époux, la femme — dont l'attitude est condamnée — engageant le revenu du mari même s'il s'oppose à cet achat. À la fin de la décennie, l'avocat Louis Lamontagne, évoquant les difficultés financières pouvant affliger la classe ouvrière, attribue des travers différents à chacun des époux, affirmant que « [c]ertaines mamans ont des maris ivrognes, paresseux, « embardeux », joueurs ou irresponsables » tandis que « certains maris ont des femmes prodigues, insouciantes et imperméables à tout principe de saine administration du budget domestique⁶⁷ ».

Au nombre des dépenses féminines susceptibles de poser problème au sein du couple, la mode vestimentaire arrive en tête. Selon Armande Marc-Turcotte, elle constitue rien de moins que le « faible du sexe faible [...] que tous les hommes abhorrent [*sic*] et que toutes les femmes adorent » au point d'en « oublie[r] souvent même les grands principes de la morale, de l'économie et de la beauté⁶⁸ ». Dans la même veine, un jeu-questionnaire que propose

⁶³ Entre autres : « Comment joindre les deux bouts », *BRC-BM*, novembre 1957, p. 3.

⁶⁴ E. R., « Savoir dépenser : c'est un art », *MO*, 1953, p. 116.

⁶⁵ Voir aussi : Gertrude Brière et Germain Brière, « un peu d'eau dans mon vin...un peu d'eau dans le tien! », *MO*, 1955, p. 94.

⁶⁶ Jacolette, « Au fil des jours », *LF*, janvier 1954, p. 46.

⁶⁷ Louis Lamontagne, « La loi Lacombe », *MO*, 1959, p. 83.

⁶⁸ Armande Marc-Turcotte, « Petite fille, grande dame », *ÉDP*, mai 1956, p. 11.

Suzanne Malo aux femmes souhaitant évaluer leur « valeur comme épouse ou mère de famille » dans les pages du *Mouvement ouvrier* en 1959 présente comme l'un des traits des « mauvaises épouses et mauvaises mères » le fait de dépenser en toilettes plus que le permettent ses moyens⁶⁹. Ce supposé penchant, frisant parfois l'obsession, des femmes pour la mode évoqué par maints commentateurs sous-entend qu'elles sont frivoles et influençables⁷⁰. Comme l'a mis en lumière Valerie Korinek, les publicités du *Chatelaine* canadien-anglais abondent dans le même sens en présentant fréquemment les femmes comme « gorgeous yet vacuous souls whose chief interests were fashion [which] became a catch-all phrase that had less to do with clothing styles and more with being up to date on the latest marketing crazes⁷¹ ». Cette légèreté de la consommation féminine semble aller en grandissant avec le temps. En effet, comme l'explique Korinek,

Where ads in the fifties were proud to portray the housewife in all her glory — and she was a force to be reckoned with — by the sixties, in many ads, the female characters were increasingly uncertain of how to define themselves, except in their role as chief consumer. Women's roles, as depicted in advertisements, were becoming increasingly negligible and fickle, as their only role became the selection of “fashionable” products⁷².

Au cours des années 1960 et 1970, la mode vestimentaire, en tant qu'objet de consommation féminine, pose toutefois de moins en moins problème aux experts⁷³. Le fait de trop dépenser pour la suivre, par contre, est décrié presque unanimement. En 1962, Jacqueline Varin qui estime que la mode « est une chose merveilleuse dans la vie d'une femme » met par exemple en garde contre les excès en affirmant que « se croire obligée pour suivre la mode, de renouveler sa garde-robe à chaque année » figure au nombre des erreurs que la ménagère soucieuse de « bien administrer l'argent familial » ne « devrait pas se pardonner »⁷⁴. L'envie de suivre la mode n'est certes pas uniquement l'apanage des femmes, mais, comme l'indique Ernest Havemann dans un article que reproduisent les versions anglaises et françaises du

⁶⁹ Suzanne Malo, « Un test – Des épouses modèles? », *MO*, 1959, p. 97.

⁷⁰ Notamment : Eve Merriam, « Why Do Women Dress that Way? », *TRD*, octobre 1962, p. 155-156. Condensé de *True, the Man's Magazine*.

⁷¹ Korinek, *Roughing It in the Suburbs...*, p. 155.

⁷² *Ibid.*, p. 159.

⁷³ Entre autres : Doris McCubbin, « The Women of Montreal », *CH-EN*, novembre 1954, p. 11-14, 79-80, 82. Thérèse Conquer, « La Parisienne et sa garde-robe », *MCP*, septembre-octobre 1965, p. 6-7. Tiré d'*Actualité*; « Mode Montréal 1973 », *LC*, juillet-août 1973, p. 23-25.

⁷⁴ Jacquelin Varin, « Blouse “twist”...Ceinture Gary Cooper », *MCP*, avril 1962, s.p.

Reader's Digest au début des années 1970, « dans le domaine vestimentaire, les femmes sont plus dépensières que les hommes⁷⁵ ».

Sans qu'elle soit directement associée à la mode vestimentaire, l'image de la femme dépensière fait maintes apparitions pendant les années 1950 où les mises en scène d'épouses et de mères de famille aveuglées par les valeurs matérielles sont monnaie courante⁷⁶. En 1959, *La Revue de l'École des Parents* raconte ainsi l'histoire d'Argentine, atteinte d'oniomanie, c'est-à-dire d'une « tendance obsessionnelle à effectuer des achats quelconques⁷⁷ » qui est « sauvée » par la compréhension et le diagnostic de son mari, la tenue d'un budget et une tirelire. Le stéréotype de la femme dépensière semble en outre exacerbé par le crédit plus accessible qui, comme l'indique Cohen dont les propos méritent d'être cités de nouveau, « expanded women's access to family income from spending the domestic allowance assigned from the weekly or monthly paycheck to committing the family's present and future savings⁷⁸ ». Plusieurs commentateurs présentent en effet les femmes comme susceptibles de « tomber dans l'excès avec toutes les facilités modernes d'acheter maintenant... et payer plus tard⁷⁹ ». C'est ainsi que Suzanne Malo considère comme une autre caractéristique des « mauvaises épouses et mauvaises mères » le fait de faire « à l'issu [*sic*] de [leur] époux, des comptes au magasin, sans [se] soucier de comment ils seront payés⁸⁰ ». Les cours de la CSN sur l'orientation du budget familial véhiculent aussi l'idée que « [n]ombreuses sont les séparations de corps chez nos travailleurs dont la seule cause est l'achat de l'épouse sur plan budgétaire en cachette de l'époux⁸¹ ». Si cette situation est particulièrement inquiétante aux yeux de certains, dans les faits, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, l'essor du crédit à la consommation conforte la subordination des ménagères. Cela dit, plusieurs

⁷⁵ Ernest Havemann, « L'argent et ses traquenards dans le mariage », *SRD*, janvier 1972, p. 50, (octobre 1971, p. 98 de la version anglaise). Condensé de *Cosmopolitan*.

⁷⁶ Louise Marchand, « Une journée comme une autre », *LF*, janvier 1955, p. 48-53; Louise Marchand, « L'argent ne dore pas les cœurs », *LF*, juin-juillet 1955, p. 38-42;

⁷⁷ « Argentine », *ÉDPr*, janvier 1959, p. 8.

⁷⁸ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 282.

⁷⁹ Roland Lelièvre, « Que de choses à prévoir! », *MCP*, août 1964, p. 10.

⁸⁰ Suzanne Malo, « Un test – Des épouses modèles? », *MO*, 1959, p. 97.

⁸¹ André Laurin, « Deuxième cours : les ventes à tempérament », 1969, p. 4. ACSN, Fonds du Service de la consommation.

commentateurs voient dans le fait que les ménagères-consommatrices doivent davantage composer avec le crédit une raison pour qu'elles en sachent plus sur le sujet⁸².

Au début des années 1970, alors que le féminisme connaît un regain de vigueur, qu'un nombre sans cesse croissant de femmes mariées occupent un emploi salarié et que les mœurs se transforment, des commentateurs mettent de l'avant une nouvelle rhétorique. Signe que les temps ont bien changé, l'idée selon laquelle les femmes sont financièrement autonomes commence à faire des apparitions dans les discours sur la consommation et la répartition de l'argent. En 1974, Maggie Siggins chante ainsi, dans *Châtelaine*, les louanges de la nouvelle indépendance financière des femmes dans un article sur la possibilité pour un nombre croissant d'entre elles de payer l'addition au restaurant. Plus encore, Siggins lie consommation, émancipation féminine et reconfiguration des rapports de genre, affirmant que l'accès des femmes aux cartes de crédit

veut dire qu'une femme peut participer à la lutte sourde entre les convives d'un dîner d'affaires pour savoir qui payera la note. Le geste a une signification symbolique : celui qui acquitte la facture montre par-là que c'est lui qui tient les cartes du jeu. [...] Cela veut dire enfin qu'une mère de famille peut s'acheter un moulin à café dernier modèle sans se sentir coupable. L'argent, cela signifie très souvent l'indépendance⁸³.

La lutte pour l'égalité des femmes commençant à faire du chemin, Nicole Charest présente aussi dans les pages de la même revue des « couples égaux [qui] choisissent de partager intégralement les responsabilités financières et ménagères dans le mariage⁸⁴ ». Selon une enquête réalisée par une firme publicitaire au tournant des années 1970, ce sont d'ailleurs respectivement 29 % et 14 % des couples sondés qui se disent totalement ou partiellement en accord avec l'énoncé selon lequel « la responsabilité de l'apport du revenu devrait être partagée entre l'homme et la femme, comme la responsabilité des tâches ménagères⁸⁵ ». Il est toutefois possible que ce portrait consensuel soit un peu rose. En effet, la volonté de femmes mariées d'occuper un emploi pour augmenter la consommation domestique de leur ménage ou

⁸² « Du cordon du tablier... aux cordons de la bourse », *BCN-BM*, mai 1973, p. 3.

⁸³ Maggie Siggins, « Passez-moi l'addition », *CH-FR*, novembre 1974, p. 36.

⁸⁴ Nicole Charest, « Ils ont pris le risque de vivre en égaux », *CH-FR*, janvier 1974, p. 57.

⁸⁵ BCP Publicité, *La famille canadienne-française et la consommation. The French-Canadian Family as a Consumer Unit*, Montréal, Éditions de la Table ronde, 1971, p. 52-53. Les membres de ces couples sont âgés entre 38 et 45 ans.

pour accroître leur autonomie en tant que consommatrice cause probablement bien des tensions au sein des couples⁸⁶, sujet sur lequel les experts sont curieusement silencieux.

Comme l'ont observé plusieurs historiens, la construction de la masculinité et de la paternité se transforme pendant l'après-guerre, divers « experts » attribuant un plus grand rôle aux hommes au foyer, sans toutefois remettre en question le modèle ménagère-pourvoyeur, ce qui concorde avec notre analyse des discours sur l'argent et la masculinité⁸⁷. Certains commentateurs continuent, pendant les années 1950, de mettre exclusivement, ou presque, de l'avant le rôle de soutien de famille des hommes qu'ils assimilent à une expression de leur amour pour les leurs⁸⁸. Toutefois, bien d'autres, prônant la collaboration des époux dans la gestion des finances familiales, critiquent les hommes qui laissent cette tâche uniquement entre les mains de leur femme, dénonçant ce qu'ils perçoivent comme une tendance de l'époux « à voir de ses devoirs familiaux seulement ses responsabilités de pourvoyeur⁸⁹ ». En mentionnant, au début des années 1960, que les hommes « verraient disparaître leurs soucis s'ils consentaient seulement à mettre leur épouse au courant de leur situation financière⁹⁰ », le bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada sous-entend aussi l'existence de cas où le budget n'est évidemment pas géré par la femme. Il fait de même dix ans plus tard, en demandant — manifestement à un lectorat masculin — « comment [une] femme, si [son mari] ne la laisse jamais s'occuper des finances familiales, pourra-t-elle apprendre à le faire seule⁹¹ » en cas de veuvage? Cela dit, les familles auxquelles il s'adresse — clientes de la banque —

⁸⁶ Au sujet de la résistance des hommes au travail salarié des femmes, voir : Renée Dandurand, *Le mariage en question. Essai socio-historique*, Québec, IQRC, 1991 [1988], p. 26-27.

⁸⁷ Vincent Duhaime, *La construction du père québécois. Le discours du mouvement familial et l'expérience des pères, 1945-1965*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 2001, 164 pages; Christopher Dummitt, « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1 (1998), p. 210. Robert L. Griswold, *Fatherhood in America. A History*, New York, Basic Books, 1993, p. 6. Pour ce qui est des sources : Jacques Belleau, « Jean-Louis, père de famille », *MO*, 1957, p. 28-31.

⁸⁸ Par exemple : Monique Dufresne, « Source d'épanouissement de la personne », *LF*, mai 1951, p. 279; Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, avril 1957, p. 29.

⁸⁹ « Ton foyer...ou ton métier? », *ÉDP*, septembre 1954, p. 13. Résumé d'un cours donné à l'École des Parents de Montréal par Jean Delorme le 10 février 1954. Voir aussi, entre autres : André La Rivière, « Un cas par mois », *LF*, avril 1951, p. 247; Pierre Dufoyer, « Le procès des maris », *LF*, décembre 1952, p. 9-12; Rina Lasnier, « Paternité », *ÉDP*, novembre 1955, p. 15; « La famille dans notre société en transformation », *BRC-BM*, juillet 1963, p. 2.

⁹⁰ « La tension imposée par la vie familiale et professionnelle », *BRC-BM*, février 1961, p. 3.

⁹¹ « Comment se constituer un patrimoine », *BRC-BM*, octobre 1971, p. 2.

appartiennent peut-être davantage à la classe moyenne où les femmes ont traditionnellement moins de contrôle sur l'argent.

Les maris peuvent également être construits comme trop dépensiers, quoique moins fréquemment que ne l'est leur épouse et pour des raisons différentes. Comme l'explique *Le Mouvement ouvrier* en 1957, celles-ci se résument surtout au tabac, à l'alcool et autres « niaiseries »⁹². La revue de l'ÉDP rapporte de son côté qu'« [u]n Américain [qui] a consigné dans ses mémoires le nombre de querelles de ménage qu'il connut pendant les quinze années de sa vie conjugale » en avait répertorié « 1,282 parce qu'il dépensait trop au club », mais encore davantage (1 631) « parce qu'elle dépensait trop chez la couturière⁹³ ». Dans la même veine, une enquête auprès de 250 couples canadiens et américains dont *Sélection du Reader's Digest* rapporte les résultats en 1963 relève que les époux sont conscients de leurs « points faibles » qui corroborent les stéréotypes de genre.

En général, les femmes avouent s'être laissées aller à acheter des choses inutiles pour la maison. Les hommes, eux, auraient voulu une voiture plus puissante et plus récente que leur situation ne l'exigeait. Environ 20% des femmes regrettent certains achats vestimentaires⁹⁴.

Bref, si la mode vestimentaire est le soi-disant point faible des femmes, son pendant masculin — par ailleurs beaucoup moins présent dans les discours — réside dans diverses formes de divertissement⁹⁵...et donc, de « superflu » qui serait plus acceptable pour les experts lorsqu'il est genré masculin. Les cadeaux pour leur femme constituent un autre item pour lequel un homme peut « trop » dépenser, bien que les commentateurs y perçoivent un symbole de « l'amour qu'il est autrement incapable d'exprimer à sa femme⁹⁶ » ou encore « une façon pour l'homme de préserver son amour-propre⁹⁷ ». Étonnamment, compte tenu de son association tant avec la masculinité qu'avec la consommation de masse, l'automobile fait

⁹² « Faites-vous votre budget? Si non...Gare à la dégringolade », *MO*, 1951, p. 56-57.

⁹³ « Chien et chat », *ÉDP*, novembre 1958, p. 18.

⁹⁴ Murray Teigh Bloom, « Époux et problèmes d'argent », *SRD*, juillet 1963, p. 74.

⁹⁵ Voir aussi Norman M. Lobsenz et Clark W. Blackburn, « Le rôle caché de l'argent dans la vie du couple », *SRD*, septembre 1969, p. 45. Condensé du *Ladies Home Journal*; Ernest Havemann, « L'argent et ses traquenards dans le mariage », *SRD*, janvier 1972, p. 50. Condensé de *Cosmopolitan*.

⁹⁶ Norman M. Lobsenz et Clark W. Blackburn, « Le rôle caché de l'argent dans la vie du couple », *SRD*, septembre 1969, p. 44-45. Condensé du *Ladies Home Journal*.

⁹⁷ Ernest Havemann, « L'argent et ses traquenards dans le mariage », *SRD*, janvier 1972, p. 50. Condensé de *Cosmopolitan*.

moins d'apparitions qu'on aurait pu s'y attendre en tant qu'objet pour lequel les hommes dépensent aveuglément⁹⁸.

Si certains commentateurs condamnent le mari quand ils mettent en scène des couples où la femme est en désaccord avec la façon dont celui-ci dépense l'argent⁹⁹, ils demeurent cependant peu nombreux. Jean-Pierre Bélanger est parmi les seuls à relever des cas où le ménage endetté

a souvent à souffrir du comportement impulsif du mari. Celui-ci en effet ne se gêne pas dans certains cas pour imposer certaines restrictions aux autres membres de sa famille. [...] Ainsi, il peut contracter un emprunt sans que sa femme le sache ou encore garder pour ses dépenses personnelles une partie importante d'un emprunt alors que le plus souvent c'est à la femme de voir à rembourser cet emprunt à même l'argent qu'elle reçoit du mari¹⁰⁰.

Quelques rares mentions d'hommes qui ne pourvoient pas aux besoins de leur famille ponctuent aussi les discours¹⁰¹.

6.2 L'argent et les rapports filiaux

Plus encore que les relations conjugales, les conséquences de l'entrée dans la consommation de masse sur les plus jeunes, comme sur les rapports filiaux en général, suscitent maintes inquiétudes qui en disent long sur les transformations des identités — l'enfance, la jeunesse et l'adolescence, mais aussi la maternité et la paternité — en cours dans les foyers québécois. Non seulement celles-ci connaissent de profonds bouleversements, mais la façon dont la consommation des enfants et des jeunes est construite est elle aussi en pleine mutation pendant les Trente Glorieuses. La société de consommation engendre en effet une mutation des discours prescriptifs au sujet des principes à inculquer aux enfants. Jusqu'au début des années 1960, maints commentateurs, en misant sur l'épargne, cherchent à différer leur consommation, souvent jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte. En parallèle, dès les années 1950, un discours concurrent incite plutôt les parents à apprendre à leurs enfants à se

⁹⁸ FACEF, *Analyse choisie...*, p. 43.

⁹⁹ Irénée Lussier, « Consultation morale », *ÉDP*, novembre 1950, p. 8.

¹⁰⁰ FACEF, *Analyse choisie...*, p. 60.

¹⁰¹ Par exemple : Marie Letellier, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Parti-Pris, 1971, p. 52-53.

servir de l'argent, et donc à consommer. Ce faisant, ils construisent les enfants et les jeunes, de plus en plus assimilés à des adolescents, comme des consommateurs.

6.2.1 L'éducation à l'épargne des enfants et des jeunes

Jusqu'au début des années 1960, les commentateurs — dont la plupart gravitent encore une fois autour des CPD — insistent sur l'éducation des enfants à l'épargne, ce qui n'étonne guère si l'on tient compte du fait que, comme le remarque Pierre Poulin, ceux-ci sont « les principales cibles de [l']entreprise d'éducation économique¹⁰² » des caisses. Comme le suggère le chapitre précédent, les porte-parole de ces institutions financières attribuent à l'épargne un rôle de « formation morale » pour les enfants qui apprennent, par sa pratique, à « mett[re] de l'ordre dans leur vie » tandis que les privations qui y mènent les forcent à faire un « effort qui fortifie [leur] volonté »¹⁰³. La voie privilégiée vers cette épargne résiderait dans les caisses scolaires, une pratique relancée par Émile Girardin, gérant de l'Union régionale des Caisses populaires de Montréal et directeur général adjoint de la Commission des écoles catholiques de Montréal, au tournant des années 1950¹⁰⁴. La caisse scolaire dont les commentateurs ne cessent de vanter les mérites ferait en effet de l'enfant, dans les termes très virils qu'emploie Wilfrid St-Pierre, « un homme fort et prêt pour cette lutte qu'est la vie¹⁰⁵ ». Ce type de discours faisant l'éloge des caisses scolaires perdure au début des années 1960, mais est manifestement en perte de vitesse¹⁰⁶.

Dans les faits, les caisses scolaires constituent un moyen de freiner la consommation des élèves et des étudiants et, par ricochet, représentent un autre aspect de la résistance des CPD à l'avènement de la consommation de masse. Tel que le rapporte Lisa Jacobson au sujet des États-Unis du début du XX^e siècle, « [i]nstead of training children to navigate the temptations

¹⁰² Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, Tome III : *De la caisse locale au complexe financier, 1945-1971*, Montréal, Québec/Amérique, 1998, p. 143.

¹⁰³ Albert St-Jean, « Pour que les enfants mettent de l'ordre dans leur vie », *MCP*, avril 1954, p. 3.

¹⁰⁴ Wilfrid Saint-Pierre, « L'épargne en faveur chez les écoliers », *MCP*, décembre 1954, p. 6; Wilfrid Saint-Pierre, « Une nouvelle année de formation », *MCP*, octobre 1960, p. 8.

¹⁰⁵ Wilfrid St-Pierre, « Nos enfants, de meilleurs hommes grâce aux Caisses d'épargne scolaire », *MCP*, juin 1956, p. 8.

¹⁰⁶ Par exemple : Jos. Turmel, « Pour nos Caisses scolaires », *RD*, décembre 1962, p. 196; Wilfrid St-Pierre, « Écoliers, l'instruction ne suffit pas », *MCP*, décembre 1963, p. 8.

of consumer culture, school banking sought to isolate children from it by draining their pockets of nickels and dimes on a regular basis¹⁰⁷ ». Les commentateurs québécois soutiennent cette interprétation, d'autant plus que, jusqu'à la neuvième année, les enfants ayant un compte dans une caisse scolaire doivent obtenir l'approbation des parents pour toucher l'argent qui est pourtant le leur¹⁰⁸. En 1950, Émile Girardin implore ainsi les parents de veiller à ce qu'il n'y ait « pas de retrait sans stricte nécessité¹⁰⁹ », en particulier pendant les vacances d'été. À la fin de la décennie, le même son de cloche se fait entendre, quoiqu'on perçoive une brèche dans ce rejet catégorique de la consommation enfantine. En effet, si les commentateurs recommandent aux parents de « [n]e jamais autoriser de retraits inconsidérés, irraisonnés, dont le but n'a pas été justifié¹¹⁰ », ils leur suggèrent aussi de permettre « de temps à autre » des petits retraits à des fins de « plaisir légitime ».

La plupart du temps, non seulement les discours destinent l'épargne des enfants et des jeunes à une fin « productive » au sens de non-consumériste, mais ils la situent également dans un avenir plutôt éloigné. Au milieu des années 1950, Wilfrid St-Pierre, directeur du Bureau des caisses d'épargne scolaire, rapporte ainsi au retour d'une conférence sur les caisses scolaires organisée par l'American Bankers Association à New York que les pratiques prônées au sein de cette organisation sont différentes de celles des CPD en étant axées sur une consommation plus ludique et immédiate :

chez eux, on ne pratique pas l'épargne sous une forme que nous préconisons chez nous. Là-bas on économise en vue d'un objectif précis qu'on veut réaliser sous peu. Un garçon économisera en vue d'une bicyclette qu'il désire se procurer prochainement. Une jeune fille mettra des sous de côté pour se payer une robe en vue d'une circonstance spéciale qu'elle prévoit ou encore pour se payer une vacance dans un camp de jeune fille. On ne parle que rarement d'objectifs aussi éloignés que : des études avancées[,] l'établissement futur[,] la préparation de son avenir¹¹¹.

¹⁰⁷ Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 59.

¹⁰⁸ « Les caisses d'épargne scolaire », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 198.

¹⁰⁹ Émile Girardin, « La caisse d'épargne scolaire à la Commission des Écoles catholiques de Montréal », *RD*, août-septembre 1950, p. 166.

¹¹⁰ Adrien Bernard, « Caisse scolaire... Moyen d'éducation », *RD*, janvier 1957, p. 12. Ces propos apparaissent aussi, mots pour mots, dans : R. Gosselin, « Aux parents et aux membres de la Caisse scolaire », *MCP*, juin 1960, p. 8.

¹¹¹ Wilfrid Saint-Pierre, « Une semence prometteuse », *MCP*, avril 1955.

Certes, comme le spécifie St-Pierre en 1958, le but de l'épargne ne réside pas dans une privation infinie, mais plutôt dans l'utilisation de cet argent dans un avenir relativement lointain pour qu'il profite le plus possible à l'épargnant¹¹². Cette fin pour le moins vague renvoie manifestement à la fondation d'un foyer¹¹³, d'où l'instauration de « caisses d'établissement » visant à permettre « aux paroissiens de préparer leur mariage de façon économique, sans qu'ils soient obligés de s'établir à crédit, et aussi leur facilit[ant] l'achat d'une maison familiale¹¹⁴ ».

Comme le laisse présager cette insistance sur l'établissement futur, lorsqu'ils parlent de « l'enfant », ou du « jeune travailleur » certains experts entendent manifestement « futur pourvoyeur mâle ». Même s'ils ne se montrent pas tous explicites à cet égard, les exemples qu'ils fournissent mettent en scène l'épargne de garçons ou de jeunes hommes dont les économies sont destinées à fonder un foyer avec leur épouse¹¹⁵. Jacques Potvin, dans *La Revue Desjardins*, le révèle lorsqu'il affirme, pour étayer son plaidoyer pour l'inculcation de « la vertu d'épargne » à l'enfant, qu'« [i]l faut lui faire voir tout le bonheur qu'il aura à offrir à sa future épouse, une maison, non pas de grand luxe, mais convenable ainsi qu'une certaine sécurité matérielle¹¹⁶ ». Dans la même veine, un article reproduit dans *La Revue Desjardins* en 1955 brosse le portrait d'un jeune épargnant qui

a payé comptant son ameublement, et il avait suffisamment d'argent à son compte pour pouvoir emprunter à sa Caisse populaire en vue de se construire une maison. [...] Imaginez sa fierté de pouvoir offrir à son épouse non seulement un logis meublé mais de la constituer reine d'un foyer bien à eux¹¹⁷.

À se fier aux exemples qu'invoquent plusieurs commentateurs, qui ne mentionnent pas, ou si peu, les filles, la situation financière de cette jeunesse est plus préoccupante lorsqu'il est

¹¹² Wilfrid St-Pierre, « Un instrument indispensable à l'écolier qui veut économiser », *MCP*, avril 1958, p. 8

¹¹³ Paul Lacaille, « Prends la route de l'épargne », *MCP*, avril 1957, p. 4.

¹¹⁴ « Une caisse de préparation au mariage », *MCP*, octobre 1952, p. 3. Voir aussi : Jos. Turmel, « Ça c'est vieux », *RD*, octobre 1950, p. 152. Sur le lien entre l'épargne et l'établissement futur des jeunes travailleurs, voir entre autres : Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français », *RD*, août-septembre 1950, p. 159-161; « L'épargne a plus que jamais sa raison d'être », *RD*, avril 1953, p. 76; « L'épargne a plus que jamais sa raison d'être », *RD*, avril 1963, p. 76.

¹¹⁵ Louis Arneau, « Lettre ouverte », *RD*, mai 1950, p. 91; Jean-Guy Saint-Martin, « Amour délices et or », *MCP*, 1968-1, p. 7.

¹¹⁶ Jacques Potvin, « Vers la sécurité », *RD*, avril 1956, p. 69.

¹¹⁷ « L'épargne chez les jeunes », *RD*, mai 1955, p. 89. Tiré de *L'Action catholique*, 8 mars 1954. Cette citation se trouve aussi, à quelques mots près, dans : Albert Côté, « L'épargne chez les jeunes et le logement », *RD*, août-septembre 1953, p. 137.

question de futurs pourvoyeurs¹¹⁸. Certes, plusieurs d'entre eux les mentionnent ou évoquent la pratique de l'épargne dans des environnements exclusivement féminins comme les couvents¹¹⁹, mais de manière générale, il est difficile de dire si elles sont aussi, ou autant, incluses dans les exhortations à l'épargne scolaire. D'ailleurs, un auteur employant le pseudonyme « L'Économe » estime que trop souvent, « on met[...] en doute l'utilité de [leur] formation économique¹²⁰ », alors qu'à son avis, en raison de leur futur rôle de ménagère, elles sont les premières concernées, peut-être même davantage que les garçons.

Tel que le sous-entendent ces discours, c'est l'avenir, tant des enfants, des jeunes que de la nation, qui est en jeu dans cette insistance sur l'éducation à l'épargne puisqu'elle permettrait de former des adultes conformes à l'idéal « d'ordre, de tempérance et d'économie¹²¹ » des CPD. Comme l'explique Wilfrid St-Pierre en 1957, les caisses scolaires visent « à mettre un peu de sagesse et de prévoyance dans l'esprit des jeunes, de sorte que, devenus adultes ils sachent organiser un foyer où règnent le bonheur et la paix¹²² » et éviter « les soucis d'argent qui accablent aujourd'hui bon nombre de nos familles¹²³ ». Les commentateurs craignent en effet que si les jeunes ouvriers n'épargnent pas, « il se trouveront acculés demain à des désastres¹²⁴ » ou qu'ils ne puissent se marier parce qu'ayant pris l'« habitude de gaspiller », il n'auront pas d'économies lorsqu'ils atteindront l'âge de convoler en justes noces¹²⁵.

Plus encore, et c'est peut-être là le plus important, épargner dans son jeune âge aiderait l'adulte à résister à la consommation de masse, car

le jeune homme ou la jeune fille, qui, dans son enfance, aura appris grâce à la Caisse scolaire à ne pas céder à tous ses caprices, à économiser les sous qu'on lui

¹¹⁸ Par exemple : Jos. Turmel, « “Brûle pas ta paye!” », *RD*, août-septembre 1958, p. 125; « Comment s'assurer un fonds de pension supplémentaire de 12,000.00 dollars », *MCP*, printemps 1972, p. 23.

¹¹⁹ Jos. Turmel, « Une première caisse étudiante féminine », *RD*, novembre 1947, p. 177; « L'épargne scolaire à St-Pierre de Sorel », *RD*, juin-juillet 1950, p. 117; Aline Chèvrefils, « La caisse scolaire et les jeunes », *LF*, décembre 1952, p. 62; « Allocation de M. Eugène Doucet », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 201; L'Économe, « Nos jeunes et l'épargne », *RD*, décembre 1960, p. 189; « La Caisse populaire de Courville célèbre son “ jubilé d'Or” », *RD*, août-septembre 1962, p. 127.

¹²⁰ L'Économe, « Nos jeunes et l'épargne », *RD*, décembre 1960, p. 189.

¹²¹ Wilfrid St-Pierre, « Dès l'enfance... », *MCP*, avril 1957, p. 6. Voir aussi : « L'épargne scolaire à St-Pierre de Sorel », *RD*, juin-juillet 1950, p. 117.

¹²² Wilfrid St-Pierre, « Les mamans et l'épargne chez les enfants », *MCP*, octobre 1957, p. 6.

¹²³ Wilfrid St-Pierre, « Les Caisses d'épargne scolaire, une œuvre d'éducation », *MCP*, octobre 1956, p. 7.

¹²⁴ Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français. L'économie et l'épargne chez la jeunesse ouvrière », *RD*, août-septembre 1950, p. 160.

¹²⁵ Jos. Turmel, « “Brûle pas ta paye!” », *RD*, août-septembre 1958, p. 125.

donnait alors, saura, devenu plus âgé, imposer un frein salutaire aux sollicitations qui ne manqueront pas de l'assaillir¹²⁶

À l'inverse, « [l']adulte qui, étant enfant, n'a pas appris de ses parents de saines leçons d'économie, auquel on n'a pas donné de réelles motivations pour dire non à la publicité envahissante, ne saura pas tenir tête à toutes ses âneries¹²⁷ ». C'est donc dire que la jeunesse épargnante apparaît comme une arme dans la lutte des CPD contre « le luxe effrayant qui nous envahit¹²⁸ », ou autrement dit, contre la société de consommation. Cette lutte se trouve liée à l'intérêt national étant donné que « [l']enfant, qui depuis son jeune âge, s'est sacrifié pour obtenir un bien restera sourd aux invitations contraires à l'ordre et demeurera un citoyen honnête et paisible¹²⁹ ». Ce raisonnement se trouve aussi derrière les craintes de commentateurs comme le prêtre Arthur Nadeau d'après lequel

Il faut à tout prix qu'on revienne à des idées de modération et d'économie si l'on ne veut pas voir la génération montante s'enliser dans l'indifférence, le gaspillage et la futilité compromettant ainsi l'avenir même de notre peuple¹³⁰.

D'ailleurs loin de constituer une nouveauté, cette association par les CPD entre l'épargne des enfants et des jeunes et l'avenir — le leur ou celui de la société —, revient souvent dans les discours¹³¹ et rejoint l'ÉDP qui, tel que l'a relevé Denyse Baillargeon, assimile l'éducation des enfants à un enjeu public en établissant un lien entre celle-ci et la formation de futurs citoyens¹³².

En dépit de l'insistance sur l'influence salvatrice des caisses scolaires et de la méfiance envers la culture de masse, cette tâche d'une importance capitale qu'est l'éducation des enfants et des jeunes à l'épargne revient surtout aux parents¹³³, d'où la prolifération des conseils sur l'initiation de leur progéniture à la thésaurisation. Il est en ce sens impératif que

¹²⁶ F.-A. N., « La Caisse scolaire et les jeunes », *RD*, août-septembre 1952, p. 133

¹²⁷ Suzette D. Cardinal, « Les cactus », *MCP*, avril 1964, p. 10.

¹²⁸ Jos. Turmel, « Aux jeunes filles », *RD*, mai 1958, p. 97.

¹²⁹ Albert St-Jean, « Pour que les enfants mettent de l'ordre dans leur vie », *MCP*, 2, 4, avril 1954, p. 3.

¹³⁰ Arthur Nadeau, « Quel problème!! », *RD*, avril 1954, p. 68.

¹³¹ Par exemple : J. T. « M. Desjardins et l'épargne scolaire », *RD*, août-septembre 1953, p. 133; Jos. Turmel, « Au collège de Lévis », *RD*, février 1955, p. 34.

¹³² Denyse Baillargeon, « We Admire Modern Parents. The École des Parents du Québec and the Postwar Québec Family, 1940-1949 » dans Michael Gauvreau et Nancy Christie, *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queens, 2003, p. 240.

¹³³ Jos. Turmel, « Billet », *RD*, octobre 1955, p. 142; Wilfrid St-Pierre, « Les Caisses d'épargne scolaire entrent dans leur 10^e année », *MCP*, octobre 1958, p. 8; Jean-Guy Saint-Martin, « La dimension sociale de l'enseignement », *MCP*, septembre-octobre 1967, p. 14.

les parents donnent l'exemple¹³⁴ puisque « si les jeunes voient les parents pratiquer la tempérance en tout et épargner, [...], alors l'enfant choisit d'épargner¹³⁵ », une recommandation qu'a également notée Jacinthe Archambault¹³⁶. En revanche, d'après une enquête de la JOC que cite Cyrille Vaillancourt en 1962, « dans 54 % des cas où les jeunes n'ont pas d'épargne, c'est parce que les parents eux-mêmes n'ont jamais épargné¹³⁷ », ceux-ci étant « pour une bonne part [...] responsables de ces désastres parfois irréparables » que sont les foyers malheureux fondés par leurs enfants. Cette tendance à faire porter l'opprobre aux parents est partagée par plusieurs commentateurs. Ainsi, Joseph Turmel, plaidant pour l'épargne scolaire et reprochant aux parents de donner trop d'argent à leurs enfants pour n'importe quelle raison, déplore, au tournant des années 1960 :

Nous élevons nos enfants dans une atmosphère de gaspillage incroyable, ils grandissent dans un tourbillon de frivolités, de mille et un riens qui ne leur laisse pas un instant pour s'occuper de choses sérieuses¹³⁸.

La JOC abonde dans le même sens en 1962, jugeant que « l'éducation à l'épargne [est] nettement déficiente¹³⁹ ». Dans l'ensemble, ce type de discours à mi-chemin entre le blâme et la mise en garde s'adresse aux deux parents, peut-être parce que si l'éducation des enfants échoit aux femmes selon la « traditionnelle » division sexuelle des tâches, ce sont davantage les hommes qui sont visés lorsqu'il est question d'épargne, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Les quelques exceptions à cette règle stipulent toutefois que « [c]'est à la mère de famille qu'incombe en tout premier lieu cette noble tâche d'entraîner ses enfants à cette vertu si nécessaire à la bonne tenue morale et au progrès économique et social¹⁴⁰ ».

Les plaidoyers pour l'éducation des enfants et des jeunes à l'épargne laissent voir que les experts perçoivent les membres de ces deux groupes d'âge comme particulièrement sensibles aux sollicitations de la consommation de masse et donc comme particulièrement

¹³⁴ Paul-Émile Charron, « Les jeunes, le crédit, l'éducation économique », *MCP*, octobre 1962, p. 7.

¹³⁵ F. Mousseau, « Valeur morale de l'épargne comme moyen de formation des individus », *MCP*, août-septembre 1950, p. 145.

¹³⁶ Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait...*, p. 126-127.

¹³⁷ Cyrille Vaillancourt, « Prévoyance », *RD*, mars 1962, p. 43.

¹³⁸ Jos. Turmel, « Nous...et nos enfants », *RD*, mars 1958, p. 51; Louis Adolphe, « Aux parents avertis », *RD*, novembre 1961, p. 178. Turmel ne mentionne pas l'auteur de l'article en 1958.

¹³⁹ « Enquête de la J.O.C. – Le problème de l'économie chez les jeunes travailleurs », *RD*, avril 1962, p. 76. Voir aussi : Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français. L'économie et l'épargne chez la jeunesse ouvrière », *RD*, août-septembre 1950, p. 160.

¹⁴⁰ « Séance d'étude des dames », *RD*, octobre-novembre 1950, p. 202.

enclins à la prodigalité, ce dont témoignent les multiples représentations d'enfants et de « jeunes » qui dépensent trop et mal¹⁴¹. Comme l'explique le journaliste Gérard Filion au début des années 1950, l'enfant « se laisse facilement tenter par tout ce qu'il voit. Il veut tout avoir, il veut tout goûter¹⁴² », d'où l'aspect potentiellement « héroïque » du renoncement mis en pratique lorsqu'il y a épargne. De manière générale cependant, il ressort plutôt qu'à cause de leur âge, « les enfants [...] sont gaspilleurs¹⁴³ », tout en étant en fait « normaux » dans la mesure où ils ne disposent pas « du degré de maturité dont dépend [la] faculté d'attendre¹⁴⁴ » nécessaire à l'épargne. Cette perception des enfants comme étant moins aptes à s'y retrouver parmi les sollicitations de la société de consommation et à y résister se trouve, au moins en partie, derrière les dénonciations de la publicité télévisuelle les visant qui fusent de partout à partir de la fin des années 1960, mais surtout dans les années 1970¹⁴⁵.

Ce discours très moralisateur des CPD est encore plus sévère envers les jeunes travailleurs dont la prodigalité, tout aussi critiquée, est rarement excusée par une vulnérabilité causée par leur âge. Les membres de cette catégorie d'âge aux contours plutôt flous, qui fait référence à la période pendant laquelle les individus occupent un emploi — parfois « dès l'âge de quinze ans¹⁴⁶ » — avant de se marier tout en demeurant chez leurs parents, s'attirent ainsi les critiques de bien des commentateurs qui leur reprochent, jusqu'au début des années 1960, d'être dissipés¹⁴⁷ et de gaspiller leur salaire¹⁴⁸. Les « petites dépenses », telles « le tabac, les

¹⁴¹ Entre autres : Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1954, p. 19; Jacques Potvin, « Vers la sécurité », *RD*, avril 1956, p. 69; Jos. Turmel, « “Brûle pas ta paye!” », *RD*, août-septembre 1958, p. 125.

¹⁴² Gérard Filion, « Les caisses scolaires à Montréal », *RD*, mai 1952, p. 95. Tiré du *Devoir*. Voir aussi : Aline Chèvrefils, « La caisse scolaire et les jeunes », *LF*, décembre 1952, p. 62.

¹⁴³ L'Économiste, « Nos jeunes et l'épargne », *RD*, décembre 1960, p. 188. Voir aussi : Albert St-Jean, « Pour que les enfants mettent de l'ordre dans leur vie », *MCP*, avril 1954, p. 3. F.-A. N., « La Caisse scolaire et les jeunes », *RD*, août-septembre 1952, p. 133; « Un congrès mondial de l'épargne », *MCP*, octobre 1954, p. 6.

¹⁴⁴ Paul-Émile Charron, « Les jeunes, le crédit, l'éducation économique », *MCP*, octobre 1962, p. 7.

¹⁴⁵ Notamment : Mireille Bigras, « Les enfants, victimes de la publicité », *MN*, 15 janvier-15 février 1968, p. 25-27; « Le Comité de la publicité destinée aux enfants », *PV*, juin 1973, p. 2.

¹⁴⁶ Jos. Turmel, « “Brûle pas ta paye!” », *RD*, août-septembre 1958, p. 125.

¹⁴⁷ Germaine Bernier, « La jeunesse besogneuse qui vit trop dans le présent au détriment de l'avenir », *RD*, mars 1953, p. 56; Rosaire Couture, « L'épargne chez les jeunes en vue de leur établissement », *RD*, mai 1960, p. 93.

¹⁴⁸ Paul Breval, « Parlons d'épargne », *RD*, février 1948, p. 33. Voir aussi : Paul Breval, « Causons d'économie », *RD*, avril 1946, p. 66; Léopold Boiteau, « Moi, me marier? Je n'ai pas d'argent! », *LF*, août-décembre 1950, p. 373; Jean-Paul Hétu, « Portrait d'un groupe de jeunes travailleurs moyens », *FO*, 1961, p. 23; « L'opinion des jeunes. Que fais-tu de ton argent? », *LT*, janvier 1962, p. 3.

liqueurs de toutes sortes, les petits lunchs au restaurant, les sorties en fin de semaine¹⁴⁹ » et autres loisirs arrivent en tête de lice des postes budgétaires pour lesquels les jeunes dépensent soi-disant trop¹⁵⁰. Certains reprochent également aux jeunes hommes de « gaspiller » pour suivre la mode vestimentaire¹⁵¹, mais ce sont surtout les jeunes filles qui font l'objet de cette critique¹⁵². Ces condamnations sont évidemment dotées d'une connotation morale puisque du même souffle sont dénoncés l'aspect commercialisé des loisirs, la culture de masse que les discours assimilent à des vices, comme des « liqueurs douteuses », les « grills », ou encore « les clubs de nuit¹⁵³ ».

À partir de la fin des années 1950, bien des experts ont en effet l'impression que c'est l'atmosphère créée par la consommation et la culture de masse qui incite la jeunesse à la dépense. Selon Joseph Turmel, les jeunes gaspillent non seulement « [p]arce qu'[ils] n'ont pas trouvé d'endroit où déposer leur argent » ou à cause du mauvais exemple des parents, mais aussi

parce que les débits de boisson sont beaucoup trop nombreux et que les honnêtes gens ne font pas assez pour les faire disparaître; parce qu'enfin, l'on ne fait rien, ou presque, pour changer notre mentalité mauvaise, et que l'on ne comprend pas notre devoir social¹⁵⁴.

Invoquant elle aussi, entre autres facteurs, l'« influence de la publicité, [l']irréflexion¹⁵⁵ », Marie-Paule Lemieux, de la JOC, conforte cette idée, véhiculée par plusieurs, que la prodigalité des jeunes n'est pas uniquement leur faute, mais celle de « la civilisation de l'argent¹⁵⁶ » et donc de la société de consommation. En somme, bien des commentateurs ont l'impression que « les circonstances¹⁵⁷ » incitent les jeunes à trop dépenser, ce qui les inquiète

¹⁴⁹ Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français. L'économie et l'épargne chez la jeunesse ouvrière », *RD*, août-septembre 1950, p. 160.

¹⁵⁰ Par exemple : « La prévoyance », *RD*, février 1948, p. 16. Tiré de *La Voix Nationale*. Voir aussi : Paul Breval, « Où va l'argent », *RD*, janvier 1949, p. 7; Jos. Turmel, « C'est mon avis », *RD*, mai 1958, p. 95.

¹⁵¹ Paul Breval, « Causons d'économie », *RD*, avril 1946, p. 66

¹⁵² Entre autres : Jos. Turmel, « Aux jeunes filles », *RD*, mai 1958, p. 97.

¹⁵³ Jean-Charles Magnant, « La vertu d'épargne », *RD*, mai 1954, p. 87. Tiré de *Jeunesse agricole*.

¹⁵⁴ Jos. Turmel, « “Brûle pas ta paye!” », *RD*, août-septembre 1958, p. 125.

¹⁵⁵ Marie-Paule Lemieux, « Après les fêtes, la vie continue », *MCP*, décembre 1964, p. 12.

¹⁵⁶ L'Économiste, « Nos jeunes et l'épargne », *RD*, janvier 1961, p. 13.

¹⁵⁷ Christiane, « Les jeunes et l'argent », *MCP*, 1969-3, p. 5.

et joue certainement un rôle dans leur insistance sur la nécessité pour eux d'épargner¹⁵⁸, ce qu'ils ne feraient pas assez¹⁵⁹.

Le recours au crédit de la jeunesse est également source d'alarme à la fin des années 1950 et au début de la décennie suivante, Joseph Turmel dénonçant par exemple que des jeunes travailleurs se procurent une automobile à crédit¹⁶⁰. Une enquête de la JOC révèle d'ailleurs que le tiers d'entre eux sont endettés, mais pour des raisons genrées : « 35.6% des filles empruntent pour s'habiller » tandis que « 20% des garçons ont contracté des dettes pour l'achat d'une automobile¹⁶¹ ». Avec le temps, les jeunes travailleurs qui n'épargnent pas, tout comme leur propension à dépenser, voire leur recours — modéré et pour des raisons « sérieuses » — au crédit cessent d'être construits comme des problèmes à régler par les experts qui continuent toutefois d'encourager l'épargne¹⁶². Au milieu des années 1960, Yves Nantel, relatant les conclusions d'une nouvelle enquête de la JOC, insiste non pas sur l'épargne des jeunes salariés — ou sur son insuffisance—, mais plutôt sur les salaires trop faibles et les difficiles conditions de travail¹⁶³. Même avant les années 1960, certains commentateurs se montrent plus conciliants. En 1957 par exemple, Claude Mailhiot reconnaissait que « [t]out le monde a envie de profiter des premiers salaires sans arrière-pensée sérieuse », tout en estimant que « la plupart des jeunes gens se rendent compte assez vite que cela ne les avance pas¹⁶⁴ ». En 1967, une enquête menée conjointement par la Fédération des CPD et le SPM auprès de ceux qui sont inscrits à leurs cours affirme d'ailleurs

¹⁵⁸ Jos. Turmel, « Billet », *RD*, août-septembre 1956, p. 122.

¹⁵⁹ Par exemple : Paul Breval, « L'épargne », *RD*, janvier 1947, p. 4; Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français. L'économie et l'épargne chez la jeunesse ouvrière », *RD*, août-septembre 1950, p. 160; Jean-Charles Magnan, « La vertu d'épargne », *RD*, mai 1954, p. 87. Tiré de *Jeunesse agricole*; Gilles Gagnon, « De l'argent, c'est pas d'en faire, c'est d'en garder! », *MCP*, février 1961, p. 3; Christiane, « Les jeunes et l'argent », *MCP*, 1969, p. 6.

¹⁶⁰ Jos. Turmel, « «Brûle pas ta paye!» », *RD*, août-septembre 1958, p. 125. Voir aussi : « L'opinion des jeunes. Que fais-tu de ton argent? », *LT*, janvier 1962, p. 3; Marie-Paule Lemieux, « Après les fêtes, la vie continue », *MCP*, décembre 1964, p. 12-13; « Comment s'assurer un fonds de pension supplémentaire de 12,000.00 dollars », *MCP*, printemps 1972, p. 23.

¹⁶¹ « Enquête de la J.O.C. – Le problème de l'économie chez les jeunes travailleurs », *RD*, avril 1962, p. 76. Voir aussi : Guy Hamel, « La fièvre du printemps », *MCP*, avril 1964, p. 12.

¹⁶² Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1958, p. 29; Suzanne Magny, « Intuition », *MCP*, 1968-4, p. 3-4; Camille Fleury, « Des jeunes salariés expliquent comment ils parviennent à se tirer d'embarras dans le contexte économique », *MCP*, 3-1970, p. 2-3; Louis-Georges Gervais, « Synthèse des travaux du 12^e congrès du Mouvement des Caisses populaires Desjardins », *RD*, 1973-1, p. 51.

¹⁶³ Yves Nantel, « Les jeunes travailleurs. 1- Petit salaire, longues heures », *MN*, juillet-août 1966, p. 240-241.

¹⁶⁴ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1957, p. 29.

que « les jeunes arrivent au seuil de la vie en commun avec une situation financière saine¹⁶⁵ », un discours en complète opposition avec les propos que tiennent les observateurs une décennie plus tôt.

6.2.2 Vers l'initiation des enfants et des jeunes à la consommation

Le vieux concept selon lequel il convient d'économiser pour préparer l'avenir ne correspond plus aux idées modernes. Celles-ci mettent plutôt l'accent sur la nécessité pour l'enfant d'apprendre à bien utiliser son argent¹⁶⁶.

Des chercheurs comme Daniel Thomas Cook et Lisa Jacobson, qui ont étudié la construction des enfants de la classe moyenne américaine en tant que consommateurs, situent l'émergence d'une culture de la consommation enfantine aux États-Unis dans l'entre-deux-guerres. Ce sont en effet les années 1930 qui apparaissent comme une époque charnière dans l'étude de Cook sur l'industrie du vêtement pour enfants, les publicitaires commençant à s'adresser directement à eux en tant qu'« individual consumers » et non plus à leurs parents, ou plus spécifiquement, à leur mère. À ses yeux, cette mutation « enacts and encodes » les débuts de la transformation de la signification de l'enfance et de « l'enfant » qui se rapproche partiellement et graduellement, grâce à son statut de consommateur « légitime, individualisé et autonome », du statut d'individu à part entière¹⁶⁷. En ce qui concerne le Québec des Trente Glorieuses, les sources que nous avons consultées ne nous permettent pas d'être aussi catégorique puisque nous n'avons pas examiné la publicité ou les publications ayant exclusivement les enfants ou les jeunes pour public cible. La majorité des commentateurs qui se prononcent sur des enjeux relatifs aux enfants, aux jeunes ou aux adolescents en lien avec la consommation ou l'argent s'adressent aux adultes. On trouve toutefois quelques discours visant les enfants, comme celui de « tante Lucille » qui les invite à s'interroger sur leur identité de consommateur dans les pages de *Protégez-vous* dans le cadre de chroniques trimestrielles aspirant notamment « à préparer les jeunes à devenir de bons

¹⁶⁵ « En marge du congrès », *RD*, novembre 1967, p. 184.

¹⁶⁶ « Les jeunes ont trop tôt tendance à survaloriser l'argent », *CH-FR*, décembre 1971, p. 52.

¹⁶⁷ Daniel Thomas Cook, *The Commodification of Childhood. The Children's Clothing Industry and the Rise of the Child Consumer*, Durham-Londres, Duke University Press, 2004, p. 2-5, 11, 151.

consommateurs¹⁶⁸ ». Plus souvent, les commentateurs s'adressent aux jeunes et aux adolescents¹⁶⁹.

Dans la même veine, Lisa Jacobson observe qu'aux États-Unis pendant l'entre-deux-guerres, la participation des enfants à la consommation cesse d'être perçue comme « dangerous and insatiable », une « positive reevaluation of children's consumer identities » ayant lieu dans les discours experts¹⁷⁰. Elle soutient qu'au cours des années 1920 et 1930, la figure de l'« enfant-consommateur », bien que déjà présente au tournant du XX^e siècle, « developed most perceptibly in the middle class¹⁷¹ ». Par la présentation d'une culture de la consommation infantine qui aurait émergé bien avant les années 1945-1960 aux États-Unis, Cook et Jacobson suscitent bien des interrogations sur le Québec où peu d'études récentes portent sur ce sujet, hormis le mémoire de maîtrise de Jacinthe Archambault. Celui-ci démontre que pendant l'immédiat après-guerre, les discours des experts n'assimilent pas les enfants à des consommateurs, mais les voient plutôt comme des intermédiaires pour inciter leurs parents à la consommation¹⁷². Tout au plus, les jeunes disposent « d'une certaine influence que les experts leur accordent lorsqu'ils affirment que tel ou tel produit, même s'il doit être choisi et acheté par les parents, doit aussi satisfaire les enfants¹⁷³ ».

Chez les observateurs québécois, bien qu'il soit beaucoup plus souvent évoqué en lien avec l'argent qu'avec la consommation en tant que telle, cet « enfant-consommateur » gagne du terrain dès les années 1950. De manière générale, le phénomène qu'observe Jacobson pour l'entre-deux-guerres semble caractériser, dans le respect de ses spécificités, le Québec des décennies 1950 et 1960.

Selon Viviana Zelizer, l'argent de poche devient la norme dans les familles américaines au tournant du XX^e siècle, les débats sur le sujet renvoyant aux modalités de sa

¹⁶⁸ Tante Lucille, « Es-tu consommateur », *PV*, avril 1975, p. E1; « “Tante Lucille” collabore à Protégez-vous », *PV*, avril 1975, p. 1.

¹⁶⁹ Louise, « Mademoiselle 45 », *LF*, octobre 1945, p. 209; Paul-É. Charron, « Un plan d'épargne....dans un programme de vie », *RD*, août-septembre 1955, p. 139; « L'opinion des jeunes. Que fais-tu de ton argent? », *LT*, janvier 1962, p. 3; Carl et Valérie, « Notre mariage », *MCP*, 1969-2, p. 13.

¹⁷⁰ Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 3.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁷² Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait...*, p. 5, 148.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 125.

distribution et non sur sa raison d'être qui réside dans l'éducation des enfants à la consommation¹⁷⁴. Comme l'explique Jacobson, pendant l'entre-deux-guerres,

[a]s traditional thrift education lost favor to allowances among childrearing authorities, efforts to moderate children's consumer desires were accompanied by a new recognition of children's entitlement to make their own spending decisions and spending mistakes as they learned better ways of money management¹⁷⁵.

Au Québec, Dominique Marshall a observé que pendant l'après-guerre, les brochures d'information sur les allocations familiales recommandent le versement d'argent de poche, ce qui se répercute sur le portemonnaie « des enfants des familles mieux nanties [...] qui furent plus nombreux à [en] recevoir¹⁷⁶ ». Cette historienne observe également que, dans la pratique

Certains enfants reçurent une partie de l'allocation [familiale] sous forme d'argent de poche; d'autres se virent attribuer de plus grandes responsabilités au moment des emplettes : « [c]'est ton argent, choisis toi-même », leur disaient certaines mères¹⁷⁷.

En ce qui concerne l'ensemble des discours, il ne semble pas y avoir de norme cohérente en matière de distribution de l'argent de poche même si le versement et la fin éducative de cet argent — qu'a également observé Archambault entre 1944 et 1954 — semblent aussi faire l'unanimité tout au long de la période¹⁷⁸. Il apparaît en effet de plus en plus admis que l'importance croissante du numéraire dans la structure sociale rend nécessaire une distribution d'argent des parents à leurs enfants. Comme l'explique Jacqueline Varin en 1959 :

Une éducation saine et réaliste des enfants d'aujourd'hui exige une éducation à l'argent. [...] L'argent tient une place importante dans la société parce qu'il est le moyen conventionnel d'échange entre les hommes. Les enfants qui sont des hommes en perpétuel devenir doivent s'initier à l'argent¹⁷⁹.

Les encouragements à verser de l'argent de poche aux enfants s'accompagnent d'une foule de prescriptions qui complexifient la tâche des parents désirant s'y conformer. Les rares

¹⁷⁴ Viviana Zelizer, *Pricing the Priceless Child. The Changing Social Value of Children*, New York, Basic Books, 1994 [1985], p. 103-110.

¹⁷⁵ Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 215-216.

¹⁷⁶ Marshall, *Aux origines sociales de l'État-Providence...*, p. 185.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 183.

¹⁷⁸ Par exemple : William E. Blatz, « Allowances », *CH-EN*, avril 1947, p. 102; Louis Raillon, « Faut-il donner de l'argent aux enfants? », *ÉDP*, avril 1950, p. 28-29. Extrait de *Familial Digest*. Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1954, p. 20; Suzette D. Cardinal, « Les cactus », *MCP*, avril 1964, p. 7; Joan Nankivell, « How to Teach Your Child to Handle Money », *CH-EN*, août 1970, p. 66-67; Beryl Oxley, « Develop Money Sense Early », *CH-EN*, décembre 1971, p. 65.

¹⁷⁹ Jacqueline Varin, « Doit-on laisser les enfants "quémander" des sous? », *MCP*, octobre 1959, s. p.

commentateurs à émettre des directives au sujet de l'âge auquel commencer la distribution ne sont pas unanimes. En général, leurs recommandations pointent vers le moment où ils croient que l'enfant commence « à reconnaître les différentes pièces de notre monnaie¹⁸⁰ », à voir « the connection between coins and things he would like to have¹⁸¹ », bref à saisir la fonction de l'argent. Ils préconisent aussi l'augmentation du montant au fur et à mesure que grandit l'enfant¹⁸² et incitent les parents à verser une allocation semblable à celle que reçoivent les pairs¹⁸³. Notons qu'Archambault a elle aussi relevé l'importance des pairs dans la consommation des parents en matière de vêtements pour leurs enfants, les discours recommandant de procurer à ces derniers des produits similaires à ceux de leurs amis¹⁸⁴. D'ailleurs, Claude et Manon Mailhiot, qui affirment qu'« [i]l faut que l'enfant ait une allocation régulière ou du moins quelques sous donnés à l'occasion pour être capable de suivre ses camarades s'il ne veut pas être tenté d'en prendre malhonnêtement¹⁸⁵ », tiennent les parents qui ne distribuent pas d'argent de poche responsables du comportement d'un enfant qui se servirait à même leur « bourse ou ailleurs ». Un peu moins sévère, André Laurin abonde toutefois dans le même sens en remarquant que « si le père est incapable » de remettre une allocation hebdomadaire aux enfants de plus de douze ans, « il est risqué qu'un jour ces enfants chercheront à se procurer par des moyens détournés les quelques sous désirés d'où encouragement à la délinquance juvénile¹⁸⁶ ».

Conformément à la majorité des recommandations qu'a observées Zelizer aux États-Unis au tournant du XX^e siècle, « the allowance had to be a fixed "unearned salary"¹⁸⁷ » pour pleinement remplir sa mission éducative. Dans les discours québécois, il apparaît également

¹⁸⁰ « Les jeunes ont trop tôt tendance à survaloriser l'argent », *CH-FR*, décembre 1971, p. 52.

¹⁸¹ Marguerite W. Brown, « How to Teach Your Child about Money », *CH-EN*, novembre 1964, p. 105.

¹⁸² Jacqueline Varin, « Doit-on laisser les enfants "quémander" des sous? », *MCP*, octobre 1959, s. p.; « Les jeunes ont trop tôt tendance à survaloriser l'argent », *CH-FR*, décembre 1971, p. 52; Nicole Charest, « Moi y en a pas des sous », *CH-FR*, octobre 1974, p. 8.

¹⁸³ Jacqueline Varin, « Doit-on laisser les enfants "quémander" des sous? », *MCP*, octobre 1959, s. p. Voir aussi : Janet Power, « "Tommy Wants Too Much Money" », *CH-EN*, octobre 1948, p. 114; Joan Nankivell, « How to Teach your Child to Handle Money », *CH-EN*, août 1970, p. 66.

¹⁸⁴ Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait...*, p. 125.

¹⁸⁵ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDPr*, novembre 1958, p. 28. Voir aussi : Louis Raillon, « Faut-il donner de l'argent aux enfants? », *ÉDP*, avril 1950, p. 26. Extrait de *Familial Digest*.

¹⁸⁶ André Laurin, *Manuel des techniques de diffusion des cours sur l'orientation du budget familial*, 196?, p. 77. ACSN, Fonds du Service de la consommation

¹⁸⁷ Zelizer, *Pricing the Priceless Child...*, p. 106.

primordial que les enfants ne reçoivent pas d'autre argent en sus de leur allocation régulière¹⁸⁸ puisque « [c]e qui importe c'est d'apprendre à l'enfant à se tirer d'affaires avec un montant fixe, déterminé par ses besoins et les usages du milieu¹⁸⁹ ». En 1959, Suzanne Malo inclut ainsi parmi les traits des « mauvaises épouses et mauvaises mères » le fait de donner « aux enfants à peu près tout l'argent qu'ils désirent pour des bonbons et des friandises¹⁹⁰ ». Même lorsqu'ils chantent les louanges des caisses scolaires, les commentateurs gravitant autour des CPD recommandent eux aussi de « [c]onfier aux enfants, même les jeunes de six ou sept ans, certains montants d'argent qu'ils administrent eux-mêmes, sous le contrôle des parents¹⁹¹ » plutôt que de leur en donner « à tout propos ». Ce genre de prescription ne sert peut-être pas que des fins éducatives; comme le mentionne Zelizer « [f]or parents, it was an expedient arrangement to regulate their children's stepped-up requests for money¹⁹² », une logique qui se trouve aussi chez les experts québécois¹⁹³. Il se peut également que, comme dans les États-Unis de l'entre-deux-guerres, ces conseils visent à brider tant les élans trop généreux de parents qui « gâteraient » leur progéniture que le « child spender » en tant que tel¹⁹⁴.

En ce qui concerne le caractère « non méritoire » de cette allocation, force est toutefois de constater qu'il ne fait pas tout à fait l'unanimité dans les discours en circulation dans « la Belle Province » où on assiste exactement au phénomène qu'observe Zelizer au sud de la frontière plus d'un demi-siècle plus tôt. Selon cette sociologue, en effet,

Concerting money into an educational and moral instrument [...] was not easily accomplished. In order to preserve the association of money with labor, the allowance was sometimes justified as an earned wage. [...] But this solution led to an untenable new prospect — the monetization of the home¹⁹⁵.

¹⁸⁸ Notamment : Janet Power, « “Jane is a Spendthrift” », *CH-EN*, juin 1946, p. 102; William E. Blatz, « Allowances », *CH-EN*, avril 1947, p. 102; Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1954, p. 20; Paul L'Écuyer, « Votre idées sur.. », *ÉDP*, mai 1956, p. 17; « L'argent de poche des petits », *MCP*, 1969-4, p. 12. Tiré de *Prévoir*, 1969; Joan Nankivell, « How to Teach your Child to Handle Money », *CH-EN*, août 1970, p. 66-67; Beryl Oxley, « Develop Money Sense Early », *CH-EN*, décembre 1971, p. 67.

¹⁸⁹ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, juillet 1956, p. 28.

¹⁹⁰ Suzanne Malo, « Un test – Des épouses modèles? », *MO*, 1959, p. 97.

¹⁹¹ R. Gosselin, « Aux parents et aux membres de la Caisse scolaire », *MCP*, juin 1960, p. 8.

¹⁹² Zelizer, *Pricing the Priceless Child...*, p. 106.

¹⁹³ Paul Lacaille, « Ce que femme veut... », *MCP*, octobre 1952, s.p.; Jean-Marie Massé, « “Papa, mon budget!” », *MO*, 1954, p. 54-56, 62.

¹⁹⁴ Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 71-72.

¹⁹⁵ Zelizer, *Pricing the Priceless Child...*, p. 106-107.

Quelques commentateurs québécois voient ainsi l'argent de poche comme « un montant déterminé qui pourra être considéré comme récompense pour application et bonne conduite en classe et à la maison ¹⁹⁶ ». Cette façon d'assimiler l'argent donné aux enfants à une rémunération pour l'aide apportée au foyer est cependant condamnée par plusieurs pendant les années 1950¹⁹⁷, comme ce fut le cas au sud de la frontière jusqu'au début du XX^e siècle au moins¹⁹⁸. Ces experts, provenant tant des milieux francophones qu'anglophones, jugent en effet « cette habitude de monnayer les services rendus par les enfants tout à fait regrettable et dangereuse¹⁹⁹ » et laissent croire par le fait même qu'il s'agit d'une pratique plutôt commune, une certaine Jacolette, parlant d'ailleurs d'« une habitude [...] généralement répandue²⁰⁰ ». Cécile Reid-Brisebois, dans la même veine, dénonce le fait que

Bien souvent, trop souvent [...] on donne des sous pour les commissions, des sous pour la vaisselle, des sous pour ceci, des sous pour cela, pour le moindre service on donne des sous. Et l'enfant devient un froid calculateur et il ne désire qu'une chose : avoir de l'argent pour dépenser²⁰¹.

À son avis, il y aurait une différence, certes « difficile à établir », entre payer et récompenser les enfants, cette dernière pratique étant nécessaire²⁰². À noter que les parents sont blâmés pour avoir rendu leurs enfants trop calculateurs en les payant. Dans les pages de *La Famille*, Jacolette émet un jugement sans appel s'adressant « à bien des mères de famille » :

Si vous le payez [l'enfant] pour un geste aussi naturel [qu'un service], c'est vous qui avez tort et qui prenez la responsabilité d'une âpreté du gain qui ne peut manquer de grandir chez l'enfant²⁰³.

¹⁹⁶ R. Gosselin, « Aux parents et aux membres de la Caisse scolaire », *MCP*, juin 1960, p. 8.

¹⁹⁷ Entre autres : William E. Blatz, « Allowances », *CH-EN*, avril 1947, p. 102; (Services de l'information du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Ottawa), « L'Obéissance », *ÉDP*, août 1950, p. 4-5; Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parent », *ÉDP*, avril 1955, p. 31; Jean-Marie Massé, « Les enfants doivent-ils aider à la maison? », *MO*, 1957, p. 43; Joan Nankivell, « How to Teach your Child to Handle Money », *CH-EN*, août 1970, p. 66-67. Cet article figure également dans le numéro d'août 1970 du *Châtelaine*; Nicole Charest, « Moi y en a pas des sous », *CH-FR*, octobre 1974, p. 8.

¹⁹⁸ Lisa Jacobson observe en effet de telles dénonciations pendant l'entre-deux-guerres aux États-Unis. Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 75.

¹⁹⁹ Jacolette, « Au fil des jours », *LF*, février 1954, p. 78.

²⁰⁰ *Ibid.*, 79.

²⁰¹ Cécile Reid-Brisebois, « "Tu gagneras ton pain" », *ÉDPr*, décembre 1957, p. 20.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Jacolette, « Au fil des jours », *LF*, février 1954, p. 78.

Un certain flou entoure donc les modalités de distribution de l'argent de poche, ce qui rend difficile pour les parents soucieux de se conformer aux prescriptions de s'y retrouver. Même s'il n'y a pas consensus, il reste toutefois que selon la majorité des discours, cet argent ne doit ni être vu comme une récompense ni être retranché en guise de punition²⁰⁴. Plus encore, à la fin de la période, certains commentateurs assimilent de plus en plus l'allocation à un droit de l'enfant en tant que membre de la famille²⁰⁵, une vision des choses qui fait également consensus aux États-Unis dès les années 1930²⁰⁶.

La façon dont l'enfant ou le jeune doit dépenser cet argent ne fait pas non plus l'unanimité. Pendant les années 1950 et 1960, certains plaident pour une supervision parentale plus ou moins serrée des dépenses des enfants²⁰⁷. D'autres jugent nécessaire que l'enfant puisse « dépenser à sa guise » cet argent de poche, « [m]ême si ses achats paraissent déraisonnables aux parents²⁰⁸ » ce qui rejoint les observations de Zelizer²⁰⁹. À une mère qui déplore, dans les années 1950, que son fils de 15 ans « laisse couler l'argent entre ses doigts », Claude et Manon Mailhiot recommandent ainsi d'opter pour une « allocation fixe » que le jeune dépensera comme il l'entend²¹⁰. À la toute fin des Trente Glorieuses, même des observateurs gravitant autour des CPD se rallient à cette vision; ainsi, en 1973, Claude Moquin affirme que « le jeune étudiant » qui dépose à la caisse scolaire « est appelé à faire lui-même des choix en disposant librement de son argent de poche », ce qui lui permettra de développer « un certain sens des responsabilités²¹¹ ».

²⁰⁴ Par exemple: Marguerite W. Brown, « How to Teach Your Child about Money », *CH-EN*, novembre 1964, p. 105.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 106; Joan Nankivell, « How to Teach Your Child to Handle Money », *CH-EN*, août 1970, p. 66; « Les jeunes ont trop tôt tendance à survaloriser l'argent », *CH-FR*, décembre 1971, p. 52.

²⁰⁶ Zelizer, *Pricing the Priceless Child...*, p. 108.

²⁰⁷ Paul Lacaille, « Ce que femme veut... », *MCP*, octobre 1952, s.p.; Jacqueline Varin, « Doit-on laisser les enfants "quémander" des sous? », *MCP*, octobre 1959, s.p.; André Laurin, Lettre aux lecteurs d'une revue non identifiée, 196? p. 2. ACSN, Fonds André Laurin.

²⁰⁸ « L'argent de poche des petits », *MCP*, 1969-4, p. 12. Tiré de *Prévoir*, 1969. Voir aussi : Claire Dutrizac, « Une maman de deux... », *ÉDP*, août 1956, p. 24; « Les jeunes ont trop tôt tendance à survaloriser l'argent », *CH-FR*, décembre 1971, p. 52.

²⁰⁹ Zelizer, *Pricing the Priceless Child...*, p. 110.

²¹⁰ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, juillet 1956, p. 26-28. Voir aussi : William E. Blatz, « Allowances », *CH-EN*, avril 1947, p. 102; Beryl Oxley, « Develop Money Sense Early », *CH-EN*, décembre 1971, p. 66.

²¹¹ Claude Moquin, « L'épargne et l'épargne scolaire », *MCP*, automne 1973, p. 9.

Selon plusieurs, les jeunes peuvent même se servir de leur argent de poche afin de pourvoir à certains de leurs « besoins personnels²¹² », comme l'achat de leur lunch, de manière à acquérir davantage d'autonomie en tant que consommateurs²¹³. Comme l'explique Nicole Charest en 1974, « [à] mesure que l'enfant grandit, son budget doit englober de plus en plus de dépenses "sérieuses"²¹⁴ ». Selon Marguerite Brown, confier à l'adolescent la gestion de son budget vêtements peut, par ailleurs, alléger les tensions entre lui ou elle et ses parents puisque « [t]he endless arguments about a new sweater or ski jacket are done away with²¹⁵ ». Ceci dit, l'enquête de Tremblay et Fortin fait ressortir plusieurs cas où les jeunes abandonnent leurs études parce qu'« [i]nsatisfaits du montant que leurs parents leur allouaient comme argent de poche, ils ont travaillé pour satisfaire immédiatement les besoins qu'ils jugeaient indispensables²¹⁶ ». Cette volonté d'indépendance afin de mieux assouvir ses désirs de consommation est également citée par près de 40 % des ménages interrogés par Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet au tournant des années 1970 pour expliquer les raisons pour lesquelles les enfants occupent un emploi²¹⁷.

En somme, comme leurs homologues américains quelques décennies plus tôt, les commentateurs québécois et canadiens-anglais commencent à dépeindre de manière positive « the savvy child consumer, disciplined not just to save but to spend judiciously²¹⁸ » qui remplace l'idéal du « thrifty child banker²¹⁹ » promu par les CPD jusqu'au début des années 1960. Plusieurs commentateurs mettent aussi en scène des conflits entre parents et enfants, jeunes ou adolescents au sujet de l'argent de poche, ce qui porte à croire que ce changement complique les relations familiales. Par exemple, il arrive que l'enfant demande de l'argent pour se procurer quelque chose et exprime de la frustration devant le refus du parent²²⁰. En 1955, Camille Saint-Denis, dans les pages de *L'École des Parents* cite une jeune fille qui se plaint à sa mère de l'insuffisance du montant de son allocation hebdomadaire, la grand-mère

²¹² Nicole Charest, « Moi y en a pas des sous », *CH-FR*, octobre 1974, p. 8.

²¹³ Par exemple : Marguerite W. Brown, « How to Teach Your Child about Money », *CH-EN*, novembre 1964, p. 105; Joan Nankivell, « How to Teach your Child to Handle Money », *CH-EN*, août 1970, p. 67.

²¹⁴ Nicole Charest, « Moi y en a pas des sous », *CH-FR*, octobre 1974, p. 8.

²¹⁵ Marguerite W. Brown, « How to Teach Your Child about Money », *CH-EN*, novembre 1964, p. 106.

²¹⁶ Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 232.

²¹⁷ Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, *Le Québec. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974, p. 493.

²¹⁸ Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 3.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 58.

²²⁰ Louise Marchand, « Contre-poison... à petites doses », *LF*, novembre 1954, p. 569.

de son amie lui offrant davantage²²¹. Il arrive aussi que les doléances émanent des parents, une mère écrivant au « Courrier de Radio-Parents » pour déplorer que son fils

rêve d'un emploi payant qui lui permettra de faire une vie de pacha mais il ne bouge pas le petit doigt pour trouver un emploi avantageux. Il préfère s'arranger avec l'allocation que son père lui donne [...]²²².

Selon toute vraisemblance, les parents n'agissent pas non plus toujours de concert lorsqu'il est question d'argent de poche. Ainsi, dans une missive au Courrier de Radio-Parents, une mère affirme que son mari remet de l'argent « en cachette » à leur fils collégien de douze ans²²³. En fait, si elle lui donne un dollar — probablement mensuellement — elle affirme avoir « appris que [son] mari lui donnait jusqu'à \$4.00 par mois et qu'au dernier Noël il avait même reçu de l'argent des amis de [son] mari²²⁴ ». Il s'avère généralement assez difficile de déterminer qui, du père ou de la mère, est responsable de ce transfert monétaire, les commentateurs mettant en scène l'une ou l'autre possibilité²²⁵. Les prescriptions sur l'argent de poche nous paraissent en outre un peu décalées par rapport aux finances d'une partie de la population. En 1972, Gilles Tittley, dans *Ma Caisse populaire*, souligne d'ailleurs que

plusieurs parents déclareront qu'ayant beaucoup de difficultés à joindre les deux bouts, ils n'ont pas les moyens de mettre régulièrement entre les mains de leurs enfants (surtout s'ils sont nombreux) une somme que ceux-ci pourront administrer à leur gré²²⁶.

Comme l'ensemble des commentateurs, il fait toutefois peu de cas de cette restriction dans la suite de son texte. Mais quoi qu'il en soit, cette remarque laisse croire que la norme créée par les commentateurs au sujet de l'argent de poche est à l'origine de tensions et d'insatisfactions dans les familles à faible revenu incapables de s'y conformer.

Les prescriptions sur l'argent de poche apparaissent en outre difficilement conciliables avec le versement d'une pension par les jeunes travailleurs à leurs parents, ce que les

²²¹ Camille Saint-Denis, « Face à un problème d'argent », *ÉDP*, octobre 1955, p. 27.

²²² Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, septembre 1956, p. 29.

²²³ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1954, p. 19.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ Rosemarie, « Le Courrier de Rosemarie », *LF*, février 1946, p. 76; William E. Blatz, « Allowances », *CH-EN*, avril 1947, p. 102; Jacolette, « Au fil des jours », *LF*, février 1954, p. 78; André Laurin, Lettre aux lecteurs d'une revue non identifiée, 196? p. 2. ACSN, Fonds André Laurin, s.d.

²²⁶ Gilles Tittley, « Les jeunes et le budget », *MCP*, automne 1972, p. 18-20. Tiré de la brochure *L'art de dépenser* publiée par la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins, 1972.

commentateurs présentent comme une pratique généralisée²²⁷, mais qui constitue peut-être une nouveauté pendant l'après-guerre. En effet, comme l'explique l'historienne Dominique Marshall, avant les années 1940, la plupart des enfants salariés remettaient leur salaire « à leur mère, en totalité ou en partie », un phénomène qu'observe également Neil Sutherland au Canada anglais²²⁸. Selon Marshall, « [entre 1940 et 1955], les habitudes de dépenses de ces enfants ont évolué vers un plus grand individualisme²²⁹ », si bien que les jeunes travailleurs gardent dès lors leurs gages pour leur consommation personnelle, mais versent une pension à leurs parents pour payer leur gîte et leur couvert²³⁰. Les commentateurs ont tendance à minimiser cette contribution des jeunes aux finances du ménage²³¹, mais, d'après l'enquête de Tremblay et Fortin, « [l]es motifs économiques invoqués pour retirer un enfant de l'école ou l'empêcher de poursuivre ses études au-delà d'un certain niveau²³² » font généralement référence à la pension attendue. Même dans les années 1970, Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet observent que dans environ la moitié des foyers francophones comptant au moins un enfant salarié, ceux-ci apportent « effectivement une contribution financière au budget familial²³³ ». Cela dit, seulement 18.5 % des ménages avec enfants de leur échantillon comptent un jeune en emploi et moins de 10 % de ces ménages considèrent leurs salaires comme « indispensables » pour « joindre les deux bouts »²³⁴.

Plus encore, dès les années 1950, plusieurs commentateurs insistent non pas sur l'apport essentiel de la pension aux finances familiales, mais sur ce qu'elle apporte au jeune travailleur en termes d'épargne ou d'éducation. En 1952, *Ma Caisse populaire* recommande par exemple que la pension soit « minime afin que [la jeune travailleuse dont il est question]

²²⁷ Par exemple : Louise, « Mademoiselle 45 », *LF*, décembre 1945, p. 314; Maurice Bouchard, « Situation économique des jeunes ouvriers canadiens-français. L'économie et l'épargne chez la jeunesse ouvrière », *RD*, août-septembre 1950, p. 160; « La correspondance de Jocelyne », *LF*, mars 1954, p. 186; R.V., « À la rescousse des jeunes travailleurs », *MCP*, novembre 1961, p. 5; Gaston, Côté, « Pierre le Quêteux », *MCP*, 1969-4, p. 4-6; ACSN, Fonds du Service de la consommation; André Laurin, « Sixième cours : le budget », 1969 p. 5.

²²⁸ Marshall, *Aux origines sociales de l'État-Providence...*, p. 185; Neil Sutherland, *Growing Up. Childhood in English Canada from the Great War to the Age of Television*, Toronto, University of Toronto Press, 2002 [1997], p. 131-132.

²²⁹ Marshall, *Aux origines sociales de l'État-Providence...*, p. 185.

²³⁰ Gérald Fortin, « Socio-cultural Changes in an Agricultural Parish », dans Marcel Rioux et Yves Martins, dir., *French-Canadian Society*, Volume 1, Toronto, McClelland and Stewart, 1964, p. 104. Cité dans *Ibid.*

²³¹ Par exemple : « Échange de vues », *LF*, février 1954, p. 77; Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDPr*, novembre 1958, p. 27.

²³² Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec...*, p. 231.

²³³ Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 492.

²³⁴ *Ibid.*, p. 492-493.

ait l'avantage d'épargner un peu sur la somme qu'il lui restera à administrer²³⁵ ». Au milieu des années 1950, une mère demande à Claude et Manon Mailhiot, si elle doit « exiger une pension de [s]on fils²³⁶ » de 21 ans, ce que recommandent effectivement les Mailhiot, jugeant que même si les parents n'ont pas besoin de cet argent, « [c]ela enseigne l'économie aux enfants et leur fait contracter l'habitude des responsabilités²³⁷ ». Conformément à cette logique, c'est parce qu'« [o]n les habitue à compter pour rien les peines et les soins qu'ils ont coûtés, à ne reconnaître d'obligations que pour les autres pendant qu'eux-mêmes ne croient posséder que des droits²³⁸ » que Joseph Turmel déplore, en 1958, que « beaucoup d'enfants, aussitôt qu'ils gagnent, gardent tout leur salaire ».

Il se peut toutefois que les parents aient de moins en moins tendance à demander une pension à leurs enfants puisque les quatre jeunes étudiants salariés qu'interroge *Ma Caisse populaire* en 1970 « ne sont pas astreints ou obligés de payer une pension pour le gîte et la nourriture²³⁹ ». Un article subséquent, affirmant répondre à des questions du lectorat en réaction à cette assertion, précise néanmoins que l'absence de pension fixe ne signifie pas qu'ils sont « non redevables » envers leurs parents²⁴⁰. Par ailleurs, certains commentateurs laissent aussi entendre de manière plus ou moins explicite que le salaire des enfants doit leur appartenir ou du moins leur revenir. Par exemple, si sa situation financière le lui permet, il est conseillé à une mère d'économiser « en prévision de la dot ou du trousseau » de sa fille, l'argent de la pension qui doit « en principe être "chargée"²⁴¹ ». Selon Claude et Manon Mailhiot qui répondent à des mères qui se plaignent des dépenses de leur jeune, les parents qui retiennent la majeure partie du salaire de leur enfant risquent de lui « [enlever] un peu d'ambition au travail²⁴² ». Rappelant que cet argent est la propriété de celui qui le gagne, ils

²³⁵ « Petits problèmes », *MCP*, juin 1952, p. 3.

²³⁶ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, janvier 1955, p. 26.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ Jos. Turmel, « Billet », *RD*, octobre 1958, p. 142.

²³⁹ Camille Fleury, « Des jeunes salariés expliquent comment ils parviennent à se tirer d'embarras dans le contexte économique », *MCP*, 3-1970, p. 2-3.

²⁴⁰ « Jeunes travailleurs demeurant chez leurs parents », *MCP*, 1970-6, p. 9.

²⁴¹ « Petits problèmes », *MCP*, juin 1952, p. 3.

²⁴² Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, septembre-octobre 1958, p. 30.

recommandent aux mères de retenir une pension deux fois moins élevée et de consacrer le reste à « une épargne obligatoire » appartenant à l'enfant²⁴³.

Cette question de la pension est particulièrement significative parce que la contribution des jeunes salariés fait la différence, pour les parents, entre un enfant qui coûte ou rapporte de l'argent. Elle rappelle en ce sens la distinction entre l'« useful child » qui, comme l'a observé Zelizer, est remplacé par l'« economically “worthless”, but emotionally “priceless” child²⁴⁴ », un phénomène qui survient dès le XIX^e siècle pour la classe moyenne urbaine et au XX^e siècle pour la classe ouvrière américaine. Les discours québécois laissent croire que le même processus est en cours en ce qui concerne les jeunes travailleurs pendant les Trente Glorieuses. Le versement d'une pension entre de surcroît en contradiction avec la figure de l'adolescent, une catégorie sociale absente des discours sur l'éducation à l'épargne, mais qui revient de plus en plus dans ceux qui traitent de l'initiation des jeunes à la consommation.

Cette construction sociale, présente depuis le XIX^e siècle en Occident, doit beaucoup aux recherches, au début du XX^e siècle, du psychologue américain G. Stanley Hall dont la « conceptualization of adolescence as a stressful, instinct-driven, transitional stage between childhood and adulthood has yet to be completely overturned²⁴⁵ ». À partir du milieu du XX^e siècle en Amérique du Nord anglophone, cette étape de la vie est intrinsèquement liée à la consommation par le biais de « l'arrivée » sur le marché des *teenagers* américains. Aux États-Unis, comme l'explique Lizabeth Cohen, pendant les années 1940,

the teenage period of life — from ages thirteen to eighteen — took on the attributes of a mass cultural experience [...] Before long, being a teenager became defined as a unique consumer experience: buying certain kinds of things — records, clothes, makeup, movies, and fast foods — in certain kinds of places — shopping centers, drive-in theaters, and car-hop restaurants²⁴⁶.

²⁴³ Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDPr*, septembre-octobre 1958, p. 30. Voir aussi : Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le Courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1957, p. 28-29.

²⁴⁴ Zelizer, *Pricing the Priceless Child...*, p. 21.

²⁴⁵ Mary Louise Adams, *The Trouble with Normal. Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 [1997], p. 45.

²⁴⁶ Cohen, *A Consumers' Republic...*, p. 319.

Selon Mary Louise Adams, il faut attendre les années 1950 pour que le vocable *teenage* commence à faire référence à une « cultural perspective as well as an age²⁴⁷ » au Canada anglais. D'après Cynthia Comacchio qui a examiné la signification de l'adolescence — qu'elle assimile au *teen years* — au Canada au milieu du XX^e siècle, « l'adolescence moderne » n'est pas tout à fait fille de l'après-guerre : elle est en formation dès la fin de la Première Guerre mondiale même si les années 1950 sont le théâtre de sa consolidation²⁴⁸. Entre 1920 et 1950, le Canada assisterait donc à une reconnaissance, « as never before », de la frontière séparant l'enfance de l'âge adulte et à l'élévation de l'adolescence au rang de « cultural phenomenon »²⁴⁹.

Au Québec, la périodisation est probablement différente puisque la dépendance accrue de la jeunesse — nécessaire à l'essor des *teenagers* ou de l'adolescence comme étape spécifique du cycle de vie — va de pair avec la prolongation des études dans le sillage de l'adoption de lois sur la fréquentation scolaire obligatoire, ce qui est chose faite dans la majorité des provinces canadiennes dans les années 1920²⁵⁰, mais seulement en 1943 dans « la Belle Province ». Toutefois, grâce à l'essor des médias de masse, et surtout de la télévision, pendant l'après-guerre, les représentations des *teenagers* dans la culture populaire anglophone franchissent très probablement la barrière linguistique²⁵¹. Celle-ci joue néanmoins un rôle considérable dans la construction discursive des jeunes puisque le terme *teenager* n'a pas d'équivalent en français, du moins pas pendant les Trente Glorieuses; le vocable « ados », qui gagne en popularité plus tard, s'en rapproche sans totalement en rendre le sens. Toute analyse de discours doit donc tenir compte du fait que la distinction, certes parfois nébuleuse, entre adolescence et *teenagehood* ne se retrouve pas en sol québécois. Qui plus est, l'adolescence et la *teenagehood* américains et canadiens-anglais sont inextricablement liés à l'essor des *high schools* qui n'ont pas leur pareil au Québec avant l'ouverture des premières polyvalentes dans

²⁴⁷ Adams, *The Trouble with Normal...*, p. 43.

²⁴⁸ Cynthia Comacchio, *The Dominion of Youth. Adolescence and the Making of a Modern Canada, 1920 to 1950*, Waterloo, Ontario, Wilfrid Laurier University Press, 2006, p. 3, 14.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 2, 211.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 49-50.

²⁵¹ Sur la culture et la sexualité de la jeunesse en lien avec la culture de masse, notamment américaine, voir Gaston Desjardins, *L'amour en patience. La sexualité adolescente au Québec, 1940-1960*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 58-60, chapitre 11.

les années 1960, ou même avant l'inauguration des cégeps qui teintent probablement différemment l'expérience des jeunes Québécois²⁵².

À vrai dire, les contours du concept d'adolescence, qui commence à être utilisé par quelques experts francophones dès les années 1950, semblent plutôt flous : les commentateurs ne définissent pas de manière cohérente l'étape de la vie qu'il recouvre et rendent difficile de saisir le moment à partir duquel un enfant « devient » un adolescent. Au milieu de cette décennie, Camille Saint-Denis qui met en scène une jeune protagoniste de 12 ans, aux prises avec « tant de problèmes [qui] envahissent ces jeunes âmes ardentes adolescentes », l'assimile ainsi tantôt à une « fillette », à « cette enfant » ou à « une petite fille »²⁵³. À la même époque, Claire Dutrizac parle de l'adolescence comme d'un « moment particulièrement difficile pour les enfants²⁵⁴ ». Même quand ils sont un peu plus précis, les commentateurs n'aident pas nécessairement à y voir plus clair. En 1956, une femme évoque par exemple le béguin de sa fille de douze ans lorsque Claire Dutrizac l'interroge sur le « problème » de l'adolescence tandis qu'en 1958, dans les pages de la même publication, Claude et Manon Mailhiot assimilent un individu de cet âge à un préadolescent²⁵⁵. En outre, dans certains discours des Trente Glorieuses n'émanant pas de la mouvance des CPD, le terme « adolescent » renvoie à la même réalité que « jeune travailleur »²⁵⁶. En 1948, un éditorial de *La Famille*, par contre, définit l'adolescence comme la « [p]ériode de transition entre l'enfance et la jeunesse²⁵⁷ ».

À partir de la fin des années 1950, plusieurs commentateurs, surtout des commentatrices en fait, mettent en exergue la soif d'autonomie, et possiblement de consommation, des adolescents en évoquant leur volonté de gagner de l'argent pour le dépenser à leur guise. Comme l'explique Marie-Andrée Bertrand, alors travailleuse sociale, l'adolescente de 14, 15 ou 16 ans « veut se croire prête à entrer dans ce monde où, par le travail rémunéré, on a accès

²⁵² Au sujet des liens entre les adolescents et les *high schools*, voir Comacchio, *The Dominion of Youth...*, chapitre 4; Jacobson, *Raising Consumers...*, p. 141-151; Katharine Elizabeth Rollwagen, « *The Market that Just Grew Up* »: *How Eaton's Fashioned the Teenaged Consumer in Mid-Twentieth-Century Canada*, thèse de Ph.D. (Histoire), Université d'Ottawa, 2012, p. 72-76.

²⁵³ Camille Saint-Denis, « Face à un problème d'argent », *ÉDP*, octobre 1955, p. 27-28.

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ Claire Dutrizac, « Une maman de deux... », *ÉDP*, août 1956, p. 22; Claude Mailhiot et Manon Mailhiot, « Le courrier de Radio-Parents », *ÉDP*, novembre 1958, p. 27-28.

²⁵⁶ Par exemple : James Finan, « Vacances payantes », *SRD*, juillet 1953, p. 128-131. Condensé du *Minneapolis Sunday Tribune*.

²⁵⁷ R. T., « Transition », *LF*, octobre 1948, p. 257.

à une certaine autonomie, à de l'argent, à une certaine tenue vestimentaire de son choix, à l'amour, aux fréquentations²⁵⁸ ». De même, dans la chronique « Teen Tempo » de *Chatelaine*, Susan Cooper — qui recommande d'ailleurs que tous les adolescents occupent un emploi d'été²⁵⁹ — conseille aux adolescentes de garder des enfants afin de gagner plus d'argent de poche, puisque « [h]ow to make a few extra dollars is a big problem when you're in school ²⁶⁰ ». Dans son enquête sur les adolescentes en 1963, Michelle Lasnier, assimilant l'argent qu'elles gagnent à « une nouvelle liberté enfin acquise », abonde dans le même sens et suggère elle aussi le « baby-sitting » puisqu'« [e]n principe, les parents des étudiantes tiennent les cordons de la bourse serrés. Aussi doivent-elles apprendre à se débrouiller²⁶¹ ». *Ma Caisse populaire*, tout en le déplorant, ce qui n'est guère pour surprendre, met également en scène un adolescent qui « a hâte de gagner de l'argent pour s'acheter une automobile » et une adolescente qui compte commencer à travailler dans une manufacture pour « être libre de sortir, d'aller danser, de s'habiller à son goût²⁶² ». Ce faisant, tous ces commentateurs assimilent l'adolescent à une volonté d'accroître son indépendance financière et son contrôle sur sa propre consommation²⁶³.

Les adolescents sont aussi visés par les discours publicitaires canadiens-anglais bien avant l'après-guerre comme l'ont démontré Cynthia Comacchio et Katharine Rollwagen²⁶⁴. D'après cette dernière, les magazines canadiens-anglais des années 1930, 1940 et 1950 « were portraying the teenage years as a time of life increasingly defined by consumption²⁶⁵ » et s'adressaient directement aux *teenagers* (féminines). Rollwagen met également en lumière des indices suggérant que le *Chatelaine* canadien-anglais les considère de plus en plus comme des consommatrices indépendantes au tournant des années 1960, du moins en matière de mode vestimentaire, des observations que notre analyse corrobore²⁶⁶. Du côté québécois, Michelle Lasnier qui enquête en 1963 sur « [l]'univers explosif des adolescentes » pour *Châteline* se

²⁵⁸ Marie-Andrée Bertrand, « Micheline fait son entrée dans le monde », *ÉDP*, (août 1957, p. 22.

²⁵⁹ Susan Cooper, « Teen tempo », *CH-EN*, mai 1957, p. 104.

²⁶⁰ Susan Cooper, « Teen tempo », *CH-EN*, avril 1957, p. 108.

²⁶¹ Michelle Lasnier, « L'univers explosif des adolescentes », *CH-FR*, mai 1963, p. 27.

²⁶² Denyse Guévin, « Pour aider les "15-16" », *MCP*, juin 1961, p. 6.

²⁶³ Voir aussi : Renée Geoffroy, « Les parents, amis ou ennemis? », *CH-FR*, mai 1963, p. 67.

²⁶⁴ Comacchio, *The Dominion of Youth...*, p. 178. Rollwagen, « *The Market that Just Grew Up...* », p. 14-18, chapitres 3 à 5.

²⁶⁵ Rollwagen, « *The Market that Just Grew Up...* », p. 112.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 104-106. Pour ce qui est des sources, voir par exemple : Rosemary Boyer, « Joan Learns to Shop », *CH-EN*, janvier 1953, p. 22-24; Susan Cooper, « Teen Tempo », *CH-EN*, mai 1959, p. 20.

rapproche du discours canadien-anglais en mentionnant le penchant des jeunes filles pour la culture de masse et les produits de beauté²⁶⁷.

Plusieurs laissent croire que les parents se trouvent un peu pris au dépourvu devant cette nouvelle culture de l'adolescence, profondément tributaire de la culture de masse, qui leur est étrangère²⁶⁸. L'idée selon laquelle les adolescents ou les jeunes sont différents de leurs parents, entre autres parce qu'ils ont l'habitude de la prospérité, fait par exemple bien des adeptes²⁶⁹. Dans le sillage de l'essor des mouvements sociaux à la fin des années 1960, les liens entre la consommation et les jeunes ou les adolescents, qui viennent pourtant à peine de s'établir, commencent déjà à se poser différemment. La contestation des valeurs associées à la société de consommation, notamment par la jeunesse qui agit comme fer-de-lance de ce mouvement, figure dès lors au nombre des préoccupations des commentateurs²⁷⁰. Un peu paradoxalement si l'on tient compte des liens étroits entre les *teenagers* et le consumérisme, c'est le « mépris total de la société de consommation » des jeunes qui l'affichent par le port des « cheveux longs, [de] tenues bizarres et [la prise de] drogues » qui rend perplexe la génération précédente à la toute fin des Trente Glorieuses²⁷¹.

Conclusion

Au terme de ce survol des discours sur les rapports familiaux et l'argent, c'est la coexistence de plusieurs types de prescriptions qui ressort avant tout, tant en ce qui concerne les relations conjugales que filiales. En ce qui a trait aux premières, d'une part, on assiste bel et bien à des appels à la collaboration en matière de gestion de l'argent au foyer qui, selon toute vraisemblance, se traduirait par une diminution du pouvoir des femmes. D'autre part, des modes d'administration des finances familiales plus anciens, où les ménagères continuent de

²⁶⁷ Michelle Lasnier, « L'univers explosif des adolescentes », *CH-FR*, mai 1963, p. 23-27.

²⁶⁸ Renée Geoffroy, « Les parents, amis ou ennemis? », *CH-FR*, mai 1963, p. 67-70.

²⁶⁹ Christina McCall Newman, « The Cool and Cockeyed World of Teen-Agers », *CH-EN*, mai 1963, p. 30; « Confiance aux jeunes », *BCN-BM*, juillet 1970, p. 2.

²⁷⁰ Par exemple : Alain Bertrand, « L'Underground américain », *MN*, 15 novembre-15 décembre 1968, p. 272-275; Édouard-A. Tardieu, « La colère des jeunes », *RD*, octobre 1968, p. 154-155; Édouard-A. Tardieu, « De la contestation...à la participation », *RD*, mars 1969, p. 45-47; « Confiance aux jeunes », *BCN-BM*, juillet 1970, p. 1-4.

²⁷¹ Marie-Francine Nobert, « La jeunesse impolie, fleurie, révoltée, hippie. Une génération en quête d'autre chose », *CH-FR*, novembre 1968, p. 25.

jouer un rôle prépondérant, sont mises de l'avant par les commentateurs, ce qui rend difficile d'évaluer les conséquences de l'entrée dans la consommation de masse sur la construction discursive tant du couple que de la masculinité et de la féminité. Le stéréotype de la ménagère dépensière, au grand dam de son mari, a toutefois la vie dure et incite à croire que les femmes sortent rarement gagnantes des transformations en cours.

En ce qui concerne les enfants, les jeunes et les adolescents, les discours provenant de la mouvance des CPD tentent de lutter contre leur consommation en les encourageant à la différer par le biais de l'épargne. Ce faisant, ces experts construisent tant l'enfance que la jeunesse comme prodigues, d'où leur ton alarmiste, notamment en ce qui a trait à l'avenir de la nation qui dépendrait de l'épargne juvénile. Un autre type de discours, en circulation dès les années 1950, préconise plutôt l'éducation à la consommation. C'est en fait l'importance croissante de ce phénomène qui motive les commentateurs à inviter les parents à inculquer de bons principes de gestion de l'argent à leurs enfants afin qu'ils sachent bien naviguer dans les eaux consuméristes une fois rendus à l'âge adulte. Dès lors, les enfants et les jeunes cessent d'être construits comme des « gaspilleurs » pour devenir des consommateurs en herbe. L'adolescence, une nouvelle catégorie d'âge souvent liée à la société de consommation, émerge plus nettement dans ce type de discours, bien que la majorité des experts francophones l'emploient très peu pendant les années 1940 et 1950. D'ailleurs, le fait qu'elle ne s'affirme vraiment dans les discours franco-québécois qu'à partir des années 1960 constitue peut-être un indice supplémentaire que la consommation de masse ne prend véritablement son envol au Québec qu'à cette époque. De manière générale, on pourrait ainsi voir dans le choix terminologique des commentateurs qui utilisent davantage le terme « jeune » ou « jeunesse » pendant les années 1940 et 1950 le refus de la consommation des jeunes et une ouverture sur la société de consommation chez ceux qui parlent d'adolescents au cours des décennies suivantes.

Cette étape du cycle de vie, tout comme la multitude de prescriptions que véhiculent les discours, vient en outre compliquer la tâche des parents et modifie la construction de leur rôle. Nous nous sommes concentrée sur les transferts d'argent et la construction des identités, mais il fait peu de doute que la consommation, en tant que telle, des enfants, des parents pour leurs enfants ou, de plus en plus, des adolescents modifie elle aussi la parentalité. Des aspects

de cette consommation ont d'ailleurs fait l'objet d'études pour différentes époques des Trente Glorieuses sous la plume de chercheurs comme Jacinthe Archambault, Braden Hutchinson et Katharine Rollwagen qui, entre autres choses, ont mis en lumière l'importance croissante de l'enjeu de la consommation enfantine ou adolescente²⁷², mais elle bénéficierait certainement d'être abordée en lien avec tous les membres de la famille pour la totalité de la période.

Quoi qu'il en soit, tous ces questionnements, qu'ils touchent aux identités de genre, à l'enfance et à l'adolescence révèlent des angoisses plus générales au sujet des transformations qu'entraîne l'entrée dans la société de consommation. Il est également intéressant de noter que les rapports familiaux constituent le seul des discours sur la consommation où les femmes commentent au moins autant que les hommes. Ceci n'est guère surprenant compte tenu de l'association traditionnelle entre féminité et consommation, mais incite encore une fois à croire que l'entrée dans la société de consommation ne contribue pas nécessairement à l'élargissement du rôle des femmes ou à les investir de plus de pouvoir dans l'espace public.

²⁷² Archambault, *Demandez à quelqu'un qui sait...*, Braden P.L. Hutchinson, *Objects of Affection. Producing and Consuming Toys and Childhood in Canada, 1840-1989*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Queen's University, 2013; Rollwagen, "The Market that Just Grew Up...".

Chapitre 7

« Le soleil de la prospérité actuelle ne luit pas pour tout le monde¹ » : la pauvreté en période d'abondance

Trop nombreux sont nos concitoyens et concitoyennes, personnes âgées, veuves, malades, jeunes ménages, immigrants, salariés qui n'ont pas encore été touchés par la grâce d'une économie en expansion².

Même si elle fait couler beaucoup d'encre, la prospérité qui s'installe dans le Québec d'après-guerre est aussi inégalement répartie qu'elle est jusque-là, et peut-être depuis, inégalée. En effet, des poches de pauvreté perdurent tout au long de la période et tranchent avec l'image idyllique des banlieues d'après-guerre véhiculée par l'imaginaire collectif, surtout anglophone. Au Québec, même les tenants du « mythe » de la Grande Noirceur, pourtant prompts à souligner les tares de l'époque duplessiste, ne rendent pas compte de ces exclus de la prospérité vers lesquels nous tournons maintenant notre regard. Dans un premier temps, nous brosserons le portrait des ménages qui demeurent hors de la société de consommation en voie d'implantation à Montréal en mettant en lumière leur situation géographique et leurs appartenances sociales. Si leur nombre surprend par son importance, les lignes de faille qui ressortent de ce bref survol des inégalités urbaines sont moins étonnantes, beaucoup d'entre elles étant toujours d'actualité un demi-siècle plus tard. En effet, hier comme aujourd'hui, la pauvreté étend davantage son emprise sur certains quartiers de la ville ainsi que sur les francophones, les Autochtones, les familles issues de certaines communautés culturelles et les ménages dont la chef est une femme³.

Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur les différents discours au sujet des gens définis comme vivant en marge de la société d'abondance pendant les Trente Glorieuses. À ce chapitre, le début des années 1960 fait figure de charnière. Pendant les années d'après-

¹ « Le soleil de la prospérité actuelle ne luit pas pour tout le monde », *LT*, novembre 1964, p. 6.

² Émile Gosselin, *La troisième solitude. Une étude de la pauvreté dans la région de Montréal par le Conseil du Travail de Montréal F.T.Q. – C.T.C.*, Montréal, 1965, p. 78.

³ Nous ne pouvons insister sur leur situation, mais les ménages composés de personnes seules, de plus en plus nombreux pendant les Trente Glorieuses, sont particulièrement et distinctement touchés par la précarité économique, tout comme les aînés.

guerre, sans que la pauvreté soit toujours explicitement identifiée comme le problème à régler — même si c'est bien de cela dont il est question —, l'objectif des experts est de suggérer des façons de corriger ce qui est perçu comme empêchant une frange de la population d'entrer dans le giron de la consommation de masse. Deux façons de conceptualiser ceux qui souffrent des inégalités économiques coexistent alors dans le paysage discursif. L'une pointe du doigt l'individu ou les circonstances, l'autre assimile les inégalités à une injustice sociale. À partir des années 1960, la persistance de la pauvreté, en dépit des mesures prises pour l'enrayer, dérange de plus en plus d'où l'intérêt croissant qu'elle suscite. Dans ce contexte, elle est de plus en plus construite comme un phénomène social dont l'injustice est exacerbée par les valeurs de la consommation de masse et la prospérité ambiante qui le rendent d'autant plus inacceptable. En fait, la société fordiste qui se met en place pendant les années 1940 et 1950 fait le pari que l'entente entre le capital, l'État et les syndicats se traduira par un aplanissement des inégalités, par un accès des masses à la prospérité. L'objectif n'étant « que » partiellement atteint dans les années 1950, dans les années 1960, les discours manifestent des inquiétudes concernant la possibilité même d'intégrer les « pauvres » à la société de consommation qui se met en place. En d'autres termes, pendant l'immédiat après-guerre, la pauvreté est, de manière générale, comprise comme un problème qu'il faut considérer en soi tandis qu'à partir des années 1960, la majorité des commentateurs l'insèrent dans la logique de la consommation de masse. C'est donc dire que les réflexions sur la pauvreté se radicalisent et se transforment avec l'entrée de Montréal et du Québec dans la société de consommation, l'exclusion d'une frange de la population des fruits de la prospérité devenant moins tolérable à mesure que la proportion de ces exclus diminue. Le discours sur la pauvreté devient alors un discours anticonsumériste.

Dans un dernier temps, nous esquisserons les grandes lignes de la construction discursive de l'expérience de la pauvreté à Montréal pendant les Trente Glorieuses, mais surtout dans les années 1960 et 1970, période pour laquelle nous détenons davantage de données. Ce portrait illustre notamment la persistance de préjugés, le rôle déterminant de la maladie dans la santé financière des ménages et l'importance de la parenté. Nous terminerons en glissant quelques mots sur la façon dont ceux que les universitaires et les autorités gouvernementales définissent comme pauvres se perçoivent eux-mêmes.

7.1 Où et qui sont les exclus de la prospérité pendant les Trente Glorieuses?

Nous disposons de relativement peu de données sur la pauvreté urbaine pendant les années 1940 et 1950, possiblement parce qu'elle est si répandue qu'elle semble « normale ». En fait, comme nous le montrerons plus loin, les « pauvres » ou la « pauvreté » sont identifiés — et donc étudiés — en tant que tels uniquement à partir des années 1960. Dès lors, plus de documents — c'est là un euphémisme — se penchent sur la population dont la consommation de masse n'améliore pas, ou pas assez, de l'avis des différents experts ou intervenants, le niveau de vie, d'où la plus grande facilité pour nous d'en brosser un portrait. S'il n'est pas question de transposer les données sur les années 1960 et 1970 à l'immédiat après-guerre, il est tout de même raisonnable de croire qu'elles constituent une amélioration par rapport à la décennie et demie qui précède, puisque comme l'a illustré le chapitre 1, dans l'ensemble, les conditions matérielles des ménages montréalais prennent du mieux de façon assez linéaire pendant les Trente Glorieuses.

Tenter de peindre le tableau de la géographie de la pauvreté à Montréal est une entreprise plus ardue qu'il n'y paraît de prime abord. Celle-ci se heurte en effet aux transformations des intérêts des instigateurs des collectes de données qui ne sont pas toujours préoccupés par les inégalités, ainsi qu'au caractère historiquement et culturellement spécifique (du seuil) de la pauvreté tribulaire de la définition fluctuante du nécessaire et du superflu. Dans l'hypothèse où celle-ci ferait consensus, le revenu — familial ou du chef de famille — sur lequel s'appuie ce seuil n'est pas une mesure adéquate de la pauvreté. D'autres facteurs entrent en ligne de compte dans la situation économique d'un ménage qui dépend non seulement du salaire, mais aussi du nombre de bouches à nourrir, du travail domestique, de l'accès au crédit, de la propension et de la capacité des proches à offrir un soutien financier et de toutes les stratégies que les individus et les ménages peuvent mettre en œuvre. Plus encore, plusieurs seuils de pauvreté seraient nécessaires pour fournir une vue d'ensemble d'une époque où les salaires, les prix et les normes de consommation domestique varient autant que

dans le Québec des Trente Glorieuses. Ce phénomène n'est probablement pas sans lien avec l'absence de seuil de pauvreté officiel au Canada⁴.

7.1.1 La pauvreté en chiffres

Ces bémols n'atténuent toutefois pas l'utilité du recours aux statistiques : fournir quelques chiffres permet de prendre le pouls de la pauvreté telle que définie par différents auteurs et organismes, mais surtout des inégalités à Montréal pendant une ère de prospérité relative. La plupart du temps, les ressources dont les pauvres disposent et à partir desquelles ils sont jugés « pauvres » renvoient, dans les statistiques, au revenu, indicateur partiel, mais clair et tangible. C'est sur celui-ci que se basent des estimations officielles des années 1960 et 1970 selon lesquelles, au Canada et au Québec, c'est entre 20 et 28 %⁵ (ce dernier chiffre s'applique au Québec⁶) des familles non agricoles dont le revenu est insuffisant⁷. En se servant des chiffres de Statistique Canada, le Comité spécial du Sénat sur la pauvreté, un peu moins précis quant à la source du revenu des familles, mais offrant un portrait plus global, indique pour sa part que 25 % des Canadiens évoluent dans une famille sous le seuil de la pauvreté en 1969⁸.

Selon *La troisième solitude*, une recherche commanditée par le Conseil du travail de Montréal et abondamment citée par la suite, la pauvreté — c'est-à-dire, pour une famille de 4 personnes, vivre avec un revenu annuel inférieur à 3 000 \$, ou pour une personne seule, inférieur à 1 500 \$ — est le lot de 20 % des familles montréalaises (et de 17 % de la région métropolitaine) en 1961⁹. En outre, 50 000 familles vivent « dans la privation », c'est-à-dire que, bénéficiant de moins de 4 000 \$ par année, elles ne « peuvent tout au plus que joindre les

⁴ David A. Croll, *La pauvreté au Canada. Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1971, p. 220.

⁵ Economic Council of Canada, *Fifth Annual Review. The Challenge of Growth and Change*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, p. 109.

⁶ Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La sécurité du revenu. Volume V B, Tome 1 : La situation actuelle / Les fondements d'une politique de sécurité du revenu – Rapport (Castonguay-Nepveu) de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971, p. 43.

⁷ À titre indicatif, voir l'annexe 4 (p. 384) sur les niveaux d'insuffisance du revenu au Canada.

⁸ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. 11.

⁹ Gosselin, *La troisième solitude...*, p. 14, 25.

deux bouts, sans pouvoir réaliser le moindre projet¹⁰ », vulnérables aux fluctuations de l'économie et aux aléas de l'existence. Incluant les personnes seules (qui gagnent moins de 2 000 \$ par an), 453 418 individus, c'est donc dire 38 % des Montréalais, connaissent soit la pauvreté ou la privation¹¹. En d'autres termes, dans la zone métropolitaine de Montréal, ce serait « près de la moitié (48.6%) de la population [qui pourrait] être classée comme économiquement faible¹² ». Au fil du temps, la situation semble s'améliorer. En effet, pour la période comprise entre 1967 et 1976, le Conseil économique du Canada (CEC) fournit des données un peu plus optimistes et, surtout, plus précises grâce, entre autres, à leur caractère longitudinal et à leur prise en compte de la taille des familles¹³. À partir d'un seuil de pauvreté propre à chaque métropole canadienne, le CEC indique ainsi que le pourcentage de la population pauvre à Montréal passe de 18 à 12 % entre ces deux dates (tableau XVI, p. 302). Ces estimations concordent relativement avec les données québécoises et canadiennes¹⁴.

Selon toute vraisemblance, la pauvreté teinte donc le quotidien d'un nombre de plus en plus restreint de foyers montréalais, ce qui ne signifie pas que les inégalités s'amenuisent. Dans une rétrospective sur *les revenus des Canadiens de 1951 à 1981*, Statistique Canada, en divisant les familles et les personnes seules en quintiles, démontre d'ailleurs qu'en 1951, 1961, 1971 et 1981, les écarts entre les revenus demeurent exactement les mêmes (figure 7, p. 303).

¹⁰ Gosselin, *La troisième solitude...*, p. 14, 25.

¹¹ *Ibid.*, p. 3.

¹² *Ibid.*, p. 6.

¹³ Ludwig Auer et Kathryn McMullen, *Document n° 171. Évolution de la pauvreté entre 1967 à 1976 dans les centres métropolitains au Canada*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 1980, p. 13-16.

¹⁴ Si les données canadiennes et québécoises laissent voir une proportion sensiblement plus élevée de gens touchés par la pauvreté (voir p. 300), il faut garder en tête que la précarité matérielle touche davantage les populations agricoles.

Tableau XVI — Proportion estimative (en pourcentage) de la proportion de la population vivant dans la pauvreté dans certaines villes, Canada, 1967-1976 (critère des 70 %¹⁵)

	1967	1969	1972	1974	1976
Halifax	21	20r	16r	14	11r
Montréal	18	15	16	15	12
Ottawa	11	9	9	13	10
Toronto	11	14	10	11	7
Winnipeg	9	19r	12r	11r	11r*
Edmonton	7	13r	14r	12	10r
Vancouver	15	12	13	10	10*
Moyenne des sept villes	12,7	12,4	11,5	12,5	9,6

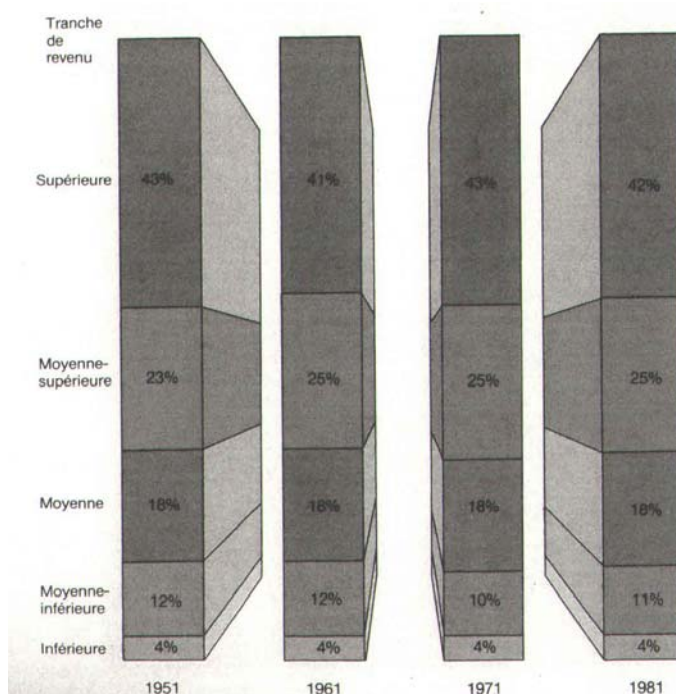
* Estimations de 1974

¹ « r » désigne les estimations fondées sur les seuils de pauvreté de chaque ville et sur la répartition régionale des revenus dans les centres métropolitains de plus d'une province. Dans le cas de Halifax, par exemple, la lettre « r » témoigne de l'utilisation de la répartition des revenus (selon la taille des familles) dans tous les centres métropolitains de la région de l'Atlantique. Il en va de même pour Winnipeg et Edmonton où a été utilisée la répartition des revenus (selon la taille des familles) pour tous les centres métropolitains de la région des Prairies. Dans chaque cas, les données régionales sur la répartition des revenus remplacent les données provinciales, l'échantillon provincial ayant été jugé trop restreint pour les fins en question. Outre les exceptions précitées, toutes les estimations sont fondées sur les seuils de pauvreté propres à chaque ville et sur les données provinciales relatives à la répartition du revenu.

Source : Ludwig Auer et Kathryn McMullen, *Document n° 171. Évolution de la pauvreté entre 1967 à 1976 dans les centres métropolitains au Canada*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 1980, tableau 5, p. 33.

¹⁵ Cela signifie que les familles qui consacrent 70 p. 100 ou plus de leur revenu à l'achat de nourriture, au logement et à l'habillement se situent au ou sous le seuil de pauvreté. Cette façon de calculer le seuil de pauvreté, la plus prisée par les instances officielles canadiennes dans les années 1960, est « la méthode dite "budgétaire" [...] selon laquelle la pauvreté est définie en fonction d'un budget minimal permettant de satisfaire aux besoins essentiels. » En 1959, Statistique Canada considère que les familles qui consacrent 70 p. 100 ou plus de leur revenu à l'achat de nourriture, au logement et à l'habillement se situent au ou sous le seuil de pauvreté. En 1969, pour répondre à certaines critiques, Statistique Canada abaisse ce seuil à 62 p. 100. Quelle que soit la méthode choisie pour calculer la pauvreté, « [l]e choix est très arbitraire », comme le rappellent Ludwig Auer et Kathryn McMullen qui optent, fait intéressant, pour le seuil des 70 p. 100 dans leur étude pour le Conseil économique du Canada en 1980. Auer et McMullen, *Document n° 171...*, p. 6-13, 18.

Figure 7 — Écarts entre la population divisée en quintiles selon le revenu, Canada, 1951-1981



Source : Division du revenu et des dépenses des Consommateurs, *Coup d'œil sur les revenus des Canadiens de 1951 à 1981*, Ottawa, Statistique Canada, 1984, p. 6.

7.1.2 La géographie de la pauvreté montréalaise

Il ne fait donc aucun doute que des poches de pauvreté perdurent tout au long des Trente Glorieuses. Si les milieux ruraux sont particulièrement touchés, les centres urbains ne sont pas épargnés, des quartiers montréalais étant aussi laissés pour compte de la prospérité¹⁶. Certes, maints ménages de la ville, grâce à l'augmentation de leurs revenus, peuvent migrer vers les banlieues, accéder à la propriété résidentielle et se procurer les moyens de transport allant de pair avec l'étalement urbain, mais c'est loin d'être le cas de tous. En fait, le territoire montréalais est le théâtre d'une concentration de la pauvreté pendant la période à l'étude. Au début des années 1950, « les ménages aux revenus modestes [sont] relativement dispersés dans

¹⁶ Paul-André Linteau *et al.* *Histoire du Québec contemporain*, Tome II : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 2007 [1989], p. 207.

l'agglomération¹⁷ » de Montréal comme le remarquent Anne-Marie Séguin, Paula Negron-Poblete et Philippe Apparicio. Le tableau XVII (p. 305) illustre cette dispersion, le revenu médian des chefs de famille salariés de la Cité de Montréal (2374 \$) rejoignant presque celui de l'ensemble de la zone métropolitaine de Montréal qui tourne autour de 2420 \$ en 1951. Selon Séguin *et al.*, à cette époque, les ménages à faibles revenus habitent ainsi non seulement les quartiers centraux, mais aussi « des zones plus périphériques [...] situées au nord, à l'ouest et à l'est de l'île, et dans la portion sud de Mercier-Ouest; sur la rive sud, à Jacques-Cartier (maintenant faisant partie de l'arrondissement du Vieux-Longueuil) et, à Laval, dans un secteur de Chomedey¹⁸ ».

Cet étalement de la pauvreté n'empêche pas les inégalités de s'incarner plus particulièrement dans certaines parties de la ville. Par exemple, les chefs de famille de la majorité des banlieues de l'île incluses dans le « Montréal urbain¹⁹ » affichent déjà, au tournant des années 1950, un revenu médian nettement supérieur à celui des habitants de la Cité de Montréal (voir le tableau XVIII, p. 306). L'écart est particulièrement marqué dans le cas des banlieues regroupant traditionnellement les Canadiens anglais et situées dans l'ouest de la ville, notamment Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest, Mont-Royal et Westmount.

¹⁷ Anne-Marie Séguin *et al.*, « Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre. Un paysage en mouvement » dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, Tome II : *De 1930 à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 1147.

¹⁸ *Ibid.*, p. 1147.

¹⁹ Voir le chapitre 2, p. 86.

Tableau XVII — Revenus tirés des salaires, Montréal et environs, 1951-1971, dollars courants

	Zone métropolitaine de Montréal	Cité de Montréal	Montréal urbain¹
1951			
Revenu médian du chef de famille salarié	2 420 \$	2 374 \$	3 048 \$
1961			
Revenu ² du chef de famille salarié	4 407 \$	3 962 \$	5 768 \$
1971³			
Revenu moyen de l'emploi du chef de famille	8 060 \$	6 796 \$	10 895 \$

¹ Voir le chapitre 2 (p. 86) pour plus de détails sur cette construction géographique

² Il n'est pas spécifié s'il s'agit du revenu médian ou moyen.

³ Les données ont manifestement été arrondies à l'unité près en 1971.

Sources : Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement — Montréal », *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3 (juin 1953), p. 24-42; Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement — Montréal », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), p. 30-51; Statistique Canada, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement — Montréal », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-734, Bulletin CT-4B (octobre 1974), p. 126-169. Les données sur les revenus contenues dans les publications de Statistique Canada ne nous permettent pas de comparer un même endroit dans le temps. À noter que l'idée de comparer les revenus de la Cité de Montréal et des banlieues vient de Séguin *et al.* qui ont toutefois opté pour une représentation cartographique au lieu d'un tableau et qu'ils n'ont pas étudié 1961. Séguin *et al.*, « Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre... », p. 1147-1153.

Tableau XVIII — Évolution des revenus, île de Montréal, 1951-1971, dollars courants

	1951	1961*	1971
	Revenu médian du chef de famille salarié	Revenu du chef de famille salarié	Revenu moyen de l'emploi du chef de famille
Zone métropolitaine de Montréal	2 420 \$	4 407 \$	8 060 \$
Cité de Montréal	2 374 \$	3 962 \$	6 796 \$
Anjou	2 242 \$	5 223 \$	8 481 \$
Côte-Saint-Luc	3 765 \$	7 199 \$	12 122 \$
Hampstead	5 926 \$	9 721 \$	19 778 \$
Lasalle	2 550 \$	4 426 \$	7 676 \$
Montréal-Est	2 572 \$	4 254 \$	6 841 \$
Montréal-Nord	2 290 \$	4 107 \$	7 148 \$
Montréal-Ouest	5 083 \$	8 984 \$	15 343 \$
Mont-Royal	5 747 \$	10 311 \$	19 438 \$
Outremont	2 865 \$	4 781 \$	11 209 \$
Pierrefonds	2 085 \$	5 730 \$	10 062 \$
Saint-Laurent	2 892 \$	5 398 \$	9 077 \$
Saint-Léonard	2 426 \$	4 551 \$	7 658 \$
Saint-Michel	2 378 \$	3 744 \$	--
Saint-Pierre	2 406 \$	3 862 \$	6 692 \$
Verdun	2 572 \$	4 080 \$	6 967 \$
Westmount	3 445 \$	7 715 \$	19 034 \$
Notre-Dame-de-Liesse	1 875 \$	--	--
Municipalité de Saint- Laurent	2 413 \$	--	--

* Il n'est pas spécifié s'il s'agit du revenu médian ou moyen.

Sources : Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3 (juin 1953), p. 24-42; Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), p. 30-51; Statistique Canada, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-734, Bulletin CT-4B (octobre 1974), p. 126-169. Les données sur les revenus contenues dans les publications de Statistique Canada ne nous permettent pas de comparer un même endroit dans le temps. À noter que l'idée de comparer les revenus de la Cité de Montréal et des banlieues vient de Séguin *et al.*

qui ont toutefois opté, au lieu d'un tableau, pour une représentation cartographique où ils illustrent le gain médian des chefs de famille salariés en 1951 et le revenu médian des ménages en 1971. Séguin *et al.*, « Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre... », p. 1147-1153.

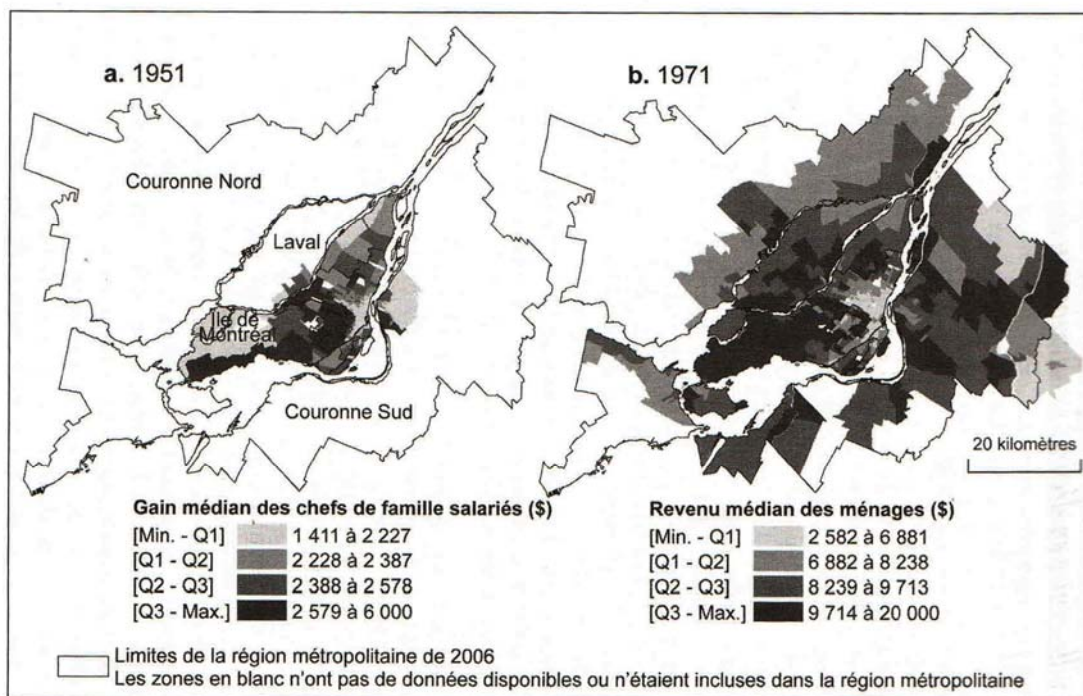
Dix ans plus tard, les revenus des chefs de famille salariés montrent que la tendance se maintient. En 1971, l'écart s'amplifie entre le revenu moyen des chefs de famille salariés pour l'ensemble de la Cité de Montréal et ceux du Montréal urbain. Désormais, toutes les municipalités de cet ensemble géographique affichent un revenu moyen supérieur à celui de la Cité de Montréal. Non seulement les clivages entre les banlieues anglophones plus aisées et le cœur de la ville perdurent, mais comparativement à la situation qui prévaut en 1961, le fossé se creuse entre les revenus moyens de la Cité de Montréal et ceux de municipalités comme Outremont, Saint-Laurent, Saint-Léonard et Pierrefonds.

L'analyse des données sur la distribution des revenus en 1951 et en 1971 par Séguin *et al.* corrobore cet accroissement du fossé « entre un centre pauvre et une banlieue mieux nantie²⁰ » comme l'illustre la figure 8 (p. 308). En effet, la division en quintiles du revenu médian des ménages salariés permet de constater qu'au début des années 1970, la quasi-totalité des « secteurs à faible revenu sont concentrés dans le centre [: i]ls correspondent grosso modo aux quartiers Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, à la portion sud du centre-ville (la rue Sherbrooke correspondant à sa limite nord), aux quartiers Hochelaga-Maisonneuve, Centre-Sud, Plateau Mont-Royal, Mile End, Parc-Extension et La Petite Patrie²¹ ». Les revenus des ménages sont aussi sous la médiane dans les quartiers Côte-des-Neiges et le sud de Notre-Dame-de-Grâce (tous deux dans le secteur centre-ouest de la Cité de Montréal).

²⁰ Séguin *et al.*, « Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre... », p. 1151.

²¹ *Ibid.*

Figure 8 — Répartition du revenu médian dans la RMR de Montréal, 1951, 1971



Source : Recensements de 1951 et 1971, Statistique Canada. Cartographie : P. Apparicio, 2011. Tiré de Anne-Marie Séguin *et al.*, « Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre. Un paysage en mouvement » dans Dany Fougères, dir., *Histoire de Montréal et de sa région*, Tome II : *De 1930 à nos jours*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 1148.

7.1.3 Qui sont ces exclus de la prospérité en milieu urbain?

If you have the misfortune to be a woman, an Indian, an Eskimo or a French-Canadian, your chances of being poor are greater — much greater — than if you were young, white, male and English speaking²².

a) Clivages ethno-linguistiques

Sans grande surprise, ces inégalités épousent les divisions de la société québécoise, ce que ne manquent pas de relever tant l'historiographie récente que les contemporains des Trente Glorieuses. Entre 1967 et 1970, la Commission royale d'enquête (Laurendeau-Dunton) sur le bilinguisme et le biculturalisme mise sur pied en 1963 publie son rapport où elle aborde

²² Ian Adams *et al.*, *The Real Poverty Report*, Edmonton, M. G. Hurtig Limited, 1971, p. 68.

entre autres la question « des aspects socio-économiques de l'égalité²³ » entre les francophones et les anglophones au pays. Elle révèle à quel point les premiers sont désavantagés par rapport aux seconds, qu'il s'agisse des revenus, du niveau d'instruction, de leur présence respective aux échelons supérieurs des secteurs privés ou publics, du contrôle de l'économie ou de la langue de travail²⁴. En effet, à l'échelle du pays, les hommes Canadiens français gagnent environ 80 % du revenu de leurs homologues d'origine britannique au début des années 1960, cette disparité étant nettement plus prononcée au Québec²⁵.

Si l'infériorité économique des Canadiens français pendant les Trente Glorieuses est indéniable, ils ne sont pas les seuls dans cette situation, l'historiographie ayant noté la persistance pendant l'après-guerre « de profondes inégalités entre les groupes ethniques et sociaux, entre les sexes et entre les régions²⁶ ». Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard soulignent ainsi que les Canadiens d'origine italienne partagent le sort des Canadiens français en tant que « citoyens de seconde zone²⁷ » dont les revenus sont moins élevés que la moyenne. Jocelyn Létourneau abonde un peu dans le même sens : bien qu'il rapporte que, selon le recensement de 1961, les salaires des hommes issus des diverses communautés culturelles sont dans l'ensemble supérieurs²⁸ à ceux de leurs concitoyens « de souche francophone », il remarque également l'infériorité économique des Italiens et des Autochtones²⁹. En font foi les données de la Commission Laurendeau-Dunton (tableau XIX p. 310) qui illustrent que les salariés masculins des Premières Nations gagnent en moyenne 2 112 \$ par année, comparativement à 2 938 \$ pour les Canadiens italiens, 3 185 \$ pour les Canadiens français et 4 940 \$ pour les Canadiens anglais.

²³ Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport (Laurendeau-Dunton) de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre III : *Le monde du travail*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969, p. 3.

²⁴ Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport (Laurendeau-Dunton)...*, Livre IV : *L'apport culturel des autres groupes ethniques*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969, p. 599.

²⁵ Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport (Laurendeau-Dunton)...*, Livre III : *Le monde du travail*, p. 18-24.

²⁶ Linteau *et al.* *Histoire du Québec...*, p. 205.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Plus précisément, en s'appuyant sur les données censitaires rapportées par la Commission Castonguay-Nepveu, Létourneau souligne que « le revenu de travail (qui est la composante la plus importante du revenu global) des salariés masculins d'origine ethnique française s'élève à 64.5% seulement du revenu de travail des salariés masculins d'origine britannique [et] à 91.8 % du revenu de travail des salariés de toutes origines ethniques dans la province ». Jocelyn Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité du revenu au Québec au début des années 1960*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1984, p. 261.

²⁹ *Ibid.*, p. 256-263.

Tableau XIX — Revenu moyen de travail des salariés masculins, classés d'après l'origine ethnique, Québec, 1961

	Revenu	Indice
Toutes origines	3 469 \$	100
Britanniques	4 940 \$	142,4
Scandinaves	4 939 \$	142,4
Hollandais	4 891 \$	140,9
Juifs	4 851 \$	139,8
Russes	4 828 \$	139,1
Allemands	4 254 \$	122,6
Polonais	3 984 \$	114,8
Asiatiques	3 734 \$	107,6
Ukrainiens	3 733 \$	107,6
Autres Européens	3 547 \$	102,4
Hongrois	3 537 \$	101,9
Français	3 185 \$	91,8
Italiens	2 938 \$	84,6
Indiens [<i>sic</i>]	2 112 \$	60,8

Source : André Raynaud, Gérald Marion et Richard Béland, *La répartition des revenus selon les groupes ethniques au Canada*. Tableau reproduit dans Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport (Laurendeau-Dunton) de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre III : *Le monde du travail*, p. 23.

Cette inscription dans l'espace de l'infériorité des revenus de certains groupes ethniques, en premier lieu des Québécois francophones, imprègne aussi le territoire montréalais. Plus précis que nos données nous permettent de l'être, Martial Fauteux, dans un rapport produit pour l'Office de planification et de développement du Québec à la fin des années 1970, remarque que les familles dites « à faible revenu » se concentrent le long des lignes de faille ethniques en « une zone francophone pauvre le long du fleuve dans le nord-est, une zone d'immigrants le long du boulevard Saint-Laurent dans le nord-ouest, et enfin une zone qui suit le canal Lachine et dont la population est principalement composée de

francophones et d'Irlandais catholiques romains³⁰ ». Plus encore, comme l'indique en 2012 Mario Polèse, les écarts de revenus entre francophones et anglophones, dont les données du recensement de 1961 permettent pour la première fois de prendre véritablement la mesure, révèlent qu'« [à] Montréal, la rémunération moyenne d'un travailleur francophone unilingue équivaut à la moitié de celle d'un unilingue anglophone³¹ ». Au fil du temps et des politiques sociales, notamment dans la foulée de la Révolution tranquille, cet écart s'amenuise considérablement, mais perdure au-delà de 1975.

La communauté noire de Montréal n'est pas épargnée non plus. Groupée près de la rue Saint-Antoine dans le quartier Saint-Henri situé dans le sud-ouest de la ville, elle fait l'objet de discrimination en matière d'emploi et de logement comme le souligne Sean Mills dans son portrait de la ville des années 1960³². Ses membres jouissent en moyenne d'un an d'éducation de plus et d'un salaire (à peine) plus élevé que les Canadiens français en 1961, ce qui ne suffit évidemment pas pour leur faire oublier les pratiques discriminatoires et le racisme dont ils sont l'objet³³.

b) « There is no doubt that the poorest of the poor in this country are the Indians, the Eskimos, and the Metis³⁴ » : les membres des Premières Nations

Il ne fait aucun doute que des individus ayant des origines autochtones ou se définissant comme tels habitent Montréal pendant les Trente Glorieuses même si les sources nous permettent très rarement de les identifier. Certes, au début des années 1950, les Autochtones se comptent par centaines dans la plupart des centres urbains du pays, mais une certaine urbanisation des individus vivant auparavant sur des « réserves » ou des territoires autochtones a lieu au cours de la décennie suivante³⁵. Si le phénomène est particulièrement

³⁰ Martial Fauteux, *Les revenus*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1979, p. 27. Coll.: Dossiers techniques de la région de Montréal.

³¹ Mario Polèse, « Montréal économique : de 1930 à nos jours. Récit d'une transition inachevée » dans Fougères, *Histoire de Montréal...*, p. 976.

³² Sean Mills, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, p. 53, 111.

³³ David Austin, *Fear of a Black Nation. Race, Sex, and Security in Sixties Montreal*, Toronto, Between the Lines, 2013, p. 51.

³⁴ Ian Adams, *The Poverty Wall*, Toronto, McClelland and Stewart, 1970, p. 27.

³⁵ Mary Jane Norris et Stewart Clatworthy, « Urbanization and Migration Patterns of Aboriginal Populations in Canada. A Half Century in Review (1951 to 2006) », *Aboriginal Policy Studies*, 1, 1 (2011), p. 30-31.

marqué dans l'Ouest canadien, ce sont tout de même 3 215 Montréalais que le recensement de 1971 identifie comme « Indiens nord-américains »³⁶. De surcroît, le rapport de Martial Fauteux note l'existence de zones de pauvreté en périphérie de Montréal, notamment à Kahnawà:ke³⁷.

Les quelques données dont nous disposons sur les Autochtones corroborent la situation que laissent entrevoir les chiffres de la Commission Laurendeau-Dunton pour 1961 (tableau XVIII, p. 306). L'étude du revenu annuel moyen, et non seulement des salaires, révèle un portrait encore plus sombre : en 1963, il s'élève à 1 600 \$ pour les membres des Premières Nations contre 3 500 \$ dans l'ensemble du pays³⁸. Le très controversé Livre blanc sur la politique indienne du gouvernement fédéral réitère, en 1969, la pauvreté qui afflige une proportion plus grande d'Autochtones que de non-Autochtones³⁹. Ainsi, le militant et homme politique autochtone Walter Deiter a très probablement raison d'affirmer au tournant des années 1970 que « les autochtones [sic] ne sont pas tous pauvres, mais l'on peut désigner ceux qui le sont comme “les plus pauvres d'entre les pauvres”⁴⁰ ».

c) Le genre de la pauvreté

La pauvreté touche aussi durement les femmes, sans doute plus nombreuses que les hommes dans les rangs des défavorisés au Canada, comme le note, en 1970, le rapport de la Commission royale d'enquête (Bird) sur la situation de la femme. Celui-ci révèle qu'en 1967, « [p]lus d'un tiers de toutes les femmes chefs de famille sont des économiquement faibles⁴¹ ». Qui plus est, ces ménages dirigés par des femmes représentent 7,5 % des familles, mais

³⁶ Statistique Canada, « Population – Groupes ethniques », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 92-723, Vol. 1 partie 3, Bulletin 1.3-2, octobre 1973, p. 5-12.

³⁷ Fauteux, *Les revenus...*, p. 27.

³⁸ W. Rudnicki, « The Big Picture. Indian Affairs Branch Statement for Federal-Provincial Conference on Poverty, November 1965 ». Cité dans Sally M. Weaver, *Making Canadian Indian Policy. The Hidden Agenda, 1968-1970*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, p. 26. Cité dans Jacques Paul Couturier en collaboration avec Wendy Johnson et Réjean Ouellette, *Un passé composé. Le Canada de 1950 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, 2000 [1996], p. 318.

³⁹ Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien du Canada, *La politique indienne du gouvernement du Canada, 1969*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969, 13 pages,

⁴⁰ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. 37.

⁴¹ Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, *Rapport de la Commission royale d'enquête (Bird) sur la situation de la femme au Canada*, Ottawa, Information Canada, 1970, p. 361.

comptent pour « 14.8 pour cent des familles à faible revenu ». Ce n'est guère surprenant quand on tient compte des écarts entre le revenu des hommes et des femmes chefs de famille : en 1967, à l'échelle du pays, les premiers gagnent en moyenne 5 821 \$ comparativement aux 2 536 \$ dont doivent se contenter les secondes (et leurs enfants)⁴².

Cette disparité, conjointement aux inégalités qui défavorisent les Autochtones et les autres communautés ethniques, fait donc en sorte « que les plus dénuées sont les Indiennes, les Métisses et les Esquimaudes⁴³ », suivies par les Noires, les Canadiennes italiennes et les Canadiennes françaises.

d) Des salariés

Qu'on soit une femme, un homme, un Autochtone, un Canadien français ou anglais, détenir un emploi rémunéré ne suffit pas pour entrer dans la consommation de masse pendant les Trente Glorieuses. En effet, comme le souligne le rapport de la Commission Bird, « les données du Bureau fédéral de la Statistique pour 1967 indiquent que deux tiers des chefs de famille économiquement faibles [font] partie de la population active pendant au moins une partie de l'année, et qu'un tiers d'entre eux [ont] travaillé à temps plein toute l'année⁴⁴ », ce qui en dit long sur l'insuffisance des salaires. Pire encore, l'universitaire Émile Gosselin, dans *La troisième solitude*, affirme que « [s]eize et demi (16½ %) pour cent des chefs de famille salariées du Canada et dix-sept et demi (17½ %) pour cent des chefs de famille salariées du Québec ne jouissent pas de conditions de vie suffisantes pour leur permettre de satisfaire même leurs besoins essentiels⁴⁵ ». En ce qui concerne la zone métropolitaine de Montréal, le revenu de 11,3 % des chefs de famille salariés se trouve sous le seuil de pauvreté⁴⁶.

⁴² Bureau fédéral de la statistique, Enquête sur la situation matérielle du consommateur, 1968 cité dans *Ibid.*, p. 348, 361.

⁴³ Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, *Rapport...*, p. 371.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 351.

⁴⁵ Gosselin, *La troisième solitude...*, p. 17.

⁴⁶ *Ibid.*

e) Des familles nombreuses

Un dernier mot s'impose sur le rôle joué par la taille de la famille dans la situation financière d'un ménage. Comme l'indique Gosselin, « les familles sans dépendants ou avec 4 dépendants ou plus⁴⁷ » ont plus de chances d'être pauvres. Le rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté corrobore cette assertion dans la mesure où les familles canadiennes comprenant 6,2 membres (c'est-à-dire la taille moyenne des unités familiales comprenant 5 personnes ou plus) affichent un taux de pauvreté de 28,5 % (par rapport à un seuil de pauvreté à 6 570 \$). Ce taux équivaut presque au double de celui des familles de 3 et de 4 personnes (dont le seuil de pauvreté s'établit respectivement à 4290 \$ et 5 000 \$) qui oscille autour de 15-16 %. En ce qui concerne les familles « très nombreuses » de sept ou huit personnes, cette proportion « est de près de 40 à 50 p. cent »⁴⁸. Même si le travail salarié d'un plus grand nombre d'enfants peut contribuer à améliorer les finances familiales, il est bien évident qu'un chef de famille qui a huit, voire neuf ou dix bouches à nourrir se trouve en moins bonne posture que celui qui, gagnant un montant équivalent, en a 6⁴⁹. Mentionnons toutefois que les personnes seules et les familles de deux personnes constituent, avec les familles nombreuses (comptant au moins 5 individus), les groupes comptant la proportion de pauvreté la plus élevée⁵⁰. Cette situation s'explique peut-être par la présence des mères célibataires et des personnes âgées ne vivant pas avec d'autres membres de leur famille dans ce groupement. En effet, même si « [q]uatre-vingt-cinq pour cent des chefs de familles à petits revenus [sont] de sexe masculin⁵¹ », plus du tiers des ménages dont une femme seule a la charge vit sous le seuil

⁴⁷ Gosselin, *La troisième solitude...*, p. 51.

⁴⁸ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. 13-15.

⁴⁹ La taille moyenne des ménages québécois varie entre 4,6 et 3,7 personnes entre 1951 et 1971, la taille des familles ayant tendance à diminuer avec le temps (voir le tableau III, p. 83). En ce qui concerne la zone métropolitaine de Montréal, les ménages sont un peu plus petits : ils comptent en moyenne 4 individus en 1951, 3,7 en 1961 et 3,3 en 1971. Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3, juin 1953, tableau 2, p. 24; Bureau fédéral de la Statistique, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), tableau 2, p. 30; Statistique Canada, « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-704, Bulletin CT-4A, mai 1973, p. 4.

⁵⁰ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. 13.

⁵¹ *Ibid.*, p. 19.

de pauvreté en 1967. Quant aux personnes âgées de 65 ans ou plus, elles sont à la tête de 27 % des ménages dont le revenu est faible⁵².

7.2 Les discours sur les exclus de l'abondance

Plusieurs raisonnements, puisant leur racine dans le passé ou nouvellement apparus, se chevauchent pendant la totalité des Trente Glorieuses, même si une césure dans les perceptions de l'exclusion de la consommation de masse est manifeste au début des années 1960. Dans les années 1950, l'intégration de tous et de toutes à la société de consommation attire de plus en plus l'attention, maints commentateurs s'évertuant à dénoncer les obstacles empêchant à leur avis l'inclusion de certains individus, ménages ou groupes.

Au cours de cette décennie, l'essentiel des discours sur les causes de l'exclusion de certains ménages de la prospérité ambiante s'inscrit dans deux tendances différentes qui coexistent dans l'espace discursif québécois. L'une, vraisemblablement en perte de vitesse, attribue les difficultés financières à des circonstances ou à des lacunes individuelles. L'autre, sans véritablement remettre en question l'ordre établi et en se gardant bien de parler de « pauvreté », assimile les inégalités à une injustice sociale. Souvent axés sur les conséquences ou sur certains aspects de la précarité matérielle, les tenants de ce dernier discours proposent des solutions dont la portée demeure limitée. Force est de constater que pendant l'après-guerre, leur vision est en train de gagner du terrain dans l'espace discursif québécois, une tendance qui prend de l'ampleur pendant la seconde moitié des Trente Glorieuses. C'est donc dire qu'au Québec comme ailleurs en Occident, la conception de la pauvreté se transforme, celle-ci étant de plus en plus assimilée à un véritable problème social⁵³.

Les années 1960 font tout de même figure de charnière. Dans le sillage de ce qu'ils perçoivent comme une redécouverte de la pauvreté, divers experts commencent en effet à

⁵² Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. 19.

⁵³ Voir à ce sujet : Gertrude Himmelfarb, *The Idea of Poverty. England in the Early Industrial Age*, New York. A. A. Knopf, 1984, 546 p. Cité dans Amélie Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais. La Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, p. 7. Voir aussi : Amélie Bourbeau, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, p. 4-10.

l'assimiler à un problème structurel et à l'appréhender en lien avec la consommation de masse, ce qui la rend d'autant plus inacceptable à leurs yeux. Tandis que pendant l'immédiat après-guerre la pauvreté est considérée en elle-même, dans des discours qui déplorent surtout que les revenus ne soient pas toujours suffisants pour assurer aux familles une existence frugale, une saine alimentation et un logement convenable, dans les années 1960, les conditions d'existence des pauvres commencent de plus en plus à être comparées à celles des classes plus aisées. La pauvreté devient alors un enjeu d'intérêt public d'envergure, ce qui se traduit par un flot d'études visant à la comprendre et une vague d'initiatives cherchant à la combattre.

7.2.1 « S'aider soi-même »

Le chômage généralisé des années 1930 n'a manifestement pas eu raison de l'idée selon laquelle les individus sont seuls responsables de leur piètre situation financière. En 1953, John Rutherford Heron résume un courant de pensée bien ancré dans l'esprit de certains commentateurs en affirmant qu'« [e]n général, la plupart de nos difficultés financières sont dues au fait que nous avons négligé de faire provision pour les dépenses qui arrivent périodiquement au cours de l'année⁵⁴ ». Autrement dit, les individus qui peinent à « joindre les deux bouts » n'ont que leur propre imprévoyance à blâmer. Joseph Turmel, de la Fédération des CPD, va d'ailleurs jusqu'à comparer « nos ouvriers d'aujourd'hui » à la cigale « frivole, vaine, folâtre même » de la fable de Jean de La Fontaine⁵⁵. Cette rhétorique souvent moralisatrice, parfois accusatrice, s'appuie sur la prémisse selon laquelle le revenu de la vaste majorité des gens devrait leur permettre de boucler leur budget. En effet, comme le remarque encore Turmel, « l'ouvrier que ses enfants sont en mesure d'aider [par leur salaire] depuis longtemps » devrait avoir les reins assez solides pour ne pas souffrir des moindres aléas de l'économie⁵⁶. Le message est sans équivoque : les revenus de la majorité ne posent pas problème : c'est plutôt leur gestion qui laisse parfois à désirer.

D'après certains commentateurs, ces revenus sont même suffisants pour permettre de faire des économies. Ainsi, selon Heron, l'épargne en vue de la retraite est à la portée des

⁵⁴ « Plans de stabilité financière personnelle », *BRC-BM*, décembre 1953, s. p.

⁵⁵ Jos. Turmel, « Est-ce à recommencer? », *RD*, février 1958, p. 31.

⁵⁶ Jos. Turmel, « Pour ceux qui travaillent », *RD*, mai 1955, p. 86.

petits salariés étant donné qu'« [u]n revenu modeste, sagement utilisé, permet à un homme de vivre raisonnablement à l'aise, d'assurer une bonne stabilité financière à sa famille, et de se préparer une vieillesse relativement libre de soucis financiers⁵⁷ ». En fait, les parents devraient, aux yeux de Cyrille Vaillancourt, épargner le montant des allocations familiales puisqu'avant leur instauration, ils faisaient « pour la plupart du moins, vivre convenablement leurs enfants⁵⁸ ». Après tout, « [q]uel est l'ouvrier qui ne peut épargner cinq sous, un sou par semaine?⁵⁹ », ou même, à plus long terme, assez pour acquérir une propriété s'il consent la non-satisfaction de « besoins légitimes, mais moins essentiels⁶⁰ ». En présentant l'épargne, même avec un petit revenu, comme à la portée de toutes les bourses grâce à un peu de bonne volonté et de quelques sacrifices, ces discours sous-entendent que les individus qui se trouvent dans une mauvaise posture financière le sont par leur propre faute, voire par leur propre volition.

Dans d'autres discours, la mise en scène de couples ou de familles parvenant à « joindre les deux bouts », voire à épargner, avec un revenu considéré modeste sert le même dessein rhétorique. Ainsi, en 1949, Charlene Champness présente, dans les pages de *Chatelaine*, Bill et Marie Menzies, des époux au début de la trentaine qui, à partir d'un revenu hebdomadaire de 40 \$, réussissent à élever leurs enfants et à bien vivre, exploitent que « tout le monde » croit impossible d'accomplir⁶¹. Mieux, les Menzies indiquent au lectorat comment faire pour, comme eux, posséder « an attractive home and run it with smoothness and charm on very little⁶² », notamment en achetant de manière avisée et en fabriquant une partie de ce qu'il serait autrement possible d'acheter. En effet, économiser « meanly and grubbily », apparemment à la portée de tout le monde, n'est manifestement pas le seul but recherché ici : il faut le faire avec charme et gaieté.

Ce type de portrait idyllique, malgré les critiques de certaines lectrices qui se manifestent dans le courrier des lecteurs, a la vie dure⁶³. En 1952, le couple dans la fleur de

⁵⁷ « Plans de stabilité financière personnelle », *BRC-BM*, décembre 1953, s. p.

⁵⁸ Cyrille Vaillancourt, « “Qui veut la fin prend les moyens” », *RD*, avril 1953, p. 64.

⁵⁹ Jos. Turmel, « Est-ce à recommencer? », *RD*, février 1958, p. 32.

⁶⁰ Albert Côté, « L'épargne et le problème du logement », *RD*, mai 1953, p. 88.

⁶¹ Charlene Champness, « Rich on \$40 a Week », *CH-EN*, février 1949, p. 14.

⁶² *Ibid.*

⁶³ Charlene Champness, « Yes, We Said “Rich” on \$40 a Week », *CH-EN*, avril 1949, p. 12-13.

l'âge qui « vi[t] bien sur un petit revenu » présenté dans les versions canadiennes-anglaises et canadiennes-françaises du *Reader's Digest* fait encore mieux. Bien que leur mode de vie leur permette plus d'aisance étant donné qu'ils n'ont pas d'enfants ni, de leur propre aveu, de « goût de la dépense », l'épouse, Katharine Crosby MacInnis, juge tout de même qu'« il suffirait d'un peu d'ingéniosité et d'initiative pour l'adapter à des conditions de vie plus difficiles⁶⁴ ». Plus encore, le revenu n'aurait qu'une importance limitée : les besoins augmentant aussi, voire plus, rapidement que les salaires, « [e]n fin de compte, c'est votre façon de dépenser qui vous sauve ou qui vous perd⁶⁵ ». Plusieurs partagent manifestement cet avis, notamment Lucien Delorme aux yeux duquel « [l]e fait que les uns réussissent à épargner alors que d'autres se débattent continuellement dans des difficultés financières est, bien souvent, non une question de salaire, mais plutôt d'esprit d'ordre, d'administration⁶⁶ ». Fait intéressant, ce clerc ne semble guère percevoir la contradiction entre cette assertion et l'idée, qu'il défend tout autant, selon laquelle « [i]l y aura toujours des pauvres parmi vous » d'après l'Évangile.

En d'autres termes, tous peuvent « bien vivre » s'ils utilisent « bien » leur revenu, quel qu'il soit. L'individu — ou le couple — étant responsable de sa santé financière, la précarité matérielle apparaît comme la conséquence d'un manquement individuel. Même si là ne réside pas toujours ou explicitement sa raison d'être, ce type de discours insinue qu'il est possible pour les ménages qui n'arrivent pas à boucler leur budget de le faire en modifiant leurs habitudes de consommation⁶⁷. En fin de compte, si les gens sont pauvres, ce n'est pas parce qu'ils manquent d'argent. C'est plutôt parce qu'ils échouent à se conformer à la maxime, réitérée par les éditoriaux de *La Revue Desjardins*⁶⁸ au tournant des années 1960, « vivre selon ses moyens ».

⁶⁴ Katharine Crosby MacInnis, « Nous vivons bien sur un petit revenu », *SRD*, septembre 1952, p. 136, 138.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 142.

⁶⁶ Lucien Delorme, « Les Caisses populaires. Une formule d'épargne adaptée à chaque membre de la famille », *LF*, janvier 1958, p. 18. Voir aussi : Lillian D. Millar, « Master Your Finances », *CH-EN*, mars 1947, p. 88; Martha Bennett King, « More Money Isn't the Answer, but Better Control of the Money you Have! », *CH-EN*, mars 1954, p. 24; Claude Péloquin, « Un vrai bon truc! », *ÉDPr*, février 1959, p. 19-21.

⁶⁷ Voir aussi : Loraine Porter, « We've Found Fun and Freedom...on \$2,100 a Year », *CH-EN*, septembre 1959, p. 42-43, 67-69, 72; « How the Statons Live the Life they Want and Manage It All on \$7,068 », *CH-EN*, janvier 1963, p. 25-26, 79-80; Mildred Istona, « The Good Life on \$6,500 a Year », *CH-EN*, janvier 1968, p. 35, 58-59.

⁶⁸ Cyrille Vaillancourt, « Joindre les deux bouts », *RD*, février 1960, p. 23.

Plusieurs experts établissent ainsi un lien entre le bon vouloir individuel et la santé financière. De l'avis du prêtre Albert Côté, en effet, « [l]'homme, intelligent et libre, choisit lesquels de ses désirs doivent être réalisés d'abord. Ses conditions économiques l'obligent, très souvent, à renoncer aux uns pour satisfaire les autres⁶⁹ ». Cette association se traduit aussi par l'insistance des discours sur le fait que cet « heureux état de chose », « ne s'obtient pas par hasard : il faut le préparer⁷⁰ », notamment par l'élaboration et la tenue d'un budget familial. Il s'agit là de la solution la plus prisée par ces prescriptions lorsqu'il est question de couples qui peinent à boucler leurs fins de mois⁷¹. Ainsi, en 1953, Jean Huberdeault, un enseignant, perçoit dans le budget un « [m]oyen infailible pour sauvegarder la famille de toute catastrophe financière, il lui offre l'unique façon d'améliorer sa situation en permettant la montée vers un idéal de vie rendu possible⁷² ». Parfois, voire souvent, le budget semble d'ailleurs faire office de panacée pouvant « produire des merveilles⁷³ », ce qu'illustre la figure 9 (p. 320). En effet, comme le résume John Rutherford Heron : « [u]n budget bien suivi apporte la stabilité, bannit la crainte et les soucis, resserre les liens de famille, fait mieux marcher le ménage, et rend tout le monde heureux⁷⁴ ». Ces « vertus » n'empêchent pas certains de considérer la gestion des finances familiales comme « a complex job which requires thoughtful planning, study and experience⁷⁵ », ce que corrobore la quantité impressionnante de commentateurs qui expliquent comment s'y prendre⁷⁶ et le foisonnement des guides budgétaires pendant la période⁷⁷.

⁶⁹ Albert Côté, « L'épargne et le problème du logement », *RD*, mai 1953, p. 88.

⁷⁰ « Plans de stabilité financière personnelle », *BRC-BM*, décembre 1953, s. p.

⁷¹ Par exemple : Sylvia Porter, « Comment vivre selon vos moyens », *SRD*, août 1954, p. 70-72. Condensé de l'*Atlanta Journal & Constitution Magazine*; Sydney Margolius, « We Sent an Expert to Help this Family Make Both Ends Meet », *CH-EN*, janvier 1954, p. 14-15, 49-50. « Un budget modèle pour jeune ménage », *CH-FR*, janvier 1966, p. 24-29.

⁷² Jean Huberdeault, « Mon budget familial. C'est "mon" trouble », *LF*, novembre 1953, p. 580.

⁷³ Claude Péloquin, « Un vrai bon truc! », *ÉDPr*, février 1959, p. 20. Voir aussi : « Le budget familial. Le seul moyen », *MCP*, janvier-février 1967, p. 8-9.

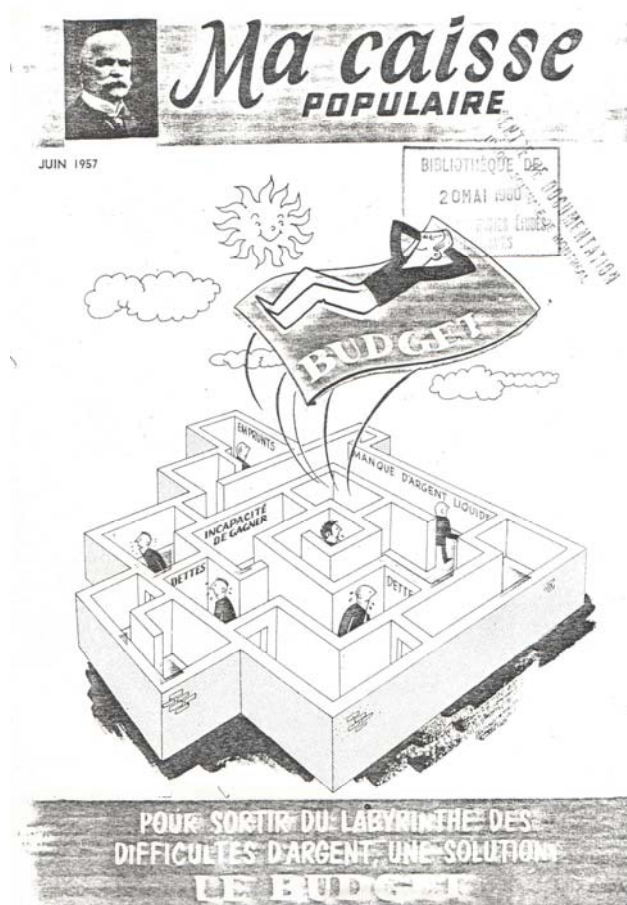
⁷⁴ « Plans de stabilité financière personnelle », *BRC-BM*, décembre 1953, s. p.

⁷⁵ Lillian D. Millar, « Master Your Finances », *CH-EN*, mars 1947, p. 88.

⁷⁶ Quelques exemples : Norman et Madelyn Carlisle, « Un nouveau plan de budget familial », *SRD*, août 1948, p. 25-28. Condensé de *Coronet*; « Le budget familial. Sa nature, sa nécessité, ses avantages, ses modalités », *RD*, octobre-novembre 1957, p. 205-208; Robert O'Brien, « Règles d'affaires pour budget familial », *SRD*, mars 1971, p. 53-57. Il va sans dire que dépenser « sagement » va de pair avec acheter de manière avisée dans les discours. Par exemple : « La gestion des finances familiales », *BRC-BM*, mai 1962, p. 3-4.

⁷⁷ Entre autres : *Le budget familial*, Lévis, La Fédération des Caisses populaires Desjardins, ca1954, 32 pages; *Le Budget familial simplifié*, Montréal, La Banque Royale du Canada, ca1956, 31 pages; Jean-Paul Lefebvre et Roland Parenteau, *Comment joindre les deux bouts. Votre budget familial : une méthode, des conseils pratiques*,

Figure 9 — Le budget familial, une panacée?



Source : *Ma Caisse populaire*, juin 1957, page couverture.

Comme le laissait présager l'insistance de ce type de discours sur l'importance de « vivre selon ses moyens », certains commentateurs appellent aussi à l'acceptation de sa condition économique par le petit salarié. À la fin des années 1950, une mise en scène par *Le Mouvement ouvrier* d'une épouse dont le mari rêve de posséder une automobile, résume cet appel à la résignation en jugeant que « quand on est ouvrier, on n'est pas millionnaire! C'est dur de couper, nous le savons par expérience; mais les sacrifices, joyeusement consentis, sont le meilleur ciment à l'amour⁷⁸ ». De là à endosser les clivages de classe, il n'y a qu'un pas — et il est vite franchi. Par exemple, Joseph Turmel explique que si « beaucoup d'ouvriers sont

un cahier de comptabilité pour un an, Montréal, Éditions du Jour, 1961, 157 pages; Jacques A. Lamarche, *Le budget familial*, Montréal, Lidec Inc., 1967, 144 pages; *Budgeting for Basic Needs*, Montréal, Montreal Council of Social Agencies, 1969 [196?], 31 pages; Ministère de la Famille et du Bien-être social du Québec, *Le budget familial et les dettes*, Québec, 1969, 31 pages.

⁷⁸ « Étirer ses piastres », *MO*, 1958, p. 34.

portés à envier le travailleur qui réussit à « [s]’assurer » un salaire de 60 \$, considéré comme « très désirable », d’autres facteurs doivent être pris en compte, notamment le fait que « [c]ertaines personnes [...] sont astreintes à un état de vie qui demande plus de ressources », l’employé de banque devant par exemple défrayer des coûts de tailleur. Plus — ou pire — encore, « [i]l ne faut pas oublier que bien des gens qui reçoivent un salaire de 50 \$., 60 \$. ou plus par semaine, sont seuls à gagner, pendant que chez l’ouvrier, où les enfants restent souvent moins longtemps à l’école, il y a des garçons et des fillettes qui, dès l’âge de quatorze ans commencent à gagner quelque chose⁷⁹ ». On chercherait en vain dans ces propos une mention, encore moins une dénonciation, du lien causal entre les faibles salaires et l’occupation d’un emploi par les enfants. Turmel insiste plutôt sur le fait que ceux-ci contribuent, tout comme les allocations familiales, au revenu du ménage de sorte que « ne sont pas rares les familles où il entre cent piastres et plus par semaine⁸⁰ » et qui peuvent donc, en employant « judicieusement » leur revenu, s’assurer l’aisance et se prémunir contre les mauvais jours. Tous ces raisonnements ne décelant aucun problème dans l’ordre économique, il n’y a rien de surprenant à ce que les solutions — vivre selon ses moyens, élaborer et suivre un budget — résident dans des mesures individuelles. Cette idée selon laquelle les individus sont les artisans de leur propre misère perdue après les années 1950, bien qu’elle cesse de dominer les discours sur le sujet⁸¹. En fait, dans les années 1960, c’est pour mieux les dénoncer que certains experts mentionnent ces préjugés apparemment encore répandus⁸².

De tous ces discours se dégage l’idée selon laquelle la société avance dans la bonne voie pour enrayer la pauvreté. Selon une étude produite pour la FACEF par Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet en 1974, l’abondance de l’après-guerre transforme la signification de la pauvreté dans la mesure où elle cesse d’apparaître « comme un phénomène

⁷⁹ Jos. Turmel, « Pour ceux qui travaillent », *RD*, mai 1955, p. 86.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Issus ou gravitant autour des milieux catholiques, certains commentateurs, minoritaires, vont d’ailleurs plus loin et perçoivent la précarité matérielle comme le fruit de la volonté divine. En guise de solution, leur discours — en déclin après les années 1950 et demeurant marginal même pendant cette décennie — suggère de faire confiance à « la Providence ». Ainsi, il faut prévoir, mais pas trop, étant donné que « Dieu assure la nourriture aux oiseaux et le vêtement aux lis des champs, à plus forte raison tiendra-t-il compte des besoins de ses enfants ». « Prévoyance ou imprévoyance », *MO*, 1958, p. 131. Voir aussi, par exemple : Rolande Major-Charbonneau, « Insécurité », *ÉDP*, septembre 1956, p. 3-4.

⁸² Alfred Rouleau, « Cette troisième solitude », *RD*, juillet 1969, p. 126; Ian Adams, « The Poor Life ’69. Conclusion – Can Anything Be Done About the Poor? », *CH-EN*, juin 1969, p. 60; Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. xxxi.

irréversible et comme la conséquence, presque naturelle, d'une économie de pénurie » affligeant la majeure partie de la population⁸³. À partir du moment où le Québec se définit comme une société d'abondance — apparemment avant d'entrer véritablement dans la société de consommation, comme nous l'avons postulé au chapitre 2 —, la pauvreté est assimilée au « propre de populations marginales (régions rurales reculées, groupes ethniques défavorisés, classes sociales inférieures) qui n'[ont] pas su, soit involontairement (malchance, âge, maladie, faible niveau d'éducation...), soit volontairement (manque d'ambition, de persévérance, de volonté...), s'intégrer à la dynamique prépondérante de la société ambiante⁸⁴ ». Cette marginalité de la pauvreté expliquerait le peu d'intérêt qu'elle suscite, du moins explicitement, pendant l'après-guerre, alors que la société croit que le problème « se résorber[a] passivement, à mesure que le niveau de vie de la population [va] s'accroître et que l'abondance [va] se généraliser⁸⁵ ». Conceptualiser la pauvreté de cette manière expliquerait l'attribution des difficultés financières à des causes individuelles. Mais Bélanger et Brouillet jettent peut-être un regard trop pessimiste sur la société québécoise, des visions plus « socialisantes » de la pauvreté figurant dans les discours dès les années 1940 et 1950.

7.2.2 « Misère » et « insécurité » ouvrières

Plus revendicateurs sans toutefois mettre en cause des rouages mêmes du système économique, d'autres experts offrent en effet une toute autre vision des inégalités. C'est notamment le cas des discours sur les difficultés financières des ménages s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église catholique⁸⁶ qui évoquent ou constatent la misère ouvrière sans, la plupart du temps, explicitement parler de « pauvreté », même si c'est indubitablement de cela dont il est question. En se disant préoccupés par « la question sociale » ou le « problème ouvrier », ces commentateurs tentent de discerner l'élément, comme l'insuffisance des salaires, bloquant l'accès des familles à la société de consommation. Ils insistent également sur les manifestations — comme les taudis — de la précarité financière et cherchent à y

⁸³ Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, *Le Québec. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*, Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974, p. 284-285.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 285.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 284-285.

⁸⁶ À ce sujet, voir le chapitre 3, p. 144 (note 54).

remédier. En d'autres termes, ce sont les causes ou les conséquences d'une pauvreté assimilée à l'insuffisance du revenu qui retiennent leur attention. En effet, comme l'a constaté Amélie Bourbeau dans le cadre de ses recherches sur la sévère crise du logement en cours à Montréal pendant l'après-guerre,

la pauvreté [est] rarement abordée de front quand il y [a] débat public autour de grands problèmes sociaux — particulièrement, la crise du logement. En fait, la pauvreté sembl[e] être, durant les années quarante et cinquante, un sujet tabou, un thème autour duquel on tourn[e] constamment, sans jamais le nommer. Pour faire l'économie de remises en question importantes quant à l'ordre social en place, des groupes comme les travailleurs sociaux et les administrateurs municipaux sembl[ent] prêts à ignorer ce problème central pour s'attaquer à ses symptômes, comme le manque d'éducation et une moralité qui frôl[e] parfois les limites des normes en place⁸⁷.

Étant donné l'intérêt de l'historiographie récente pour les discours et les actions s'inscrivant dans la mouvance du catholicisme social⁸⁸, il serait superflu d'entrer dans les détails des écrits sur la crise du logement à Montréal analysés avec perspicacité par Bourbeau⁸⁹ ni, de manière plus générale, de s'attarder sur la construction discursive de la « question ouvrière ». Quelques mots s'imposent néanmoins afin de situer dans notre récit ce type de discours qui conçoit, sans la nommer, « la pauvreté [comme] une injustice sociale⁹⁰ » et aspire à combattre ses effets.

Dans l'ensemble, les experts qui adhèrent au mouvement du catholicisme social déplorent les conditions économiques qu'ils jugent défavorables aux familles. Certains se font spécifiques quant aux enjeux ouvriers qui les préoccupent. C'est le cas de Suzanne Malo, qui, en 1951, décrit la situation d'une mère de quatre enfants, « qui voit son foyer et la multitude des autres aux prises avec des problèmes sans nombre : coût de la vie trop élevé [...], logis

⁸⁷ Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais...*, p. 42.

⁸⁸ Voir notamment : Lucie Piché, *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 51. Jean Hamelin, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle*, Tome II : *De 1940 à nos jours*, Montréal, Boréal, 1984, surtout p. 61-102; Jean-Philippe Warren, « La découverte de la "question sociale". Sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55, 4 (2002), p. 539-572; Jean-Pierre Collin, *La Ligue ouvrière catholique canadienne 1938-1954*, Montréal, Boréal, 1996, 253 pages; Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, surtout p. 49-60, 107-115; Jean-Claude St-Amant, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32, 2 (1978), p. 203-228.

⁸⁹ Amélie Bourbeau, « *Tuer le taudis qui nous tuera* ». *Crise du logement et discours sur la famille montréalaise d'après-guerre (1945-1960)*, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 2002, 149 pages.

⁹⁰ Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais...*, p. 240.

trop étroit [...], insécurité face au lendemain [...], éducation des enfants⁹¹ ». Toutefois, de manière plus globale, c'est la précarité — pour, évidemment, ne pas dire la pauvreté — des travailleurs qui les inquiète. Ils évoquent, en termes plutôt abstraits, une « insécurité » et une « misère » — et donc une pauvreté, même s'ils n'utilisent pas ce terme — qu'ils perçoivent comme nuisibles pour « la vie chrétienne de la famille⁹² ». Ainsi, les difficultés économiques sont souvent vues comme faisant obstacle à la vie spirituelle des travailleurs, d'où l'idée selon laquelle, conformément à la doctrine sociale — et au *social gospel* protestant, d'ailleurs — « [p]our rendre plus chrétienne la famille ouvrière, il faut [...] la délivrer de cette misère et de cette insécurité⁹³ ».

En d'autres termes, c'est la vulnérabilité des ménages de la classe ouvrière aux caprices de l'économie et aux aléas de l'existence qui inquiète et indigné. Cette déplorable situation serait tributaire du contexte d'après-guerre, du moins de l'avis du franciscain Gonzalve Poulin, manifestement nostalgique du « régime rural » du Québec préindustriel :

Comme la nouvelle propriété de l'ouvrier s'exprime en biens mobiliers tel que le salaire; comme ce salaire est presque toujours inadéquat à ses charges de famille, il en résulte, même en pleine période de prospérité et d'élévation du standard de vie, un état d'instabilité qui constitue la crise de fond de la famille ouvrière⁹⁴.

Comme l'illustre Poulin, la « misère ouvrière » que dénoncent ces commentateurs provenant surtout des milieux syndicaux et de l'Action catholique est souvent tributaire du salaire du chef de famille (mâle) « encore en général insuffisant pour faire vivre humainement la famille moyenne sobre et économe, et à plus forte raison la famille nombreuse⁹⁵ ». Statistiques à l'appui et souvent non sans établir de lien avec l'inflation, ils réclament un « salaire vital⁹⁶ » ou encore un « salaire familial⁹⁷ ». À partir du milieu des années 1950, cette insuffisance des

⁹¹ Suzanne Malo, « Pas encore hélas! », *MO*, 1951, p. 77.

⁹² « Dix ans au service des foyers ouvriers », *LF*, juin-juillet 1949, p. 323.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Gonzalve Poulin, « La famille ouvrière canadienne-française », *RL*, août-septembre 1952, p. 10.

⁹⁵ *Ibid.* Voir aussi : « Pourquoi il vend sa maison... », *LT*, 22 février 1952, p. 3; « Première raison. Des salaires de famine », *LT*, 9 mai 1952, p. 4; « Famille et salaire », *LT*, 13 février 1953, p. 4; « Salaire de famine et insécurité pour les commis », *LT*, 24 décembre 1953, p. 81; « Les revenus familiaux sont insuffisants », *LT*, 31 août 1956, p. 6; Morden Lazarus, « How Does the Housewife Manage? », *LT*, 22 août 1958, p. 7

⁹⁶ Par exemple : « Il le faudra pour tous. Salaire vital aux mineurs de l'amiante », *LT*, février 1948, p. 1; Gérard Picard, *Salaire vital*, Québec, 1948, 32 pages.

⁹⁷ Fernand Bourget, « Ni pacha, ni quêteux! », *LT*, 24 juillet 1953, p. 4; Collin, *La Ligue ouvrière catholique...*, p. 124-128.

revenus « de nombreux groupes » est mise en relation avec le fait que l'économie canadienne ne va « pas si mal »⁹⁸. En fait, à partir de cette date commence à se répandre l'idée d'une certaine relativité de la pauvreté. En 1956, *Le Travail* concède ainsi que rares sont au pays les familles dont les besoins en nourriture ne sont pas comblés, contrairement à la situation prévalant ailleurs sur la planète. Cela ne veut pas dire que les ouvriers d'ici sont épargnés par les difficultés économiques, mais bien que leur « misère » est fonction des normes sociales en vigueur :

La misère ouvrière est liée au statut, à l'état ouvrier. On ne peut l'évaluer en termes de calories, de revenus, de possessions, ou d'appareils de télévision. Mais, en regard d'un type d'homme vivant dans telle époque, sous tel régime. Et aussi en regard d'une certaine façon de se comporter dans la société, dans les rapports avec les institutions politiques et autres⁹⁹.

Par contre, malgré les prétentions de la doctrine sociale catholique et le caractère social du problème identifié, de telles inquiétudes ne conduisent pas vraiment à une remise en question du système socio-économique. On assiste certes, surtout en provenance des milieux syndicaux catholiques, à une volonté de réformer le capitalisme « à partir de sa cellule de base, l'entreprise¹⁰⁰ » comme l'a déjà démontré Suzanne Clavette, mais non à une contestation de ses fondements. Sans grande surprise étant donné l'aversion de l'Église catholique pour le communisme et le socialisme « athées », la lutte des classes n'est pas non plus la voie prescrite par les milieux d'Action catholique, celle-ci résidant plutôt dans l'éducation populaire, les augmentations de salaire, la facilitation de l'accès à la propriété, la construction de logements et les coopératives¹⁰¹.

Ainsi, la conception individualisante des difficultés financières et la vision socialisante de la « misère ouvrière » en circulation pendant l'après-guerre semblent s'inscrire dans un

⁹⁸ « Comment vivre avec \$60.00 par semaine? », *LT*, 9 avril 1954, p. 5.

⁹⁹ « La misère des travailleurs », *LT*, 20 janvier 1956, p. 6.

¹⁰⁰ Suzanne Clavette, *Les dessous d'Asbestos. Une lutte idéologique contre la participation des travailleurs*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 1. Voir aussi : Rouillard, *Le syndicalisme québécois*, p. 111-112. Du côté des sources : « Le problème social », *LT*, juillet 1945, p. 10; « Une démocratie authentique et vivante », *LT*, mars 1950, p. 1-2.

¹⁰¹ Voir par exemple : Georges Emond, « Le rôle important des coopératives d'habitation pour la classe ouvrière », *LT*, juin 1948, p. 12; « Dix ans au service des foyers ouvriers », *LF*, juin-juillet 1949, p. 323; Victor Barbeau, « En marge des quinze ans de "La Familiale" », *RL*, avril 1953, p. 105-106; Renée Geoffroy, « Le budget...et nous », *LT*, 19 novembre 1954, p. 6.

glissement qu'Amélie Bourbeau perçoit dans les discours des travailleurs sociaux, des « catholiques sociaux » et des autorités municipales montréalaises d'après-guerre sur la crise du logement et qui à nos yeux transcende cet enjeu. D'abord préoccupés par la quantité des logements, ces intervenants insistent de plus en plus sur « la mauvaise *qualité* des habitations disponibles, puis, insensiblement, [...] glisse[nt] vers la critique sociale et morale [...] de la *société* qui permet de telles incongruités à une époque de prospérité et de modernité incontestables¹⁰² ». C'est exactement ce phénomène que laissent transparaître les discours sur la précarité matérielle qui devient, dans les années 1960, une pauvreté qui dérange et contre laquelle il faut lutter.

7.2.3 La pauvreté, un phénomène social

En 1962 paraît *The Other America* de Michael Harrington qui soutient que la pauvreté — au milieu de l'abondance — est le lot de près du quart des Américains¹⁰³. La publication du livre fait figure de tournant dans la mesure où, de l'avis de Jim Harding, militant et intellectuel canadien-anglais, l'insécurité financière devient un « topic of discussion in many North American circles¹⁰⁴ ». Au sud de la frontière, les études sur le phénomène se multiplient et franchissent rapidement le 49^e parallèle — pensons notamment à *The Affluent Society* de John Kenneth Galbraith ou encore aux travaux de l'anthropologue Oscar Lewis dont le concept de culture de la pauvreté est repris par maints universitaires montréalais¹⁰⁵. Ne serait-ce que sur le plan terminologique, la décennie qui s'amorce se démarque dans la mesure où l'enjeu de la pauvreté, explicitement et sans détour, est sur toutes les lèvres.

En effet, les revendications populaires fusent de toute part, « [q]u'il s'agisse de la marche des cultivateurs sur le Parlement, de la lettre ouverte des curés de St-Henri, de la campagne de la CSN contre le crédit abusif, des déclarations du Cardinal Roy sur le logement

¹⁰² Bourbeau, « *Tuer le taudis qui nous tuera...* », p. 43.

¹⁰³ Michael Harrington, *The Other America. Poverty in the United States*, New York, Macmillan, 1962, p. 190.

¹⁰⁴ Jim Harding, « Canada's Indians. A Powerless Minority » dans John Harp et John R. Hofley, dir., *Poverty in Canada*, Scarborough (Ont.), Prentice-Hall of Canada, Ltd., 1971, p. 239.

¹⁰⁵ Entre autres : Gérard Doré, *Anomie et Pauvreté. Une étude du sentiment d'anomie et 213 assistés sociaux de la zone administrative est du Service du bien-être social de la Ville de Montréal, 31 janvier 1967*, Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1968, 96 pages; Massey Flexer, *The Concept of "Culture of Poverty" as Used by Social Workers*, Mémoire de M.A. (Social Work), Université McGill, 1968, 43 pages; Marie Letellier, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Parti-Pris, 1971, 221 pages.

ou de la création de multiples conseils économiques locaux ou régionaux¹⁰⁶ », comme le remarque le Conseil du Bien-être du Québec, qui réagit en regroupant des « leaders sociaux » et des intellectuels pour discuter du sujet. À la contestation sociale s'ajoute une pluie d'études qui proviennent de différents milieux — universitaire, journalistique, gouvernemental, populaire — et qui produisent une quantité impressionnante de données quantitatives et qualitatives sur des enjeux tels que « the problems of poverty¹⁰⁷ », pour reprendre le titre d'une série de quatre articles parus en 1969 dans *Chatelaine*. Le milieu communautaire et syndical n'est pas en reste, même s'il modifie son approche. Les ACEF qui se mettent en place dans les années 1960 produisent moult rapports et sont particulièrement enclines à dénoncer la pauvreté des « petits salariés ». L'Église catholique, au tournant des années 1970, manifeste elle aussi une préoccupation renouvelée pour les inégalités économiques, du moins sur son flanc gauche bien qu'elle ne publie pas, à notre connaissance, d'études sur le sujet¹⁰⁸. La culture populaire participe également au mouvement, la pauvreté constituant un thème récurrent dans la production artistique québécoise des années 1960. Qu'il s'agisse de la fiction¹⁰⁹, de la dramaturgie¹¹⁰, du cinéma¹¹¹, ou de la chanson¹¹², des aspects du quotidien des pauvres sont mis en lumière et se doublent parfois d'une critique sociale, voire d'appels à l'action.

¹⁰⁶ Conseil de Bien-Être du Québec, *Les inégalités socio-économiques et la pauvreté au Québec. Symposium de Lévis, septembre 1965*, Montréal, 1965, p. 2.

¹⁰⁷ Mollie Gillen, « The Poor Life '69. Part One – We're Keeping our Poor in Ghettos », *CH-EN*, mars 1969, p. 32-33, 63-64, 69; Ian Adams, « The Poor Life '69. Part Two – The Real Poor in Canada Are Women », *CH-EN*, avril 1969, p. 42-43, 109-112; « The Poor Life '69. Part Three – It's Hell on Welfare », *CH-EN*, mai 1969, p. 30-31, 79-81; Ian Adams, « The Poor Life '69. Conclusion – Can Anything Be Done About the Poor? », *CH-EN*, juin 1969, p. 23, 60-64.

¹⁰⁸ Entre autres : Jean-Paul Audet, « Y aura-t-il toujours des pauvres? », *MN*, automne 1965, p. 284-286; « Le devoir de l'heure », *RL*, octobre 1966, p. 257; Fernand Potvin, « Conscience chrétienne et pauvreté », *RL*, juillet-août 1968, p. 221-223; Julien Harvey, « L'Église et les pauvres », *RL*, août 1971, p. 203-204; Jacques Flamand, « Croisade ou politique contre la pauvreté? », *MN*, novembre 1969, p. 264-266; « Le partage. Message des évêques canadiens à l'occasion de la Fête du Travail (septembre 1972) », *RD*, 1972-6, p. 44.

¹⁰⁹ Voir entre autres : Marie-Claire Blais, *Une saison dans la vie d'Emmanuel*, Montréal, Éditions du Jour, 1972 [1965], 136 pages; Jacques Renaud, *Le Cassé*, Montréal, Parti-pris, 1964, 126 pages.

¹¹⁰ Le meilleur exemple est probablement la pièce *Les belles-sœurs* de Michel Tremblay parue en 1968. Michel Tremblay, *Les belles-sœurs*, Montréal, Leméac, 2007 [1968], 93 pages.

¹¹¹ Entre autres : Hubert Aquin, *À Saint-Henri le cinq septembre*, Montréal, ONF-NFB, 1962; Tanya Ballantyne, *The Things I Cannot Change*, Montréal, ONF-NFB, 1967; Denys Arcand, *On est au coton*, Montréal, ONF-NFB, 1970.

¹¹² Par exemple : « Ma p'tite vie » paroles et musique de Claude Dubois, 1966; « L'alouette en colère », paroles et musique de Félix Leclerc, 1972.

Non seulement l'ampleur de la pauvreté ainsi mise en lumière est « insoupçonnée », elle apparaît dans les années 1960 comme un « problème social fondamental » et permanent « dans le contexte socio-économique ambiant »¹¹³. De manière générale, les discours, qui font état d'une certaine désillusion face au « paradoxe de la pauvreté dans une société d'abondance¹¹⁴ », insèrent cette pauvreté qu'ils semblent avoir l'impression de redécouvrir dans le contexte de la consommation de masse. Comment, se demande, *Le Travail*, « expliquer [...] la persistance des îlots de pauvreté dans une société qui marche vers un niveau d'opulence de plus en plus élevé? »¹¹⁵. Selon le Conseil économique du Canada, il s'agit d'une « disgrâce »¹¹⁶. La pauvreté commence donc à être comprise par rapport à la société de consommation, *Le Travail* déplorant par exemple qu'en plus de peiner à se procurer l'essentiel pour survivre, les 37 % des familles québécoises dont le revenu est inférieur au minimum vital « ne profitent en aucune façon des avantages considérables que procure le progrès technique à ceux qui jouissent de revenu supérieur [*sic*] : automobile, appareils ménagers, loisirs, voyages, villégiatures, etc.¹¹⁷ ». Louis Hébert, président de la Banque canadienne nationale, en rajoute en qualifiant de « particulièrement tragique » la pauvreté à Montréal en raison du « contraste trop saisissant » entre « l'étalage de richesses qu'on trouve dans les grands hôtels, les restaurants et les boutiques » et « les habitations vétustes situées à peu de distance où s'entassent des familles nombreuses privées souvent du strict nécessaire¹¹⁸ ». En d'autres termes, tandis que, dans les années 1950, des commentateurs, comme Gonzalve Poulin que nous avons cité plus haut, déplorent que les salaires soient insuffisants pour nourrir et loger convenablement sa famille et vivre frugalement, à partir des années 1960, la condition des pauvres est de plus en plus souvent mise en relation avec le niveau de vie des classes plus aisées.

Ainsi, l'abondance altère la signification de la pauvreté qui passe d'absolue à relative et sociale, c'est-à-dire définie « par rapport à la richesse globale de la société¹¹⁹ ». La prospérité se répercute aussi sur l'expérience des pauvres qui, comme les plus aisés,

¹¹³ Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 285.

¹¹⁴ Bertrand Belzile, *Niveau de vie adéquat*, 1971, p. 1. ACSN, Fonds Mémoires (1970-1972).

¹¹⁵ « Le soleil de la prospérité actuelle ne luit pas pour tout le monde », *LT*, novembre 1964, p. 6.

¹¹⁶ Economic Council of Canada, *Fifth Annual Review...*, p. 103.

¹¹⁷ « Le soleil de la prospérité actuelle ne luit pas pour tout le monde », *LT*, novembre 1964, p. 6.

¹¹⁸ *BCN-BM*, janvier 1969, p. 5.

¹¹⁹ Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 289.

« acquièrent de nouveaux besoins (l'exemple classique demeurant le téléviseur dont la possession est non seulement devenue généralisée, mais indispensable au bon ajustement de l'individu à son milieu)¹²⁰ ». Ce processus aboutit, selon Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, à une transformation de « la conscience sociale » aux yeux de laquelle tous, même les pauvres, détiennent le droit de « jouir des richesses créées par le système de production et [de] pouvoir fonctionner normalement dans un contexte de consommation de masse¹²¹ ». En somme, au fur et à mesure qu'on avance dans les Trente Glorieuses, la pauvreté dérange de plus en plus, même si un nombre croissant de gens bénéficie des fruits de la prospérité. Autrement dit, moins il y a de pauvres, plus leur condition, voire leur existence, dérange puisque la pauvreté fait figure d'anomalie dans une « société post-industrielle qui se donne comme objectif premier de poursuivre la production maximale et qui a engendré, avec la publicité commerciale et le crédit à la consommation, la société de consommation ou d'abondance¹²² ».

Certains experts poussent la logique derrière cette assertion un peu plus loin et jettent l'opprobre sur la société qui « tolère¹²³ » la pauvreté. D'autres dirigent plutôt leur courroux vers l'inaction ou l'indifférence généralisée face au problème de la pauvreté¹²⁴. Par exemple, Daniel Cadrin, futur dominicain, estime que l'opinion publique se complaît dans le déni ou l'indifférence, de « peur de regarder le problème en face; car si on le voyait dans son ensemble, on serait effrayé du nombre d'infortunés que l'on oublie en se voyant sous le néant du néon et de l'argent¹²⁵ ». À cette époque où la rhétorique marxiste ou socialiste a le vent dans les voiles, des discours, surtout ceux émanant du milieu syndical, ne font pas tant porter l'odieux sur l'ensemble du corps social que sur le capitalisme, perçu comme intrinsèquement générateur d'inégalités. Ainsi, Pierre Vadeboncoeur, Bernard Solasse et André Laurin, deux intellectuels et le fondateur des ACEF, ne mâchent pas leurs mots et affirment que « [l]e

¹²⁰ Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 289

¹²¹ *Ibid.*

¹²² « Aujourd'hui et demain », *RD*, 1971-5, p. 40.

¹²³ « L'enfant ne connaît pas la pauvreté, il s'amuse », *LT*, août 1965, 12. Voir aussi : « Deux questions urgentes qui devraient retenir l'attention du nouveau gouvernement fédéral élu », *LT*, avril 1963, p. 6; « Le devoir de l'heure », *RL*, octobre 1966, p. 257.

¹²⁴ Ian Adams, « La pauvreté. Facette de la condition féminine », *CH-FR*, avril 1969, p. 25; « La pauvreté doit disparaître, c'est officiel. Mais...il faut voir comment se comporte notre société », *LT*, octobre 1968, p. 3; « Aujourd'hui et demain », *RD*, 1971-5, p. 41; Gosselin, *La troisième solitude...*, p. 9.

¹²⁵ Daniel Cadrin, « La faim des nôtres », *MCP*, mai-juin 1965, p. 8.

progrès de la société capitaliste est possible parce qu'il y a des pauvres¹²⁶ ». En 1968, Marcel Pepin, président de la CSN, abonde dans le même sens en « dénon[çant] le système actuel qui fait des chômeurs et crée de la pauvreté pour pouvoir survivre¹²⁷ », ce qui fait écho à l'idée marxiste d'une « armée de réserve de travailleurs¹²⁸ » également reprise par Michel Pelletier et Yves Vaillancourt¹²⁹.

C'est donc dire que, du point de vue de ces observateurs, la pauvreté, en tant que phénomène social, ne se résorbera pas par elle-même (ou grâce à la consommation de masse) comme le sous-entend le discours individualisant des années d'après-guerre, d'où la variété d'offensives dans lesquelles s'engagent divers acteurs sociaux. Plusieurs d'entre eux appellent à une « prise de conscience » des pauvres ou des travailleurs¹³⁰, ce que le Conseil des Œuvres de Montréal définit comme le fait de « [r]endre possible au travailleur une réflexion sur ce qu'il est et sur sa place dans la société, afin qu'il puisse se situer dans notre société et comprendre les mécanismes politiques et économiques de notre société¹³¹ ». Ce faisant, ils incitent, comme Ian Adams vis-à-vis des Canadiennes défavorisées, à « s'organiser, militer » pour sortir de la pauvreté étant donné qu'« il leur faudra enfoncer les portes » parce que « [p]ersonne, surtout pas les riches, ne les leur ouvrira¹³² ». Dans une certaine mesure, cette rhétorique est genrée puisque les moyens d'action suggérés, notamment appeler à l'action pour se sortir soi-même de sa condition de dominée, apparaissent assez virils. Il faut dire cependant que selon certains auteurs, toute « virile » qu'elle soit, de telles stratégies n'excluent pas nécessairement les femmes; ainsi, dans un texte où il est question de la moitié des femmes Canadiennes qui connaissent la pauvreté, Ian Adams soutient : « [m]aybe it's time they

¹²⁶ Pierre Vadeboncoeur, André Laurin et Bernard Solasse, « Pauvreté », *LT*, octobre 1965, p. 14.

¹²⁷ « Pepin dénonce le système actuel qui fait des chômeurs et crée de la pauvreté pour pouvoir survivre », *LT*, mars 1968, p. 8. Voir aussi : Ian Adams *et al.*, *The Real Poverty...*, 255 pages.

¹²⁸ Karl Marx, *Le Capital*, Livre premier, Paris, Éditions sociales, 1977 [1867], p. 449-462.

¹²⁹ Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Du chômage à la libération suivi du Manifeste de la FTQ*, Montréal, Éditions québécoises, 1972, p. 49-63. Cette idée de « réserves de chômeurs » est connue et reprise par les syndicats bien avant cette date. Voir : « Des réserves de chômeurs, vieille stratégie du capitalisme », *LT*, février 1948, p. 2.

¹³⁰ Jacques Flamand, « Crise des sociétés capitalistes et options socialistes », *MN*, août-septembre 1969, p. 218.

¹³¹ Service d'Animation Sociale, Conseil des Œuvres de Montréal, « Rapport des activités 1968-68 et projet de programme 1968-69 », 1968, p. 2 cité dans Louise Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude, de l'espace et un peu de justice*, Montréal, Conseil de développement social du Montréal métropolitain, 1970, p. 1.

¹³² Ian Adams, « La pauvreté. Facette de la condition féminine », *CH-FR*, avril 1969, p. 66. Voir aussi : « La pauvreté doit disparaître, c'est officiel. Mais...il faut voir comment se comporte notre société », *LT*, octobre 1968, p. 6.

stopped taking their economic beatings with a sweet feminine smile, and started to fight back¹³³ ».

Cette idée selon laquelle les gens vivant dans la pauvreté ne peuvent compter que sur eux-mêmes « pour se sortir du trou », doivent se mobiliser, « être solidaires et prendre toutes leurs responsabilités¹³⁴ » semble d'ailleurs de plus en plus populaire à la fin de la décennie et au début des années 1970¹³⁵. En effet, à une époque où apparaissent de multiples foyers de contestation un peu partout en Amérique du Nord, des comités de citoyens, provenant surtout de milieux défavorisés, se font particulièrement actifs, cherchant à agir sur les enjeux qui les touchent directement, notamment la pauvreté¹³⁶. Ils participent en outre à divers projets d'« animation sociale », c'est-à-dire « une approche nouvelle de l'assistance, qui vise à mobiliser les citoyens pour une cause commune, habituellement l'amélioration de leur milieu de vie commun : école, parcs, logements¹³⁷ ». Les gouvernements leur emboîtent le pas, notamment le ministère de l'Éducation du Québec qui crée l'Action sociale étudiante en 1965 et le gouvernement fédéral qui met sur pied la Compagnie des Jeunes Canadiens en 1966¹³⁸. Par le biais de la mise en place d'un « deuxième front » (celui de la consommation), des intellectuels issus du milieu syndical comme Marcel Pepin vont aussi chercher à orienter l'action des groupes communautaires contre le système responsable de la pauvreté¹³⁹, sans grand succès à en croire *Relations*¹⁴⁰.

Probablement en lien avec l'imputation de la pauvreté à la société ou au capitalisme, les conceptions plus socialisantes du phénomène ont apparemment pour corollaire l'association des pauvres à des victimes. D'ailleurs, même dans les années 1940 et 1950 où il

¹³³ Ian Adams, « The Real Poor in Canada Are Women », *CH-EN*, avril 1969, p. 42.

¹³⁴ Michel Blondin, « Terre des pauvres », *MN*, juin-juillet 1968, p. 181.

¹³⁵ Par exemple : Richard Daignault, « Un morceau de gâteau pour tout le monde? », *LT*, octobre 1968, p. 2; « C'est Ti-cul Lachance qui vous l'dit! », *LT*, janvier 1974, p. 2; Ian Adams, « La pauvreté serait-elle un problème insoluble? », *CH-FR*, juin 1969, p. 50.

¹³⁶ « Éditoriaux », *RL*, juin 1968), p. 175; « L'animation sociale au Québec », *RL*, mai 1970, p. 131-132; Michel Corbeil, « Historique de l'animation sociale au Québec », *RL*, mai 1970, p. 139-147; Claude Larivière, *Petite Bourgogne*, Montréal, Éditions québécoises, 1973, p. 46-60.

¹³⁷ Amélie Bourbeau, « Autorité, genre et expertise. Le cas de l'assistance catholique à Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63, 2-3 (automne 2009-hiver 2010), p. 355.

¹³⁸ Michel Corbeil, « Historique de l'animation sociale au Québec », *RL*, mai 1970, p. 140.

¹³⁹ Marcel Pepin, *Une société bâtie pour l'homme. Rapport moral du président de la CSN au congrès 1966 / Le deuxième front. Rapport moral du président de la CSN au congrès 1968*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1970 [1968], 206 pages.

¹⁴⁰ « L'animation sociale au Québec », *RL*, mai 1970, p. 131.

n'est pas question de prise de pouvoir citoyenne des pauvres, la production discursive présente généralement « la famille ouvrière [...] comme muette et passive¹⁴¹ ». Aux yeux de Gaston Leury, membre de l'exécutif de la LOC, cela semble d'ailleurs aller de soi : « [q]ui donc ignore qu[e la famille ouvrière] est la grande méconnue, la grande exploitée dans l'ordre social et économique actuel!¹⁴² ».

On peut donc percevoir dans toutes ces initiatives qui aspirent à long terme « à une plus grande démocratie locale et [à] la prise de parole et de pouvoir des résidents des zones défavorisées¹⁴³ » une façon de faire en sorte que les pauvres cessent d'être des victimes. L'objectif semble ainsi de les amener à devenir maîtres de leur situation; à s'émanciper de manière durable comme semble le sous-entendre le rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté, d'où la nécessité de les pousser à l'action¹⁴⁴.

Cette assimilation des pauvres à des victimes paraît gagner en popularité au cours des années 1960. Ainsi, en 1969, l'intellectuel catholique Jacques Flamand définit les travailleurs et les ouvriers comme « ceux qui sont exploités et ne bénéficient que marginalement de [la] société de consommation¹⁴⁵ ». Qui plus est, un glissement sémantique semble s'effectuer dans la mesure où les « pauvres » en viennent à être assimilés à l'ensemble des salariés ou de la classe ouvrière. Par exemple, Yves Vaillancourt affirme que « [d]ans un système capitaliste comme le nôtre, la solidarité avec les plus pauvres a un nom, c'est la solidarité avec les travailleurs¹⁴⁶ ». Cette idée selon laquelle « les masses populaires (travailleurs, chômeurs, assistés sociaux, ménagères) sont exploitées économiquement, dominées politiquement et aliénées idéologiquement¹⁴⁷ » n'est pas sans lien avec les critiques des fondements mêmes de la consommation de masse et de la société capitaliste mis en lumière au chapitre 4.

En fin de compte, le vent tourne dans les années 1960 alors que, comme l'indiquent Robert Mayer et Chantal Hamel, « de multiples recherches conduisent à une redécouverte de la présence continuelle de la pauvreté dans nos sociétés, laquelle cesse d'être considérée

¹⁴¹ Bourbeau, « *Tuer le taudis qui nous tuera...* », p. 69-70.

¹⁴² Gaston Leury, « Première décade de la L.O.C. », *RL*, novembre 1949, p. 296.

¹⁴³ Bourbeau, « Autorité, genre et expertise... », p. 355.

¹⁴⁴ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. xiii.

¹⁴⁵ Jacques Flamand, « Crise des sociétés capitalistes et options socialistes », *MN*, août-septembre 1969, p. 217.

¹⁴⁶ Yves Vaillancourt, « Les chrétiens et l'engagement socio-politique », *RL*, janvier 1972, p. 12.

¹⁴⁷ *Rapport synthèse de la conjoncture générale, des objectifs généraux, de la stratégie générale et des moyens généraux*. UQAM-SAGD, 74P-138/5.

comme un phénomène individuel pour alors se concevoir comme un phénomène social¹⁴⁸ ». Un changement de paradigme est en cours : si, tout au long des Trente Glorieuses, l'objectif est de lutter contre la pauvreté en intégrant les pauvres à la société de consommation, les commentateurs des années 1960 semblent davantage inscrire leur combat dans le cadre, voire à l'encontre, de la consommation de masse, à appréhender la pauvreté comme un phénomène social en lien avec l'abondance. Alors que pendant l'après-guerre, on déplore que les salaires soient insuffisants pour assurer un mode de vie frugal, dans les années 1960, le fait que les retombées de l'abondance — et non uniquement l'essentiel — demeurent hors de portée pour bon nombre d'individus dérange de plus en plus. Qui plus est, l'idée selon laquelle « la cause profonde de la vulnérabilité des pauvres comme consommateurs se retrouve dans leur condition de pauvreté¹⁴⁹ » commence à faire son chemin dans les esprits au tournant des années 1970.

7.2.4 La lutte contre la pauvreté

La voix de tous ces commentateurs, parmi lesquels certains réclament une intervention étatique sous la forme de mesures de sécurité sociale¹⁵⁰, résonne manifestement assez fort pour se faire entendre des autorités gouvernementales, un phénomène qui dépasse d'ailleurs le contexte canadien. En 1964, le président des États-Unis Lyndon B. Johnson déclare « la guerre à la pauvreté » et entreprend la mise en place d'une série de politiques sociales visant à combattre les inégalités économiques criantes. Au Canada, tant l'expression militaire « guerre à la pauvreté », que la lutte qu'elle propose influencent les différents paliers de gouvernements

¹⁴⁸ Robert Mayer et Chantal Hamel, « La voix d'une population sans voix », *Nouvelles pratiques sociales*, 9, 2 (1996), p. 152-153.

¹⁴⁹ Conseil national du bien-être social (Canada), *Les pauvres et la consommation. Rapport du Conseil national du bien-être social sur la situation du consommateur à faible revenu face au marché canadien*, Ottawa, Le Conseil, 1974, p. 68.

¹⁵⁰ Entre autres : André Laurin, *Qu'est-ce que la sécurité sociale*, février 1964, 7 pages. ASCN, Fonds Service de consommation; Jacques Henripin, « Besoins économiques des familles et prestations familiales », *RL*, mai 1966), p. 138-140. Louis Hébert dans *BCN-BM*, janvier 1969, p. 5-6; Benoît Michaudville et Pierre Durocher, « L'avenir du Comité ouvrier de Saint-Henri », *RL*, janvier 1970, p. 10. En outre, l'essor du nationalisme québécois est étroitement lié à l'infériorité économique des francophones et donc à la pauvreté. S'il est parfois explicitement question de la « situation de nationaux pauvres, arriérés, désavantagés dans une province fabuleusement riche et en plein essor », le projet collectif visant à leur « émancipation économique » transcende indubitablement l'enjeu de la pauvreté des familles et ne touche souvent qu'indirectement les questions relatives à la consommation. Georges Robitaille, « L'animatrice de notre redressement économique? », *RL*, novembre 1959, p. 286.

qui veulent évaluer l'efficacité des programmes sociaux récemment mis en place, prendre la mesure de la pauvreté et trouver des moyens de remédier au problème¹⁵¹.

C'est à cette fin que le gouvernement fédéral, dans le sillage de la publication d'un rapport du Comité économique du Canada affirmant que la pauvreté touche au moins le cinquième de la population canadienne¹⁵², met sur pied le Comité spécial du Sénat sur la pauvreté en 1968. En 1971 paraît le rapport Croll, du nom de son président, qui afin de remédier à la pauvreté, qualifiée de « grand problème de notre société » et de « tragédie », propose l'instauration d'un programme de revenu garanti pour tous ceux et celles dont les revenus se trouveraient sous un seuil déterminé suffisant, y compris les salariés. Le rapport pose l'intégration totale des pauvres à la société comme « le droit fondamental de chacun de s'épanouir pleinement », et non comme un privilège ou une mesure caritative : la justice sociale qu'ils réclament leur est due¹⁵³. Ce document est bien de son temps puisque, comme l'indique Bertrand Belzile, c'est au tournant des années 1970 que le « droit à la sécurité de revenus pour tous les citoyens¹⁵⁴ » commence vraiment à faire l'objet de débats publics.

En outre, le Comité pose un jugement sans appel sur les politiques sociales canadiennes, selon lui dépassées et traitant les conséquences plus que les causes de la pauvreté. Il va d'ailleurs jusqu'à qualifier le système de sécurité sociale en place « d'échec total », « d'amas de bonnes intentions stériles », d'« [i]nstrument d'aliénation et de déshumanisation »¹⁵⁵. Ian Adams, William Cameron, Brian Hill et Peter Penz qui ont fait défection avant la parution du rapport¹⁵⁶, lui font écho, mais pointent aussi du doigt « the effect [the] policies have had in making life more difficult for the poor and easier for the

¹⁵¹ Mayer et Hamel, « La voix d'une population... », p. 153.

¹⁵² David P. Ross et Clarence Lochhead, « Pauvreté », In *L'Encyclopédie canadienne*, [En ligne], <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/pauvrete/> (Page consultée le 20 septembre 2015); Economic Council of Canada, *Fifth Annual Review...*, p. 110; Walter Stewart, « Les Canadiens n'estiment pas les gens en dollars », *SRD*, juin 1971, p. 78-80. Condensé d'un article de *Maclean's*.

¹⁵³ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. vii-xiii.

¹⁵⁴ Belzile, *Niveau de vie...*, p. 20. Souligné dans le texte.

¹⁵⁵ Croll, *La pauvreté au Canada...*, p. vii-ix.

¹⁵⁶ Avant la fin des travaux du comité, ceux-ci décident de ne plus y prendre part, refusant de participer à « the production of a document that was obviously intended to be useful more to politicians than to the poor », du moins selon ce qu'ils anticipent. Adams *et al.*, *The Real Poverty...*, préface. Les démissionnaires accusent ainsi le rapport de trahison (*sellout*). Ils sont notamment en désaccord avec la proposition de Croll et du comité d'établir le revenu minimum garanti à 70 % du seuil de pauvreté. Alvin Finkel, *Social Policy and Practice in Canada. A History*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2006, p. 251-252.

affluent¹⁵⁷ ». Sur le plan concret, en 1966, le gouvernement fédéral, en adoptant la loi sur l'assistance publique du Canada, innove en « consac[ant] le principe de l'accessibilité de l'aide sociale à tous les citoyens dans le besoin, y compris les travailleurs qui, même s'ils ont un emploi, vivent dans la pauvreté¹⁵⁸ ». Maintes critiques — dont le rapport Croll — reprochant à ce Régime d'assistance publique son « increasingly manifest inadequacy¹⁵⁹ », les autorités lancent en 1973 un projet de réforme des programmes sociaux qui obtient des résultats mitigés.

Le gouvernement du Québec, plutôt réticent à l'adoption de mesures sociales pendant l'après-guerre, entame sa propre « guerre à la pauvreté » en pleine Révolution tranquille. Tout comme le fédéral, voire davantage étant donné que la sécurité sociale fait partie de ses compétences, l'État québécois « entreprend une vaste opération de prise en charge des affaires sociales et de mise à jour des politiques¹⁶⁰ ». En 1961, est ainsi mis sur pied un comité chargé d'étudier l'assistance publique dont le rapport se démarque par son insistance sur la dignité de l'individu et l'affirmation du droit de tous les citoyens à l'assistance de l'État pour subvenir à l'essentiel de leurs besoins, ce qui se concrétise dans la Loi sur l'aide sociale de 1969¹⁶¹. Au milieu des années 1960, alors que la volonté de comprendre la pauvreté est à l'ordre du jour, le gouvernement provincial met aussi sur pied la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social qui entreprend, entre autres, d'interroger les gens dans le besoin pour comprendre leur situation.

Pour certains militants, les gouvernants font davantage partie du problème que de la solution puisqu'ils sont de mèche avec « les intérêts capitalistes »¹⁶². Plus encore, Pierre Vadeboncoeur, André Laurin et Bernard Solasse jugent que face au « scandale de la pauvreté », revendiquer des mesures sociales ne peut que donner des résultats limités dans une société capitaliste, car « jamais le gouvernement ne prendra, de sa propre initiative, le risque

¹⁵⁷ Adams *et al.*, *The Real Poverty...*, p. 83.

¹⁵⁸ Linteau *et al.* *Histoire du Québec...*, p. 640.

¹⁵⁹ Rodney S. Haddow, *Poverty Reform in Canada, 1958-1978. State and Class Influences on Policy Making*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 3.

¹⁶⁰ Linteau *et al.* *Histoire du Québec...*, p. 638.

¹⁶¹ Comité d'étude sur l'assistance publique (Québec), *(Boucher) Report of the Study Committee on Public Assistance*, Montréal, Gouvernement du Québec, 1963, p. 215; Linteau *et al.* *Histoire du Québec...*, p. 640.

¹⁶² « Pepin dénonce le système actuel qui fait des chômeurs et crée de la pauvreté pour pouvoir survivre », *LT*, mars 1968, p. 8. Voir aussi : Bélanger et Brouillet, *Le Québec...*, p. 283.

de heurter de front les milieux d'affaires, les riches, tous ceux qui détiennent le pouvoir et la puissance que confère l'argent¹⁶³ ». Certains vont plus loin et proposent de revoir les fondements mêmes de l'ordre socio-économique, ce qui ne surprend guère étant donné le contexte du Québec de la fin des années 1960 et du début des années 1970 où la contestation sociale atteint son apogée. Devenu une véritable force sociale, le syndicalisme, en commençant par la CSN, souhaite ainsi « pousser plus loin les réformes dans le sens d'une redéfinition fondamentale de l'organisation économique et de la société, en mettant de l'avant un projet socialiste de société¹⁶⁴ ». Croyant les politiques sociales insuffisantes, certains commentateurs, comme Bernard Solasse, jugent en effet que la solution à la pauvreté réside « dans une politique planifiée de répartition des revenus, ce qui suppose une modification en profondeur du système capitaliste lui-même¹⁶⁵ ».

7.3 La pauvreté au quotidien

Le foisonnement des études sur la pauvreté ne fait pas qu'attester de l'omniprésence de cet enjeu dans l'espace discursif québécois des années 1960 : il nous permet de glaner quelques informations sur le quotidien des ménages qui peinent à « joindre les deux bouts », notamment en mettant en scène des témoignages. Étudiés de concert avec des mémoires de maîtrise en service social, ces recherches fournissent la possibilité, sans prétendre à l'exhaustivité, de brosser un portrait de quelques éléments révélateurs de l'expérience de la pauvreté à Montréal pendant les Trente Glorieuses, notamment l'importance de la parenté, les frais qu'engendrent les difficultés financières et le poids de la maladie. Elles mettent aussi en lumière des fragments de la vision que les individus étiquetés comme pauvres se font d'eux-mêmes et de leur situation financière.

¹⁶³ Pierre Vadeboncoeur, André Laurin et Bernard Solasse, « Pauvreté », *LT*, octobre 1965, p. 14.

¹⁶⁴ Rouillard, *Le syndicalisme québécois...*, p. 140. À ce sujet, voir aussi : Mills, *Contester l'empire...*, chapitre 7.

¹⁶⁵ Bernard Solasse, « On produit pour ceux qui peuvent payer », *LT*, juin 1965, p. 4.

7.3.1 La construction du quotidien des pauvres

Comme le remarque avec justesse Amélie Bourbeau, « en général, les pauvres et la pauvreté sont définis par des gens qui se considèrent comme ne faisant pas partie de ce groupe : philanthropes, membres du clergé, experts en sciences sociales, hommes d'affaires, hommes d'État, etc.¹⁶⁶ »; c'est donc dire que les études sur la pauvreté permettent d'esquisser le tableau de la construction discursive du quotidien des ménages pauvres bien davantage que de l'expérience de ce quotidien. En conséquence, nous faisons avant tout le récit des perceptions des divers experts dont les préjugés sont parfois assez flagrants. Par exemple, la dichotomie entre le « bon » pauvre victime de la conjoncture et le « mauvais pauvre », responsable de son sort, teinte parfois leur discours. De même, des commentaires — favorables ou défavorables — sur la propreté des maisons des familles éprouvant des difficultés financières qui ressortent d'une étude du Conseil canadien du Bien-être sur les besoins urbains à Montréal suggère qu'un jugement est porté sur ces gens sur la base de l'état de leur demeure¹⁶⁷.

Cette opposition entre les « bons » et les « mauvais » pauvres peut aussi se doubler d'une dimension colonisatrice, comme en témoigne le mémoire de maîtrise de la travailleuse sociale Yvonne Roy dont l'examen de 24 familles ouvrières illustre de manière frappante la discrimination à l'égard des Autochtones. Roy fournit en fait des « photographies sociales » de deux familles canadiennes-françaises d'un « quartier à taudis » montréalais — le sud du Plateau Mont-Royal — représentatives de deux types de familles, « l'une produisant de bons citoyens et l'autre des délinquants¹⁶⁸ ». D'un côté se trouve une famille qu'elle juge travaillante, dont l'environnement baigne dans la propreté, qui produit de « bons catholiques ». La mère « sait acheter » et confectionne certains biens qu'il serait aussi possible de se procurer au magasin, ce qui est bien vu par la travailleuse sociale — et prescrit par l'ensemble des discours sur la consommation au Québec, du moins jusqu'aux années soixante. D'un autre côté se trouve la famille qui produit des « délinquants ». La mère, dont le sang amérindien est

¹⁶⁶ Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais...*, p. 7.

¹⁶⁷ Conseil canadien du Bien-être, *Les besoins urbains au Canada. Rapport d'une étude-sondage dans quatre villes canadiennes*, Section III : Montréal (par Maurice Gill), Ottawa, 1965, p. 63, 69, 71, 90.

¹⁶⁸ Yvonne Roy, *Échantillon de la vie sociale de trois rues d'un quartier à taudis de Montréal en vue d'améliorer les conditions sanitaires et morales du milieu*, Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1948, p. 2.

apparemment jugé assez important pour être mentionné a, selon Roy, l'air « nerveuse », et est « dominatrice ». Pire, il s'agit, toujours selon la travailleuse sociale, d'une famille qui vit dans la malpropreté et le désordre¹⁶⁹. Aussi éloquent soit-il, cette évocation d'une discrimination raciale dans la construction de la figure du pauvre constitue le seul exemple du genre dont nous disposons.

Outre leurs idées préconçues, des chercheurs mettent en relief la fonction cruciale de la parenté dans le quotidien des ménages pauvres, un phénomène entre autres souligné par des historiennes de Montréal comme Bettina Bradbury pour la fin du XIX^e siècle et Denyse Baillargeon pour les années 1930¹⁷⁰. En s'appuyant sur 38 témoignages provenant notamment de trois anglophones, un Portugais, deux Polonais, un Allemand et un Juif habitant une rue d'un quartier central de Montréal, Évariste Thériault met ainsi en lumière des pratiques d'emprunts d'objets ou d'achats par procuration qui apparaissent beaucoup plus fréquents entre voisins apparentés¹⁷¹. Selon ce travailleur social, la parenté est la source d'aide vers laquelle les gens se tournent le plus en cas de difficulté financière, ce que corrobore la famille pauvre du quartier Centre-Sud qu'a étudiée l'anthropologue Marie Letellier¹⁷². Les entrevues menées par Louise Chabot-Robitaille auprès de plusieurs groupes de citoyens de Montréal font aussi état d'une solidarité de quartier, sans qu'il soit toutefois fait référence à la parenté, notamment lorsqu'il est question d'emprunts monétaires¹⁷³. Certains des interviewés semblent en outre entretenir l'idée selon laquelle l'entraide entre voisins, dont ils sont très fiers, est plus importante dans les quartiers ouvriers que chez les mieux nantis¹⁷⁴.

Comme l'illustrent des entrevues effectuées par Jean-Pierre Bélanger pour le compte de la FACEF auprès de 50 Montréalais endettés, ces échanges surviennent surtout entre des ménages qui se trouvent dans une position financière assez difficile, « dans une situation

¹⁶⁹ Roy, *Échantillon de la vie sociale...*, p. 51-60.

¹⁷⁰ Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, University of Toronto Press, 2007 [1993], 310 pages; Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, chapitre 7.

¹⁷¹ Évariste Thériault, *La vie de voisinage d'un îlot urbain*, Mémoire de M.A., (Service social), Université de Montréal, 1966, p. 36, 40, 55-57.

¹⁷² Letellier, *On n'est pas...*, chapitre 15.

¹⁷³ Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 57.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 140-142.

économique dite de «pénurie»¹⁷⁵ ». Ceux ayant recours aux services de l'ACEF, mais jugés en meilleure posture sont moins enclins à prêter (et à demander, évidemment) de l'argent par souci d'indépendance ou parce qu'ayant accédé à « l'univers des aspirations », ils mettraient ce faisant en péril leurs propres projets d'avenir¹⁷⁶. En outre, cette entraide, qu'elle prenne une forme pécuniaire ou matérielle, peut remplir une fonction de régulation sociale étant donné que

Les échanges économiques au sein de la parenté ne sont que très rarement des actes purement gratuits. Ils obéissent en fait à des règles morales. Pour que cette aide soit dispensée, il faut en effet que celui qui la reçoit se conforme dans son comportement aux valeurs et aux normes de celui qui la donne. Lorsqu'un parent accepte d'aider quelqu'un, c'est souvent d'ailleurs l'occasion pour le premier de forcer ce dernier à modifier son comportement sous peine que l'aide soit retirée. Par exemple, cette aide sera surtout accordée lorsqu'il s'agit de la santé de la mère ou encore du bien-être des enfants (nourriture, vêtement...). Elle sera refusée lorsque l'objet paraîtra moins indispensable (vacances, loisirs)¹⁷⁷.

Ces transferts sont aussi gouvernés par une réciprocité anticipée, la « règle » voulant « que non seulement le montant de l'aide soit remis plus ou moins intégralement, mais aussi que le bénéficiaire retourne au donneur un service comparable lorsque la situation se présente¹⁷⁸ ». Plusieurs souhaitent ainsi y « avoir recours le moins possible » afin d'éviter de se trouver dans un « état de dépendance morale » face au « prêteur » advenant le cas où ils seraient incapables de se soumettre à cette contrainte. Selon Bélanger, cette dépendance, potentiellement difficile à gérer pour tous les partis, explique « probablement pourquoi les échanges économiques ont surtout lieu entre parents intimes et en particulier de mère à fille ou entre frères et sœurs¹⁷⁹ ».

Plusieurs études mettent par ailleurs en relief le phénomène, de prime abord surprenant, des coûts supplémentaires qu'entraîne la pauvreté. En effet, comme le démontre un rapport du Conseil national du bien-être social sur la situation du consommateur à faible revenu face au marché canadien, « de façon proportionnelle, les pauvres paient plus cher pour

¹⁷⁵ FACEF, *Analyse choisie de cas de crédit à la consommation, leurs problèmes et action consécutive*. Montréal, 1971, p. 67.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 68.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 69.

¹⁷⁹ *Ibid.* Marie Letellier observe elle aussi le potentiel explosif de ces relations d'échanges : Letellier, *On n'est pas...*, p. 133.

obtenir moins¹⁸⁰ » en termes de biens et de services, ce qui contribue à les appauvrir. Plusieurs facteurs sont mis en cause, entre autres les aléas de l'inflation, les prix plus élevés dans les petits magasins de quartier tributaires d'un moins grand roulement de marchandises, la vulnérabilité aux « pratiques douteuses du marketing affectant particulièrement les pauvres qui sont moins instruits et moins renseignés sur le sujet de la consommation », la propension des fournisseurs de services publics à exiger le versement de dépôts de garantie de la part des clients plus « à risque » d'insolvabilité. La pauvreté rend aussi plus ardues les prévisions budgétaires, les achats en grande quantité étant par exemple plus difficiles à réaliser¹⁸¹.

L'accès au crédit à la consommation qui se libéralise dans les années 1960 peut aussi engendrer des frais pour les ménages qui en ont peut-être le plus « besoin » tout en ayant le moins les moyens de les assumer. Selon le Conseil du Bien-être du Canada, « pour les consommateurs pauvres le crédit est trop souvent une sorte de supplément du revenu de dernier recours dont ils se servent dans leur lutte journalière pour subsister¹⁸² ». Ce « revenu d'appoint » est toutefois cher payé puisque comme l'indique le discours en provenance des ACEF, si le recours au crédit peut avoir des conséquences positives sur le niveau de vie d'une famille, il peut aussi se solder par la précarité financière¹⁸³. Les auteurs des *Assoiffés du crédit*, dont Jean-Pierre Bélanger et Normand Brouillet, l'affirment d'ailleurs sans ambiguïtés : le crédit appauvrit les pauvres dont la propension à emprunter à grands frais aux compagnies de finances fait en sorte que s'endetter leur est plus dispendieux qu'aux classes moyennes, portées à faire affaire avec les institutions financières¹⁸⁴. En effet, « [l]es banques et les sociétés d'assurance prêtent surtout à ceux qui sont mieux partagés, laissant le pauvre peuple — à moins qu'il puisse emprunter d'une caisse populaire — à la merci des sociétés de petits prêts, des marchands de crédit et des sociétés de financement qui, sans exception, exigent tous de forts intérêts¹⁸⁵ ». C'est donc dire que « [l]es économiquement faibles doivent [...] payer des taux exorbitants pour le crédit dont ils ont besoin, ce qui réduit d'autant leur pouvoir

¹⁸⁰ Conseil national du bien-être social (Canada), *Les pauvres et la consommation...*, p. 2.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 2, 15, 44.

¹⁸² *Ibid.*, p. 34.

¹⁸³ FACEF, *Analyse choisie de...*, p. 1.

¹⁸⁴ FACEF, *Les assoiffés du crédit*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 147.

¹⁸⁵ David A. Croll et Ron Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p. 91.

d'achat¹⁸⁶ ». Préjugés discutables et détestables à l'appui, le co-président d'une conférence s'étant tenue à l'Université de la Saskatchewan en 1966, dont le rapport du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie rapporte les propos, juge ainsi que les pauvres ont besoin de davantage de protection en matière de crédit

parce qu'ils sont crédules, faciles à tricher, moins conscients de la qualité des produits qu'ils achètent et plus disposés à s'engager, de même qu'à traiter avec des magasins dispendieux et des colporteurs des environs; ils connaissent moins les frais de crédit et peuvent ne pas connaître et défendre leurs droits¹⁸⁷.

Les citoyens du quartier Centre-Sud ayant témoigné dans le cadre de l'enquête de Louise Chabot-Robitaille soulignent d'ailleurs cette « exploitation » par les compagnies de finance et autres « capitalistes » qui ne pensent qu'à leur profit¹⁸⁸. D'une certaine manière, c'est donc dire que « de façon directe ou indirecte, les effets de la pauvreté renforcent les circonstances de la pauvreté, et le cercle vicieux s'enchaîne¹⁸⁹ ».

Il n'est pas non plus difficile de concevoir que les ennuis de santé jouent un rôle déterminant dans la situation financière des familles québécoises, surtout avant la mise en place du système universel d'assurance-maladie en 1970. Combien de Montréalais se trouvent dans une situation analogue à celle d'un homme mis en scène dans le documentaire *La P'tite Bourgogne* qui affirme être dans la misère depuis qu'il est tombé malade? Selon ses mots, « that ruined everything¹⁹⁰ ». De fait, la travailleuse sociale Marie-Berthe Bilodeau postule, après avoir étudié les dépenses d'une famille de la région de Montréal entre 1941 et 1950, que « la maladie est sûrement un des grands facteurs qui aujourd'hui détruisent l'équilibre financier de tant de familles¹⁹¹ ». Un ménage dont l'un des enfants requiert des soins de santé à long terme, comme la dialyse ou des injections d'insuline, peut ainsi voir ses finances lourdement hypothéquées. En outre, en raison du coût élevé à déboursier pour les médicaments, un cercle vicieux se crée : comme les gens « doivent se priver sur les autres

¹⁸⁶ FACEF, *Les assoiffés...*, p. 147.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 92

¹⁸⁸ Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 16.

¹⁸⁹ Conseil national du bien-être social (Canada), *Les pauvres et la consommation...*, p. 47.

¹⁹⁰ Maurice Bulbulian, *La P'tite Bourgogne*, Montréal, ONF-NFB, 1968.

¹⁹¹ Marie-Berthe Bilodeau, *Étude des dépenses d'une famille 1941-1950*, Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1950, p. 64.

postes du budget, notamment sur la nourriture », ils se rendent du fait même plus vulnérables à la maladie¹⁹². Les frais médicaux peuvent aussi exercer une ponction sur le budget familial, comme le relate une femme « économiquement faible » devant la Commission Castonguay-Nepveu sur la santé et le bien-être social :

J'ai fait soigner un de mes enfants pour les nerfs; mon mari ne gagnait pas un gros salaire : \$55 par semaine. Le spécialiste m'a envoyé un compte, après cela, ça été les lettres d'avocats. J'ai été voir le Bien-être social, mais comme mon mari travaillait, ils n'ont rien fait. Après cela, je suis allée le voir pour le faire baisser; pas moyen, un vrai bourreau; ça m'a pris trois ans à payer ça. Mon mari se privait de médicaments pour payer ça; s'il avait pris ses médicaments, il ne serait pas mort aujourd'hui¹⁹³.

De plus, les ouvriers, susceptibles de contracter des maladies industrielles, n'ont aucun recours en cas d'invalidité engendrée par leur occupation, comme Lucien, un travailleur du textile rendu inapte par la pneumoconiose et qui n'est pas encore admissible à une pension de vieillesse, histoire racontée par le film *On est au coton*¹⁹⁴. C'est donc dire que même après l'instauration de l'assurance-hospitalisation (en 1961) qui, selon des témoignages, a eu des retombées positives, les « économiquement faibles » sont particulièrement à la merci des conséquences des ennuis de santé vu qu'ils « possèdent tout au plus les moyens de survivre et [que], dans ces conditions, la maladie fait figure d'imprévu et prend souvent des dimensions dramatiques¹⁹⁵ ».

7.3.2 Réflexivité des ménages pauvres

Il n'apprendrait jamais le piano. « Un rêve impossible, lui avait écrit sa grand-mère — nous sommes de petites gens, Ne fais pas le rêve des grandeurs, mon enfant¹⁹⁶ ».

— Le salaire nous fait seulement vivre.

— Pas vivre, « exister ». Moi, je me considère plus comme légume que comme humain. Un légume boit de temps en temps pour ne pas sécher¹⁹⁷.

¹⁹² Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans voix*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971, p. 9.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 6.

¹⁹⁴ Arcand, *On est au...*

¹⁹⁵ Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans...*, p. 3.

¹⁹⁶ Blais, *Une saison dans la vie...*, p. 131.

En s'appuyant sur des entrevues orales ou écrites, bon nombre des études réalisées au cours de la période sur les ménages aux revenus insuffisants laissent entrevoir les perceptions de leurs membres sur leur situation économique. Si l'exploitation de ces sources nécessite une certaine prudence étant donné que les témoignages sont rapportés, colligés et interprétés par les chercheurs qui élaborent aussi les questions, ils recèlent toutefois des informations précieuses sur la façon dont les gens construits comme pauvres se perçoivent eux-mêmes. Il faut aussi garder en tête que, si nous nous appuyons sur les commentateurs pour identifier « les pauvres », ceux-ci ne s'insèrent pas nécessairement eux-mêmes dans cette catégorie. Par exemple, au tournant des années 1970, 10 % des Canadiens s'affirment pauvres bien que le Conseil économique du Canada estime que les revenus de 29 % de la population la classent « parmi les nécessiteux »¹⁹⁸. C'est ainsi que, l'épouse de la famille d'un « milieu urbain pauvre », interrogée par Marie Letellier, affirme, du fait qu'ils n'ont pas de dettes : « on vit pas riche, mais on vit normal¹⁹⁹ ». Ce faisant, elle révèle à quel point les critères définitoires de la pauvreté sont relatifs et diffèrent potentiellement entre les acteurs historiques, les ménages des quartiers ouvriers ne partageant pas nécessairement la définition de la pauvreté des bureaucrates et des universitaires. S'ils offrent plusieurs définitions de la pauvreté, les témoignages qu'a recueillis la Commission Castonguay-Nepveu identifient une constante : « elle crée toujours chez ceux qu'elle atteint un sentiment d'isolement et de honte; elle entraîne également le jugement sévère de la société à l'égard des déshérités²⁰⁰ ». Cet embarras ressort aussi des entrevues avec six groupes de citoyens²⁰¹ de quartiers ouvriers montréalais — Saint-Henri, Hochelaga-Maisonneuve et Centre-Sud — qu'a menées la sociologue Louise Chabot-Robitaille pour le Conseil de développement social du Montréal métropolitain en 1969²⁰².

Fait particulièrement troublant étant donné le discours socialisant dominant dans les années 1960 et 1970, les « économiquement faibles » témoignant devant la Commission

¹⁹⁷ Témoignage rapporté dans Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 198.

¹⁹⁸ Walter Stewart, « Les Canadiens n'estiment pas les gens en dollars », *SRD*, juin 1971, p. 79. Condensé d'un article de *Maclean's*.

¹⁹⁹ Letellier, *On n'est pas...*, p. 93.

²⁰⁰ Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans...*, p. 52.

²⁰¹ Un groupe par quartier est un comité citoyen.

²⁰² Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 578. Cet organisme est le successeur du Conseil des Œuvres de Montréal. Voir aussi : Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans...*, p. 22.

Castonguay-Nepveu attribuent la pauvreté à des causes « beaucoup plus en rapport avec des tares de l'individu qu'avec celles de la société elle-même²⁰³ ». À leurs yeux, « les pauvres sont responsables de leur pauvreté », quoiqu'à des degrés différents selon qu'ils sont des « bons » ou des « mauvais » pauvres²⁰⁴. Dans la même veine, des entrevues avec des citoyens des quartiers Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve font ressortir, au sein même de la classe ouvrière, un certain opprobre face à des bénéficiaires de prestations d'aide sociale perçus comme ne voulant pas travailler, préférant être « à la charge du monde²⁰⁵ ». De manière à la fois triste et ironique, force est donc de constater que des gens étiquetés comme pauvres portent un jugement moral plutôt incisif sur les individus qui se trouvent dans une situation pourtant similaire à la leur. Il ressort donc de certains témoignages une intériorisation des discours individualisants mis en exergue plus haut, ou du moins de l'idée du « pauvre méritant » véhiculée avant les années 1960 par les discours et les travailleurs sociaux comme Yvonne Roy. Il faut dire que ces « économiquement faibles » y sont certainement confrontés dans leurs relations avec les enquêteurs du bien-être social et des services sociaux; tout en adhérant à leurs discours, ils jugent pourtant ces derniers trop peu compréhensifs lors de leurs interactions avec eux²⁰⁶. Il se peut aussi que la vision socialisante des choses soit moins populaire que le laissent croire les discours en circulation.

Une certaine conscience d'être des « laissés-pour-compte²⁰⁷ », d'être des citoyens de seconde zone, anime néanmoins certains individus aux prises avec des difficultés. En regard des soins de santé, par exemple, plusieurs rapportent dans le cadre de la Commission Castonguay-Nepveu une discrimination criante en matière de traitement à l'hôpital et de suivi médical envers les patients qui n'ont pas d'argent à débours²⁰⁸. Cette injustice n'est pas la prérogative du domaine de la santé, comme le suggère la désillusion d'une citoyenne de Saint-Henri au sujet de l'organisation sociale en général : « [a]vec l'argent tu as tous les pouvoirs

²⁰³ Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans...*, p. 58.

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 204.

²⁰⁶ Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans...*, p. 28.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 61. Voir aussi : Mayer et Hamel, « La voix d'une population... », p. 163.

²⁰⁸ Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La voix des hommes sans...*, p. 3-7. À cette époque, les gens bénéficiant du bien-être social détiennent une carte d'assistance-médicale qui, selon les témoignages, n'est pas acceptée par tous les médecins, en plus de forcer le détenteur « à afficher son état de pauvreté au bureau de consultation ou à l'hôpital », ce qui aux yeux de plusieurs « économiquement faibles » « constitue une négation de la dignité de la personne humaine » (p. 18).

puis quand tu n'as pas d'argent, tu prends ton trou bien souvent²⁰⁹ ». Une entrevue de Louise Chabot-Robitaille révèle en outre, bien que de manière un peu confuse, le regard empreint d'un mélange de frustration et de fatalisme — et probablement de lucidité — que des citoyens du quartier Centre-Sud jettent sur l'ampleur de cette infériorité où ils perçoivent un cercle vicieux dont ils ne peuvent s'extirper :

L'ouvrier est toujours écrasé. Tout se rejoint. Tu vois, tu n'as pas l'ambiance idéale pour élever tes enfants, tu n'as pas l'atmosphère, tu n'as pas l'argent pour les faire instruire, tu n'as pas l'argent nécessaire pour leur payer de bons loisirs. Alors, à ce moment-là tu as, ce qu'on peut dire, « le strict minimum ». À part cela, ils jouent avec ta psychologie. Ils connaissent tes faiblesses. Ils savent comment t'attraper pour toujours t'écraser. Alors, il y a une publicité qui se fait, alors ils t'écrasent et te rendent esclave. À ce moment-là, ils font un programme pour te rendre esclave; puis ils réussissent parce qu'ils savent où t'attaquer. Alors, tu es esclave sans t'en rendre compte. Puis, si tu es esclave, quand tu viens pour aller quelque part, ils te l'ont rentré dans le « coco » puis tu l'es devenu. [...] Tu es handicapé, tu n'es pas capable de te remonter. C'est impossible de te remonter²¹⁰.

Cette idée selon laquelle la pauvreté est insurmontable ou inhérente à la structure socio-économique et aux rapports sociaux semble assez répandue en certains milieux. Une entrevue avec des citoyens de Saint-Henri fait par exemple ressortir la croyance en la nécessité de l'existence « des pauvres pour faire vivre les riches », d'où le peu d'intérêt des riches à ce que le sort des pauvres s'améliore dans lequel cas, « ils ne pourront plus les exploiter²¹¹ ». Si plusieurs individus, comme le fait ressortir une entrevue avec un groupe de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve, ont « l'espérance d'en sortir un jour, d'améliorer [leur] sort », dans l'ensemble, les témoignages attestent d'une faible confiance en l'avenir.

Certains groupes ou individus aux prises avec des difficultés financières choisissent de mettre l'accent sur « leur fierté, leur esprit d'initiative, leur volonté de lutte » plutôt que sur leur pauvreté. C'est notamment le cas des habitants des quartiers Griffintown, de La Petite Bourgogne et de Ste-Cunégonde (dans le sud-ouest de Montréal) qui se racontent dans un ouvrage éponyme paru en 1973 où ils affirment qu'ils « en ont assez d'être décrits comme «pauvres et défavorisés»²¹² ». Dans la même veine, un groupe de citoyens de Saint-Henri

²⁰⁹ Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 82.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 30.

²¹¹ *Ibid.* Voir aussi p. 42.

²¹² Claude Larivière, *Petite Bourgogne*, Montréal, Éditions québécoises, 1973, p. 5.

interviewé en 1969 manifeste une certaine fierté devant l'esprit de communauté très présent dans le quartier, affirmant que ses habitants ont « développé, peut-être un peu plus vite que les autres, une mentalité qui fait que, on se tient ensemble, on s'occupe des affaires qui nous concernent²¹³ ». Dans la même veine, Jeanne Leblanc, représentante du Comité des locataires des îlots Saint-Martin qui s'opposent à leur expropriation par l'administration municipale à la fin des années 1960, est tout sauf résignée lorsqu'elle affirme que « c'est beau d'être pauvre, mais on n'est pas obligés de vendre notre liberté pour avoir un peu mieux²¹⁴ ».

Conclusion

En résumé, même si Montréal, le Québec et le Canada traversent une période de prospérité sans précédent, la gloire des Trente Glorieuses ne rejaillit pas sur tous les ménages, ce qui suscite un nombre incalculable de commentaires et d'études. Comme le démontrent les données statistiques, l'insécurité économique est le lot d'environ le cinquième de la population, les francophones, les communautés culturelles, les Autochtones, les femmes et les membres des familles nombreuses étant particulièrement touchés. Fait important qui en dit long sur la réussite du fordisme, cette pauvreté n'est pas l'apanage des chômeurs, bien des salariés n'en étant pas à l'abri.

En ce qui concerne la perception de ces ménages aux prises avec des difficultés financières, des conceptions individualisantes et socialisantes se font concurrence dans l'espace discursif des années 1940 et 1950. Si une certaine continuité est manifeste dans la mesure où des visions plus socialisantes des difficultés économiques — bien qu'il soit rarement explicitement question « des pauvres » ou « de la pauvreté » pendant les décennies 1940 et 1950 — sont présentes pendant la totalité de la période, un changement de paradigme a indubitablement lieu dans les années 1960. Dans une atmosphère imprégnée par la contestation sociale et où se multiplient les études pour comprendre la persistance de la pauvreté malgré l'abondance, la précarité matérielle est de plus en plus comprise en lien avec la consommation de masse. À partir du moment où la population du Québec et de Montréal

²¹³ Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude...*, p. 107.

²¹⁴ Bulbulian, *La P'tite...*

commence à entrer dans la société de consommation, comportant une proportion de moins en moins importante de pauvres, leur présence a tendance à déranger toujours davantage, à paraître anormale, si bien que le discours sur la pauvreté devient un discours s'opposant aux fondements mêmes du consumérisme, ce qui n'est pas le cas pendant les années d'après-guerre. C'est donc dire que si la pauvreté et l'abondance apparaissent au premier abord comme antithétiques, la relation qui les unit s'inscrirait plutôt sous le signe de la dialectique, les inégalités économiques constituant un enjeu incontournable dans les discours sur la consommation et les valeurs consuméristes pendant les Trente Glorieuses.

Par ailleurs, la prolifération des recherches sur les pauvres tributaire de ce contexte, si elle a inmanquablement pour corollaire de conforter l'altérité qui leur est associée, permet en rétrospective d'identifier certains éléments de leur quotidien, tels que construits par les discours. L'importance du secours apporté par la parenté ou le voisinage, les frais encourus du fait d'être pauvre et le pouvoir destructeur de la maladie sur les finances familiales ressortent avec particulièrement de force, tout comme les préjugés des commentateurs et de divers intervenants. En ce qui a trait à la façon dont les individus étiquetés « pauvres » se perçoivent eux-mêmes, les bribes d'information qu'ont révélées les sources laissent non seulement entrevoir un sentiment de honte et une espèce de frustration résignée face à leur situation économique, mais aussi une lucidité et une fierté indéniables.

Ce portrait de la pauvreté en temps de prospérité, que nous avons voulu ni misérabiliste ni trop rose, ne doit pas faire perdre de vue que la majorité des acteurs et des actrices historiques voient leur situation s'améliorer pendant les Trente Glorieuses. En effet, comme nous l'avons noté, c'est parce qu'il y a moins de pauvres que leur existence semble autant déranger. Qui plus est, il est important de garder en tête que la pauvreté, malgré sa cruelle capacité à se reproduire de génération en génération, n'est pas un état statique, des possibilités de mobilité sociale étant entre autres dépendantes du cycle de vie. Il est par exemple probable que plusieurs familles voient leur situation financière s'améliorer à partir du moment où, le plus jeune des enfants ayant fait son entrée dans le système scolaire, le salaire de la mère vient s'ajouter au revenu familial permettant au ménage de participer davantage à la consommation de masse.

Conclusion

Au terme de ce tour d'horizon, plusieurs constats s'imposent. Tout d'abord, les Trente Glorieuses sont associées à juste titre à une période de prospérité sans précédent. Les prix demeurent, selon les standards actuels — voire objectivement étant donné que le taux d'inflation ne croît pas et même décroît à Montréal au milieu des années 1950 — somme toute assez stables pour qu'il soit possible, en rétrospective, de considérer que leur hausse ne constitue pas une menace pour la santé de l'économie. Comme les salaires réels augmentent presque constamment, quoique davantage dans les années 1960, il ne fait aucun doute que Montréal, le Québec et le Canada sont le théâtre d'une hausse plutôt linéaire du pouvoir d'achat. L'étude des fluctuations du taux de chômage assombrit un peu ce portrait. Si pendant l'immédiat après-guerre, la situation de l'emploi au Canada apparaît assez favorable, celle-ci se détériore légèrement dès le milieu des années 1950 et considérablement par la suite : dès lors, le chômage suit une pente ascendante, davantage au Québec qu'en Ontario. Ce bémol, tout comme les très brèves récessions qui ponctuent la période, est toutefois insuffisant pour véritablement ternir la vue d'ensemble positive qui ressort de notre analyse et que confirment également l'accès à la propriété résidentielle, l'acquisition d'appareils ménagers, et surtout, les achats d'automobiles qui augmentent de manière prononcée, rapide et quasi interrompue au Québec entre 1921 et 1975. Dès la fin du conflit mondial, on assiste à une diminution graduelle — amorcée au cours des décennies précédentes — de l'écart séparant le Québec de l'Ontario et, dans une moindre mesure, de l'ensemble du Canada, en matière d'acquisition d'automobiles. Cet écart devient même minime au milieu des années 1970, la croissance plus rapide du phénomène dans « la Belle Province » pendant l'immédiat après-guerre se traduisant par un certain « rattrapage ».

Observer le moment à partir duquel le nombre de voitures immatriculées et de ménages devient sensiblement équivalent au Québec, en Ontario et dans le Canada permet de proposer un échancier, certes très approximatif, de leur entrée respective dans la société de consommation. Celle-ci caractériserait le Québec à partir du tournant des années 1970, l'Ontario dès la fin des années 1950 et, le Canada, à la fin de la décennie 1960. S'il ne nous

apparaît pas possible d'appliquer la même méthode d'estimation à la Région métropolitaine de recensement de Montréal puisque l'automobile est moins indispensable en ville qu'en milieu suburbain, il est raisonnable de penser que quelque part dans les années 1960, la majorité des ménages montréalais possèdent au moins une voiture, proportion qui est largement dépassée en banlieue très probablement dès la fin des années 1950.

À partir de cette décennie, même s'il n'est pas encore question de société de consommation dans les discours, les experts qui se prononcent sur l'état de l'économie, à commencer par ceux gravitant autour des milieux bancaires, semblent bien conscients de vivre une période de prospérité sans précédent. Tout au long des Trente Glorieuses, leurs discours sont toutefois teintés par la crainte que le sol se dérobe sous leurs pieds. Animés par le souvenir de la Crise des années 1930 et des difficultés économiques ayant suivi la Première Guerre mondiale, bon nombre d'entre eux semblent persuadés que l'histoire se répétera. L'inflation constitue un exemple particulièrement frappant de ces inquiétudes persistantes : même si les données statistiques ne le justifient pas, elle ne cesse de préoccuper les commentateurs qui voient toute hausse — aussi minime soit-elle — de l'indice du coût de la vie, puis de l'indice des prix à la consommation, comme une menace. En effet, à en croire certains d'entre eux, le Canada ou le Québec sont constamment au bord du gouffre, une vision des choses qui modère l'optimisme auquel on pourrait s'attendre devant la santé de l'économie et l'amélioration du confort matériel.

Outre l'inflation, la prospérité de l'après-guerre semble aussi entretenir la méfiance de plusieurs observateurs à l'égard du désir de leurs contemporains de prendre part à cette société de consommation de masse qui se met en place. À l'instar de nombreux discours en circulation aux États-Unis, certains experts lui attribuent une connotation positive, ce qui se manifeste notamment dans l'établissement d'une adéquation entre cette dernière et des enjeux comme le progrès, la démocratie, la supériorité occidentale ou la citoyenneté dans un contexte marqué par le climat anxiogène de la guerre froide. Ces évocations positives sont toutefois plutôt rares comparativement aux prises de position ambivalentes ou carrément négatives. Plusieurs commentateurs adoptent en effet une attitude au moins mitigée relativement à la consommation de masse et à l'essor des valeurs consuméristes en utilisant leur tribune pour légitimer certaines formes de consommation et en dénoncer d'autres, notamment en invoquant

la frontière entre le nécessaire et le luxe qui apparaît en flux pendant les Trente Glorieuses. Le concept de besoin, qui s'articule autour de la définition sociale de la nécessité, est manifestement en pleine transformation, ce que dénoncent des experts qui s'opposent à la consommation à des fins dites superflues dans des discours où le luxe est construit comme le synonyme de consommation illégitime et l'antithèse du besoin. Moins enclins à mettre en relief des formes de consommation légitimes, bon nombre de commentateurs se montrent donc réfractaires, voire carrément opposés, à la consommation de masse. Pendant l'immédiat après-guerre, plusieurs s'en prennent à ce qu'ils décrivent comme le « matérialisme ambiant » dans le cadre de prises de position manifestement imprégnées par la tradition chrétienne. À partir des années 1960, les discours ne perdent pas en vitriol, mais cette rhétorique cède le pas à des dénonciations qui s'attaquent plutôt à la consommation de masse parce qu'elle constituerait une forme d'exploitation des plus vulnérables de la société, souvent assimilés à des victimes. Ces doléances sont essentiellement portées par des francophones et reflètent surtout le contexte québécois, le Canada anglais sortant nettement sous-représenté de ce survol des critiques de la société consumériste.

Les Trente Glorieuses sont aussi le témoin de profondes transformations dans les pratiques financières des ménages, alors que le crédit à la consommation connaît une croissance impressionnante, preuve que la « traditionnelle » méfiance à son égard perd du terrain. Ces mutations ne manquent pas d'inquiéter nombre de commentateurs dont les propos apparaissent décalés par rapport aux habitudes d'une part croissante de la population. Émanant surtout des CPD, et donc encore une fois des milieux franco-catholiques, les discours sur le crédit sont marqués par un profond conservatisme, sa condamnation allant de pair avec la promotion du modèle « traditionnel » ménagère-pourvoyeur que favoriserait l'épargne, perçue comme masculine. Présenté comme l'envers de la thésaurisation, qu'ils parent de toutes les vertus, le crédit à la consommation est, selon ces experts attachés au monde — masculin — de la production, condamnable parce qu'« improductif » et en conséquence immoral. Tout comme d'autres commentateurs, les porte-parole des CPD sont nostalgiques d'un passé mythique où les Canadiens français se montraient frugaux, une caractéristique nationale menacée par l'essor du crédit. Souvent confondu avec l'endettement, le crédit à la consommation détient selon eux un potentiel destructeur pour la santé financière des

consommateurs; dans les années 1960, ce reproche est repris par les ACEF qui décrivent ce qu'elles perçoivent comme un appauvrissement des travailleurs par le crédit. D'après leur rhétorique, le crédit à la consommation constitue un problème collectif en raison de son exploitation des « petits salariés » — la plupart du temps genrés masculins — dans le cadre d'une relation de pouvoir dont ils sortent perdants. Au tournant des années 1970, l'hostilité face au crédit à la consommation commence à s'estomper et celui-ci est de moins en moins assimilé à une affaire d'hommes alors que le mouvement de protection du consommateur, prudent sans être opposé au crédit, s'implante véritablement en sol québécois.

De manière plus générale, plusieurs discours concurrents coexistent sur les rapports conjugaux et filiaux de même que sur les identités qui se construisent au sein du foyer. Cette situation rend difficile la tâche d'évaluer les conséquences de l'entrée dans la consommation de masse sur la construction tant du couple que de la masculinité et de la féminité. En effet, si certains commentateurs appellent à la collaboration des époux dans la gestion des finances familiales — ce qui aurait pour conséquence une perte de pouvoir pour les femmes traditionnellement chargées de cette tâche — d'autres préconisent, ou décrivent comme correspondant encore à une certaine proportion des ménages, des modes d'administration des finances familiales plus anciens, où les ménagères continuent de jouer un rôle de premier plan. En fait, les intervenants les plus conservateurs, s'opposant à la société de consommation, sont aussi ceux qui font allusion au partage « traditionnel » des rôles sexuels entre l'homme pourvoyeur et la ménagère administratrice du budget. Pris ensemble, ces discours laissent donc croire que les experts canadiens-français sont plus réfractaires que leurs collègues anglophones à des modèles de distribution de l'argent s'écartant de la forme ménagère-pourvoyeur, suivant lequel l'homme remet toute sa paye à son épouse.

En ce qui concerne les enfants, les jeunes et les adolescents, on assiste à une ouverture à leur participation à la consommation de masse, même si les porte-parole des CPD cherchent, jusqu'au début des années 1960, à la différer par le biais d'incitations à l'épargne porteuse de vertus et susceptible de contrer leur prodigalité jugée inquiétante. Dès les années 1950, devant la montée en importance de cette consommation, certains experts se prononcent néanmoins en faveur de l'éducation des enfants et des jeunes à cette pratique. Ils invitent les parents à initier leur progéniture à une saine gestion de l'argent et commencent à construire les enfants et les

jeunes comme des consommateurs légitimes. Nouvelle catégorie d'âge souvent tributaire de la consommation de masse, l'adolescence fait de plus en plus d'apparitions dans ce type de discours même si le terme n'est pas particulièrement prisé par les commentateurs franco-québécois pendant l'immédiat après-guerre. Son affirmation au cours des années 1960 corrobore d'ailleurs l'hypothèse d'une société de consommation ne s'implantant qu'à partir de cette époque au Québec. Cette étape du cycle de vie, tout comme les prescriptions des experts, complexifie la tâche des parents et modifie la construction de leur rôle.

L'importance des transformations en cours ne doit pas faire perdre de vue que tous les ménages ne récoltent pas les fruits de cette consommation de masse. Pendant les Trente Glorieuses, environ 20 pour cent de la population montréalaise, québécoise et canadienne connaît la précarité matérielle. Cette pauvreté, qui n'est pas que le lot des ménages aux prises avec le chômage, touche particulièrement les francophones, les communautés culturelles, les Autochtones, les femmes et les familles nombreuses. Du côté des discours, des conceptions individualisantes et socialisantes de la pauvreté coexistent pendant les années 1940 et 1950, bien que les experts emploient rarement ce terme. C'est véritablement durant la décennie suivante, dans le sillage de l'éclosion de multiples foyers de contestation sociale en Occident, que la persistance de la pauvreté devient une véritable préoccupation pour les experts qui multiplient les études à son sujet et la mettent en relation avec la prospérité relative. Ainsi, pendant la seconde partie des Trente Glorieuses, le discours sur la pauvreté s'inscrit en faux avec les fondements mêmes du consumérisme.

Les recherches sur les pauvres qui découlent de ces tentatives de mieux comprendre la persistance de la pauvreté malgré la prospérité, et qui reposent souvent sur des entrevues, permettent d'accéder à certains aspects du quotidien des ménages étiquetés comme « économiquement faibles ». Ces témoignages révèlent notamment l'importance de l'aide que peut apporter la parenté et le voisinage, le rôle déterminant de la maladie dans la détérioration des finances familiales ou encore les frais encourus du fait d'être pauvres. Ils montrent que les gens identifiés comme pauvres ne se perçoivent pas nécessairement ainsi, mais aussi que ceux qui se savent pauvres ressentent honte, frustration et résignation, tout autant que fierté et lucidité.

Cette analyse des discours sur l'entrée dans la consommation de masse et ses répercussions sur les modes de vie permet également d'avancer des conclusions plus globales au sujet des spécificités du Québec urbain des Trente Glorieuses par rapport à l'ensemble nord-américain, un phénomène d'autant plus remarquable que le consumérisme est réputé pour niveler les différences culturelles. En général, les discours franco-québécois semblent plus réfractaires que leurs collègues canadiens-anglais et surtout états-uniens face à la consommation de masse et à la transformation des valeurs qu'elle entraîne. Si nous ne pouvons l'affirmer avec certitude, puisque nous n'avons pas étudié l'ensemble des discours qui circulent au Canada et que nous nous appuyons uniquement sur l'historiographie en ce qui a trait aux États-Unis, il nous semble néanmoins qu'il s'agit là d'une hypothèse tout à fait plausible. Il fait en effet peu de doute que la force croissante des syndicats au Québec (surtout à partir des années 1960, période qui coïncide avec l'entrée dans la consommation de masse selon notre estimation), la moins grande emprise du maccarthysme, l'importance du catholicisme, la barrière linguistique, le désir d'autonomie qu'incarne et encourage la Révolution tranquille et finalement l'essor du nationalisme québécois constituent autant de facteurs susceptibles de se conjuguer pour aboutir à des perceptions plus négatives de la société de consommation. Tout en expliquant la surreprésentation des discours catholiques et francophones dans cette thèse, ces perceptions se manifestent, entre autres, par la virulence et le nombre des critiques qui supplantent les éloges ou même les nuances, lorsque vient le temps de se prononcer sur les nouvelles pratiques de consommation, par la pérennité des réticences face au crédit à la consommation et enfin par les incitations à une transformation structurelle du système capitaliste, voire à son renversement, afin de lutter contre les inégalités perçues comme tributaires de l'abondance.

Cela dit, des similitudes entre le Québec, le Canada anglais et les États-Unis sont également perceptibles. Par exemple, ces trois sociétés déclarent toutes la « guerre à la pauvreté » dans les années 1960. En outre, la nostalgie d'une époque mythique où les gens épargnaient et résistaient aux appels de la consommation pour se concentrer sur « l'essentiel » caractérise tant les sociétés québécoises qu'américaines. Le refus de la consommation infantine, objectif des caisses scolaires, se retrouve dans les États-Unis du tournant du XX^e siècle comme dans le Québec de l'après-guerre. Le décalage, c'est-à-dire le fait que ce refus,

en sol québécois, soit présent plus tard, appuie toutefois notre hypothèse d'une plus grande résistance des commentateurs franco-québécois au consumérisme. L'interdiction, en 1980, de la publicité visant les enfants, domaine où « la Belle Province » fait cavalier seul jusqu'à ce que la Suède et la Norvège adoptent des réglementations analogues au début de la décennie suivante, renforce cette impression et laisse croire à une spécificité québécoise. Aujourd'hui encore, seuls ces trois pays ont adopté des lois aussi sévères à cet égard.

Si les discours n'incitent pas à croire qu'une masculinisation des pratiques de consommation domestique ou de leurs représentations analogue à celle qu'observe Lizabeth Cohen aux Etats-Unis est en cours dans « la Belle Province », les femmes québécoises sont aussi dévalorisées par l'entrée dans la société de consommation de masse. En effet, l'association entre le luxe et la féminité perdure et se traduit par un dénigrement de la consommation féminine et la construction des femmes comme frivoles et dépensières. Les discours sur l'épargne et le crédit en font des affaires d'homme, l'attitude que les experts préconisent face à ces pratiques correspondant d'ailleurs aux principales caractéristiques de la masculinité idéale. Notre analyse a également permis de constater que la méfiance face à la consommation et au recours au crédit par les femmes se traduit parfois par une discrimination qui perdure malgré les avancées législatives. En outre, même si, dans les milieux ouvriers, les femmes sont « traditionnellement » responsables de la consommation, la majeure partie des discours à ce sujet est émise par des hommes qui s'adressent surtout à d'autres hommes, contribuant de ce fait à la marginalisation de la consommation féminine. Bref, l'association entre la féminité et la consommation aurait pu laisser croire que les femmes gagneraient en pouvoir lorsque leur tâche, selon la « traditionnelle » division sexuelle du travail, monterait dans l'échelle des valeurs, mais force est de constater que ce n'est pas ce qui se produit. Manifestement, l'entrée dans la société de consommation conforte le patriarcat.

Du point de vue de la périodisation, les Trente Glorieuses apparaissent au terme de ce survol comme cohérentes — grâce à la prospérité, à l'amélioration somme toute linéaire du pouvoir d'achat et du confort matériel, à la montée en importance de la consommation qui se répercutent sur les modes de vie — sans être uniformes. En effet, comme le montrent la plupart des enjeux que nous avons abordés, les discours se déploient en deux temps. L'immédiat après-guerre, qui s'étend parfois jusqu'au milieu des années 1960, apparaît

comme une période distincte de la fin de cette décennie, ce qui conforte d'ailleurs l'échéancier que nous proposons de l'entrée de Montréal et du Québec dans la société de consommation. Au tournant des années 1970, soit à l'époque de la démocratisation du confort matériel, de l'essor de la contestation sociale, de la radicalisation de la mouvance syndicale québécoise, de la perte de terrain de la pratique religieuse et du regain de vigueur du féminisme, les perceptions de la consommation se transforment, ou plutôt se cristallisent, autour d'une conception socialisante de phénomènes comme les valeurs consuméristes, l'endettement et la pauvreté. Construits comme autant de « problèmes » collectifs, ceux-ci sont vus comme inhérents au capitalisme consumériste, de plus en plus pointé du doigt. N'en déplaise aux tenants des « révisionnismes » canadiens-anglais et québécois, les propos des experts, surtout franco-québécois, sont alors de moins en moins empreints du conservatisme, de l'individualisme et d'appels à l'acceptation de sa condition socio-économique qui les caractérisaient dans les années 1940 et 1950.

Ces considérations en tête, d'autres avenues devront être explorées afin de compléter ce portrait des répercussions de l'entrée dans la consommation de masse qui ne semble, en fin de compte, pas « apporter le bonheur », du moins selon bien des commentateurs. Par exemple, leurs discours nous ont seulement permis d'esquisser à grands traits les transformations du quotidien des ménages qui mériteraient d'être étudiées en détail, notamment en ayant recours à des témoignages. Il reste également beaucoup à découvrir au sujet de l'expérience de l'adolescence au Québec, en lien non seulement avec la société de consommation, mais également avec la culture de masse avec laquelle elle va de pair. Malgré la barrière linguistique et même s'ils ne fréquentent pas les *high schools*, les jeunes Québécois sont en effet confrontés à des représentations de la jeunesse qui ne correspondent pas, du moins peut-on le présumer, à leur réalité. De même, les cégeps jouent très certainement un rôle formateur différent des *high schools* pour ces jeunes, notamment en constituant souvent des foyers de contestation des valeurs dominantes, dont le consumérisme. En matière de réticence à la consommation de masse, il serait intéressant d'approfondir la question de la spécificité du Québec en procédant à une comparaison avec les débats et les politiques des autres provinces canadiennes pendant les Trente Glorieuses et en prenant le pouls des décennies subséquentes. Même actuellement, à l'ère de la surconsommation, alors que les médias font la mine basse

quand ils annoncent une baisse de « la confiance des consommateurs », il se peut très bien que « la Belle Province » fasse état d'une plus grande résistance à la société de consommation. En effet, peu d'enjeux y font autant consensus que les mesures dont elle s'est dotée au fil du temps pour tempérer les ardeurs du marché, qu'il s'agisse de l'interdiction de la publicité destinée aux enfants, de la politique d'exactitude des prix ou d'un organisme chargé de recevoir les plaintes des consommateurs.

Bibliographie

1. Sources

a) *Fonds d'archives*

Archives de la Confédération des syndicats nationaux

- Fonds : André-Laurin
- Fonds : Mémoires (1970-1972)
- Fonds : Service de la coopération et de la consommation
- Fonds : Service de formation

Université du Québec à Montréal, Service des archives et de gestion des documents

- 74P - Fonds de l'Association coopérative d'économie familiale de Montréal

b) *Bulletins, journaux et périodiques*¹

Banque Canadienne nationale, 1945-juillet 1957 suivi de *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, août 1957-1975

Canadian Consumer / Le Consommateur, 1963-1970 suivi de *Consommateur canadien*, 1971-1975

Chatelaine, 1945-1975

Châtelaine, 1960-1975

L'École des Parents, 1949-1959

La Banque Royale du Canada, 1945-1947 suivi de *Bulletin mensuel – Banque Royale du Canada*, 1948-1975

La Consommatrice, 1972-1973

La Famille, 1945-1954

Le Monde ouvrier / The Labor World, 1945-1975

Le Mouvement ouvrier, 1945-1960 suivi de *Foyers ouvriers*, 1961-1962

Le Travail, 1945-1975

Ma Caisse populaire, 1952-1975

Maintenant, 1962-1975

Protégez-vous, 1973-1975

Relations, 1945-1975

Réveil du consommateur, 1972-1975

Revue Desjardins, 1945-1975

Sélection du Reader's Digest, 1947-1975

The Reader's Digest, 1945-1975

¹ Les années des périodiques correspondent aux années dépouillées. Certaines revues ont été publiées plus longtemps que les dates l'indiquent, mais nous avons été incapable de trouver certains numéros.

c) Sources imprimées

Adams, Ian. *The Poverty Wall*. Toronto, McClelland and Stewart, 1970. 154 pages.

Adams, Ian *et al.* *The Real Poverty Report*. Edmonton, M. G. Hurtig Limited, 1971. 255 pages.

BCP Publicité. *La famille canadienne-française et la consommation. The French-Canadian Family as a Consumer Unit*. Montréal, Éditions de la Table ronde, 1971. 79 pages.

Bélanger, Jean-Pierre et Normand Brouillet. *Le Québec. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement*. Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974. 685 pages.

Blais, Marie-Claire. *Une saison dans la vie d'Emmanuel*. Montréal, Éditions du Jour, 1972 [1965]. 136 pages.

Chabot-Robitaille, Louise. *De l'eau chaude, de l'espace et un peu de justice*. Montréal, Conseil de développement social du Montréal métropolitain, 1970. 222 pages.

Comité d'étude sur l'assistance publique (Québec). *(Boucher) Report of the Study Committee on Public Assistance*. Montréal, Gouvernement du Québec, 1963. 230 pages.

Comité d'étude sur les institutions financières. *Rapport (Parizeau) du Comité d'étude sur les institutions financières*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1969. 310 pages.

Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec). *La sécurité du revenu. Volume V, Tome 1 : La situation actuelle / Les fondements d'une politique de sécurité du revenu – Rapport (Castonguay-Nepveu) de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971. 343 pages.

———. *La voix des hommes sans voix*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971. 77 pages.

Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. *Rapport (Laurendeau-Dunton) de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III : Le monde du travail*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969. 492 pages.

———. *Rapport (Laurendeau-Dunton) de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre IV : L'apport culturel des autres groupes ethniques*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969. 390 pages.

Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. *Rapport de la Commission royale d'enquête (Bird) sur la situation de la femme au Canada*. Ottawa, Information Canada, 1970. 540 pages.

Conseil canadien du Bien-être. *Les besoins urbains au Canada. Rapport d'une étude-sondage dans quatre villes canadiennes*, Section III : Montréal (par Maurice Gill). Ottawa, 1965. 95 pages.

Conseil de Bien-Être du Québec. *Les inégalités socio-économiques et la pauvreté au Québec. Symposium de Lévis, septembre 1965*. Montréal, 1965. 284 pages.

Conseil national du bien-être social (Canada). *Les pauvres et la consommation. Rapport du Conseil national du bien-être social sur la situation du consommateur à faible revenu face au marché canadien*. Ottawa, Le Conseil, 1974. 69 pages.

Croll, David A. *La pauvreté au Canada. Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1971. 241 pages.

Croll, David A. et Ron Basford, *Rapport sur le crédit au consommateur du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967. 118 pages.

Economic Council of Canada. *Fifth Annual Review. The Challenge of Growth and Change*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968. 215 pages.

Fédération des associations coopératives d'économie familiale. *Analyse choisie de cas de crédit à la consommation, leurs problèmes et action consécutive*. Montréal, 1971. 94 pages.

———. *Les assoiffés du crédit*. Montréal, Éditions du Jour, 1973. 158 pages.

———. *Mémoire aux gouvernements canadien et québécois*. Montréal, Fédération des ACEF du Québec, 1974. 47 pages.

———. *Production-consommation. Atelier 3*. Montréal, 1971. 16 pages.

———. *Rapport de recherche. Projet de recherche sur l'endettement au Québec : étape 1*, Montréal, Fédération des associations coopératives d'économie familiale, 1970. 92 pages.

Fédération des travailleurs du Québec. *L'État, rouage de notre exploitation. Documents de travail préparés par le service de recherche de la FTQ*. Montréal, La Fédération, 1971. 141 pages.

Fortas, André D. *Réflexions critiques sur le développement économique de la région de Montréal d'après le rapport du C.R.D.E. (Université de Montréal)*. Montréal, A. D. Fortas, 1972. 115 pages.

Friedan, Betty. *The Feminine Mystique*. New York, Norton, 2001 [1963]. 430 pages.

Garigue, Philippe. *La vie familiale des Canadiens français*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970 [1962]. 142 pages.

Gosselin, Emile. *La troisième solitude. Une étude sur la pauvreté à Montréal*. Montréal, Conseil du Travail de Montréal, 1965. 79 pages.

Gouvernement du Canada, *Politiques pour la stabilisation des prix*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968. 36 pages.

Harding, Jim. « Canada's Indians. A Powerless Minority » dans John Harp et John R. Hofley, dir. *Poverty in Canada*. Scarborough (Ont.), Prentice-Hall of Canada, Ltd., 1971, p. 239-252.

Harrington, Michael. *The Other America. Poverty in the United States*. New York, Macmillan, 1962. 191 pages.

Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports. *Politiques gouvernementales en matière de sports et de loisirs*. Québec, 8 juin 1972. 24 pages.

Larivière, Claude. *Petite Bourgogne*. Montréal, Éditions québécoises, 1973. 76 pages.

Laurin, André. *Conflits de générations ou d'idées*. Montréal, Service de la coopération et de la consommation de la CSN, 1969. 47 pages.

Letellier, Marie. *On n'est pas des trous-de-cul*. Montréal, Parti-Pris, 1971. 221 pages.

Meynaud, Jean. *La défense des consommateurs dans les sociétés capitalistes*. Montréal, Université de Montréal, 1968. 276 pages.

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien du Canada. *La politique indienne du gouvernement du Canada, 1969*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969. 14 pages.

Pelletier, Michel et Yves Vaillancourt. *Du chômage à la libération suivi du Manifeste de la FTQ*. Montréal, Éditions québécoises, 1972. 112 pages.

Pepin, Marcel. *Une société bâtie pour l'homme. Rapport moral du président de la CSN au congrès 1966 / Le deuxième front. Rapport moral du président de la CSN au congrès 1968*. Montréal, Confédération des syndicats nationaux, 1970 [1968]. 206 pages.

Picard, Gérard. *Salaires vital*. Québec, 1948. 32 pages.

Renaud, Jacques. *Le Cassé*. Montréal, Parti-pris, 1964. 126 pages.

Tremblay, Marc-Adélar et Gérald Fortin. *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1964. 405 pages.

Tremblay, Michel. *Les Belles-sœurs*. Montréal, Leméac, 2007 [1968]. 93 pages.

Vallières, Pierre. *Nègres blancs d'Amérique*. Montréal, Typo, 1994 [1968]. 472 pages.

Ziegel, Jacob S. « The Legal Regulation of Consumer Credit » dans Jacob S. Ziegel et R. E. Olley, dir. *Consumer Credit in Canada. Proceedings of a Conference on Consumer Credit*. Saskatoon, 2-3 mai 1966, Saskatoon, University of Saskatchewan, 1966, p. 70-88.

d) Brochures

Budgeting for Basic Needs. Montréal, Montreal Council of Social Agencies, 1969 [196?]. 31 pages.

Le budget familial. Lévis, La Fédération des Caisses populaires Desjardins, ca1954. 32 pages.

Le Budget familial simplifié. Montréal, La Banque Royale du Canada, ca1956. 31 pages.

Lefebvre, Jean-Paul et Roland Parenteau. *Comment joindre les deux bouts. Votre budget familial : une méthode, des conseils pratiques, un cahier de comptabilité pour un an*. Montréal, Éditions du Jour, 1961. 157 pages.

Lamarche, Jacques A. *Le budget familial*. Montréal, Lidec Inc., 1967. 144 pages.

Ministère de la Famille et du Bien-être social du Québec. *Le budget familial et les dettes*. Québec, 1969. 31 pages.

e) Articles de journaux et de périodiques

« Au service de la famille ouvrière ». *Au service de la famille ouvrière*, Montréal, École Sociale Populaire, 1949, p. 1.

Brière, Germain. « Les charges du mariage ». *Revue juridique Themis*, 1967, p. 451-581.

« Plan d'étude sur le budget ». *Au service de la famille ouvrière*, Montréal, École Sociale Populaire (1949), p. 10.

« Qui est le petit salarié? ». *La gazette de Multi-media*, 21 octobre-3 novembre 1974, p. 4.

f) Mémoires et thèses

Bilodeau, Marie-Berthe. *Étude des dépenses d'une famille 1941-1950*. Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1950. 68 pages.

Doré, Gérard. *Anomie et Pauvreté. Une étude du sentiment d'anomie et 213 assistés sociaux de la zone administrative est du Service du bien-être social de la Ville de Montréal, 31 janvier 1967*. Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1968. 96 pages.

Flexer, Massey. *The Concept of "Culture of Poverty" as Used by Social Workers*. Mémoire de M.A. (Social Work), Université McGill, 1968. 43 pages.

Manyi, Eva. *La raison de travail de la femme néo-canadienne*. Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1955. 60 pages.

Roy, Yvonne. *Échantillon de la vie sociale de trois rues d'un quartier à taudis de Montréal en vue d'améliorer les conditions sanitaires et morales du milieu*. Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1948. 68 pages.

Thériault, Évariste. *La vie de voisinage d'un îlot urbain*. Mémoire de M.A. (Service social), Université de Montréal, 1966. 100 pages.

g) Œuvres cinématographiques

Aquin, Hubert. *À Saint-Henri le cinq septembre*. Montréal, ONF-NFB. 1962.

Arcand, Denys. *On est au coton*. Montréal, ONF-NFB. 1970.

Ballantyne, Tanya. *The Things I Cannot Change*. Montréal, ONF-NFB. 1967.

Bulbulian, Maurice. *La P'tite Bourgogne*. Montréal, ONF-NFB, 1968.

Chabot, Jean. *Mon enfance à Montréal*. Montréal, ONF-NFB, 1970.

Groulx, Gilles. *24 heures ou plus*. Montréal, ONF-NFB, 1973.

h) Sources électroniques

« Résumé de la Lettre pastorale collective de leurs Excellences Nosseigneurs les Archevêques et Évêques de la province civile de Québec sur le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Église ». Document No 10 bis, Mandements des Évêques de Québec, Volume 17, p. 579-596. Édition électronique : Claude Bélanger, Marianopolis College, [En ligne], <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/docs/asbestos/4Ag.pdf> (Page consultée le 8 septembre 2015).

2. Ouvrages et documents de référence

Alpe, Yves *et al.* *Lexique de sociologie*. 2^e éd. Paris, Dalloz, 2007. 377 pages.

Beaulieu, André et Jean Hamelin. *La presse québécoise des origines à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973-1990. 10 tomes.

Couturier, Jacques Paul en collaboration avec Wendy Johnson et Réjean Ouellette. *Un passé composé. Le Canada de 1950 à nos jours*. Moncton, Éditions d'Acadie, 2000 [1996]. 418 pages.

Encyclopædia Universalis, [En ligne]. <http://www.universalis-edu.com/>

L'Encyclopédie canadienne. [En ligne]. <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/>

Linteau, Paul-André *et al.* *Histoire du Québec contemporain*. Tome II : *Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 2007 [1989]. 834 pages.

3. Statistiques

Auer, Ludwig et Kathryn McMullen. *Document n° 171. Évolution de la pauvreté entre 1967 à 1976 dans les centres métropolitains au Canada*. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1980. 62 pages.

Bureau fédéral de la Statistique. « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal ». *Recensement du Canada, 1951*, Bulletin CT-3 (juin 1953). 63 pages.

Bureau fédéral de la Statistique. « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal ». *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 95-519, Bulletin CT-4 (août 1963), 81 pages.

———. « Revue générale. Taille et composition du ménage ». *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 99-529, Bulletin 7.2-3 (novembre 1967).

Direction des études sectorielles du Québec et Direction générale de la recherche et de la planification du Québec. *L'industrie de l'automobile au Canada et au Québec. Description et analyse*. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1986. 104 pages.

Division du revenu et des dépenses des Consommateurs. *Coup d'œil sur les revenus des Canadiens de 1951 à 1981*. Ottawa, Statistique Canada, 1984. 28 pages.

Fauteux, Martial. *Les revenus*. Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1979. 125 pages.

Frazer, Debra et Janet McClain. *Le crédit, un endettement à vie. Une étude sur la dette et le crédit à la consommation au Canada et l'incidence de l'augmentation des coûts du logement sur la nature de la dette*. Ottawa, Conseil canadien de développement social, 1981. 160 pages.

Rashid, Abdul. « L'évolution du salaire durant sept décennies ». *L'emploi et le revenu en perspective*, 5, 2 (été 1993), s.p.

Statistique Canada. « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal ». *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-704, Bulletin CT-4A (mai 1973). 65 pages.

———. « Caractéristiques de la population et du logement par secteur de recensement – Montréal ». *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 95-734, Bulletin CT-4B (octobre 1974). 187 pages.

———. « Études schématiques. Structure et tendances de l'occupation des logements au Canada ». *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 99-724, Bulletin 5.3-2 (mai 1976). 85 pages.

———. « Ménages selon la taille ». *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 93-702, Bulletin 2.1-2 (mai 1973).

———. « Population – Groupes ethniques », *Recensement du Canada, 1971*, Catalogue 92-723, Vol. 1 partie 3, Bulletin 1.3-2 (octobre 1973).

Statistiques historiques du Canada. Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983.

4. Monographies, chapitres d'ouvrages collectifs et articles

Adams, Mary Louise. *The Trouble with Normal. Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*. Toronto, University of Toronto Press, 1997. 224 pages.

Anastakis, Dimitry. *Car Nation. An Illustrated History of Canada's Transformation Behind the Wheel*. Toronto, J. Lorimer & Co., 2008. 96 pages.

Andrews, Maggie et Mary M. Talbot. « Introduction. Women in Consumer Culture » dans Maggie Andrews et Mary M. Talbot, dir. *All the World and Her Husband. Women in Twentieth-Century Consumer Culture*. Londres, Cassell, 2000, p. 1-9.

Auger, Geneviève et Raymonde Lamothe. *De la poêle à frir à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45*. Montréal, Boréal Express, 1981. 228 pages.

Austin, David. « All Roads Led to Montreal. Black Power, the Caribbean, and the Black Radical Tradition in Canada ». *Journal of African American Studies*, 94, 2 (automne 2007), p. 516-539.

———. *Fear of a Black Nation. Race, Sex, and Security in Sixties Montreal*. Toronto, Between the Lines, 2013. 241 pages.

Baillargeon, Denyse. *Ménagères au temps de la crise*. Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993. 311 pages.

———. *Un Québec en mal d'enfants. La médicalisation de la maternité, 1910-1970*. Montréal, Éditions du remue-ménage, 2004. 373 pages.

———. « We Admire Modern Parents. The École des Parents du Québec and the Postwar Québec Family, 1940-1949 » dans Michael Gauvreau et Nancy Christie, dir. *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*. Montréal et Kingston, McGill-Queens, 2003, p. 239-276.

Belisle, Donica. « Crazy for Bargains. Inventing the Irrational Female Shopper in Modernizing English Canada », *The Canadian Historical Review*, 92, 4 (décembre 2011), p. 581-606.

Belleau, Hélène et Raphaëlle Proulx. « Le revenu familial, un concept vague et insidieux. Analyse critique et historique des relations économiques familiales ». *Enfances, Familles, Générations*, 15 (2011), p. 78-109.

Bellefleur, Michel *et al.* « La libéralisation du crédit dans le Mouvement des caisses Desjardins » dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir. *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, IQRC, 1992, p. 211-232.

Bennett, Judith M. « Feminism and History ». *Gender and History*, 1, 3 (automne 1989), p. 251-272.

Bentley, Amy. *Eating for Victory. Food Rationing and the Politics of Domesticity*. Urbana, University of Illinois Press, 1998. 238 pages.

Bourbeau, Amélie. « Autorité, genre et expertise. Le cas de l'assistance catholique à Montréal ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63, 2-3 (automne 2009-hiver 2010), p. 331-360.

Bourbeau, Amélie. *Techniciens de l'organsiation sociale. La régorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015. 295 pages.

Bourdieu, Pierre. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Les éditions de Minuit, 1979. 670 pages.

Bowden, Sue et Avner Offer. « The Technological Revolution that Never Was. Gender, Class, and the Diffusion of Household Appliances in Interwar England » dans Victoria de Grazia et Ellen Furlough, dir. *The Sex of Things. Gender and Consumption in Historical Perspective*. Berkeley, University of California Press, 1996, p. 244-274.

Bradbury, Bettina. *Working Families. Age, Gender, and Daily Survival in Industrializing Montreal*. Toronto, University of Toronto Press, 2007 [1993]. 310 pages.

Breines, Wini. « The "Other" Fifties. Beats and Bad Girls » dans Joanne Meyerowitz dir. *Not June Cleaver. Women and Gender in Postwar America, 1945-1960*. Philadelphie, Temple University Press, 1994, p. 382-408.

Broad, Graham. *A Small Price to Pay. Consumer Culture on the Canadian Home Front, 1939-1945*. Vancouver, UBC Press, 2013. 288 pages.

Calder, Lendol. *Financing the American Dream. A Cultural History of Consumer Credit*. Princeton, Princeton University Press, 1999. 400 pages.

Castillo, Greg. *Cold War on the Home Front. The Soft Power of Midcentury Design*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 2010. 278 pages.

Charland, Jean-Pierre et Mario Desautels. *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*. Québec, IQRC, 1992. 273 pages.

Chauveau, Sophie. « Regards sur la consommation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, 3 (2006), p. 3-7.

Clarke, Alison J. *Tupperware. The Promise of Plastic in 1950s America*. Washington, DC, Smithsonian Institution Press, 1999. 241 pages.

Clavette, Suzanne. *Les dessous d'Asbestos. Une lutte idéologique contre la participation des travailleurs*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2005. 566 pages.

Clément, Dominique. « Generations and the Transformation of Social Movements in Postwar Canada ». *Histoire sociale / Social History*, 42, 84 (novembre 2009), p. 361-387.

Coffin, Judith G. « A “Standard” of Living? European Perspectives on Class and Consumption in the Early Twentieth Century ». *International Labor and Working-Class History*, 55 (printemps 1999), p. 6-26.

Cohen, Lizabeth. *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*. New York, Vintage Books, 2004. 567 pages.

———. « Escaping Steigerwald's “Plastic Cages”. Consumers as Subjects and Objects in Modern Capitalism ». *Journal of American History*, 93, 2 (septembre 2006), p. 409-413.

Collin, Jean-Pierre. *La ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1954*. Montréal, Boréal, 1996. 253 pages.

Collin, Jean-Pierre et Claire Poitras. « La fabrication d'un espace suburbain. La rive-sud de Montréal ». *Recherches sociographiques*, 43, 2 (2002), p. 275-310.

Comacchio, Cynthia R. *The Dominion of Youth. Adolescence and the Making of a Modern Canada, 1920 to 1950*. Waterloo, Ontario, Wilfrid Laurier University Press, 2006. 298 pages.

———. *The Infinite Bonds of Family. Domesticity in Canada, 1850-1940*. Toronto, University of Toronto Press, 1999. 180 pages.

Comeau, Michelle. « Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal. Des lieux de modernisation, d'homogénéisation et de différenciation des modes de consommation ». *Material History Review*, 41 (1995), p. 58-68.

Cook, Daniel Thomas. *The Commodification of Childhood. The Children's Clothing Industry and the Rise of the Child Consumer*. Durham-Londres, Duke University Press, 2004. 211 pages.

Corzine, Nathan Michael. « Right at Home. Freedom and Domesticity in the Language and Imagery of Beer Advertising, 1933-1960 ». *Journal of Social History*, 43, 4 (été 2010), p. 843-866.

Couvrette, Sébastien. *Le récit de la classe moyenne. La publicité des quotidiens montréalais, 1920-1970*. Montréal, Leméac, 2014. 254 pages.

Côté, Luc et Jean-Guy Daigle. *Publicité de masse et masse publicitaire. Le marché québécois des années 1920 aux années 1960*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999. 362 pages.

Dandurand, Renée. *Le mariage en question. Essai socio-historique*. Québec, IQRC, 1991 [1988]. 188 pages.

Dawson, Michael. « Leisure, Consumption, and the Public Sphere. Postwar Debates over Shopping Regulations in Vancouver and Victoria during the Cold War » dans Magda Fahrni et Robert Rutherford, dir. *Creating Postwar Canada. Community, Diversity, and Dissent, 1945-1975*. Vancouver, UBC Press, 2008, p. 193-216.

de Grazia, Victoria. « Introduction » dans Victoria de Grazia et Ellen Furlough dir. *The Sex of Things. Gender and Consumption in Historical Perspective*. Berkeley, University of California Press, 1996, p. 1-10.

Desautels, Mario. « De l'univers des besoins à l'univers des aspirations. La structure budgétaire des familles montréalaises, 1938-1959 » dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir. *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*. Québec, IQRC, 1992, p. 281-301.

Desjardins, Gaston. *L'amour en patience. La sexualité adolescente au Québec, 1940-1960*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995. 261 pages.

Dodd, Diane. « Women in Advertising. The Role of Canadian Women in the Promotion of Domestic Electrical Technology in the Interwar Period » dans Marianne Gosztonyi Ainley, dir. *Despite the Odds. Essays on Canadian Women and Science*. Montréal, Véhicule, 1990, p. 134-151.

Donohue, Kathleen G. « What Gender is the Consumer? The Role of Gender Connotations in Defining the Political ». *Journal of American Studies*, 33, 1 (avril 1999), p. 19-43.

Dummitt, Christopher. « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada ». *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1 (1998), p. 209-223.

———. *The Manly Modern. Masculinity in Postwar Canada*. Vancouver, UBC Press, 2007. 224 pages.

Enstad, Nan. *Ladies of Labor, Girls of Adventure. Working Women, Popular Culture and Labor Politics*. New York, Columbia University Press, 1999. 266 pages.

Fahrni, Magda. « Explorer la consommation dans une perspective historique ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 465-473.

———. *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*. Toronto, University of Toronto Press, 2005. 279 pages.

———. « La Deuxième Guerre mondiale. Territoires d'armement et de l'effort de guerre » dans Dany Fougères, dir. *Histoire de Montréal et de sa région. Tome II : De 1930 à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 835-866.

Fahrni, Magda et Robert Rutherford. « Introduction » dans Magda Fahrni et Robert Rutherford, dir. *Creating Postwar Canada. Community, Diversity, and Dissent, 1945-1975*. Vancouver, UBC Press, 2008, p. 1-20.

Ferretti, Lucia. *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*. Montréal, Boréal, 1999. 203 pages.

Finkel, Alvin. *Social Policy and Practice in Canada. A History*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2006. 384 pages.

Fortin, Pierre. *Chômage, inflation et régulation de la conjoncture au Québec*. Montréal, Institut de recherche C. D. Howe, 1980. 144 pages.

Gauvreau, Danielle et al. *La fécondité des Québécoises 1870-1970. D'une exception à l'autre*. Montréal, Boréal, 2007. 346 pages.

Gauvreau, Danielle et Benoît Laplante. « Baby-boom et déclin de la fécondité. L'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au Québec ». *Bulletin d'histoire politique*, 24, 1 (automne 2015), p. 42-55.

Gauvreau, Michael. *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008 [2005]. 501 pages.

———. « The Emergence of Personalist Feminism. Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 », dans Nancy Christie dir. *Households of Faith. Family, Gender and Community in Canada, 1760-1969*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 319-347.

Gervais, Diane. « Morale catholique et détresse conjugale. La réponse du service de régulation des naissances. Sérénité, 1955-1970 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55, 2 (automne 2001), p. 185-215.

Girard, Denise. *Mariage et classes sociales. Les Montréalais francophones entre les deux Guerres*. Sainte-Foy (QC), IQRC, 2000. 203 pages.

Gleason, Mona. *Normalizing the Ideal. Psychology, Schooling, and the Family in Postwar Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1999. 196 pages.

———. « Psychology and the Construction of the 'Normal' Family in Postwar Canada, 1945-1960 ». *Canadian Historical Review*, 78, 3 (septembre 1997), p. 442-477.

Glickman, Lawrence B. « Consumer Activism, Consumer Regimes, and The Consumer Movement. Rethinking the History of Consumer Politics in the United States » dans Frank Trentmann, dir. *The Oxford Handbook of the History of Consumption*. Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 399-417.

Gölz, Annalee. « Family Matters. The Canadian Family and the State in the Post-War Period ». *Left History*, 1, 2 (automne 1993), p. 53-74.

Griswold, Robert L. *Fatherhood in America. A History*. New York, Basic Books, 1993. 356 pages.

Guard, Julie. « Women Worth Watching. Radical Housewives in Cold War Canada » dans D. Buse Kinsman et M. Steedman, dir. *Whose National Security? Canadian State Surveillance and the Creation of Enemies*. Toronto, Between the Lines, 2000, p. 73-88.

Haddow, Rodney S. *Poverty Reform in Canada, 1958-1978. State and Class Influences on Policy Making*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993. 256 pages.

Halbwachs, Maurice. *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, 2003 [1912]. Livres I et II. Document produit en version numérique par Marcelle Bergeron [En ligne] http://classiques.uqac.ca/classiques/Halbwachs_maurice/classe_ouvriere/classe_ouvriere.html (page consultée le 16 août 2016)

———. *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*, 2001 [1938]. Document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay [En ligne] http://classiques.uqac.ca/classiques/Halbwachs_maurice/esquisse_psycho/esquisse_psycho.pdf (page consultée le 16 août 2016)

Hamelin, Jean. *Histoire du catholicisme québécois*. Volume 3 : *Le XX^e siècle*. Tome 2 : *De 1940 à nos jours*. Montréal, Boréal, 1991. 425 pages.

Hartmann, Susan M. « Women's Employment and the Domestic Ideal in the Early Cold War Years » dans Joanne Meyerowitz dir. *Not June Cleaver. Women and Gender in Postwar America, 1945-1960*. Philadelphie, Temple University Press, 1994, p. 84-100.

Hilton, Matthew. *Consumerism in 20th-Century Britain*. Cambridge, Cambridge University Press, 2003. 382 pages.

Horowitz, Daniel. *The Anxieties of Affluence. Critiques of American Consumer Culture, 1939-1979*. Amherst, University of Massachusetts Press, 2004. 376 pages.

Hrynyk, Nicholas. « Strutting Like a Peacock. Masculinity, Consumerism, and Men's Fashion in Toronto, 1966-72 ». *Journal of Canadian Studies / Revue d'études canadiennes*, 49, 3 (automne 2015), p. 76-110.

Hubert, Ollivier. « "Féminin/masculin: l'histoire du genre" ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 57, 4 (printemps 2004), p. 473-479.

Hyman, Louis. *Debtor Nation. The History of America in Red Ink*. Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2011. 378 pages.

Iacovetta, Franca. « Recipes for Democracy? Gender, Family, and Making Female Citizens in Cold War Canada » dans Mona Gleason et Adele Perry, dir. *Rethinking Canada. The Promise of Women's History*, 5^e édition. Oxford University Press, 2006, p. 264-277.

Jacobson, Lisa. *Raising Consumers. Children and the American Mass Market in the Early Twentieth Century*. New York, Columbia University Press, 2004. 299 pages.

Korinek, Valerie J. *Roughing It in the Suburbs. Reading Chatelaine Magazine in the Fifties and Sixties*. Toronto, University of Toronto Press, 2000. 460 pages.

Kuffert, L.B. *A Great Duty. Canadian Responses to Modern Life and Mass Culture, 1939-1967*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003. 348 pages.

Lambert, Maude-Emmanuelle. « Québécoises et Ontariennes en voiture! L'expérience culturelle et spatiale de l'automobile au féminin (1910-1945) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63, 2-3 (automne 2009-hiver 2010), p. 305-330.

Langlois, Simon. « Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle ». *Les cahiers des dix*, 62 (2008), p. 195-231.

———. « L'univers des aspirations des familles québécoises, 1959 à 1977 » dans Simon Langlois, dir. *Les comportements socio-économiques des familles salariées au Québec*, Rapports, publications et communications. Québec, Conseil québécois de la recherche sociale, 1988, p. 147-172.

Lavoie, Denis. « La famille ouvrière vue par les mouvements d'action catholique » dans Jean Hamelin et Fernand Harvey, dir. *Les travailleurs québécois, 1941-1971. Dossier*. Québec, Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, 1976, p. 183-231.

Leach, William. *Land of Desire. Merchants, Power, and the Rise of a New American Culture*. New York, Vintage Books, 1994. 510 pages.

Lears, Jackson. *Fables of Abundance. A Cultural History of Advertising in America*. New York, Basic Books, 1994. 492 pages.

———. « Reconsidering Abundance. A Plea for Ambiguity » dans Susan Strasser *et al.*, dir. *Getting and Spending. European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 449-466.

Lefebvre, Brigitte. « L'évolution de la notion de conjoint en droit québécois » dans Pierre-Claude Lafond et Brigitte Lefebvre, dir. *L'union civile. Nouveaux modèles de conjugalité et de parentalité au 21^e siècle*. Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 3-25.

Lemel, Yannick. « Présentation du dossier ». *Sociétés contemporaines*, 17 (1994), p. 7-10.

Liverant, Bettina. « Negotiating Narratives. Recent Approaches in Consumer Studies ». *Labour / Le Travail*, 71 (printemps 2013), p. 217-235.

———. « The Promise of a More Abundant Life. Consumer Society and the Rise of the Managerial State ». *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 19, 1 (2008), p. 229-251.

Kline, Stephen. « Toys, Socialization, and the Commodification of Play » dans Susan Strasser *et al.*, dir. *Getting and Spending. European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 339-358.

Malouin, Marie-Paule. *Le mouvement familial au Québec. Les débuts : 1937-1965*. Montréal, Boréal, 1998. 158 pages.

Marchand, Roland. *Advertising the American Dream. Making Way for Modernity, 1920-1940*. Berkeley, University of California Press, 1986. 448 pages.

Marling, Karal Ann. *As Seen on TV. The Visual Culture of Everyday Life in the 1950s*. Cambridge, Harvard University Press, 1994. 328 pages.

Marshall, Dominique. *Aux origines sociales de l'État Providence*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997. 291 pages.

Marx, Karl. *Le Capital*. Livre premier. Paris, Éditions sociales, 1977 [1867]. 762 pages.

Matsuyama, Kiminori. « The Rise of Mass Consumption Societies ». *Journal of Political Economy*, 110, 51 (2002), p. 1035-1070.

May, Elaine Tyler. *Homeward Bound. American Families in the Cold War Era*. 3e éd. New York, Basic Books, 2008 [1988]. 302 pages.

Mayer, Robert et Chantal Hamel. « La voix d'une population sans voix ». *Nouvelles pratiques sociales*, 9, 2 (1996), p. 151-168.

McGovern, Charles. « Consumption and Citizenship in the United States, 1900-1940 » dans Susan Strasser *et al.*, dir. *Getting and Spending. European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 17-35.

Meyerowitz, Joanne. « Beyond the Feminine Mystique. A Reassessment of Postwar Mass Culture, 1946-1958 ». *The Journal of American History*, 79, 4 (mars 1993), p. 1455-1482.

Mills, Sean. *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*. Montréal, Hurtubise, 2011. 349 pages.

Morton, Suzanne. « A Man's City. Montreal and Male Space in the 1940s », dans Tamara Myers *et al.*, dir. *Power, Place and Identity. Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec*. Montréal, Montreal History Group, 1998, p. 169-182.

Nickles, Shelley. « More is Better. Mass Consumption, Gender, and Class Identity in Postwar America ». *American Quarterly*, 54, 4 (décembre 2002), p. 581-622.

Norris, Mary Jane et Stewart Clatworthy. « Urbanization and Migration Patterns of Aboriginal Populations in Canada. A Half Century in Review (1951 to 2006) ». *Aboriginal Policy Studies*, 1, 1 (2011), p. 13-77.

Owram, Doug. *Born at the Right Time. A History of the Baby Boom Generation*. Toronto, University of Toronto Press, 1996. 392 pages.

Palmer, Bryan D. *Canada's 1960s. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*. Toronto, University of Toronto Press, 2009. 605 pages.

Parr, Joy. *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*. Toronto, University of Toronto Press, 1999, 368 pages.

Peiss, Kathy. *Hope in a Jar. The Making of America's Beauty Culture*. New York, Metropolitan Books, 1998. 334 pages.

Pence, Katherine. « Politiques de la consommation, femmes et citoyenneté dans les deux Allemagnes » dans Alain Chatriot *et al.*, dir. *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle*. Paris, La Découverte, 2004, p. 115-131.

Penfold, Steve. « "Are we to go literally to the hot dogs?" Parking Lots, Drive-ins, and the Critique of Progress in Toronto's Suburbs, 1965-1975 ». *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 33, 1 (automne 2004), p. 8-23.

Piché, Lucie. *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2003. 349 pages.

Pierson, Ruth Roach. « They're Still Women after All ». *The Second World War and Canadian Womanhood*. Toronto, McClelland and Stewart, 1986. 304 pages.

Pitsula, James M. *New World Dawning. The Sixties at Regina Campus*. Regina, Canadian Plains Research Center, 2008. 349 pages.

Polèse, Mario. « Montréal économique : de 1930 à nos jours. Récit d'une transition inachevée » dans Dany Fougères, dir. *Histoire de Montréal et de sa région*. Tome II : *De 1930 à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 959-1004.

Porter Benson, Susan. « Gender, Generation, and Consumption in the United States. Working-Class Families in the Interwar Period » dans Susan Strasser *et al.*, dir. *Getting and Spending. European and American Consumer Societies in the Twentieth Century*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 223-240.

Poulin, Pierre. *Histoire du Mouvement Desjardins*. Tome III : *De la caisse locale au complexe financier, 1945-1971*. Montréal, Québec/Amérique, 1998. 480 pages.

Rosenberg, Emily S. « Le “modèle américain” de la consommation de masse ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 108 (2009), p. 111-142.

Rouillard, Jacques. *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*. Montréal, Boréal, 2004 [1989]. 335 pages.

Rousseau, Yvan et Roger Levasseur. *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du Mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*. Montréal, Boréal, 1995. 388 pages.

Rudin, Ronald. *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires, 1900-1945*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990. 208 pages.

———. « Revisionism and the Search for a Normal Society. A Critique of Recent Quebec Historical Writing ». *Canadian Historical Review*, 73, 1 (1992), p. 30-61.

Rudy, Jarrett. *The Freedom to Smoke. Tobacco Consumption and Identity*. Montreal-Ithaca, McGill-Queen's University Press, 2005. 232 pages.

Rutherford, Robert. « Fatherhood, Masculinity and the Good Life during Canada's Baby Boom, 1945-1965 ». *Journal of Family History*, 24, 3 (1999), p. 351-373.

Samuel, Lawrence R. *Brought to You By. Postwar Television Advertising and the American Dream*. Austin, University of Texas Press, 2001. 266 pages

Sangster, Joan. *Transforming Labour. Women and Work in Post-war Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 2010. 414 pages.

Savage, Mike. « Status, Lifestyle, and Taste », dans Frank Trentmann, dir. *The Oxford Handbook of the History of Consumption*. Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 551-567.

Schudson, Michael. « Delectable Materialism. Second Thoughts on Consumer Culture » dans Lawrence Glickman, dir. *Consumer Society in American History. A Reader*. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1999, p. 341-358.

———. « The Troubling Equivalence of Citizen and Consumer ». *Annals of the American Academy of Political & Social Science*, 608 (novembre 2006), p. 193-204.

Schwartz Cowan, Ruth. *More Work for Mother. The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*. New York, Basic Books, 1983. 257 pages.

Séguin, Anne-Marie *et al.*, « Pauvreté et richesse dans la région montréalaise depuis l'après-guerre. Un paysage en mouvement » dans Dany Fougères, dir. *Histoire de Montréal et de sa région*. Tome II : *De 1930 à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 1143-1168.

Sénécal, Gilles et Nathalie Vachon. « L'expansion métropolitaine. Vers une polycentricité assumée » dans Dany Fougères, dir. *Histoire de Montréal et de sa région*. Tome II : *De 1930 à nos jours*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 867-898.

Sethna, Christabelle. « "Chastity Outmoded!" *The Ubyyssey*, Sex, and the Single Girl, 1960-1970 » dans Magda Fahrni et Robert Rutherford, dir. *Creating Postwar Canada. Community, Diversity, and Dissent, 1945-1975*. Vancouver, UBC Press, 2008, p. 289-314.

Scott, Joan. *Gender and the Politics of History*. New York, Columbia University Press, 1999. 267 pages.

Srigley, Katrina. *Breadwinning Daughters. Young Working Women in a Depression-Era City, 1929-1939*. Toronto, University of Toronto Press, 2010. 240 pages.

St-Amand, Jean-Claude. « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32, 2 (1978), p. 203-228.

Stapleford, Thomas A. « "Housewife vs. Economist". Gender, Class, and Domestic Economic Knowledge in Twentieth-Century America ». *Labor: Studies in Working Class History of the Americas*, 1, 2 (été 2004), p. 85-108.

Steigerwald, David. « All Hail the Republic of Choice. Consumer History as Contemporary Thought ». *Journal of American History*, 93, 2 (septembre 2006), p. 385-403.

Strong-Boag, Veronica. « Home Dreams. Women and the Suburban Experiment in Canada, 1945-1960 ». *Canadian Historical Review*, 72, 4 (décembre 1991), p. 471-504.

Sutherland, Neil. *Growing Up. Childhood in English Canada from the Great War to the Age of Television*. Toronto, University of Toronto Press, 1997. 327 pages.

Taschereau, Sylvie. « L'arme favorite de l'épicier indépendant. Éléments d'une histoire sociale du crédit (Montréal, 1920-1940) ». *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 4, 1 (1993), p. 265-292.

———. « Plutôt "s'endetter sur l'honneur". Le débat sur la loi Lacombe (1900-1903) et les origines de la société de consommation au Québec ». *Histoire sociale / Social History*, 42, 84 (2009), p. 389-422.

Thompson, Patricia. « Field » dans Michael Grenfell, dir. *Pierre Bourdieu. Key Concepts*. Stocksfield (Angleterre), Acumen Publishing, 2008, p. 67-81.

Tillotson, Shirley. *The Public at Play. Gender and the Politics of Recreation in Post-War Ontario*. Toronto, University of Toronto Press, 2000. 235 pages.

Toupin, Louise. « Le féminisme et la question des “mères travailleuses”. Retour sur le tournant des années 1970 ». *Lien social et politiques*, 36 (1996), p. 69-73.

Tremblay, Yves. « La consommation bridée. Contrôle des prix et rationnement durant la Deuxième Guerre mondiale ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 569-607.

Trentmann, Frank. « Introduction » » dans Frank Trentmann, dir. *The Oxford Handbook of the History of Consumption*. Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 1-19.

Veal, A. J. « The Concept of Lifestyle. A Review ». *Leisure Studies*, 12, 4 (1993), p. 233-252.
Warren, Jean-Philippe. *Hourra pour Santa Claus! La commercialisation de la saison des fêtes au Québec 1885-1915*. Montréal, Boréal, 2006. 301 pages.

———. « La découverte de la “question sociale”. Sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55, 4 (2002), p. 539-572.

———. *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*. Montréal, Boréal, 2008. 309 pages.

Weber, Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris, Press Pocket, 1985 [1964]. 286 pages.

Zelizer, Viviana A. *Pricing the Priceless Child. The Changing Social Value of Children*. New York, Basic Books, 1994 [1985]. 296 pages.

5. Thèses et mémoires

Archambault, Jacinthe. *Demandez à quelqu'un qui sait. Discours des publicitaires et des experts de la famille sur les enfants et la consommation à Montréal au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (1944-1954)*. Mémoire de maîtrise. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2008. 163 pages.

Bourbeau, Amélie. *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais. La Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2009. 385 pages.

Bourbeau, Amélie. « *Tuer le taudis qui nous tuera* ». *Crise du logement et discours sur la famille montréalaise d'après-guerre (1945-1960)*. Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 2002. 149 pages.

Brisebois, Marilyne. « *C'est d'abord aux mamans à surveiller les dépenses de la maison* ». *La ligue ouvrière catholique et la consommation quotidienne au Québec, 1939-1954*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, 2011. 125 pages.

Duhaime, Vincent. *La construction du père québécois. Le discours du mouvement familial et l'expérience des pères, 1945-1965*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 2001. 164 pages.

Gosselin, Cheryl A. *Vers l'avenir. Québec Women's Politics Between 1945 and 1967. Feminist, Maternalist and Nationalist Links*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 2002. 422 pages.

Goulet, Henri. *Origine et développement du mouvement ACEF au Québec 1960-1970*. Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1993. 157 pages.

Hutchinson, Braden P.L. *Objects of Affection. Producing and Consuming Toys and Childhood in Canada, 1840-1989*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Queen's University, 2013. 407 pages.

Lanthier, Stéphanie. *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec 1961-1972*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 1998. 127 pages.

Létourneau, Jocelyn. *Accumulation, régulation et sécurité du revenu au Québec au début des années 1960*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1984. 902 pages.

Rollwagen, Katharine Elizabeth. « *The Market that Just Grew Up* ». *How Eaton's Fashioned the Teenaged Consumer in Mid-Twentieth-Century Canada*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université d'Ottawa, 2012. 292 pages.

Taschereau, Sylvie. *Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais 1920-1940*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1992. 408 pages.

6. Sites internet

Evans, Richard *et al.*, dir. « *Survol du premier siècle de l'Indice des prix à la consommation au Canada* ». In Site de Statistique Canada, [En ligne]. <http://www.statcan.gc.ca/pub/62-604-x/62-604-x2015001-fra.htm#a3> (Page consultée le 8 juin 2015).

« Fonds d'archives de l'Institut de promotion des intérêts du consommateur (69P) ». In Site du Service des archives et de gestion des documents de l'UQÀM, [En ligne]. <https://archives.uqam.ca/fonds-archives/archives-privees/11-gestion-archives-historiques/46-fonds-archives.html?varcote=69P> (Page consultée le 22 août 2016).

Kabore, Philippe *et al.* « Étude spéciale. Histoire économique du Québec depuis une soixantaine d'années ». Desjardins – études économiques. In Site des Caisses populaires Desjardins, [En ligne]. <http://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv1411f.pdf?resVer=1416925943000> (Page consultée le 30 novembre 2014).

« Ménage ». Définitions, sources de données et méthodes. Unités statistiques normalisées. In Site de Statistique Canada, [En ligne]. <http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/house-menage-fra.htm> (Page consultée le 13 janvier 2015).

Annexe 1 : Indice des prix à la consommation pour le Canada, classé par éléments principaux, 1941-1975 (1971=100)

Année	Total	Aliments	Total, aliments exclus	Habitation			Habil- lement	Trans- ports	Santé et soins personnels	Loisirs, formation et lecture	Tabacs et boissons alcooliques
				Total	Logement	Dépenses de ménage					
	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1975	138.5	161.9	130.5	133.2	130.9	136.4	125.1	129.4	133.0	128.5	125.3
1974	125.0	143.4	118.6	121.1	120.7	121.4	118.0	115.8	119.4	116.4	111.8
1973	112.7	123.3	108.9	111.4	112.7	109.1	107.7	105.3	109.8	107.1	106.0
1972	104.8	107.6	103.7	104.7	105.5	103.2	102.6	102.6	104.8	102.8	102.7
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1970	97.2	96.9	96.6	95.7	94.7	97.1	98.5	96.1	98.0	96.8	98.4
1969	94.1	96.7	93.1	91.2	88.9	94.9	96.7	92.4	93.8	93.5	97.2
1968	90.0	92.8	89.0	86.7	83.2	92.5	94.1	88.3	89.5	88.3	93.6
1967	86.5	89.9	85.3	82.9	78.5	90.1	91.4	86.1	86.0	84.1	85.8
1966	83.5	88.7	81.7	79.5	74.9	86.7	87.0	82.6	81.8	80.1	83.7
1965	80.5	83.4	79.5	77.3	72.7	85.0	83.8	80.7	79.4	77.9	81.7
1964	78.6	81.3	77.6	76.0	70.8	84.4	82.4	77.8	75.8	76.6	80.4
1963	77.2	80.0	76.2	74.8	69.1	84.2	80.3	76.9	73.5	75.4	78.9
1962	75.9	77.5	75.3	74.0	67.9	84.0	78.4	76.9	71.6	74.3	78.8
1961	75.0	76.1	74.6	73.1	66.8	83.6	77.7	77.0	70.2	73.7	77.8
1960	74.3	75.0	74.1	72.8	66.2	83.8	76.6	76.8	69.9	72.9	77.4
1959	73.4	74.4	73.2	72.1	65.1	83.4	75.9	75.8	67.9	71.5	76.2
1958	72.6	75.0	71.7	70.8	63.7	82.3	75.8	73.3	65.7	69.8	74.0
1957	70.7	72.8	69.9	69.5	62.1	81.3	74.9	71.1	62.5	65.5	73.2
1956	68.5	69.6	68.2	68.1	61.0	79.6	75.0	67.5	58.8	63.3	72.0
1955	67.5	68.8	67.2	67.2	59.6	79.1	74.6	64.9	57.3	61.9	71.8
1954	67.4	68.9	66.9	66.7	58.2	79.8	75.5	65.7	56.3	60.3	71.8
1953	67.0	69.1	66.2	65.9	56.9	79.5	76.1	65.3	54.3	58.9	72.2
1952	67.6	71.7	65.9	64.8	55.3	79.0	77.2	64.3	53.3	58.4	75.7
1951	66.0	71.8	63.7	62.4	52.7	78.8	75.8	61.9	50.2	55.4	74.6
1950	59.7	62.9	58.4	57.2	48.9	69.6	68.8	57.7	46.1	51.5	68.7
1949	58.0	61.3	56.7	54.9	46.0	68.0	69.1	54.7	45.2	50.4	66.9
1948	56.3	59.8	54.8	53.6	45.3	65.8	66.0			52.3	
1947	49.2	48.8	50.2	49.8	43.8	58.6	54.5			49.7	
1946	45.0	43.0	46.8	46.4	42.3	52.5	47.8			48.1	
1945	43.5	40.7	45.7	45.6	42.1	50.9	46.2			46.9	
1944	43.3	40.2	45.7	45.8	42.0	51.5	46.0			46.7	
1943	43.0	40.0	45.5	45.8	41.8	51.7	45.7			46.0	
1942	42.3	38.9	44.9	45.7	41.8	51.7	45.4			44.5	
1941	40.4	35.5	43.8	44.7	41.1	50.2	43.9			43.4	

Sources : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries K8-18.

Annexe 2 : Taux de chômage au Québec, en Ontario et au Canada, moyennes annuelles, 1946 à 1975 (en pourcentage)

	Québec	Ontario	Canada ¹
1946	4,0	2,8	3,4
1947	2,5	1,8	2,2
1948	2,5	1,7	2,3
1949	3,4	2,3	2,8
1950	4,4	2,4	3,6
1951	2,9	1,7	2,4
1952	3,7	2,2	2,9
1953	3,8	2,1	3,0
1954	5,9	3,8	4,6
1955	6,2	3,2	4,4
1956	5,0	2,4	3,4
1957	6,0	3,4	4,6
1958	8,8	5,4	7,0
1959	7,8	4,5	6,0
1960	9,1	5,4	7,0
1961	9,2	5,5	7,1
1962	7,5	4,3	5,9
1963	7,5	3,8	5,5
1964	6,4	3,2	4,7
1965	5,4	2,5	3,9
1966	4,7	2,5	3,6
1967	5,3	3,1	4,1
1968	6,5	3,5	4,8
1969	6,9	3,1	4,7
1970	7,9	4,3	5,9
1971	8,2	5,2	6,4
1972	8,3	4,8	6,3
1973	7,4	4,0	5,6
1974	7,3	4,1	5,4
1975	8,8	6,0	7,1

¹Ces chiffres n'incluent pas la population de Terre-Neuve pour les années 1946-1948, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et des réserves indiennes.

Source : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries D491-497.

Annexe 3 : Immatriculations d'automobiles, population totale, ratio population/immatriculations d'automobiles Québec et au Canada entre 1945 et 1975

	Québec			Ontario			Canada		
	Population ¹	Immatriculations ²	Ratio P/I	Population ¹	Immatriculations ²	Ratio P/I	Population ¹	Immatriculations ²	Ratio P/I
1914		6 824			31 724		7 879 000	45 716	172,35
1915		9 288			42 346		7 981 000	60 688	131,51
1916		14 159			51 589		8 001 000	77 963	102,63
1917		19 448			78 861		8 060 000	115 596	69,73
1918		24 187			101 845		8 148 000	157 079	51,87
1919		29 456			127 860		8 311 000	196 367	42,32
1920		35 965			155 861		8 556 000	251 945	33,96
1921	2 360 510	47 365	49,84	2 933 662	181 978	16,12	8 787 949	333 621	26,34
1922	2 409 000	52 144	46,20	2 980 000	210 333	14,17	8 919 000	368 510	24,20
1923	2 446 000	60 363	40,52	3 013 000	245 815	12,26	9 010 000	513 075	17,56
1924	2 495 000	70 736	35,27	3 059 000	271 341	11,27	9 143 000	573 204	15,95
1925	2 549 000	80 854	31,53	3 111 000	303 736	10,24	9 294 000	641 186	14,50
1926	2 603 300	90 519	28,76	3 164 300	343 992	9,2	9 451 000	736 729	12,83
1927	2 657 000	107 204	24,78	3 219 000	386 903	8,32	9 637 000	830 001	11,61
1928	2 715 000	123 641	21,96	3 278 000	429 426	7,63	9 835 000	930 619	10,57
1929	2 772 000	140 229	19,77	3 334 000	481 448	6,92	10 029 000	1 030 880	9,73
1930	2 825 000	147 821	19,11	3 386 000	496 892	6,81	10 208 000	1 061 500	9,62
1931	2 874 662	146 266	19,65	3 431 683	493 890	6,95	10 376 786	1 028 100	10,09

1932	2 925 000	135 594	21,57	3 473 000	466 162	7,45	10 510 000	948 312	11,08
1933	2 972 000	130 658	22,75	3 512 000	456 223	7,70	10 633 100	919 917	11,56
1934	3 016 000	135 441	22,27	3 544 000	473 341	7,49	10 741 000	955 151	11,25
1935	3 057 000	139 497	21,91	3 575 000	491 980	7,27	10 845 000	992 114	10,93
1936	3 098 800	148 374	20,89	3 605 500	514 211	7,01	10 950 000	1 041 529	10,51
1937	3 141 000	161 317	19,47	3 637 000	543 649	6,69	11 045 000	1 104 859	10
1938	3 183 000	166 447	19,12	3 672 000	582 240	6,31	11 152 000	1 161 480	9,6
1939	3 230 000	171 766	18,80	3 708 000	595 586	6,23	11 267 000	1 191 914	9,45
1940	3 278 000	180 556	18,16	3 747 000	612 431	6,12	11 381 000	1 236 492	9,20
1941	3 331 882	184 167	18,09	3 787 655	638 278	5,93	11 506 655	1 281 190	8,98
1942	3 390 000	173 036	19,59	3 884 000	613 440	6,33	11 654 000	1 218 493	9,56
1943	3 457 000	171 369	20,17	3 915 000	587 483	6,66	11 795 000	1 195 294	9,87
1944	3 500 000	171 385	20,42	3 963 000	569 544	6,96	11 946 000	1 178 879	10,13
1945	3 560 000	171 240	20,79	4 000 000	556 740	7,18	12 072 000	1 161 337	10,39
1946	3 629 000	187 726	19,33	4 093 000	586 907	6,97	12 292 000	1 235 309	9,95
1947	3 710 000	215 322	17,23	4 176 000	646 546	6,46	12 551 000	1 371 467	9,15
1948	3 788 000	237 942	15,92	4 275 000	699 583	6,11	12 823 000	1 497 983	8,56
1949	3 882 000	267 097	14,53	4 378 000	772 744	5,67	13 447 000	1 673 387	8,04
1950	3 969 000	302 811	13,11	4 471 000	887 571	5,04	13 712 000	1 913 355	7,17
1951	4 055 681	350 435	11,57	4 597 542	966 357	4,76	14 009 429	2 105 869	6,65
1952	4 174 000	402 864	10,36	4 788 000	1 034 755	4,63	14 459 000	2 306 374	6,27
1953	4 269 000	440 720	9,69	4 941 000	1 130 882	4,37	14 845 000	2 527 461	5,87
1954	4 388 000	490 819	8,94	5 115 000	1 205 285	4,24	15 287 000	2 706 025	6,65
1955	4 517 000	549 129	8,23	5 226 000	1 317 590	3,97	15 698 000	2 960 874	5,3
1956	4 628 378	627 993	7,37	5 404 933	1 401 259	3,86	16 080 791	3 222 484	4,99
1957	4 769 000	677 336	7,04	5 636 000	1 477 409	3,81	16 610 000	3 429 390	4,84
1958	4 904 000	734 403	6,68	5 821 000	1 550 457	3,75	17 080 000	3 631 381	4,7
1959	5 024 000	798 935	6,29	5 969 000	1 647 379	3,62	17 483 000	3 886 436	4,5
1960	5 142 000	843 731	6,09	6 111 000	1 732 933	3,53	17 870 000	4 104 415	4,35

1961	5 259 211	909 322	5,78	6 236 092	1 794 444	3,48	18 238 247	4 325 682	4,22
1962	5 371 100	986 457	5,44	6 351 300	1 840 119	3,45	18 583 100	4 531 384	4,1
1963	5 480 700	1 068 291	5,13	6 481 300	1 926 878	3,36	18 930 400	4 788 896	3,95
1964	5 583 900	1 115 023	5,01	6 631 200	2 028 528	3,27	19 290 500	5 037 861	3,83
1965	5 685 200	1 145 785	4,96	6 787 800	2 139 696	3,17	19 644 500	5 279 373	3,72
1966	5 780 845	1 168 073	4,95	6 960 870	2 235 489	3,11	20 014 880	5 480 724	3,65
1967	5 864 000	1 370 514	4,28	7 127 000	2 312 344	3,08	20 378 000	5 865 738	3,47
1968	5 928 000	1 448 120	4,09	7 262 000	2 424 916	2,99	20 701 100	6 159 573	3,36
1969	5 985 000	1 534 682	3,9	7 385 000	2 501 718	2,95	21 001 000	6 433 283	3,26
1970	6 013 000	1 602 129	3,75	7 551 000	2 576 041	2,93	21 297 100	6 602 176	3,23
1971³	6 137 305	1 690 802	3,63	7 849 027	2 713 054	2,89	21 962 032	6 967 247	3,15
1972	6 174 216	1 871 802	3,3	7 963 117	2 848 907	2,8	22 218 463	7 407 275	3
1973	6 213 149	2 009 868	3,09	8 075 547	3 002 091	2,69	22 491 777	7 866 084	2,86
1974	6 268 571	2 186 808	2,87	8 204 275	3 111 667	2,64	22 807 969	8 328 393	2,74
1975	6 330 303	2 188 895	2,89	8 319 795	3 225 243	2,58	23 143 275	8 692 821	2,66

P : Population totale

I : Immatriculations d'automobiles

Sources : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries A2-14 et T147-194; Statistique Canada, CANSIM, tableaux 051-0001, 051-0026. Le calcul du ratio immatriculations d'automobiles / population totale est de nous.

¹ Pour les années de recensement (1951, 1956, 1961, 1966 et 1971), nous disposons de données précises tandis que nous nous appuyons sur des estimations pour les années intercensitaires.

² Ces chiffres incluent les voitures taxis, mais excluent les véhicules utilitaires comme les autobus et les camions.

³ Il y a correction d'un sous-dénombrement en 1971.

Annexe 4

Niveaux d'insuffisance de revenus au Canada * selon la taille de la famille en 1961 et ajustés en 1967 et en 1971 en fonction de la hausse du coût de la vie

Taille de la famille	Conseil économique du Canada		
	1961	1967	1971
1 adulte	\$1,500	\$1,740	\$2,045
2 adultes	\$2,500	\$2,900	\$3,408
2 adultes et 1 enfant	\$3,000	\$3,480	\$4,089
2 adultes et 2 enfants	\$3,500	\$4,060	\$4,771
2 adultes et 3 enfants	\$4,000	\$4,640	\$5,452
2 adultes et 4 enfants	\$4,500	\$5,220	\$6,133
2 adultes et 5 enfants	\$5,000	\$5,800	\$6,815

Source : Défi posé par la croissance et le changement, Cinquième exposé annuel, Conseil économique du Canada, *op. cit.*, p. 117. Voir également *Incomes of Canadians*, par Jenny R. Podoluk, *op. cit.*

* A l'exclusion du milieu agricole.

Source : Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec), *La sécurité du revenu*. Volume V, Tome 1 : *La situation actuelle / Les fondements d'une politique de sécurité du revenu – Rapport (Castonguay-Nepveu) de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971, p. 43, tableau 1.7.